REVUE DE PRESSE DU FRAPRU 2018-2019



frapru.qc.ca

Du 17 mai 2018 au 22 avril 2019

MARCHE DU FRAPRU
DE VILLES EN VILLAGES
POUR LE DROIT AU LOGEMENT
2 au 29 SEPTEMBRE 2018



REVUE DE PRESSE
DU 26 AOÛT au 7 OCTOBRE 2018

La Marche de Villes en villages pour le droit au logement a fait l'objet d'un revue de presse spéciale, disponible en ligne au lien suivant: **http://www.frapru.qc.ca/wp-content/uploads/2018/12/**

DOSSIER NOIR
&
1er JUILLET



1er Juillet

RADIO-CANADA **ICI Côte-Nord**

Taux d'inoccupation des logements élevé sur la Côte-Nord

1 juillet 2018

Le taux d'inoccupation des logements sur la Côte-Nord dépasse largement la moyenne québécoise. À Sept-Iles, pour l'année 2017, le taux est de 9,9 %, et il est de 9,6 % à Baie-Comeau. La moyenne québécoise, elle, se situe à 3,4 %.

Un texte de **Émile Duchesne**

La porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), Véronique Laflamme, indique qu'on parle de pénurie de logements lorsque le taux se situe sous les 3 %.

Mme Laflamme ajoute que le haut taux d'inoccupation des logements sur la Côte-Nord contraste avec les données des dernières années où la région a même connu une pénurie de logements à cause d'une intensification du développement économique.

> *« Il y a quelques années, on était dans une situation où on était à 0 ou 0,2 % à Sept-Îles, dans toutes les catégories de logements. On était vraiment dans une situation où on avait une pénurie extrême. »*
>
> — *Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU*



Le taux d'inoccupation des logements sur la Côte-Nord dépasse largement la moyenne québécoise. Photo: Radio-Canada / ICI Estrie/Carl Marchand

La pénurie de logements des dernières années a fait augmenter le prix des loyers, qui n'a pas baissé malgré la hausse du taux d'inoccupation. Ces prix élevés mettent dans une situation précaire les locataires à faible revenu selon Véronique Laflamme.

> *« Une chambre à Sept-Iles, on parle de 559 $ par mois, mais quelqu'un qui a un tout petit revenu, ça prend presque l'entièreté de son revenu pour payer le loyer. »*
>
> — *Véronique Lamarre, porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain*



Véronique Laflamme, porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) Photo : Radio-Canada

Sur la Côte-Nord, 835 ménages locataires consacrent plus de la moitié de leur revenu à leur logement.

Avec les informations de Émilie Talbot-Hamon

RADIO-CANADA ICI Estrie

1 juillet 2018

Six familles toujours sans logis à Sherbrooke



Une famille déménage. Photo: Radio-Canada / Claude Boucher

Alors que des milliers de Québécois ont profité du 1er juillet pour déménager leurs pénates, six ménages n'ont toujours pas de nouveau nid pour les accueillir à Sherbrooke. Parmi ceux-ci se trouve une famille de dix.

D'après le coordonnateur de l'Association des locataires de Sherbrooke, les grands logements sont durs à trouver dans la région. « Et dans le peu qu'il y a, les coûts sont quand même assez élevés [...] Il y a également de la discrimination qui se fait par rapport aux enfants, aux personnes seules, au revenu des gens », explique Normand Couture.

Les logements les moins chers sont parfois insalubres, ajoute-t-il. « Même si tu es pauvre, tu ne veux pas te retrouver dans un logement qui peut causer des problèmes de santé et de sécurité », souligne M. Couture.

La famille de dix est actuellement logée dans des hébergements temporaires fournis par la Ville. Les autres ménages restent chez des amis ou chez des membres de leur famille. « Chaque année, on a toujours réussi à trouver des logements pour ces gens-là », mentionne Normand Couture, confiant.

Normand Couture compte sur le supplément au loyer privé, des subventions octroyées par Québec aux foyers à faibles revenus pour aider les familles dans leur recherche de logement.« Pour certains ménages actuellement on a des réponses favorables », lance le coordonnateur.

La famille de dix est actuellement logée dans des hébergements temporaires fournis par la Ville. Les autres ménages restent chez des amis ou chez des membres de leur famille. « Chaque année, on a toujours réussi à trouver des logements pour ces gens-là », mentionne Normand Couture, confiant.

Normand Couture compte sur le supplément au loyer privé, des subventions octroyées par Québec aux foyers à faibles revenus pour aider les familles dans leur recherche de logement.« Pour certains ménages actuellement on a des réponses favorables », lance le coordonnateur.

La situation est différente pour la famille de huit enfants, arrivée à Sherbrooke il y a six mois. « Généralement pour obtenir un supplément au loyer privé, il faut habiter Sherbrooke depuis un an, spécifie Normand Couture. Mais il existe des cas humanitaires et on considère que cette grande famille fait partie de ces cas, d'autant plus que le père est malade et a besoin de dialyse. »

La canicule s'invite dans les déménagements

Plus de 200 000 Québécois ont profité de la fin de semaine pour déménager, malgré la chaleur et l'humidité intense. « C'est sûr que ça rajoute un gros défi, mais on essaie de l'oublier et d'aller le plus vite possible pour satisfaire la clientèle », lance Didier Prince, un déménageur.

La santé publique de l'Estrie a d'ailleurs émis des conseils de prévention advenant une fatigue exagérée, des nausées, des crampes ou des étourdissements.

« Si ces symptômes-là se présentent, on arrête, on se met au frais, on boit, on appelle le 811 pour s'assurer s'il y a un besoin de consultation, spécifie Linda Pinsonneault, médecin en santé publique. Dans le cas où quelqu'un deviendrait vraiment confus ou perdrait connaissance, à ce moment-là, on appelle le 911, parce que c'est une urgence médicale. »

Taux d'inoccupation des logements en baisse au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie

Publié le dimanche 1 juillet 2018



Les logements vacants se font rares en Gaspésie et aux Îles. Photo : Radio-Canada

Le taux d'inoccupation des logements est en baisse au Bas-Saint-Laurent, en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.

Un texte de **Brigitte Dubé**, avec les informations d'**Émilie Hamon**

Par exemple, à Rimouski, le taux était de 4,9 % en 2016. Il était de 4 % pour l'année 2017.

À Gaspé, pour la même période, le taux est passé de 3,7 % à 1,7 %. Et aux Îles, il est passé de 4,1 % à 0,6 %.

La porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), Véronique Laflamme, indique qu'on parle de pénurie de logements lorsque le taux se situe sous les 3 %.

Taux d'inoccupation en 2017 (tous types d'appartements)

- Rimouski : 4 %
- Rivière-du-Loup : 3,2 %
- Matane : 6,2 %
- Gaspé : 1,7 % (logements de 3 chambres et plus : 0 %)
- Îles-de-la-Madeleine : 0,6 %
- Ensemble du Québec : 3,4 %

Données de la Société canadienne d'hypothèque et de logement

Pénurie en Gaspésie et aux Îles

L'essor d'entreprises comme LM Windpower à Gaspé et le chantier maritime Verreault aux Méchins a entraîné une pénurie de main-d'œuvre. Les compagnies ont pris les grands moyens pour attirer de nouveaux travailleurs qui ont contribué à faire baisser le taux d'inoccupation des logements.

Aux Îles-de-la-Madeleine, c'est plutôt le tourisme qui a un impact sur la disponibilité des logements.

> *« Il est difficile de louer avec un bail de 12 mois aux Îles. Des gens doivent aller ailleurs pendant l'été. Les résidences qui se louent l'été se louent à fort prix. »*
>
> *— Véronique Laflamme, porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)*

« Dans les grands centres, ajoute-t-elle, on parle de gentrification, mais aux Îles, c'est le tourisme qui fait monter le prix des logements. »

Une pression sur le coût des logements



Le FRAPRU invite Ottawa à en faire plus pour favoriser l'accès au logement abordable. Photo : Radio-Canada/Nicole Germain

Même si le taux de certaines villes se situe au-dessus de 3 %, Mme Laflamme soutient que la baisse globale du taux d'inoccupation a des conséquences.

« Souvent, les gens vont prendre un logement en moins bon état, trop petit, plus éloigné, plus cher, et ça a des conséquences évidemment sur leur capacité à répondre à leurs autres besoins essentiels comme se déplacer. Dans de grandes régions comme la Gaspésie, le Bas-Saint-Laurent ou la Côte-Nord, ce n'est pas une dépense compressible, le transport », explique-t-elle.

Véronique Laflamme ajoute que les impacts se font aussi sentir sur la capacité de se nourrir et d'avoir une saine alimentation.

Au Bas-Saint-Laurent, 2600 ménages locataires consacrent plus de la moitié de leur revenu pour leur logement. En Gaspésie, 910 ménages locataires sont dans cette situation.

Québec, là où les loyers sont les plus chers

Publié le samedi 30 juin 2018 à 21 h 01
Mis à jour le 1 juillet 2018 à 13 h 27



Un logement à louer à Québec. Photo : Radio-Canada

Alors que s'amorce la valse des déménagements du 1er juillet, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) rappelle que c'est dans la région de Québec que le prix moyen des loyers est le plus élevé dans la province.

Il en coûtera en moyenne 798 $ chaque mois pour se loger dans l'agglomération de Québec comparativement à 777 $ sur l'île de Montréal, selon des données de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL).

Mais dans la réalité, du studio jusqu'à l'appartement de cinq pièces, les endroits réellement disponibles coûtent encore plus cher.

« Quand les gens se promènent et regardent les coûts disponibles en location, c'est souvent autour de 1000 $ », nuance Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU.

« Pour les gens qui n'ont pas de revenus ou les gens qui ont des revenus moyens, c'est de plus en plus difficile d'avoir un loyer qu'on peut se payer », ajoute-t-elle.



Véronique Laflamme, porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) Photo : Radio-Canada

> *« On s'appauvrit pour payer le loyer, et dans le cas de certaines personnes, on nuit carrément à nos autres besoins essentiels. »*
>
> — *Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU*

À Québec, la hausse du coût des loyers force les personnes à faible revenu à se déplacer plus loin.

« Il y a des gens qui sont déplacés de leur quartier, pa qu'ils n'ont pas les moyens de payer le loyer au coût q est demandé », poursuit Mme Laflamme.

Dans la région de Québec, plus du tiers des ménages locataires paient plus que la norme de 30 % de leurs revenus pour se loger, et 15 000 personnes y consacr plus de la moitié de leurs revenus.

Martin Lucchesi, un résident de Québec qui déménag dimanche, estime qu'il consacrera « de 30 à 40 % de s salaire » pour payer son nouveau loyer.



« Où on s'en va c'est comme si on s'en allait dans une maison, mais c'est le même prix qu'un appartement. C'est quand même très cher pour ce qu'on a de besoin. On est une famille reconstituée avec trois enfants ».

La solution passe par le logement social, plaide Véronique Laflamme. Or, les investissements gouvernementaux dans le secteur sont insuffisants, selon elle.

« Malheureusement, le logement social, il ne s'en construit pratiquement pas. C'est 3000 qui sont financés chaque année pour tout le Québec, et l'an dernier à Québec, seulement 180 ont été construits. »

Des enjeux de logement subsistent en Abitibi

Publié le lundi 2 juillet 2018



Les logements vacants se font rares en Gaspésie et aux Îles. Photo : Radio-Canada

Alors que se termine un long week-end ponctué de déménagements pour plusieurs locataires du Québec, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) a dévoilé son septième *Dossier noir sur le logement et la pauvreté*.

Les données qui ont été utilisées dans ce document du FRAPRU sont tirées du Recensement de 2016, de Statistique Canada.

Pour l'Abitibi-Témiscamingue, 13 % des locataires d'Amos, 16 % de ceux de Rouyn-Noranda et 15 % de ceux de Val-d'Or consacrent plus de la moitié de leur revenu pour se loger.
Selon le FRAPRU, lorsque les locataires doivent payer plus de 30 % de leur revenu pour se loger, ils doivent alors sabrer dans les dépenses reliées à la nourriture et aux vêtements, entre autres.

Difficile pour les autochtones

Toujours selon les données tirées du recensement, le FRAPRU estime que plusieurs personnes des premières nations vivent dans des logements inadéquats.

« Quelque 33 020 autochtones du Québec vivent dans un logement nécessitant des réparations majeures, c'est-à-dire quasiment un sur cinq (18,1 %), alors que chez les non autochtones, cette proportion est de 6,8 %. Des écarts semblables, entre les conditions de logement de la population autochtone et celle non autochtone, sont constatés partout au Canada », souligne le rapport du FRAPRU.

ICI Grand Montréal

+ DE RÉGIONS

ACCUEIL | SOCIÉTÉ | HABITAT

Forte hausse des demandes d'aide pour trouver un logement abordable

Publié le lundi 2 juillet 2018 à 20 h 29



Les faible taux d'inoccupation et les loyers élevés causent des maux têtes aux locataires québécois.

Le Front d'action populaire en réaménagement urba du Québec (FRAPRU) lance un signal d'alarme : cette année, ce ne sont pas moins de 123 ménages qui se retrouvent sans logement, faute d'avoir pu trouver une résidence adaptée à leurs besoins, mais aussi à leur budget.

Au dire de l'organisme, ce nombre représente un bond spectaculaire de 40 % des demandes d'urgence comparativement à l'an dernier.

Pire encore, la coordonnatrice du FRAPRU Marie-José Corriveau déplore que si les besoins augmentent rapidement, les services, eux, peinent à suffire à la demande.

La situation de ces familles sans logis est symptomatique d'une combinaison de facteurs aux effets dévastateurs. Outre un faible taux de logements inoccupés dans les grandes villes du Québec, ce qui contribue à faire grimper les prix des loyers, la croissance de l'immobilier de luxe dépasse largement l développement de l'offre de logements abordables.

À première vue, le prix moyen des logements, à Montré et à Québec, semble acceptable : il en coûterait ainsi 777 $ par mois pour se loger dans la métropole, comparativement à 798 $ dans la capitale.

Mais ces nombres sont trompeurs, puisque les logements disponibles à la location sont souvent bien plus chers, avec un prix franchissant parfois la barre de 1000 $.

en réaménagement urbain du Québec (FRAPRU), ce r sont ainsi pas moins de 244 000 ménages locataires souffrent d'un « besoin impérieux de logement », c'es dire des gens « qui paient trop cher, qui ont un logem en mauvais état, ou [qui est] trop petit ».

Dans un communiqué transmis lundi, le FRAPRU va p loin et dénonce l'insuffisance de l'aide financière octroyée par le gouvernement pour favoriser la construction d'un plus grand nombre de logements abordables.

« Avec un nouveau surplus anticipé de 2,4 milliards d dollars, le Québec peut donner un vrai coup de barre démarrer un chantier de logements coopératifs et sa but lucratif », soutiennent les porte-parole de l'organisme.

« Si on maintient le cap sur 3000 nouveaux logement sociaux par année au Québec, ça va prendre plus de 80 ans pour régler les besoins actuels les plus criants dénonce par ailleurs Mme Laflamme.

D'ailleurs, cet objectif se situe bien au-delà des progr réels effectués par le gouvernement. L'an dernier, il s ainsi à peine construit 700 logements sociaux dans l'ensemble du Québec. En comparaison, quelque 4600 condominiums neufs ont fait leur apparition à Montréal seulement, pendant la même période.

Le FRAPRU réclame par ailleurs un registre officiel de baux, un geste auquel se refuse la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec.

Enfin, l'organisme entend, tout de suite après le déclenchement des élections québécoises, marcher de Québec à Ottawa, sur une distance de 500 kilomètres, pour revendiquer un meilleur droit au logement.

Avec les informations de Michel Marsolais.



métro

SUBARU
Confiance et évolution

SUBARU VICTORIAVILLE
1295, Notre-Dame Ouest, Victoriaville | 819 752-7748 | 1 877 752-7748



02/07/2018 | Mise à jour : 3 juillet 2018 | 9:23

À Montréal, les loyers augmentent et les logements se raréfient

Par Simon Mauvieux
Métro



Véronique Laflamme et Marie-Josée Corriveau — Josie Desmarais / Métro

Alors que de plus en plus de personnes ont besoin de se loger dans de bonnes conditions, le taux d'occupation des logements locatifs à Montréal stagne sous la barre des 3%, et les loyers augmentent, constate le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

Tous les ans, au lendemain de la traditionnelle journée de déménagement du 1er juillet, le FRAPRU publie son Dossier noir sur le logement et la pauvreté, un portrait critique de l'état du logement locatif pour les plus pauvres. Les conclusions du FRAPRU sont encore une fois alarmantes, puisque près de 100 000 personnes doivent changer de logement à Montréal pour cause de loyer trop élevé, d'insalubrité, ou de manque d'espace, alors que le nombre de logements locatifs disponible est passé sous la barre des 3%. Ces chiffres sont tirés du recensement de 2016 de Statistiques Canada ainsi que des données de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL).

Conséquence du manque de logements, cette année, 123 ménages québécois ont dû demander de l'aide le 1er juillet faute de logements abordables disponibles, c'est 40% de plus que l'an dernier, a soutenu le FRAPRU. À Montréal, si certains ont trouvé un toit, 21 ménages ont dû dormir chez des proches et attendent encore d'être relogés.

«Sur le plateau et dans Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, on est proche du 0% d'inoccupation des grands logements», a expliqué Marie-José Coriveau, coordinatrice au FRAPRU, qui a indiqué que le prix moyen des logements augmente constamment. Le loyer moyen à Montréal est de 777$, soit 10$ de plus qu'en 2016, selon la SCHL. C'est à Québec que les loyers sont les plus chers, à 798$ en moyenne. «Le coût des logements disponibles à la location est beaucoup plus élevé que ça,» nuance pourtant la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme, qui a constaté des chiffres plus élevés sur les annonces de location, tandis que les données de la SCHL se basent sur un sondage mené auprès de propriétaires.

«L'alternative, selon nous, c'est d'avoir du logement hors du marché privé, du logement où on ne fait pas du profit, ça s'appelle du logement social», a martelé Mme Laflamme.

La FRAPRU a fustigé les gouvernements provincial et fédéral de ne pas investir suffisamment dans le logement social, alors que Québec a enregistré un surplus budgétaire de 2,4G$ cette année. La porte-parole a aussi exhorté Québec d'aller récupérer l'argent de l'évasion fiscale, qui pourrait se chiffrer à 1G$, pour financer 10 000 logements sociaux. «L'argent est là, c'est ce qui est malheureux», s'est indignée la porte-parole, constatant l'absence d'investissements.

Le FRAPRU demande la construction de 50 000 logements sociaux, un chiffre «réaliste» qui pourrait même être plus élevé que les besoins réels des Québécois les plus pauvres, a affirmé l'organisme. Le FRAPRU va interpeller les partis politiques pendant la prochaine campagne électorale afin d'obtenir des engagements clairs pour la construction de logements sociaux, l'instauration d'un registre des baux et un code provincial pour la salubrité. Actuellement, seul Québec solidaire s'est prononcé en faveur d'un registre des baux.

«C'est comme s'il n'y avait aucune considération pour la situation dramatique que ces gens vivent», a souligné la porte-parole.

Bâtissez votre confiance avec le calculateur d'accessibilité hypothécaire TD. En savoir plus TD

Des logements toujours moins abordables au Québec

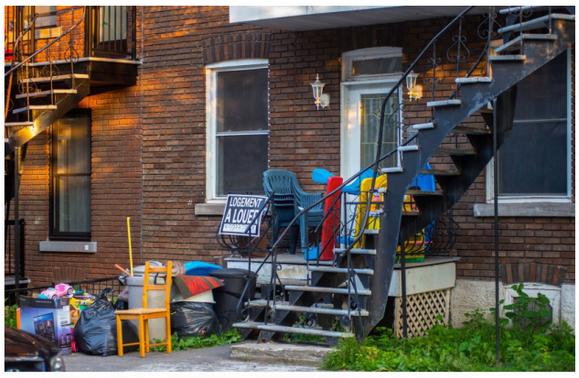


Photo: Olivier Zuida Le Devoir Il en coûtera en moyenne 777 dollars chaque mois pour vivre sur l'île de Montréal.

Annabelle Caillou
2 juillet 2018
Société

Devant la rareté des logements à prix abordables, 123 ménages locataires du Québec ont dû appeler à l'aide cette année, craignant de se retrouver à la rue le 1er juillet. C'est 40 % de plus que l'année précédente, précise le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), qui appelle les gouvernements à agir.

À l'heure actuelle, 21 ménages cherchent encore une nouvelle adresse, contraints pour le moment de vivre chez des amis, de la famille ou d'être hébergés par des groupes communautaires.

« Le problème principal c'est le prix des loyers, qui ne cesse d'augmenter. Les logements mis en location sont souvent plus chers que la moyenne du marché », a déclaré Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU, en conférence de presse lundi matin.

Au lendemain de la grande journée de déménagement des Québécois, le regroupement lançait son 7e Dossier noir sur le logement et la pauvreté, qui fait le point sur la situation des ménages locataires dans la province.

À titre d'exemple, il en coûtera en moyenne 777 dollars chaque mois pour vivre sur l'île de Montréal. Et c'est encore plus dans l'agglomération de Québec, la région la plus dispendieuse, où un logement coûte en moyenne 798 $ par mois.

« Avec un salaire minimum, il ne reste pas grand-chose pour payer les billets d'autobus, se nourrir, s'occuper des frais pour les enfants à l'école », déplore Mme Laflamme.

À Montréal, les locataires sont également confrontés à une pénurie de logements, le taux d'inoccupation étant descendu sous la barre des 3 % cette année. Dans certains arrondissements tels que le Plateau-Mont-Royal ou Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, on s'approche plutôt de 0 % de taux d'inoccupation, précise la porte-parole du FRAPRU.

Appel à l'action

« Malheureusement, on constate que, même si le nombre de ménages qui se retrouvent en difficulté est supérieur d'année en année, l'aide qui leur est accordée est moindre », fait remarquer de son côté la coordonnatrice de l'organisme, Marie-Josée Corriveau.

Afin de lutter contre la hausse considérable des loyers, un registre des baux devrait être créé, selon elle. « Contrairement à Toronto ou à Vancouver, on bénéficie au Québec de la loi sur la Régie du logement, dit-elle. Mais ça reste que les locataires ont tout le poids de prouver une augmentation de loyer abusive de leur propriétaire, et la plupart ne vont pas se lancer dans de telles démarches. »

Les gouvernements de Québec et Ottawa devraient également en faire plus financièrement pour aider les municipalités qui recueillent toujours plus de demandes d'aide au logement. Le FRAPRU compte justement interpeller les partis qui rentreront bientôt en campagne électorale au Québec.

« Au Québec, on a des surplus anticipés de 2,4 milliards de dollars, c'est énorme. On pourrait utiliser une part de cette somme-là pour des logements sociaux, par exemple », propose Mme Corriveau.

Elle constate qu'à l'heure actuelle le marché privé d'habitation ne répond pas aux besoins de la majorité des citoyens. Les copropriétés qui se multiplient dans les grandes villes et les quelques logements locatifs qui voient le jour sont trop petits pour accueillir des familles et souvent à un prix trop élevé.

« Si on maintient le cap sur 3000 nouveaux logements sociaux par année au Québec, ça va prendre plus de 80 ans pour régler les besoins actuels les plus criants. Nous, on demande 50 000 logements sociaux en 5 ans, c'est un objectif faisable », renchérit sa collègue Véronique Laflamme.

Déménagements : 35 familles de Québec sans logis

Publié le lundi 2 juillet 2018



Au lendemain de la grande journée des déménagements, 35 familles ont fait appel à l'Office municipal d'habitation de Québec (OMHQ) pour demander de l'aide. Photo : Radio-Canada/Camille Simard

Au lendemain de la grande journée des déménagements, 35 familles de la région ont fait appel à l'Office municipal d'habitation de Québec (OMHQ) pour demander de l'aide parce qu'elles n'ont pas de logement, une augmentation de 50 % par rapport à l'année dernière.

Un texte de **Camille Simard**

Ces ménages ne se retrouvent toutefois pas à la rue, mais vivent une situation précaire.

Parmi les personnes qui ont demandé de l'aide, une quinzaine ont déjà une promesse de bail et les autres ont trouvé une solution de rechange, comme de l'hébergement temporaire.

L'OMHQ s'assure d'accompagner les gens dans leurs démarches.

« La plupart de ces gens-là sont seuls et vivent des problématiques. Nous, ce qu'on a fait, c'est qu'on a répertorié 400 logements sous le loyer médian pour les aider », résume Marc Laberge, directeur des communications pour l'OMHQ.

Le FRAPRU dénonce

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) croit pour sa part que les logements disponibles ne répondent pas aux besoins des familles à faible revenu.

> *« Le problème, c'est qu'il n'y a pas d'alternative et le marché privé ne répond pas à tous les besoins. »*
>
> *— Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU*

En se basant sur de nouvelles données du Recensement de 2016, le FRAPRU estime que 18 000 ménages locataires ont des « besoins impérieux de logements » à Québec.

Parmi ces ménages, près de 7415 consacrent la moitié de leur revenu à se loger.

« Ces familles vivent dans des logements trop chers, trop petits ou en mauvais état », souligne Véronique Laflamme.

L'Office municipal d'habitation de Québec estime que 2000 ménages sont présentement en attente pour avoir accès à un logement social.

Loyer à prix abordable

Déménagement: deux fois plus de ménages en difficulté que l'an dernier

Agence QMI | **Publié le 2 juillet 2018 à 17:37** - Mis à jour le 2 juillet 2018 à 17:42



Plus d'une centaine de ménages ont eu de la difficulté à se trouver un toit à prix abordable à l'approche du 1er juillet, a indiqué le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) lundi.

Selon l'organisme, 123 ménages ont appelé à l'aide parce qu'ils craignaient de ne pas être en mesure de se trouver un appartement à temps pour le 1er juillet.

Du nombre, 74 ménages se trouvaient dans la métropole, où le taux d'inoccupation a chuté sous la barre des 3%. «Il y a eu cette année deux fois plus de ménages en difficulté [à Montréal] que l'an dernier autour de la période des déménagements», a affirmé Marie-José Corriveau, coordonnatrice du FRAPRU, par communiqué.

Pas moins de 35 ménages de Québec et 14 de Sherbrooke ont aussi craint de se retrouver à la rue.

«Le principal problème rencontré est la cherté des logements. Les loyers des logements mis en location sont généralement plus chers que la moyenne du marché», a fait valoir Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU.

Actuellement, un locataire peut s'attendre à débourser, en moyenne, 777 $ par mois à Montréal et 798 $ par mois à Québec pour obtenir un logement, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Un montant trop élevé pour les gens à petits revenus, incluant les travailleurs à temps plein au salaire minimum, a déploré le FRAPRU

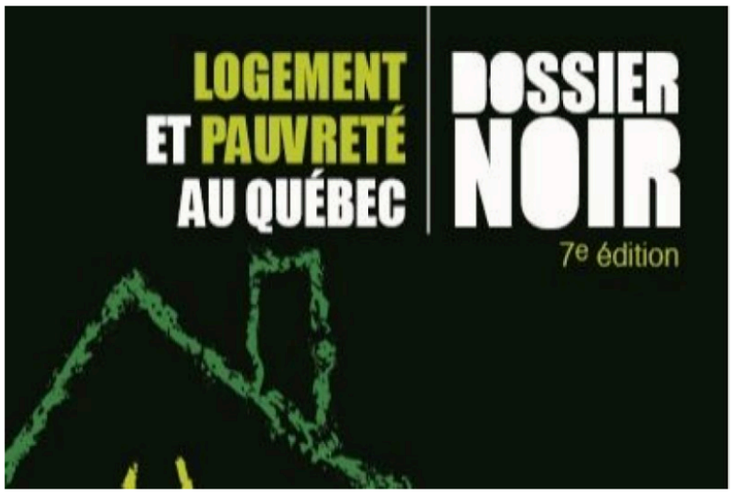
Le FRAPRU réclame des investissements massifs en logements sociaux pour tenter de remédier à la situation. «Si on maintient le cap sur 3000 nouveaux logements sociaux par année au Québec, ça va prendre plus de 80 ans pour régler les besoins actuels les plus criants», a dénoncé Mme Laflamme.

L'organisme espère maintenant que les partis politiques tiendront compte de leurs revendications à l'aube des élections provinciales.

Des solutions sont à portée de main pour régler les problèmes de logement, affirme le FRAPRU

Bilan de la journée nationale des déménagements

Réal-Jean Couture redaction_rimouski@tc.tc
Publié le 2 juillet 2018



Au lendemain de la grande journée de déménagements, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) s'inquiète des conséquences de la rareté de logements à prix abordable.

À cette occasion, le regroupement provincial lance son 7ème Dossier noir sur le logement et la pauvreté, lequel fait le point sur la situation des ménages locataires au Québec. À la veille du déclenchement des élections québécoises, le regroupement soutient que le gouvernement québécois a tous les moyens à disposition pour diminuer drastiquement les problèmes de logement et permettre aux ménages à faible et à modeste revenus de rester dans leurs quartiers, même s'ils sont en proie à la gentrification.

Plusieurs ménages locataires toujours dans une situation précaire

Malgré la disponibilité de logements à louer, 123 de locataires à travers la province ont encore appelé à l'aide, parce qu'ils craignaient de se retrouver à la rue le 1er juillet. C'est le cas de 74 ménages à Montréal, 35 à Québec et 14 à Sherbrooke. À Montréal, où le taux d'inoccupation est descendu sous la barre du 3 %, « il y a eu cette année deux fois plus de ménages en difficulté que l'an dernier autour de la période des déménagements », affirme Marie-José Corriveau, coordonnatrice du FRAPRU.

« Le principal problème rencontré est la cherté des logements », affirme Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU. « Les loyers des logements mis en location sont généralement plus chers que la moyenne du marché », précise-t-elle, rappelant que selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, un logement se loue en moyenne à 777 $ par mois sur l'île de Montréal et à 798 $ par mois dans l'agglomération de Québec.

Le prix des logement disponibles à la location est pour sa part encore plus élevé. « Pour les personnes qui ont un petit revenu, même celles qui travaillent à temps plein au salaire minimum, c'est beaucoup trop cher », constate Véronique Laflamme. En l'absence d'un réel contrôle des loyers, le droit au logement des ménages locataires est lourdement malmené, soutient le FRAPRU.

Nouvelles données sur le logement et la pauvreté

Le FRAPRU rend également publiques aujourd'hui de nouvelles données du Recensement de 2016 sur le logement ayant fait l'objet d'une commande spéciale à Statistiques Canada. Ces chiffres nous apprennent que plus de 244 120 ménages locataires ont des besoins impérieux de logement au Québec, parce qu'ils vivent dans des logements trop chers, trop petits ou insalubres.

Le revenu de ceux d'entre eux qui consacrent plus de la moitié de leur revenu médian pour se loger est de seulement 12 739 $ par année. Les femmes, les personnes seules, les personnes âgées et les jeunes, qui figurent parmi les personnes les plus nombreuses à consacrer une part démesurée de leur revenu au loyer, sont toujours plus à risque d'être mal logés.

Selon le FRAPRU, pour soulager les ménages mal-logés, voire sans-logis, les gouvernements doivent soutenir beaucoup plus activement le développement du logement social. « Si on maintient le cap sur 3000 nouveaux logements sociaux par année au Québec, ça va prendre plus de 80 ans pour régler les besoins actuels les plus criants », s'insurge Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU. Elle précise que les nouveaux logements sociaux devraient également être réalisés en socialisant des immeubles privés nécessitant des rénovations. « De cette manière, on soustrait une partie du parc locatif de la logique marchande, on améliore les conditions de logement de personnes qui y vivent, tout en leur permettant de rester dans leur logement, dans leur quartier », fait-elle remarquer.

Des choix politiques conséquents doivent être posés

Le FRAPRU s'explique mal qu'avec la situation budgétaire favorable, le gouvernement du Québec ne fasse pas davantage pour s'attaquer sérieusement aux problèmes de logement. Selon ses porte-paroles, « avec un nouveau surplus anticipé de 2,4 milliards $, le Québec peut donner un vrai coup de barre et démarrer un chantier de logements coopératifs et sans but lucratif ».

L'organisme interpelle d'ailleurs les partis en lice aux élections d'octobre prochain afin qu'ils s'engagent sérieusement en ce sens, en ajoutant aux investissements québécois les fonds fédéraux qui seront rendus disponibles par la nouvelle Stratégie fédérale sur le logement. Enfin, le FRAPRU demande aux partis politiques québécois de prévoir un code provincial du logement sur la salubrité et un meilleur contrôle des loyers.



Le 2 septembre, peu après le déclenchement de la campagne électorale, des marcheurs et marcheuses parcourront, à l'appel du FRAPRU, les 500 km séparant Ottawa et Québec en revendiquant un meilleur respect du droit au logement.

Pour lire le Dossier noir logement et pauvreté 2018 : https://bit.ly/2MyppgY

RADIO-CANADA ICI Abitibi-Témiscamingue 3 juillet 2018

La crise du logement à Val-d'Or frappe durement les personnes à faible revenu



Les logements à louer sont très rares à Val-d'Or. Photo: Radio-Canada / Mélanie Picard

La hausse du prix des loyers et le peu de disponibilités de logements constituent des obstacles majeurs pour les travailleurs à faible revenu à Val-d'Or. C'est ce que constatent plusieurs acteurs du milieu.

Un texte de **Thomas Deshaies**

Dans les derniers mois, l'organisme la Piaule, qui vient en aide aux personnes en situation d'itinérance, est intervenue auprès de travailleurs, comme le rapporte leur président, Stéphane Grenier. « Ce sont des personnes qui se sont déplacées d'autres localités, même de l'extérieur de la région, parce qu'il y avait de l'emploi à Val-d'Or. Mais la faiblesse de leurs revenus ne leur permet pas d'avoir n'importe quel appartement », constate-t-il.

Il invite les employeurs à faire preuve de vigilance, notamment parce que les intervenants de la Piaule ne constatent que « la pointe de l'iceberg ».

« Beaucoup dorment chez des amis ou collègues de travail, et même dans leur voiture, plutôt que d'avoir recours aux services d'itinérance. »

— Stéphane Grenier, professeur en travail social à l'UQAT

Taux d'inoccupation en baisse et hausse du prix des loyers

Le taux d'inoccupation à Val-d'Or est de 1,7 %, alors qu'il se situait à 3,1 % en 2016. Le prix moyen des loyers a également considérablement augmenté dans la dernière décennie, et ce, partout dans la région. Le coordonnateur de l'Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue (ALOCAT), Bruce Gervais, affirme que les données de la Société canadienne d'hypothèques et de logement démontrent qu'il y a eu une hausse moyenne de plus de 40 % entre 2005 et 2018.

Le développement de projets miniers d'envergure fait croire à Bruce Gervais que la situation deviendra de plus en plus difficile pour les personnes ayant un faible revenu. « C'est clair que cela va impacter sur le prix des logements, c'est sûr. Il n'y a pas beaucoup de logements, on n'en construira pas tant, il va se construire des logements plus de luxe, et ils vont coûter plus cher, bien sûr », craint-il.

Malgré la construction de plusieurs logements sociaux à Val-d'Or dans les dernières années, plus de 11 % des locataires de Val-d'Or consacrent plus de 50 % de leurs revenus à leur loyer.

Part des ménages locataires qui consacrent 30 % ou plus de leur revenu au logement (voire 50 %), agglomération de Rouyn-Noranda et Val-d'Or et Québec, 2016

	AGGLOMÉRATION	CONSACRANT PLUS DE 30 % DU REVENU AU LOGEMENT	CONSACRANT PLUS DE 50 % DU REVENU AU LOGEMENT
1	Rouyn-Noranda	2100 (30,5%)	795 (11,5%)
2	Val-d'Or	1475 (27,5%)	600 (11,2%)
3	Ensemble du Québec	457 375 (33,7%)	195 645 (14,4%)

Source : Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue

Stéphane Grenier estime quant à lui qu'il est normal que les retombées positives tardent à se faire sentir. Il explique que ce sont les personnes vivant dans une « cohabitation toxique » qui bénéficient en premier lieu de ces nouvelles portes. « C'est-à-dire, monsieur et madame tout le monde qui restent ensemble, mais qui ne s'aiment plus. Quand il y aura de la disponibilité, ils vont se séparer, explique-t-il. Ce n'est pas pour rien qu'en 2016 (lorsqu'il y avait davantage de logements inoccupés), on a vu le taux de signalements (à la Direction de la protection de la jeunesse) diminuer, alors que la courbe de la crise du logement s'est un peu réduite. »

Un marché déréglementé

M. Gervais craint que certains propriétaires soient tentés de procéder à des hausses drastiques des loyers. « C'est un marché qui n'est pas réglementé », s'insurge-t-il.

Du côté de la Régie du logement, on rappelle que le propriétaire est dans l'obligation d'indiquer le prix le plus bas payé au cours des 12 mois précédant le début du bail.

Lors d'une entente via un bail verbal, le propriétaire doit acheminer un écrit obligatoire au locataire, dans les 10 jours suivant l'entente. « On doit y retrouver essentiellement les mêmes informations que le formulaire standard du bail », précise leur porte-parole, Denis Miron. Il est également illégal d'exiger un dépôt.

Plusieurs démarches sont en cours pour faire face à la crise, alors que les représentants du milieu municipal, des gens d'affaires et des locataires, s'entendent avec une certaine unanimité sur le sérieux du problème.

Pour Stéphane Gernier, le développement de coopératives d'habitation pourrait être une autre option intéressante. Il estime que les citoyens corporatifs pourraient appuyer financièrement ce type d'initiative.

Des programmes menacés à l'UQAT

Des étudiants ne seraient pas en mesure de trouver de logement, ce qui menace certains programmes offerts par le campus de Val-d'Or de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT).

« Il faut savoir qu'on gère souvent des petites cohortes, et le fait de manquer deux ou trois étudiants met vraiment en péril certains de nos programmes, alors on espère vraiment que l'ensemble de nos étudiants puissent se loger », explique le directeur du campus de l'UQAT à Val-d'Or, Vincent Rousson.

Plusieurs étudiants du campus de Val-d'Or proviennent de l'extérieur de la région. Ils doivent donc trouver un toit pour la durée de leurs études, explique M. Rousson.

L'université, le Cégep et la Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois ont annoncé la construction de nouvelles résidences, mais celles-ci ne seront pas prêtes avant l'automne 2019. Vincent Rousson invite donc les propriétaires à se manifester. « S'il y a des propriétaires qui sont à l'écoute et qui souhaitent soutenir nos étudiants dans leur démarche d'études, vous pouvez nous faire signe sans problème. On va vous aider à trouver un étudiant qui va pouvoir prendre un appartement », conclut-il.

« Ce que ça démontre, c'est que la pauvreté avance plus vite que les efforts qu'on met pour la contrer. »

— *Bruce Gervais, coordonnateur de l'ALOCAT*

Évolution du taux d'inoccupation à Val-d'Or

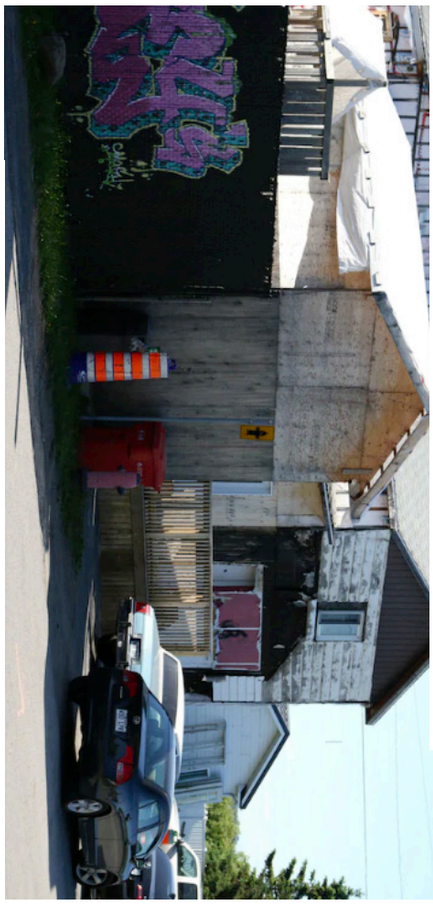
Année ▼	Val-d'Or	Ensemble de la région
2012	0,0	3,0
2013	0,1	3,1
2014	1,2	3,7
2015	1,8	4,3
2016	3,1	4,4
2017	1,7	3,4

Source : Société canadienne d'hypothèque et de logement

La crise du logement à Val-D'Or frappe durement les personnes à faible revenu, **Radio Canada, 3 juillet 2018 (suite)**

Les Autochtones trois fois plus susceptibles de vivre dans un logement inadéquat

Près d'un Autochtone sur cinq vit dans un logement nécessitant des réparations majeures, trois fois plus que les non-Autochtones, selon un dossier du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).



Des bâtiments résidentiels en mauvais état se font voir par endroit sur le territoire de la communauté mohawk de Kahnawake, au sud de Montréal. Photo: Radio-Canada / Jean-François Villeneuve

Un texte de **Gabrielle Paul**

« Les Autochtones font partie des personnes les plus mal logées au Québec », confirme la porte-parole de l'organisme, Véronique Laflamme.

Il y a près de 183 000 Autochtones au Québec et 18 % d'entre eux vivent dans un logement de mauvaise qualité, alors que 6,8 % du reste de la population est dans cette situation, selon le FRAPRU, qui base son dossier sur les recensements de Statistique Canada.

« Les écarts dans les conditions de logement entre la population autochtone et le reste du Québec sont importants », note Véronique Laflamme.

Difficultés en milieu urbain

Dans les villes, l'accès même à un logement est problématique pour les Autochtones.

« Que ce soit à Montréal ou à Val D'Or, les Autochtones font face à de la discrimination, soutient Véronique Laflamme. Nous avons reçu des témoignages de gens qui, seulement par leur nom, se sont vu refuser des visites d'appartements. » Ce genre de discrimination est illégal et peu chiffré.

Logements surpeuplés

Ce sont près de 15 % des Autochtones qui occupent des logements trop petits, alors ce chiffre s'élève à environ 7 % chez les non-Autochtones.

« En d'autres mots, lorsque l'on vit dans un logement de taille insuffisante, on vit dans un logement surpeuplé », spécifie Véronique Laflamme.

« Les enfants et les femmes sont particulièrement vulnérables lorsqu'il s'agit de surpeuplement, explique-t-elle. Les enfants n'ont pas un bon environnement pour faire leurs devoirs et les femmes sont plus à risque de faire face à de la violence. »

Le dossier du FRAPRU compte également que 9500 logements manquent dans les communautés autochtones et au Nunavik.

« Les investissements gouvernementaux sont insuffisants pour lutter contre la crise qui sévit dans les communautés », croit Véronique Laflamme.

Le FRAPRU s'intéresse aux conditions de logement des Autochtones depuis 2013. « Dans les communautés des Premières Nations ou dans les villages inuits, il n'est pas rare de vivre à six ou sept dans un logement de deux chambres. Certaines personnes sont obligées d'adopter des "quarts de sommeil", c'est-à-dire d'établir un horaire pour que tout le monde puisse dormir dans un lit », pouvait-on lire dans l'un de leur précèdent rapport.

RADIO-CANADA
ESPACES AUTOCHTONES

Publié le mardi 3 juillet 2018

Lancements locaux du Dossier Noir

métro 6 novembre 2018

La demande de logements sociaux toujours forte dans l'est de Montréal



: Marie-Josée Corriveau, Simon Dumais et Jean-Claude Laporte veulent que les paliers de gouvernements agissent rapidement et construisent des logements sociaux dans l'Est de Montréal.

Photo: **Quentin Parisis**

Plus de 6 600 ménages locataires dans l'est de Montréal consacrent plus de la moitié de leurs revenus pour se loger, selon une étude menée par Infologis et le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Selon ces organismes, des actions rapides sont nécessaires pour freiner Une situation délicate qui tend à s'aggraver et qui nécessite.

Les données compilées par Infologis et le FRAPRU, basées sur les recensements de 2001, 2006 et 2016, dévoilent également que le loyer médian a augmenté plus rapidement que les revenus médians.

Ainsi, à Montréal-Est, par exemple, la hausse du salaire médian s'est établie à 2,5% entre 2006 et 2016, tandis que les loyers ont bondi de 21,3%.

Dans ce secteur géographique, près de quatre ménages sur dix consacrent plus de 30% de leurs revenus au logement. Encore plus frappant, 7,2% doivent consacrer pas moins de 80% de leur budget à leur loyer.

Aucun secteur de l'Est de Montréal n'est épargné par cette évolution.

Ces chiffres apparaissent comme un signal d'alarme aux yeux de Jean-Claude Laporte, d'Infologis de l'Est de Montréal, sur «le manque flagrant de logements sociaux dans l'est de l'Île de Montréal».
Infologis estime par ailleurs à 3420 le nombre de logements ayant besoin de «réparations majeures» dans l'Est montréalais.

«On parle souvent de moisissures et de punaises de lits, mais il y a aussi des problèmes d'isolation, de chauffage, de balcons dangereux», liste-t-il.

Cette part toujours plus importante accordée au loyer impacte directement sur le niveau de pauvreté de la population assure Jean-Claude Laporte, qui remarque qu'il est plus difficile, dans ces conditions, de pourvoir aux besoins alimentaires, aux transports et aux autres dépenses.

«Les chiffres du recensement nous donnent l'opportunité de voir l'évolution du niveau de pauvreté et du respect au droit au logement», estime-t-il.

Des solutions

Marie-José Corriveau, coordinatrice du FRAPRU, estime qu'il est «urgent que les gouvernements de François Legault et de Justin Trudeau investissent massivement dans le développement de nouveaux logements sociaux».

Celle-ci estime à 1700 le nombre de logements sociaux nécessaires, de façon urgente, dans l'Est de Montréal.

Pour ces intervenants communautaires, la promesse de baisses d'impôts annoncées par la CAQ lors de la campagne électorale n'apparaît pas comme une bonne nouvelle. Celles-ci sont au contraire perçues comme une enveloppe en moins pour le développement du logement social.

«Ça va être difficile de convaincre le gouvernement de François Legault là-dessus, car il a fait beaucoup de promesses sur le fait de remettre de l'argent dans les poches du contribuable», regrette de Jean-Claude Laporte.

Marie-Josée Corriveau estime que les pouvoirs publics doivent aussi agir rapidement pour mettre la main sur des terrains disponibles et ainsi éviter l'intérêt des entrepreneurs en immobilier, d'autant plus «qu'on en a les moyens».

Le gouvernement fédéral a mis en place l'an passé une stratégie canadienne sur le logement annoncé l'automne dernier, avec 40 milliards de dollars alloués pour les 10 prochaines années.

«Québec peut et doit en récupérer une partie pour le logement social», explique Marie-Josée Corriveau, qui estime par ailleurs que le programme Accès Logis, qui favorise le regroupement des ressources publiques, communautaires et privées, afin de réaliser des logements communautaires et abordables pour des ménages à revenu faible ou modeste, doit être indexé. La dernière indexation date de 2009.

Le 25 octobre dernier la Mairesse Valérie Plante et la responsable de l'habitation, de la gestion, de la planification immobilière et de la diversité montréalaise, Magda Popeanu, ont annoncé une stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et ont rappelé à cette occasion que «pour logement social et communautaire, des projets totalisant 3000 logements sont en cours, à différentes étapes de développement ».

«C'est un engagement de campagne et on met des efforts très importants», a simplement commenté l'attachée de presse de la mairesse, Geneviève Jutra, sur l'appel lancé par Infologis et le FRAPRU.

Pourcentage des ménages qui consacrent 50% et plus de leurs revenus pour le loyer en 2016

Pointe-aux-Trembles: 11,9%

Rivière-des-Prairies ; 17,8%

Montréal-Est : 15,4%

Anjou : 10,8%

Mercier-Est:12,9%

Mercier-Ouest:13,4%

Ces données proviennent de commandes spéciales du FRAPRU à Statistiques Canada.

La demande de logements sociaux toujours forte dans l'est de Montréal,
Métro, 6 novembre 2018 (suite)

Pamplemousse Mercier-Est

Améliorer le sort des locataires de l'est de Montréal

IMMOBILIER *7 NOVEMBRE 2018*



Marie-Josée Corriveau du FRAPRU, Simon Dumais et Jean-Claude Laporte, d'Infologis de l'est de Montréal. (Photo : Anne-Marie Tremblay)

> **Décriant la situation très précaire de plusieurs locataires dans l'est de Montréal, Infologis réclame que tous les paliers gouvernementaux mettent l'épaule à la roue et injectent des fonds pour augmenter le nombre de logements sociaux. Un enjeu majeur qui n'épargne pas Mercier-Est.**

En effet, le quartier compte une majorité de locataires, selon les données présentées par Infologis de l'est de Montréal lors d'une conférence de presse organisée le 6 novembre dernier. Et pour plusieurs, le logement constitue une dépense importante, augmentant leur précarité. À l'image des autres secteurs desservis par cet organisme de défense des droits des locataires, qui compte Mercier-Ouest, Anjou, Pointe-aux-Trembles, Montréal-Est et Rivière-des-Prairies, près du tiers des ménages de Mercier-Est consacrent plus de 30 % de leurs revenus à se loger, soit 3505 ménages. Toujours dans le quartier, ils seraient 1470 à dépenser 50 % ou plus de leur budget pour avoir un toit. Une proportion qui grimpe à 80 % ou plus pour 505 d'entre eux, comme le montrent les données du dernier recensement.

« Cette situation crée une grande difficulté à combler ses besoins de base, que ce soit pour se vêtir, se nourrir, pour le transport, etc. », a souligné Jean-Claude Laporte, organisateur communautaire d'Infologis. D'autant qu'au fil du temps, l'écart se creuse entre le revenu des ménages locataires et le prix des loyers. « Entre 2001 et 2016, le revenu médian dans Mercier-Est a augmenté de 34,9 % alors que le loyer médian a quant à lui grimpé à 41,6 % », a poursuivi Simon Dumais, lui aussi organisateur communautaire.

1700 logements sociaux dans l'Est

C'est pourquoi le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) réclame la construction de 50 000 nouveaux logements sociaux en cinq ans, dont 1700 pour l'est de Montréal, a poursuivi Marie-Josée Corriveau, coordonnatrice de l'organisme. « Cela permettrait de développer du logement hors marché, c'est-à-dire sans but lucratif qui ne serait pas soumis à la spéculation, et compte tenu des annonces qui ont été faites dans l'est de Montréal, c'est urgent de procéder à ce niveau-là. »

En effet, la mairesse Valérie Plante et le nouveau premier ministre François Legault ont annoncé fin octobre la mise sur pied d'un comité de développement pour l'est de Montréal. Un regroupement qui, espèrent ces organismes de défense des droits des locataires, misera aussi sur le social et non seulement sur l'économie. Ainsi, ils demandent que les acteurs sociaux aient voix au chapitre à ce sujet. Ils réclament également différentes mesures, dont la mise en réserve de terrains pour le logement social, un budget pour l'achat et la rénovation d'immeubles et de rendre disponible rapidement les sommes prévues pour le programme AccèsLogis.

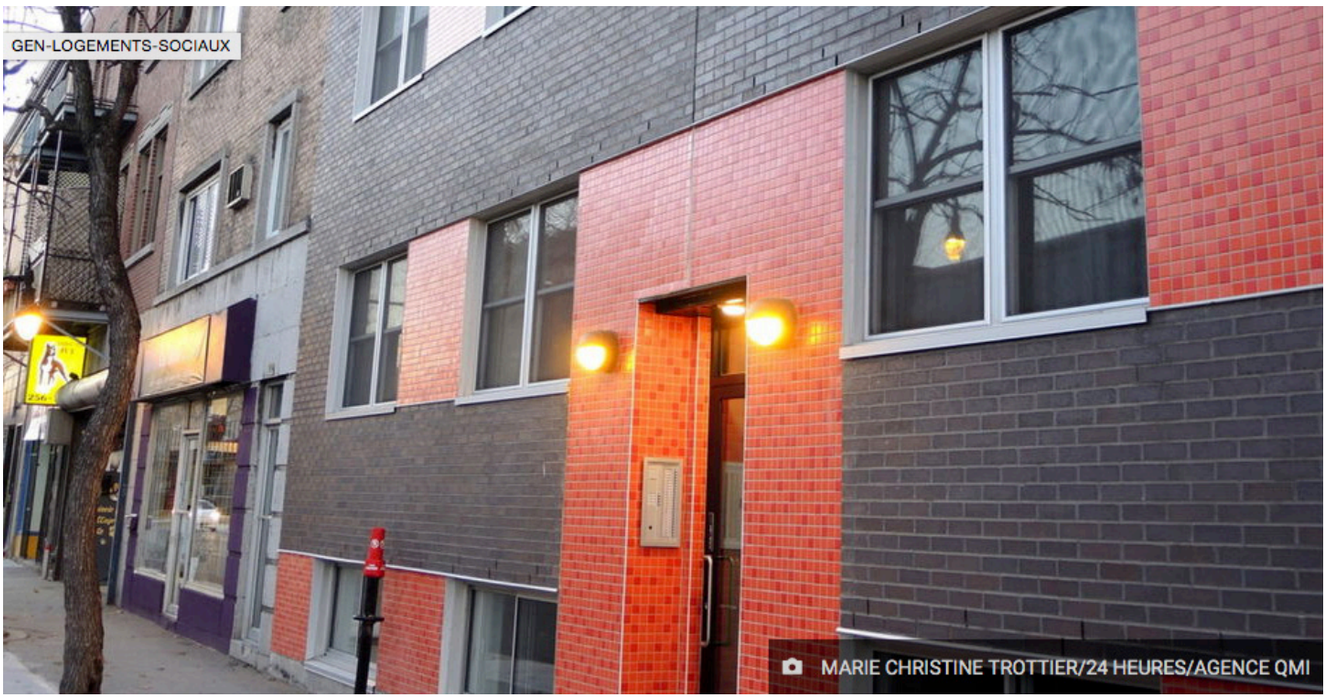
Alors que le gouvernement du Canada a annoncé l'injection de 40 milliards de dollars sur 10 ans avec sa stratégie sur le logement et qu'au Québec, l'ancien gouvernement a réalisé des surplus budgétaires, le contexte est donc favorable, non seulement dans l'est de Montréal, mais partout au Québec, pour peser sur l'accélérateur et accélérer la construction de logements sociaux. « Offrir des conditions de logements décentes, c'est une des conditions *sine qua non* pour garantir le droit à la santé ou à l'éducation. », soutient Marie-Josée Corriveau. Une façon d'améliorer réellement le sort des personnes les plus démunies de notre société,ajoute-t-elle. « Il faut donc mettre un coup de barre dans ce dossier. »

Veuillez noter qu'une erreur s'était glissée dans la première version du texte. Il fallait lire que le FRAPRU réclame 50 000 logements et non 5000. Nos excuses.

TVA Nouvelles

Agence QMI | **Publié le 9 novembre 2018**

Montréal ne construira pas assez de logements sociaux selon le FRAPRU



Même si l'administration Plante s'est engagée à créer 12 000 nouveaux logements sociaux à Montréal d'ici 2022, les objectifs de la Ville ne répondront pas à la demande, prévient un organisme qui milite pour l'accès au logement.

«La mairesse tient sa promesse, mais ce n'est pas suffisant. Seulement maintenant, il y a près de 24 000 demandes pour une place en HLM», a tenu à rappeler Céline Magontier, responsable des dossiers montréalais au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Elle souhaite que Valérie Plante fasse pression sur les autres paliers de gouvernement pour qu'ils augmentent leur contribution.

Pour répondre à la demande, le FRAPRU estime à plus de 22 000 le nombre de logements sociaux qui devraient être construits d'ici cinq ans à Montréal.

Selon les dernières données de Statistiques Canada, près d'un locataire montréalais sur trois paie trop cher pour son logement, soit plus de 30 % de ses revenus. Environ 18 % de ceux qui ne sont pas propriétaires consacrent plus de la moitié de leurs revenus pour se loger.

Plus inquiétant encore, près de 10 % des locataires à Montréal sont à haut risque de se retrouver en situation d'itinérance, dépensant plus de 80 % de leurs revenus pour avoir un toit sur la tête.

Toujours d'après le dernier recensement, les jeunes, les femmes et les personnes âgées sont ceux qui paient le plus pour un appartement.

Petits et vieillissants

Quand ce n'est pas le prix, c'est la qualité des loyers qui est remise en cause par le FRAPRU. À Montréal, plus d'une famille sur dix déclare habiter dans un logement de taille insuffisante.

«La Ville mise trop sur l'accès à la propriété pour garder les familles ici. Mais la plupart des familles, surtout monoparentales, n'ont pas les moyens. Il faut penser à construire des logements plus grands», a plaidé Céline Magontier, qui s'inquiète par ailleurs de l'état des logements à Montréal. Dix pour cent auraient besoin de rénovations majeures, selon le FRAPRU.

RADIO-CANADA ICI Saguenay–Lac-Saint-Jean

Les locataires saguenéens figurent parmi les plus pauvres du Québec

Publié le lundi 26 novembre 2018



Un locataire sur trois réserve plus de 30 % de ses revenus pour payer son loyer.
Photo: Radio-Canada

L'organisme Loge m'entraide et le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) reviennent à la charge pour réclamer davantage de logements sociaux à Saguenay comme ailleurs au Québec. Ils constatent que les locataires du Saguenay sont les plus pauvres du Québec après ceux de Trois-Rivières.

Un texte de **Gilles Munger**

Dans son *Dossier noir sur le logement et la pauvreté*, le Front d'action populaire en réaménagement urbain indique que revenu médian des locataires saguenéens était de 32 912 $ en 2015. Ce revenu a augmenté de 9,5 % en cinq ans, moins vite que le coût des logements (10,3 %).

Selon le recensement de 2016, 30 % des locataires consacrent plus de 30 % de leur revenu au paiement de leur loyer. Les jeunes, les personnes âgées, les personnes seules et les femmes sont particulièrement touchés.

> *« Les gens se retrouvent à devoir couper dans la qualité de la nouriture, fréquenter les banques alimentaires, etc. Vraiment, nous, on trouve ce portrait-là très inquiétant. »*
>
> *— Véronique Laflamme, porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain*

Le FRAPRU et Loge m'entraide demandent au nouveau gouvernement de la Coalition avenir Québec (CAQ) de livrer rapidement les 12 500 logements sociaux déjà annoncés par le gouvernement antérieur. Ils réclament plus d'argent pour les coopératives, les organismes sans but lucratif et les logements publics comme les HLM.

La coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté, interpelle directement la députée de Chicoutimi et ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Andrée Laforest.

> *« Elle a le pouvoir actuellement d'influencer le gouvernement pour que les ménages locataires appauvris soient logés dignement. »*
>
> *— Sonia Côté, coordonnatrice de Loge m'entraide*

Ouverture de la ministre

Andrée Laforest répond que son gouvernement financera de nouveaux logements sociaux tant pour les organismes sans but lucratif que dans le secteur privé.

> *« On va regarder les deux solutions. C'est sûr qu'il y a des besoins criants. Il y a eu beaucoup de promesses depuis les dernières années et la concrétisation comme telle n'a pas été ce qu'elle devait être. »*
>
> *— Andrée Laforest, ministre des Affaires municipales et de l'Habitation*

De son côté, la conseillère municipale Julie Dufour réitère que la Ville de Saguenay devra accorder un rôle important aux propriétaires privés, malgré les pressions des organismes d'aide aux locataires.

> *« Il faut comprendre que Ville de Saguenay est la seule ville, à l'heure actuelle, l'une des plus grandes villes au Québec [...] en démographie décroissante. »*
>
> *— Julie Dufour, présidente du comité sur le logement de la Ville de Saguenay*

Les locataires saguenéens figurent parmi les plus pauvres du Quuébec, **Radio-Canada, le 26 novembre 2018 (suite)**



TVA Nouvelles

Les locataires de Saguenay parmi les plus pauvres du Québec

Valérie Fortin | TVA Nouvelles | **Publié le 26 novembre 2018 à 14:28**



Le revenu médian des ménages locataires de la région métropolitaine de Saguenay est le second plus faible du Québec après celui de la région de Trois-Rivières, ont dévoilé des organismes lundi.

Selon le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et l'organisme Loge m'entraide, le revenu médias les ménages locataires de Saguenay est de 32 912 $.

Par ailleurs, c'est à Saguenay que la hausse des revenus a été la plus faible lors des cinq dernières années. Alors qu'il a augmenté de 16,4 % dans l'ensemble de la province, le revenu médian des ménages locataires a augmenté de seulement 9,4 % dans la région de Saguenay.

Le tiers des locataires de Saguenay consacrent plus de 30 % de leur revenu pour se loger, ce qui est considéré comme la norme pour avoir un budget équilibré.

Plus de 11 % des ménages saguenéens y consacrent plus de la moitié de leur budget. Environ 1 065 ménages de Saguenay doivent même utiliser 80 % de leur revenu disponible pour payer leur logement.

Les organismes communautaires estiment inacceptable ce genre de situation. «2 905 ménages locataires consacrent plus de la moitié de leur revenu pour se loger, ce qui les oblige à faire des choix déchirants et à couper dans leurs autres besoins essentiels, au détriment de leur santé», a déclaré la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme.

Les personnes seules, les personnes âgées et les jeunes sont les plus nombreux à payer un pourcentage trop élevé de leur revenu en loyer.

À la lumière de ces nouvelles données préoccupantes, le FRAPRU et Loge m'entraide ont interpellé la nouvelle ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Andrée Laforest. Les organismes lui demandent de bonifier le programme AccèsLogis, dont les barèmes n'ont pas été indexés depuis 10 ans, pour permettre la construction d'autres logements sociaux.

Selon le FRAPRU, près de 40 000 ménages à la grandeur du Québec sont sur une liste d'attente pour avoir accès à un logement social.



Le prix des loyers augmente pendant que le salaire diminue



CAROLYNE LABRIE
lundi 26 novembre 2018 - 14h16

Dans la dernière année au Québec, 700 logements sociaux ont été construits alors qu'il en faudrait 800 seulement à Saguenay.

Par ailleurs, à Saguenay le prix moyen des loyers a augmenté plus rapidement que le revenu des locataires, selon le dernier recensement. C'est la seule métropole québécoise a se retrouver dans cette situation.

En 2010, le revenu médian des ménages locataires saguenéens était de 30 068 $. En 2015, il était de 32 912 $,

Véronique Laflamme du FRAPRU, ajoute que le tiers des locataires utilisent 30 % et plus de leur revenu pour payer leur appartement et ils sont près de 3000 Saguenéens et utilisé plus de 50 % de leur revenu pour payer leur loyer, comme en témoigne ce tableau.

	Nombre	%	Revenu	Loyer médian
Payent 30 % et plus	7475	30.1 %	17 945 $	628 $
Payent 50 % et plus	2905	11,7 %	14 423 $	700 $
Payent 80 % et plus	1065	4,3 %	8 964 $	849 $

> **Peut-être que les loyers sont moins élevés que dans d'autres villes, mais si ton revenu est moins élevé, t'es pas plus riche. Il y en a qui même 849 $ par mois. C'est ça aussi, ce qui est disponible en location est souvent beaucoup plus élevé que le prix du loyer médian qui est de 590 $ au Saguenay.**

Par ailleurs, 6 % des répondants de Saguenay ont mentionné que leur logement avait besoin de réparations majeures.

Demandes au gouvernement Legault

Le FRAPRU et Loge m'entraide demandent à la CAQ d'honorer sa promesse électorale de de livrer au cours de son premier mandat les 12 500 logements sociaux qui avaient été annoncés par les libéraux, mais jamais réalisés.

Il demande aussi à la nouvelle ministre responsable de l'Habitation, Andrée Laforest, de revoir le programme AccèsLogis qui reçoit le même financement qu'il y a 10 ans.

26 novembre 2018 - 15:59

De nouvelles données confirment le besoin de logements sociaux à Saguenay



Sonia Côté, coordonnatrice de Loge m'entraide et Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPU. - Photo: Courtoisie

Les locataires de Saguenay sont parmi les plus pauvres des régions métropolitaines au Québec et c'est d'abord l'insuffisance de revenus qui explique leurs problèmes de logement.

C'est un des constats faits par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et Loge m'entraide lors de la présentation des données locales du 7e Dossier noir sur le logement et la pauvreté compilée à partir de données, pour la plupart inédites, du recensement mené en 2016 par Statistique Canada.

Parmi les ménages locataires des régions métropolitaines, seuls ceux de Trois-Rivières ont un revenu médian plus bas que celui de ceux de Saguenay révèle le Dossier noir. C'est à Saguenay que la hausse de leurs revenus entre les deux derniers recensements a été la plus faible. Alors qu'il a augmenté de 16,4% dans l'ensemble de la province, le revenu médian des ménages locataires a augmenté de 9,4% dans la RMR de Saguenay alors que le loyer médian augmentait de 10,3% pour la même période.

« Concrètement, ça veut dire qu'à Saguenay, une fois le loyer payé, les locataires se sont appauvris plus qu'ailleurs, ce, même si les loyers sont généralement moins élevés » résume Sonia Côté, coordonnatrice de Loge m'entraide. Cette dernière souligne l'important écart entre les revenus des locataires de Saguenay et l'ensemble de la province : « Alors que les revenus des ménages propriétaires sont les mêmes, les locataires gagnent 4 500$ de moins que la moyenne québécoise ».

Pour la première fois, les organismes ont commandé des données spécifiquement pour la Ville de Saguenay. Sur les 24 870 ménages locataires de la Ville, ce sont 3 sur 10 qui consacrent plus de la norme de 30% de leur revenu pour se loger. « 2 905 ménages locataires consacrent plus de la moitié de leur revenu pour se loger, ce qui les oblige à faire des choix déchirants et à couper dans leurs autres besoins essentiels au détriment de leur santé. Les chiffres parlent d'eux-mêmes et devraient convaincre la mairie et les gouvernements supérieurs de passer à l'action », a mentionné Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU.

Parmi les ménages locataires, certains types de ménages sont plus à risque d'être mal-logés. Selon elle, « même si le revenu des femmes locataires de Saguenay s'est amélioré entre 2011 et 2016, le problème du logement demeure majoritairement féminin ». Leur revenu est inférieur de 8 481$ à celui des hommes locataires, un écart beaucoup plus grand que dans l'ensemble du Québec note-t-elle.

Plus vulnérables

Le FRAPRU ajoute que les personnes seules, les personnes âgées et les jeunes sont les plus nombreux à payer un pourcentage beaucoup trop élevé de leur revenu en loyer. Les personnes seules représentent 42 % des ménages locataires de la ville consacrant plus de 30 % de leur revenu en loyer alors que c'est le cas de 36 % des ménages locataires âgés de plus de 65 ans.

Le FRAPRU note que la proportion de locataires qui déclarent habiter un logement nécessitant des réparations majeures est 3 fois plus élevée à Saguenay qu'à l'échelle du Québec. En effet, alors que 2 ménages locataires du Québec sur 100 sont dans cette situation, c'est le cas de 6 sur 100 à Saguenay.

Selon Mme Laflamme, « c'est l'insuffisance de revenu qui est d'abord en cause dans les problèmes de logement, le revenu médian des ménages locataires qui consacrent plus de 50% de leur revenu au loyer étant de 12 423$. Le marché privé ne peut clairement pas répondre aux besoins de ces personnes ».

Pour les deux organismes, le logement social, sous ses différentes formes (coopérative, sans but lucratif ou public), est la seule solution durable, car il assure des loyers respectant la capacité de payer des ménages et une sécurité d'occupation. Alors que la période des guignolées est commencée, ils rappellent que la société a le devoir de mieux lutter contre la pauvreté et que les programmes sociaux, comme le logement social, sont nécessaires pour y arriver.

La ministre Laforest interpellée

À la lueur des nouvelles données, les organismes ont lancé un message clair à Andrée Laforest, députée du Chicoutimi et ministre de l'habitation du gouvernement Legault.

« Si elle en a la volonté, Mme Laforest peut faire une réelle différence pour faire progresser le droit au logement des locataires qu'elle représente à l'Assemblée nationale et ailleurs au Québec », a indiqué Mme Côté.

Elle donne en exemple le programme Accès-Logis, dont les barèmes n'ont pas été indexés depuis 10 ans et qui réclame des ajustements rapides pour permettre à de nouveaux logements sociaux de voir le jour.

« Le sous-financement du programme a des conséquences sur les municipalités pour lesquelles il entraine une contribution plus importante que prévu et les longs délais pour faire émerger des logements sociaux, comme la Coopérative d'habitation La Solidarité, ont des effets dommageables pour les personnes mal-logées qui les attendent avec impatience depuis 2015 », a renchéri Mme Côté.

En campagne électorale, la CAQ a pris l'engagement de livrer pendant le présent mandat les 12 500 logements sociaux déjà annoncés par le gouvernement antérieur, mais pas encore réalisés. Selon le FRAPRU et Loge m'entraide, pour le faire dans les délais promis, il doit procéder sans attendre, et devrait prévoir les sommes nécessaires dès sa mise à jour économique du 3 décembre.

L'organisme rappelle cependant que cette seule amélioration ne sera pas suffisante. Afin de permettre aux logements sociaux de se réaliser plus rapidement, partout sur le territoire québécois et de faciliter leur développement sous forme d'achat-rénovation d'immeubles existants, il faut relancer sans attendre un plan pluriannuel de développement du logement social, et ce, en réinvestissant avec ambition.

« Avec des surplus qui se comptent en milliards de dollars et les sommes importantes promises par le fédéral dans le cadre de la Stratégie canadienne sur le logement, Québec n'a jamais été en aussi bonne posture pour réinvestir suffisamment, surtout s'il abandonne le projet de diminuer encore la contribution des entreprises et des particuliers aux finances publiques », conclut Véronique Laflamme.

leQuotidien
Le mardi 28 mai

27 novembre 2018 / Mis à jour à 6h38

Logement social: des organismes interpellent la ministre

DENIS VILLENEUVE
Le Quotidien

Les faibles revenus obtenus par les locataires du Saguenay expliquent pourquoi ces derniers connaissent des problèmes de logement. En raison de cette situation, la députée de Chicoutimi et ministre responsable du dossier de l'habitation, Andrée Laforest, est interpellée par l'organisme Loge M'entraide et le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) afin de soutenir davantage la construction de logements sociaux dans la région.

En conférence de presse lundi, la coordonnatrice de Loge M'entraide, Sonia Côté, accompagnée de Véronique Laflamme, du FRAPRU, ont dévoilé le 7e Dossier noir du logement à Saguenay basé sur les statistiques provenant du dernier recensement de 2016 de Statistique Canada.

À l'aide de tableaux, Mme Côté a expliqué qu'avec des revenus médians de 32 912 $ enregistrés en 2015, les 24 905 ménages et locataires de Saguenay figurent à l'avant-dernier rang des régions métropolitaines de recensement (RMR) pour les revenus annuels, les plus bas juste avant Trois-Rivières qui se situent à 31 199 $. Parmi les ménages, 7475 consacrent plus de 30 % de leurs revenus au loyer. Le loyer médian mensuel de ces personnes est de 628 $. Ils sont 2905 à payer un loyer de 700 $, consacrant ainsi plus de 50 % de leurs revenus à cet item. « Les personnes âgées de plus de 75 ans et les femmes sont plus nombreuses à consacrer plus de 30 % de leurs revenus au logement », explique Mme Côté.

Inégalité salariale

Interrogée sur les raisons de ces bas revenus, Mme Laflamme affirme qu'au Saguenay comme ailleurs au Québec, les emplois les mieux payés sont occupés par les hommes, tandis que les femmes occupent souvent des emplois à temps partiel dans des secteurs moins bien rémunérés. Le revenu des femmes est encore inférieur de 8491 $ à celui des hommes, même si les revenus féminins se sont améliorés entre 2011 et 2016.

À Alma, ce sont 1310 locataires qui consacrent plus de 30 % de leurs revenus au logement sur les 4435 recensés, soit 29,5 %.

Parmi les ménages, 7475 consacrent plus de 30 % de leurs revenus au loyer. Le loyer médian mensuel de ces personnes est de 628 $. Ils sont 2905 à payer un loyer de 700 $, consacrant ainsi plus de 50 % de leurs revenus à cet item. « Les personnes âgées de plus de 75 ans et les femmes sont plus nombreuses à consacrer plus de 30 % de leurs revenus au logement », explique Mme Côté.

Inégalité salariale

Interrogée sur les raisons de ces bas revenus, Mme Laflamme affirme qu'au Saguenay comme ailleurs au Québec, les emplois les mieux payés sont occupés par les hommes, tandis que les femmes occupent souvent des emplois à temps partiel dans des secteurs moins bien rémunérés. Le revenu des femmes est encore inférieur de 8491 $ à celui des hommes, même si les revenus féminins se sont améliorés entre 2011 et 2016.

À Alma, ce sont 1310 locataires qui consacrent plus de 30 % de leurs revenus au logement sur les 4435 recensés, soit 29,5 %.

Outre les bas revenus, l'un des problèmes identifiés par les organismes est que le dernier gouvernement a ralenti la construction de logements sociaux (coopérative, HLM, OBNL), qui ont totalisé 550 l'an dernier dans la province, tandis que le nombre de personnes éligibles au supplément au loyer à Saguenay n'a augmenté que de 21 pour atteindre 569 pendant la même période.

Engagement de la CAQ

Devant ce portrait, les porte-parole réclament de la ministre Laforest des mesures visant, entre autres, à ajuster les barèmes du projet AccèsLogis qui n'ont pas été indexés depuis dix ans.

Mme Côté a rappelé qu'en campagne électorale, la CAQ a pris l'engagement de livrer les 12 500 logements sociaux annoncés par le gouvernement Couillard et qui n'ont pas été construits. Ils s'attendent à ce que les sommes nécessaires soient annoncées dès la mise à jour économique du 3 décembre.



Guide
MONTRÉAL-NORD

28 novembre 2018

Les locataires de Montréal-Nord «parmi les plus pauvres» de la ville

Quatre locataires nord-montréalais sur 10 consacrent plus du tiers de leurs revenus pour se loger, selon les chiffres dévoilés par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et le Comité logement de Montréal-Nord (CLMN).

Dans ce «Dossier noir logement et pauvreté au Québec», les deux organismes révèlent les données d'une étude menée à partir du recensement de 2016.

«En partant de cette base, nous avons demandé des chiffres supplémentaires auprès de Statistiques Canada, afin d'obtenir les détails spécifiques pour Montréal-Nord, explique Émilie. E Joly, organisatrice communautaire pour le FRAPRU.

Et le portrait dressé semble inquiétant, notamment concernant la situation des locataires, qui représentent 71% des ménages de l'arrondissement.

«En plus d'être parmi les locataires les plus pauvres de Montréal, près de 40% d'entre eux consacrent 30% et plus de leur revenus dans leur loyer, souligne Mme Joly. Cela a un impact direct sur leur capacité à assurer leurs autres besoins essentiels tels que l'alimentation, les vêtements, le transport et les médicaments.»

La situation est particulièrement vraie pour les femmes, les ainés, les personnes seules et les jeunes. À noter que 1185 ménages de Montréal-Nord se trouvent dans une situation de grande précarité, en consacrant plus de 80% de leur revenu dans leur loyer.

Le logement social comme solution?
Parmi les revendications du FRAPRU et du CLMN, amener 1500 logements sociaux supplémentaires dans l'arrondissement, afin de réduire les listes d'attentes actuelles.

«La part de logements sociaux à Montréal-Nord est inférieure que celle du reste de l'île, explique Marie-Ève Lemire, organisatrice communautaire pour le comité logement. Il n'est pas normal qu'il y ait plus de condos que de logements accessibles.»

Même son de cloche chez Émilie E Joly, qui explique en outre que le logement social peut avoir un retour sur investissement bénéfique:

«Il existe une étude de la Société d'habitation du Québec qui démontre l'impact positif du logement social sur la consommation et le pouvoir d'achat, soutient l'organisatrice communautaire. Cela coule de source: si la personne ne consacre plus que 25% de son budget dans son logement, elle peut dépenser dans autre chose!»

De son côté, l'arrondissement promet que des choses sont faites en ce sens.

«Il y a plusieurs bonnes nouvelles qui arrivent, notamment le projet de 96 nouveaux logements sociaux au coin de l'avenue Hébert et du boulevard Industriel», affirme la mairesse Christine Black.

Vers une amélioration?
Entre 2011 et 2016, les revenus annuels des locataires de Montréal-Nord ont augmenté, passant de 29 675$ à 36 151$.

«Ils restent malgré tout parmi les plus pauvres de Montréal, souligne Émilie E Joly. Même si la situation s'est améliorée, ce n'est pas pour autant que ça va bien.

L'insalubrité, une problématique supplémentaire
Montréal-Nord reçoit en moyenne 250 plaintes par année pour des logements insalubres, concernant des problèmes liés aux punaises, coquerelles ou infiltrations d'eau. Pour remédier à cette situation, l'arrondissement promettait au début de l'année 2017 qu'une grande vague d'inspection serait menée dans les habitations concernées.

«Nous avons une entente avec la ville-centre pour inspecter 150 logements, explique Christine Black. Nous continuons de mener ces inspections, mais c'est un long travail.»

Pour Marie-Ève Lemire, l'arrondissement manque de transparence dans ce dossier.

«Peu de chiffres et bilans sont sortis de ces opérations, souligne-t-elle. De toute façon, 150 appartements et maisons inspectés, ce n'est vraiment pas suffisant.»

L'organisatrice communautaire reconnait néanmoins que des efforts sont faits de la part des élus pour aider à combattre l'insalubrité à Montréal-Nord. 250 000$ sont en effet prévus dans le budget de l'arrondissement, pour effectuer les travaux de salubrité nécessaires, dans le cas où des propriétaires récalcitrants refuseraient de les faire.
«Nous n'avons pas encore utilisé ces fonds, précise la mairesse. Cette mesure a plus une valeur incitative. Si le propriétaire refuse de faire les travaux, nous les faisons à leur place et nous le mettons sur leur compte de charges par la suite.»

Les « drames humains » de l'embourgeoisement dans le sud-ouest de Montréal



Les organismes de défense des locataires dénoncent les effets de l'embourgeoisement sur les ménages à faible revenu du sud-ouest de Montréal. Photo: Radio-Canada / Olivier Bachand

Société

10 décembre 2018

Des organismes de défense des locataires dénoncent les effets « catastrophiques » de l'embourgeoisement sur les résidents du sud-ouest de Montréal.

Un texte de **Yannick Donahue**

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), le POPIR – Comité Logement et le Regroupement Information Logement (RIL) de Pointe-Saint-Charles estiment que l'embourgeoisement cause des « effets dévastateurs » sur les ménages locataires à faible et modeste revenu du Sud-Ouest.

Les trois organismes ont procédé lundi à la présentation des données locales du *Dossier noir sur le logement et la pauvreté* publié par le FRAPRU, dont les chiffres sont tirés de l'Enquête nationale auprès des ménages menée par Statistique Canada en 2016. On note une augmentation de 12,4 % du prix des loyers médians de 2011 à 2016 en général à Montréal, selon le document rendu public. Or, on constate une hausse plus accélérée dans les secteurs de Ville-Émard (13,7 %), Pointe-Saint-Charles (15,9 %) et Saint-Henri (19,8 %).

Le taux d'inoccupation des logements locatifs dans le sud-ouest de Montréal et Verdun a chuté de 4,8 % à 1,1 % en seulement un an, selon les dernières données de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Céline Magontier affirme que la hausse marquée du prix des logements dans le Sud-Ouest est liée à la construction de condominiums et de logements locatifs de luxe.

À Griffintown, par exemple, le nombre de logements a augmenté de plus de 60 % de 2011 à 2016 et le loyer médian est de 1347 $, précise le document.
Le FRAPRU souligne également que cette situation force 3685 ménages du secteur, dont le revenu médian est de 12 353 $ par année, à dépenser plus de 50 % de leur budget pour le logement.

> *« La tendance que l'on observe d'emblée, c'est l'augmentation effarante des loyers médians dans tous les quartiers du Sud-Ouest. »*
>
> *— Céline Magontier, responsable des dossiers montréalais du FRAPRU*

Les « drames humains» de l'embourgeoisement dans le sud-ouest de Montréal,
Radio-Canada,
10 décembre 2018 (suite)

Des drames humains

Les organismes déplorent le fait que l'embourgeoisement constitue un « vecteur de drames humains auxquels nous faisons face au quotidien ».

« On est en train d'assister à la destruction du tissu social local de nos quartiers », s'indigne Hassan El Asri, organisateur au Regroupement Information Logement de Pointe-Saint-Charles.

Il dit être témoin d'un déplacement de la population traditionnelle qui est provoqué par la hausse des loyers, l'explosion des prix de l'immobilier, la prolifération des condos, l'augmentation du revenu médian et la diminution de la part de logements sociaux et abordables.

L'étude permet d'apprendre qu'il faudrait au minimum 1170 logements sociaux supplémentaires dans le Sud-Ouest pour répondre aux besoins des ménages en attente d'une habitation à loyer modique (HLM) dans l'arrondissement.

Des locataires subissent de la pression de promoteurs immobiliers pour quitter leur logement, mentionne le POPIR – Comité Logement.

« Rien qu'en ce moment, c'est une soixantaine de ménages locataires à Saint-Henri, dont plusieurs à très faible revenu, qui se font évincer de leur logement par des promoteurs à la recherche de profit. Ils quittent parfois en échange de dédommagement aussi bas que 400 $ », précise Sandrine Belley, organisatrice au POPIR – Comité Logement.

Le FRAPRU réclame la construction de 50 000 logements sociaux en cinq ans pour répondre aux besoins.

Les personnes seules, les locataires âgés de plus de 65 ans, les jeunes et les ménages issus de l'immigration récente figurent parmi les ménages les plus à risque d'être mal logés, révèle l'étude.

De la panique

C'est le cas de Carmen Prince. Elle habite un logement depuis trois ans dans un bloc d'appartements dans le quartier Saint-Henri.

Elle paie un loyer de 765 $ par mois. Elle a choisi son logement parce qu'il est situé près du métro, près de commerces de proximité, pour la vie de quartier et parce que son coût est raisonnable.

En septembre, elle a appris que le nouveau propriétaire voulait évincer les locataires pour construire des lofts ou des condos. Cette nouvelle a semé la panique chez les locataires, raconte-t-elle.

Carmen Prince refuse de partir. Elle veut rester chez elle.



Carmen Prince habite un logement depuis trois ans dans un bloc d'appartements dans le quartier Saint-Henri et elle refuse de partir. Photo : Radio-Canada

> *« Moi, je vais avoir 63 ans bientôt. Il me reste deux ans à travailler. Pour moi, les dépenses ne doivent pas aller en augmentant. Il faut qu'elles aillent en diminuant. »*
>
> — *Carmen Prince, une résidente de Saint-Henri*

Si jamais elle devait partir, Mme Prince estime qu'elle ne parviendrait pas à trouver un logement équivalent dans le quartier.

Mme Prince qualifie l'approche du nouveau propriétaire de « sauvage » et considère qu'il se fout du monde.

« Je me sens traitée comme une minable. Moi, j'ai de l'argent et toi tu n'en as pas. Alors, décolle et arrange-toi avec tes troubles. Moi, je ne veux pas savoir si ça te fait de la peine », admet-elle.

Elle ajoute que le nouveau propriétaire s'est mis à poser des gestes d'intimidation à l'égard de certains locataires pour qu'ils partent.

« [Il a fait] des appels. Il y a des personnes qui se sont fait dire : "Ton logement va augmenter de 1000 $ par mois, on va détruire ta cour, ton jardin, tu ne pourras plus revenir, il n'en est pas question" », relate-t-elle.

Intimidation

Patricia Vianney, organisatrice de POPIR-Comité Logement, indique que Carmen Prince n'est pas la seule dans cette situation.

Au total, 43 locataires sont concernés par le rachat de quatre lots d'immeubles différents dans le quartier Saint-Henri.
Elle explique que le nouveau propriétaire en question, l'entreprise Hillpark Capital, n'a pas encore envoyé un avis officiel d'éviction. Ainsi, les locataires sont encore chez eux.



Patricia Vianney, organisatrice chez POPIR-Comité Logement, dénonce le fait que de nouveaux propriétaires exercent des pressions voire de l'intimidation sur leurs locataires pour les faire partir. Photo : Radio-Canada

« On trouve que la façon de faire est vraiment cavalière. Les propriétaires arrivent dans un quartier où il y a déjà un milieu de vie, il y a déjà des locataires. Ils font fi, en fait, de l'existant. Pour eux, c'est un investissement. Ils viennent et veulent rentabiliser leur investissement. Ils ne cherchent même pas à savoir quel impact cela va avoir sur les locataires qui l'entretiennent », déplore-t-elle.

Mme Vianney dénonce le fait que le nouveau propriétaire ait exercé de l'intimidation sur les locataires pour parvenir à ses fins.
« On voit qu'il a insisté particulièrement sur les locataires les plus vulnérables, les personnes très âgées entre autres, les personnes seules où les appels étaient très insistants. Il semble même faire un certain profilage à chercher qui est le plus vulnérable, qui va le plus facilement partir. Après, il se sert de ces premiers départs pour dire aux autres : "Regardez, tout le monde est parti, donc vous n'avez pas le choix de partir". Ils font des menaces et annoncent le pire à venir. C'est complètement immoral », s'insurge-t-elle.

Avec les informations d'Olivier Bachand

Les effets de la gentrification seraient «dévastateurs» dans le Sud-Ouest



10 décembre 2018
métro

Appuyés d'une étude présentant les effets «dévastateurs» de la construction massive de condos et d'appartements de luxe sur les locataires à faible revenu dans le Sud-Ouest, les organismes communautaires œuvrant pour le droit au logement somment les trois paliers gouvernementaux d'investir pour améliorer la situation. Actuellement, plus de 3500 ménages consacrent 50% de leurs revenus annuels au paiement de leur loyer, mettant ainsi en péril leurs autres besoins vitaux.

«La tendance que l'on observe d'emblée, c'est l'augmentation effarante des loyers médians dans tous les quartiers du Sud-Ouest entre 2011 et 2016», souligne Céline Magotier, la responsable des dossiers montréalais du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

Alors qu'on observe un bon de 12,4% du prix des loyers médians à Montréal, on constate une hausse plus marquée dans les secteurs de Ville-Émard (13,7%), Pointe-Saint-Charles (15,9%) et Saint-Henri (19,8%).

Cette augmentation est entre autres liée à l'apparition rapide de condos, particulièrement à Griffintown et le long du canal de Lachine, selon les données locales du Dossier noir sur le logement et la pauvreté publiées par le FRAPRU, lundi. Celui-ci se base sur l'Enquête nationale auprès des ménages menée par Statistique Canada en 2016.

«Il y a urgence, lance Mme Magotier. Les ménages et les gouvernements devraient ressentir le couperet qu'ils ont sous la gorge.»
Selon le document, il faudrait au minimum 1 170 logements sociaux supplémentaires seulement pour répondre aux besoins des ménages en attente d'un HLM dans l'arrondissement.

Situations différentes
Les six quartiers de l'arrondissement vivent chacun les impacts de la gentrification à leur façon. Alors qu'il faut payer une généreuse somme pour se loger à Griffintown, le loyer médian étant de 1347$, il faut débourser la moitié pour se loger dans la Petite-Bourgogne. Toutefois, la majorité des logements sociaux s'y trouvant sont insalubres. ¸

Du côté de Saint-Henri, on observe de plus en plus de tactiques de spéculation immobilière. «En ce moment, c'est une soixantaine de ménages, dont plusieurs à faible revenu, qui se font évincer de leur logement par des promoteurs à la recherche de profit. Ils quittent parfois en échange de dédommagement aussi bas que 400$», souligne Sandrine Belley, organisatrice communautaire au POPIR – Comité Logement.

Les locataires d'un immeuble de la rue Saint-Augustin témoignent d'ailleurs des pratiques intimidatrices exercées par leur nouveau propriétaire, le promoteur Hillpark Résidentiel, pour qu'ils quittent les lieux afin de rénover.

«On reçoit des coups de téléphone de harcèlement pour nous dire qu'ils vont augmenter notre loyer de 1000$ par mois après avoir rénové. Ils ne peuvent même pas le faire, ils disent seulement ça pour nous faire peur. C'est insultant et irrespectueux», souligne Ginette Charbonneau, qui réside dans l'immeuble depuis 13 ans, et qui, selon elle, est bien entretenu et ne nécessite aucune rénovation.

Logements sociaux

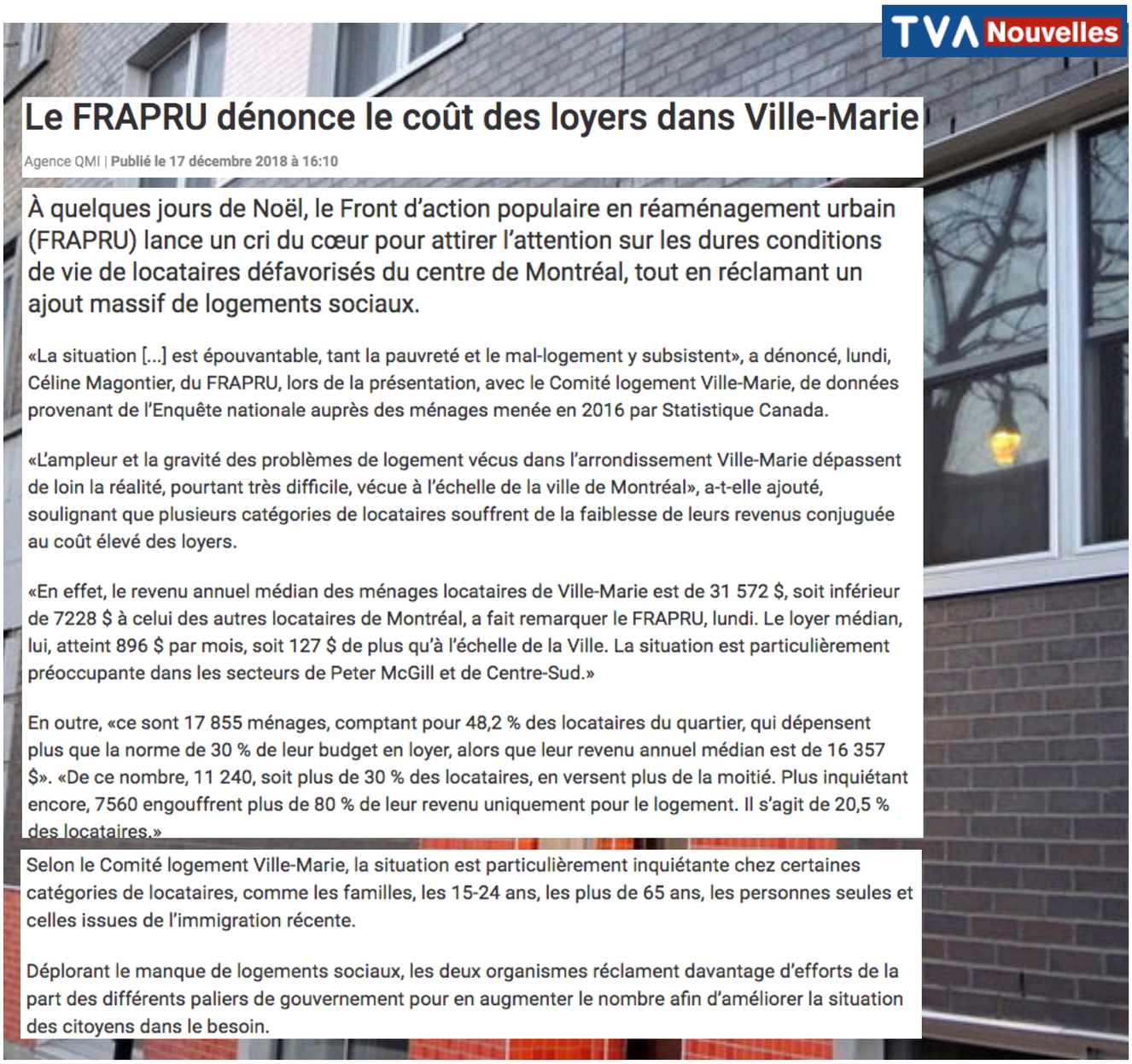
Évincer les personnes à faible revenu au profit de ménages plus aisés est également une pratique courante dans le quartier voisin selon Hassan El Asri, du Regroupement Information Logement (RIL) de Pointe-Saint-Charles. «L'explosion des prix immobiliers, la prolifération de condos et en parallèle la diminution de logements sociaux et abordables provoquent un déplacement de la population traditionnelle», dénonce-t-il.

Si ce genre de stratagème est moins commun dans les quartiers de Ville-Émard et Côte-Saint-Paul, un problème persiste: aucun logement social n'a été construit depuis les années 2000.

«Les terrains sont plus petits, donc il faut faire des plus petits projets, mais les budgets dans le programme Accès-Logis ne permettent pas de les rentabiliser. Il faut donc investir davantage», renchérit Mme Belley.

Selon les groupes communautaires et le FRAPRU, ces nouvelles données auront de quoi nourrir la réflexion des élus locaux afin qu'ils fassent pression sur Québec et Ottawa pour un investissement massif dans la construction de logements sociaux. Près de 4000 sont nécessaires pour répondre aux besoins actuels dans le Sud-Ouest.

Les effets de la gentrification seraient «dévastateurs» dans le Sud-Ouest, **Métro, 10 décembre 2018 (suite)**



LE JOURNAL DE MONTRÉAL
24HEURES VILLE

Le FRAPRU dénonce le coût des loyers dans Ville-Marie



MONTRÉAL – À quelques jours de Noël, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) lance un cri du cœur pour attirer l'attention sur les dures conditions de vie de locataires défavorisés du centre de Montréal, tout en réclamant un ajout massif de logements sociaux.

«La situation [...] est épouvantable, tant la pauvreté et le mal-logement y subsistent», a dénoncé, lundi, Céline Magontier, du FRAPRU, lors de la présentation, avec le Comité logement Ville-Marie, de données provenant de l'Enquête nationale auprès des ménages menée en 2016 par Statistique Canada.

«L'ampleur et la gravité des problèmes de logement vécus dans l'arrondissement Ville-Marie dépassent de loin la réalité, pourtant très difficile, vécue à l'échelle de la ville de Montréal», a-t-elle ajouté, soulignant que plusieurs catégories de locataires souffrent de la faiblesse de leurs revenus conjuguée au coût élevé des loyers.

«En effet, le revenu annuel médian des ménages locataires de Ville-Marie est de 31 572 $, soit inférieur de 7228 $ à celui des autres locataires de Montréal, a fait remarquer le FRAPRU, lundi. Le loyer médian, lui, atteint 896 $ par mois, soit 127 $ de plus qu'à l'échelle de la Ville. La situation est particulièrement préoccupante dans les secteurs de Peter McGill et de Centre-Sud.»

En outre, «ce sont 17 855 ménages, comptant pour 48,2 % des locataires du quartier, qui dépensent plus que la norme de 30 % de leur budget en loyer, alors que leur revenu annuel médian est de 16 357 $». «De ce nombre, 11 240, soit plus de 30 % des locataires, en versent plus de la moitié. Plus inquiétant encore, 7560 engouffrent plus de 80 % de leur revenu uniquement pour le logement. Il s'agit de 20,5 % des locataires.»

Selon le Comité logement Ville-Marie, la situation est particulièrement inquiétante chez certaines catégories de locataires, comme les familles, les 15-24 ans, les plus de 65 ans, les personnes seules et celles issues de l'immigration récente.

Déplorant le manque de logements sociaux, les deux organismes réclament davantage d'efforts de la part des différents paliers de gouvernement pour en augmenter le nombre afin d'améliorer la situation des citoyens dans le besoin.

AGENCE QMI
Lundi, 17 décembre 2018



L'organisme FRAPRU présente des données sur le logement au centre-ville provenant de l'Enquête nationale auprès des ménages de Statistique Canada.

2500 logements sociaux réclamés dans Ville-Marie au cours des 5 prochaines années

17 décembre 2018

Un organisme de défense des droits des locataires dans l'arrondissement de Ville-Marie interpelle Québec et Ottawa afin qu'au moins 500 nouveaux logements sociaux soient construits annuellement au centre-ville dans les cinq prochaines années.

«Avec le contexte économique favorable en ce moment, il serait inacceptable et même indécent que Québec et Ottawa n'assument pas leur responsabilité», a souligné la responsable des dossiers montréalais du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), Céline Magontier, lors d'une présentation conjointe avec le Comité logement Ville-Marie.

Avec le coordonnateur du Comité logement Ville-Marie, Éric Michaud, Mme Magontier, a insisté sur la nécessité de construire des logements sociaux au centre-ville de Montréal en raison des difficultés des moins bien nantis de s'y loger.

À titre d'exemple, 20,4% des ménages locataires de l'arrondissement flambent plus de 80% de leur revenu uniquement pour le logement, selon les données de l'*Enquête nationale auprès des ménages* menée en 2016 par Statistique Canada

«On est très près du risque d'itinérance», s'est inquiétée Mme Magontier.

Le centre-ville a été le théâtre de beaucoup de travaux de construction dans les 15 dernières années, «principalement [pour] des logements de petite taille, pas adaptés aux besoins des familles, s'est désolé M. Michaud. Si on veut de la mixité, un centre-ville vivant, ça prend aussi une diversité de logements pour qu'on accueille aussi des familles.»

L'administration de Valérie Plante a indiqué avoir des projets pour Ville-Marie. «Il y a des besoins partout en ville et on espère répondre à ces besoins à travers les 12 000 logements sociaux abordables que nous avons promis [d'ici 2021]», a souligné l'attachée de presse du comité exécutif, Laurence Houde-Roy.

Malgré que l'administration Plante soit «très réceptive», Mme Magontier a insisté pour dire que la Ville de Montréal doit être «plus ambitieuse dans ses demandes auprès de Québec et Ottawa.»

Autant que le FRAPRU que le Comité logement Ville-Marie demandent aux gouvernements provincial et fédéral de faire davantage d'efforts pour la concrétisation de projets de logements sociaux et de mieux communiquer entre eux.

Pendant les élections, la Coalition Avenir Québec ne s'est pas engagée à financer de nouveaux logements sociaux, mais plutôt à livrer les projets promis par le gouvernement précédent.

«Notre préoccupation numéro un, c'est de livrer ces projets», a souligné Hugo Lemay, l'attaché de presse de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

De son côté, Céline Magontier trouve le processus trop lent. «Rien que pour les 12 000 logements sociaux qui sont attendus [à Montréal], qui ont été financés sur les années antérieures, la Ville n'a pas assez de fonds pour les sortir. Il faut vraiment que Québec se dépêche à faire sa part en terme de financement», a-t-elle martelé.

236,4% Entre 1980 et 2015, à Montréal, le revenu médian des locataires a augmenté de 156,9%, alors que le loyer médian a augmenté de 236,4%.

36,5% Selon le recensement 2016 de Statistique Canada, 36,5% des ménages locataires consacrent 30% de plus de leur revenu aux dépenses de logement, au détriment de leurs autres besoins les plus élémentaires.

Des milliers de Trifluviens paient trop cher pour leur logement

HABITATION. Plus de 3 000 ménages trifluviens consacrent plus de la moitié de leur revenu pour se loger. C'est le portrait que dresse le Comité logement Trois-Rivières et le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

À la lumière de ces données, les deux organismes demandent aux gouvernements provincial et fédéral d'investir pour la création de logements sociaux. Leur revendication s'appuie sur les plus récentes données du 7e Dossier noir sur le logement et la pauvreté, compilé à partir de données du recensement 2016 de Statistique Canada.

«Dans une situation plus extrême, 1 000 ménages vont consacrer plus de 80 % de leur revenu au logement, soutient Marie-Claude Morin du Comité logements Trois-Rivières. C'est très loin de la norme de 30 % pour se loger et ça se fait au détriment de leurs besoins essentiels, de leur santé, de leur sécurité.»

De plus, selon les données du Recensement 2016, plus de 1 400 ménages locataires de Trois-Rivières déclaraient habiter un logement nécessitant des réparations majeures.

«La Mauricie, parmi toutes les régions administratives du Québec, est celle où le revenu des ménages locataires est le plus bas. Oui, les logements coûtent moins cher qu'ailleurs, mais les gens n'ont pas les revenus nécessaires pour se les payer sans couper dans leurs autres besoins essentiels», explique Véronique Laflamme du FRAPRU.

«Payer le loyer, ce n'est pas un choix, poursuit cette dernière. Si on ne paie pas, on se retrouve à la rue. C'est clair que si on consacre déjà plus de 50 % de notre revenu pour le loyer, on est obligé de couper ailleurs. Et couper ailleurs, c'est couper dans les besoins essentiels.»

Les gouvernements interpelés

Pour le Comité logement Trois-Rivières et le FRAPRU, il est donc essentiel qu'il y ait une plus grande offre en matière de logements sociaux. «Il y a des solutions, mais ça prend une volonté politique. Il faut plus de logements sociaux, des logements qui sont hors du marché privé et sur lesquels on ne fait aucun profit», croit Mme Morin.

«Le problème, c'est que les projets annoncés sont réalisés au compte-gouttes, renchérit sa collègue du FRAPRU. L'an dernier, moins du tiers des projets budgétés ont été réalisés. Les projets stagnent et pendant ce temps, des logements neufs et des condos se construisent, mais c'est hors de prix pour les gens à faible revenu.»

Le Comité logement Trois-Rivières a l'intention d'interpeler le ministre Jean Boulet pour le sensibiliser à la situation.

Quelques comparaisons

Au Québec, le revenu médian des ménages locataires est d'environ 37 000 $ comparativement à 29 700 $ en Mauricie. L'écart entre la province et Shawinigan est de plus de 11 000 $. À La Tuque, on parle de plus de 9 000 $ et à Trois-Rivières, de plus de 6 000 $.



L'Hebdo Journal
Le 17 décembre 2018
Par Audrey Leblanc



17 décembre 2018 / Mis à jour à 15h03

Les locataires les plus pauvres au Québec



MATHIEU LAMOTHE
Le Nouvelliste

Trois-Rivières — 29 704 $. Ce montant constitue le revenu annuel moyen des ménages locataires de la Mauricie. À la lumière de cette donnée, les Mauriciens vivant dans des loyers sont les plus pauvres du Québec.

Ce triste constat constitue l'un de ceux que font le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et le Comité logement Trois-Rivières en se basant sur le plus récent Dossier noir sur le logement et la pauvreté. Ce même rapport révèle que le revenu médian des ménages locataires pour l'ensemble du Québec se chiffre à 37 392 $.

«Même si le loyer moyen est moins élevé à Trois-Rivières que dans les autres régions métropolitaines, l'écart entre leurs revenus est beaucoup plus important que celui entre les loyers. Les locataires de Trois-Rivières ont un revenu médian annuel de 6263 $ plus bas que la moyenne des locataires du Québec tandis que celui pour ceux de La Tuque et Shawinigan le sont respectivement de 9363 $ et 11 007 $», mentionne Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU.

Autre constat inquiétant pour le FRAPRU et le Comité logement Trois-Rivières, les dépenses reliées au logement dépassent la norme de 30 % du revenu pour plus du tiers des 27 355 ménages locataires trifluviens. De ce nombre, 3235 doivent consacrer plus de la moitié de leur revenu à ce poste budgétaire et 1025 se retrouvent dans une situation «extrême» et doivent en verser 80 % ou plus à leur propriétaire.

«Il leur est donc pratiquement impossible de ne pas couper dans leurs autres besoins essentiels une fois le loyer payé, et ce, au détriment de leur santé et leur sécurité», déplore Marie-Claude Morin, coordonnatrice du Comité logement Trois-Rivières.

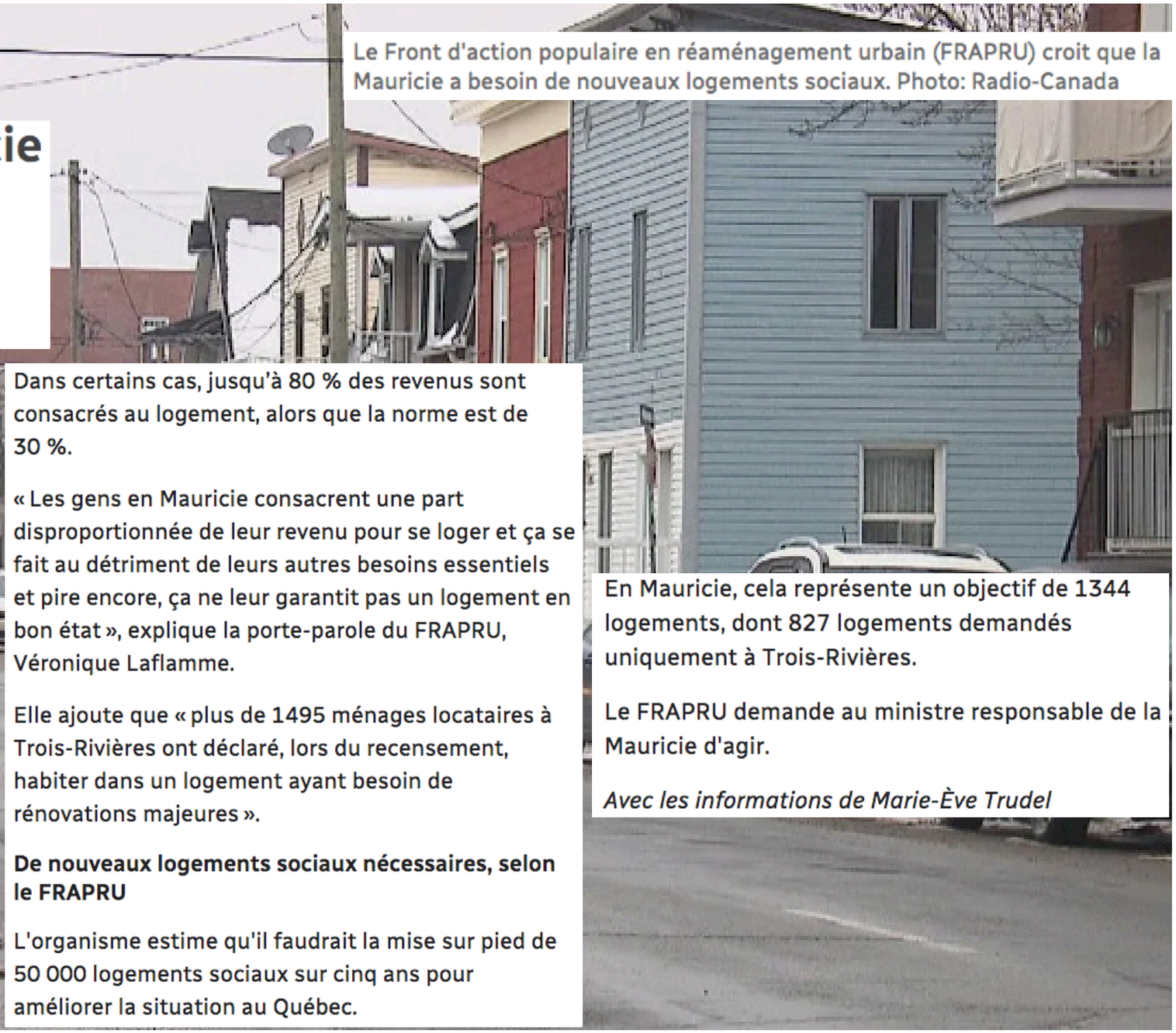
Dans cette optique, les deux organismes, qui ont tenu un point de presse conjoint lundi avant-midi, considèrent que le marché locatif privé n'est plus en mesure de répondre aux besoins des locataires à faible revenu et que, trop souvent, ces derniers n'ont pas le choix de se rabattre sur les des logements inadéquats et ayant grandement besoin d'amour. Ils croient qu'une valorisation accrue du logement social aurait comme effet d'amoindrir ce fléau. C'est d'ailleurs pour cette raison que le FRAPRU demande la construction de 50 000 nouveaux logements de ce type ainsi qu'un engagement clair du nouveau gouvernement de la Coalition avenir Québec (CAQ) en ce sens. Mesdames Laflamme et Morin soulignent que le nouveau député de Trois-Rivières, Jean Boulet, s'est étrangement vu confier le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale par le premier ministre François Legault. Selon elles, le ministre se retrouve donc en bonne position pour faire les représentations qui s'imposent auprès des autres membres du conseil des ministres afin que ce dossier soit traité rapidement. Elles tiennent également à rappeler que la CAQ s'était engagée pendant la campagne électorale à livrer les 12 500 logements sociaux déjà annoncés par le gouvernement précédent, et ce, dès le présent mandat.

RADIO-CANADA

ICI Mauricie — Centre-du-Québec

Les locataires de la Mauricie sont les plus pauvres au Québec

Publié le lundi 17 décembre 2018



Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) croit que la Mauricie a besoin de nouveaux logements sociaux. Photo: Radio-Canada

Les locataires de la Mauricie sont les moins bien nantis de toutes les régions administratives du Québec, selon le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

C'est ce qui ressort du *7e Dossier noir sur le logement et la pauvreté*, publié par l'organisme et qui se base sur l'étude du recensement menée en 2016 par Statistique Canada.

Le revenu médian des ménages locataires du Québec se chiffre à plus de 37 000 $, alors que celui de la Mauricie est de moins de 29 700 $.

La situation est plus préoccupante pour les locataires de Shawinigan et de La Tuque. Leur revenu médian est 11 000 $ plus bas que la moyenne provinciale.

Le FRAPRU note qu'un grand nombre de ménages consacrent plus de la moitié de leur revenu au paiement de leur loyer.

Dans certains cas, jusqu'à 80 % des revenus sont consacrés au logement, alors que la norme est de 30 %.

« Les gens en Mauricie consacrent une part disproportionnée de leur revenu pour se loger et ça se fait au détriment de leurs autres besoins essentiels et pire encore, ça ne leur garantit pas un logement en bon état », explique la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme.

Elle ajoute que « plus de 1495 ménages locataires à Trois-Rivières ont déclaré, lors du recensement, habiter dans un logement ayant besoin de rénovations majeures ».

De nouveaux logements sociaux nécessaires, selon le FRAPRU

L'organisme estime qu'il faudrait la mise sur pied de 50 000 logements sociaux sur cinq ans pour améliorer la situation au Québec.

En Mauricie, cela représente un objectif de 1344 logements, dont 827 logements demandés uniquement à Trois-Rivières.

Le FRAPRU demande au ministre responsable de la Mauricie d'agir.

Avec les informations de Marie-Ève Trudel



L'Association des locataires de Sherbrooke revient à la charge et demande plus de financement. Photo: Radio-Canada / Marion Bérubé

Logements sociaux : l'Association des locataires revient à la charge

RADIO-CANADA
ICI Estrie

Publié le mardi 29 janvier 2019

L'Association des locataires de Sherbrooke persiste et signe. L'organisme réclame une fois de plus d'investir davantage pour le logement social dans les prochains budgets fédéraux et provinciaux.

Dans des données obtenues auprès de Statistique Canada, l'Association clame que le tiers des ménages locataires de Sherbrooke consacre plus de 30 % de leur revenu en loyer.

« Le revenu des plus pauvres n'a pas assez augmenté pour combler leurs besoins entre autres en logement. On pense aux personnes seules qui sont sur l'aide sociale, aux retraités, aux gens qui sont au salaire minimum », a expliqué le porte-parole de l'Association des locataires, Alain Roy.

Une centaine de logements sociaux sont en construction à Sherbrooke, un nombre insuffisant selon l'Association. « Le logement social demeure la solution », ajoute-t-il.

L'Association des locataires espère que la promesse du gouvernement libéral fédéral d'investir 40 milliards de dollars se réalisera bientôt.

laTribune
Le mardi 28 mai



30 janvier 2019 / Mis à jour le 29 janvier 2019 à 21h55

Appel pour 1500 logements sociaux



JACYNTHE NADEAU
La Tribune

Alors que le taux d'inoccupation a chuté sous le seuil d'équilibre en 2018 à Sherbrooke et qu'un ménage locataire sur trois consacre plus de 30 % de ses revenus pour se loger, l'Association des locataires de Sherbrooke lance un cri d'alarme.

Il faudrait construire 1500 logements sociaux à Sherbrooke, au rythme de 300 par année pendant cinq ans, pour répondre à la demande.

« On veut un plan de cinq ans, martèle le porte-parole de l'Association, Alain Roy. Actuellement il se construit en moyenne 100 unités par année quand le fédéral, le provincial et le municipal collaborent. On s'entend qu'il en manque 200. Et le chiffre de 300 n'est pas magique. C'est un besoin à cause des listes d'attente, à cause des gens qui continuent de payer trop cher pour se loger et qui trop souvent se retrouvent à la rue parce qu'ils n'en peuvent plus. »

À quelques semaines du dépôt des budgets fédéral et provincial, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et l'Association des locataires s'appuient sur des données du recensement de 2016 pour réclamer des ministres des Finances Bill Morneau et Éric Girard « des investissements ambitieux pour le logement social ».

Porte-parole du FRAPRU, Marie-José Corriveau souligne que le gouvernement Trudeau n'a toujours pas dépensé l'essentiel des 40 milliards $ promis dans sa Stratégie nationale sur le logement.

« Ce sera à surveiller dans le prochain budget, s'il va respecter son engagement, parce qu'avec les élections à l'automne, s'il ne le fait pas maintenant, ça voudra dire que sa stratégie n'aura été que du bla-bla », prévient-elle.

« Quand il est passé dans la région le 15 janvier dernier, le ministre Duclos [NDLR Jean-Yves Duclos, ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social] a promis que ces investissements seraient faits dès ce printemps; on compte sur lui pour que ce soit fait », insiste Alain Roy.

« Le Québec en a les moyens »

Au provincial, le FRAPRU évalue à quelque 14 000 le nombre de logements sociaux promis par le gouvernement de Philippe Couillard qui n'ont pas encore été bâtis, entre autres parce que les paramètres financiers du programme AccèsLogis du Québec n'ont pas été ajustés depuis 10 ans, dénonce l'organisme provincial.

« Le gouvernement de la CAQ (Coalition avenir Québec) a promis de mettre l'argent nécessaire pour livrer ces unités de logement. On lui dit parfait, il faut que ça aboutisse, mais ça ne pourra pas s'arrêter là. Avec la pénurie de logements qui se profile à l'horizon et l'ampleur des besoins au Québec, il faut absolument poursuivre le développement. Et le Québec en a les moyens [...] », analyse Mme Corriveau.

Selon les données présentées mardi matin, les locataires de Sherbrooke sont parmi les plus pauvres au Québec avec un revenu médian inférieur de 3685 $ à celui de l'ensemble des locataires du Québec.

Les 15 à 24 ans, les 75 ans et plus et les personnes seules sont particulièrement « mal pris ». Dans le cas des 75 ans et plus, par exemple, on observe que près de 51 % d'entre eux dépassent la norme de 30 % de leur revenu pour se loger.

Les familles immigrantes sont également dans l'embarras, note l'Association des locataires, parce qu'elles sont proportionnellement beaucoup plus nombreuses à vivre dans des logements trop petits, qui les forcent parfois même à se payer deux logements pour abriter tout leur monde.

« Investir dans le développement de logements sociaux, c'est la solution la plus durable pour régler les problèmes de logement, insiste Mme Corriveau. Parce que les gens dont on parle aujourd'hui, qui sont mal logés, sont des gens qui n'auront jamais accès à la propriété (...). Dans ce contexte-là, il ne faut pas les laisser entre les mains de propriétaires privés qui ont une attitude très mercantile. On se le cachera pas, les gens investissent dans le logement pour faire de l'argent. Et ça se fait au détriment du droit au logement des ménages les plus vulnérables. Alors pour les mettre à l'abri des hausses abusives de loyer, des mauvaises conditions de logement et des reprises de possession, le gouvernement doit investir dans le logement social. »

Le FRAPRU et l'Association des locataires promettent de talonner les gouvernements. Ils feront du bruit à Montréal le 7 février avec une manifestation nationale pour rappeler au gouvernement Trudeau ses engagements.

+ Un œil sur Well Sud

L'Association des locataires de Sherbrooke garde à l'œil le développement du Quartier Well Sud. Alors que trois propositions ont été reçues pour cette zone prioritaire du centre-ville, le porte-parole Alain Roy répète que les gens du quartier ne veulent pas en être exclus.

« Avec la revitalisation des centres-ville dans plusieurs autres villes, on a construit du condo et on a construit du logement beaucoup trop cher pour les gens à faible revenu. Mais si les gens quittent la Wellington Sud, ce sera pour aller où? Notre revendication, c'est qu'au centre-ville, dans le projet Well Sud, il y ait un centre de jour pour les personnes à risque d'itinérance et du logement social pour les personnes seules particulièrement, parce que cette catégorie de gens paie beaucoup trop actuellement pour se loger. »

Alors que la Ville de Sherbrooke doit dévoiler d'ici la mi-avril le projet retenu, M. Roy précise que son Association entend revenir à la charge pour défendre son point de vue. « Il y avait eu des engagements lors de la campagne électorale mais actuellement, au niveau de la Ville, on n'entend plus parler de cette dimension-là. Pour nous c'est important que le quartier ne vive pas une gentrification. Il faut garder de la place pour le logement social et la dimension communautaire. »

Appel pour 1500 logements sociaux, La Tribune, le 30 janvier 2019 (suite)

Logements sociaux réclamés à Sainte-Foy–Sillery

20 février 2019

L'Appel



Pour Véronique Laflamme, du FRAPRU, et Cheryl-Ann Dagenais, du CLAL ouest de Québec, la situation de Sainte-Foy–Sillery préoccupe particulièrement. (Photo Métro Média – François Cattapan)



Plus du tiers des locataires vivent dans la précarité

HABITATION. Perçu à tort comme un secteur exempt de pauvreté, Sainte-Foy–Sillery se hisse au premier rang dans l'agglomération de Québec pour les ménages qui consacrent plus du tiers de leurs revenus au loyer. Une situation que les groupes sociaux demandent aux décideurs municipaux, provinciaux et fédéraux de corriger. S'y étant déjà tous engagés, le temps est venu de passer de la parole aux actes.

Même si la situation s'est modestement améliorée depuis 2011, il reste beaucoup de travail à faire. S'appuyant sur les données locales tirées du *Dossier noir sur le logement et la pauvreté* rédigé à partir des statistiques du recensement 2016, le Comité logement d'aide aux locataires (CLAL) de l'ouest de Québec et le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) sonnent l'alarme. Leurs porte-parole sont préoccupées de voir que 5475 des 14 650 ménages locataires (37% à Sainte-Foy contre 31% à Québec) consacrent plus de 30% de leur revenu pour se loger.

«Pire, déplore Véronique Laflamme, du FRAPRU, 16% des ménages locataires fidéens dédient plus de la moitié du revenu familial au loyer. Parmi eux, on en dénombre même plus de 1000 qui se retrouvent dans la situation extrême d'y affecter 80% de leur budget mensuel. Après avoir payé le chauffage et les services, il ne reste plus rien et le recours aux banques alimentaires devient incontournable pour se nourrir.»

Cet enjeu social touche essentiellement des groupes vulnérables composés de gens seuls, d'aînés, de mères monoparentales, d'étudiants et d'individus vivant avec une déficience physique ou mentale. Ce qui fait dire à Cheryl-Ann Dagenais, du CLAL ouest de Québec, que «le marché privé ne peut clairement pas répondre aux besoins des ménages locataires à revenus insuffisants. Il faut impérativement davantage de logements sociaux et de coopératives d'habitation à Sainte-Foy et Sillery».

Rattrapage à faire

Les deux organismes profitent de l'occasion pour interpeller les gouvernements à la veille du dépôt de leur budget annuel. «Malgré les besoins criants, le programme conjoint AccèsLogis n'a permis de livrer que 730 nouveaux logements sociaux au Québec dans la dernière année sur les 3000 promis. Autant le fédéral, en année électorale, que le provincial, nouvellement élu en promettant de faire mieux pour les familles, ont les moyens d'améliorer les choses», estime Mme Laflamme.

Du côté de Sainte-Foy–Sillery, le problème ne réside pas dans la faiblesse du revenu familial des ménages locataires, qui est égal ou supérieur à la moyenne régionale. Il s'explique plutôt par le fait que les loyers y sont beaucoup plus élevés. «La Ville de Québec et l'arrondissement doivent reconnaître cette réalité et intervenir en créant notamment une réserve de terrains destinés à du logement social et coopératif. Cela permettra de contrer la spéculation inflationniste et de planifier les interventions, au lieu d'agir au compte-gouttes», allègue Mme Dagenais.

le Soleil de Châteauguay
25 février 2019

&

le Reflet
26 février 2019

Crise du logement en vue selon les organismes de défense des locataires

Par Simon Deschamps

S'appuyant sur les données du septième Dossier noir logement et pauvreté du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), le Comité logement Rive-Sud et le FRAPRU sonnent l'alarme annonçant une crise du logement à l'horizon dans la région.

Les deux organismes ont tenu une conférence de presse aux bureaux du Comité logement Rive-Sud de Châteauguay le 21 février pour faire l'état de la situation.

Stéphane Moreau, organisateur communautaire au Comité logement Rive-Sud, estime qu'il faudrait minimalement 200 nouveaux logements sociaux dans la région du Grand Châteauguay et 300 nouveaux ailleurs dans la MRC de Roussillon pour retourner au seuil d'équilibre reconnu de 3% pour le marché du logement locatif. Actuellement, le taux d'inoccupation des appartements d'initiative privée est de 2,1%. Il était de 4,1 % l'an dernier.

« Ce qu'on voit c'est que le taux d'inoccupation diminue et c'est très préoccupant. Ça rappelle le début des années 2000 où il y a eu une pénurie de logements. Des centaines de familles s'étaient retrouvées à la rue. Lorsqu'il y a pénurie de logements, les prix des loyers montent, rendant difficile l'accès aux logements pour les moins nantis », a-t-il dit.

Les deux organismes de défense de droit au logement font savoir que le quart des ménages à Châteauguay sont locataires, un chiffre en hausse depuis le recensement de 2011. Le Dossier noir logement et pauvreté s'appuie sur les données du dernier recensement en 2016. Ils soulignent que plusieurs peinent à rejoindre les deux bouts, alors que leur revenu médian se situe autour autour de 20 735$.

« Plus de 4 ménages locataires sur 10 consacrent plus de 30% de leur revenu pour se loger, soit la norme maximale prévue par les gouvernements, au-dessus de laquelle les ménages ont des difficultés à assumer leurs autres dépenses telles que l'alimentation, le transport, les médicaments », a déclaré Émilie E. Joly, organisatrice communautaire au FRAPRU.

Actions réclamées

Mme Joly et M. Moreau ont profité de leur tribune pour presser le gouvernement caquiste de respecter sa promesse de livrer «les 12 000 logements sociaux coincés dans la machine». Ils espèrent également que le gouvernement modifiera sa façon de calculer les montants budgétés pour les logements sociaux et qu'il prévoit des investissements massifs dans ce domaine.

Depuis plusieurs années, le FRAPRU milite pour la construction en 5 ans de 50 000 nouveaux logements sociaux à travers le Québec.

À l'échelle locale, M. Moreau fait savoir que le Comité de logement Rive-Sud réclame l'instauration d'une politique pour qu'il y ait de la mixité sociale, c'est-à-dire l'instauration de logements sociaux, dans les nouveaux projets résidentiels.

De plus, il mentionne que l'Office municipale d'habitation de Châteauguay, un organisme à but non lucratif de Châteauguay, a des projets pour construire d'autres habitations à loyer modique dans la municipalité.



Crise du logement en vue selon les organismes de défense des locataires,
Le Soleil de Châteauguay & Le Reflet, les 25 et 26 février 2019 (suite)

métro
Saint-Léonard



Sylvie Dalpé d'Action Dignité Saint-Léonard, Émile E. Joly du FRAPPU et Olga Cherezova de l'ACEF de l'est. (Photo : Félix Lacerte-Gauthier)

Plus de logements sociaux, réclament des organismes communautaires

5 mars 2019

Près de 30% des ménages locataires de Saint-Léonard vivrait dans la précarité, selon des données dévoilées par Action Dignité Saint-Léonard et le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPPU). Ceux-ci soulignent par le fait même les difficultés d'accès au logement touchant les personnes à faible revenu.

Selon des données que les organismes ont obtenues auprès de Statistique Canada, sur les 20 045 ménages locataires que comptent Saint-Léonard, 6 015 doivent allouer au moins 30% de leur revenu à leur loyer. « On appelle cela le taux d'effort, vulgarise l'intervenante du FRAPPU Émilie E. Joly. C'est un barème utilisé par le gouvernement. Quand un ménage doit consacrer une si grande proportion de ses revenus à son loyer, cela à une incidence sur sa capacité à payer ses autres dépenses, telles que l'alimentation ou le transport. » Des chiffres qui restent toutefois sous la moyenne montréalaise, alors que la situation affecte 36,5% des ménages de la ville.

La coordonnatrice d'Action dignité de Saint-Léonard Sylvie Dalpé rappelle pour sa part que l'arrondissement de Saint-Léonard ne compte que 407 logements sociaux, répartis à travers deux HLM et deux coopératives d'habitations. « Le portrait de Saint-Léonard a pourtant beaucoup changé, soutient-elle. Il y a beaucoup de nouveaux arrivants et de personnes qui ont un faible revenu. On y retrouve beaucoup de pauvretés, mais c'est l'arrondissement où il y a le moins de logements sociaux. »

Elle dénonce par le fait même la discrimination dont sont victimes les ménages ayant des enfants, alors qu'ils ont souvent plus de difficultés à obtenir des appartements de grande taille. Selon les chiffres obtenus par le FRAPPU, près de 16% des ménages de Saint-Léonard habiteraient un foyer dont le nombre de chambres à coucher serait insuffisant pour le nombre de personnes qui y résident. « Certains propriétaires préfèrent laisser leur logement inoccupé que de le louer à des familles », affirme Mme Dalpé.

Pour les trois intervenantes, le salut passe par la construction de logements sociaux, qui permettraient aux personnes y résidant de consacrer une partie moins importante de leur salaire à leur loyer. « Le logement est à la fois un déterminant de la pauvreté, ou un facteur pour la combattre, selon le pourcentage d'argent qui y est consacré », résume Mme Dalpé.

Elle dénonce par le fait même la discrimination dont sont victimes les ménages ayant des enfants, alors qu'ils ont souvent plus de difficultés à obtenir des appartements de grande taille. Selon les chiffres obtenus par le FRAPPU, près de 16% des ménages de Saint-Léonard habiteraient un foyer dont le nombre de chambres à coucher serait insuffisant pour le nombre de personnes qui y résident. « Certains propriétaires préfèrent laisser leur logement inoccupé que de le louer à des familles », affirme Mme Dalpé.

Pour les trois intervenantes, le salut passe par la construction de logements sociaux, qui permettraient aux personnes y résidant de consacrer une partie moins importante de leur salaire à leur loyer. « Le logement est à la fois un déterminant de la pauvreté, ou un facteur pour la combattre, selon le pourcentage d'argent qui y est consacré », résume Mme Dalpé.

Femmes, logement et pauvreté

métro

National

Le FRAPRU s'indigne face à la situation des femmes locataires au Québec

Par : Vanessa Hébert

3 mars 2019



Manon Monastesse, directrice de la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, et Céline Magontier, responsable des dossiers Femmes au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). *Photo:* ***Pablo Ortiz***

À l'aube de la Journée internationale des droits des femmes, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) lance son cinquième dossier noir «Femmes, logements et pauvreté», dénonçant les problèmes de logements touchant les femmes locataires.

«La situation des femmes n'est pas belle à voir, s'est désolée dimanche matin la responsable des dossiers Femmes au FRAPRU, Céline Magontier. Elles sont dans un état de grande pauvreté, trop nombreuses à payer des parts démesurées de leur revenu pour se loger, vivant de la discrimination, vivant dans des logements de taille insuffisante.»

Se basant sur les données du recensement de 2016, le FRAPRU fait état des injustices vécues par les femmes quand vient le temps de trouver un logement.

Selon les chiffres, les femmes ont un revenu annuel de 6078$ de moins qu'un ménage sous la responsabilité d'un homme. D'ailleurs, ces dernières sont responsables de plus de la moitié des ménages locataires.

Les femmes (248 485) sont aussi plus nombreuses à devoir débourser plus de 30% de leur revenu pour le loyer que les hommes (208 855).

«Quand on regarde de plus près, les familles locataires, principalement celles avec de plus faibles revenus, vont vivre plus de discrimination, notamment en raison de la présence d'enfants. La situation 80% des ménages monoparentaux sont sous la responsabilité d'une femme.

Victimes de violence conjugale

La porte-parole du Regroupement des maisons pour femmes victimes de violences conjugales, Louise Riendeau, craint que la crise du logement de 2003 ne se répète. Une nouvelle crise aurait des conséquences sur les maisons d'hébergement.

À l'époque, les femmes avaient de la difficulté à se trouver un logement et leur séjour dans les maisons passait de six à huit semaines à deux à trois mois.

«Les maisons devaient refuser des femmes, car les places étaient prises par celles qui ne pouvaient pas partir, ne trouvant pas de logement. Les refus ont augmenté de près de 50%», a évoqué Mme Riendeau.

Elle mentionne que la question de la sécurité financière joue un rôle important, tellement que certaines femmes retournaient à la violence plutôt que de vivre dans la pauvreté et la précarité.

Également présente, Manon Monastesse, directrice de la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, a décrit la situation comme étant «extrêmement préoccupante».

«Les gouvernements doivent faire en sorte qu'on puisse répondre adéquatement aux besoins des femmes victimes de violence, mais aussi de toutes les femmes en général», a-t-elle soutenu.

Une seule solution

Les trois regroupements sont d'avis que la seule solution d'éviter cette pénurie est de financer 50 000 nouveaux logements sociaux en cinq ans.

Jointe par courriel, l'attachée de presse au cabinet de la ministre Andrée Laforest, Bénédicte Trottier-Lavoie, a réitéré l'engagement de la Coalition Avenir Québec (CAQ) de débloquer les unités AccèsLogis «coincées dans la machine».

«La priorité pour notre ministère est de débloquer ces unités coincées dans la machine. D'ailleurs, dans le programme AccèsLogis, nous retrouvons des centres spécialement conçus pour les femmes victimes de violence conjugale», a-t-elle mentionné.

Actuellement, on compte un peu plus de 144 000 logements sociaux au Québec.

«Dans ce contexte de pénurie, de besoins si grands, les gouvernements ne peuvent rester sourds à nos demandes», a jugé Mme Magontier.



soient disponibles, comme c'est déjà le cas à Toronto. page 2

MONTRÉAL
Lundi 4 mars 2019
journalmetro.com

métro

METRO MÉDIA

«ÇA S'EST PRODUIT ENCORE, ENCORE ET ENCORE»

Métro a discuté avec Dan Reed, dont le documentaire *Leaving Neverland* accuse Michael Jackson de pédophilie. page 10

ARCHIVES GETTY

UNE MAISON sur mesure pour adolescentes

page 3

À Montréal, la Direction de la protection de la jeunesse a ouvert il y a quelques mois un foyer d'un nouveau genre, pensé par et pour ses résidantes. *Métro* a pu le visiter. / JOSIE DESMARAIS/MÉTRO

La situation des femmes locataires encore dénoncée

Québec. À l'aube de la Journée internationale des droits des femmes, vendredi, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) a de nouveau déploré hier les problèmes de logement récurrents qui touchent les femmes locataires.

VANESSA HÉBERT
vhebert@journalmetro.com

«La situation des femmes n'est pas belle à voir, s'est désolée Céline Magontier, du FRAPRU. Elles sont dans un état de grande pauvreté, trop nombreuses à payer des parts démesurées de leur revenu pour se loger, subissant de la discrimination et vivant dans des logements de taille insuffisante.»

Se basant sur les données du recensement de 2016, le FRAPRU, qui lance son cinquième dossier noir «Femmes, logements et pauvreté», fait état des injustices vécues par celles-ci quand vient le temps de trouver un endroit où vivre.

Les femmes ont un revenu annuel de 6 078 $ à celui d'un ménage sous la responsabilité d'un homme. Elles sont aussi plus nombreuses (248 485) à devoir consacrer plus de 30 % de leur revenu au loyer que les hommes (208 855).

«Les familles locataires, principalement celles ayant de plus faibles revenus, vont vivre plus de discrimination, notamment en raison de la présence d'enfants. La situation s'aggrave lorsqu'il s'agit de familles monoparentales», a décrit Mme Magontier.

La porte-parole du Regroupement des maisons pour femmes victimes de violences conjugales, Louise Riendeau, craint que la crise du logement de 2003 ne se répète. Une nouvelle crise aurait des conséquences sur les maisons d'hébergement. À l'époque, les femmes avaient de la difficulté à se trouver un logement et leur séjour dans les maisons passait de six à huit semaines à deux à trois mois. «Les maisons devaient refuser des femmes, car les places étaient prises par celles qui ne pouvaient pas partir, ne trouvant pas de logement. Les refus ont augmenté de près de 50 %», a évoqué Mme Riendeau.

Elle a mentionné que la question de la sécurité financière joue un rôle important, à tel point que certaines femmes retournaient à la violence plutôt que de vivre dans la pauvreté et la précarité.

Les 3 regroupements sont d'avis que la seule solution pour éviter cette pénurie est de financer 50 000 nouveaux logements sociaux sur 5 ans. Le cabinet de la ministre de l'Habitation, Andrée Laforest, a réitéré à *Métro* l'engagement de la Coalition avenir Québec (CAQ) de débloquer les unités AccèsLogis «coincées dans la machine».

80 %

Quatre ménages monoparentaux sur cinq sont sous la responsabilité d'une femme.

RADIO-CANADA ICI Estrie

Les femmes peinent toujours à se loger en Estrie

8 mars 2019

Le Comité des femmes du FRAPRU et ConcertAction Femmes Estrie présentaient ce vendredi leur « dossier noir » sur l'état des conditions de vie des femmes en logement. Les organismes constatent qu'aujourd'hui encore, des milliers de femmes n'ont pas accès à des logements décents et abordables.

Selon les constats du FRAPRU, le Front d'action populaire en réaménagement urbain, il existe toujours un écart entre les revenus des ménages en logement dont le principal soutien financier est un homme et ceux dont le principal soutien est une femme.

« Les loyers sont extrêmement élevés comparativement aux revenus des femmes », souligne Marie-Danielle Larocque, agente à la vie associative ConcertAction Femmes Estrie. L'Institut de la Statistique du Québec indique que le revenu des femmes équivaut à 88 % du revenu des hommes.

Une trop grande part du budget

Les femmes âgées de 15 à 24 ans sont celles qui dépensent en moyenne le plus pour se loger, soit plus de 50 % de leur revenu. Une femme de plus de 75 ans sur deux dépense plus de 30 % de son revenu en loyer.

Les femmes immigrantes sont aussi nombreuses à payer trop cher pour leur logement. Parmi celles arrivées depuis 2011, 41,8 % d'entre elles déboursent plus du tiers de leur revenu pour se loger.

Le manque de logements abordables mène à résider dans des logements insalubres et « il y a des violences qui sont vécues par certaines locataires, soit de la part des propriétaires, de cochambreurs ou de concierges » , rapporte Marie-Danielle Larocque.

Manque de logements en tous genres

ConcertAction Femmes Estrie constate un manque important du nombre de logements adaptés aux besoins des femmes.

Le nombre de grands logements pour les familles nombreuses, particulièrement pour les familles immigrantes, est insuffisant. Les logements adaptés pour des personnes vivant avec un handicap ne représentent que 10 % du parc locatif de l'Estrie. Les femmes judiciarisées ont de la difficulté à trouver des logements supervisés. Finalement, les logements pour les femmes en situation de violence s'ajoutent aussi à cette liste.

Plus de logements et de politiques

Pour rétablir cet écart, le FRAPRU demande 50 000 logements sociaux sur cinq ans. L'organisme soutient que la baisse du taux d'inoccupation des logements à Sherbrooke de 5,4 % à 2,6 % au cours de la dernière année ne rendra que plus difficile la recherche de logement pour les femmes.

ConcertAction Femmes Estrie recommande aussi que des politiques d'habitation soient instaurées dans les villes et les MRC et que des codes du logement soient développés pour« faire reconnaître les droits des locataires ».



Les femmes estriennes sont nombreuses à dépenser trop pour leur logement, à vivre dans des appartements insalubres ou mal adaptés. Photo: Radio-Canada

RADIO-CANADA ICI Québec

Des banderoles installées pour réclamer des logements sociaux pour les femmes

Publié le mardi 26 mars 2019



Une banderole installée sur l'ancienne boucherie Bégin à Québec Photo: Radio-Canada/Maxime Denis

Des groupes de soutien aux femmes et aux plus vulnérables ont installé des banderoles au centre-ville de Québec pour réclamer davantage de logements sociaux pour les femmes.

Les banderoles ont été placées sur l'ancienne boucherie Bégin, de la rue Saint-Jean, à l'îlot Saint-Vincent-de-Paul et sur le site du projet immobilier Saint-Sô, à l'angle de Saint-Vallier et Bigaouette.

L'initiative est menée conjointement par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, le Comité citoyen-nes quartier Saint-Sauveur et le Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale.

« C'était une façon de mettre en lumière des lieux qui auraient un potentiel pour des logements sociaux. Le projet St-Sô, par exemple, c'est un nouveau projet de développement avec des logements locatifs assez dispendieux », affirme la porte-parole du Comité populaire Saint-Jean-Bptiste, Marie-Ève Duchesne.

Les femmes sont les plus pauvres

Les organismes rappellent que la pauvreté touche encore plus durement les femmes que les hommes au Québec.

« Au Québec, le revenu médian des femmes locataires est plus bas. On parle d'un revenu d'à peu près 85 % de celui des hommes », explique Marie-Ève Duchesne.

La situation n'est pas différente dans la capitale.

« Pour Québec, en 2016, dans les ménages où le principal soutien financier est une femme, on parle d'un revenu médian d'environ 37 000 $, comparativement à 44 000 $ pour un homme », souligne Marie-Ève Duchesne.

Selon des données de Statistiques Canada, toujours pour la ville de Québec, 24 000 ménages dont le principal support est une femme paient plus de 30 % de leurs revenus pour se loger.

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) revendique 50 000 logements sociaux sur cinq ans, dont 3 800 à Québec afin de combler les besoins des ménages les plus mal logés et qui paient plus de 50 % de leur revenu pour se loger.

« Il y a encore plusieurs personnes en attente d'un logement social à Québec. Le logement social, c'est une façon d'assurer aux femmes de se loger convenablement, selon leurs moyens », soutient Marie-Ève Duchesne.

Une brochure du FRAPRU sur la situation des femmes au Québec, intitulée *Femmes, logement et pauvreté*, sera lancée mercredi à Québec.

QUESTIONS D'ACTUALITÉ

LAURENT SOUMIS

4 questions à Céline Magontier

Organisatrice communautaire au FRAPRU

sur les femmes et le logement



PHOTO : COURTOISIE

L'an dernier au Québec, le salaire horaire médian des femmes était de 3 $ inférieur à celui des hommes. L'iniquité entre les sexes persiste donc, même si les services de garde, les allocations familiales et l'assurance parentale ont permis de réduire un peu les inégalités. Cela se reflète aussi sur la capacité des femmes, souvent principal soutien financier des ménages, à se loger. Par exemple, sur l'île de Montréal, 90 295 de ces ménages paient plus de 30 % de leur revenu pour le logement et 41 160 y consacrent plus de 50 %. Avec en main les plus récentes données statistiques, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) vient de rendre public un « dossier noir » qui illustre le triste lien entre logement et pauvreté chez les femmes.

❶ Les femmes les plus jeunes et les plus âgées sont-elles les premières victimes ?

À la lecture des données du recensement de Statistique Canada en 2016, les ménages qui ont pour soutien financier une femme jeune ou âgée sont plus nombreuses à consacrer plus de 30 %, 50 % ou 80% de leur revenu pour se loger. Dans le cas du groupe des 15 à 24 ans, on observe que près de 15 % vont dépenser plus de 80 % de leur revenu pour leur logement. C'est énorme. Leur revenu médian est à peine de 5108 $ par année. On peut se demander comment elles font pour survivre. Chez les femmes de 75 ans et plus, le revenu médian est de 22 759 $ par année. C'est 11 375 $ de moins que chez les hommes. Près de 19 % de ces ménages consacrent plus de la moitié de leur revenu au logement. Ça devient très compliqué pour elles.

❷ Que dire des femmes cheffes de familles monoparentales ?

Les familles monoparentales dirigées par les femmes sont souvent victimes de discrimination lorsqu'elles recherchent un logement. Elles doivent même mentir pour trouver un logement. Car les grands logements sont rares. À Montréal, dans des arrondissements comme Rosemont-Petite-Patrie, Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et Hochelaga-Maisonneuve, le taux d'inoccupation des logements de trois chambres à coucher oscille entre 0 % et 0,1 %. À Laval et à Longueuil, c'est 1 %. On s'entend pour dire qu'avec un taux d'inoccupation de moins de 3 %, le rapport de force entre les locataires et les locateurs est nettement défavorable aux premiers. On parle alors d'une pénurie de logements. Cela a un effet inflationniste sur les loyers. Quatre-vingt pour cent des familles monoparentales sont soutenues financièrement par des femmes.

❸ Qu'arrive-t-il aux femmes nouvellement arrivées au pays ?

Les femmes immigrantes, surtout celles qui se sont installées depuis 2011, payent près de 10 % plus cher pour se loger que les ménages locataires non immigrants. Cela s'explique notamment par le fait que les logements vacants sont généralement plus dispendieux que ceux qui sont occupés depuis longtemps. Les femmes locataires récemment immigrées sont également les plus nombreuses à dépenser 30 %, 50 % ou 80 % de leur revenu en loyer. Sur l'ensemble des ménages immigrés sous la responsabilité d'une femme, plus de 25 % vivent aussi dans un logement de taille insuffisante. C'est une très forte proportion lorsqu'on considère que ce n'est le cas que pour 4 % des ménages non immigrants. Cette surpopulation a souvent des impacts négatifs sur les enfants.

❹ Et qu'arrive-t-il aux femmes autochtones ?

Les femmes autochtones qui cherchent des logements en ville subissent de la discrimination en raison de leur origine ethnique. Si on se base sur une enquête de Statistique Canada sur les conditions de logement des peuples autochtones en 2016, on dénombre au Québec 72 585 femmes âgées de 15 ans et plus. Pas moins de 17 % d'entre elles (et 22 % des enfants autochtones de moins de 14 ans) résident dans un logement ayant besoin de réparations majeures. On parle ici de problèmes de sécurité et de salubrité. D'autre part, 12 % des femmes autochtones (et 23,6 % des enfants) vivent dans un logement de taille insuffisante. Le surpeuplement dans ces logements a aussi des impacts sur la violence, l'apprentissage, la santé, l'éducation, etc. Cela rend ces femmes et ces enfants particulièrement vulnérables. Sur les 56 860 femmes autochtones vivant hors réserve au Québec, 6880 logent dans un endroit nécessitant des réparations majeures et 4685 sont en situation de surpopulation. Ces personnes sont plus souvent sujettes à l'itinérance. Il y a très peu de ressources dédiées à ces femmes. C'est un grave problème. ■

L'ITINÉRAIRE

OTTAWA


TRUDEAU
ON VEUT DES
LOGEMENTS SOCIAUX
FRAPRU
droit
Mouvement
Révolutionnaire
Ouvrier

néomédia.com Le Point .ca Le Réveil .ca | Saguenay-Lac-St-Jean CHANGER

15 juin 2018 - 09:34

Loge m'entraide donne la meilleure note au NPD dans son bulletin de campagne



Éric Dubois, candidat NPD, Line Dallaire du conseil d'administration de Loge m'entraide), Jagmeet Shingh, chef du NPD, Sonia Côté, coordonnatrice de Loge m'entraide et Lory-Ann Lemieux, membre du Conseil d'administration de Loge m'entraide. - Photo: Courtoisie

Comme à chaque élection, Loge m'entraide émet à quelques jours du vote son bulletin de fin de campagne pour informer les ménages locataires appauvris qu'il défend des engagements qui ont été pris en leur faveur.

L'organisme poursuit donc sa tradition dans le cadre de l'élection partielle dans Chicoutimi Le-Fjord où les électeurs sont invités à voter ce 18 juin.

Rappelons que Loge m'entraide demandait à tous les candidats de prendre deux engagements concrets s'ils deviennent députés lundi prochain, soit :

• intervenir auprès du gouvernement fédéral afin que les sommes prévues dans la Stratégie canadienne sur le logement (30 milliards sur 10 ans) servent spécifiquement au développement de nouveaux logements sociaux ;

• intervenir pour qu'il y ait l'adoption d'une loi canadienne pour garantir le droit au logement et ainsi permettre aux ménages locataires de vivre dans la paix, la dignité, la sécurité, et dans un logement de qualité, accessible et abordable.

Pour le candidat du NPD, Éric Dubois, Loge m'entraide émet une note plus que parfaite, soit un « A+ ».

« M. Dubois obtient un « A » pour avoir signé les deux engagements que nous réclamions en faveur du droit au logement et un « + » pour son chef Jagmeet Shingh qui a pris le temps de venir à Loge m'entraide le 14 juin afin d'écouter nos besoins en matière de logement social », explique la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté.

C'est la première fois dans l'histoire de Loge m'entraide qu'un chef d'un parti met les pieds à Loge m'entraide, confie Mme Côté.

« D'habitude, c'est toujours Loge m'entraide qui court après les chefs. Le fait que le chef du NPD soit venu dans les bureaux de Loge m'entraide démontre un intérêt hors du commun envers les locataires appauvris que nous défendons. Cette visite résonnera certainement très fort dans leur cœur. »

La candidate libérale, Lina Boivin, obtient pour sa part un « B » pour s'être engagée à « être une voix forte à Ottawa pour les ménages locataires à faible revenu de Chicoutimi-Le-Fjord ».

Quant aux candidats Richard Martel (conservateur), Catherine Bouchard Tremblay (Bloc québécois) et Linda Youde (Vert), « ils obtiennent carrément un échec devant leur silence à ce jour en matière de logement social », de conclure, Mme Côté.

RADIO-CANADA

Des militants réclament l'éradication de l'itinérance pour 2030

Publié le mardi 14 août 2018



La loi sur le droit au logement du gouvernement fédéral est attendue pour l'automne. Photo: Radio-Canada

L'engagement du gouvernement de Justin Trudeau de se doter d'une Stratégie nationale sur le logement (SNL) a créé des attentes au sein des milieux sociaux, politiques et scientifiques. Une kyrielle de personnalités et d'organismes de défense des droits de la personne réclament une loi-cadre beaucoup plus ambitieuse que le programme annoncé par le gouvernement fédéral.

Le sénateur Art Eggleton, l'ancien député fédéral libéral Irwin Cotler, l'ancien directeur parlementaire du budget Kevin Page et l'auteure Naomi Klein sont au nombre des 40 personnalités signataires d'une lettre ouverte envoyée au premier ministre du Canada.

Également, 132 organismes de défense des droits de la personne ont apposé leur nom au bas de la missive, dont les organismes suivants :

- Amnistie internationale
- Association nationale Femmes et Droit
- Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec
- Réseau québécois des organismes sans but lucratif d'habitation

Les militants ont également envoyé leur lettre au chef de l'opposition officielle à Ottawa, le conservateur Andrew Scheer, au chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Jagmeet Singh, et au ministre fédéral de la Famille, des Enfants et du Développement social, Jean-Yves Duclos.

Les signataires réclament une loi reconnaissant une définition du droit au logement conforme au droit international de même que la reconnaissance de ce droit comme un droit fondamental.

Les militants exigent aussi la mise en place de mécanismes permettant aux citoyens de faire respecter leurs droits sans passer par les tribunaux, et la fixation d'échéanciers de réduction de l'itinérance qui devrait mener à son éradication en 2030.



Le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Jean-Yves Duclos. Photo : La Presse canadienne / Colin Perkel

Les militants veulent également s'assurer que le Bureau du défenseur fédéral du logement de même que le Conseil national du logement soient indépendants du gouvernement et qu'ils disposent de l'autorité requise pour exiger des mesures correctives de la part du gouvernement.
Ils réclament aussi la création d'un organisme décisionnaire réunissant des experts en droits de la personne de même que des gens ayant vécu en situation d'itinérance ou en logement inadéquat.

La loi sur le droit au logement est attendue pour l'automne.



Photo : The Canadian Press / Darren Calabrese

Une politique plus modeste
Le gouvernement Trudeau avait annoncé, le 22 novembre dernier, sa Stratégie nationale sur le logement au Canada.

Dotée d'une enveloppe de 40 milliards de dollars sur 10 ans, la politique prévoit la construction de 60 000 logements abordables au cours de la période, une allocation au logement et une réduction de 50 % de l'itinérance au pays.

La politique avait été jugée insuffisante par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), qui dénonçait la construction de logements abordables sans préciser combien de ces habitations seraient de véritables logements sociaux.

Le FRAPRU soulignait que le logement abordable comprend le logement locatif privé dont le loyer peut atteindre 1200 $ par mois.
Le Québec avait annoncé qu'il ne participerait pas au programme fédéral sur le logement, puisque le gouvernement fédéral dicterait les priorités, alors que les gouvernements provinciaux devraient se contenter de financer les projets.

Des militants réclament l'éradication de l'itinérance pour 2030, **Radio-Canada, 14 août 2018 (suite)**



La Défense nationale démolit son quartier de Sainte-Foy

Publié le mercredi 26 septembre 2018

Le quartier militaire du secteur de Sainte-Foy, à Québec, est en cours de démolition. Au moins une dizaine de résidences abandonnées ont déjà été rasées, a constaté Radio-Canada. Au total, une cinquantaine seront démolies.

Un texte de **Maxime Corneau**

Les anciennes maisons qui appartiennent à la Défense nationale et qui étaient utilisées pour loger ses militaires étaient laissées à l'abandon depuis des années. Depuis près de 10 ans, des spéculations vont bon train sur la vocation future du terrain d'une superficie de près de 12 hectares.

Jointe au téléphone, la responsable des communications à la base militaire de Valcartier, la capitaine Rachel Lefebvre, a confirmé que 56 bâtiments au total allaient être démolis. Les édifices formaient un parc immobilier de plus de 150 logements.

L'armée a confirmé avoir amorcé les travaux sans avoir avisé la population du quartier.

« Au terme de la démolition, ils vont niveler le terrain et vont faire pousser de l'herbe fraîche afin de restaurer le terrain », explique Mme Lefebvre, précisant que le contrat de démolition octroyé par le fédéral s'élève à 1,3 million de dollars.

Les travaux devraient se poursuivre jusqu'en janvier prochain.

En juillet dernier, le ministre fédéral de la Famille, Jean-Yves Duclos, avait affirmé en marge d'une conférence de presse que le site était au cœur de discussions entre le gouvernement fédéral, le gouvernement du Québec, la Ville de Québec et la Nation Huronne-Wendat. Il n'avait toutefois jamais été question de démolition imminente.



Un avis de présence d'amiante sur la porte de l'une des résidences visées par l'opération de démolition. Photo : Radio-Canada / Maxime Corneau

Jean-Yves Duclos était alors accompagné d'un chargé de projet pour la Défense nationale, M. Jacques Vaillancourt. Ce dernier avait affirmé que la Défense ne se lancerait pas dans un processus de démolition, mais que ce serait le futur gestionnaire qui en aurait la responsabilité.

En ce qui concerne la vocation future du terrain, la capitaine Rachel Lefebvre confirme que des négociations sont en cours avec plusieurs intervenants, mais précise qu'aucune décision n'est prise. « À ce stade-ci, c'est encore au stade de discussions », dit-elle.
Mme Laflamme souligne d'ailleurs qu'un groupe communautaire était en pourparlers avec plusieurs intervenants afin de construire une coopérative d'habitation sur un terrain de l'ancien quartier militaire.

La démolition jette selon elle de l'ombre sur ce projet. « On est assez inquiets de ce qui va arriver avec ce site-là », conclut-elle.

Logement social ou coopérative, demande le FRAPRU

Véronique Laflamme, la porte-parole nationale du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), s'est dite extrêmement surprise de la démolition. Elle affirme que jamais la Défense nationale n'a publicisé la démolition imminente.

Elle estime que les 150 logements auraient pu servir à des familles qui peinent à se loger dans les tours d'habitation récemment construites à Sainte-Foy.

« Les nouveaux logements qui sont construits [dans le secteur] ne correspondent pas aux besoins des gens de Sainte-Foy qui sont à faible et modeste revenu. »

Le FRAPRU avait d'ailleurs occupé une résidence du quartier en mai 2017 pour dénoncer le fait que ces logements vacants n'étaient pas disponibles pour la population.

La Défense nationale démolit son quartier de Sainte-Foy, Radio-Canada, 26 septembre 2018 (suite)

leSoleil



26 septembre 2018 / Mis à jour le 27 septembre 2018 à 6h44

La Défense nationale démolit le quartier militaire de Sainte-Foy [VIDÉO]



CÉLINE FABRIÈS
Le Soleil

La Défense nationale procède depuis quelques jours à la démolition de 56 bâtiments du quartier militaire du secteur de Sainte-Foy. Abandonnés depuis des années, les bâtiments étaient désuets selon les militaires.

Dans le cadre de ces travaux, ce sont 105 anciens logements militaires qui se trouvent dans 48 bâtiments, 49 garages situés dans 7 bâtiments, et l'ancien Centre de la Famille Valcartier qui seront détruits. «Ces unités de logement avaient atteint la fin de leur cycle de vie et n'étaient plus requises», a expliqué le porte-parole de la Défense nationale, Daniel Le Bouthillier.

Lors d'une visite antérieure, les Forces canadiennes ont également décelé de l'amiante. «Des dispositions seront également prises aux fins de l'enlèvement approprié et de l'élimination sécuritaire des matériaux dangereux avant que soient entamés les travaux de démolition des bâtiments», a-t-il écrit dans un courriel envoyé au *Soleil*.



Des 14,32 hectares de terrain où se trouvait l'ancienne zone d'unités d'habitation, 2,06 hectares ont été utilisés pour la construction du nouveau manège militaire de Sainte-Foy. À la suite de la consolidation de l'hébergement militaire dans la région de Valcartier en 2017, les 12,26 hectares restants du terrain sont devenus excédentaires.

Les travaux devraient durer jusqu'en janvier 2019, et au printemps, un aménagement paysager est prévu avec de l'herbe fraîche afin de restaurer le terrain.

Des discussions sont en cours avec les groupes autochtones, les autres paliers du gouvernement, la Société immobilière du Canada, et la collectivité locale pour décider de l'avenir du terrain.

Le FRAPRU surpris

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) s'étonne de la décision de l'armée de détruire ces logements. «Quand nous y sommes allés en 2017, on a vu des logements en très bon état. Des logements qui auraient pu héberger des familles», a dénoncé la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme.

Selon M^{me} Laflamme, le fédéral utilise normalement les bâtiments excédentaires pour des besoins sociaux et communautaires. Elle est donc surprise de la décision.

L'Appel



4 octobre 2018

Le quartier militaire de Sainte-Foy rasé

TRAVAUX. Contre toute attente, le quartier militaire abandonné derrière les centres commerciaux de Sainte-Foy fait l'objet d'un vaste chantier de démolition. En tout, la cinquantaine de bâtiments désaffectés seront rasés au cours des prochaines semaines.



Après la démolition de la cinquantaine de bâtiments, le terrain sera nivelé. Les travaux se prolongeront jusqu'en janvier.

(Photo Métro Média – François Cattapan)

Déjà, une dizaine de résidences érigées dans les années 1950 avaient fait place à un nouveau manège militaire le long du boulevard Hochelaga. Toujours propriétaires du site, l'Armée canadienne avait toutefois évoqué que la suite des choses prendrait du temps. La raison principale étant le fait que cela impliquait des négociations multipartites entre le fédéral, le provincial, la Ville de Québec et la nation huronne-wendate.

La Défense nationale semble avoir changé d'idée quant à la préservation des 150 logements toujours debouts, bien que débranchés de tous les services. Son département des communications a laissé savoir que tout sera prochainement détruit et le site sera nivelé en attendant un éventuel projet de redéveloppement. Le contrat a été octroyé à l'entreprise CFG Construction. Les travaux devraient se poursuivre jusqu'au début 2019.

Intentions méconnues

Lors d'un récent entretien sur le sujet, le ministre fédéral responsable de la région de Québec, Jean-Yves Duclos, avait indiqué que les Hurons étaient partie prenante des discussions, «dans un esprit de réconciliation puisqu'il est question de terres ancestrales». Les intentions de la nation de Wendake ne sont pas précisées à ce jour. De son côté, la Ville avait clairement signifié son désir de voir ces terrains centraux accueillir des immeubles commerciaux et des appartements de prestige.

Pour sa part, le Comité logement d'aide aux locataires (CLAL), membre du FRAPRU (Front d'Action Populaire en Réaménagement Urbain) revient à la charge. Il réclame du fédéral la cession d'une parcelle excédentaire, afin d'y ériger le projet de coopérative d'habitation Clé d'un Rêve. Le projet est élaboré depuis 10 ans et attend un terrain pour voir le jour.

RADIO-CANADA
ICI Toronto



Trudeau promet le droit au logement : les exemples de la France et de la Finlande

Publié le vendredi 9 novembre 2018

Le gouvernement fédéral veut intégrer le droit dans la législature canadienne avant les prochaines élections. Ce droit est incorporé dans la législation de plusieurs autres pays. Le Canada devrait-il en tirer certaines leçons?

Un texte de **Colin Côté-Paulette**

Depuis le désengagement du gouvernement fédéral quant au financement des logements abordables au début des années 1990, sous le conservateur Brian Mulroney, puis sous le libéral Jean-Chrétien, la crise du logement s'est accentuée au Canada, selon bon nombre d'experts.

Il y a près d'un an, le gouvernement Trudeau a présenté sa stratégie nationale pour le logement.

En plus de la construction et de la rénovation de logements sociaux, celle-ci inclut la reconnaissance du logement comme un droit fondamental par le gouvernement.

Plus tôt ce mois-ci, le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Jean-Yves Duclos, a précisé que le droit au logement serait intégré dans la loi avant la fin de l'actuel mandat des libéraux.

Pour l'instant, on ne connaît pas les détails entourant l'instauration de ce droit au pays, mais Radio-Canada a analysé ce qui se faisait ailleurs dans le monde à ce sujet.

Le cas de la France

La France a reconnu le logement comme un droit fondamental en 1982, mais c'est seulement à partir de 2007 que les citoyens français ont eu accès à un mécanisme judiciaire pour que ce droit ait un caractère contraignant.

La loi sur le droit au logement opposable, ou loi DALO, permet aux Français de s'adresser à la justice lorsque leur droit au logement n'est pas respecté.

« Ce droit est garanti par l'État, qui est désormais soumis à une obligation de résultat et non plus seulement de moyens », peut-on lire dans un texte du Sénat français.



Le droit au logement est considéré comme un droit fondamental en France depuis 1982. Photo : Radio-Canada / Camile Gauthier

Lorsqu'un juge rend une décision favorable envers la personne dont le droit au logement n'est pas respecté et que son cas est jugé prioritaire, l'État français doit lui proposer un logement dans les six mois suivants.

Or, dans un rapport du Sénat de 2012, on se questionne sérieusement à propos des résultats obtenus par la loi DALO.

« L'effet de levier attendu sur la production de logements sociaux adaptés au public éligible n'a pas eu lieu », écrivent les auteurs du rapport.

Ces derniers mentionnent aussi qu'environ 8 fois sur 10, les juges français constatent que l'obligation de relocalisation n'a pas été respectée.
Selon des statistiques plus récentes du gouvernement français, la loi aurait quand même un certain taux d'efficacité : 139 346 ménages français ont été relogés grâce à elle, de 2008 à 2017.

Martin Gallié, professeur de droit à l'UQAM, n'est pas convaincu de l'effet positif de la loi DALO sur le logement en France.

> *« Le Sénat français [...] a fait une étude et a conclu noir sur blanc qu'il s'agit d'un contentieux sans espoir. »*
>
> *— Martin Gallié, professeur de droit à l'UQAM*

Français

Il suggère au gouvernement canadien de surtout mettre en place des politiques de prévention des expulsions. « Ce sont des obligations internationales que le Canada ne respecte pas », affirme M. Gallié.

En 1976, le Canada a ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU, s'engageant par le fait même à instaurer un droit au « logement suffisant ».

Toutefois, le Canada est le seul pays du G7 à ne pas avoir une loi qui assure le droit au logement.

Le modèle finlandais

La Finlande n'inclut pas explicitement le logement comme un droit fondamental dans sa législation officielle.

Elle est toutefois un des seuls pays d'Europe à avoir réussi à réduire considérablement son taux d'itinérance ces dernières années.

Depuis 10 ans, l'État finlandais valorise les logements permanents au lieu des logements temporaires comme les refuges.



La Finlande valorise les logements permanents. Photo : Radio-Canada / Camile Gauthier

Français

Des centaines de refuges pour sans-abri et d'appartements privés ont été rachetés et rénovés pour en faire des logements sociaux.

« Si vous voulez vraiment mettre fin à la pauvreté, vous devez faire quelque chose à propos des logements temporaires, parce que les gens sont toujours itinérants lorsqu'ils dorment dans des refuges », note Juha Kaakinen, le président de la Fondation Y, un des plus importants gestionnaires de logements sociaux en Finlande.

À Helsinki, la capitale, on comptait environ 600 refuges pour personnes itinérantes en 2008. Aujourd'hui, il ne reste qu'un refuge d'urgence muni de 52 lits, selon M. Kaakinen.

> *« En ce moment, on peut dire qu'en Finlande, vous ne voyez pas de gens dormir dans la rue. »*
>
> *— Juha Kaakinen, président de la Fondation Y*

Il ajoute que, lorsqu'on se promène à Helsinki, il est difficile de voir la différence entre les logements sociaux et les logements privés.

D'après les statistiques de la Fondation Y, il y a toujours quelque 6600 personnes itinérantes en Finlande, mais 80 % d'entre elles vivent temporairement avec des proches.

M. Kaakinen croit d'ailleurs que la stratégie du Canada n'est pas assez ambitieuse.

L'Écosse et la France, notamment, tentent maintenant de créer leurs propres versions de la « stratégie logement d'abord » de la Finlande.
« Le logement d'abord, c'est un outil qu'on peut utiliser, parce que ça aide vraiment les gens qui sont les plus fragilisés et éloignés du marché du logement. On a enfin une approche qui marche pour ces gens-là », estime la coordonnatrice de la Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri (FEANTSA) , Samara Jones.

Un droit « nécessaire »

D'après le rapporteur spécial de l'ONU sur le logement convenable, Leilani Farha, il est nécessaire que le gouvernement fédéral reconnaisse le droit au logement.

Français

« Il faut aussi que la loi du gouvernement canadien permette aux gens de faire des réclamations par rapport au système, [...] pas des requêtes individuelles », précise néanmoins Mme Farha. Elle explique que certains mécanismes existent déjà pour les requêtes individuelles.

D'autres organismes voient d'un bon oeil la législation canadienne à venir. « On est conscient qu'une loi ne va pas tout régler, mais on pense que c'est une étape importante, pour à tout le moins mettre ce droit-là au coeur des interventions gouvernementales », avance la porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain, Véronique Laflamme.
Elle ajoute que le droit au logement prendra au Canada une forme nécessairement différente de ce qui existe ailleurs dans le monde, en raison des compétences partagées entre le gouvernement fédéral et les provinces.

Mme Jones, la coordonnatrice de la FEANTSA, estime que des politiques publiques cohérentes et efficaces doivent aller de pair avec la reconnaissance du droit au logement. « La clé, c'est que le logement d'abord doit être un pilier dans une approche compréhensive du sans-abrisme, ça doit être intégré dans les stratégies, [...] le droit doit aussi inclure des obligations », souligne-t-elle.

Autres pays et territoires reconnaissant le droit au logement* :

- Belgique
- Norvège
- Corée du Sud
- Royaume-Uni
- Italie
- Allemagne
- Japon

***Ceci n'est pas une liste exhaustive**

Trudeau promet le droit au logement: les exemples de la France et de la Finlande, Radio-Canada, 9 novembre 2018 (suite)

LES BLOGUES

HUFFPOST

1er anniversaire de la Stratégie sur le logement, mais rien à fêter



Véronique Laflamme
Porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)

Au Québec, 457 340 ménages locataires consacrent plus de la norme de 30% de leur revenu pour se loger, dont 195 635 y consacrent plus de 50%.

22/11/2018 06:00 EST | **Actualisé** 22/11/2018 06:00 EST

Il y a un an, le premier ministre canadien, Justin Trudeau, et son ministre responsable de l'habitation, Jean-Yves Duclos, déposaient la première Stratégie fédérale sur le logement de l'histoire du Canada. Pourtant, alors que le compte à rebours vers les élections générales fédérales de 2019 est déjà lancé, peu de choses ont changé pour les ménages locataires mal-logés.

Le nombre effarant de ménages qui vivent des problèmes graves de logement, voire sans logis, exige des initiatives audacieuses. Au Québec seulement, 457 340 ménages locataires consacrent plus de la norme de 30% de leur revenu pour se loger, dont 195 635 très précaires, puisqu'ils y consacrent plus de 50%.

> Des centaines de milliers de personnes vivent dans des conditions nuisant à leur sécurité, leur santé et la pleine jouissance de leurs droits.

Un logement trop cher, en mauvais état, voire insalubre ou trop petit, est le lot quotidien de trop nombreux locataires. Des centaines de milliers de personnes vivent dans des conditions nuisant à leur sécurité, leur santé et la pleine jouissance de leurs droits. Pour les femmes victimes de violences, les enfants, les personnes en situation de handicap et les Autochtones, l'impossibilité de vivre dans un logement adéquat a des conséquences particulièrement dramatiques, qui font souvent les manchettes.

Il y a un an, messieurs Trudeau et Duclos déclaraient que «la vision de la Stratégie nationale sur le logement est que tous les Canadiens disposent d'un logement répondant à leurs besoins et qui est abordable». Or, peu des mesures présentées jusqu'à maintenant assurent que les logements construits soient réellement accessibles financièrement aux ménages à faible et modeste revenu.

Non seulement la majorité des sommes allouées par Ottawa pour la Stratégie ne sera dépensée qu'après les élections de 2019, mais aucune n'est directement réservée pour le développement du logement social. Il s'agit de la seule formule qui permet de garantir un logement de qualité et véritablement abordable aux ménages à faible ou à modeste revenu, cela de façon durable.

Il faut que le gouvernement libéral comprenne que les centaines de milliers de personnes mal-logées sur son territoire n'ont pas le luxe d'attendre 10 ans. C'est maintenant qu'elles doivent se priver de manger, couper dans l'hydro-électricité, l'habillement de leurs enfants et qu'elles sont chassées de leurs milieux de vie.



Des centaines de milliers de personnes vivent dans des conditions nuisant à leur sécurité, leur santé (comme sur la photo, de la moisissure) et la pleine jouissance de leurs droits.

> Comme plusieurs autres organismes québécois et canadiens, le FRAPRU demande à Ottawa de reconnaître formellement le droit au logement, en présentant sans tarder la loi qu'il a promise.

Malgré ses promesses lors de la campagne électorale qui l'a mené au pouvoir, le premier ministre n'a pas su non plus rassurer les locataires des OSBL, des coopératives d'habitation et des HLM financés par le fédéral, se contentant d'annoncer des mesures temporaires concernant la protection de leurs logements.

Le 22 novembre 2017, en présentant sa stratégie, le gouvernement Trudeau annonçait aussi son intention de mettre en œuvre progressivement le droit de chaque Canadien et Canadienne d'accéder à un logement convenable. Comme plusieurs autres organismes québécois et canadiens, le FRAPRU demande à Ottawa de reconnaître formellement le droit au logement, en présentant sans tarder la loi qu'il a promise.

> Ce n'est pas l'argent qui manque pour améliorer les conditions désastreuses de logement, mais la volonté politique.

Nous avons amplement les moyens de combattre l'itinérance et de pallier au manque alarmant de logements sociaux et communautaires, et ce, dès maintenant. Ce n'est pas l'argent qui manque pour améliorer les conditions désastreuses de logement, mais la volonté politique. Pour preuve, le cadeau récent de 2,3 milliards$ fait à Chrysler pour éponger sa dette, alors que cette somme correspond à peu près au montant annuel revendiqué par le FRAPRU au fédéral, pour le logement social.

Le projet de loi qui sera déposé dans les prochaines semaines, tout comme le dernier budget avant les élections, doivent être à la hauteur des besoins et des objectifs ambitieux énoncés dans la Stratégie. D'ici là, nous n'avons rien à fêter.

leQuotidien

22 novembre 2018 / Mis à jour le 21 novembre 2018 à 21h40

Rien à fêter pour les personnes mal logées

Véronique Laflamme, porte-parole

Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)

CARREFOUR DES LECTEURS
Le Quotidien

OPINION / Il y a un an, le premier ministre canadien, Justin Trudeau, et son ministre responsable de l'habitation, Jean-Yves Duclos, déposaient la première Stratégie fédérale sur le logement de l'histoire du Canada. Pourtant, alors que le compte à rebours vers les élections générales fédérales de 2019 est déjà lancé, peu de choses ont changé pour les ménages locataires mal logés.

Le nombre effarant de ménages qui vivent des problèmes graves de logement, voire qui se retrouvent sans logis, exige des initiatives audacieuses. Au Québec seulement, 457 340 ménages locataires consacrent plus de la norme de 30 % de leur revenu pour se loger, dont 195 635 très précaires, puisqu'ils y consacrent plus de 50 %. Un logement trop cher, en mauvais état, voire insalubre ou trop petit, est le lot quotidien de trop nombreux locataires. Des centaines de milliers de personnes vivent dans des conditions nuisant à leur sécurité, leur santé et la pleine jouissance de leurs droits. Pour les femmes victimes de violences, les enfants, les personnes en situation de handicap et les autochtones, l'impossibilité de vivre dans un logement adéquat a des conséquences particulièrement dramatiques, qui font souvent les manchettes.

Il y a un an, Messieurs Trudeau et Duclos déclaraient que « la vision de la Stratégie nationale sur le logement est que tous les Canadiens disposent d'un logement répondant à leurs besoins et qui est abordable ». Or, peu des mesures présentées jusqu'à maintenant assurent que les logements construits soient réellement accessibles financièrement aux ménages à faible et modeste revenu. Non seulement la majorité des sommes allouées par Ottawa pour la Stratégie ne sera dépensée qu'après les élections de 2019, mais aucune n'est directement réservée pour le développement du logement social, la seule formule qui permet de garantir un logement de qualité et véritablement abordable aux ménages à faible ou à modeste revenu, cela de façon durable. Il faut que le gouvernement libéral comprenne que les centaines de milliers de personnes mal logées sur son territoire n'ont pas le luxe d'attendre 10 ans. C'est maintenant qu'elles doivent se priver de manger, couper dans l'hydro-électricité, l'habillement de leurs enfants et qu'elles sont chassées de leurs milieux de vie.

Malgré ses promesses durant la campagne électorale qui l'a mené au pouvoir, le premier ministre n'a pas su non plus rassurer les locataires des OSBL, des coopératives d'habitation et des HLM financés par le fédéral, se contentant d'annoncer des mesures temporaires concernant la protection de leurs logements.

Le 22 novembre 2017, en présentant sa stratégie, le gouvernement Trudeau annonçait aussi son intention de mettre en œuvre progressivement le droit de chaque Canadien et Canadienne d'accéder à un logement convenable. Comme plusieurs autres organismes québécois et canadiens, le FRAPRU demande à Ottawa de reconnaître formellement le droit au logement, en présentant sans tarder la loi qu'il a promise.

Nous avons amplement les moyens de combattre l'itinérance et de pallier au manque alarmant de logements sociaux et communautaires, et ce, dès maintenant. Ce n'est pas l'argent qui manque pour améliorer les conditions désastreuses de logement, mais la volonté politique. Pour preuve, le cadeau récent de 2,3 milliards $ fait à Chrysler pour éponger sa dette, alors que cette somme correspond à peu près au montant annuel revendiqué par le FRAPRU au fédéral, pour le logement social.

Le projet de loi qui sera déposé dans les prochaines semaines, tout comme le dernier budget avant les élections, doivent être à la hauteur des besoins et des objectifs ambitieux énoncés dans la Stratégie. D'ici là, nous n'avons rien à fêter.

L'AVANTAGE votre journal ACTUALITÉS

22 novembre 2018

René Alary

Le Comité logement Rimouski-Neigette mécontent du gouvernement Trudeau

Un an après l'adoption de la Stratégie canadienne sur le droit au logement



©Photo TC Media - Adeline Mantyk
Le coordonnateur du Comité logement Rimouski-Neigette, Guy Labonté

Un an, jour pour jour, après le dépôt de la première Stratégie canadienne sur le logement, des locataires en colère marcheront dans les rues de Québec cet après-midi.

Le coordonnateur du Comité logement Rimouski-Neigette, Guy Labonté est inquiet. « Alors que le compte à rebours vers les élections générales fédérales de 2019 est déjà lancé, peu de choses ont changé pour les ménages locataires mal-logés, depuis l'arrivée au pouvoir des Libéraux », dit-il par voie de communiqué.

Le Comité logement est particulièrement déçu par la lenteur des investissements découlant de la stratégie et des négociations avec le gouvernement du Québec. « Non seulement la majorité des sommes allouées par Ottawa pour la stratégie ne sera dépensée qu'après les élections de 2019, mais aucune n'est directement réservée pour le développement du logement social », explique Guy Labonté.

Selon lui, « pour réaliser sa promesse que l'ensemble des Canadiens aient accès à des logements abordables qui répondent à leurs besoins, le gouvernement fédéral doit financer adéquatement le logement social : lui seul permet de garantir un logement de qualité et véritablement abordable aux ménages à faible ou à modestes revenus, cela de façon durable ».
Il y a pénurie de logements sociaux au Québec. Guy Labonté est témoin au quotidien de ces situations dramatiques. D'ailleurs, quelque 400 personnes sont inscrites sur la liste d'attente de l'Office municipale d'habitation présentement.

Avec le FRAPRU, le Comité logement Rimouski-Neigette demande également une protection à long terme des logements sociaux déjà construits et toujours subventionnés par le fédéral. Les ménages qui y habitent n'ont obtenu qu'un sursis de 10 ans. Malgré ses promesses, le gouvernement Trudeau ne s'est engagé, pour l'instant, à maintenir leurs subventions au loyer que jusqu'en 2028.

Enfin, comme des dizaines d'autres à travers le Canada, les organismes demandent également à Ottawa de reconnaître formellement le droit au logement et de le faire sans tarder en présentant la loi qu'il a promise, en annonçant, le 22 novembre 2017, l'intention d'Ottawa de mettre en œuvre progressivement le droit de chaque Canadien d'accéder à un logement convenable.

« Ce n'est pas l'argent qui manque, mais la volonté politique pour améliorer les conditions désastreuses de logement dans lesquelles vivent des milliers de personnes », souligne M. Labonté.

LA PRESSE +

OPINION

PREMIER ANNIVERSAIRE DE LA STRATÉGIE CANADIENNE SUR LE LOGEMENT RIEN À FÊTER

VÉRONIQUE LAFLAMME
PORTE-PAROLE DU FRONT D'ACTION POPULAIRE EN RÉAMÉNAGEMENT URBAIN (FRAPRU)

Il y a un an, le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, et son ministre responsable de l'habitation, Jean-Yves Duclos, déposaient la première Stratégie fédérale sur le logement de l'histoire du pays. Pourtant, alors que le compte à rebours vers les élections générales fédérales de 2019 est déjà lancé, peu de choses ont changé pour les ménages locataires mal-logés.

Le nombre effarant de ménages qui vivent des problèmes graves de logement, voire qui se retrouvent sans logis, exige des initiatives audacieuses. Au Québec seulement, 457 340 ménages locataires consacrent plus de la norme de 30 % de leur revenu pour se loger, dont 195 635 très précaires, puisqu'ils y consacrent plus de 50 %. Un logement trop cher, en mauvais état, voire insalubre ou trop petit, est le lot quotidien de trop nombreux locataires.

Des centaines de milliers de personnes vivent dans des conditions nuisant à leur sécurité, leur santé et la pleine jouissance de leurs droits.

Pour les femmes victimes de violences, les enfants, les personnes en situation de handicap et les autochtones, l'impossibilité de vivre dans un logement adéquat a des conséquences particulièrement dramatiques, qui font souvent les manchettes.

PAS LE LUXE D'ATTENDRE

Il y a un an, MM. Trudeau et Duclos déclaraient que « la vision de la Stratégie nationale sur le logement est que tous les Canadiens disposent d'un logement répondant à leurs besoins et qui est abordable ». Or, peu des mesures présentées jusqu'à maintenant assurent que les logements construits sont réellement accessibles financièrement aux ménages à faible et à modeste revenu.

Non seulement la majorité des sommes allouées par Ottawa pour la Stratégie ne sera dépensée qu'après les élections de 2019, mais aucune n'est directement réservée pour le développement du logement social, la seule formule qui permet de garantir un logement de qualité et véritablement abordable aux ménages à faible ou à modeste revenu, cela de façon durable.

Il faut que le gouvernement libéral comprenne que les centaines de milliers de personnes mal-logées n'ont pas le luxe d'attendre 10 ans. C'est maintenant qu'elles doivent se priver de manger, utiliser moins d'hydroélectricité, se priver dans l'habillement de leurs enfants et c'est maintenant qu'elles sont chassées de leurs milieux de vie.

Malgré ses promesses lors de la campagne électorale qui l'a mené au pouvoir, le premier ministre n'a pas su non plus rassurer les locataires des OSBL, des coopératives d'habitation et des HLM financés par le fédéral, se contentant d'annoncer des mesures temporaires concernant la protection de leurs logements.

Le 22 novembre 2017, en présentant sa stratégie, le gouvernement Trudeau annonçait aussi son intention de mettre en œuvre progressivement le droit de chaque Canadien d'accéder à un logement convenable.

Comme plusieurs autres organismes québécois et canadiens, le FRAPRU demande à Ottawa de reconnaître formellement le droit au logement en présentant sans tarder la loi qu'il a promise.

Nous avons amplement les moyens de combattre l'itinérance et de pallier le manque alarmant de logements sociaux et communautaires, et ce, dès maintenant. Ce n'est pas l'argent qui manque pour améliorer les conditions désastreuses de logement, mais la volonté politique. Pour preuve, le cadeau récent de 2,3 milliards fait à Chrysler pour éponger sa dette, alors que cette somme correspond à peu près à la somme annuelle revendiquée par le FRAPRU au fédéral pour le logement social.

Le projet de loi qui sera déposé dans les prochaines semaines, tout comme le dernier budget avant les élections, doit être à la hauteur des besoins et des objectifs ambitieux énoncés dans la Stratégie. D'ici là, nous n'avons rien à fêter.

› DE LA VISITE CHEZ LE MINISTRE JEAN-YVES DUCLOS



Jeudi, quelques dizaines de militants pour les logements sociaux et abordables ont marché dans les rues du quartier Saint-Roch, à Québec. Ils se sont rendus jusqu'au bureau du ministre fédéral de la Famille, des Enfants et du Développement social, Jean-Yves Duclos, situé au coin du boulevard Charest Est et de la rue de la Chapelle. Venus de Sherbrooke, de Trois-Rivières, de Montréal et de la capitale, les manifestants affiliés au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) demandent à Ottawa de débloquer les sommes promises il y a un an lors de l'adoption de la Stratégie canadienne sur le logement. Ils souhaitent également que les règles d'octroi des subventions soient clarifiées pour que les ménages puissent prévoir à long terme la location d'un appartement sans craindre de se voir retirer les subsides étatiques. **TEXTE ET PHOTO BAPTISTE RICARD-CHÂTELAIN**

laTribune & leSoleil & leDroit



14 janvier 2019 / Mis à jour à 13h26

Ensaf Haidar rencontrera Justin Trudeau



JUDITH DESMEULES
Le Soleil

La femme du blogueur Raif Badawi a obtenu l'assurance qu'elle pourra rencontrer en privé le premier ministre Justin Trudeau, cette semaine à Sherbrooke, alors que le cabinet fédéral s'y réunit en retraite fermée de mercredi à vendredi pour préparer la rentrée parlementaire.

Ensaf Haidar espère obtenir plus de détails sur la rencontre que M. Trudeau a eue avec le prince héritier d'Arabie Saoudite, Mohammed ben Salmane, en marge du G20 à la fin de novembre dernier.

« J'ai appelé le bureau de Mme Bibeau (Marie-Claude Bibeau, ministre du Développement international et députée de Compton-Stanstead) pour prendre un rendez-vous pour moi. Vendredi elle m'appelait pour me dire que j'avais une rencontre avec M. Trudeau et le bureau de M. Trudeau doit m'appeler pour me donner les détails », explique Mme Haidar en entrevue avec La Tribune.

« J'aimerais savoir c'était quoi les réactions du prince Mohammed ben Salmane sur la détention de Raif. Est-ce qu'il a des nouvelles ? J'ai lu les nouvelles publiques du journal, mais j'aimerais savoir personnellement c'était quoi ses réactions. J'aimerais aussi demander encore pour la citoyenneté pour Raif », continue Mme Haidar, qui est elle-même devenue citoyenne canadienne en juillet 2018.

Cela fera bientôt un an que Ensaf Haidar réclame la citoyenneté canadienne pour son mari, détenu depuis 2012 dans son pays d'origine pour avoir défendu la cause des femmes et celle du droit à l'opinion. Condamné à mille coups de fouet et à dix ans de prison, Raif Badawi se verra au surplus interdire de quitter l'Arabie saoudite ou d'utiliser les réseaux sociaux pendant encore dix ans après avoir purgé sa peine, qui comprend également une amende de 290 000 $.

Amnistie internationale a longtemps exhorté Ottawa à « jouer un rôle de leader » dans ce dossier, « étant donné les liens de sa famille au Canada ».

En août dernier, le prince héritier du royaume a expulsé l'ambassadeur canadien à Riyad et rappelé son propre ambassadeur à Ottawa, après que des diplomates, dont la ministre Chrystia Freeland, eurent exprimé leur soutien à l'endroit des militantes des droits des femmes arrêtées en Arabie saoudite, dont la sœur de Raif Badawi, Samar Badawi.

Dimanche, l'épouse de M. Badawi n'avait pas de détails concernant son entretien avec le premier ministre. Elle espère cependant que cet échange entraînera des actions concrètes de la part du gouvernement canadien.

Manifestation pour le logement social

Par ailleurs, les membres du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), un regroupement national pour le droit au logement, profiteront eux aussi du séjour des ministres en région pour se faire entendre. Plusieurs d'entre eux se réuniront mercredi à 11 h 30 devant l'Hôtel Delta de Sherbrooke pour revendiquer la nécessité d'investissements en logement social.

« C'est clair qu'à l'approche du budget, on veut qu'il y ait de l'argent pour le logement social. Dans la Stratégie canadienne sur le logement, il y avait plein d'annonces, mais rien de concret ne s'est fait, côté montants ou projets. On veut vraiment qu'il y ait des investissements en logement social », commente Alain Roy, intervenant communautaire avec l'Association des locataires de Sherbrooke.

Le gouvernement Trudeau présentera sous peu son quatrième et dernier budget avant les élections et les membres du FRAPRU souhaitent que le montant alloué au logement social soit « à la hauteur des besoins et des objectifs ambitieux énoncés dans leur Stratégie ».

« Déjà au mois de novembre 2018, il y avait eu une manifestation organisée devant le bureau du ministre [Jean-Yves] Duclos à Québec, pour justement souligner le premier anniversaire de la Stratégie », ajoute M. Roy.

Sur la page Facebook du rassemblement tintamarre prévu, il est aussi possible de lire que « malgré sa promesse que l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes ait accès à des logements abordables qui répondent à leurs besoins, le gouvernement Trudeau n'a pas permis que davantage de logements sociaux soient réalisés au Québec. Pire, il pousse le cynisme jusqu'à prévoir des investissements de plusieurs dizaines de milliards de $ dans un autre mandat, à condition qu'il soit réélu ».

Un autobus d'environ 50 personnes partira de Montréal mercredi pour que les membres de la grande ville puissent participer à la manifestation. **Avec La Presse canadienne**

néomédia.com
Le Point .ca | La Réveil .ca

Saguenay-Lac-St-Jean

24 janvier 2019 - 15:59

Richard Martel se dit prêt à aider Loge m'entraide



Richard Martel, Sonia Côté et Line Dallaire. - Photo: Courtoisie

« Alors que le compte à rebours vers les élections fédérales est lancé, peu de choses ont changé pour les ménages locataires mal-logés notamment depuis le dépôt de la Stratégie canadienne sur le logement du gouvernement Trudeau annoncé le 22 novembre 2017 », s'inquiète Sonia Côté, coordonnatrice de Loge m'entraide.

En effet, Loge m'entraide est déçu par la lenteur des investissements découlant de la Stratégie canadienne sur le logement dans laquelle est prévu 40 milliards sur 10 ans, dont 30 milliards en provenance du fédéral.

« Non seulement la majorité des sommes allouées par Ottawa seront dépensées après l'élection fédérale de 2019, mais aucune somme actuellement n'est réservée spécifiquement pour de nouveaux logements sociaux de type HLM, coopérative d'habitation et organisme à but non lucratif voué au logement. Il y a de quoi s'inquiéter si on veut répondre aux besoins urgents en la matière », explique la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté.

L'organisme rappelle que 244 120 ménages locataires au Québec, dont 2905 à Saguenay ont des besoins impérieux de logement (recensement 2016) parce qu'ils vivent dans un logement trop cher, trop petit ou de mauvaise qualité.

Selon Mme Côté, « Loge m'entraide espère que le dernier budget avant les élections fédérales soit à la hauteur des besoins et des objectifs ambitieux énoncés dans la Stratégie ».

Loge m'entraide demande également le renouvellement à long terme des logements sociaux fondés avant 1994 et subventionnés par le fédéral. Les ménages qui y habitent ayant obtenu qu'un sursis de 10 ans soit jusqu'en 2028.

Sonia Côté s'est dit ravie de la rencontre tenue hier avec le député conservateur dans Chicoutimi-le-Fjord, Richard Martel.

« M. Martel s'est dit très préoccupé par l'état actuel de la situation et s'est engagé à soutenir Loge m'entraide. Quand un politicien se dit prêt à aider Loge m'entraide, on ne peut qu'applaudir cette initiative en faveur des locataires appauvris que nous défendons et représentons de par notre mission. »

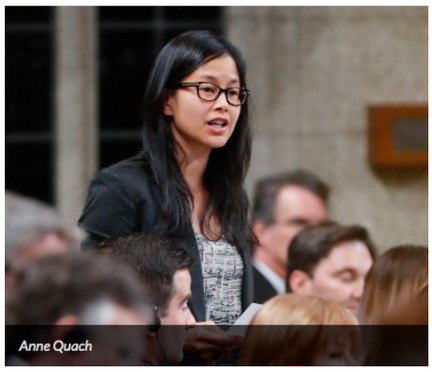
La députée Quach réclame plus de logements sociaux

Le vendredi 25 janvier 2019,



Mario Pitre

le Soleil de Châteauguay



Anne Quach

La députée de Salaberry-Suroît, Anne Quach, emboîte le pas à son parti, le NPD, qui fait pression sur le premier ministre Justin Trudeau pour qu'il prenne des mesures immédiates pour lutter contre la crise du logement dans le prochain budget fédéral.

« Un logement adéquat et abordable devrait être un droit. Mais pour trop de familles, ce type de logement est de plus en plus hors de portée en raison de la montée en flèche des loyers, des évictions et de l'envolée du prix des maisons, soutient la députée néo-démocrate. Après des décennies de compressions et trois ans d'inaction de la part du gouvernement libéral, les gens ont de la difficulté à joindre les deux bouts et dépensent de plus en plus de leur revenu pour subvenir à leurs besoins de logement de base. »

La députée cite une étude publiée par le FRAPRU qui démontre qu'au Québec depuis 35 ans, les loyers ont augmenté plus vite que les salaires et le nombre de personnes qui doivent consacrer plus de 30% de leur revenu à leur loyer a doublé. Les personnes âgées dépensent 40% de leur revenu sur le loyer et les personnes seules 50%. Salaberry-de-Valleyfield a un nombre important de ménages locataires (environ 8000). Presque 40% de ces ménages consacrent 30% de leur revenu à leur loyer et 14% dépensent plus de 50%.

Les néo-démocrates proposent des solutions, comme investir dans un demi-million de logements abordables de qualité d'ici dix ans, accorder aux locataires à faible revenu une subvention au loyer dans le prochain budget et aider les acheteurs d'une première maison à payer les frais de fermeture en doublant le crédit d'impôt à l'accession à la propriété.
«Ces trois mesures simples, combinées à nos propositions antérieures visant à faire en sorte que les investissements dans le logement abordable, le logement coopératif et le logement social soient versés immédiatement, apporteront une aide immédiate aux Canadiens en difficulté» , estime la députée Anne Quach. *(M.P.)*

Ottawa consacrera 638 M $ pour le logement des Autochtones dans les villes

Radio-Canada ESPACES AUTOCHTONES

Publié le mercredi 20 février 2019



Environ les deux tiers de la somme annoncée seront consacrés à la lutte contre l'itinérance chez les Autochtones. Photo: Getty Images / Gerry Justice

Le gouvernement fédéral a annoncé mercredi qu'il consacrerait 638 millions de dollars afin d'assurer un logement « sécuritaire et abordable » aux Autochtones dans les centres urbains à travers le pays.

Cette somme fait partie de la stratégie nationale de 40 milliards de dollars sur 10 ans des libéraux, dévoilée en novembre 2017, qui vise notamment à réduire de moitié le nombre de sans-abri au pays.

« Nous avons le devoir d'agir en tant que gouvernement », a fait savoir le ministre du Développement social, Jean-Yves Duclos.
Le ministre Duclos soutient qu'il s'agit d'une « priorité » pour son gouvernement et que le logement abordable est la clé pour bâtir des communautés fortes.

Son collègue aux Services aux Autochtones, Seamus O'Regan, va dans le même sens. « Nous savons qu'il reste beaucoup de travail important à faire pour combler les lacunes en matière de logement et d'infrastructure à l'échelle du pays », a-t-il reconnu par communiqué.

Environ les deux tiers de la somme annoncée, soit 413 millions, seront consacrés à la lutte contre l'itinérance chez les Autochtones, et un tiers, soit 225 millions, à l'amélioration du logement social existant pour les familles autochtones dans les centres urbains.

« Un pays aussi prospère que le Canada n'a aucune excuse valable pour laisser des gens vivre dans la rue. Nous avons le devoir d'agir en tant que gouvernement. [...] Tout le monde mérite d'avoir un logement où il se sent chez lui. »

— Jean-Yves Duclos, ministre du Développement social

Ottawa déterminera comment et quand l'argent sera dépensé selon les partenariats et les accords conclus avec les gouvernements provinciaux et les fournisseurs de logements locaux.

Au Québec, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) estime notamment que près d'un Autochtone [illegible] logement nécessitant des réparations majeures.

Autochtones à Montréal : souvent un aller simple vers l'itinérance



Le budget fédéral sera dévoilé mardi par le ministre des Finances, Bill Morneau. Photo: Radio-Canada / Jean-François Poudrier

Budget fédéral : de grandes attentes dans la région d'Ottawa et de Gatineau

Publié le mardi 19 mars 2019 à 8 h 56

Le ministre des Finances, Bill Morneau, dévoilera mardi le dernier budget du gouvernement Trudeau avant la prochaine élection fédérale, prévue pour le 21 octobre.

Les attentes sont grandes dans la région d'Ottawa et de Gatineau, notamment du côté des producteurs de lait, fortement secoués par les récentes ententes commerciales signées par Ottawa.

Des milliers d'employés de la fonction publique demandent pour leur part des solutions afin de régler une fois pour toutes les problèmes liés au système de paye Phénix.

De grands espoirs pour les producteurs de lait

Selon ce qu'a appris Radio-Canada, le gouvernement Trudeau annoncera une aide pour les producteurs de lait dans son budget 2019.

L'industrie a été durement touchée récemment, elle qui a été forcée de céder du terrain dans les trois derniers accords commerciaux signés par le Canada.

Jasmin Benoît, propriétaire de la Ferme Geranik de Saint-Albert, dans l'Est ontarien, espère que cette aide soulagera les producteurs laitiers du pays.

« Ce [à quoi je] m'attends personnellement, c'est qu'on soit compensés à notre juste valeur, équitablement tout le monde, pas juste un certain groupe de producteurs ou un certain groupe de transformateurs, mais l'ensemble des producteurs au pays », affirme-t-il.

« Nous avons besoin d'un engagement à long terme de ce gouvernement pour stabiliser le système actuel et pour développer, tester et déployer un nouveau système. »

— Chris Aylward, président de l'Alliance de la fonction publique du Canada

De l'argent pour remplacer Phénix?

Les syndicats de la fonction publique vont aussi passer le budget Morneau au peigne fin. Ils espèrent y trouver d'autres investissements pour régler les problèmes du système de paye Phénix.

Le budget 2018-2019 a octroyé 16 millions de dollars sur deux ans pour s'attaquer aux problèmes, mais, d'après le président de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC), Chris Aylward, c'est loin d'être suffisant, surtout que la majeure partie de cette somme a déjà été dépensée, selon lui.

Des milliers d'employés de la fonction publique sont encore aux prises avec des problèmes liés au système de paye, trois ans après le déploiement de Phénix, en février 2016.

Des attentes pour le logement social et le transport en commun

L'organisme Logemen'occupe espère que le budget Morneau va consacrer des sommes importantes à la construction de logements sociaux.

Selon le groupe, le gouvernement fédéral devrait investir plus de 2 milliards de dollars pour être en mesure d'atteindre les objectifs énoncés dans sa Stratégie nationale sur le logement, lancée en novembre 2017.

« Jusqu'à maintenant, malgré leurs promesses, les libéraux n'ont pas réussi à améliorer la situation du logement, surtout à cause de la lenteur et de l'insuffisance des investissements qu'ils ont prévus dans le logement social », affirme François Roy, coordonnateur de Logemen'occupe.

L'organisme souhaite aussi voir le gouvernement Trudeau réaliser d'ici la fin de son mandat sa promesse de reconnaître formellement le droit des Canadiens à un logement convenable.

Le gouvernement Trudeau devrait annoncer dans son budget, mardi, des mesures d'aide pour les aînés, de l'argent pour améliorer la formation de la main-d'oeuvre et la mise en place d'un système national d'assurance médicaments.

De son côté, la Société de transport de l'Outaouais (STO) espère des investissements majeurs dans le transport en commun au pays.

Selon la présidente du transporteur public, Myriam Nadeau, la réduction des gaz à effet de serre est « l'enjeu climatique du siècle » et le transport en commun est « la solution durable ».



De maigres promesses pour les locataires



PHILIPPE ORFALI
Mardi, 19 mars 2019 18:40
MISE À JOUR Mardi, 19 mars 2019 18:40

Le fédéral a aussi pensé aux locataires avec son plus récent budget, mais ne leur a accordé aucun répit immédiat face à la pénurie de logements et à l'augmentation du coût des loyers.

Le gouvernement Trudeau va ainsi injecter 385 millions $ d'ici cinq ans pour la construction d'habitations locatives au pays, des fonds qui s'ajoutent à une autre enveloppe présentée il y a deux ans.

Ce crédit additionnel doit mener à la construction de 42 500 logis locatifs d'ici 2028, en incitant les promoteurs immobiliers à en bâtir davantage au moyen de prêts à faible intérêt.

« L'augmentation de l'offre permettra de veiller à ce que les prix des habitations augmentent à un rythme modéré, et d'assurer l'abordabilité de l'accession à la propriété ou de la location pour un plus grand nombre de Canadiens », a estimé mardi le ministre des Finances, Bill Morneau.

Ottawa veut ainsi donner un peu d'oxygène aux régions où l'offre locative est extrêmement faible, comme à Toronto, à Vancouver, mais également au Québec.

À Montréal, seulement 1,9 % des appartements sont inoccupés.

À Gatineau, cette proportion est d'à peine 0,7 %.

Pendant ce temps, le loyer moyen progresse, notamment dans la métropole québécoise où il se situe aujourd'hui à 796 $, un bond de 2,5 % depuis un an.

Déception

Cette nouvelle initiative de financement représente trop peu pour les groupes de défense des droits des locataires, qui souhaitaient que les libéraux financent immédiatement la construction de logements à loyer modique.

« Le programme annoncé va pouvoir servir à des promoteurs pour toutes sortes de projets. On ne va pas à l'essentiel, qui est d'aider les personnes les plus mal prises à se payer un loyer ou à trouver un logement abordable », a déploré en entrevue Véronique Laflamme, du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

Depuis la mise sur pied du programme fédéral initial, en 2017, seulement 500 appartements locatifs ont été annoncés.

Ottawa doit aussi annoncer le 1er avril sa nouvelle stratégie de réduction de l'itinérance, un programme de 2,2 milliards $.

Le fédéral va également mettre sur pied un groupe d'experts sur l'offre de logement, et débloquer 10 M$ par année, sur cinq ans, pour que l'Agence du revenu du Canada ait les moyens d'enrayer les fraudes immobilières qui privent Ottawa de recettes fiscales.

LE JOURNAL DE MONTRÉAL & TVA Nouvelles

Saguenay–Lac-Saint-Jean: réactions au budget

20 mars 2019 / Mis à jour à 10h31

PASCAL GIRARD
Le Quotidien

Richard Martel, député conservateur de Chicoutimi–Le Fjord

« Régionalement, il y a le montant alloué aux agriculteurs et aux producteurs laitiers, c'est 3,9 milliards $, mais où j'ai énormément de difficultés avec ça, c'est qu'il n'y a pas d'engagement ferme de leur part. C'est comme si tu envoies un chiffre dans les airs. Ça me dérange énormément parce que si tu parles à certains agriculteurs pour l'Accord transpacifique il y en a qui n'ont jamais vu la couleur d'une cenne. Ça va être encore un paquet de problèmes pour savoir comment ils vont distribuer ça. Les agriculteurs, il va falloir qu'ils se battent. Et pour l'aluminium, M. Hébert est venu faire une annonce la semaine passée, mais il reste que la taxe est encore là. »

Karine Trudel, députée néo-démocrate de Jonquière

« Une des plus grandes attentes régionales pour ce budget était un soutien pour les producteurs laitiers et même sur cet aspect, le gouvernement Trudeau a offert un chiffre, mais pas d'échéancier ni de détails sur le déploiement du programme. Depuis quatre ans, c'est toujours la même chose : échec sur l'assurance-emploi et le soutien aux PME en 2016, pas de programme de garanties de prêts pour la foresterie en 2017, pas de plan concret pour le remplacement des brise-glaces ou pour aider les médias régionaux en 2018. Cette année encore, on a l'impression que les annonces sont toujours pour les années à venir et ne visent pas à mettre en place des mesures concrètes et immédiates pour les régions. »

Richard Hébert, député libéral de Lac-Saint-Jean

« Le Budget 2019 est centré sur les préoccupations et besoins des communautés rurales comme le Lac-Saint-Jean. Il répond notamment aux demandes soulevées quant à la connectivité Internet en milieu rural, aux compensations pour les agriculteurs et les producteurs laitiers assujettis à la gestion de l'offre, à l'aide pour les aînés grâce aux mesures relatives aux suppléments de revenu garanti ainsi qu'au développement des communautés locales. »

Daniel Gobeil, président régional des Producteurs de lait du Québec

« C'est un pas dans la bonne direction. Ils reconnaissent enfin que le secteur laitier a donné beaucoup de concessions dans les trois ententes. Il y a le chiffre de 2,4G $ pour ceux qui sont dans la gestion de l'offre, plus 1,5G $, mais ce soir il me manque encore des informations sur les modalités. (...) Ça fait déjà deux ans qu'on subit les impacts. Personnellement, j'ai été impliqué sur les comités et ils ont tenu compte du travail. On reconnaît le travail qui a été fait (...) En campagne, il va falloir que les autres partis appuient ça, on ne voudra pas des promesses en l'air. »

Sonia Côté, coordonnatrice de Loge m'entraide

« C'est décevant que le gouvernement Trudeau n'ait pas été à la hauteur des besoins et des objectifs ambitieux qu'il avait lui-même énoncés dans sa Stratégie nationale sur le logement en novembre 2017. Et le budget confirme que l'essentiel des sommes seront utilisées seulement après les élections fédérales de 2019. Juste cela, c'est décourageant pour les mal-logés qui ont besoin dès maintenant d'être logés dignement dans un logement social. »

Louis Tremblay, vice-président de la Fédération nationale des communications et président du Syndicat des communications du Quotidien

« On avait demandé un crédit d'impôt de 35 % sur la masse salariale de tous les employés et ils sont arrivés avec 25 % sur les journalistes et les photographes. Nous, on aurait aimé plus, mais c'est un pas dans la bonne direction. Le gouvernement a compris que les journaux avaient une problématique. On est heureux que ça aille pour la presse écrite, ça nous satisfait. (...) Le Parti conservateur n'a pas encore décidé de sa plateforme électorale, mais est-ce qu'ils pourront mettre fin au programme ? On espère que le programme va s'appliquer rapidement. »

Propos recueillis par Pascal Girard

leQuotidien

L'AVANTAGE votre journal
ACTUALITÉS
20 mars 2019

Un budget fédéral salué par la Fédération québécoise des municipalités

À titre de porte-parole des régions, la Fédération québécoise des municipalités (FQM) salue les investissements de 5 à 6 milliards de dollars au cours des 10 prochaines années dans le Budget 2019 du ministre fédéral des Finances, Bill Morneau, afin de brancher 95 % des ménages et entreprises à Internet haute vitesse d'ici 2026, et la totalité d'ici 2030, peu importe où ils se trouvent au pays.

« C'est ahurissant qu'en 2019 la question du branchement des régions à Internet haute vitesse ne soit pas encore réglée. Les investissements importants annoncés aujourd'hui par le ministre Morneau pour remédier à la situation sont donc plus que bienvenus. Maintenant, il s'agit de s'assurer que tous les paliers de gouvernement, sous la responsabilité du gouvernement du Québec, travaillent de concert pour brancher rapidement l'ensemble des citoyens, peu importe où leur résidence est située sur le territoire », a déclaré le président de la FQM, Jacques Demers.

Autres réactions

Le Consortium des Opérateurs de Réseaux Canadiens Inc. (CORC) salue l'engagement du budget fédéral présenté mardi pour mettre fin à la fracture numérique du Canada, qui limite l'accès des Canadiens et des entreprises à l'Internet haute vitesse. « Le CORC approuve le plan de gouvernement, qui prévoit de nouveaux investissements et qui établit un échéancier clair en vue d'offrir un accès universel à l'Internet haute vitesse à 100 % des Canadiens d'ici 2030. Les communautés rurales, isolées et du Nord ont besoin d'un accès égal à des vitesses comparables afin participer pleinement à l'économie moderne numérique fondée sur la technologie » déclare Matt Stein, président du CORC et chef de la direction de Distributel.

L'Association minière du Canada (AMC) accueille avec enthousiasme le budget fédéral déposé mardi, qui comprend de nombreux engagements qui apporteront un soutien indispensable au secteur des minéraux et des métaux du pays, l'un des plus importants moteurs de l'économie dans le secteur des ressources naturelles. L'accent que met le budget de 2019 sur le Nord, attesté par l'engagement de plus de 700 millions de dollars au cours des dix prochaines années en nouveau financement afin de veiller à ce que les collectivités de l'Arctique soient en mesure de croître, constitue une bonne nouvelle pour le secteur minier canadien. Le déficit en infrastructures du Nord canadien fait depuis longtemps l'objet d'une attention particulière par l'AMC et ses membres.

Le Réseau des instituts du sport olympique et paralympique (RISOP) se réjouit du soutien accru du gouvernement du Canada envers la santé et la sécurité du système sportif canadien. Grâce à l'investissement de 30 millions de dollars sur cinq ans, et 6 millions par année par la suite, les organisations sportives canadiennes seront en mesure de promouvoir des sports accessibles, éthiques, équitables et sécuritaires. En prenant de fortes mesures pour protéger les athlètes et en déployant des ressources financières considérables, le gouvernement du Canada fait preuve d'une vision à long terme afin d'assurer la pérennité de notre système sportif.

L'Alliance de l'industrie touristique du Québec salue le dépôt du budget fédéral effectué mardi par le ministre des Finances, Bill Morneau, qui présente des mesures positionnant le tourisme en tant qu'élément majeur du développement économique canadien tout en soutenant l'économie touristique en pleine expansion. Seulement pour le Québec, alors que l'industrie est le 5e secteur d'exportation en importance, 15,7 G$ de dollars de recettes touristiques annuellement sont enregistrées et surtout, une croissance soutenue.

Déception

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) est amèrement déçu que le ministre des Finances, Bill Morneau, et le premier ministre, Justin Trudeau, n'aient dédié aucune somme au financement du logement social dans leur dernier budget avant les élections. Alors que plusieurs villes québécoises se dirigent vers une pénurie de logements locatifs et que le nombre de ménages locataires mal-logés se comptent par centaines de milliers, le FRAPRU considère que le gouvernement Trudeau a manqué l'occasion de contribuer à redresser la situation. « C'était le budget de la dernière chance et il n'a pas du tout été à la hauteur des besoins et des objectifs ambitieux énoncés dans la *Stratégie nationale sur le logement*, lancée il y a 18 mois par les Libéraux », commente Véronique Laflamme, la porte-parole du FRAPRU.

Le milieu de l'habitation sociale à Rimouski est très inquiet



GABRIEL LE MARQUAND PERREAULT
vendredi 29 mars 2019 - 10h12

iHeartRADIO 102.9 rouge



Des intervenants du milieu du logement communautaire au Bas-Saint-Laurent lancent à nouveau un cri du coeur et dénoncent le sous-financement du programme AccèsLogis.

Le premier budget de la CAQ prévoit un investissement de 260 millions de dollars réparti sur cinq ans pour permettre la réalisation de 10 000 logements sociaux déjà annoncés.

La coordonnatrice du Groupe de Ressources Techniques (GRT) à Rimouski, Nancy Belleau, estime que cette somme est bien loin des 250 à 300 millions de dollars annuel que les gouvernements investissent normalement pour le programme.

> ***« Ça fait plusieurs années que le programme est sous-financé. On s'attendait, à la veille des élections, à voir un nouveau programme et du réinvestissement pour aider les projets à sortir. Il y a 15 000 unités actuellement au Québec qui sont bloquées par la machine gouvernementale. C'est une première en 20 ans de ne pas poursuivre le développement du programme. On va prendre du retard, il y a des besoins. »***
>
> *Nancy Belleau, coordonnatrice du Groupe de Ressources Techniques à Rimouski*

De nombreux projets sur la planche à dessin

Actuellement, 153 unités de logement, représentant des investissements d'environ 37 millions de dollars, sont en développement au Bas-Saint-Laurent et 112 sont en élaboration.

Selon Madame Belleau, la contribution financière du milieu dans des projets comme ceux-ci a plus que triplé au courant des dix dernières années en raison de l'absence d'indexation du programme AccèsLogis.

QUÉBEC


FRAPRU
FRAPRU.QC.CA
LEGAULT,
CHOISIS LES
LOGEMENTS
SOCIAUX!
16
14
15
10
9
8
7
6
1
2
3
4
5

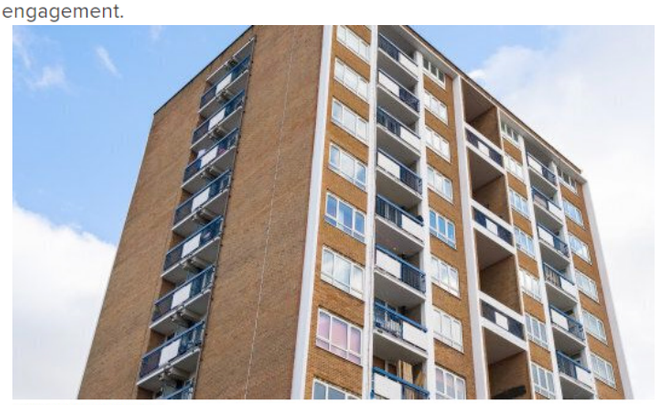
HUFFPOST NOUVELLES 26/06/2018 17:47 EDT | Actualisé 26/06/2018 17:47 EDT

EDITION QC

Pas de nouveau programme AccèsLogis en juin tel que promis par Québec

Des délais hors du contrôle de la ministre ont fait en sorte qu'elle n'a pu remplir son engagement.

Martin Leblanc
La Presse canadienne



DRIMAFILM VIA GETTY IMAGES

La nouvelle mouture du programme AccèsLogis ne sera pas dévoilée avant la fin du mois de juin, tel que l'avait promis la ministre de l'Habitation, Lise Thériault.

Rejointe par La Presse canadienne, son attachée de presse a confirmé mardi que des délais hors du contrôle de la ministre ont fait en sorte qu'elle n'a pu remplir son engagement.

Clémence Beaulieu Gendron précise qu'une version finale du programme AccèsLogis a été présentée au ministère de Mme Thériault la semaine dernière par la Société d'habitation du Québec (SHQ).

L'objectif du gouvernement est maintenant d'adopter un nouveau programme d'aide financière cet été.

Pour ce faire, le document devra d'abord être approuvé par les différents comités ministériels impliqués, puis par le conseil des ministres.

Invité à réagir à cette nouvelle, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) s'est évidemment montré déçu.

La porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme, rappelle que cela fait plusieurs mois que la mise à niveau d'AccèsLogis est reportée par le gouvernement Couillard.

Elle ajoute qu'une version bonifiée du programme, qui vise la création de logements sociaux et communautaires pour les ménages à revenu faible ou modeste, doit absolument être approuvée avant le déclenchement de la prochaine campagne électorale au Québec cet automne. Mme Laflamme souligne que, sinon, le long processus de consultations aura eu lieu pour rien, et qu'il faudra tout recommencer avec le prochain gouvernement.

Dans son bilan de session parlementaire, le 18 juin dernier, la ministre Thériault rappelait que plus de 65 millions $ avaient été annoncés par son gouvernement pour accélérer la réalisation de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec.

«C'est là qu'on va voir qu'est-ce que le gouvernement décide de prioriser, a affirmé la porte-parole du FRAPRU. Si le logement social fait partie de leurs préoccupations comme ça été affirmé à plusieurs reprises, "ben" il faut livrer la marchandise!»

Véronique Laflamme confirme qu'AccèsLogis permet la réalisation de logements sociaux sous différentes formes. Son problème, selon elle, est qu'il «n'a pas été suffisamment indexé au cours des dernières années alors que les coûts de construction ont explosé».

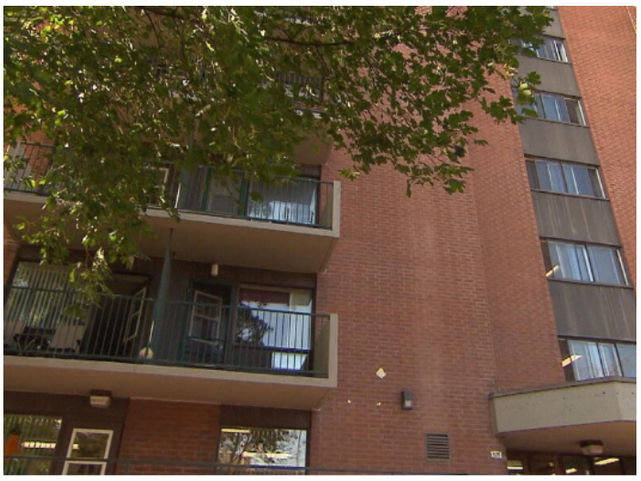
À titre d'exemple, Mme Laflamme indique que moins de 693 logements sociaux ont été construits cette année au Québec sur les 3000 promis dans le budget.

Sans faire d'autres promesses, l'équipe de la ministre Thériault a indiqué que l'objectif du futur programme sera effectivement de contribuer à compenser la hausse des coûts de construction et d'acquisition de terrains.

RADIO-CANADA

Pas de nouveau programme AccèsLogis en juin

Publié le mardi 26 juin 2018



Un HLM à Montréal. Photo: Radio-Canada

La nouvelle mouture du programme AccèsLogis ne sera pas dévoilée avant la fin du mois de juin, contrairement à ce qu'avait promis la ministre de l'Habitation, Lise Thériault.

Rejointe par La Presse canadienne, son attachée de presse a confirmé mardi que des délais indépendants de la volonté de la ministre ont fait en sorte qu'elle n'a pu remplir son engagement.

Clémence Beaulieu Gendron précise qu'une version finale du programme AccèsLogis a été présentée au ministère de Mme Thériault la semaine dernière par la Société d'habitation du Québec (SHQ).

L'objectif du gouvernement est maintenant d'adopter un nouveau programme d'aide financière cet été.

Pour ce faire, le document devra d'abord être approuvé par les différents comités ministériels impliqués, puis par le conseil des ministres.

Le FRAPRU déçu

Invité à réagir à cette nouvelle, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) s'est évidemment montré déçu.

La porte-parole Véronique Laflamme rappelle que cela fait plusieurs mois que la mise à niveau d'AccèsLogis est reportée par le gouvernement Couillard.

Elle ajoute qu'une version bonifiée du programme, qui vise la création de logements sociaux et communautaires pour les ménages à revenu faible ou modeste, doit absolument être approuvée avant le déclenchement de la prochaine campagne électorale au Québec à l'automne.

Mme Laflamme souligne que, sinon, le long processus de consultations aura eu lieu pour rien et qu'il faudra tout recommencer avec le prochain gouvernement.

Dans son bilan de session parlementaire, le 18 juin dernier, la ministre Thériault rappelait que plus de 65 millions de dollars avaient été annoncés par son gouvernement pour accélérer la réalisation de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec.

> *« C'est là qu'on va voir ce que le gouvernement décide de prioriser. Si le logement social fait partie de leurs préoccupations, comme ça a été affirmé à plusieurs reprises, ben il faut livrer la marchandise! »*
>
> — *Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU*

Véronique Laflamme confirme qu'AccèsLogis permet la réalisation de logements sociaux sous différentes formes. Son problème, estime-t-elle, est qu'il « n'a pas été suffisamment indexé au cours des dernières années, alors que les coûts de construction ont explosé ».

À titre d'exemple, Mme Laflamme indique que moins de 693 logements sociaux ont été construits cette année au Québec sur les 3000 promis dans le budget.

Sans faire d'autres promesses, l'équipe de la ministre Thériault a indiqué que l'objectif du futur programme sera effectivement de contribuer à compenser la hausse des coûts de construction et d'acquisition de terrains.

---

laTribune

10 septembre 2018 / Mis à jour le 9 septembre 2018 à 21h34



TOMMY BROCHU
La Tribune

Le PQ promet 200 logements sociaux



Entouré de membres de l'Association des locataires de Sherbrooke, Guillaume Rousseau, candidat dans Sherbrooke pour le Parti québécois (PQ), a promis qu'il allait créer un minimum de 200 nouveaux logements sociaux en Estrie, dont 100 à Sherbrooke.

En tout, au Québec, le PQ s'engage à construire un minimum de 5000 nouvelles unités de logement social par année, en comptant l'aide du gouvernement fédéral.

Guillaume Rousseau juge que le besoin est important en région. « On souhaite qu'il y ait des logements pour les personnes seules, mais il y a aussi des familles nombreuses. On souhaite aussi qu'un certain nombre soient adaptés pour les personnes aînées ou en situation de handicap. On aimerait aussi qu'il y ait des logements supervisés, essentiellement pour des gens qui présentent des besoins en matière de santé mentale. On souhaite qu'il y ait une personne ressource dans le bloc pour ces personnes-là », commente-t-il, ajoutant que ces logements seraient construits à neuf ou reconvertis.

« Le besoin est très présent, poursuit-il. Plus de 6100 ménages consacrent plus de 50 % de leur revenu pour se loger. Des centaines de personnes sont sur les listes d'attentes pour des logements sociaux en Estrie. Il faut répondre à ça de manière énergique. »

Le porte-parole de l'Association des locataires de Sherbrooke, Normand Couture, assure que cette annonce est un pas dans la bonne direction. « Notre demande, c'est 50 000 logements sociaux sur cinq ans sur l'ensemble du territoire du Québec. Ça nous permettrait de construire 300 unités de logement à Sherbrooke par année. En 10 ans, on aurait comblé le besoin », précise-t-il.

La CAQ attaquée

Normand Couture, accompagné de membres de l'association, a réussi à rencontrer des représentants de trois des quatre principaux partis. Seulement la CAQ n'a pas retourné son appel. « On a fait appel aux quatre candidats de Sherbrooke pour les rencontrer. On a pu rencontrer trois partis, sauf la CAQ. On a envoyé une deuxième demande, mais ils ne daignent même pas de nous répondre. Le questionnement qu'on a c'est : est-ce que le logement social est important pour eux? Est-ce que la lutte à la pauvreté est importante pour eux? Ça ne semble pas être le cas », déplore-t-il. « Lors de la dernière campagne, on avait rencontré M. Legault. Il nous avait dit qu'on n'aurait pas besoin de cela, car il créerait des emplois à 40 $ de l'heure. C'est un manque de connaissance de la pauvreté. Ce n'est pas tous les gens qui vont pouvoir travailler. De plus, ça va en prendre pas mal d'emplois. En attendant, les gens vont devoir se loger »

De son côté, Guillaume Rousseau a aussi critiqué la Coalition avenir Québec et le candidat dans Sherbrooke, Bruno Vachon. « Il y a deux hypothèses : soit que la CAQ n'est vraiment pas intéressée aux logements sociaux, soit M. Vachon et son équipe sont très désorganisés, même pas capables de répondre à des courriels. C'est peut-être un peu des deux », attaque-t-il.

Vachon se défend

De son côté, Bruno Vachon se défend. « Il nous a envoyé un courriel mercredi. On est partout dans les activités. La semaine dernière, j'ai rencontré plusieurs organismes. L'Association des locataires de Sherbrooke n'est pas écartée, bien au contraire, on va les rencontrer. On va régler ça très tôt cette semaine », affirme-t-il.

Le premier courriel, envoyé au début de la campagne, est passé entre les mailles du filet. « Ce courriel est tombé dans les craques, car notre bail n'était pas signé. Il voulait avoir l'adresse du local, mais le bail a été signé quelques jours plus tard. Celui-là, mea culpa. Pour le courriel sollicitant une rencontre, on l'a reçu vers la fin de la semaine. Ça va nous faire plaisir de le rencontrer », assure le candidat de la CAQ.

leQuotidien



ANNIE-CLAUDE BRISSON
Le Quotidien

— 14 septembre 2018 / Mis à jour le 13 septembre 2018 à 22h37

QS: une banque d'État proposée

À mi-chemin dans le marathon qu'est l'actuelle campagne électorale, Québec solidaire propose la création d'une banque d'État ainsi que plusieurs moyens pour appuyer l'industrie de l'agriculture.

Le candidat de Québec solidaire dans la circonscription de Roberval, Luc-Antoine Cauchon, est revenu sur ces idées, dévoilées au cours des derniers jours au plan national, qui s'inscrivent dans les trois thématiques de sa campagne.

C'est devant la succursale de la Banque Laurentienne qui fermera ses portes le mois prochain que Luc-Antoine Cauchon a présenté l'idée d'une banque d'État. L'objectif n'est pas de nationaliser tout le secteur bancaire.

« On veut offrir une alternative qui est saine et qui offre des tarifs raisonnables. La plus grosse dette qu'une personne peut avoir, c'est son hypothèque. On est à la merci de ce secteur qui n'est pas réglementé de la bonne manière », explique celui qui déplore les congés de taxes offerts aux institutions bancaires qui n'offrent plus, à son avis, de services adéquats.

La banque d'État permettrait également, selon lui, de conserver des points de services bancaires dans les villages.

Agriculture de proximité

Québec solidaire souhaite une agriculture de proximité. Celui qui porte les couleurs du parti dans la circonscription de Roberval mentionne, entre autres, l'intention d'encourager les petits producteurs, notamment en augmentant certains quotas.

L'alimentation locale se retrouve également au cœur des idées du parti. « On voit cela dans une démarche de vases communicants. Si les gens mangent mieux, ils seront plus en santé. S'ils mangent localement, il y aura moins de pollution et ça fera plus d'économie dans le coin et on fera vivre nos agriculteurs. On veut appliquer une vision de l'agriculture qui est locale, bio et environnementale », explique M. Cauchon.

Les établissements publics seraient également impliqués, alors que ceux-ci auraient comme mission de s'approvisionner au maximum chez des producteurs locaux.

Questionné quant au rôle du gouvernement dans cette façon de faire, M. Cauchon est d'avis que des incitatifs permettraient d'atteindre l'objectif. Il ajoute que le changement souhaité est majeur et que les fonds nécessaires seraient investis.

Questionné au sujet de l'affirmation du député de Roberval et premier ministre sortant, Philippe Couillard, qui soutient avoir choyé sa circonscription, M. Cauchon est catégorique.

« Je trouve ça triste un peu. Je me dis que Lac-Saint-Jean et Jonquière, vu qu'ils n'ont pas voté pour Philippe Couillard, n'auront rien. C'est quoi, il faut absolument voter du bon bord pour avoir un petit peu d'argent ? C'est un cadeau empoisonné, on mise sur le court terme. Le palais de justice, ça se serait fait quand même, c'était dû, ça fait des années que c'est sur la table. La prison de Roberval, ce n'est pas Philippe Couillard qui a amené ça. Les minicentrales, c'était sur la table depuis longtemps. L'usine de Chambord, s'il n'y avait pas de volonté patronale, ce n'est pas Philippe Couillard qui aurait amené ça », affirme celui qui espère un débat d'idées.

+

DES MESURES DE LUTTE À LA PAUVRETÉ

Les candidats de Québec solidaire (QS), Pierre Dostie dans Chicoutimi et Manon Girard dans Lac-Saint-Jean, souhaitent faire de la lutte à la pauvreté leur priorité dans leur circonscription respective.

Lors d'une conférence de presse tenue au local électoral de la rue Racine, M. Dostie et Mme Girard ont proposé de hausser les prestations d'aide sociale à 18 000 $ par prestataire, un seuil minimum pour assurer les besoins de base de la vie courante. Actuellement, les personnes aptes reçoivent des prestations de 648 $ par mois, selon M. Dostie.

Les candidats de QS ont affirmé s'inscrire en faux contre l'approche du régime actuel qui fait la distinction entre les personnes aptes et inaptes au travail dans l'application de l'aide de dernier recours, « le tout basé sur des préjugés ». Mme Girard affirme qu'il faut cesser de faire la distinction entre les bons pauvres et les mauvais pauvres.

Advenant l'élection d'un gouvernement solidaire, un projet pilote qui assurerait un revenu minimum garanti inconditionnel couvrant les besoins de base serait mis sur pied. La prestation viserait 12 000 personnes vivant sous le seuil de faible revenu, peu importe leur situation d'emploi. QS estime, de plus, que les programmes d'intégration aux études ou à l'emploi ne sont pas suffisants puisqu'ils ne sont pas ajustés à la réalité du marché du travail et à la réalité des personnes en processus d'emploi.

Alors qu'il œuvrait au Centre local d'emploi (CLE), M. Dostie a relaté qu'une enquête destinée à connaître les motifs d'emploi chez les personnes aptes au travail a démontré que les problèmes de gardiennage, des difficultés de comportement, de consommation et de transport sont les plus souvent évoqués. « Ces gens ont besoin de coups de main provenant de travailleurs sociaux, de gens des commissions scolaires, des centres locaux d'emploi. Il faut combiner nos efforts pour aider ces personnes », affirme-t-il.

La mise en place d'un régime universel de soins dentaires, la création d'un régime d'assurance médicament semblable et l'éducation gratuite constituent d'autres mesures prônées pour assurer une lutte efficace contre la pauvreté.

M. Dostie a mentionné que l'argent utilisé pour aider les pauvres est de l'argent qui retourne dans l'économie locale. « Je suis fière d'être la candidate de Québec solidaire dans Lac-Saint-Jean pour faire la lutte à la pauvreté et non la lutte aux pauvres », a indiqué pour sa part Mme Girard. **DENIS VILLENEUVE**

+

MARCEL LAPOINTE APPUIE LOGE M'ENTRAIDE

Le candidat de Québec solidaire dans Jonquière, Marcel Lapointe, appuie « sans réserve » la demande de complément de financement faite à Saguenay par Loge m'entraide pour la concrétisation de la Coopérative d'habitation La Solidarité à Kénogami. « Ce qui est bon pour pitou, soit le Patro de Jonquière, est aussi bon pour minou, la Coopérative d'habitation La Solidarité. Ces deux organismes communautaires qui travaillent pour le bien des moins nantis de la société jonquiéroise ont tous les deux accompli des efforts remarquables pour la réalisation de leur propre projet par des campagnes de financement auprès de généreux donateurs et la population. Aux élus maintenant de faire leur part en répondant positivement à la lettre de la coordonnatrice de l'OSBL Loge m'entraide, Sonia Côté, parue dans le journal Le Quotidien de Saguenay aujourd'hui », affirme Marcel Lapointe dans un communiqué. **ANNE-MARIE GRAVEL**

métro

National 03:00 18 septembre 2018 By: simonmauvieux Métro

François Legault: «Si on veut que le Québec aille bien, il faut que Montréal aille bien»



Photo: *Josie Desmarais/Métro*

Le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), formation qui n'est jamais parvenue à faire élire un député dans la métropole, tente de séduire l'électorat montréalais depuis le début de la campagne. Le temps d'un court trajet dans son bus – qui a été pris dans les embouteillages –, François Legault a discuté avec Métro des enjeux électoraux montréalais. Le chef caquiste s'est d'ailleurs dit prêt à accéder à plusieurs demandes de la Ville de Montréal. Deuxième de notre série d'entrevues avec les leaders des quatre principaux partis.

Si vous devenez premier ministre, comment envisagez-vous votre relation avec la mairesse de Montréal, Valérie Plante?
J'ai eu une rencontre très amicale avec elle [le 7 septembre]. C'est important. Montréal, c'est la métropole, et si on veut que le Québec aille bien, il faut que Montréal aille bien. On se rejoint sur beaucoup d'enjeux, comme augmenter de façon importante le transport en commun à Montréal. L'économie aussi: c'est important que le gouvernement du Québec accompagne mieux Montréal pour accueillir des emplois payants. Et l'éducation: il y a un manque d'espace dans les écoles à Montréal.

Vous êtes d'accord avec la mairesse quand elle dit vouloir une relation d'égal à égal entre Montréal et le gouvernement?
Oui. La seule chose que j'ai à ajouter, c'est que le gouvernement du Québec a une responsabilité d'arbitrage entre le 514 et le 450. S'il y a entente, le gouvernement du Québec n'a pas besoin d'intervenir, mais s'il y a un conflit, des mésententes entre Montréal et les banlieues, le gouvernement du Québec a la responsabilité d'arbitrer.

Vous étiez opposé au projet de la ligne rose, mais vous vous êtes ravisé. Si les études sont positives, irez-vous de l'avant avec ce projet de prolongement de métro?
La ligne rose, compte tenu du trajet et du nombre de kilomètres, ça nous semble très coûteux. J'ai accepté, avec Mme Plante, de regarder [les résultats d']une étude qui sera faite. Les couronnes nord et sud veulent prolonger le REM [Réseau express métropolitain]. Il y a des besoins et des grosses clientèles. Donc, il faut voir la hiérarchie des priorités, compte tenu des besoins et de la clientèle desservie.

Vous proposez entre autres le prolongement des autoroutes 13 et 19. Des études montrent pourtant que l'accroissement de la capacité des routes fait augmenter la congestion automobile…
Je ne suis pas d'accord avec ces études. L'importance du transport en commun va s'accélérer, mais il y a une période de transition. Il y a des banlieues où on n'a pas la densité nécessaire pour desservir certaines populations avec le transport en commun. C'est important qu'en même temps qu'on augmente l'offre du transport en commun, on augmente les capacités [routières] à certains endroits.
Le Front d'action populaire en réaménagement urbain [FRAPRU] estime qu'il faut construire 50 000 logements sociaux au Québec au cours des cinq prochaines années. Est-ce que la CAQ est prête à répondre positivement à cette demande?
On s'engagerait à regarder les besoins, compte tenu des annonces récentes du gouvernement libéral. Je ne peux pas répondre sur le nombre exact. Dans l'opposition, on n'a pas les outils capables d'évaluer les besoins. Je suis conscient qu'il y a un manque de logement social. Il faut voir les besoins de l'ensemble du Québec, mais j'ai une ouverture, oui.

L'environnement est quasi absent de votre campagne. Pourquoi? [Au lendemain de l'entrevue, des groupes environnementaux ont classé les partis sur leurs engagements en matière de lutte aux changements climatiques. La CAQ est arrivée en dernière position.]
C'est au sommet des priorités! C'est clair, il y a un consensus dans notre société, il faut faire des investissements importants dans le transport en commun, à Montréal, en banlieue, à Québec. Il faut aussi protéger le Saint-Laurent, qui, avec les Grands lacs, représente 20% des réserves d'eau douce du monde. On a un devoir de protection. On veut augmenter les exportations d'hydroélectricité pour remplacer les centrales au charbon, au gaz, nucléaires de nos voisins. Le Québec a la chance d'avoir cette énergie propre qui est l'hydroélectricité. On doit en profiter et c'est la plus grande contribution que le Québec pourrait faire pour réduire les gaz à effet de serre en Amérique du Nord.

Et pourtant, vous voulez continuer de construire des routes, des ponts, sachant que le transport représente 40% des émissions de gaz à effet de serre [GES] au Québec…
Il faut encourager le transfert des autobus, des camions, des autos vers l'électrique, mais il faut aussi être réaliste. Le Québec est très grand. Il y a des zones rurales peu densifiées, où il faudra garder les automobiles pendant au moins plusieurs années. Il faut que les gens, par exemple dans Chaudière-Appalaches, soient capables de venir à Québec. On n'a pas la densité là-bas pour être capable d'installer le transport en commun. C'est pour ça qu'on a besoin du troisième lien à Québec.

Les écoles de Montréal débordent, elles sont vétustes et le modèle pédagogique évolue très peu. Que comptez-vous faire pour moderniser les écoles du Québec?
C'est vraiment dramatique la qualité de vie qu'on offre dans nos écoles au Québec. On doit avoir de belles écoles. Il doit y avoir des sommes importantes investies dans la rénovation des écoles. Ça aurait dû être fait depuis longtemps. On va

aussi agrandir nos écoles pour avoir des maternelles à 4 ans partout au Québec. Dans les écoles secondaires, on veut ajouter cinq heures par semaine pour faire des arts, du sport. Ça va impliquer d'augmenter la capacité d'infrastructures sportives.

Il y a deux sujets sportifs majeurs qui concernent Montréal: le retour d'une équipe de baseball et la Coupe du monde de soccer en 2026. Seriez-vous prêt à investir pour ces deux sports?
On est très ouverts et pour la Coupe du monde et pour les Expos. On veut s'assurer de bien calculer les retombées économiques, pour que le montant investi par le gouvernement du Québec soit inférieur aux retombées économiques réelles. Mais c'est clair que pour les deux, il y aurait des retombées économiques importantes.

La vérificatrice générale (VG), dans son rapport de 2017, pointe du doigt des déficiences au ministère de l'Immigration dans l'accompagnement des nouveaux arrivants. Reconnaissez-vous la part de responsabilité de l'État dans l'échec de la francisation de certains immigrants?
Absolument. Dans la politique qu'on a déposée il y a quelques années, on dit que c'est une responsabilité partagée. La responsabilité du gouvernement du Québec, c'est d'offrir des cours de français, puis dans le rapport de la VG, on indique qu'il faut le faire dans les écoles et les lieux de travail. On veut donner trois ans pour apprendre le français, en échange de cours gratuits, et on pense que toutes les personnes de bonne foi vont réussir l'examen. S'il y a des personnes trop âgées ou avec des difficultés d'apprentissage, on est prêts à être compréhensifs. Ce qu'on veut, c'est qu'un signal soit envoyé: quand on vient au Québec et qu'on ne parle pas français, il faut apprendre le français.

Le cannabis sera légalisé le 17 octobre. Est-ce que vous comptez redonner aux villes les bénéfices des taxes issues de la vente sur leur territoire ?
Oui, il y a une partie importante qui sera retournée aux villes puisque les villes vont devoir assumer les coûts de la police, de la sécurité, une partie des coûts associés à la mise en place de cette nouvelle loi. Il y aura des coûts rattachés. On n'a pas évalué combien on redonnera aux Villes.

En fin d'entretien, Métro a posé six questions en rafale à François Legault. Voici ses réponses complètes.

Un livre qui vous inspire?
Tous les livres de Romain Gary.

Oeuvre d'un artiste québécois vue dernièrement?
Le dernier film de Denys Arcand.

Votre dernier don à un organisme de charité?
Dans la rue.

Qu'est-ce qui ne va pas avec le Canadien de Montréal?
Ils ont fait un bon échange [Max Pacioretty]. Il faut aller chercher des jeunes. Trop de joueurs manquaient d'intensité, comme Pacioretty.

Qu'allez-vous faire le 17 octobre ?
Rien de spécial. Je ne fumerai pas.

Avec lequel de vos adversaires iriez-vous boire une bière ?
Avec Jean-François Lisée; j'ai travaillé avec lui. J'aime aussi beaucoup Manon Massé. J'hésiterais entre les deux.

LA PRESSE .CA

LIA LÉVESQUE
La Presse Canadienne
Montréal

Publié le 24 septembre 2018 à 12h33 | Mis à jour le 24 septembre 2018 à 12h54

Trop peu parlé de pauvreté durant les élections, déplorent des groupes



N'eut été de ce qu'ils ont appelé la « gaffe » du premier ministre sortant sur l'épicerie à 75 $ par semaine pour trois personnes, la question de la pauvreté et de ses conséquences aurait été peu abordée, ont dénoncé ces groupes.
PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

La déclaration du chef libéral Philippe Couillard évoquant la possibilité de nourrir une famille de trois personnes avec 75 $ par semaine aura certes eu le mérite de provoquer un débat sur le budget pour s'alimenter, mais les questions de pauvreté ont été trop peu abordées durant la campagne électorale et, surtout, pas de manière globale, avec des solutions à l'appui.

Plusieurs groupes communautaires qui travaillent dans la lutte contre la pauvreté et l'itinérance ont dénoncé, lundi

DOSSIERS >
Élections Québec 2018 »

DU MÊME AUTEUR
Taxi: le projet de loi inquiète les usagers du transport adapté
ABI: des employés en lockout manifesteront devant Alcoa à Pittsburgh
Santé mentale : des

Santé mentale : des « travailleurs de rang » pour aider les agriculteurs
Vapotage: le tribunal invalide certains articles de la loi
DPJ: les compressions budgétaires montrées du doigt

au cours d'une conférence de presse à Montréal, le peu de cas qui a été fait de ces questions durant la campagne électorale.

N'eut été de ce qu'ils ont appelé la « gaffe » du premier ministre sortant sur l'épicerie à 75 $ par semaine pour trois personnes, la question de la pauvreté et de ses conséquences aurait été peu abordée, ont dénoncé ces groupes.

« Quand on est un ménage qui doit payer la moitié ou plus de son revenu pour se loger, inévitablement on doit couper ailleurs. On coupe sur la nourriture, sur les médicaments parfois, sur le transport en commun. La gestion de la pauvreté prend énormément de temps pour les ménages à faible revenu », a illustré Émilie E. Joly, organisatrice communautaire au FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement urbain).

Il faut des mesures mieux articulées, et non à la pièce, ont-ils plaidé. Les mesures doivent donc toucher le logement social, les aînés, les personnes handicapées, l'aide sociale, l'accès aux soins de santé, l'itinérance, la prévention, la judiciarisation, entre autres.

« Oui, des fois il y a des annonces intéressantes, comme celle du revenu de base - quoiqu'on pourrait avoir bien des critiques par rapport à ce projet-là - mais on ne s'occupe pas du reste. La question du salaire minimum, par exemple, c'est un autre bout de la lorgnette, où on devrait avoir des engagements. On dit qu'on veut aider les personnes handicapées, mais combien on a coupé dans les services publics au niveau de la santé ! Dans le fond, c'est comme si on était un peu bipolaire lorsqu'on dépose des plans de lutte » contre la pauvreté, a dénoncé Serge Petitclerc, porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté.

Des ressources débordées

Et ces groupes réitèrent leur demande d'être mieux financés, puisqu'ils peinent à répondre à la demande et que leurs travailleurs sont surchargés.

« On arrive avec des équipes qui deviennent aussi vulnérables, des travailleurs aussi fragilisés que les gens avec lesquels ils travaillent », a rapporté Johanne Cooper, présidente du Regroupement des auberges du coeur du Québec.

« Les ressources sont pleines. On l'a vu encore récemment à Québec, où les refuges débordaient. On l'a vu au cours de la dernière année à Montréal, où les refuges et les hébergements d'urgence ne débordaient pas systématiquement, mais ils ont présenté un achalandage très élevé toute l'année », a rapporté Mathieu Frappier, coordonnateur du Réseau solidarité itinérance du Québec.

L'actualité

par Lia Lévesque, La Presse canadienne
24 septembre 2018

Élections: n'eut été des 75 $ d'épicerie, on n'aurait pas parlé de pauvreté

MONTRÉAL — La déclaration du chef libéral Philippe Couillard évoquant la possibilité de nourrir une famille de trois personnes avec 75 $ par semaine aura certes eu le mérite de provoquer un débat sur le budget pour s'alimenter, mais les questions de pauvreté ont été trop peu abordées durant la campagne électorale et, surtout, pas de manière globale, avec des solutions à l'appui.

Plusieurs groupes communautaires qui travaillent dans la lutte contre la pauvreté et l'itinérance ont dénoncé, lundi au cours d'une conférence de presse à Montréal, le peu de cas qui a été fait de ces questions durant la campagne électorale.

N'eut été de ce qu'ils ont appelé la «gaffe» du premier ministre sortant sur l'épicerie à 75 $ par semaine pour trois personnes, la question de la pauvreté et de ses conséquences aurait été peu abordée, ont dénoncé ces groupes.

«Quand on est un ménage qui doit payer la moitié ou plus de son revenu pour se loger, inévitablement on doit couper ailleurs. On coupe sur la nourriture, sur les médicaments parfois, sur le transport en commun. La gestion de la pauvreté prend énormément de temps pour les ménages à faible revenu», a illustré Émilie E. Joly, organisatrice communautaire au

FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement urbain).

Il faut des mesures mieux articulées, et non à la pièce, ont-ils plaidé. Les mesures doivent donc toucher le logement social, les aînés, les personnes handicapées, l'aide sociale, l'accès aux soins de santé, l'itinérance, la prévention, la judiciarisation, entre autres.

«Oui, des fois il y a des annonces intéressantes, comme celle du revenu de base — quoiqu'on pourrait avoir bien des critiques par rapport à ce projet-là — mais on ne s'occupe pas du reste. La question du salaire minimum, par exemple, c'est un autre bout de la lorgnette, où on devrait avoir des engagements. On dit qu'on veut aider les personnes handicapées, mais combien on a coupé dans les services publics au niveau de la santé! Dans le fond, c'est comme si on était un peu bipolaire lorsqu'on dépose des plans de lutte» contre la pauvreté, a dénoncé Serge Petitclerc, porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté.

Des ressources débordées

Et ces groupes réitèrent leur demande d'être mieux financés, puisqu'ils peinent à répondre à la demande et que leurs travailleurs sont surchargés.

«On arrive avec des équipes qui deviennent aussi vulnérables, des travailleurs aussi fragilisés que les gens avec lesquels ils travaillent», a rapporté Johanne Cooper, présidente du Regroupement des auberges du coeur du Québec.

«Les ressources sont pleines. On l'a vu encore récemment à Québec, où les refuges débordaient. On l'a vu au cours de la dernière année à Montréal, où les refuges et les hébergements d'urgence ne débordaient pas systématiquement, mais ils ont présenté un achalandage très élevé toute l'année», a rapporté Mathieu Frappier, coordonnateur du Réseau solidarité itinérance du Québec.

néomédia.com
Le Point.ca | Le Réveil.ca

26 septembre 2018 - 12:59

Loge m'entraide a finalement rencontré François Legault

La coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté, accompagnée de 3 militantes, s'est rendue à St-Ambroise hier où le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault, était attendu pour visiter une entreprise.

Pendant une heure et demie sous une pluie battante, les militantes ont attendu patiemment l'arrivée de M. Legault, qui a finalement accepté de discuter quelques minutes au moment de son arrivée, explique Mme Côté.

« M. Legault a répété qu'il respecterait les budgets déjà engagés par les Libéraux. Il ne semblait pas comprendre qu'en refusant de s'engager à investir pour de nouveaux logements sociaux comme demandé, c'est-à-dire des nouvelles subventions, c'est la mort des projets qui n'ont pas encore été déposés à la SHQ comme celui de la Coopérative d'habitation La Solidarité dans l'arrondissement Jonquière et bien d'autres projets au Québec. »

Devant l'insistance de Mme Côté à obtenir un engagement électoral spécifiquement pour de nouveaux logements sociaux, M. Legault a dit vouloir « analyser les besoins avant de s'avancer sur un chiffre et qu'une réponse suivrait. »

Loge m'entraide rappelle que le Parti québécois et le Parti libéral se sont engagés à 3000 nouveaux logements sociaux par an au Québec et que Québec solidaire s'est engagé à 50 000 nouveaux logements sociaux sur 4 ans.

L'organisme ajoute qu'au Québec, 195 635 ménages locataires paient plus de 50 % de leur revenu pour se loger, dont 2905 à Saguenay.

leQuotidien

— 24 septembre 2018 / Mis à jour à 13h43

Sonia Côté veut rencontrer Legault

La coordonnatrice de l'organisme Loge m'entraide Sonia Côté souhaite rencontrer le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ) François Legault, qui doit être de passage à Saguenay mardi.

Mme Côté veut relancer le chef caquiste à propos de la construction de logements sociaux et en particulier du projet de coopérative d'habitation La Solidarité qu'elle souhaite réaliser dans l'arrondissement de Jonquière.

«Si le chef de la CAQ est le moindrement sérieux et sensible face aux locataires appauvris qui ont besoin d'être logés dignement ici et au Québec, il acceptera cette rencontre», indique Sonia Côté dans un communiqué.

leQuotidien

— 26 septembre 2018 / Mis à jour à 9h35

Legault vise cinq députés

ANNIE-CLAUDE BRISSON
Le Quotidien

PASCAL GIRARD
Le Quotidien

À moins d'une semaine de l'élection générale, le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, a bon espoir que son parti pourra l'emporter dans au moins quatre circonscriptions du Saguenay-Lac-Saint-Jean, voire même cinq.

Le chef caquiste s'est montré très optimiste quant aux chances de son parti de l'emporter, lors d'un entretien accordé au Quotidien.

« On a de très bonnes chances de gagner dans Lac-Saint-Jean. Le plus difficile sera Roberval, mais les quatre autres comtés sont très prenables », a expliqué celui qui justifiait sa visite dans la région pour ces potentiels gains.

François Legault a souligné le caractère spécial des luttes à deux dans plusieurs circonscriptions. Dans Jonquière, Chicoutimi et Lac-Saint-Jean se retrouvent en opposition des candidats péquistes et caquistes. Dans Dubuc, il s'agit plutôt d'une lutte contre les libéraux.

François Legault a tenté de se faire rassurant quant à l'absence sur le terrain de la candidate Denise Trudel dans Roberval. Selon lui, « Denise est née à Alma. C'est vrai qu'elle a habité un bon bout de temps à Québec. Elle est prête à revenir dans la région ».

Confiance envers les candidats

Les dernières semaines n'auront pas épargné les candidats Benoit Rochefort et François Tremblay. Le premier a vu son renvoi du doctorat en management de projets pour plagiat être dévoilé au grand jour. Quant au deuxième, ce sont des courriels injurieux qui l'ont placé sur la sellette.

Le chef de la CAQ n'est nullement inquiet advenant l'élection de l'un ou des deux candidats. Il est d'avis que François Tremblay, qui s'est depuis excusé, n'est pas le premier à tenir des propos durs et qu'il a été un excellent président de l'arrondissement de La Baie lors de sa carrière en politique municipale.

Quant au candidat dans Jonquière, Legault croit en sa parole. « Benoit, c'est un professeur qui est très aimé au cégep. Il est très impliqué dans le développement économique. Il nous jure que c'est lui-même qu'il a plagié. Moi, je le crois », assure celui qui prétend que son candidat serait un excellent gestionnaire.

Questionné quant à l'actuelle tangente de la campagne, François Legault n'est guère surpris. « Quand on est premiers dans les sondages, il faut s'attendre à ce que les adversaires nous attaquent. Malheureusement, ça devient des attaques personnelles. Il est temps que ça finisse. J'aimerais que l'on revienne sur les enjeux comme l'éducation, la santé, l'économie. C'est de ça que les Québécois nous parlent sur le terrain », a-t-il conclu.



De passage au Saguenay, le chef caquiste a confié avoir espoir de remporté, au minimum, quatre circonscriptions. Selon lui, celle de Roberval sera la plus difficile.

— LE QUOTIDIEN, GIMMY DESBIENS

+

PROJET SAINT-LAURENT: DU POTENTIEL ICI

(Annie-Claude Brisson) – Le chef de la CAQ, François Legault, est d'avis que le Projet Saint-Laurent a un potentiel au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Au cours des derniers jours, le candidat caquiste dans Dubuc, François Tremblay, a souligné, à maintes reprises, les retombées possibles d'un tel projet dans la région.

« Je suis content de voir que la mairesse de Saguenay y croit. Il s'agit d'avoir un certain nombre de pôles logistiques qui sont jumelés à de beaux parcs industriels. On peut attirer beaucoup d'entreprises. Cela s'applique très bien à Port de Saguenay », a expliqué François Legault. Près de 1000 emplois pourraient être créés grâce à ce projet, et ce, en l'espace de seulement quelques années.

Alors que la région est en attente d'engagements concrets dans diverses industries, le chef caquiste prend position. S'il est élu comme premier ministre, il promet de s'impliquer personnellement face à des entreprises comme Rio Tinto. « Je pense qu'il faut que ce soit donnant-donnant », a-t-il exprimé lors d'un entretien accordé au Quotidien. Il cite en exemple un futur projet de Rio Tinto qui devrait se faire ici plutôt que dans d'autres pays.

François Legault compte également améliorer l'industrie forestière en modifiant, entre autres, les contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF). Les entreprises pourraient ainsi planifier sur plusieurs années. Le chef de la CAQ envisage également de se débarrasser de l'encan annuel et d'octroyer des droits de coupe sur de plus longues périodes en échange d'investissements dans les équipements et d'emplois mieux payés. « Notre défi au Québec, ce n'est pas tellement de baisser le taux de chômage, c'est d'augmenter le revenu moyen. Quand on se compare avec nos voisins, on a un salaire moyen beaucoup plus bas. C'est encore plus vrai au Saguenay-Lac-Saint-Jean que pour le reste du Québec », a-t-il expliqué.

+

À LA FERME GILBERT ET FILS

(Annie-Claude Brisson) – C'est dans une ferme de Saint-Henri-de-Taillon que le chef de la CAQ, François Legault, s'est arrêté, mardi après-midi, dans la circonscription de Lac-Saint-Jean. L'unique arrêt en sol jeannois s'est tenu à la ferme Gilbert et fils.

Accompagné des candidats Éric Girard (Lac-Saint-Jean), Denise Trudel (Roberval), Andrée Laforest (Chicoutimi), Benoit Rochefort (Jonquière) et François Tremblay (Dubuc), le chef du parti a visité les nouvelles installations de la ferme familiale qui a été complètement ravagée par les flammes au printemps 2017.

La productrice Diane Ouellet-Gilbert y a présenté les installations à la fine pointe de la technologie. La robotisation côtoie les animaux, au quotidien, dans cette ferme qu'elle opère avec son mari Benoît Gilbert et leurs garçons Pascal et Gino. Le maire de Labrecque participait également au rassemblement.

En fin d'après-midi, l'équipe de la CAQ s'est ensuite dirigée chez RSI Environnement à Saint-Ambroise. L'entreprise qui n'arrive pas à opérer sur une base annuelle, faute de contrat, s'affaire à décontaminer des sols aux quatre coins de l'Amérique du Nord. « Nous avons sensibilisé M. Legault et son équipe à l'importance de réduire le passif environnemental québécois. À notre avis, il est grand temps que le gouvernement prenne ses responsabilités et agisse pour éliminer les sols contaminés en plus de contrer la disposition illégale de ces derniers au Québec. C'est le meilleur conseil que nous pouvons donner à un aspirant premier ministre », a mentionné, au terme de cette rencontre, le vice-président Finances de RSI, David Chrétien.



Après son discours, François Legault a reçu une quille, remise par le Salon de quilles Jonquière. D'abord appelée la quille de l'espoir, le chef de la CAQ l'a rebaptisée la quille du changement.

+

IL PROMET UNE PARTIE PARFAITE

(Pascal Girard) – C'est dans un salon de quilles à Jonquière que François Legault a complété sa journée au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Comme il l'avait affirmé plus tôt, il y a promis une partie parfaite avec cinq députés caquistes sur cinq.

Il y a présenté ses cinq candidats, disant aux gens présents qu'il avait besoin d'eux à Québec pour former le prochain gouvernement. Rendu à François Tremblay, de Dubuc, il a encore fait allusion aux controverses de son candidat. «Notre cher François, qui n'a pas la langue dans sa poche, c'est le moins qu'on puisse dire», a-t-il lancé, un certain sourire aux lèvres. Rappelons que l'ancien conseiller municipal de La Baie s'est retrouvé sur la sellette à deux reprises en raison de messages et de courriels qui ont fait surface

dans les médias. Le chef de la CAQ a rappelé quelques grandes lignes de son programme qui touchent les régions. Il s'est cependant bien gardé de faire des promesses spécifiques pour les circonscriptions des candidats qui l'accompagnaient.

Après son discours, François Legault a reçu une quille, remise par le Salon de quilles Jonquière. D'abord appelée la quille de l'espoir, il l'a rebaptisée la quille du changement. Finalement, celui qui aspire à être premier ministre a fait appel au joueur professionnel Patrick Girard pour réaliser un abat à sa place. Après quelques poignées de main, il a ensuite regagné son autobus sans répondre aux questions des journalistes.

+

SONIA CÔTÉ RESTE SUR SA FAIM

(Annie-Claude Brisson) – La coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté, n'est guère convaincue de sa courte discussion avec François Legault. Celle qui milite en faveur des logements sociaux espérait un engagement clair, mardi. Elle lui reproche de ne pas s'être encore mouillé. « C'est le seul chef actuellement qui ne s'est pas engagé pour le logement social », a-t-elle laissé tomber. La militante craint que l'élection de la CAQ mette en danger certains projets. Le chef de la CAQ s'est limité à mentionner qu'il évaluerait les possibilités. « Ce que les libéraux ont promis, on va le respecter. Il n'y aura pas de différence entre nous et les libéraux. Je n'en ferai pas moins que les libéraux. On va vérifier. Je veux être certain que je ne m'engage pas n'importe comment », a-t-il ajouté. Celle qui représente l'organisme de logements sociaux rappelle que le Parti québécois et le Parti libéral se sont engagés à 3000 nouveaux logements sociaux par année. De son côté, Québec solidaire y va de 50 000 nouveaux logements sociaux sur quatre ans.

néomédia.com
Le Point .ca | Le Réveil .ca
Saguenay-Lac-St-Jean
CHANGER

3 octobre 2018 - 10:59

Projet de coop d'habitation : Loge m'entraide va talonner François Legault

Par Salle des nouvelles


- Photo: Archives

La coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté, tient à réagir suite au nouveau gouvernement caquiste qui vient d'être élu au pouvoir.

Elle arrive difficilement à cacher sa tristesse.

« Je suis si triste pour les locataires appauvris de Saguenay qui voient un autre obstacle et non le moindre, venir s'ajouter à leur projet de coopérative d'habitation La Solidarité. Comme si ce n'était pas assez de se battre depuis 2015 avec Saguenay, il faudra maintenant se battre avec le nouveau gouvernement pour obtenir de nouvelles subventions en matière de logements sociaux! »

Loge m'entraide souligne que la CAQ était le seul parti en campagne électorale qui ne s'était pas engagé à offrir de nouvelles subventions pour de nouveaux logements sociaux.

Mme Côté avait d'ailleurs interpellé de vive voix le chef François Legault, la semaine dernière, lors de son passage à St-Ambroise, pour lui demander de s'engager en la matière.

« Vous pouvez être certain que le nouveau premier ministre du Québec va entendre parler de Loge m'entraide dès les premiers mois de son mandat. Jamais on n'acceptera que le projet meure dans l'œuf après 3 ans de combat acharné. On va tout faire pour le convaincre d'accorder de nouvelles subventions dans le budget provincial de 2019 afin de sauver non seulement notre projet mais aussi bien d'autres au Québec. »

leDroit — 12 octobre 2018 / Mis à jour à 22h44

Le Québec a besoin d'un ministère de l'Habitation…

OPINION / Le gouvernement sortant comptait depuis un an une ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation, faisant en sorte que le logement ne dépende plus d'un autre ministère, pour la première fois depuis 1985. Alors que François Legault formera la semaine prochaine son conseil des ministres, nous lui demandons de reconnaître l'importance et la portée du logement dans les conditions de vie de la population et de maintenir, conséquemment, ce poste au sein de son cabinet.

Les dossiers sont nombreux et les besoins sont urgents, à commencer par ceux des 244 120 ménages locataires qui, selon les données du dernier recensement, ont des besoins impérieux de logement. Parmi ceux-ci, 103 835 consacrent plus de la moitié de leur revenu pour payer le loyer, bien au-dessus de la norme établie de 30 %.

Derrière ces gros chiffres se cachent des personnes qui vivent dans des logements insalubres qui les rendent malade, qui doivent couper dans l'épicerie et le transport pour payer le loyer qui doivent quitter leurs quartiers en gentrification devenus inabordables, des personnes aînées qui ne peuvent plus demeurer dans leurs milieux, de celles en situation d'handicap qui se sentent prisonnières de leur logement non accessible ou d'un CHSLD faute de logement adaptés à leur condition, des femmes qui vivent dans l'insécurité, des familles qui s'entassent dans des logements trop petits en raison de la rareté des logements familiaux abordables, etc. Pour « améliorer le niveau de vie des familles » comme le nouveau gouvernement l'a promis, il faut s'occuper de leurs problèmes de logement, d'autant que ceux-ci peuvent avoir des conséquences désastreuses sur la santé et l'éducation, deux de ses trois enjeux prioritaires.

À l'heure actuelle, le logement social est la seule solution durable aux problèmes des locataires à faible et à modeste revenus. Or, il en manque cruellement dans toutes les régions, autant en milieu rural qu'urbain.

Nous avons pu le constater encore une fois lors de la grande marche de 560 km entre Ottawa et Québec, que nous avons tenu le mois dernier. Non seulement le logement social assure des conditions de logement convenables, à des loyers respectant la capacité de payer des ménages qui les habitent, mais également une sécurité d'occupation. Que ce soit sous forme de coopératives, d'organismes sans but lucratif (OSBL) d'habitation ou d'habitations à loyer modique (HLM), ces logements sont les seuls qui ne sont pas soumis à la logique du marché et sur lesquels personne ne fait de profit. Or, ils représentent à peine 11 % du parc de logements locatifs au Québec. C'est ce qui fait que même un comité de l'ONU parle d'une pénurie de logements sociaux.

En campagne électorale, la Coalition avenir Québec a pris l'engagement de livrer pendant le présent mandat les 12 500 logements sociaux déjà annoncés par le gouvernement antérieur mais pas encore réalisés. Pour concrétiser cet engagement dans les délais promis, il doit procéder sans plus attendre aux améliorations requises du programme AccèsLogis, ce qui n'a pas été fait depuis bientôt 10 ans. S'il est sérieux, sa mise à jour économique et financière de l'automne doit confirmer dès lors les investissements nécessaires pour que les communautés réalisent enfin leurs projets d'habitation sociale.

Cependant, cette seule réforme d'AccèsLogis ne sera pas suffisante.

Afin de permettre aux logements sociaux de se réaliser plus rapidement et de faciliter leur développement sous forme d'achat-rénovation d'immeubles existants – une urgence compte tenu de l'état lamentable d'une grande partie du parc locatif – il faut cesser de mettre le logement social dans la balance des choix budgétaires annuels. Il faut relancer sans attendre un plan pluriannuel de développement du logement social pour mettre fin, une bonne fois pour toute, aux nombreux dénis du droit au logement, et ce, en réinvestissant avec ambition.

Québec n'a d'ailleurs jamais été en aussi bonne posture pour le faire. Les négociations amorcées avec le fédéral sur sa Stratégie canadienne sur le logement offrent en ce sens une opportunité à ne pas échapper. Cette Stratégie met à disposition des sommes fédérales comme on n'en avait pas vues depuis des décennies. Le nouveau ou la nouvelle ministre de l'habitation devra aller chercher la juste part du Québec et les investir dans le logement social.

Bien d'autres dossiers « logement » attendent le nouveau gouvernement au tournant. Si Québec veut continuer à faire mieux en matière de logement, il ne doit plus attendre pour reconnaître formellement le droit au logement, comme Ottawa pourrait le faire dans les prochains mois. Pour s'attaquer au problème grandissant de l'insalubrité et mettre un frein aux hausses abusives de loyers, Québec doit également instaurer un code provincial du logement et un contrôle obligatoire des loyers.

À bien y penser, pour mener à bien tous ces dossiers, un poste de ministre responsable n'est pas suffisant. Il faut qu'un portefeuille vienne avec et donc créer un ministère responsable de l'Habitation. Une chose est certaine, le Québec a amplement les moyens de garnir ce portefeuille, et pas seulement en allant chercher les sommes attendues du fédéral. Non seulement l'État québécois engrange des surplus budgétaires importants, mais il pourrait aller chercher plusieurs milliards de dollars supplémentaires en adoptant quelques mesures fiscales plus progressives, en contrôlant par exemple davantage le coût des médicaments et en luttant plus efficacement contre l'évasion et l'évitement fiscal.

Ce n'est pas le manque d'argent qui empêche l'amélioration des conditions désastreuses de logement dans lesquelles vivent des milliers de personnes, mais le manque de volonté politique. Alors que la CAQ affirme manquer d'information au sujet des conditions de logement des ménages locataires québécois, la personne qui héritera de cette responsabilité pourra compter sur le FRAPRU pour la lui fournir, ainsi que des pistes de solutions afin de régler les problèmes de logement les plus graves dans un horizon raisonnable. À la lumière de ces informations, nous espérons que le gouvernement Legault marquera enfin un changement pour les personnes mal-logées, trop longtemps ignorées, et qu'il donnera un réel coup de barre pour répondre aux besoins les plus criants.

L'auteure est Véronique Laflamme, Porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

TVA Nouvelles

> ACTUALITÉS > SOCIÉTÉ > 40 % DES BUDGETS N'ONT PAS ÉTÉ DÉPE...

Agence QMI | **Publié le 3 décembre 2018 à 17:39**

40 % des budgets n'ont pas été dépensés l'an dernier



Quelque 40 % des sommes prévues pour la réalisation de logements sociaux l'an dernier n'ont pas été utilisées, déplore le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

Selon la mise à jour économique présentée lundi par le gouvernement Legault, 104 millions $ budgétés en 2017-2018 à la Société d'habitation du Québec n'ont pas été dépensés «en raison notamment du ralentissement du rythme de réalisation des projets, principalement dans le cadre du programme AccèsLogis Québec.»

«La moindre des choses aurait été de réinvestir immédiatement ces sommes pour débloquer les 12 500 logements déjà annoncés dans les budgets des 10 dernières années et attendus impatiemment dans différentes régions», a indiqué la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme, par communiqué.

Selon le regroupement, le programme AccèsLogis est déficient et il est urgent de le réformer pour faciliter le développement de logements sociaux.

«On aurait dû profiter des surplus [...] pour améliorer dès maintenant le programme et débloquer les milliers de logements sociaux en attente de réalisation», a ajouté Mme Laflamme.

LE JOURNAL DE MONTRÉAL
AGENCE QMI
Lundi, 3 décembre 2018 17:20
MISE À JOUR Lundi, 3 décembre 2018 17:22

Logements sociaux: 40 % des budgets n'ont pas été dépensés l'an dernier

QUÉBEC – Quelque 40 % des sommes prévues pour la réalisation de logements sociaux l'an dernier n'ont pas été utilisées, déplore le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

Selon la **mise à jour économique présentée lundi par le gouvernement Legault**, 104 millions $ budgétés en 2017-2018 à la Société d'habitation du Québec n'ont pas été dépensés «en raison notamment du ralentissement du rythme de réalisation des projets, principalement dans le cadre du programme AccèsLogis Québec.»

«La moindre des choses aurait été de réinvestir immédiatement ces sommes pour débloquer les 12 500 logements déjà annoncés dans les budgets des 10 dernières années et attendus impatiemment dans différentes régions», a indiqué la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme, par communiqué.

Selon le regroupement, le programme AccèsLogis est déficient et il est urgent de le réformer pour faciliter le développement de logements sociaux.

«On aurait dû profiter des surplus [...] pour améliorer dès maintenant le programme et débloquer les milliers de logements sociaux en attente de réalisation», a ajouté Mme Laflamme.

---

métro

Actualités 17:12 21 décembre 2018 By: Justine Gravel

Dominique Anglade place les aînés en priorité



Photo: (Photo: Gracieuseté - PME MTL Sud-Ouest)

Réélue le 1er octobre comme députée de Saint-Henri-Sainte-Anne, Dominique Anglade compte faire de la situation des aînés sa priorité en 2019. Elle poursuivra la tenue de ses cafés citoyens, des rencontres organisées avec les résidents de la circonscription afin de connaître leurs préoccupations, mais cette fois en visant spécifiquement les résidences pour personnes âgées.

«Ils sont très nombreux dans la circonscription et il y a des enjeux qui les touchent auxquels on ne répond pas suffisamment, concède-t-elle. Ils ne sont souvent pas présents aux cafés citoyens, car ils n'ont pas nécessairement la capacité de se déplacer pour y assister, c'est pourquoi je souhaite me déplacer jusqu'à eux afin de connaître leurs besoins.»

Bien qu'elle ne siège plus au sein du parti au pouvoir, le gouvernement libéral ayant été défait par la Coalition Avenir Québec (CAQ) aux dernières élections provinciales, Mme Anglade compte faire tout en son possible pour représenter au mieux ses électeurs à l'Assemblée nationale.

«Je jouerai mon rôle différemment, mais je continuerai à travailler pour les citoyens en faisant le pont entre eux et les ministres, explique l'ex vice-première ministre et ministre de l'Économie. Je serai toujours guidée par l'objectif de répondre à des problèmes concrets.»

Éducation

Parmi les problèmes qui touchent sa circonscription, Mme Anglade relate le manque d'école dans Griffintown. «Je continuerai à faire les suivis concernant la construction d'une nouvelle école dans ce quartier, mais également concernant l'agrandissement de l'école de la Petite-Bourgogne, soutient-elle. Quand on regarde les chiffres, les deux projets sont nécessaires.»

Une rencontre est d'ailleurs prévue en janvier avec la présidente de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), Catherine Harel-Bourdon, afin que ces deux projets soient placés en tête de la liste des priorités.
L'éducation étant fondamentale pour la députée, elle compte également s'assurer de l'avancement de la réfection du gymnase de l'école Saint-Jean-de-Matha dans Ville-Émard.

«C'est un projet qui me tient particulièrement à cœur et on pousse continuellement pour que les travaux soient lancés le plus rapidement possible», ajoute Mme Anglade, qui avait fait l'annonce du projet en juin 2017.

Enjeux sociaux

Pour celle qui siège comme députée depuis 2015, l'économie sociale est le moteur de développement d'un quartier et Saint-Henri-Sainte-Anne en est le parfait exemple. Plusieurs nouveaux projets communautaires ont émané ces dernières années, notamment le Bâtiment 7, un lieu de partage et de rassemblement communautaire situé dans Pointe-Saint-Charles.

Après avoir octroyé près de 1 M$ pour la construction de la première phase, Mme Anglade compte faire pression auprès des caquistes afin que de nouvelles sommes soient investies dans ce projet citoyen. Le Collectif 7 à nous estime que 10 M$ sont nécessaires pour compléter le développement du site.

Du côté du logement social, la députée libérale est ouverte à écouter les recommandations des organismes œuvrant dans le domaine de l'habitation, notamment le Regroupement Information Logement (RIL) de Pointe-Saint-Charles et le POPIR – Comité logement, qui couvre les autres secteurs du Sud-Ouest.

«Je suis toujours à l'écoute, mais il faut aussi être réaliste dans ce qui est demandé», précise-t-elle.
Actuellement, les groupes communautaires évaluent que 4000 nouveaux logements sociaux sont nécessaires pour répondre aux besoins urgents des moins nanties.

RADIO-CANADA **ICI Saguenay–Lac-Saint-Jean**

Rencontre fructueuse entre Loge m'entraide et la ministre de l'Habitation

Publié le mercredi 9 janvier 2019



La coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté Photo: Radio-Canada / Claude Bouchard

La coordonnatrice de l'organisme Loge m'entraide, Sonia Côté, a rencontré la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation et députée de Chicoutimi, Andrée Laforest, mercredi.

Lors d'une rencontre qui a duré deux heures, Andrée Laforest s'est engagée à ajuster les subventions du programme AccèsLogis qui n'ont pas été indexées depuis 2009.

Cet engagement est une bonne chose pour le projet de Coopérative d'habitation La Solidarité, estime Sonia Côté.

L'organisme aurait ainsi besoin d'amasser moins de dons pour le projet.

« La contribution du milieu pour fonder des projets comme la coopérative d'habitation La Solidarité, bien c'est difficile. Il faut aller chercher plusieurs dons [...] pour lever de terre ces projets. C'était une préoccupation qu'on avait. La ministre a quand même dit qu'elle s'engageait à hausser les subventions du programme AccèsLogis alors c'est une très bonne nouvelle », soutient Sonia Côté.

Andrée Laforest s'est aussi engagée à rencontrer l'organisme tous les six mois.

---

leQuotidien



ANNE-MARIE GRAVEL
Le Quotidien

— 10 janvier 2019 / Mis à jour le 9 janvier 2019 à 23h07

L'actualité régionale en bref

OUVERTURE DU PARC MILLE LIEUX DE LA COLLINE

Le parc Mille Lieux de la Colline amorce ses activités hivernales le 12 janvier. Le site sera ouvert au public toutes les fins de semaine. Les visiteurs pourront notamment découvrir la nouvelle glissade triple de 18 pieds de hauteur. En plus de la glissade sur tube, plusieurs activités sont offertes sur le site, notamment le patinage, sur un sentier de 0,7 kilomètre, et la raquette. Il est d'ailleurs possible de louer des patins et des raquettes sur place. Un feu extérieur, où on peut faire griller des guimauves, et la présence de personnages agrémentent également la visite. Le parc est ouvert le vendredi, de 10 h à 17 h, le samedi, de 10 h à 19 h, ainsi que le dimanche, de 10 h à 16 h. Le coût d'entrée sur le site est de 22,50 $, taxes incluses, pour deux adultes et deux enfants, ou de 7,50 $ pour les 2 à 12 ans et de 5,75 $ pour les 13 ans et plus.

+

SAISON HIVERNALE LANCÉE À LA DAM-EN-TERRE

Les amateurs de plein air peuvent profiter, cette année encore, des activités hivernales proposées au centre de villégiature Dam-en-Terre, en collaboration avec la Ville d'Alma. Le Sentier de glace, un circuit de 1,5 kilomètre qui parcourt les rues glacées du camping, permettra aux visiteurs de patiner. La Salle champêtre du centre de villégiature est mise à leur disposition afin de chausser leurs patins. C'est aussi à la Salle champêtre que les visiteurs ont accès aux différents services. Il est notamment possible de louer des chambres à air pour la glissade, des raquettes, un fatbike ou des patins. Le site est éclairé en soirée et animé, avec de la musique. Le site est ouvert le mercredi, de 18 h à 21 h, les jeudis et vendredis, de 13 h à 16 h et de 18 h à 21 h, le samedi de 10 h à 16 h et de 18 h à 21 h, ainsi que le dimanche, de 10 h à 16 h.

+

PATRO: SYLVAIN GAUDREAULT RELANCE LA MINISTRE

(Pierre-Alexandre Maltais) Le député péquiste Sylvain Gaudreault a interpellé, mercredi, la ministre Andrée Laforest au sujet du financement du Patro de Jonquière. Le projet, appuyé publiquement par le premier ministre François Legault durant de la dernière campagne électorale, tarde à se réaliser, clame le député de Jonquière. On a eu des signaux comme quoi [le gouvernement caquiste] recevait favorablement le projet du Patro. Depuis qu'ils sont au pouvoir, ils disent vouloir soutenir le Patro, et ça se présente bien, mais on serait rendus à avoir de bonnes nouvelles. Il reste 2M$ à aller chercher et si on veut que ce soit fait cet été, il faudrait qu'on ait des annonces», indique le député Sylvain Gaudreault.

+

LOGE M'ENTRAIDE: UNE RENCONTRE TOUS LES SIX MOIS AVEC LA MINISTRE

La ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Andrée Laforest, a rencontré pour la première fois l'organisme Loge m'entraide, mercredi. La députée de Chicoutimi a notamment abordé la question du programme AccèsLogis, un programme dont les subventions n'ont pas été indexées depuis près de dix ans. Selon la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté, la ministre s'est engagée à « ajuster » les subventions du programme, en plus d'acquiescer à une demande de rencontre bisannuelle avec Loge m'entraide.

néomédia.com | Saguenay-Lac-St-Jean
Le Point .ca | Le Réveil .ca
CHANGER

10 janvier 2019 - 12:25

Loge m'entraide obtient des engagements de la ministre Andrée Laforest

Par Salle des nouvelles



Sonia Côté et Andrée Laforest au centre, entourées de conseillers et de membres du conseil d'administration de Loge m'entraide. - Photo: Facebook

Loge m'entraide a rencontré pendant 2 heures hier la députée de Chicoutimi et ministre de l'Habitation, Andrée Laforest, pour discuter notamment du programme Accès-Logis dont les subventions n'ont pas été indexées depuis 2009.

« Les subventions d'Accès-Logis doivent être haussées, ce qui n'a pas été fait depuis 10 ans. Ne suivant pas les coûts de construction, cela fait donc augmenter les dons à amasser pour fonder des projets comme celui de la Coopérative d'habitation La Solidarité qui doit trouver 985 000 $ et obtenir un rabais de taxes de 25 ans pour voir le jour », a expliqué de long en large la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté à la ministre Laforest.

Sa réponse s'est traduite par un engagement ferme, à la surprise de Mme Côté.

« La ministre Laforest s'est engagée instantanément et fermement à ajuster les subventions du programme Accès-Logis en fonction des coûts de construction d'aujourd'hui. Ce fut une réponse positive, car cela fait tellement d'années que nous revendiquons une telle hausse. Enfin, une lumière au bout du tunnel! »

Sonia Côté ne cache pas que cet engagement aidera directement le projet de coopérative d'habitation La Solidarité.

« Si le gouvernement augmente les subventions, on aura moins de dons et de contribution du milieu à amasser pour notre projet de coopérative d'habitation La Solidarité et la contribution de la Ville sera aussi allégée. Cela pourrait certainement nous aider à convaincre Saguenay de collaborer enfin à notre projet... du moins, nous espérons. »

Rencontre aux 6 mois

De plus, Loge m'entraide a proposé à la ministre de l'Habitation de tenir une rencontre tous les 6 mois pour assurer un suivi serré des dossiers en la matière, ce qu'elle a accepté d'emblée.

« En tant que ministre de l'Habitation, elle a le pouvoir d'aider à ce que soient logés dignement les ménages locataires vulnérables, appauvris et sans défense de la région et du Québec. C'est donc pour nous un privilège de la rencontrer aux 6 mois d'autant plus qu'on perçoit très bien son intérêt à vouloir aider Loge m'entraide non seulement en parole, mais en action, une attitude politique inestimable à nos yeux », a indiqué Mme Côté.

Rappelons que Loge m'entraide et son regroupement le Frapru revendiquent sur le plan provincial la réalisation de 50 000 nouveaux logements sociaux sur 5 ans au Québec dont 800 à Saguenay, l'amélioration et la bonification du programme Accès-Logis, la reconnaissance formelle du droit au logement, l'utilisation des sommes fédérales (en provenance de la Stratégie canadienne sur le logement) pour des fins de logement social.

SOREL-TRACY.ca EXPRESS

2 février 2019 - 12:00

Des locataires de Sorel-Tracy manifesteront à Montréal pour le logement social avec le FRAPRU



- Photo: Courtoisie

Des locataires de *Sorel-Tracy* prendront part, ce jeudi 7 février, à la manifestation organisée par le *Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)* en vue du prochain budget québécois.

Sous le thème « Des logements sociaux maintenant! Il faut investir dans AccèsLogis », Action logement Pierre De Saurel et l'Organisme de Défenses des Droits Sociaux du Richelieu, se joindront à des comités logement de Montréal, Gatineau, Sherbrooke, Québec, Châteauguay, Longueuil et Rouyn-Noranda.

À quelques semaines de son premier budget, *Action logement Pierre De Saurel* demandera, avec le *FRAPRU,* au gouvernement Legault de ne pas manquer l'occasion de marquer un « vrai changement » en matière de logement. C'est pour cette raison que la manifestation se rendra devant les bureaux du premier ministre.

Le sous-financement du programme *AccèsLogis*, dont les principaux paramètres n'ont pas été ajustés depuis 2009, rend de plus en plus difficile le développement des logements sociaux. « *Cette année moins du quart des unités annoncées lors du budget sont effectivement sortis de terre* », explique la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme. Action Logement Pierre De Saurel : « *Alors que 700 ménages locataires de Sorel-Tracy paient plus de la moitié de leur revenu pour se loger et auraient besoin dès maintenant d'un logement social, ce sont plus de 14 000 logements sociaux qui ont fait l'objet d'annonces budgétaires depuis 10 ans et qui n'ont jamais vu le jour. C'est un scandale et c'est urgent de réinvestir dans le logement social* » explique Dominic Gosselin, intervenant à Action logement Pierre De Saurel.

« *Le revenu médian des locataires de Sorel-Tracy qui consacrent plus de la moitié de leur revenu au loyer est de 10 939$ par année* », rappelle Dominique Gosselin. « *Pour ces personnes, il est pratiquement impossible de ne pas couper dans leurs autres besoins essentiels une fois le loyer payé et cela a des conséquences sur leur santé physique et mentale. Seul le logement social permet de garantir un logement de qualité et véritablement abordable aux personnes et aux familles à faible ou à modeste revenus* » explique Geneviève Latour de l'Organisme de Défense des Droits Sociaux du Richelieu.

En campagne électorale, la CAQ a promis de livrer pendant son premier mandat les 14 000 logements sociaux déjà annoncés dans les budgets antérieurs mais pas encore réalisés. Action logement Pierre-de-Saurel demande au gouvernement Legault de concrétiser cet engagement dès le prochain budget. Cependant, la livraison des logements sociaux déjà planifiés et annoncés plusieurs fois ne suffirait pas à satisfaire l'organisme. « *Il faut amélioration du programme et augmenter le nombre de logements sociaux financés à chaque année pour marquer un grand coup et diminuer une bonne fois pour toutes le nombre de personnes mal-logées à Sorel-Tracy et ailleurs au Québec. Avec des surplus qui se comptent en milliards $ et les sommes promises par le fédéral, il n'y a aucune raison de ne pas le faire. C'est clairement une question de choix* », conclu Dominic Gosselin.

Les 2 Rives .com

4 FÉVRIER 2019

Des locataires de Sorel-Tracy manifesteront à Montréal pour le logement social avec le FRAPRU

Par: Jean-Philippe Morin

Des locataires de Sorel-Tracy prendront part, ce jeudi 7 février, à la manifestation organisée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) en vue du prochain budget québécois.

Sous le thème « Des logements sociaux maintenant! Il faut investir dans AccèsLogis », Action logement Pierre De Saurel et l'Organisme de Défenses des Droits Sociaux du Richelieu se joindront à des comités logement de Montréal, Gatineau, Sherbrooke, Québec, Châteauguay, Longueuil et Rouyn-Noranda.

À quelques semaines de son premier budget, Action logement Pierre De Saurel demandera, avec le FRAPRU, au gouvernement Legault de ne pas manquer l'occasion de marquer un « vrai changement » en matière de logement. C'est pour cette raison que la manifestation se rendra devant les bureaux du premier ministre.

Selon le FRAPRU, le sous-financement du programme AccèsLogis, dont les principaux paramètres n'ont pas été ajustés depuis 2009, rend de plus en plus difficile le développement des logements sociaux. « Cette année moins du quart des unités annoncées lors du budget sont effectivement sortis de terre », explique la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme.

« Alors que 700 ménages locataires de Sorel-Tracy paient plus de la moitié de leur revenu pour se loger et auraient besoin dès maintenant d'un logement social, ce sont plus de 14 000 logements sociaux qui ont fait l'objet d'annonces budgétaires depuis 10 ans et qui n'ont jamais vu le jour. C'est un scandale et c'est urgent de réinvestir dans le logement social » explique Dominic Gosselin, intervenant à Action logement Pierre De Saurel.

« Le revenu médian des locataires de Sorel-Tracy qui consacrent plus de la moitié de leur revenu au loyer est de 10 939$ par année », rappelle Dominique Gosselin.

« Pour ces personnes, il est pratiquement impossible de ne pas couper dans leurs autres besoins essentiels une fois le loyer payé et cela a des conséquences sur leur santé physique et mentale. Seul le logement social permet de garantir un logement de qualité et véritablement abordable aux personnes et aux familles à faible ou à modeste revenus » explique Geneviève Latour, de l'Organisme de Défense des Droits Sociaux du Richelieu.

En campagne électorale, la CAQ a promis de livrer pendant son premier mandat les 14 000 logements sociaux déjà annoncés dans les budgets antérieurs mais pas encore réalisés. Action logement Pierre-de-Saurel demande au gouvernement Legault de concrétiser cet engagement dès le prochain budget.

« Il faut une amélioration du programme et augmenter le nombre de logements sociaux financés à chaque année pour marquer un grand coup et diminuer une bonne fois pour toutes le nombre de personnes mal-logées à Sorel-Tracy et ailleurs au Québec. Avec des surplus qui se comptent en milliards $ et les sommes promises par le fédéral, il n'y a aucune raison de ne pas le faire. C'est clairement une question de choix », conclut Dominic Gosselin.

CJSO Au rythme DE LA RÉGION 101.7 FM

Des locataires de Sorel-Tracy manifesteront pour un réinvestissement dans les logements sociaux

5 février 2019 | Par Sylvain Rochon



Crédit photo : Caroline Bouchard

Des locataires de Sorel-Tracy prendront part, ce jeudi 7 février, à la manifestation organisée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) en vue du prochain budget québécois. Sous le thème « Des logements sociaux maintenant! Il faut investir dans AccèsLogis », Action logement Pierre De Saurel et l'Organisme de Défenses des Droits Sociaux du Richelieu, se joindront à des comités logement de Montréal, Gatineau, Sherbrooke, Québec, Châteauguay, Longueuil et Rouyn-Noranda.

À quelques semaines de son premier budget, Action logement Pierre De Saurel demandera, avec le FRAPRU, au gouvernement Legault, de ne pas manquer l'occasion de marquer un « vrai changement » en matière de logement. C'est pour cette raison que la manifestation se rendra devant les bureaux du premier ministre. Dominic Gosselin, intervenant à Action logement Pierre De Saurel :

Le revenu médian des locataires de Sorel-Tracy qui consacrent plus de la moitié de leur revenu au loyer est de 10 939$ par année. Pour ces personnes, il est pratiquement impossible de ne pas couper dans leurs autres besoins essentiels une fois le loyer payé. Seul le logement social permet de garantir un logement de qualité et véritablement abordable aux personnes et aux familles à faible ou à modeste revenus estime monsieur Gosselin.

leQuotidien

CARREFOUR DES LECTEURS
Le Quotidien

Se comprendre et accepter le compromis

— 5 février 2019 / Mis à jour le 4 février 2019 à 21h35

Réaction à la chronique de Sébastien Lévesque intitulée « Le côté sombre du militantisme » et publiée dans notre édition de lundi

OPINION / Votre chronique du jour à propos du militantisme reflète très bien les comportements auxquels nous sommes soumis au quotidien, que ce soit à travers l'actualité ou dans nos relations interpersonnelles. Elle interroge nos propres résistances au changement.

Il y a un dicton populaire qui nous suggère de « choisir nos combats » ; ma mère nous disait quant à elle de « lâcher prise ». Bref, laisser refroidir la situation avant de réagir, prendre le temps de bien comprendre les évènements, les personnes et le contexte. S'exprimer ensuite, dans respect et ouverture.

Au final, se comprendre et accepter le compromis.

Denis Côté

+

À BIENTÔT MME LAFOREST

OPINION / Mme Andrée Laforest, ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, députée de Chicoutimi et ministre responsable du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Le 7 février 2019, des confrères de Montréal, Gatineau, Sherbrooke, Québec, Châteauguay, Longueuil, Sorel et Rouyn-Noranda, groupes membres participants de notre regroupement national le FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement urbain), manifesteront devant les bureaux du premier ministre du Québec pour un réinvestissement majeur en logement social dans le prochain budget provincial.

Loge m'entraide, de Saguenay, avait aussi prévu tenir une visite collective à votre bureau de comté de Chicoutimi, mais nous avons décidé d'attendre le contenu du budget. Verrons-nous une hausse des subventions dans AccèsLogis, tel que promis ? Verrons-nous de nouvelles unités pour 2019, comme nous le demandons ?

Lors de notre rencontre du 9 janvier, vous avez été préoccupée parce que les subventions n'ont pas été indexées depuis 2009, ne suivant pas les coûts réels de construction pour fonder du logement social. Cela a rendu difficile la naissance de projets dans l'obligation de compenser ce manque à gagner par la recherche inlassable de dons. Ce fut le cas pour deux des quatre coopératives d'habitation que nous avons fondées en 21 ans. Les locataires appauvris vivant dans des conditions de logement médiocres et/ou trop cher pour leur maigre revenu ont dû ronger leur frein pendant des années avant de voir naître leur projet et ainsi être logés dignement.

C'est encore le cas avec le projet de coopérative d'habitation La Solidarité qui, depuis 2015, doit trouver 985 000 $ en dons, en plus d'un rabais de taxes municipales de 25 ans, pour voir le jour. Si les subventions étaient ajustées, les dons à amasser seraient amoindris et faciliteraient forcément la collaboration de la municipalité à offrir la contribution financière requise.

En campagne électorale, François Legault a promis de livrer, lors de son premier mandat, les 14 000 logements sociaux déjà annoncés dans les budgets antérieurs. Non seulement faudra-t-il hausser les subventions pour qu'ils voient le jour, mais le budget de 2019 devra aussi prévoir de nouvelles unités pour que des projets en cours de préparation, comme La Solidarité, puissent jouir d'une subvention le moment venu. Sinon, à quoi cela nous servirait de porter à bout de souffle des projets, pendant des années, s'il n'y a plus de subventions lorsque nous serons rendus au bout du processus ? Votre gouvernement tuerait alors à jamais leurs espoirs, leurs efforts et leur estime.

Avec les surplus qui se comptent en milliards de dollars, sans compter l'argent du fédéral attendu dans le cadre de la Stratégie canadienne sur le logement, votre gouvernement a les moyens d'investir dans le logement social à la hauteur des besoins, et même de faire du Québec une province leader en la matière.

Madame la ministre de l'Habitation, une visite collective s'annonce déjà à vos bureaux de Chicoutimi après le budget. Les locataires appauvris, dont les intérêts sont représentés et défendus par Loge m'entraide, iront vous exprimer de façon collective, pacifique et respectueuse, soit leur joie, soit leur déception. À bientôt.

Sonia Côté, coordonnatrice

Loge m'entraide

métro

National 16:02 **7 février 2019** Par : Vanessa Hébert Métro

Le FRAPRU s'inquiète du financement des logements sociaux



Une manifestation du FRAPRU à l'occasion du dépôt du premier budget du gouvernement Legault, en février dernier. *Photo: **Josie Desmarais/Métro***

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) presse Québec de réinvestir dans le logement social pour contrer la pénurie de logements locatifs qui touchent déjà plusieurs municipalités.

«On est très inquiet par la situation du logement qui se détériore rapidement, a fait valoir jeudi la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme, en marge d'une manifestation organisée jeudi matin. Les taux d'inoccupation ont baissé drastiquement dans la plupart des villes du Québec et cela laisse présager une pénurie grave de logements si on ne fait rien pour renverser la vapeur.»

En 2018, ce sont 731 nouveaux logements sociaux qui ont vu le jour pour tout le Québec, alors que le budget en prévoyait 3000. «Le nombre de logements sociaux qui sont financés par le gouvernement québécois a atteint un creux inégalé et historique, mais ça fait des années que ça s'accumule», a expliqué Mme Laflamme.

Une centaine de personnes en provenance de partout au Québec ont marché au centre-ville de Montréal pour demander au gouvernement de François Legault de tenir les promesses annoncées durant la campagne électorale.

«On est bien conscients que ces retards sont dus au gouvernement précédent, mais maintenant, c'est lui [François Legault] le premier ministre. Il a promis en campagne électorale de livrer les logements pris dans la machine et s'il veut le faire et réaliser sa promesse, il faut prévoir l'argent dès le prochain budget», a indiqué Véronique Laflamme.

De son côté, le gouvernement a confirmé qu'il s'agissait bel et bien d'un de ses objectifs de débloquer ces unités prises dans la machine. «La ministre [des Affaires municipales et de l'Habitation] Andrée Laforest a demandé à la Société d'habitation du Québec de lui préparer un plan d'action en ce sens. Nous espérons pouvoir le présenter aux Québécois bientôt», a mentionné l'attaché politique de la ministre Laforest, Mathieu Noël.

Parallèlement, le FRAPRU s'est aussi dit inquiet concernant des propos tenus par Andrée Laforest la semaine dernière, à l'effet que le gouvernement Legault serait en attente de l'aide financière du fédéral pour aller de l'avant.

M. Noël a pour sa part mentionné que la ministre n'attend pas après ce financement pour agir. «Nous continuons à annoncer des unités AccèsLogis et à accompagner les projets acceptés pour qu'ils soient menés à terme. Toutefois, c'est certain que la nouvelle entente avec le fédéral viendra aider la situation le logement social au Québec.»

Le FRAPRU chiffre à 150 000 le nombre de logements sociaux qui ont fait l'objet d'annonces budgétaires depuis 10 ans, mais qui n'ont jamais été réalisés.



Québec a des promesses à tenir, dit le FRAPRU

Une centaine de personnes ont marché au centre-ville hier pour demander au gouvernement de François Legault de tenir ses promesses en matière de logement social. Selon le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), en 2018, 731 logements sociaux ont été construits au Québec, alors que le budget en prévoyait 3 000. L'organisme anticipe une grave pénurie de logements si rien n'est fait pour renverser la vapeur. / JOSIE DESMARAIS/MÉTRO

Lena Slanisky · 3 months ago · Updated on February 07 @ 01:28 PM

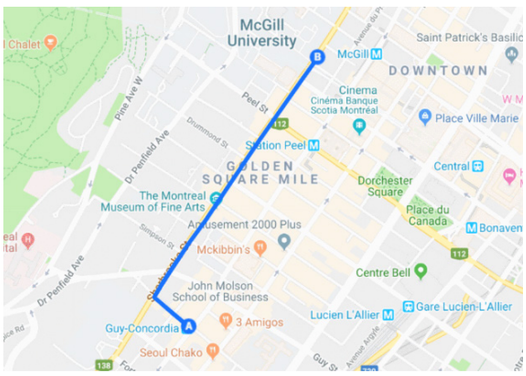
Hundreds Of People Blocked Traffic In Downtown Montreal This Morning In A Social Housing Demonstration (Video)

The march ended in front of Legault's office.

A protest organized by FRAPRU, "Front d'action populaire en réaménagement urbain," is slowly moving its way north on rue Guy in Montreal.

The march started at Guy-Concordia station this morning at 11 A.M. and is planned to finish with a demonstration at a provincial government office on Sherbrooke.

READ ALSO: This Killer Pothole In Montreal's West Island Is Destroying Car Tires (Photos & Videos)



Via Google Maps

TL;DR There is current a demonstration and march occurring downtown Montreal that started at Guy-Concordia Station and is headed to Francois Legault's Montreal office on Sherbrooke. Police are blocking off roads and traffic is slow.

Hundreds of people have come to demonstrate and advocate for social housing and the sufficient funding of AccèsLogis today.

According to the government of Quebec site, AccèsLogis "encourages pooling of public, community and private resources to produce social and community housing for low- and moderate-income households and for people with special housing needs."

According to FRAPRU, due to the underfunding of AccèsLogis, only 731 new social housing units came to fruition this year.



FRAPRU
@FRAPRU

Sous le thème & échelles la #manifencours illustre les obstacles qui s'opposent à la réalisation de logements sociaux en raison du sous-financement d'#AccèsLogis. Alors que les besoins sont criants, 15 000 logements sociaux annoncés n'ont jamais été réalisés!

♡4 12:55 PM - Feb 7, 2019

That number is less than a quarter of the amount announced in the last Quebec budget.

The demonstration comes off the heels of statements made by the CAQ Minister of Municipal Affairs and housing.

The Minister, Andrée Laforest, explained that the Legault government would be waiting for federal assistance to go forward with the funding of AccèsLogis.

The housing situation in many parts of Quebec is teetering on dangerous. In fact, the rental market in many Canadians cities is currently a very cut-throat environment.

Data from the Canada Mortgage and Housing Corporation Fall 2018 Rental Market Report shows that many urban areas in Quebec are showing very low vacancy rates.



FRAPRU
@FRAPRU

📢Des locataires de ≠ régions manifestent pour réclamer un #vraichangement en matière de logement! Le #budget20192020 de @francoislegault doit relancer #AccèsLogis et réinvestir dans le logement social. Communiqué ➡️ frapru.qc.ca/manifestation-...

♡2 12:22 PM - Feb 7, 2019

There is an equilibrium that needs to be maintained with vacancy rates, as populations in urban areas are often in flux and usually increasing.

Pair this low vacancy rate with the inflation of rental prices and citizens in precarious financial situations or precarious rental situations are at risk of being without safe and affordable housing.

The FRAPRU demonstration is scheduled to end in the early afternoon.

HUFFPOST
EDITION QC



Véronique Laflamme
Porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)

Québec ne doit pas abandonner ses responsabilités en logement social!

En choisissant délibérément pendant des années de ne pas indexer le programme AccèsLogis, le Québec a carrément abandonné les personnes mal-logées.

02/03/2019 06:00 EST | **Actualisé** 02/03/2019 06:00 EST



FRAPRU

On a tous les indices d'un retour à une pénurie grave de logements, en particulier dans les régions de Gatineau et de Montréal, de même qu'en Montérégie et dans les Basses-Laurentides.

Dans son premier budget du 21 mars, le gouvernement Legault doit relancer de manière ambitieuse le programme AccèsLogis et réinvestir dans le logement social, afin de contrer la pénurie de logements locatifs qui atteint déjà plusieurs villes.

Cette année, les conséquences du sous-financement dont souffre le programme AccèsLogis — le seul qui permette de réaliser des logements sociaux et communautaires au Québec —, ont atteint un sommet en empêchant la réalisation de milliers de logements coopératifs et sans but lucratif.

> Seuls 731 nouveaux logements sociaux, soit moins du quart des 3000 unités annoncées lors du dernier budget québécois, sont effectivement sortis de terre.

Non seulement le nombre de logements sociaux budgétés annuellement depuis 10 ans est insuffisant, mais une proportion considérable des unités annoncées n'a même pas été réalisée. Il n'y en a pas moins de 15 000 qui ont fait l'objet d'annonces budgétaires au cours de la dernière décennie, mais qui n'ont pourtant jamais été réalisés.

> En choisissant délibérément pendant des années de ne pas indexer le programme AccèsLogis, le Québec a abandonné carrément les personnes mal-logées.

Cela devrait nous scandaliser, surtout en sachant que 244 000 ménages locataires vivant dans un logement trop cher, insalubre ou trop petit ont des besoins impérieux de logement selon les données de Statistique Canada.

Lors de la campagne électorale de septembre dernier, la CAQ a promis de livrer pendant son premier mandat ces logements sociaux annoncés, mais pas encore construits. Mais récemment, la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Andrée Laforest, indiquait que le gouvernement Legault est en attente de l'aide financière du fédéral pour aller de l'avant. Un tel scénario doit être rejeté.

Québec doit effectivement aller chercher sa juste part des fonds fédéraux prévus dans la Stratégie canadienne sur le logement, mais ces sommes doivent servir à planifier encore plus de logements sociaux, pas à délester le

gouvernement québécois de ses responsabilités et à éponger la facture des négligences antérieures.

Si le gouvernement de François Legault tarde à livrer les logements attendus et n'utilise pas les fonds fédéraux pour en faire davantage, le FRAPRU craint une détérioration rapide de la situation du logement.

Les données les plus récentes du *Rapport sur le marché locatif* de l'automne 2018 de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) sont en effet alarmantes.

Dans plusieurs régions métropolitaines et villes québécoises, les taux d'inoccupation des logements locatifs dégringolent en dessous du seuil dit d'équilibre de 3%, voire sous la barre du 2%, et les loyers y augmentent beaucoup plus rapidement que l'inflation.

Dans plusieurs quartiers montréalais, le taux d'inoccupation pour les logements familiaux de trois chambres à coucher et plus avoisine carrément 0%.

> “
> On a tous les indices d'un retour à une pénurie grave de logements, en particulier dans les régions de Gatineau et de Montréal, de même qu'en Montérégie et dans les Basses-Laurentides.

La situation est pressante et cette nouvelle crise s'ajoute aux drames quotidiens vécus par des ménages parmi les plus mal pris, partout au Québec. Déjà, dans plusieurs secteurs, des locataires se font évincer de leur logement parce que des propriétaires y voient une occasion d'affaires. Sans scrupules, certains louent des taudis hors de prix.

Des personnes racisées, des Autochtones vivant en milieu urbain, des familles et des ménages à l'aide sociale se font discriminer. Des personnes aînées n'ont pas accès à un logement abordable qui leur permette de demeurer dans leurs milieux de vie et des personnes en situation de handicap doivent attendre des années pour un logement adapté.

Faute d'investissements significatifs dès les prochains mois dans le logement social, la pénurie risque de s'aggraver et des locataires, de se retrouver sans-logis ou dans des logements qui les ruinent, comme ce fût le cas au début des années 2000.

Déjà, à Gatineau, où on constate un taux d'inoccupation de 0,7%, des familles sont actuellement en grande difficulté, hébergées dans un motel ou en hébergement d'urgence. À Montréal, en pleine période de recherche de logements, plusieurs locataires, craignant de ne pas trouver un logement correspondant à leurs besoins et à leur capacité de payer, font appel aux comités logement.

S'il veut amorcer un «vrai changement» pour les personnes mal-logées, le gouvernement Legault doit faire les choix qui s'imposent. Il ne doit pas, par exemple, choisir d'accorder de nouvelles réductions d'impôts, lesquelles bénéficient surtout aux contribuables les plus fortunés et surtout pas aux personnes mal-logées.

Il peut et doit aussi utiliser une partie du surplus de l'année qui s'achève pour rattraper les retards de livraison accumulés dans le logement social. Et il doit en planifier des milliers d'autres, pour mettre fin aux nombreux dénis au droit au logement vécus par nos concitoyens parmi les plus vulnérables. Si on ne le fait pas maintenant, quand le fera-t-on?

leDroit

À VOUS LA PAROLE
Le Droit

— 4 mars 2019 / Mis à jour le 5 mars 2019 à 8h38

Québec ne doit pas abandonner le logement social

OPINION / À quelques semaines du budget du 21 mars, le FRAPRU et Logemen'occupe demandent au gouvernement Legault de relancer de manière ambitieuse le programme AccèsLogis et de réinvestir dans le logement social, afin de contrer la pénurie de logements locatifs qui atteint déjà plusieurs villes.

Cette année, les conséquences du sous-financement dont souffre le programme AccèsLogis, le seul qui permette de réaliser des logements sociaux et communautaires au Québec, ont atteint un sommet, empêchant la réalisation de milliers de logements coopératifs et sans but lucratif. Seulement 731 nouveaux logements sociaux, soit moins du quart des 3000 unités annoncées lors du dernier budget québécois, sont effectivement sortis de terre.

Non seulement le nombre de logements sociaux et communautaires budgétés annuellement depuis 10 ans est insuffisant, mais une proportion considérable des unités annoncées n'a pas été réalisée. Il n'y en a pas moins de 15 000 qui ont fait l'objet d'annonces budgétaires au cours de la dernière décennie, mais qui n'ont pourtant jamais été réalisés. En choisissant délibérément pendant des années de ne pas indexer le programme AccèsLogis, le Québec a abandonné carrément les personnes mal-logées. Cela devrait nous scandaliser, surtout sachant que 244 000 ménages locataires vivant dans un logement trop cher, insalubre ou trop petit ont des besoins impérieux de logement, dont 11 040 en Outaouais.

Lors de la campagne électorale de septembre dernier, la Coalition avenir Québec a promis de livrer pendant son premier mandat ces logements sociaux annoncés mais pas encore construits. Mais récemment, la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Andrée Laforest, indiquait que le gouvernement Legault est en attente de l'aide financière du fédéral pour aller de l'avant. Un tel scénario doit être rejeté. Québec doit effectivement aller chercher sa juste part des fonds fédéraux prévus dans la Stratégie canadienne sur le logement, mais ces sommes doivent servir à planifier encore plus de logements sociaux, pas à délester le gouvernement québécois de ses responsabilités et à éponger la facture des négligences antérieures.

Si le gouvernement Legault tarde à livrer les logements attendus et n'utilise pas les fonds fédéraux pour en faire davantage, le FRAPRU craint une détérioration rapide de la situation du logement. Les données les plus récentes du Rapport sur le marché locatif de l'automne 2018 de la Société canadienne d'hypothèques et de logement sont en effet alarmantes. Dans plusieurs villes québécoises, les taux d'inoccupation des logements locatifs dégringolent en dessous du seuil dit d'équilibre de 3 % et les loyers y augmentent beaucoup plus rapidement que l'inflation. Avec un taux d'inoccupation de 0,7%, Gatineau est la grande ville québécoise où la pénurie est la plus sévère. La situation est pressante et cette nouvelle crise s'ajoute aux drames quotidiens vécus par des ménages parmi les plus mal pris.

Faute d'investissements significatifs dès les prochains mois dans le logement social, la pénurie risque de s'aggraver et des locataires, de se retrouver sans-logis ou dans des logements qui les ruinent, comme ce fût le cas au début des années 2000. Déjà, à Gatineau,

des familles sont actuellement en grande difficulté, hébergés dans un motel ou un hébergement d'urgence. À Montréal, en pleine période de recherche de logements, plusieurs locataires, craignant de ne pas trouver un logement correspondant à leurs besoins et à leur capacité de payer, font appel aux comités logement.

S'il veut amorcer un « vrai changement » pour les personnes mal-logées, le gouvernement Legault doit faire les choix qui s'imposent. Il ne doit pas, par exemple, choisir d'accorder de nouvelles réductions d'impôts, lesquelles bénéficient surtout aux contribuables les plus fortunés et surtout pas aux personnes mal-logées. Il peut et doit aussi utiliser une partie du surplus de l'année qui s'achève pour rattraper les retards de livraison accumulés dans le logement social. Et, avec le concours du fédéral, il doit en planifier des milliers d'autres, pour mettre fin aux nombreux dénis au droit au logement vécus par nos concitoyens et nos concitoyennes parmi les plus vulnérables. Si on ne le fait pas maintenant, quand le fera-t-on?

François Roy, coordonnateur de Logemen'occupe

RADIO-CANADA

ICI Estrie

L'Estrie a le regard tourné vers le budget provincial

Publié le mercredi 20 mars 2019



Le ministre des Finances du Québec, Éric Girard, s'est prêté mercredi à la traditionnelle séance de photos, à la veille du dépôt de son premier budget. Photo: La Presse canadienne / Jacques Boissinot

Le premier budget du gouvernement Legault est attendu de pied ferme en Estrie. À moins de 24 heures de son dévoilement, voici un tour d'horizon de trois enjeux régionaux.

Éducation

Le Syndicat de l'enseignement de l'Estrie espère un réinvestissement massif en éducation. Selon son président, Richard Bergevin, le gouvernement provincial doit impérativement réinvestir dans les classes ordinaires afin d'alléger la tâche des enseignants.

« On le sait que les enseignants en poste sont à bout de souffle. On sait aussi que la profession n'est pas attrayante pour les jeunes. Le gouvernement doit poser des gestes concrets, lance-t-il. Il faut agir et agir maintenant. »



Le Canada connaît une pénurie d'enseignants francophones en immersion. Photo : iStock

D'ailleurs, en améliorant les conditions de travail, le gouvernement pourrait faire d'une pierre deux coups en rendant la profession plus attrayante, alors que la pénurie d'enseignants perdure au Québec, rappelle Richard Bergevin.

Le Syndicat constate également une hausse des cas de violence envers les enseignants. Selon le président, davantage de prévention pourrait permettre de freiner cette augmentation.

Les centres de la petite enfance

Le Regroupement des CPE des Cantons-de-l'Est souhaite que le gouvernement tienne sa promesse et revienne à un tarif unique.



Des enfants jouent dans la cour extérieure d'un CPE. Photo : Radio-Canada / Bruno Lelièvre

Depuis les dernières années, la modulation des frais de service de garde a entraîné de mauvaises surprises pour plusieurs parents, selon le regroupement.

En période d'impôt, plusieurs parents découvraient qu'ils avaient des montants supplémentaires à payer.

« Quand on fait le comparatif avec le privé et les CPE, il est parfois plus avantageux d'être au privé en raison des crédits d'impôt. Avec le tarif unique, les gens vont revenir dans les CPE pour donner la qualité de service qu'ils sont en droit de recevoir », croit leur directrice, Lucie Thériault.

Le logement social

Au lendemain d'un budget fédéral qualifié de décevant par plusieurs organismes régionaux, ils espèrent que le palier provincial sera plus généreux.

L'Association des locataires de Sherbrooke a été déçue de ne pas retrouver de mesure précise pour le logement social dans le budget Morneau, alors que les besoins sont énormes, rappelle son porte-parole, Normand Couture.

« Le gouvernement Legault s'était engagé à construire 14 000 logements sociaux durant son mandat. Le besoin réel, il faudrait que le gouvernement réalise 50 000 logements sociaux sur cinq ans. S'il peut réaliser la promesse de cet été, minimalement, ce sera un baume pour les locataires. »



Une vingtaine de personnes ont manifesté à Sherbrooke pour demander plus d'investissement dans le logement social. Photo : Radio-Canada / Emilie Richard

Demain, encore une fois, une douzaine d'organismes régionaux organisent un visionnement collectif à la Capsule dès 16 h.

---

leQuotidien



ANNE-MARIE GRAVEL
Le Quotidien

— 20 mars 2019 / Mis à jour à 12h50

Exemption de taxes: Loge m'entraide espère avoir son tour

Sonia Côté estime que la campagne de «téléphone rouge» tenue au cabinet de la mairesse a porté ses fruits. La coordonnatrice de Loge m'entraide affirme que l'annonce de la Ville qui vient d'accepter une exemption de taxes de 25 ans pour le projet d'habitation communautaire du Café-Jeunesse de Chicoutimi et de l'Association pour le développement de la personne handicapée intellectuelle du Saguenay (ADHIS) permet aux locataires appauvris de se réapproprier un gain perdu en novembre dernier. Elle espère maintenant que le projet La Solidarité pourra bénéficier du même traitement.

La coordonnatrice de l'organisme a réagi par communiqué mercredi matin à l'annonce de la contribution de la Ville au projet d'habitation communautaire dans l'édifice des soeurs de Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Chicoutimi. Le projet, qui permettra d'héberger des personnes vivant avec un handicap et des jeunes de 18 à 32 ans, a droit à un crédit de taxes pour une période de 25 ans.

Cette exemption de taxes municipales était offerte depuis 2005 à la suite d'une bataille menée par Loge m'entraide. Elle avait été abolie en novembre 2018. L'organisme a alors mis en branle une campagne de «téléphone rouge» invitant la population à téléphoner au cabinet de la mairesse afin d'infirmer la décision.

Sonia Côté est soulagée que le rabais de taxes soit de nouveau appliqué et estime qu'il s'agit d'une preuve que les actions de l'organisme donnent des résultats.

Elle espère maintenant que le projet de coopérative d'habitation La Solidarité obtiendra le même traitement.

Loge m'entraide espère par ailleurs que le budget provincial du 21 mars haussera les subventions du programme Accès Logis et prévoira de nouvelles unités de logements sociaux.

LE DEVOIR

22 mars 2019
Québec

Lutte contre la pauvreté



Photo: JPD

Aucun nouveau logement abordable n'est prévu dans le premier budget caquiste. Le gouvernement prévoit plutôt des sommes pour ériger ceux qui avaient été annoncés au cours des années précédentes. Plus de 10 000 unités n'ont toujours pas été construites. Le budget y consacre 13,5 millions en 2019-2020, un montant qui sera presque trois fois plus important l'année suivante et qui finira par atteindre 46,4 millions durant les deux dernières années du mandat du gouvernement. En tout, ce sont 260 millions étalés sur sept ans qui seront attribués à la réalisation de ces logements, dont 72,8 millions seront alloués à Montréal. C'est une période jugée beaucoup trop longue par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), puisque des familles dans le besoin attendent déjà depuis longtemps. « C'est une claque au visage pour les centaines de milliers de personnes et de familles qui n'arrivent pas à se loger décemment, a réagi sa porte-parole, Véronique Laflamme. Le ministre des Finances affirme que les priorités des Québécois et des Québécoises sont au coeur de son budget, mais il semble ignorer les préoccupations des 244 120 ménages locataires ayant des besoins impérieux de logement. » L'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), pour sa part, est satisfaite de cette mesure. Elle note également que le budget comprend une indexation de 25 % des coûts admissibles pour la construction de logements sociaux, qui n'avaient pas été indexés depuis environ dix ans.

LA PRESSE .CA

LIA LÉVESQUE
La Presse Canadienne
Québec

Publié le 21 mars 2019 à 16h28 |

&

les affaires

Publié le 21/03/2019 à 16:40 PAR LA PRESSE CANADIENNE

Budget Québec 2019: les heureux et les moins heureux



Si le milieu des affaires affirme qu'il s'agit d'un « bon budget pour l'économie », les acteurs en éducation sont beaucoup plus critiques.
PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

Le premier budget Girard est un « bon budget pour l'économie », clame le milieu des affaires, mais pas à la hauteur des attentes pour l'éducation, disent les syndicats du milieu.

Les heureux

Le milieu des affaires a été sans contredit le plus élogieux face au budget, louant sa sagesse, sa priorité au développement économique et à la main-d'oeuvre.

Stéphane Forget, PDG de la Fédération des chambres de commerce du Québec, se réjouit du milliard de dollars ajouté au capital d'Investissement Québec, mais « il faut que tous ces fonds-là soient complémentaires, car l'idée ce n'est pas de compétitionner les autres fonds comme le Fonds de solidarité ».

M. Forget se réjouit aussi des mesures pour retenir les travailleurs plus âgés. « C'est un bon budget dans lequel les entreprises vont se reconnaître. »

La vice-présidente principale de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, Martine Hébert, souhaite qu'avec les fonds supplémentaires qui lui sont alloués, Investissement Québec « prenne un virage PME ».

« C'est un bon budget pour l'économie québécoise avec une approche équilibrée », a résumé M^{me} Hébert.

Le président du Conseil du patronat, Yves-Thomas Dorval, se réjouit des fonds alloués à Investissement Québec et a hâte de voir comment ils seront balisés.

Il se félicite aussi des mesures adoptées pour pallier la rareté de main-d'oeuvre, d'autant plus qu'elles s'ajoutent à celles déjà adoptées par le gouvernement précédent. Il aurait toutefois apprécié que les mesures touchant les taxes sur la masse salariale pour les travailleurs expérimentés s'adressent aussi aux grandes entreprises.

Les centrales

Le président de la FTQ, Daniel Boyer, trouve qu'il n'y a « pas du tout » assez d'outils pour résoudre les problèmes de rareté de main-d'oeuvre.

L'employé qui a travaillé pendant 25, 30 ans dans une usine préférera prendre sa retraite que de rester au travail, même avec les nouveaux incitatifs proposés, avance M. Boyer. « Il y a des mesures timides pour les travailleurs de plus de 60 ans, mais la suite des choses passe par les conditions d'exercice d'emploi et l'organisation du travail qu'on va offrir à ces gens-là. »

Il admet que l'augmentation des budgets dans la santé et l'éducation dépasse celle des coûts du système, mais il aurait voulu des réinvestissements « massifs » et aussi moins dans les infrastructures, plus dans le personnel.

M. Boyer, qui siège aussi au Fonds de solidarité, souligne qu'« on constate depuis quelques années qu'Investissement Québec concurrence le Fonds de solidarité et il me semble qu'il devrait être complémentaire ».

Le président de la CSN, Jacques Létourneau, voit « une bonne nouvelle » dans l'injection de fonds dans Investissement Québec, ainsi qu'« un pas dans la bonne direction » pour alléger les problèmes de rareté de main-d'oeuvre.

Tout comme M. Boyer, il souligne qu'il sera inévitable de bonifier les conditions de travail des employés du réseau de la santé et de l'éducation pour résoudre les problèmes de recrutement qui y sévissent. Or, « il y a plus d'argent pour le béton que pour le personnel » dans ces secteurs, a-t-il déploré.

L'éducation plus critique

« Ceci n'est pas le budget de l'éducation que le gouvernement nous avait promis », a martelé la présidente de la Centrale des syndicats du Québec, l'organisation qui représente le plus grand nombre d'enseignants, de même que les professionnels de l'éducation et les employés du soutien scolaire.

L'investissement couvre l'augmentation des coûts de système « avec un timide ajout de 235 millions et pour nous, c'est insuffisant » vu les compressions passées, a estimé Sonia Éthier, présidente de la CSQ.

L'ajout de classes pour les enfants en difficulté d'apprentissage lui paraît insuffisant. Mais l'ajout de 600 professionnels pour les différents niveaux scolaires, « c'est quand même bien », concède M^{me} Éthier.

Quant aux enseignants, il faudra à tout prix améliorer les conditions d'exercice de la profession si on veut les retenir et en attirer, prévient la présidente de la CSQ.

La Fédération autonome de l'enseignement, qui représente les autres enseignants du primaire et secondaire, voit « des mesures intéressantes, qui témoignent d'une prise de conscience de certains enjeux », notamment par un programme de mentorat.

Mais son président Sylvain Mallette est aussi déçu. « On avait fixé à 891 millions

le besoin de réinvestissements pour 2019-2020, juste pour permettre à l'école publique de se sortir la tête de l'eau, mais le gouvernement réinvestit 710 millions. »

Les autres

Le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec a remarqué une augmentation de 42 % du budget du ministère de l'Immigration - ce qu'il revendiquait depuis quelques années. Son président Richard Perron souligne que le sous-financement du ministère explique les longs délais dans le traitement des dossiers.

Au FRAPRU, Véronique Laflamme se désole du fait que pour le logement social, « pour la première fois depuis la création du programme Accès-Logis en 1997, il n'y a aucune nouvelle unité de logement social ou communautaire financé » alors que Gatineau, Laval et Montréal éprouvent des problèmes de logement, indique-t-elle.

L'Union des municipalités estime que la bonne tenue des finances du Québec permettra au gouvernement de transférer aux municipalités le point de TVQ promis lors du nouveau pacte fiscal. Son président Alexandre Cusson se réjouit aussi des mesures adoptées pour alléger les problèmes de rareté de main-d'oeuvre.

Le président du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec, Christian Daigle, trouve le budget « positif, mais on n'a aucune mesure pour favoriser l'attraction et la rétention du personnel qu'on a à l'interne. En informatique, on dit qu'on va créer un nouveau département, mais ce département-là n'aura pas de nouveaux effectifs », s'est-il désolé.

L'Association des professionnels de l'habitation et de la construction du Québec s'est dite déçue de l'abandon du programme Réno-Vert, qui permettait de favoriser les rénovations écoénergétiques.

leDroit

JULIEN ARSENAULT
La Presse canadienne

21 mars 2019 / Mis à jour le 22 mars 2019 à 5h24

«Un bon budget pour l'économie», mais insuffisant en éducation

Le premier budget Girard est un «bon budget pour l'économie», clame le milieu des affaires, mais pas à la hauteur des attentes pour l'éducation, disent les syndicats du milieu.

Le milieu des affaires a été sans contredit le plus élogieux face au budget, louant sa sagesse, sa priorité au développement économique et à la main-d'oeuvre.

Stéphane Forget, pdg de la Fédération des chambres de commerce du Québec, se réjouit du milliard de dollars ajouté au capital d'Investissement Québec, mais «il faut que tous ces fonds-là soient complémentaires, car l'idée ce n'est pas de compétitionner les autres fonds comme le Fonds de solidarité».

M. Forget se réjouit aussi des mesures pour retenir les travailleurs plus âgés. «C'est un bon budget dans lequel les entreprises vont se reconnaître.»

La vice-présidente principale de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, Martine Hébert, souhaite qu'avec les fonds supplémentaires qui lui sont alloués, Investissement Québec «prenne un virage PME».

«C'est un bon budget pour l'économie québécoise avec une approche équilibrée», a résumé Mme Hébert.

Le président du Conseil du patronat, Yves-Thomas Dorval, se réjouit

des fonds alloués à Investissement Québec et a hâte de voir comment ils seront balisés.

Il se félicite aussi des mesures adoptées pour pallier à la rareté de main-d'oeuvre, d'autant plus qu'elles s'ajoutent à celles déjà adoptées par le gouvernement précédent. Il aurait toutefois apprécié que les mesures touchant les taxes sur la masse salariale pour les travailleurs expérimentés s'adressent aussi aux grandes entreprises.

Les centrales

Le président de la FTQ, Daniel Boyer, trouve qu'il n'y a «pas du tout» assez d'outils pour résoudre les problèmes de rareté de main-d'oeuvre.

L'employé qui a travaillé pendant 25, 30 ans dans une usine préférera prendre sa retraite que de rester au travail, même avec les nouveaux incitatifs proposés, avance M. Boyer. «Il y a des mesures timides pour les travailleurs de plus de 60 ans, mais la suite des choses passe par les conditions d'exercice d'emploi et l'organisation du travail qu'on va offrir à ces gens-là.»

> ***« On constate depuis quelques années qu'Investissement Québec concurrence le Fonds de solidarité et il me semble qu'il devrait être complémentaire »***
>
> — *Le président de la FTQ, Daniel Boyer*

Il admet que l'augmentation des budgets dans la santé et l'éducation dépasse celle des coûts du système, mais il aurait voulu des réinvestissements «massifs» et aussi moins dans les infrastructures, plus dans le personnel.

M. Boyer, qui siège aussi au Fonds de solidarité, souligne qu'«on constate depuis quelques années qu'Investissement Québec concurrence le Fonds de solidarité et il me semble qu'il devrait être complémentaire».

Le président de la CSN, Jacques Létourneau, voit «une bonne nouvelle» dans l'injection de fonds dans Investissement Québec, ainsi qu'«un pas dans la bonne direction» pour alléger les problèmes de rareté de main-d'oeuvre.

Tout comme M. Boyer, il souligne qu'il sera inévitable de bonifier les conditions de travail des employés du réseau de la santé et de l'éducation pour résoudre les problèmes de recrutement qui y sévissent. Or, «il y a plus d'argent pour le béton que pour le personnel» dans ces secteurs, a-t-il déploré.

L'éducation plus critique

«Ceci n'est pas le budget de l'éducation que le gouvernement nous avait promis», a martelé la présidente de la Centrale des syndicats du Québec, l'organisation qui représente le plus grand nombre d'enseignants, de même que les professionnels de l'éducation et les employés du soutien scolaire.

L'investissement couvre l'augmentation des coûts de système «avec un timide ajout de 235 millions $ et pour nous, c'est insuffisant» vu les compressions passées, a estimé Sonia Éthier, présidente de la CSQ.

L'ajout de classes pour les enfants en difficulté d'apprentissage lui paraît insuffisant. Mais l'ajout de 600 professionnels pour les différents niveaux scolaires, «c'est quand même bien», concède Mme Éthier.

Priorité à la santé et aux aînés dans un premier budget caquiste sans déficit

Provincial. Les aînés et les patients sont les grands gagnants du premier budget du gouvernement Legault, déposé hier par le ministre des Finances, Eric Girard, qui disposait d'une solide marge de manœuvre financière pour augmenter les services à la population.

Le transfert aux municipalités d'un point de pourcentage de la TVQ est absent du budget, malgré des demandes répétées de leur part.

- **La mesure permettrait** aux villes d'être moins dépendantes de la taxe foncière.
- **Les négociations pour le nouveau pacte fiscal** avec les municipalités débuteront «plus tard», a dit M. Girard.



Le budget du ministre Eric Girard est le premier du gouvernement caquiste dont le mandat doit aller jusqu'en 2022 à l'Assemblée nationale. / JACQUES BOISSINOT/LA PRESSE CANADIENNE

Le budget s'appuie sur un surplus de 5,6 G$ pour l'année 2018-2019, bien plus élevé qu'anticipé par Québec en décembre (1,7 G$), si on exclut le versement au Fonds des générations (3,1 G$).

Le ministre Girard a déposé d'un budget sans déficit pour la durée du mandat, et ce, sans recourir à la réserve de stabilisation, un confortable coussin de 9,7 G$ pour d'éventuels jours difficiles.

Cette conjoncture favorable permet au gouvernement de diminuer le fardeau fiscal des contribuables. Le ministre calcule que son budget 2019-2020 leur remet «près de 1 G$».

«C'est le chemin de la fierté retrouvée», a avancé en point de presse le ministre des Finances, Eric Girard., soulignant vouloir remercier «Ottawa, qui a augmenté les transferts de façon importante durant les derniers mandats».

«Il y avait un rattrapage à faire, a-t-il renchéri. Nous poursuivons ce rattrapage, notamment chez les aînés et dans l'éducation. On est au-delà de nos engagements.»

En bonne forme

Le gouvernement s'était engagé à profiter de la bonne santé financière du Québec pour réinvestir dans les services. C'est le secteur de la santé et des services sociaux qui recevra le plus, avec plus de 800 M$ de nouveaux fonds en 2019-2020.

Québec injecte de fortes sommes (280 M$ cette année, 1,5 G$ sur cinq ans) pour favoriser le maintien à domicile des aînés. Québec réserve par ailleurs 21 M$ cette année pour soutenir les proches aidants et 70 M$ pour ajouter des places en centre d'hébergement.

Québec, qui prévoit consacrer au total 2,5 G$ aux aînés d'ici cinq ans, reporte à la fin du mandat sa promesse d'investir dans 30 maisons des aînés.

Il faut donner un «coup de barre» pour améliorer le sort des aînés, a convenu M. Girard.

Le budget de la Santé et des Services sociaux grimpe de 5,4 % en 2019-2020, atteignant plus de 45 G$, soit près de la moitié du budget de dépenses de l'État. Le gouvernement a entendu le cri du cœur des infirmières : 215 M$ seront réservés cette année (1,1 G$ d'ici cinq ans) pour en embaucher davantage.

Les parents qui espéraient le retour du tarif unique en garderie devront se montrer patients : l'élimination promise de la «taxe famille» se fera graduellement d'ici la fin du mandat. Québec avait annoncé en décembre le gel de la contribution annuelle prévue cette année, mais le tarif demeure modulé selon le revenu des parents. Par ailleurs, aucun nouvel ajout de places en services de garde n'a été annoncé.

Les maternelles 4 ans d'abord

Québec majore le budget de l'Éducation de 5,1 %. Le parti pris du gouvernement pour les maternelles quatre ans grugera pas moins de 1 G$ d'ici cinq ans, dont 36 M$ dès maintenant pour ouvrir 250 classes en septembre. Les enfants ayant des difficultés d'apprentissage auront droit à 48 M$ cette année.

L'engagement visant à ajouter une heure par jour d'activités parascolaires dans les écoles secondaires se traduira par un investissement de 21 M$ dès maintenant et 124 M$ par année au cours des trois prochaines années.

L'enseignement supérieur sera moins gâté : cégeps et universités devront se partager, au total, un maigre 54 M$ en 2019-2020.

Le réseau des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence sexuelle recevra 90 M$, répartis sur cinq ans.

Québec mise d'abord sur son bras financier, Investissement Québec, pour maintenir l'essor économique du Québec. Son capital-actions destiné à des prêts et prises de participation passe de 4 à 5 G$. Le mandat de la société d'État sera revu à court terme, de manière à stimuler davantage l'économie et favoriser l'accroissement des investissements étrangers. Un nouveau président sera nommé sous peu.

Pour donner suite au projet de loi 9, Québec injectera 146 M$ en 2019-2020 afin d'améliorer les services aux immigrants en les aidant à s'intégrer au marché du travail «de façon personnalisée».

LA PRESSE CANADIENNE

RÉACTIONS



«Plus d'argent pour le béton que pour le personnel.»

Daniel Boyer, président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), soulignant qu'il sera inévitable de bonifier les conditions de travail des employés du réseau de la santé.



«C'est un bon budget pour l'économie du Québec.»

Martine Hébert, vice-présidente de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), ajoutant que l'approche de la CAQ est «équilibrée».



«Ce n'est pas le budget qu'on nous avait promis.»

Sonia Éthier, présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), qui a affirmé que l'augmentation des coûts de système «avec un timide ajout de 235 M$» est nettement «insuffisant».



«Pas plus de logement social.»

Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU, déplorant qu'une telle situation se produise pour la première fois depuis la création d'Accès-Logis en 1997.



«Pas plus de logement social.»

Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU, déplorant qu'une telle situation se produise pour la première fois depuis la création d'Accès-Logis en 1997.

RADIO-CANADA
ICI Estrie

Budget provincial : réactions mitigées en Estrie

Publié le jeudi 21 mars 2019



Une manifestation se tient à Sherbrooke pour réclamer davantage de logements sociaux. Photo: Radio-Canada

Le budget Girard était attendu avec impatience en Estrie. Ce premier budget de la Coalition avenir Québec (CAQ), déposé jeudi après-midi, propose certaines mesures qui ont été bien accueillies, mais il cause également plusieurs déceptions.

Plusieurs représentants d'organismes réunis à la Capsule pour regarder le budget se disent globalement « déçus » des mesures annoncées par le ministre Girard. S'ils saluent les annonces concernant l'aide sociale, la déception était palpable en ce qui concerne l'éducation. Selon eux, la CAQ ne propose pas assez d'investissement dans l'enseignement supérieur et rien pour contrer la pénurie de personnel. « On a un gouvernement qui a mis beaucoup d'argent sur la table, souligne Steve McKay, porte-parole du syndicat des enseignants du Cégep de Sherbrooke, mais c'est de l'argent qui a été mis dans le béton comme ça a été mentionné par certains et qui ne va pas nécessairement aider à donner des conditions de travail adéquates aux gens qui sont dans ces institutions-là. »

C'est plutôt le secteur de l'éducation préscolaire, primaire et secondaire qui ramasse une part de lion. Québec promet 92 millions de dollars de plus pour les services spécialisés et le soutien aux élèves et 36 millions de dollars pour 250 nouvelles classes de maternelle 4 ans. « Présentement, la mesure qui nous semble la plus intéressante, c'est le 92 millions de dollars pour les classes régulières, pour l'amélioration des services spécialisés pour les élèves dans les classes régulières, soutien Richard Bergevin du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie. Cela est une mesure qui nous semble intéressante, surtout si cela vient avec des classes spécialisées et avec l'amélioration des services pour les élèves qui sont dans des classes régulières et suivent les cours réguliers. »

Le Regroupement des centres de la petite enfance des Cantons-de-l'Est se dit également satisfait de la mesure entourant les maternelles 4 ans, qui limite le nombre de classes, de même que de la modulation des tarifs en CPE, qui doivent revenir au tarif unique en 2022.



Différents représentants d'organismes de l'Estrie assistent au dévoilement du budget. Photo : Radio-Canada

Les aînés, les grands gagnants?

Même si on estime que les aînés sont les grands gagnants de ce budget, les mesures touchant cette tranche de la population reçoivent un accueil tiède de la part de l'Association québécoise de défense des droits des retraités. Le budget Girard annonce davantage de personnel soignant, de personnel de soutien à domicile et de lits en CHSLD. Toutefois, rien n'est proposé concernant les maisons privées pour aînés. L'Association demande comment ces annonces budgétaires vont réussir à compenser les coupes réalisées au cours des dernières années.

« On se demande comment cela va venir récupérer, déjà qu'il y avait des besoins grandissants avant l'austérité, explique la porte-parole Isabelle Guérard. Comment cela va venir soulager le réseau. On se questionne avec les maisons des aînés. Il y a déjà des CHSLD existants, si on faisait la rénovation, si on investissait de façon majeure. C'est bien beau l'argent annoncé pour les proches aidants, pour les maisons de répit, mais qu'en est-il des autres proches aidants? »

Isabelle Guérard souligne toutefois que le crédit d'impôt pour la prolongation de carrière, permettant aux travailleurs âgés de 60 ans et plus d'être avantagés au plan fiscal, reste un point intéressant, même « s'il n'y a rien pour les aînés en situation de pauvreté dont la santé ne leur permet pas de continuer à travailler ».

Le président de la Chambre de commerce de Sherbrooke, Claude Denis, applaudit également cette mesure visant à contrer la pénurie de main-d'oeuvre, tout comme celle visant à favoriser l'intégration des immigrants. Il aurait tout de même voulu plus d'avantages pour les entreprises, que ce soit sur la masse salariale ou pour appuyer l'amélioration des infrastructures.
« Là où j'aurais souhaité qu'il y ait quelque chose de bien, diminuer la taxe sur la masse salariale, ça aurait fait du bien. Il n'y a pas de diminution de taxes ni d'impôt, avec un surplus, on aurait peut-être pu l'espérer, mais on ne l'a pas eu », ajoute M. Denis.

Autres acteurs satisfaits : les environnementalistes. La lutte aux changements climatiques a trouvé écho auprès du gouvernement Legault, qui annonce des mesures évaluées à 400 millions de dollars. Le crédit d'impôt pour l'achat de véhicules électriques est maintenu et il y aura également des investissements pour le transport collectif.
« On a constaté des objectifs qui rejoignent des demandes qui avaient été faites du secteur de l'environnement, souligne Jacinthe Caron, du Conseil régional en environnement. Il y a quand même une augmentation qui est notable. J'espère que c'est un message qui a été entendu. Il y a aussi peut-être de quelles manières cela va se traduire, on parle beaucoup de Montréal et Québec, mais comment cela va se traduire du côté des régions. »

L'Association des locataires de Sherbrooke : le grand mécontent

L'Associaton des locataires de Sherbrooke se dit pour sa part amèrement déçue des mesures annoncées par le gouvernement caquiste. Le regroupement s'était réuni avant le dépôt du budget devant l'hôtel de ville de Sherbrooke pour réclamer 50 000 logements sociaux sur une période de cinq ans. Les attentes étaient grandes, d'autant plus que le budget fédéral déposé en début de semaine ne contenait aucune mesure à ce sujet.

Lors de la campagne électorale, François Legault avait promis de construire 14 000 logements sociaux. La promesse a toutefois été révisée à la baisse, soit 10 000 unités sur sept ans.

> *« On parle de 1500 par année. Ça ne répondra même pas au minimum des minimums. L'Association est vraiment en colère quand un gouvernement se présente avec des promesses qu'il ne respecte pas et qu'il échelonne cela sur sept ans! »*
>
> — *Normand Couture, de l'Association des locataires de Sherbrooke*

Peu de mesures fiscales intéressantes

La fiscaliste Sarah Phaneuf confirme que ce budget s'adresse d'abord et avant tout aux aînés. Si le gouvernement a été généreux de façon générale, peu de mesures fiscales ont été annoncées. Il y a aussi très peu de choses pour la famille. Mis à part le retour au tarif unique dans quatre ans, rien de nouveau n'a été annoncé concernant les allocations familiales.

> *« Le fardeau fiscal n'a pas été diminué. »*
>
> — *Sarah Phaneuf, fiscaliste*

Elle souligne toutefois qu'il n'est pas surprenant que le budget Girard soit avare envers les entreprises, puisque de nombreuses mesures avaient été annoncées lors du dernier énoncé économique, en décembre dernier.

Les principales mesures en Estrie

- Comme prévu, le gouvernement Legault va de l'avant avec l'harmonisation graduelle des taxes scolaires au Québec dès cette année. Dans cinq ans, la réduction atteindra 194 $ pour une résidence de 270 000 $ en Estrie. Les commissions scolaires ne subiront pas l'impact de cette baisse puisque le gouvernement ajustera les subventions en conséquence.
- La Commission scolaire de la région de Sherbrooke a réussi à faire sa place dans les documents budgétaires grâce au Centre de formation professionnelle 24 juin. L'ajout d'espace figure maintenant au Plan d'infrastructures québécoises (PQI).
- Le budget Girard prévoit la création d'un des deux nouveaux centres d'accès aux données de recherche de l'Institut de la statistique du Québec (CADRISQ) à Sherbrooke dès 2019-2020. L'autre sera ouvert à Montréal, portant à cinq le nombre total de ces centres.
- Dans le domaine de l'intelligence artificielle, Québec veut soutenir les chercheurs en octroyant du financement aux chaires de recherche affiliées à l'Université de Sherbrooke pour qu'elles continuent d'attirer les meilleurs chercheurs au monde tout en favorisant la recherche appliquée.

HUFFPOST EDITION QC



François Roy
Avocat et coordonnateur de Logemen'occupe Outaouais

25/03/2019 13:11 EDT | **Actualisé** 25/03/2019 13:27 EDT

Mesurons l'impact des deux derniers budgets sur les sans-logis

Plus de la moitié des personnes et des familles ayant vécu un épisode d'itinérance cachée ont vécu cette situation pour une période d'un mois à moins d'un an, tandis qu'une personne sur cinq a vécu cette situation pendant un an ou plus.



MOUHCINE BOUFOUS / EYEEM VIA GETTY IMAGES

En 2014, environ 2,3 millions de Canadiens ont déclaré qu'ils avaient déjà eu à vivre temporairement avec la famille, des amis, dans leur voiture ou ailleurs, car ils avaient nulle part où aller.

Depuis que le gouvernement fédéral a mis un terme à la construction de logements à prix modique (HLM) en 1994, le parc de logements accessibles financièrement aux ménages à faible revenu qui ont des besoins impérieux est, depuis cette époque, quasi inexistant. La conséquence est que le phénomène de l'itinérance ne cesse d'augmenter partout dans l'ensemble du Canada.

En 2014, environ 2,3 millions de Canadiens ont déclaré qu'ils avaient déjà eu à vivre temporairement avec la famille, des amis, dans leur voiture ou ailleurs, car ils avaient nulle part où aller.

> “
> Plus de la moitié des personnes et des familles ayant vécu un épisode d'itinérance cachée ont vécu cette situation pour une période d'un mois à moins d'un an, tandis qu'environ une personne sur cinq a vécu cette situation pendant un an ou plus.

Loin de s'améliorer, on constate que cette situation s'accentue lorsque le marché du logement locatif fait face à des pénuries extrêmes comme la crise du logement que plusieurs centres urbains du Canada et du Québec ont vécu entre les années 2000 et 2005 et comme celle que nous avons amorcée à l'automne dernier à Gatineau et dans d'autres villes du Québec.

Lors de la pénurie des années 2000, sans vraiment s'attaquer au problème de fond et reprendre massivement les investissements dans le logement à prix modique, comme l'avait recommandé un comité de l'ONU à la suite d'une critique sévère à l'égard de l'inaction des gouvernements d'Ottawa et de Québec en matière de logement, ces deux paliers de gouvernements avaient tout de même fini par adopter certaines mesures d'urgence pour soutenir le plus convenablement possible les ménages sans-abris victimes de cette crise.

leDroit

À VOUS LA PAROLE
Le Droit

25 mars 2019 / Mis à jour à 23h26

Les promesses de lutte à la pauvreté restées lettres mortes

OPINION / Depuis que le gouvernement fédéral a mis un terme à la construction de logements à prix modique (HLM) en 1994, le parc de logements accessibles financièrement aux ménages à faible revenu qui ont des besoins impérieux est, depuis cette époque, quasi inexistant avec la conséquence que le phénomène de l'itinérance ne cesse d'augmenter partout dans l'ensemble du Canada.

En 2014, environ 2,3 millions de Canadiens ont déclaré qu'ils avaient déjà eu à vivre temporairement avec la famille, des amis, dans leur voiture ou n'importe où ailleurs, car ils n'avaient nulle part où aller. Plus de la moitié des personnes et des familles ayant vécu un épisode d'itinérance cachée ont vécu cette situation pour une période d'un mois à moins d'un an, tandis qu'environ une personne sur cinq a vécu cette situation pendant un an ou plus.

Loin de s'améliorer, l'on constate que cette situation s'accentue lorsque le marché du logement locatif fait face à des pénuries extrêmes comme la crise du logement que plusieurs centres urbains du Canada et du Québec ont vécu entre les années 2000 et 2005 et comme celle que nous avons amorcée à l'automne dernier à Gatineau et dans d'autres villes du Québec.

Lors de la pénurie des années 2000, sans vraiment s'attaquer au problème de fond et reprendre massivement les investissements dans le logement à prix modique, comme l'avait recommandé un comité de l'ONU suite à une critique sévère à l'égard de l'inaction des gouvernements d'Ottawa et de Québec en matière de logement, ces deux paliers de gouvernements avaient tout de même fini par adopter certaines mesures d'urgence pour soutenir le plus convenablement possible les ménages victimes de cette crise. Ces mesures permettaient d'offrir un hébergement d'urgence, du transport et de l'entreposage temporaire des biens meubles, du soutien communautaire et une aide financière sous forme de supplément au loyer pour aider ces ménages à se loger adéquatement et à prix modique dans des logements vacants du marché privé. Pour le moyen et le long terme, le gouvernement du Québec avait mis en place le programme AccèsLogis qui permettait la réalisation de 3000 unités de logement communautaire par année.

Avec l'arrivée de cette nouvelle pénurie, d'une ampleur sans précédent à Gatineau selon les termes du dernier rapport de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ainsi que celles constatées dans d'autres centres urbains du Canada et du Québec, nous aurions pu nous attendre à ce que les derniers budgets d'Ottawa et de Québec prévoient des mesures exceptionnelles à court, moyen et long terme pour aider adéquatement les ménages à faibles revenus sans logis ainsi que les organismes qui les soutiennent.

Malheureusement, malgré le nombre de plus en plus important de ménages qui se retrouvent sans logis et le débordement des organismes de lutte à l'itinérance qui les soutiennent, aucune mesure d'urgence n'a été annoncée dans ces deux budgets pour aider adéquatement ces ménages victimes de cette crise. En ce qui a trait aux annonces pour la construction de nouvelles unités de logements véritablement à prix modique, c'est une vraie risée vis-à-vis l'ampleur des besoins que l'on constate sur le terrain.

Du côté du gouvernement fédéral, malgré l'adoption de la Stratégie nationale sur le logement du Canada, aucune somme d'argent n'est prévue dans le dernier budget Morneau pour la réalisation de nouvelles unités de logement à prix modique. Oui, une série de mesures pour améliorer la situation du logement de la classe moyenne, mais absolument rien pour les ménages pauvres et aucune bonification du programme de lutte à l'itinérance.

À Québec, du côté du premier budget du gouvernement Legault, aucun financement pour le développement de nouveaux logements sociaux et communautaires, et ce pour les cinq prochaines années. Les sommes prévues au budget sont pour compléter des unités déjà annoncées dans les années passées dont le financement est basé sur des coûts de construction de 2009. Pour les réaliser, le budget alloue un montant de 350 millions $ sur cinq ans. À titre comparatif, les budgets antérieurs prévoyaient habituellement des investissements de 250 millions par année. Cette année, alors que la crise du logement sévit de façon importante, c'est un très maigre 13,5 millions $ qui vont être affectés pour la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif, alors que Québec a encaissé des surplus budgétaires de 5 milliards $ en 2018-2019. À court terme, mis à part 30 nouvelles unités de suppléments au loyer dans le marché privé pour des personnes actuellement en situation d'itinérance (dans tout le Québec), par rapport à 1200 l'an dernier, aucune somme d'argent n'est prévue pour la mise en place de mesures d'urgence comme dans les années 2000.

Dans sa Stratégie nationale sur le logement du Canada, le gouvernement fédéral reconnait formellement que tous les Canadiens méritent d'avoir accès à un logement sûr, abordable et répondant à leurs besoins. Dans sa Politique nationale de lutte à l'itinérance, le gouvernement du Québec va encore plus loin en y stipulant qu'au Québec toute personne à droit à un logement suffisant tout en mentionnant que ce droit ne doit pas être interprété au sens étroit d'avoir « un toit au-dessus de sa tête », mais comme un lieu où l'on puisse y vivre selon sa capacité de payer, en sécurité, dans la paix et la dignité.

À la lumière des dernières annonces budgétaires des gouvernements Trudeau et Legault, il est évident que les bottines n'ont vraiment pas encore suivi les babines et que les multiples promesses vis-à-vis la lutte à la pauvreté et à l'itinérance demeurent, malheureusement, encore un leurre pour tous ceux et celles qui fondaient beaucoup d'espoir à l'égard des engagements gouvernementaux. En 2015, un sondage CROP, réalisé pour le quotidien La Presse, a révélé que le projet politique qui faisait le plus rêver les Québécois était l'élimination de la pauvreté. De toute évidence, mis à part les sensibilités douteuses de la période des Fêtes à l'égard de la pauvreté, nous devons constater que ce rêve vis-à-vis l'élimination de ce phénomène n'est qu'une très lointaine préoccupation pour les élus et l'élite en général.

L'auteur est le coordonnateur de l'organisme Logemen'occupe, François Roy.

L'AVANTAGE votre journal

28 mars 2019 Jean-Philippe Langlais - jplanglais@lexismedia.ca

Vives inquiétudes quant au développement de logements sociaux



©Jean-Philippe Langlais - L'Avantage Rimouski
Le coordonnateur du Comité logement Rimouski-Neigette, Guy Labonté, et la coordonnatrice du groupe de ressources techniques Les Habitations populaires de l'Est, Nancy Belleau.

INVESTISSEMENT. Des organismes régionaux qui militent pour un meilleur accès à l'habitation dénoncent le manque de financement pour la réalisation de nouveaux logements et communautaires et sociaux dans le cadre du programme AccèsLogis.

Le Comité logement Rimouski-Neigette et le groupe de ressources techniques (GRT) Les Habitations populaires de l'Est affichent une certaine déception à la suite du récent dépôt du budget provincial. Un investissement de 260 M$ est réparti sur cinq ans pour permettre la réalisation de 10 000 logements sociaux annoncés antérieurement. Ces groupes jugent que ce montant est bien loin des 250 M$ à 300 M$ normalement investis annuellement pour le programme AccèsLogis.

« Ça fait plusieurs années que le programme est sous-financé. On s'attendait de voir un nouveau programme, du réinvestissement dans ce programme pour aider les projets à sortir. Il y a environ 15 000 unités coincées dans la machine en ce moment. On s'attendait aussi à continuer le développement. C'est la première fois en 20 ans qu'on ne peut pas poursuivre le développement. On va prendre du retard. Il y a des besoins », plaide la coordonnatrice du GRT Les Habitations populaires de l'Est, Nancy Belleau.

Actuellement au Bas-Saint-Laurent, 153 unités de logement sont en développement représentant des investissements de 37 M$. À cela s'ajoutent 112 unités, totalisant plus de 25 M$, qui en sont à l'étape d'élaboration (projets non déposés). Ces projets seraient compromis.

Un retard difficile à rattraper

Puisque les subventions n'ont pas été indexées au fil des années, le milieu doit soutenir une part grandissante de l'investissement dans le logement communautaire et social. « Le programme prévoit 50 % de subventions, 35 % pour le prêt hypothécaire et 15 % en contribution du milieu que chaque groupe doit aller chercher pour financer le projet. Puisque ça fait 10 ans que le financement du programme n'a pas été actualisé, la part des subventions couvre 50 % des coûts d'il y a 10 ans. On est rendu à une contribution du milieu qui est rendue à 50, 60, et même 70 % du projet », illustre Mme Belleau.

Bien que certains gains ont été réalisés grâce notamment à la bonification de l'enveloppe du Programme d'aide aux organismes communautaires, qui est passée de 1,5 M$ à 6 M$, la bataille est loin d'être gagnée dans la région en matière d'accès au logement, selon Nancy Belleau. « La situation est criante et ça va s'accentuer. On a un seuil de vieillissement de la population qui est plus haut qu'ailleurs. Construire des résidences communautaires pour personnes âgées, ça garde notre monde chez nous. Quand on regarde sur notre table, il y a pour 60 M$ en projets. Un dollar investi dans ces projets génère des retombées de deux à trois dollars ici. »

GABRIEL LE MARQUAND PERREAULT
vendredi 29 mars 2019 - 10h12

Le milieu de l'habitation sociale à Rimouski est très inquiet



Crédit photo : Gabriel Le Marquand Perreault, journaliste Bell Média

Des intervenants du milieu du logement communautaire au Bas-Saint-Laurent lancent à nouveau un cri du coeur et dénoncent le sous-financement du programme AccèsLogis.

Le premier budget de la CAQ prévoit un investissement de 260 millions de dollars réparti sur cinq ans pour permettre la réalisation de 10 000 logements sociaux déjà annoncés.

La coordonnatrice du Groupe de Ressources Techniques (GRT) à Rimouski, Nancy Belleau, estime que cette somme est bien loin des 250 à 300 millions de dollars annuel que les gouvernements investissent normalement pour le programme.

> ***« Ça fait plusieurs années que le programme est sous-financé. On s'attendait, à la veille des élections, à voir un nouveau programme et du réinvestissement pour aider les projets à sortir. Il y a 15 000 unités actuellement au Québec qui sont bloquées par la machine gouvernementale. C'est une première en 20 ans de ne pas poursuivre le développement du programme. On va prendre du retard, il y a des besoins. »***
>
> *Nancy Belleau, coordonnatrice du Groupe de Ressources Techniques à Rimouski*

De nombreux projets sur la planche à dessin

Actuellement, 153 unités de logement, représentant des investissements d'environ 37 millions de dollars, sont en développement au Bas-Saint-Laurent et 112 sont en élaboration.

Selon Madame Belleau, la contribution financière du milieu dans des projets comme ceux-ci a plus que triplé au courant des dix dernières années en raison de l'absence d'indexation du programme AccèsLogis.

LA PRESSE .CA

JANIE GOSSELIN
La Presse

Publié le 03 avril 2019 à 05h00 | Mis à jour le 03 avril 2019 à 10h18

Crainte d'une nouvelle crise du logement à Montréal



Raphaëlle Thermier, son conjoint Jonathan et leurs enfants Soli (4 ans) et Maëlia (8 ans)

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

À moins de trois mois du 1er juillet, des locataires s'inquiètent : trouveront-ils un appartement disponible ? Plusieurs organismes sonnent l'alarme et redoutent une crise du logement semblable à celle qui a frappé Montréal au début des années 2000. La Ville de Montréal dit suivre la situation « de près ».

« J'ai senti le gouffre. Ç'a été vraiment très difficile. » Raphaëlle Thermier a appris en décembre dernier que le grand quatre et demie de La Petite-Patrie qu'elle habite avec son conjoint et ses deux enfants de 8 ans et bientôt 4 ans faisait l'objet d'une reprise. Elle dit avoir frôlé la dépression pendant les mois qu'ont duré les recherches.

« J'ai vu un petit quatre et demie à 1800 $ à côté de chez moi. Ça n'a pas de bon sens », dit la mère de 42 ans. Elle a passé 15 ans dans son appartement, où elle payait 887 $ par mois. La férocité du marché l'a prise par surprise.

DU MÊME AUTEUR

Mort de deux personnes à Saint-Cuthbert: une perte de contrôle serait à l'origine de l'écrasement

Un petit avion s'écrase à Saint-Cuthbert: deux morts

Opioïdes: nouvelle demande d'action collective au Québec contre 27 société pharmaceutiques

La station Papineau rouvre après des travaux d'urgence

Des sinistrés de Rigaud à la recherche de solutions

Situation préoccupante

Elle n'est pas la seule à avoir constaté la pénurie de logements adéquats ou abordables. Avec un taux d'inoccupation de 1,9 % en octobre dernier à Montréal, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), la crainte des conséquences d'une nouvelle crise est forte. « Il y a des locataires en pleurs qui nous appellent. Ils ont peur de ne pas trouver de logement », précise la porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), Véronique Lafamme.

La mairesse de Montréal, Valérie Plante, a dit suivre la situation de près lors d'un point de presse hier. La Ville a un service de « monitoring » en place et un service de référence, principalement pour les familles à faible revenu.

« Ce qu'on voit, c'est un remake de ce qui s'est passé au début des années 2000 », estime Martin Blanchard, responsable du dossier politique au Comité logement de la Petite Patrie.

Reprise de logements, conversion en condo ou en cottage, locations sur Airbnb : les raisons sont nombreuses pour expliquer la rareté des appartements et l'augmentation des prix.

***

20 %

Une étude du Comité logement de la Petite Patrie datée de 2013 estimait à 20 % la perte du parc locatif dans le quartier au cours des 20 dernières années.

***

Pour des familles, des personnes à faibles revenus, des propriétaires d'animaux, la quête du logement s'annonce particulièrement difficile. Même à l'extérieur des quartiers traditionnellement plus recherchés.

« Une fois qu'il y a une annonce, 50 personnes se garrochent », a confié une femme préférant garder l'anonymat pour ne pas nuire à ses recherches. Elle convoite un logement dans Parc-Extension, a un revenu stable, est prête à payer 1200 $ par mois, mais elle est convaincue que le handicap développemental de son fils de 12 ans explique les nombreux refus. Une situation difficile à prouver, particulièrement devant l'abondance de bons candidats.

Le président de l'Association des propriétaires du Québec (APQ), Martin Messier, atteste que « c'est un fait que les candidats sont plus nombreux » et que les locateurs sont donc en bonne position pour faire des choix. Pour lui, cela permet avant tout aux propriétaires de choisir une personne qui se « comporte de façon adéquate », en respectant les voisins et la propriété, dit-il. Il recommande aux propriétaires d'éviter les questions qui pourraient mener à la discrimination illégale. Il recommande plutôt une vérification auprès des propriétaires actuel et ancien et des tribunaux.

« Roux, mais propre »

Des internautes rivalisent d'ingéniosité pour se démarquer dans la mer de locataires potentiels.

« Je suis roux, mais je suis full propre ! », annonce Jonathan Garand sur Facebook, un trait d'humour, dit-il, qui a permis d'attirer l'attention.

« Pas besoin de grand, juste de bien, pour être en tête-à-museau », indique Jennifer Marchand sur Facebook, photo de Boréale - un mélange de border collie et de golden retriever - faisant les yeux doux à l'appui.



Jennifer Marchand

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

« C'est quasiment rendu comme sur les sites de rencontres, confie la femme de 33 ans au téléphone. Il faut se vendre. » Même si elle a un emploi stable et toutes les références, la mention de son chien refroidit bien des futurs propriétaires, même lorsqu'elle offre une caution, explique l'actuelle résidante d'Ahuntsic.

« Il faut essayer de trouver une façon originale d'annoncer, tellement il y a de gens qui cherchent », conseille pour sa part Andy St-Louis. La chanteuse a diffusé une chanson après avoir appris la reprise de son logement. La vidéo est devenue virale... et lui a permis de trouver un appartement correspondant à ses critères.

La famille de Raphaëlle Thermier y est allée de moyens plus traditionnels et s'est finalement résignée à quitter le quartier et les arrondissements centraux, à contrecoeur, pour s'installer à Sainte-Anne-de-Bellevue. Un changement de cap : nouvelle garderie, nouvelle école, nouveau quartier. Le grand virage avait lieu le dimanche 31 mars.

Registre des loyers

Des organismes pour les locataires réclament un registre des loyers. Si un propriétaire doit divulguer le prix payé par le locataire précédent, l'information est difficile à vérifier. « Ça permettrait d'être sûr que le logement n'a pas fait l'objet d'une spéculation des loyers », indique Martin Blanchard, du Comité logement de la Petite Patrie. L'Association des propriétaires du Québec s'y oppose (APQ).

« C'est un coût faramineux », estime son président, qui pense au contraire que la loi devrait permettre la mise à niveau du loyer en fonction du marché.

Logements sociaux

Des groupes ont aussi dénoncé l'absence d'argent frais pour les logements sociaux dans le budget adopté récemment à Québec, alors que les besoins sont criants, disent-ils. « C'est la première fois qu'il n'y a pas d'argent pour de nouveaux développements en logement social depuis plus de 20 ans », a souligné Véronique Laflamme, du FRAPRU. L'enveloppe annoncée servira à réaliser des logements déjà prévus dans les budgets précédents. Des investissements « globalement décevants pour le logement social et communautaire », a pour sa part indiqué l'Association des groupes de ressources techniques du Québec.

Crise du début 2000

En 2001, la crise du logement a frappé Montréal. L'année précédente, le taux d'inoccupation moyen avait diminué de moitié, de 3 % à 1,5 %, pour la première fois depuis 1986. Des candidats faisaient la queue à l'extérieur pour visiter des appartements. Les boîtes vocales des propriétaires débordaient. Au 1er juillet, les familles forcées de déménager sans avoir trouvé un nouveau logis ont été hébergées par la Ville au YMCA. Des commissions scolaires avaient aussi offert d'ouvrir des écoles pour les accueillir temporairement. La crise est restée gravée dans bien des mémoires.

LA PRESSE .CA

JANIE GOSSELIN
La Presse

Publié le 06 avril 2019 à 16h53 | Mis à jour le 07 avril 2019 à 07h32

Manifestation contre la discrimination dans l'accès au logement

Une centaine de personnes, la plupart issues du milieu communautaire, ont marché dans les rues du quartier Saint-Michel hier après-midi pour dénoncer la discrimination dans l'accès au logement. Elles ont aussi demandé plus de logements sociaux et des changements dans les critères pour y accéder.



« Ça m'est arrivé d'appeler quelque part et tout de suite, en reconnaissant mon accent, de me faire dire : ici, on ne prend pas de Latinos », a dit Viviana Medina.

L'organisatrice communautaire dit avoir entendu des histoires de discrimination et de violence dans le cadre de son travail au Centre pour les travailleurs et travailleuses immigrants. Elle-même se cherche un nouveau logement après une augmentation de son loyer, mais elle trouve la recherche difficile. « Je vois que dans le quartier, ça augmente de plus en plus, a souligné la résidante de Saint-Michel depuis cinq ans. Si je veux payer moins cher, il faut que j'aille plus loin. »

Taux d'inoccupation

Dans son rapport d'octobre 2018, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) calculait un taux d'inoccupation des logements à 1,9 % à Montréal. Il était de 3,9 % il y a deux ans, et on considère que le point d'équilibre est atteint à 3 %. Des groupes oeuvrant dans le secteur de la défense des locataires, comme le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), l'un des organisateurs de la manifestation, ont sonné l'alarme sur une crise du logement.

Dans le quartier Saint-Michel, la SCHL évaluait le taux d'inoccupation des appartements de deux chambres à 0,1 % dans son rapport.

« Ce qu'on constate dans Saint-Michel, c'est que le marché privé ne répond pas aux besoins des familles », a exprimé Olivier Vézina, responsable du Bureau Info Logement du Centre éducatif communautaire René-Goupil. L'organisme prône le développement de logements sociaux sur le site de l'ancienne carrière Francon. La marche a d'ailleurs convergé vers le lieu. « On veut l'appui des élus », a dit sa collègue Barbara Eyer, agente de développement. Elle a aussi souligné la nécessité, selon elle, de modifier les paramètres pour réaliser les projets de logements sociaux, notamment financiers. Et d'en élargir l'accès.

Le Comité logement Rive-Sud était aussi sur place, une grande pancarte jaune bien visible au milieu de la marche. Les préoccupations sur l'accès aux logements touchent plusieurs villes du Québec.

CityNews

Protest again discrimination in housing

Several housing groups rallied in a protest against discrimination of immigrants in public and private housing. Alyssia Rubertucci reports on how they're calling for a right to housing for all.

Apr 06, 2019, 6:08 PM



LOGEMENT PRIVÉ



RCI RADIO CANADA INTERNATIONAL



Aperçu de l'application Airbnb
Photo Credit: Getty/AFP/JOHN MACDOUGALL



Philippe Desmarais, organisateur communautaire Comité logement du Plateau Mont-Royal © Comité logement Plateau Mont-Royal

La population du Plateau-Mont-Royal sous la hantise du phénomène Airbnb!

Par Alice Chantal Tchandem Kamgang | francais@rcinet.ca

mercredi 21 juin, 2017 , 0 commentaire

Airbnb est une plateforme en ligne qui permet d'avoir accès à des logements locatifs dans plusieurs pays. Dans Le Plateau-Mont-Royal, à Montréal, le phénomène prend des proportions qui inquiètent certains habitants. Ce qui a mené à une marche de protestation qu'organise le Comité de logement de ce quartier particulièrement prisé des expatriés européens, principalement français.

De l'agitation en perspective

Le Comité logement du Plateau-Mont-Royal organise une manifestation pour demander l'interdiction totale du phénomène Airbnb.

Dans une entrevue avec Alice Chantal Tchandem, Philippe Desmarais, organisateur communautaire, a dit redouter les effets perturbateurs de ce phénomène qui crée des bouleversements profonds dans le quartier.

En plus de l'offre de logements locatifs qui s'effrite à cause de l'assaut de touristes étrangers dans ce quartier du cœur de Montréal, entre les arrondissements de Rosemont–La Petite-Patrie et d'Outremont, le Comité dénonce l'augmentation vertigineuse des prix des loyers et le bruit permanent qui perturbe la tranquillité des habitants et détériore considérablement leur qualité de vie.

Aucune possibilité d'encadrement!

Le Comité est ferme dans ses revendications. Chercher à encadrer le phénomène, comme le souhaitent les politiques, serait ouvrir la voie à plus de désordre dans le quartier, estime Philippe Desmarais.

Prenant à témoin les expériences désastreuses de certaines villes comme Paris et New York, où les activités de la plateforme Airbnb ont été officiellement reconnues et encadrées par des lois, M. Desmarais dresse le constat de la confusion générée par la suite en raison de ce qu'il considère comme un échec des politiques.

Ce phénomène n'a d'égal, en ce qui a trait au tumulte, qu'UBER, un autre phénomène troublant qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive, tant au Canada qu'ailleurs dans le monde.

Radio-Canada.ca

MARDI 6 NOVEMBRE 2018

PORTRAIT DU LOGEMENT SOCIAL AU QUÉBEC



La Ville de Montréal a annoncé la création de 12 000 logements sociaux et abordables d'ici quatre ans. Il s'agit d'une augmentation de 10 % de ce parc. Alors qu'il faut attendre près de cinq ans pour obtenir un appartement dans une habitation à loyer modique à Montréal, quelque 260 logements sont en si piètre état qu'ils sont inoccupés. Dans son livre Lutter pour un toit , le grand défenseur du droit au logement François Saillant traite de 12 batailles pour le logement au Québec.

leQuotidien



27 juin 2018 / Mis à jour à 23h01

Déménagement: Loge m'entraide craint des hausses abusives du coût des loyers



ANNE-MARIE GRAVEL
Le Quotidien

À l'approche du 1er juillet, Loge m'entraide craint les hausses abusives du coût des loyers. L'organisme rappelle donc aux locataires qu'ils ont des recours afin d'éviter des situations d'abus.

Loge m'entraide affirme que le départ d'un locataire est pour certains propriétaires l'occasion rêvée pour hausser démesurément le coût d'un loyer. Pour éviter des hausses abusives, la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté, demande aux locataires qui quittent un logement de laisser leur ancien bail aux nouveaux occupants. « Le propriétaire a l'obligation d'écrire à la "section G" du bail le coût du loyer que payait l'ancien locataire. Mais la plupart du temps, le propriétaire ne complète pas la "section G" et peu de locataires connaissent leurs droits à cet égard », affirme-t-elle.

Loge m'entraide rappelle que selon la loi de la Régie du logement, si le propriétaire n'a pas inscrit le montant payé par l'ancien locataire à la « section G », un nouveau locataire dispose de deux mois après le début du bail pour demander une révision du prix du loyer. Si le montant inscrit est plus bas que celui qui est demandé, le nouveau locataire dispose de 10 jours à partir de la signature du bail pour demander une révision du prix du loyer. Finalement, si le propriétaire a fait une fausse déclaration, le locataire a deux mois après la connaissance de la fraude pour demander une révision du prix du loyer.

Hausse marquée en 10 ans

Loge m'entraide affirme qu'entre 2007 et 2017, le prix d'un loyer à Saguenay a considérablement augmenté. Selon le Rapport de la Société d'hypothèque et de logement, le montant est passé de 405 $ à 472 $ pour un 3 1/2, de 490 $ à 605 $ pour un 4 1/2, et de 526 $ à 661 $ pour un 5 1/2.

Saguenay affiche un coût moyen des loyers de 575 $, le coût le plus bas après Trois-Rivières dans l'ensemble de la province (753 $).

« Loyer plus bas ou non, n'en demeure pas moins que le 1er juillet au matin, il y aura encore 7655 ménages qui vont engloutir plus de 30 % de leur revenu pour se loger, dont 2945 plus de 50 % et 660 plus de 100 % ! Il faut donc plus de logements sociaux afin qu'ils puissent être logés en toute dignité, dans un logement de qualité, accessible financièrement et sécuritaire », insiste Sonia Côté.

Quant au taux d'inoccupation des loyers de 6,8 % à Saguenay, Sonia Côté estime que tout peut changer rapidement. « Un taux d'inoccupation peut être élevé une année et redescendre très vite l'année suivante. À preuve, à Gatineau en 2016, le taux était de 6,3 % et est descendu à 3,8 % en 2017... »

Le taux d'inoccupation est de 4,1 % à Alma, 5,3 % à Dolbeau-Mistassini, 6,2 % à Roberval et à 5 % à St-Félicien.

RADIO-CANADA ICI Grand Montréal

Publié le jeudi 9 août 2018

Trois arrestations à la suite d'une manifestation contre l'embourgeoisement dans Parc-Extension

Plusieurs dizaines de personnes ont forcé les portes d'un promoteur immobilier, jeudi, afin de dénoncer l'embourgeoisement dans le quartier Parc-Extension. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a été forcé d'intervenir et a procédé à l'arrestation de trois manifestants.

Ces militants sont entrés aux alentours de 14 h avec sifflets et banderoles dans les bureaux du Groupe BSR, situés dans le quartier de Côte-des-Neiges.

Ils manifestaient contre le projet de ce promoteur de transformer l'immeuble Plaza Hutchison, situé en face de la station de métro Parc, en appartements de luxe.

À l'origine, ce bâtiment était notamment occupé par des groupes communautaires.

Les employés et les manifestants se sont bousculés durant quelques minutes avant l'intervention des policiers, qui ont arrêté trois personnes.

« Pas le bienvenu », disent des manifestants

Ce controversé projet immobilier, qui a cependant eu les autorisations nécessaires de la part de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, est dénoncé depuis plusieurs mois par un groupe de citoyens.

Ce groupe avait organisé un rassemblement dans Parc-Extension, jeudi, vers midi, avant de se rendre dans les locaux du Groupe BSR.

« Ce type de développement n'est pas le bienvenu », a affirmé Amy Darwish, membre de ce comité intitulé Parc-Ex contre la gentrification, qui évoque une hausse des loyers pour les résidents voisins.

> *« La gentrification est un processus violent. Ça déplace les gens, ça les sépare de leur communauté, de leur famille, de leurs amis. C'est très important de l'arrêter et de maintenir le logement abordable dans notre quartier. »*
>
> — *Amy Darwish, une manifestante*



Les manifestants dénoncent la conversion du Plaza Hutchison en appartements de luxe.
Photo : Radio-Canada / Benoit Chapdelaine

Le promoteur a quant à lui dénoncé cette manifestation.

« On a fait tout ce qu'il fallait faire pour avoir le permis », s'est défendu Ron Basal, le directeur du Groupe BSR.

« On a eu le permis, on est prêt à commencer le projet. Ils sont venus sauvagement à notre bureau, ils ont commencé à casser des choses, a-t-il ajouté. Est-ce une façon de parler ou de négocier? Je n'ai jamais vu ça de ma vie. C'est honteux. »

Éviter des situations comme à New York ou Toronto

Pour Vincent Geloso, de l'Institut économique de Montréal, les groupes communautaires comme le FRAPRU, qui réclament des logements sociaux, ont de bonnes intentions, mais se trompent dans la manière d'aider les résidents des quartiers qui s'embourgeoisent.

« Ce serait mieux de laisser les choses se produire au fur et à mesure qu'elles se produisent et quand le jeu se termine, on aide directement les gens qui en ont besoin avec des transferts ciblés. », a-t-il expliqué en entrevue au *Téléjournal Montréal*.

Le chercheur affirme que le fait « d'intervenir en réduisant l'offre de logements ou en construisant certains types de logements ou en interdisant certains types de logements » a un effet pervers. Il cite en exemples les villes de San Francisco, New York, Toronto « où les réglementations découragent la construction d'unités de logement et font augmenter les loyers avec l'effet que cela rend ces villes uniquement accessibles aux gens riches ».

leQuotidien



17 octobre 2018 / Mis à jour le 16 octobre 2018 à 23h46

Sonia Côté prône une meilleure ventilation

STÉPHANE BOUCHARD
Le Quotidien

La coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté, espère que les droits de tous les locataires seront respectés, au moment où la consommation de cannabis devient légale au Canada.

À partir d'aujourd'hui et pour une durée de 90 jours, en vertu de la loi 157, les propriétaires peuvent modifier un bail actif pour y inclure une clause interdisant de fumer de la marijuana à l'intérieur des murs de leur logement. Cette interdiction peut être contestée par le locataire seulement pour des raisons médicales.

Sonia Côté, jointe la veille de la légalisation du cannabis, s'est dite «sensible» face à cette question. «On défend tous les locataires. Même si notre organisme n'est pas chaud à l'idée que l'on modifie les baux, on ne peut pas faire grand-chose. La loi c'est la loi. On comprend aussi que certaines personnes puissent être incommodés par la fumée et les odeurs» explique-t-elle au téléphone.

Équilibre des droits

Ne pouvant prendre position entre ceux qui désirent consommer un produit légal et ceux qui ne veulent pas être incommodés par la fumée secondaire, Mme Côté milite pour une meilleure isolation et de la ventilation adéquate dans tous les logements.

«Quand on construit une coopérative d'habitation, la ventilation est toujours A1, indique-t-elle. Même avec la fumée de cigarette, nous n'avons pas nécessairement de problème. Avec un bon système de ventilation et des arrangements à l'amiable, le propriétaire devrait être en mesure d'assurer la jouissance des lieux à tous ses locataires».

Bien que la question de la légalisation de la marijuana comporte beaucoup de zones grises et d'incertitudes, Sonia Côté affirme que Loge m'entraide n'a pas reçu d'appels ou de commentaires particuliers de la part des locataires qu'elle représente.

Offre de Saguenay

Par ailleurs, Sonia Côté confirme que Saguenay a fait une offre le 15 octobre à Loge m'entraide pour participer au financement du projet de Coopérative d'habitation La Solidarité. La coordonnatrice de l'organisme ne veut cependant pas se prononcer sur la teneur de cette proposition, même si elle y voit un progrès. «Nous devons avant tout mandater nos experts pour produire une étude de viabilité dont le résultat sera divulgué dans les prochaines semaines», explique-t-elle.

RADIO-CANADA ICI Abitibi-Témiscamingue

Toujours difficile de se loger en Abitibi-Témiscamingue

Publié le mercredi 28 novembre 2018



Une pancarte de logement à louer (archives) Photo: Radio-Canada / ICI Estrie/Carl Marchand

Les données de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) publiées mercredi matin confirment encore une fois que les locataires manquent de choix dans plusieurs régions du Québec et l'Abitibi-Témiscamingue montre le plus bas taux de logements disponibles.

Un texte de **Lise Millette**

Le nombre de logements inoccupés est plus que minime, ce qui pose problème à de nombreux locataires qui peinent à trouver un espace approprié à leurs besoins.

« Dans certaines catégories de logements, comme ceux avec deux chambres à coucher, le taux d'inoccupation frôle le 0 %. Il est à 0,4 % à Val-d'Or et à 0,9 % à Rouyn-Noranda. Pour les trois chambres à coucher, donc les logements familiaux, là encore on est à 1 % à Rouyn et 0,9 % à Val-d'Or. Selon le type de logement dont on a besoin, on peut se retrouver dans une situation où il n'y en a carrément pas », mentionne la porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), Véronique Laflamme.

Ces données sont tirées des Rapports sur le marché locatif de la SCHL.

La pénurie est telle que plusieurs personnes n'ont tout simplement aucun choix pour leurs besoins, résume Véronique Laflamme.

Selon le FRAPRU, une situation de pénurie de logements entraîne deux principales conséquences soit la hausse des prix des loyers et une augmentation des cas de discrimination, comme le précise encore la porte-parole du FRAPRU.

« Les conséquences d'une pénurie sont la hausse de la discrimination, les personnes à bas revenus. Certains vont préférer des locataires sans enfant ou qui ne sont pas sur l'aide sociale. Les Autochtones se font souvent discriminer à Val-d'Or aussi. Rappelons que cette discrimination-là est illégale », insiste Véronique Laflamme.

Le FRAPRU juge la situation préoccupante et la construction de nouveaux logements essentielle. Le gouvernement de François Legault est interpellé afin que Québec injecte des sommes pour de nouveaux logements sociaux. Québec pourrait ainsi investir en partenariat avec Ottawa qui s'est engagé de son côté avec sa Stratégie canadienne sur le logement (https://www.chezsoidabord.ca/), un plan de 40 milliards de dollars sur 10 ans.

RADIO-CANADA

Vers une nouvelle pénurie de logements à Québec?

ICI Québec

Publié le mercredi 28 novembre 2018



Logements en Haute-Ville de Québec Photo: Radio-Canada / Maxime Corneau

Les logements vacants sont de moins en moins nombreux à Québec et le loyer moyen continue d'augmenter, au point où il est le plus cher du marché locatif de la province, dénonce le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

Selon les dernières données de la Société canadienne d'hypothèque et de logements (SCHL), le taux d'inoccupation est passé de 4,5 % en 2017 à 3,3 % en 2018.

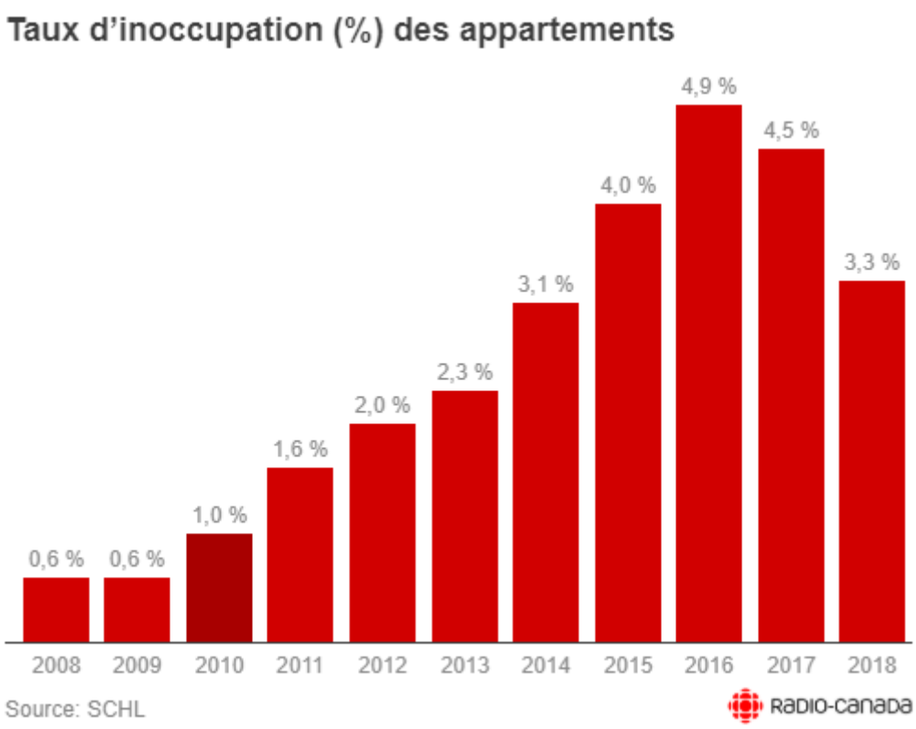
> *« La demande a été plus forte qu'on anticipait cette année, donc on sent qu'il y a des changements sur le marché locatif à Québec. »*
>
> — *Nicolas Bernatchez, analyste économique à la SCHL*

« On peut penser que le taux d'inoccupation dans les deux prochaines années va osciller autour des valeurs actuelles », soutient l'analyste économique à la SCHL Nicolas Bernatchez.

Cette baisse est notamment attribuée à une forte croissance de l'emploi à temps plein, une augmentation du solde migratoire et le vieillissement de la population.

La demande provenant de ménage plus âgé « se fait sentir de façon plus soutenue », explique-t-il.

« C'est donc dire qu'au cours de la dernière année la demande de logements locatifs a vraiment été forte à Québec, plus forte que la croissance de l'offre de logements », ajoute-t-il.



Une pénurie dans les quartiers centraux

Le FRAPRU s'inquiète de la baisse « drastique » du taux d'inoccupation et de la hausse du loyer à Québec.

« La prochaine étape, c'est la pénurie extrême de logements. C'est ce qui se passe à Montréal et dans plusieurs autres villes de la province », lance la porte-parole Véronique Laflamme.

L'organisme considère que le seuil d'équilibre se trouve à 3 %. Même si le taux actuel global est encore au dessus, elle souligne que ce n'est pas le cas dans les quartiers centraux de la capitale pour certains types de logements, notamment en Haute-Ville et en Basse-Ville.

« Lors de la pénurie qui a duré plusieurs années dans la région de Québec au début des années 2000, ç'a laissé des traces et les coûts du loyer ont augmenté de façon importante, tellement qu'encore aujourd'hui les données le confirme », ajoute Mme Laflamme.

Le loyer moyen est de 813 $ à Québec, une augmentation de 1,2 %. Même si les prix sont moins élevés à Montréal (796 $) et Gatineau (770 $), la hausse notée à Québec est similaire à celle des trois dernières années, souligne pour sa part l'analyste Nicolas Bernatchez.

En Haute-Ville, Véronique Laflamme souligne que les trois et demi sont les plus chers au pays, avec le Plateau-Mont-Royal, ce qui rend la location pour une seule personne difficile.

Environ 15 000 ménages dépensent plus de la moitié de leur revenu pour se loger, rappelle le FRAPRU.

Copropriétés à louer

Sur le marché locatif de Québec, la SCHL répertorie 90 000 unités et 4800 copropriétés en location, une offre qui a graduellement augmenté au cours des dernières années.

Pour ce type de logements, le taux d'inoccupation est passé de 3,9 % à 2,5 %.

Le loyer moyen pour un appartement de deux chambres s'élève à 1071 $ comparativement à 839 $ pour un logement traditionnel de même taille. Il figure ainsi parmi les moins chers au pays, avec London, Saskatoon et Gatineau.

Moins d'appartements disponibles et des loyers plus chers partout au Canada

métro

National 14:33 **28 novembre 2018** By: simonmauvieux Métro



Photo: *Josie Desmarais/Métro*

Au Canada, les loyers augmentent, tandis que les logements disponibles se raréfient. Le Québec n'échappe pas au phénomène.

«Au Québec, le taux d'inoccupation a beaucoup diminué: il est passé de 3,4% en 2017 à 2,3% en 2018. Le parc locatif du Québec est plus imposant que celui des autres provinces», a noté la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), dans un rapport publié mercredi.

Pour la SCHL, la demande croît plus que l'offre, ce qui a entraîné alors une légère hausse des loyers.

«Le loyer moyen des appartements de deux chambres dans les immeubles visés par les enquêtes d'octobre 2017 et d'octobre 2018 a progressé de 3,5%, ce qui est supérieur au taux d'inflation observé au Canada durant la même période», a expliqué la SCHL.

À Montréal, le loyer mensuel moyen pour un logement de deux pièces est passé de 782$ en 2017 à 809$ en 2018. La SCHL a observé des hausses de loyer partout dans la province. Elles sont toutefois loin de rivaliser avec celles qu'ont connues Vancouver (de 1552$ à 1649$) ou Toronto (de 1404$ à 1467$).

Pour le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), la province traverse une «crise du logement abordable».

«Considérant que les taux d'inoccupation sont en baisse, ce serait de plus en plus difficile pour les ménages à faible revenu de trouver un logement qui répond à leurs besoins et qui ne coûte pas les yeux de la tête», a déploré le porte-parole du RCLALQ, Maxime Roy-Allard.

Le regroupement souhaite interpeller à ce sujet la nouvelle ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Andrée Laforest, mais il ne s'attend pas à un miracle de la part du gouvernement caquiste. «Depuis leur arrivée, et même en campagne, la CAQ ne s'est pas prononcée sur ce sujet et aucun mot sur la question du logement depuis leur arrivée au pouvoir. On va mettre la pression», a M. Roy-Allard.

Le RCLALQ réclame la mise en place d'un contrôle obligatoire des loyers pour empêcher les propriétaires d'augmenter un loyer de plus de 2%, ainsi que la construction massive de logements sociaux.

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), demande pour sa part depuis plusieurs mois la construction d'au moins 50 000 logements sociaux pour répondre aux besoins des Québécois. En entrevue avec *Métro* pendant la campagne électorale, l'actuel premier ministre François Legault avait affirmé qu'il avait «une ouverture» à ce sujet, mais qu'il comptait évaluer les besoins.

LA PRESSE .CA

Publié le 29 novembre 2018 à 05h00 | Mis à jour le 29 novembre 2018 à 05h00

Montréal flirte avec la crise du logement



Pour la première fois depuis 2005, le taux d'inoccupation dans la grande région de Montréal a glissé sous la barre des 2 %.
PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

Pour la première fois depuis 2005, le taux d'inoccupation dans la grande région de Montréal a glissé sous la barre des 2 %, faisant ressurgir le spectre d'une crise du logement, selon le rapport sur le marché locatif publié hier par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Avec un taux de 1,9 % en 2018 et une hausse substantielle des loyers, particulièrement pour les logements familiaux, « on se rapproche dangereusement de la situation de pénurie extrême qu'on a connue dans les années 2000 », s'inquiète le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

19 400

Nombre de mises en chantier de logements locatifs dans la région de Montréal en 2017, « un niveau sans précédent depuis la fin des années 1980 », indiquait alors la SCHL. Malgré ce boom, les logements à louer se sont raréfiés dans la région métropolitaine : le taux d'inoccupation a baissé de façon radicale depuis deux ans, passant de 3,9 % en 2016 à 1,9 % en 2018. On considère que le taux d'équilibre est de 3 %. La situation est semblable à l'échelle canadienne et au Québec, où on est passé de 4,4 % à 2,3 %. « La demande d'appartements locatifs a plus que compensé l'offre qui était en hausse dans plusieurs régions de la province », explique Kevin Hughes, économiste pour l'est du Canada à la SCHL, dans le rapport.

LES TAUX D'INOCCUPATION AU QUÉBEC

Ottawa-Gatineau (1,2 %)

Montréal (1,9 %)

Québec (3,3 %)

Trois-Rivières (3,9 %)

Saguenay (5 %)

Sherbrooke (2,6 %)

Source : SCHL (taux par région métropolitaine de recensement ou RMR)

IMMIGRATION, JEUNES ET VIEILLISSEMENT

En ce qui concerne la grande région de Montréal, c'est « principalement » l'arrivée d'un plus grand nombre d'étudiants étrangers, de travailleurs temporaires et de réfugiés qui explique la hausse de la demande, indique la SCHL.

Mais ce n'est pas tout. On estime que les jeunes ménages montréalais sont moins nombreux à accéder à la propriété, en raison des hausses de valeur des maisons et des taux d'intérêt. Enfin, le vieillissement de la population, qui fait en sorte qu'un grand nombre de personnes passent du statut de propriétaire à celui de locataire, « a vraisemblablement aussi favorisé la demande ».

796 $

C'est le loyer moyen à Montréal, en hausse de 2,5 % par rapport à l'an dernier. Le prix moyen va de 641 $ pour un studio à 1007 $ pour un 5 1/2. Mais cette statistique cache une bonne partie de la réalité, puisqu'elle inclut autant les logements vacants - bien plus coûteux - que ceux qui sont occupés depuis des années par le même ménage. Autrement dit, il est très improbable que vous tombiez sur une petite annonce offrant un appartement avec trois chambres à coucher pour 1007 $. C'est ce que relève d'ailleurs la SCHL, estimant la différence de loyer à 15 % entre un appartement de deux chambres vacant et celui occupé par un ménage.

LES SECTEURS LES PLUS TOUCHÉS DANS L'ÎLE DE MONTRÉAL (TAUX D'INOCCUPATION)

Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (0,7 %)

Mercier (0,9 %)

Sud-Ouest, Verdun (1,1 %)

Source : SCHL

0,8 %

Taux d'inoccupation des logements de trois chambres et plus, les plus rares. En fait, plus le logement est grand, moins on trouve d'unités disponibles : on passe d'un sommet de 3,1 % de taux d'inoccupation pour les studios à 2,1 % pour les logements d'une chambre, puis à 1,9 % pour ceux offrant deux chambres.

CONSÉQUENCES « DÉSASTREUSES »

Dans plusieurs secteurs de Montréal, notamment Rosemont, Villeray et Hochelaga-Maisonneuve, le taux d'inoccupation pour les logements de trois chambres et plus frôle le 0 %. Autrement dit, on n'y trouve pratiquement plus de grands appartements « familiaux » à louer, ce qui provoque une pression à la hausse sur les loyers, déplore Véronique Laflamme, du FRAPRU. « Le privé ne construit pas de grands logements, et en plus, certains ont été retirés du marché parce qu'ils sont loués sur Airbnb ou convertis en condos. Il faut agir maintenant parce que les conséquences pourraient être désastreuses. Si on ne fait rien, on risque de se retrouver encore avec du monde à la rue. »

iHeartRADIO

Pénurie de logement et hausse des loyers à Drummondville



JENNIFER GRAVEL
jeudi 29 novembre 2018 - 9h59

La pénurie de logements et la hausse du coût des loyers inquiètent à Drummondville. La situation serait alarmante non seulement ici, mais dans plusieurs régions du Québec. Des organismes demandent au gouvernement du Québec d'agir, et ce, rapidement.

Selon les Rapports sur le marché locatif de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le taux de logement inoccupé est de 1,7 % à Drummondville. Il s'agit d'un taux bien inférieur au seuil dit d'équilibre de 3 %.

Les logements de deux et de trois chambres à coucher sont de plus en plus rares à Drummondville. Cette rareté fait aussi en sorte que les loyers moyens du marché augmentent plus rapidement que l'inflation, qui était de 1 % en 2017. Ainsi, dans le cas de Drummondville, l'augmentation est de 3,1 %. En moyenne, le prix d'un logement de 3 chambres et plus est de 690 $ à Drummondville. Le prix moyen d'un 4 1/2 est de 620 $. Il y a environ 9 483 logements à Drummondville, allant du studio aux logements de 3 chambres et plus. La SCHL confirme par ailleurs que les logements disponibles à la location sont beaucoup plus dispendieux que ceux déjà loués.

Le phénomène touche aussi sévèrement les régions, entre autres, de la Montérégie, de l'Estrie et du Bas-Saint-Laurent.

La situation est décriée par plusieurs organismes, dont le FRAPRU, le Front d'action populaire en réaménagement urbain. L'organisme s'inquiète des conséquences d'un retour à une pénurie sévère qui pourrait entraîner une nouvelle flambée du coût des loyers. Le groupe est d'avis qu'il est urgent de débloquer des fonds pour relancer le développement de logements sociaux au Québec. Le FRAPRU est convaincu qu'en réalisant 50 000 logements sociaux en 5 ans, le Québec s'épargnera une 2e grave pénurie de logements en moins de 20 ans.

CBC news

Benjamin Shingler, Roberto Rocha - CBC News

Posted: November 30, 2018

Montreal

Montreal isn't the haven for renters it once was

While apartments are still much cheaper than in Toronto and Vancouver, the market is getting tighter



The vacancy rate in the Montreal area dropped to 1.9 per cent in 2018, compared to 2.8 per cent a year earlier. (Graham Hughes/Canadian Press)

Driven by increased demand and rising housing prices, Montreal's rental market has become increasingly competitive, leaving low-income families especially vulnerable.

A new report from the Canada Mortgage and Housing Corporation shows the city — long viewed as a haven for cheap, roomy apartments — has seen its vacancy rate tighten for the second consecutive year.

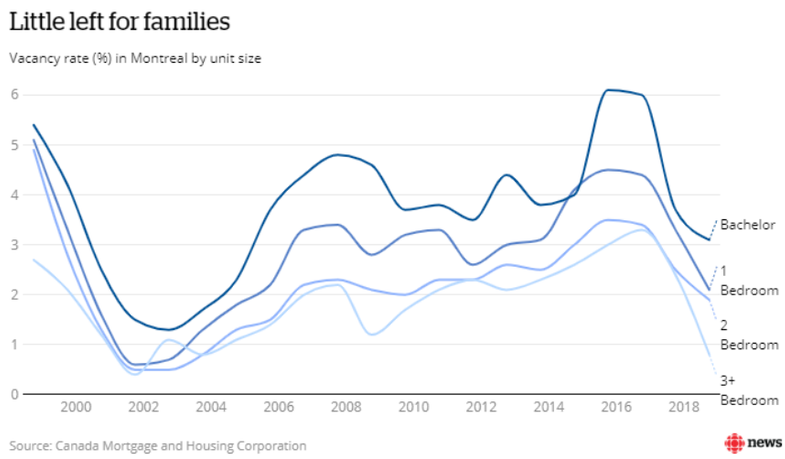
The rate in the Montreal area dropped to 1.9 per cent in 2018, compared to 2.8 per cent a year earlier. The shortage is particularly acute for larger, two and three-bedroom apartments.

Housing advocates view anything below three per cent as concerning.

"The demand is so strong right now," said Francis Cortellino, an economist with CMHC.

"There's more supply and yet the vacancy rate is lower."

The report says an influx of international arrivals, including refugees, foreign students and temporary workers, has contributed to the rise in demand.
As well, young households are turning to the rental market as housing prices grow further out of reach for many.



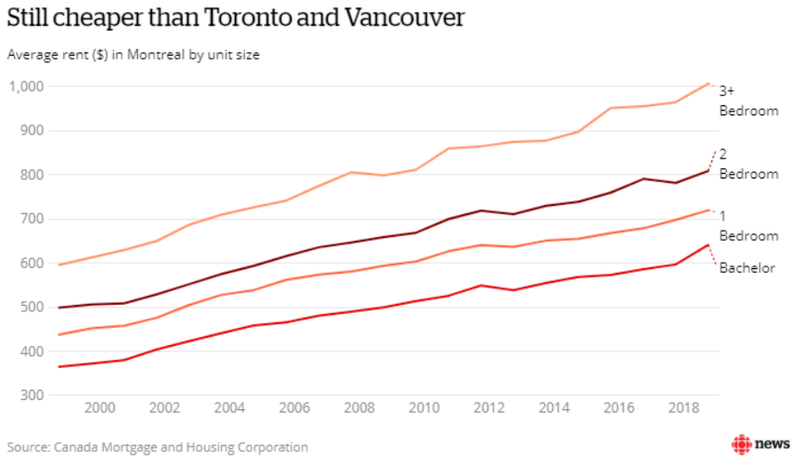
The tightening vacancy rate comes despite an increase in supply.

There were 7,500 new rental units added in the past year, as developers sought to fill a demand among the aging population, the report said.

Montreal remains a renter's market by comparison to other Canadian cities.

In October, Vancouver had the highest average monthly rent for a two-bedroom apartment at $1,649, followed by Toronto at $1,467.

By comparison, the average rent for the same-sized apartment in Montreal, which has stricter rent-control measures, was $802.



The vacancy rates in those cities are also tighter — one per cent in Vancouver and 1.1 per cent in Toronto.

Still, the social housing group FRAPRU warned that the rental shortage will likely get worse in Montreal, saying low-income families in particular are likely to be forced into smaller, unsuitable accommodations.
"The situation clearly demonstrates the urgency of releasing funds to revive the development of social housing in Quebec," spokesperson Véronique Laflamme said in a statement.

The Plante administration has pledged to build or renovate 12,000 affordable housing units by 2022.

leQuotidien



PASCAL GIRARD
Le Quotidien



29 novembre 2018 / Mis à jour le 28 novembre 2018 à 21h29

Le taux d'inoccupation baisse, mais reste élevé à Saguenay

Malgré une baisse du taux d'inoccupation partout au Québec, c'est toujours dans la RMR de Saguenay qu'il y avait le plus de logements vacants en octobre 2018 dans la province. De plus, pour tout le Canada, la capitale régionale n'est devancée que par Trois-Rivières pour les loyers les moins chers.

C'est ce qui ressort du plus récent Rapport sur le marché locatif publié mercredi par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). « Comparant les taux des six RMR (NDLR : du Québec) entre elles, on observe que seul celui de Saguenay se démarque toujours avec un taux de 5 %. Les autres régions se situent sous la barre de 4 % », indique le rapport, citant les données pour les RMR de plus de 100 000 habitants.

L'an dernier, le taux d'inoccupation dans la RMR de Saguenay avait atteint 6,8 %. Il s'agit donc d'une baisse de 1,8 % par rapport à octobre 2017.

Les taux étaient de 3,9 % à Trois-Rivières, de 3,3 % à Québec, de 2,6 % à Sherbrooke, de 1,9 % à Montréal et de 1,2 % à Gatineau.

Pour ce qui est du coût des loyers, tous types confondus, Saguenay (581 $) vient tout juste derrière Trois-Rivières (575 $).

Si le coût à Sherbrooke est assez près avec 621 $, la différence est cependant très marquée avec Gatineau (770 $), Montréal (796 $) et Québec (813 $). Il est toutefois aussi très loin des plus élevés au Canada, où, dans la catégorie des appartements de deux chambres, « les loyers mensuels moyens les plus élevés ont été enregistrés à Vancouver (1649 $), Toronto (1467 $) et Calgary (1272 $). »

Du côté du Lac-Saint-Jean, le coût moyen d'un loyer par mois était de 522 $ à Saint-Félicien, de 509 $ à Alma, de 486 $ à Roberval, de 471 $ à Dolbeau et de 403 $ à Mistassini.

Quant aux augmentations, Saguenay a enregistré une hausse de 1,0 % par rapport à la situation d'il y a 12 mois. C'est bien en dessous de la moyenne canadienne qui s'est située à 3,5 %. C'est en Colombie-Britannique que les hausses les plus marquées ont été observées, soit à Kelowna (+9,4 %), Victoria (+7,6 %) et Abbotsford-Mission (+8,2 %)

Plus cher à Jonquière

La SCHL a publié également des données plus spécifiques pour la RMR de Saguenay. Elles ont été transmises au Quotidien par la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté. Ainsi, le taux d'inoccupation des loyers dans le secteur de Jonquière est passé de 7,3 % à 5,5 %, celui de La Baie de 7,7 % à 5,2 % et ceux de Chicoutimi (nord et sud) de 6,2 % à 4,6 %.

Le coût moyen des logements à Jonquière était de 594 $, celui de La Baie de 506 $ et celui de Chicoutimi (nord et sud) de 585 $.

Il faut cependant savoir que la SCHL inclut les municipalités de Larouche et Saint-Charles-de-Bourget dans Jonquière, Saint-Félix-d'Otis dans La Baie, ainsi que celles de Bégin, Saint-David-de-Falardeau, Saint-Honoré, Saint-Fulgence et Sainte-Rose-du-Nord dans Chicoutimi secteur nord. « Même si le taux d'inoccupation des loyers est de 5 %, Saguenay est toujours en pénurie de logements sociaux dont le taux se situe toujours à 0 % ! Aussi, notons que le coût moyen des loyers à Jonquière a augmenté drastiquement de 2,9 %, devenant maintenant le prix le plus haut des trois arrondissements, rendant encore plus difficile l'accès au logement pour les locataires appauvris qui y demeurent ! » a indiqué par communiqué Sonia Côté.

Selon Mme Côté, ce nouveau rapport sur le logement vient donc à nouveau justifier la naissance de la Coopérative d'habitation La Solidarité à Jonquière, combat qui a débuté le 1er octobre 2015.

RADIO-CANADA

Publié le jeudi 29 novembre 2018

ICI Estrie

Inquiétude autour du bas taux d'inoccupation des logements à Sherbrooke



Le taux d'inoccupation des logements inquiète l'Association des locataires de Sherbrooke Photo: Radio-Canada - Simon-Marc Charron

L'Association des locataires de Sherbrooke est grandement préoccupée par les dernières données concernant le taux d'inoccupation des logements à Sherbrooke.

Mercredi, la Société canadienne d'hypothèques et de logement dévoilait qu'il n'y avait que 2,6 % des logements qui étaient disponibles à Sherbrooke. On considère que l'équilibre est atteint lorsque le taux d'inoccupation est de 3 %.

« Un taux d'inoccupation sous la barre du 3 % engendre des conséquences catastrophiques pour les ménages-locataires à faible revenu. Le manque de logements locatifs réduit considérablement l'accès à un logement puisque d'une part, les locateurs profitent de la grande demande de locataires pour augmenter le coût du logement et d'autre part, le locateur augmente ses critères de sélection laissant pour contre les ménages à faible revenu », déplore l'organisme dans un communiqué.

L'Association rappelle que le taux de 2018 pourrait être encore plus élevé en 2019. « Déjà, nous savons qu'une soixantaine de ménages-locataires devront se trouver un logement dû à l'aménagement de la rue Galt Ouest, qu'une vingtaine d'autres seront sans logement au 1er juillet et qu'une centaine d'autres seront dans l'obligation de déménager dû à l'augmentation du coût de leur loyer ou à l'insalubrité du logement », ajoute-t-on.

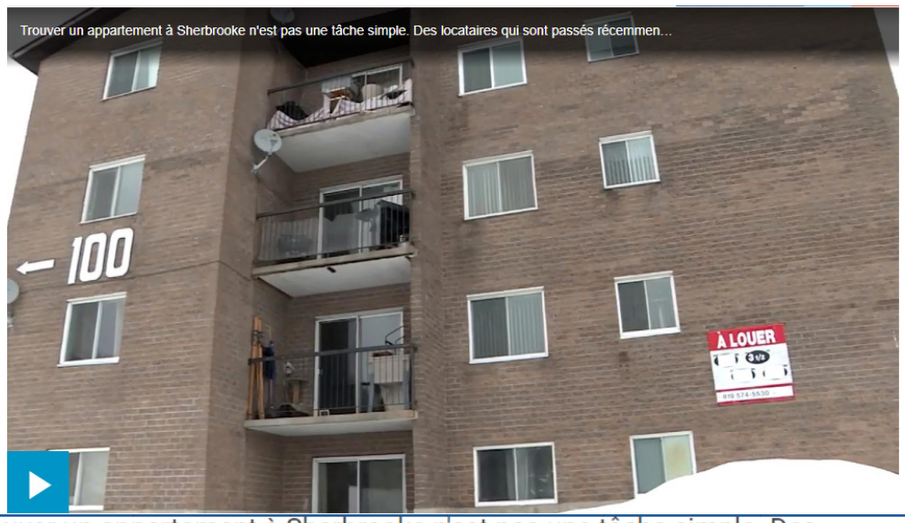
Au-delà des craintes exprimées, l'Association des locataires implore les élus municipaux de construire 100 logements sociaux par an pour les cinq prochaines années. On demande également que le maire Steve Lussier fasse pression sur les gouvernements fédéral et provincial afin d'obtenir du financement pour la construction de logements sociaux.

TVA Nouvelles

› RÉGIONAL › SHERBROOKE › ESTRIE

Pénurie de logements à craindre à Sherbrooke

Amélie Marcoux | TVA Nouvelles | **Publié le 29 novembre 2018 à 19:42** - Mis à jour le 29 novembre 2018 à 19:45



Trouver un appartement à Sherbrooke n'est pas une tâche simple. Des locataires qui sont passés récemment par la recherche de logements le savent.

Les affiches à louer se font plus rares dans les rues de la ville. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le nombre de logements vacants a chuté drastiquement dans la dernière année. En 2017, le taux de logements inoccupés était de 5,3% à Sherbrooke. Cette année, il est descendu à 2,6%. Concrètement, ça veut dire que dans un secteur où il y a une centaine de logements, si cinq appartements étaient à louer l'an dernier, cette année, il y en avait seulement deux.

La demande a augmenté beaucoup plus fortement que l'offre dans le marché locatif de Sherbrooke cette année pour différentes raisons.

«Les gens qui vivent dans les petites villes et qui sont rendus des personnes âgées ont besoin généralement de plus services, donc ils s'en viennent vers les grands centres», a expliqué le porte-parole de l'Association des locataires de Sherbrooke, Normand Couture.

Le nombre d'immigrants et d'étudiants qui se sont installés à Sherbrooke dans la dernière année a également augmenté.

En observant le nombre de permis de construction émis par la Ville, on constate une baisse de 3% de logements créés en 2017. En 2016, il y avait aussi eu une baisse. L'Association des locataires de Sherbrooke craint qu'on se dirige vers une crise du logement et demande un investissement dans le logement social.

«Au dépôt du budget le 17 décembre, on va demander à la municipalité de construire 100 unités de logement par année pendant cinq ans», a souligné Normand Couture.

Parallèlement, des propriétaires disent avoir de la difficulté à louer certains de leurs logements. Me Jean-Olivier Reed est avocat pour le Regroupement des propriétaires d'habitations locatives. Il affirme que «même si le taux d'inoccupation est plus bas, le temps que ça prend pour le louer est très élevé».

Plusieurs croient que les appartements inoccupés depuis longtemps sont parfois des logements plus vieux et moins attrayants.

laTribune



SIMON ROBERGE
La Tribune



30 novembre 2018 / Mis à jour le 29 novembre 2018 à 21h10

Les loyers se font rares à Sherbrooke

Il sera difficile et coûteux de se trouver un logement à Sherbrooke en 2019. C'est ce qu'indique le rapport sur le marché locatif dévoilé mercredi par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Le taux d'inoccupation global a diminué de façon significative passant de 5,3 % en 2017 à 2,6 % en 2018 dans la région métropolitaine de recensement de Sherbrooke, qui comprend aussi entre autres Stoke, Ascot Corner, North Hatley, Orford, Compton et Magog.

« Le taux d'équilibre pour s'assurer que tout le monde ait un logement est de 3 %, explique Normand Couture, coordonnateur de l'Association des locataires de Sherbrooke. Ça signifie que les gens auront de la difficulté à se trouver un logement dans les prochains mois. »

Trois facteurs expliquent cette pénurie selon le rapport de la SCHL. D'une part, le vieillissement de la population fait en sorte que les personnes âgées des municipalités avoisinantes se rapprochent des services et viennent s'installer à Sherbrooke. De plus, la population immigrante ainsi que le nombre d'étudiants ont aussi augmenté sur le territoire.

Des gens à risque

Cette rareté du logement fera en sorte, selon M. Couture, que le coût des loyers pourrait augmenter et, surtout, que les critères pour la sélection des locataires seront plus serrés. Une réalité qui devrait désavantager les gens en situation précaire.

« C'est bien évident que si le propriétaire a le choix entre un travailleur et une personne sur l'aide sociale, il va choisir le travailleur, souligne-t-il. Les gens qui ont un salaire raisonnable ne devraient pas avoir trop de difficulté à se trouver un logement, même dans un contexte de pénurie. Mais pour une personne au salaire minimum, sur le chômage ou l'aide sociale, ça va être difficile. »

M. Couture prévoit même déjà une année difficile en 2019 pour les locataires à faible revenu à Sherbrooke, notamment en raison de la soixantaine de ménages locataires qui devront se trouver un nouveau logement à la suite de la démolition de huit immeubles le long de la rue Galt Ouest, entre les rues Belvédère Sud et Alexandre. Pas moins de 23 ménages locataires, dont 14 familles, se sont retrouvés sans logement le 1er juillet 2018, un chiffre qui pourrait augmenter cette année.

Ce n'est pas non plus la construction massive de nouveaux logements en provenance du privé qui va régler le problème, estime M. Couture.

« Les nouveaux logements sont beaucoup plus dispendieux que les logements plus vieux, ça ne favorise donc pas l'accessibilité. C'est une situation qui peut continuer à dégringoler s'il n'y a pas une construction massive de logements sociaux. »

Trois paliers de gouvernements

M. Couture espère que les 40 milliards $ sur dix ans promis par le gouvernement fédéral en novembre 2017 pour aider les Canadiens à se loger soient injectés rapidement et que la majorité des sommes servent à la construction de logements sociaux et le maintien de ceux qui existent déjà.

Au niveau provincial, la CAQ a pris l'engagement de rattraper le retard et de finir la construction des quelque 14 000 unités promises par le gouvernement libéral.

« Ça va en prendre beaucoup plus que ça, parce que la crise s'étend à l'ensemble des régions métropolitaines du Québec », explique M. Couture.

Le budget de fonctionnement de la Ville de Sherbrooke sera déposé le 17 décembre. L'Association des locataires a envoyé une lettre aux élus demandant à ce que 100 unités de logements sociaux soient prévues par année pour les cinq prochaines années.

TVA Nouvelles

› RÉGIONAL › EST-DU-QUÉBEC

Situation préoccupante dans l'Est-du-Québec

Simon Gamache-Fortin | TVA Nouvelles | **Publié le 29 novembre 2018 à 14:42**



Le taux d'inoccupation des logements est en baisse dans l'Est-du-Québec. Les chiffres publiés par la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL) inquiètent le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Selon le regroupement, si rien n'est fait, la province se dirige vers une pénurie grave de loyers. Il y a donc moins de logements disponibles dans la région.

C'est à Gaspé que le taux d'inoccupation est le plus bas à 1,2%, une statistique préoccupante, selon le FRAPRU. Il s'agit d'une diminution d'un demi-point de pourcentage depuis un an. À Rivière-du-Loup, le taux se chiffre à 1,8%.

Le seuil d'équilibre du marché est de 3%. Matane se situe légèrement au-dessus de ce taux. Cependant, la vacance des loyers a diminué de moitié entre octobre 2018 et octobre 2017. À Rimouski, le taux d'inoccupation est à 3,7%.

Sur la Côte-Nord, la situation est bien différente. L'accès aux logements avec plusieurs chambres devient de plus en plus difficile.

«On voit que même si l'ensemble des logements se fait plus rare, ils sont encore plus rares dans le cas des logements avec plusieurs chambres à coucher et là les familles doivent souvent s'entasser dans un plus petit logement. Il y a des conséquences sur le développement des enfants, entre autres», explique Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU.

Inévitablement, cette situation peut avoir un impact sur le prix des loyers. Au Bas-Saint-Laurent, plus de 2600 ménages consacrent plus de la moitié de leurs revenus au paiement du loyer.

«On observe des hausses de loyers plus importantes quand on est en pénurie de loyers. Il faut dire que dans le cas de l'Est-du-Québec, le revenu médian est beaucoup plus bas que dans l'ensemble de la province», s'inquiète Mme Laflamme.

Le FRAPRU croit que le gouvernement doit augmenter ses investissements en logements sociaux pour régler la situation qui pourrait s'aggraver si rien n'est fait.

COURRIER LAVAL.com
Propulsé par 2M.MEDIA



Par Stephane St-Amour

Publié le 29 novembre 2018



Le taux général d'inoccupation du parc locatif lavallois se chiffre à 1,9 %, soit nettement en-deçà du seuil d'un marché en équilibre de 3 %. (Photo gracieuseté)

ACTUALITÉS

Vers une crise du logement

La toute récente enquête sur les logements locatifs menée par la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL) révèle un important manque de logements à Laval.

Pour l'ensemble de l'île Jésus, le taux général d'inoccupation du parc locatif se chiffre à 1,9 %, soit sous la moyenne provinciale qui s'établit à 2,3 % et nettement en-deçà du seuil de 3 % d'un marché en équilibre.

La situation est encore plus critique en ce qui a trait aux logements de trois chambres à coucher et plus, lesquels sont occupés dans une proportion de 99,3 %, constate Véronique Laflamme, porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

Effet pervers

Une pareille rareté n'est pas sans exercer un effet à la hausse sur les loyers des logements disponibles, souligne le regroupement pour le droit au logement.

À preuve, le loyer moyen pour un 5 ½ à Laval a augmenté de 11,8 % entre 2017 et 2018 pour s'établir à 954 $.

Encore-là, les loyers moyens compilés par la SCHL sont souvent un leurre pour ceux à la recherche d'un logement. C'est du moins ce que tend à démontrer une donnée publiée pour la première fois par l'agence fédérale à l'effet qu'à Montréal, le loyer moyen des appartements vacants de deux chambres à coucher est 15 % plus cher que celui des appartements de même grandeur déjà occupés. «Ça vient confirmer ce qu'on affirme depuis des années dans le cas de Montréal et on peut penser que c'est semblable à Laval compte tenu de la pénurie», soutient Mme Laflamme, qui précise que les familles en quête d'un loyer devraient plutôt s'attendre à payer 1100 $ par mois en sol lavallois.

Hausse moyenne de 5,1 %

Selon le coup de sonde effectué au cours des deux premières semaines du mois d'octobre, le coût moyen des loyers, toutes catégories confondues, a bondi de 5,1 % à Laval comparativement à 3,9 % sur l'île de Montréal et 4 % dans la Haute-ville de Québec.

Il s'agit d'une hausse trois fois supérieure au taux d'inflation estimé à 1,7 % au Québec pour l'année en cours.

Du côté de la Régie du logement, les estimations moyennes d'augmentation de base étaient 10 fois moindre, soit 0.5 %. Cet indice moyen ne tient toutefois pas compte du pourcentage d'augmentation après le calcul de la hausse des taxes municipales et des travaux majeurs nouvellement apportés à un logement.

Condos locatifs

Autre facteur contribuant à gonfler le prix des loyers est la proportion en constante progression des condos mis en location à Laval comme ailleurs dans la région métropolitaine.

Sur le territoire, un condo sur cinq (20,9 %) est offert en location, observe Véronique Laflamme.

Avec ces projets immobiliers et tours d'habitation de condos locatifs annoncés et/ou mis en chantier ces derniers temps, ce pourcentage ne fera que s'accroître, se désole la porte-parole du FRAPRU.

«Plusieurs ménages locataires lavallois peuvent difficilement absorber des loyers plus chers», explique-t-elle, tout en illustrant les disparités entre les deux types d'habitation.

Ainsi, le locataire d'une copropriété doit débourser en moyenne 32 % de plus pour se loger, le condominium moyen se louant à 1157 $ comparativement à 789 $ pour un logement.

Dans le cas d'un 4 ½, le condo coûte en moyenne 1115 $ contre 788 $ pour un logement locatif de même grandeur, ce qui est d'autant considérable qu'un ménage locataire sur trois (35 %) consacre plus de 30 % de ses revenus à payer le loyer. Ils sont 17 465 ménages lavallois dans cette situation.

Pis encore, 42 % d'entre eux, soit 7335 ménages, paient plus de 50 % de leur salaire à se loger.

Logements sociaux

Dans un tel contexte, le FRAPRU craint «une détérioration accélérée des conditions de logements des ménages les plus vulnérables» et s'inquiète «des conséquences d'un retour à une pénurie sévère qui pourrait entraîner une nouvelle flambée du coût des loyers et la hausse des cas de discrimination».

À cet égard, l'organisme de défense des locataires demande à Québec d'instaurer un réel contrôle des loyers et exhorte les Villes à joindre leur voix à la sienne en réclamant auprès des gouvernements supérieurs des investissements accrus en logement social.

Selon le FRAPRU, en réalisant 50 000 logements sociaux en 5 ans, le Québec s'éviterait une deuxième grave pénurie de logements en moins de 20 ans.

L'Express

Par Mathieu Fontaine

Drummondville vers une crise du logement

Le 30 novembre 2018 – *Modifié à 10 h 38 min le 28 décembre 2018*

Temps de lecture :



Les logements se font de plus en plus rares à Drummondville. *(Photo : Ghysain Bergeron)*

Selon les *Rapports sur le marché locatif* publiés hier par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), la Ville de Drummondville fait face à un problème majeur : la rareté de logements.

Selon les derniers chiffres publiés par la SCHL, le taux d'inoccupation à Drummondville serait de 1,7%, soit presque la moitié du seuil d'équilibre qui s'élève à 3 %. Notons aussi que dans certaines catégories comme les logements avec trois chambres à coucher, ce chiffre baisse jusqu'à 0,4 %.

Pour Véronique Laflamme, porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), la situation devra être corrigée, sans quoi les Drummondvillois pourraient vivre une crise du logement. «Les logements se font de plus en plus rares à Drummondville. La situation est difficile, surtout pour les familles qui doivent choisir un endroit inadapté à leurs besoins ou encore payer plus cher pour se loger», a-t-elle indiqué lors de son entrevue téléphonique avec le journal L'Express.

En plus de cette pénurie, le prix moyen de location d'un logement a bondi de 3,1 % entre 2017 et 2018, passant de 584 $ à 602 $ mensuellement.

Ce faisant, il devient encore plus compliqué de trouver un endroit, particulièrement pour les chercheurs et les nouveaux locataires. «Le loyer moyen a beau être à 602 $, mais ce qu'il faut dire, c'est que les logements qui sont présentement disponibles sont toujours plus chers que ceux qui sont déjà habités. Ceux qui sont à la recherche d'un endroit devront donc assurément débourser plus que ceux qui en ont déjà un», a ajouté Mme Laflamme.

D'ailleurs, cette situation aurait un impact direct sur la discrimination. «La rareté amène une hausse des cas de discrimination. C'est une pratique illégale, mais quand les propriétaires ont le gros bout du bâton, souvent, ils vont vouloir choisir leurs locataires. Ils vont alors prioriser ceux qui ont les meilleures conditions sociales», concède-t-elle.

Pour résoudre le problème, le FRAPRU lance un appel à tous : il faut se mobiliser pour construire des logements à but non-lucratif. «Il faut bâtir autre chose que des condos et des logements hors de prix! Avec des logements hors du marché privé avec lesquels personne ne fait de profit, la situation pourrait grandement s'améliorer. C'est pour cette raison qu'on continue nos efforts pour que le gouvernement québécois débloque des fonds pour le programme AccèsLogis», conclut Véronique Laflamme.

Rappelons qu'AccèsLogis Québec est un programme d'aide financière qui encourage le regroupement des ressources publiques, communautaires et privées. Il vise à favoriser la réalisation de logements sociaux et communautaires pour les ménages à revenu faible ou modeste, ou encore pour des clientèles qui ont des besoins particuliers en habitation.

Des statistiques inédites

Selon des données non publiées de Statistiques Canada, le revenu médian des Drummondvillois s'élèverait à 32 600 $ par an, ce qui en deçà de la moyenne provinciale.
Il y aurait également plus de 15 000 ménages locataires de Drummondville qui doivent débourser plus de la moitié de leur revenu annuel simplement pour se loger.

LE JOURNAL DE MONTRÉAL

Pas de «cadeaux» pour les locataires



FRANCIS HALIN
Vendredi, 18 janvier 2019 09:40
MISE À JOUR Vendredi, 18 janvier 2019 19:54

La nouvelle mouture de la taxe scolaire de François Legault pourrait ne pas faire baisser le prix de leur loyer



PHOTO FRANCIS HALIN

Fernand Plante, 90 ans, devant son logement de la Rive-Sud. « J'aurais aimé ça l'avoir aussi cette baisse-là », déplore-t-il.

Des locataires québécois pourraient ne pas voir la couleur de l'argent des baisses de taxes scolaires du gouvernement Legault, qui restera dans les poches de leur propriétaire.

Vendredi, la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ) a invité ses membres à « conserver » l'argent des baisses de taxes scolaires, la qualifiant de « mince compensation face aux centaines de millions $ perdus ».

« C'est toujours plus serré un peu. J'aurais aimé ça l'avoir moi aussi cette baisse-là », lance avec déception au *Journal* Fernand Plante, 90 ans, locataire à Saint-Basile-le-Grand.

Depuis que le gouvernement Legault a lancé sa réforme de la taxation scolaire à taux unique, celle-ci a été vigoureusement critiquée par ses opposants qui disent qu'elle enrichit les plus riches au détriment de la classe moyenne.

Par exemple, un duplex de 400 000 $ de la Rive-Sud, situé sur le territoire de la Commission scolaire des Patriotes, a vu son compte de taxes scolaires passer de 775 $, en 2017, à 669 $ l'an dernier, équivalant à une baisse de 106 $ ou 50 $ par locataire.

Quelques dizaines de dollars de plus par année qui auraient pu faire du bien à ceux qui en arrachent chaque mois.

« Ils disent toujours que ça coûte plus cher, mais nous autres aussi, ça nous coûte plus cher », déplore M. Plante, qui habite un logement en banlieue depuis cinq ans.

« Immoral »

« Je comprends que ça soit perçu comme étant "immoral", mais les critères de fixation de loyer ont floué les propriétaires pendant des décennies. Pour une fois qu'on a une chance, on va aller récupérer par les taxes scolaires », s'est défendu le directeur Affaires publiques de la CORPIQ, Hans Brouillette.

Des propos qui ont fait bondir la porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), Véronique Laflamme, qui pointe du doigt « leur appât du gain ».

Elle rappelle que le loyer moyen a déjà augmenté de 3,4 % entre 2017 et 2018, au Québec, selon le plus récent rapport sur le marché locatif de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

« Leur seul objectif, c'est d'avoir des loyers plus hauts pour pouvoir faire plus de profits parce que, pour eux, c'est un marché, un investissement », a-t-elle ajouté, convaincue que la recommandation de la CORPIQ contourne carrément les règlements.

À Montréal, les deux tiers des ménages sont locataires, a rappelé François Saillant, qui a œuvré pendant près de 40 ans au FRAPRU. Dans l'ensemble du Québec, ce chiffre avoisine les 40 %. « C'est une mesure fiscale injuste », a-t-il conclu.

♦ En Montérégie, l'économie moyenne sur le compte de taxes scolaires est de 185 $. À Montréal, ce chiffre bondit à 294 $.

Radio-Canada ICI Abitibi-Témiscamingue

Hausse des prix des logements : Val-d'Or et Amos dans les premières du palmarès québécois

Publié le dimanche 20 janvier 2019



Bruce Gervais, coordonnateur de l'ALOCAT Photo : Radio-Canada / Félix B. Desfossés

Jean-Marc Belzile

Deux villes de l'Abitibi-Témiscamingue sont des cinq municipalités où le coût des appartements a le plus augmenté en 2018.

Val-d'Or arrive au 4e rang, tout juste devant la ville d'Amos, dans le rapport annuel sur le marché locatif de la Société canadienne d'hypothèques et de logements (SCHL).

Les loyers ont augmenté de 3,4 % à Val-d'Or entre octobre 2017 et octobre 2018, alors qu'ils ont augmenté de 3 % durant la même période à Amos.

Saint-Hyacinthe, Prévost et Sainte-Adèle sont les seules municipalités qui devancent Val-d'Or et Amos selon les données de la SCHL.

Hausse inférieure à Rouyn-Noranda

À Rouyn-Noranda, la hausse a été de 1,9 % : c'est en deçà de la moyenne provinciale de 2,2 %.

Une situation qui se reflète d'ailleurs dans le coût moyen des loyers pour ces trois villes.

> *« Vous avez le droit de refuser une hausse. En fait, le refus, ça fait partie de la procédure. Tu donnes le fardeau de la preuve au propriétaire qui doit aller démontrer à la Régie du logement, qui est un tribunal administratif, " pourquoi tu hausses ton loyer? " »*
>
> — *Bruce Gervais, coordonnateur de l'Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue*

L'an dernier, la hausse du prix des appartements dans la région avait été de 2,4 % à Amos et Rouyn-Noranda puis de 1,9 % à Val-d'Or.

Val-d'Or arrive au premier rang dans la région avec un coût moyen de 626 $, tout juste devant Amos à 623 $ suivi de Rouyn-Noranda à 609 $.

Les villes de La Sarre et de Ville-Marie n'ont pas été sondées, puisque leur population est inférieure à 10 000 habitants.

Selon le coordonnateur de l'Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue, Bruce Gervais, les propriétaires ont profité de la pénurie de logements pour augmenter le coût des loyers.

Une hausse injustifiée?

La régie du logement a établi vendredi les pourcentages applicables.

Ces pourcentages servent au calcul des augmentations des loyers dans la province en 2019, conformément au Règlement sur les critères de fixation de loyer.

La Régie estime la hausse à 0,5 % s'il n'y a pas eu de travaux dans le logement.

« C'est un indice qu'on évoque pour se faire un jalon, pour savoir si on augmente trop ou pas. C'est 0,5 %. À 3 % à Val-d'Or, ils l'ont dépassé pas à peu près », affirme Bruce Gervais.

La hausse pourrait se poursuivre en 2019 puisque le taux d'inoccupation est encore très bas dans la région. Il est de 1,2 % à Rouyn-Noranda et Val-d'Or, et de 2,8 % à Amos.

FM 103,3
La radio allumée



Le Comité logement Rive-sud veut aider les locataires à contrer les hausses de loyer abusives

2019-01-23 /

Auteure: Emilie Tremblay

Le mois de janvier rime avec hausse du prix du loyer sur le territoire de l'agglomération de Longueuil.

Pour le Comité logement Rive-Sud, c'est aussi l'occasion de rappeler aux locataires qu'ils ont le droit de refuser les augmentations abusives ou non justifiées.

Le coup d'envoi de la campagne 2019 contre les hausses de loyer s'est fait la semaine dernière.

Selon le Comité logement Rive-Sud, les locataires acceptent souvent des hausses non justifiables par manque d'information et à cause de pratiques douteuses de leur propriétaire.

Pour y remédier l'organisme donne accès à un service téléphonique mais également à des dépliants et des kiosques d'information pour guider les locataires sur les réponses à donner à un avis d'augmentation ou à une modification au bail.

métro

Actualités 03:00 6 mars 2019 Par : Zacharie Goudreault Métro

Hausse du nombre de résidences sur Airbnb: la Ville de Montréal presse Revenu Québec d'être plus «coercitive»



Photo: Emmanuel Delacour/TC Media

La Ville de Montréal presse Revenu Québec d'avoir une approche plus «coercitive» à l'égard des propriétaires ne respectant pas la législation provinciale en vigueur encadrant les résidences de tourisme de type Airbnb alors que la popularité de cette plateforme dans les quartiers centraux de la métropole est grandissante.

En juin dernier, Revenu Québec a obtenu du gouvernement provincial les pouvoirs nécessaires pour faire appliquer la nouvelle législation issue du projet de loi 67. En vertu de cette loi, les personnes qui louent régulièrement un logement sur des plateformes de type Airbnb doivent se doter d'une attestation de classification de Tourisme Québec et payer une taxe d'hébergement. Les récalcitrants s'exposent à des amendes pouvant atteindre 50 000$ pour les citoyens et 100 000$ pour les entreprises fautives.

«Pour nous, au niveau municipal, l'arrivée de Revenu Québec était une bouffée d'air frais», a rappelé à *Métro* lundi le conseiller municipal de Projet Montréal dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et président de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation, Richard Ryan.

Or, «aucune contravention n'a été émise jusqu'à maintenant» par Revenu Québec à Montréal en lien avec l'application de cette loi, a souligné l'élu.

Selon M. Ryan, il y aurait «autour de 14 000 offres de logements entiers sur la plateforme Air bnb» dans la métropole, dont «plus de la moitié» concernent des logements situés dans les arrondissements de Ville-Marie et du Plateau-Mont-Royal. L'élu ajoute par ailleurs qu'«une bonne partie» de ces annonces sont réalisées par des propriétaires qui possèdent plusieurs logements et sont donc «clairement commerciales».

Des règlements de zonage ont été mis en place successivement depuis l'an dernier dans les arrondissements de Ville-Marie, du Plateau-Mont-Royal, puis du Sud-Ouest afin de restreindre la présence de résidences de tourisme à des tronçons sur quelques artères commerciales, mais ceux-ci sont souvent enfreints, reconnaît l'élu.

«On met de l'espoir sur Revenu Québec et on les encourage à agir de manière coercitive», a ajouté M. Ryan.

Cette demande est d'ailleurs partagée par le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ).

«On avait espéré que la loi serait bien appliquée, surtout avec les réglementations dans le Plateau-Mont-Royal et Ville-Marie. On espère que la loi sera appliquée de façon plus restrictive à l'égard des Air bnb illégaux», a réagi son porte-parole, Maxime Roy-Allard.

Depuis juin dernier, Revenu Québec a réalisé quelque 3900 inspections et plus de 1100 avertissements ont été remis dans l'ensemble de la province, a indiqué par courriel l'organisme gouvernemental, qui ne dispose pas de données précises pour Montréal.

«L'objectif ultime de ces activités d'inspection n'est pas de remettre des constats d'infraction, mais bien de s'assurer que les exploitants comprennent leurs obligations et surtout les respectent. Nous effectuons des suivis après avoir remis des avertissements, et nous sévirons si les exploitants ne se conforment pas», a affirmé à *Métro* la porte-parole de Revenu Québec, Geneviève Laurier.

L'organisme gouvernemental a par ailleurs précisé avoir noté «une hausse de 41% du nombre d'inscrits au fichier de la taxe sur l'hébergement» depuis juin dernier.

Hausse des loyers

Selon des données fournies par le Comité Logement du Plateau-Mont-Royal, l'arrondissement aurait connu de 2017 à 2018 une croissance de 18% du nombre de logements annoncés sur la plateforme Airbnb.

«Il y a des propriétaires qui ont exproprié des locataires pour faire de leurs logements des Airbnb ou des condos de luxe», a déploré l'organisatrice communautaire Gabrielle Renaud, qui qualifie la plateforme «d'outil de gentrification».

«Ça entraîne des hausses de loyers sur les logements environnants. Ça diminue le nombre de logements disponibles. Donc, ça nuit à l'accès aux logements», a renchéri M. Roy-Allard.

La popularité grandissante d'Air bnb dans la métropole viendrait par ailleurs nuire aux objectifs de l'administration municipale de faciliter l'accès à un logement au centre-ville aux familles à faible revenu. Elle prévoit aménager 12 000 logements sociaux et abordables à Montréal d'ici 2021.

«Même si on réussissait à faire les 12 000 logements sociaux, si on perd 5 000 logements existants [au profit d'Air bnb], qui sont en partie abordables, ça crée une pression énorme sur le marché locatif et le prix des loyers», a déclaré Richard Ryan.

métro

Actualités 13:47 **7 mars 2019** Par : Zacharie Goudreault Métro

Montréal «pourrait en faire plus» pour contrer la montée d'Airbnb, selon des organismes

Alors que le nombre d'annonces sur la plateforme Airbnb a connu une hausse de 21% sur une période d'un an, des organismes demandent à la Ville de Montréal d'«en faire plus» pour restreindre la location de logements à des touristes dans la métropole.

«En ce moment, n'importe qui fait n'importe quoi, n'importe où, n'importe quand», a déploré à *Métro* un organisateur communautaire du Comité Logement Ville-Marie, Gaétan Roberge, en marge d'une conférence tenue jeudi dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

Le Comité Logement du Plateau-Mont-Royal a dévoilé jeudi une étude sur la montée d'Airbnb dans la métropole et qui se base sur des statistiques produites par le professeur d'urbanisme David Wachsmuth, de l'Université McGill.

Selon cette étude, quelque 24 300 annonces ont été publiées sur cette plateforme dans l'ensemble de la métropole entre avril 2017 et mars 2018, ce qui représente une croissance annuelle de 21%. Les hôtes ont ainsi pu enregistrer des revenus de 196M$. La majorité de ces gains ont été réalisés dans les arrondissements de Ville-Marie et du Plateau-Mont-Royal, ce qui représente quelque 14 700 annonces sur une période d'un an.

Ces deux arrondissements ont adopté l'an dernier des règlements de zonage qui sont venus restreindre la présence de résidences de tourisme à des tronçons sur quelques artères commerciales, mais le conseiller du Mile-End, Richard Ryan, a reconnu récemment que ceux-ci sont souvent enfreints.

Selon M. Roberge, la Ville «pourrait en faire plus» pour contrer la présence de logements de type Airbnb en dehors des zones permises à Montréal.

«Je pense que [la Ville de Montréal] devrait aller vers des mesures plus coercitives, faire une campagne de sensibilisation et démontrer qu'à un moment donné, on ne fait pas ce qu'on veut à Montréal parce qu'en ce moment, on fait ce qu'on veut», a-t-il ajouté.

L'organisateur communautaire propose que l'administration municipale s'inspire de San Francisco, où la location de courte durée est obligatoire et se limite à un maximum de 90 jours. La ville californienne a par ailleurs mis en place une réglementation qui permet la remise d'amendes aux plateformes de type Airbnb lorsque celles-ci permettent la publication d'offres de logements qui n'ont pas été enregistrées auprès de la Ville.

Richard Ryan affirme cependant que de telles mesures seraient «très difficiles à mettre en application» étant donné que plusieurs plateformes similaires à Airbnb ont été développées dans les dernières années.

«Ce qui est important, c'est de trouver les moyens d'intervenir auprès des principales nuisances», a ajouté l'élu municipal, en référence notamment à la présence de nombreux déchets devant les résidences de tourisme de même que les risques d'éviction de locataires que représente l'essor de telles plateformes.

Gaétan Roberge estime par ailleurs que Revenu Québec devrait disposer de plus d'inspecteurs et agir de manière plus coercitive dans l'application de la loi provinciale encadrant les résidences de tourisme de type Airbnb, issue du projet de loi 67. Les 25 inspecteurs de cet organisme gouvernemental chargés depuis juin dernier de faire appliquer cette loi se sont contentés jusqu'à maintenant d'émettre des avertissements aux propriétaires fautifs.

«Revenu Québec a des pouvoirs d'enquête, des pouvoirs juridiques, là il faut des actions coercitives. Je crois que c'est le meilleur moyen de faire respecter la loi [québécoise] et par ricochet nos règlements de zonage», a fait valoir Richard Ryan, renvoyant ainsi la balle à l'organisme gouvernemental.

Parc locatif

Selon l'étude présentée jeudi, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal a connu une réduction de son par locatif de 5% en raison de la plateforme Airbnb, ce qui représenterait près de 2000 logements, selon l'organisatrice communautaire du Comité Logement du Plateau-Mont-Royal, Gabrielle Renaud.

«Nous perdons des appartements au profit des touristes. C'est déplorable», a-t-elle lancé en mêlée de presse après la conférence.

LA PRESSE .CA

Publié le 08 mars 2019 à 06h20 | Mis à jour le 08 mars 2019 à 06h20

Plateau-Mont-Royal et Ville-Marie: «Airbnb détruit notre tissu urbain»

ISABELLE GRIGNON-FRANCKE
La Presse

Le Comité logement Ville-Marie et le Comité logement du Plateau Mont-Royal ont demandé hier aux autorités l'interdiction de l'usage de la plateforme Airbnb dans leurs arrondissements. Près de 60 % de l'offre locative d'Airbnb annoncée dans la métropole se trouve dans ces deux quartiers centraux, selon une étude dévoilée hier.



Près de 60 % de l'offre locative d'Airbnb annoncée dans la métropole se trouve dans les arrondissements de Ville-Marie et du Plateau-Mont-Royal, selon une étude dévoilée hier.
PHOTO ULYSSE LEMERISE, ARCHIVES COLLABORATION SPÉCIALE

La location de logements entiers via le site Airbnb retire 5 % des logements aux Montréalais, augmente l'embourgeoisement, cause le déracinement de locataires de longue date et accentue le sentiment d'insécurité vécus par les habitants des quartiers centraux, explique Odile Lanctôt du Comité logement du Plateau Mont-Royal. Son organisation brosse un portrait sombre de l'impact d'Airbnb.

« C'est passé d'un projet cool à un mal acceptable. Ça détruit notre tissu urbain ! », dit Gaétan Roberge du Comité logement Ville-Marie.

« Les comités logement ont raison de s'inquiéter », croit Richard Ryan, conseiller municipal pour Projet Montréal dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Il constate sur le terrain un sentiment de détresse croissant face à la perte de milieux de vie, tandis que les plaintes s'accumulent sur son bureau. M. Ryan estime, en revanche, qu'il n'est pas opportun d'aller aussi loin que l'exigent les deux comités. « Il faut mettre en application les lois en place », plaide-t-il.

Depuis juin dernier, Revenu Québec assure un rôle de surveillance et de coercition des locations illégales, mais jusqu'à présent, aucune amende n'a été imposée au terme des 3896 inspections réalisées avant le 1er février 2019. Revenu Québec précise toutefois que 1111 avertissements ont été délivrés. Les

contrevenants s'en tirent jusqu'ici à bon compte, si l'on songe que les amendes prévues à la loi 67 peuvent atteindre 50 000 $.

Difficile de faire respecter la loi

Les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, de Ville-Marie et du Sud-Ouest ont tenté de mettre en place des règlements particuliers afin de restreindre les zones où il était permis d'obtenir des attestations de classification d'hébergement touristique. Aujourd'hui, les acteurs commerciaux, comme les agences immobilières, qui louent des logements doivent se pourvoir d'une attestation délivrée par Tourisme Québec. Dans le cas des particuliers, la règle prévoit qu'on ne doit pas louer de façon « régulière » sa résidence pour se soustraire à cette obligation.

Il demeure toutefois difficile d'avoir un impact réel, croit Richard Ryan. « On veut que Revenu Québec monte d'une coche de sévérité », ajoute-t-il. Son arrondissement a d'ailleurs déjà engagé des inspecteurs privés pour tenter de pallier le problème.

L'élu de Projet Montréal précise qu'il encourage fortement les gens qui constatent des infractions à les dénoncer. « C'est plus de 75 % des cas rapportés qui sont de vrais cas d'invalidité validés », explique-t-il. « Actuellement, c'est le *free for all* », se désole de son côté Gaétan Roberge du Comité logement Ville-Marie, qui montre du doigt le manque d'inspecteurs. Toutefois, il estime que la délation n'est pas une méthode appropriée pour venir à bout du problème.

Une croissance continue

Airbnb s'inscrit dans un contexte de « néolibéralisme urbain », croit de son côté Anne Latendresse, professeure de géographie sociale à l'UQAM. « On pense la ville comme une course aux profits », explique la chercheuse. La vision de la ville se base alors sur des préoccupations tournées vers l'extérieur, notamment pour attirer des investisseurs. La construction de grands ensembles architecturaux, comme des casinos auxquels se greffent des magasins et des salles de spectacle, ou encore la tenue d'événements comme des Jeux olympiques participent d'une privatisation de l'espace public, poursuit-elle. « On perd alors ce qui est une des richesses de Montréal, la vie de quartier », conclut M^{me} Latendresse.

Dans la dernière année, environ 10 800 annonces pour la location de logements entiers du Plateau et de l'arrondissement de Ville-Marie ont été mises en ligne sur Airbnb, générant des revenus d'environ 132 millions de dollars, estime une étude menée par le professeur David Wachsmuch de l'Université McGill.

Le revenu total tiré de ce type de location à Montréal a bondi de 60 % l'an dernier. Airbnb estime aujourd'hui à environ 27 000 le nombre d'hôtes dans la métropole.

Aucune solution n'est parfaite

San Francisco est souvent considéré comme un modèle à suivre. La Ville a rendu obligatoire l'enregistrement des hôtes. La métropole californienne a alors traîné Airbnb devant les tribunaux, l'obligeant à retirer 50 % de ses offres, considérées comme illégales, explique Gaétan Roberge, du Comité logement Ville-Marie.

Questionné sur la situation du Québec, Airbnb affirme vouloir coopérer. « Les hôtes partagent leur résidence quelques nuits par mois pour aider à joindre les deux bouts », plaide Alexandra Dagg, porte-parole d'Airbnb.

Une réglementation plus coercitive pourrait avoir pour conséquence de donner aux propriétaires un pouvoir accru de chasser les locataires qui feraient usage de la plateforme sans les avoir avisés au préalable. Au Québec, la sous-location doit être approuvée par le propriétaire.

En revanche, un total laisser-faire du marché locatif entraînerait des spéculations sur le prix des loyers par les promoteurs, craint M^{me} Latendresse.

TVA Nouvelles

> RÉGIONAL | > TVA MONTRÉAL | > MONTRÉAL

Béatrice Roy-Brunet | Agence QMI - Agence QMI | **Publié le 7 mars 2019 à 18:25**

Airbnb : des quartiers victimes de leur popularité

Dans certains quartiers populaires auprès des touristes, la plateforme d'hébergement Airbnb met des bâtons dans les roues des Montréalais en quête d'un logement.

Selon une nouvelle étude présentée jeudi, les logements de qualité du Plateau-Mont-Royal et Ville-Marie sont particulièrement recherchés sur la plateforme. Sur les 24 000 logements proposés par Airbnb à Montréal, plus de 60% des offres sont situées dans ces quartiers, avance le Comité logement du Plateau Mont-Royal et de Ville-Marie.

La chercheuse Odile Lanctôt a expliqué que certains propriétaires convertissent leurs immeubles à logement en hébergement touristique, leur permettant ainsi d'augmenter leurs revenus.

Le Plateau-Mont-Royal perd actuellement 5% du parc de logements locatifs par année au profit de la location aux touristes. «Ça représente environ 1500 logements qui sont retirés de manière permanente du marché», a indiqué la chercheuse Odile Lanctôt en marge d'une conférence de presse.

L'étude révèle que 68% des annonces affichées sur Airbnb proposent des logements entiers, plutôt que des chambres. «Ce constat est d'autant plus alarmant quand on considère que le taux d'inoccupation pour le Plateau Mont-Royal est [...] de 0,2% pour les grands logements [3 chambres ou plus]», a mentionné Mme Lanctôt dans sa recherche. «C'est une réelle menace pour l'offre locative traditionnelle.»


Joël Lemay / Agence QMI

À travers Montréal

Odile Lanctôt ajoute que les arrondissements Villeray, Hochelaga et Le Sud-Ouest sont aussi aux prises avec ce problème. «C'est des quartiers où la gentrification est déjà entamée, des quartiers où les loyers sont encore bas et que c'est profitable de faire de la location touristique.»

Le nombre d'annonces sur Airbnb a augmenté de 21% à travers la Ville de Montréal entre avril 2017 et mars 2018.

«Ce phénomène-là renforce la gentrification déjà existante dans les arrondissements. Elle exerce une pression à la hausse sur les loyers, une diminution de l'offre de logements disponibles pour les résidents et résidentes.»

Gaétan Roberge, du Comité logement Ville-Marie, déplore le manque d'encadrement de la part de la Ville, malgré des règlements de zonage visant à restreindre la présence de ce type d'hébergement dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal et de Ville-Marie. «Pour l'instant, le message qui est lancé c'est que n'importe qui peut faire n'importe quoi, n'importe où.»

HISTOIRE DES LUTTES POUR LE DROIT AU LOGEMENT

SORTIE DU LIVRE DE FRANÇOIS SAILLANT



métro

National 17:26 14 octobre 2018 Par : Roxanne Ocampo La Presse Canadienne

François Saillant signe «Lutter pour un toit»

MONTRÉAL — François Saillant, ancien porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), signe un livre sur les luttes pour le droit au logement, dont certaines qu'il a «vécues de près».

Le militant de longue date dit avoir senti le besoin d'écrire «Lutter pour un toit» afin d'apporter un regard d'ensemble sur le développement des villes au Québec.

«C'est vraiment mon militantisme sur la question du logement qui m'a donné le goût d'écrire ces histoires-là, avoue-t-il. Mais j'ai essayé de garder quand même un regard plus extérieur.»

S'il évite de verser dans l'autobiographie, ce n'est certainement pas par manque d'anecdotes, après près de 38 ans à la tête du FRAPRU.

Celui qui défend le droit au logement depuis les années 1970 déplore que cette cause demeure largement méconnue.

Seulement certains phénomènes ponctuels semblent selon lui capter l'attention du public.

«Pendant une certaine période, on va parler plus de la hausse des loyers par exemple ou de la question de l'insalubrité. Dans une période de rareté de logement, on va parler plus de »crise » dans ce sens de pénurie extrême», illustre-t-il.

«Mais avoir un portrait plus d'ensemble de l'enjeu du droit au logement et savoir comment les choses se sont développées historiquement depuis 70 ans, je pense que ça répond à un besoin», a-t-il fait valoir en entrevue avec La Presse canadienne dimanche.

«Ne jamais lâcher»

L'envie de coucher ces histoires sur papier lui est aussi venue par souci pour ceux qui prennent le flambeau.

Sans vouloir se poser en donneur de leçons, François Saillant met en garde la nouvelle cohorte de militants contre la démoralisation qui les guette.

Il évoque le cas de Milton-Parc, où des logements patrimoniaux avaient été rasés par un promoteur immobilier.

«Les gens auraient pu se décourager, mais ils ont réussi à sauver la partie de la communauté qui n'avait pas été démolie et à en faire le plus gros complexe de coopératives d'habitation au Canada», souligne-t-il.

Les batailles ne sont cependant plus les mêmes, reconnaît-il.

Il se souvient de s'être principalement opposé aux programmes de rénovation urbaine à ses débuts: «Des développements touristiques, des développements immobiliers, des autoroutes, des élargissements de boulevards, des stationnements: toutes les raisons étaient bonnes pour démolir.»

Aujourd'hui, les militants doivent plutôt se dresser contre la gentrification ou Airbnb et les autres formes de location temporaire.

Mais un enjeu a su traverser le temps, relève-t-il: l'absence de reconnaissance du droit au logement.

Parmi les douze «épisodes» autour desquels s'articule son livre figurent ceux des vétérans de la Deuxième Guerre mondiale contraints à squatter, l'occupation de la rue Saint-Norbert dans le Plateau-Mont-Royal, le campement des sans-logis de Hull ou encore la résistance à la destruction de Guindonville, à Val-David.

«Lutter pour un toit», des Éditions Écosociété, paraîtra le 18 octobre.

LA PRESSE .CA

Publié le 14 octobre 2018 à 17h36 | Mis à jour le 14 octobre 2018 à 17h36

François Saillant signe un livre sur le droit au logement

ROXANNE OCAMPO La Presse Canadienne

François Saillant, ancien porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), signe un livre sur les luttes pour le droit au logement, dont certaines qu'il a « vécues de près ».

Le militant de longue date dit avoir senti le besoin d'écrire *Lutter pour un toit* afin d'apporter un regard d'ensemble sur le développement des villes au Québec.

« C'est vraiment mon militantisme sur la question du logement qui m'a donné le goût d'écrire ces histoires-là, avoue-t-il. Mais, j'ai essayé de garder quand même un regard plus extérieur. »

S'il évite de verser dans l'autobiographie, ce n'est certainement pas par manque d'anecdotes, après près de 38 ans à la tête du FRAPRU.

Celui qui défend le droit au logement depuis les années 70 déplore que cette cause demeure largement méconnue.

Seulement certains phénomènes ponctuels semblent selon lui capter l'attention du public.

« Pendant une certaine période, on parlera plus de la hausse des loyers par exemple ou de la question de l'insalubrité. Dans une période de rareté de logement, on parlera plus de "crise" dans ce sens de pénurie extrême », illustre-t-il.

« Mais, avoir un portrait plus d'ensemble de l'enjeu du droit au logement et savoir comment les choses se sont développées historiquement depuis 70 ans, je pense que ça répond à un besoin », a-t-il fait valoir en entrevue avec La Presse canadienne dimanche.

« Ne jamais lâcher »

L'envie de coucher ces histoires sur papier lui est aussi venue par souci pour ceux qui prennent le flambeau.

Sans vouloir se poser en donneur de leçons, François Saillant met en garde la nouvelle cohorte de militants contre la démoralisation qui les guette.

Il évoque le cas de Milton-Parc, où des logements patrimoniaux avaient été rasés par un promoteur immobilier.

« Les gens auraient pu se décourager, mais ils ont réussi à sauver la partie de la communauté qui n'avait pas été démolie et à en faire le plus gros complexe de coopératives d'habitation au Canada », souligne-t-il.

Les batailles ne sont cependant plus les mêmes, reconnaît-il.

Il se souvient de s'être principalement opposé aux programmes de rénovation urbaine à ses débuts : « Des développements touristiques, des développements immobiliers, des autoroutes, des élargissements de boulevards, des stationnements : toutes les raisons étaient bonnes pour démolir. »

Aujourd'hui, les militants doivent plutôt se dresser contre l'embourgeoisement ou Airbnb et les autres formes de location temporaire.

Mais, un enjeu a su traverser le temps, relève-t-il : l'absence de reconnaissance du droit au logement.

Parmi les 12 « épisodes » autour desquels s'articule son livre figurent ceux des vétérans de la Deuxième Guerre mondiale contraints à squatter l'occupation de la rue Saint-Norbert dans le Plateau-Mont-Royal, le campement des sans-logis de Hull ou encore la résistance à la destruction de Guindonville, à Val-David.

Lutter pour un toit paraîtra aux Éditions Écosociété le 18 octobre.

RADIO-CANADA

Publié le dimanche 14 octobre 2018

François Saillant fait le bilan de plus de 35 ans de lutte pour le logement



En mars 2016, M. Saillant et d'autres militants du FRAPRU avaient occupé le hall d'entrée du siège social de Bombardier pour dénoncer les compressions budgétaires de Québec dans le programme AccèsLogis. Photo: Radio-Canada

La Presse canadienne

François Saillant, ancien porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), signe un livre sur les luttes pour le droit au logement, dont certaines qu'il a « vécues de près ».

Le militant de longue date dit avoir senti le besoin d'écrire *Lutter pour un toit* afin d'apporter un regard d'ensemble sur le développement des villes au Québec.

« C'est vraiment mon militantisme sur la question du logement qui m'a donné le goût d'écrire ces histoires-là, avoue-t-il. Mais j'ai essayé de garder quand même un regard plus extérieur. »

S'il évite de verser dans l'autobiographie, ce n'est certainement pas par manque d'anecdotes, après près de 38 ans à la tête du FRAPRU.

Celui qui défend le droit au logement depuis les années 1970 déplore que cette cause demeure largement méconnue.

Seulement certains phénomènes ponctuels semblent selon lui capter l'attention du public.

« Pendant une certaine période, on va parler plus de la hausse des loyers par exemple ou de la question de l'insalubrité. Dans une période de rareté de logement, on va parler plus de "crise" dans ce sens de pénurie extrême », illustre-t-il.

« Mais avoir un portrait plus d'ensemble de l'enjeu du droit au logement et savoir comment les choses se sont développées historiquement depuis 70 ans, je pense que ça répond à un besoin », a-t-il fait valoir en entrevue avec La Presse canadienne dimanche.

« Ne jamais lâcher »

L'envie de coucher ces histoires sur papier lui est aussi venue par souci pour ceux qui prennent le flambeau.

Sans vouloir se poser en donneur de leçons, François Saillant met en garde la nouvelle cohorte de militants contre la démoralisation qui les guette.

Il évoque le cas de Milton-Parc, où des logements patrimoniaux avaient été rasés par un promoteur immobilier.

« Les gens auraient pu se décourager, mais ils ont réussi à sauver la partie de la communauté qui n'avait pas été démolie et à en faire le plus gros complexe de coopératives d'habitation au Canada », souligne-t-il.

Les batailles ne sont cependant plus les mêmes, reconnaît-il.

Il se souvient de s'être principalement opposé aux programmes de rénovation urbaine à ses débuts. « Des développements touristiques, des développements immobiliers, des autoroutes, des élargissements de boulevards, des stationnements : toutes les raisons étaient bonnes pour démolir. »

Aujourd'hui, les militants doivent plutôt se dresser contre l'embourgeoisement ou Airbnb et les autres formes de location temporaire.

Un enjeu a toutefois su traverser le temps, relève-t-il : l'absence de reconnaissance du droit au logement.

Parmi les 12 « épisodes » autour desquels s'articule son livre figurent ceux des vétérans de la Deuxième Guerre mondiale contraints à squatter, l'occupation de la rue Saint-Norbert sur Le Plateau-Mont-Royal, le campement des sans-logis de Hull, ou encore la résistance à la destruction de Guindonville, à Val-David.

Lutter pour un toit, des Éditions Écosociété, paraîtra le 18 octobre.

Global NEWS

Social housing activists slam City of Montreal over eviction of vulnerable tenants



By Anne Leclair
Reporter Global News

WATCH: A dozen people living in a condemned building in Montreal's Plateau-Mont-Royal are scrambling after the city ordered them out. As of Wednesday, the building will be boarded up and as Global's Anne Leclair reports, many residents could find themselves living on the streets.

- AA +

A dozen tenants living in a condemned building in the Plateau Mont Royal borough are facing eviction on Wednesday.

The city ordered them out two weeks ago and the new landlord has already shared his plans to build condominiums.

But housing-rights activists are now speaking out and slamming the city of Montreal for failing to do more.

"What you see behind me here is one of the generators of homelessness," said Matthew Pearce, CEO of The Old Brewery Mission. "This is one of the ways people end up on the street. They end up at the doors of the mission and the city is complicit."

The story first made news earlier this month after the city handed residents an eviction notice, effective Oct. 17. Mayor Valérie Plante said last week she wished the City could do more to stop the developer from moving ahead with his plans, but insisted her hands were tied. But some housing-rights leaders beg to differ.

"The solution is that there have to be heavy penalties for people who have decided to get in the business of renting units to human beings and then not carrying out their end of the bargain," Pearce told Global News.

Last week, the company that is buying the building said that it will gut and renovate the building, with 10 per cent of the new units dedicated to social housing. It also said it is compensating the departing tenants.

"I believe we are doing something good," said Mahir Ozdilek, Mahlex Groupe president. "We are cleaning up these properties."



Retired housing-rights activist Francois Saillant is also convinced the city could have done more to make sure the rights of tenants are respected. The former head of FRAPRU just penned a book about the social housing crisis and claims the city could have evicted the landlord and turned the building into social housing units. He also suggests one solution is for the city to fight for the right to seize neglected properties.

"They should ask the Quebec government to have that power," Saillant said. "A lot more should be done I hope that Valérie Plante and the municipal administration will have the will to do so."

About a dozen tenants plan to spend the last night in their home before being moved to hotel until Nov. 1, after which they'll have to fend for themselves.

"It's sure we'll all end up on the street" tenant Alain St-Georges said while fighting back tears. "They don't care about us."

ICI Première

PUBLIÉ LE JEUDI 1 NOVEMBRE 2018

Les matins d'ici
En semaine de 5 h 30 à 9 h
PHILIPPE MARCOUX

« Lutter pour un toit » : 35 ans de défense du droit au logement



En mars 2016, M. Saillant et d'autres militants du FRAPRU avaient occupé le hall d'entrée du siège social de Bombardier pour dénoncer les compressions budgétaires de Québec dans le programme AccèsLogis. « Financer 10 000 logements sociaux par année, ça ne prendrait même pas tout l'argent que le gouvernement a donné à Bombardier », avait-il plaidé. Photo : Radio-Canada

L'ancien porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), François Saillant, nous parle de son livre lancé jeudi dernier qui revisite les 12 plus importantes luttes pour le droit au logement au Québec depuis la Seconde Guerre mondiale. Selon lui, la bataille n'est toujours pas terminée.

> « C'est une lutte qui est à poursuivre tant et aussi longtemps qu'on ne reconnaitra pas pleinement le fait que le logement c'est un droit. »
>
> — *François Saillant, l'ancien porte-parole du FRAPRU*

François Saillant est l'ancien porte-parole du FRAPRU. Il était l'invité de Philippe Marcoux ce matin.

leSoleil

6 novembre 2018 / Mis à jour à 22h25

«Lutter pour un toit»: un livre sur les luttes populaires



CÉLINE FABRIÈS
Le Soleil

L'ancien coordonnateur du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPU) François Saillant a lancé, mardi, le livre, «Lutter pour un toit», qui parle de 12 luttes sur le logement au Québec, dont deux d'entre elles se sont déroulées dans le quartier Saint-Jean-Baptiste. Un livre pour la mémoire collective sur des luttes qui ont marqué le développement immobilier des villes de l'après-guerre jusqu'à aujourd'hui.

Les deux luttes choisies par l'écrivain dans Saint-Jean-Baptiste témoignent de la volonté du quartier d'empêcher tout projet immobilier public ou privé au détriment de la population. «Ces deux luttes avaient retenu l'attention et elles se sont terminées par victoires et la création de coopératives d'habitation», explique François Saillant

L'une des deux luttes se déroule à la fin des années 70 et l'autre dans les années 2000. Le premier épisode se passe de 1976 à 1979. «L'aménagement dans les années 60 de la colline Parlementaire et la création de gros complexes immobiliers ont entraîné la démolition d'environ 1400 logements. Avec Saint-Gabriel, la population a dit : "C'est assez" et la lutte s'est organisée», relate-t-il.

À l'époque, l'administration municipale de Gilles Lamontagne veut sacrifier la petite rue Saint-Gabriel et sa soixantaine de logements à bas loyer pour faire place à un boulevard visant à faciliter la circulation routière à partir de la colline Parlementaire. Les citoyens mécontents se regroupent. Le Mouvement Saint-Gabriel est né. Au bout de deux ans de pressions et de rebondissements de toutes sortes, la bataille permet non seulement de sauver les bâtiments, mais de les transformer en deux coopératives d'habitation qui sont encore en activité, près de quarante ans plus tard.

Le Mouvement Saint-Gabriel, devenu en 1982 le Comité populaire, a pris de l'assurance grâce à cette grosse victoire contre le maire Lamontagne. La seconde lutte dans le livre raconte le squat de 2002, au 920, rue de la Chevrotière, alors que sévit une sévère pénurie de logements locatifs et que l'embourgeoisement menace le quartier.

«C'était à l'occasion d'une semaine d'action du FRAPU à l'échelle de Québec. Mais dans Saint-Jean-Baptiste, le squat a duré quatre mois. Et même s'il y a eu une éviction par la police et la démolition de l'édifice, le Comité populaire a poursuivi la bataille, cette fois contre un projet de condominiums porté sur l'îlot par le groupe Casot. Ça s'est soldé par une victoire en 2010 et la création de la coopérative de 80 logements, L'Escalier», raconte l'ancien porte-parole du FRAPU.

Victoires à ne pas oublier

François Saillant a écrit ce livre pour trois raisons : ne pas oublier les luttes et les personnes qui les ont menées, servir de motivation à ceux qui mènent la lutte aujourd'hui, et permettre aux lecteurs de voir de quelle manière les villes se sont développées, et comment les luttes citoyennes ont pu dans certains cas modifier le cours des évènements.

«Ça fait partie de l'histoire du Québec au même titre que d'autres évènements. Il y a des leçons à en tirer et quand tu as l'impression que tout est perdu, tu sais qu'il peut avoir des rebondissements insoupçonnés qui permettent même après des défaites d'enregistrer des victoires», fait-il valoir.

Les 10 autres batailles racontées dans *Lutter pour un toit,* qui a été édité par Écosociété, ont eu lieu à Montréal, Gatineau, Châteauguay et Val-David.

Québec EXPRESS

Actualites 17:59 9 janvier 2019 By: Perrine Gruson

La lutte pour un logement abordable toujours actuelle

SOCIAL. Dans son livre *Lutter pour un toit*, l'auteur engagé François Saillant fait le récit de douze luttes sur le logement qui se sont déroulées au Québec de l'après-guerre jusqu'à aujourd'hui. Le logement abordable est un combat qui n'a pas cessé, à Québec comme ailleurs. Deux de ces batailles ont eu lieu dans le quartier Saint-Jean-Baptiste de Québec, le premier à la fin des années 1970 et le second dans la décennie 2000.

Porte-parole du FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement urbain), François Saillant est à la retraite depuis 2016, ce qui lui a permis de prendre du recul sur les événements. Il a alors pu concrétiser le projet d'écriture des luttes qui lui tiennent à cœur.

«J'ai voulu illustrer une variété de problématiques. Soit ce sont des luttes qui ont marqué leur époque, soit elles revêtent un aspect exemplaire, ou encore elles témoignent d'un projet d'envergure», indique l'auteur.

L'ex porte-parole du FRAPRU croit que les défis sont multiples, encore aujourd'hui. La gentrification des quartiers populaires est un danger réel pour les personnes qui vivent dans des logements abordables. Les hausses de loyer, la diminution de la qualité de vie y sont des conséquences directes. La croissance de la location d'appartements aux touristes (Airbnb) est aussi un enjeu qui risque de dénaturer les quartiers et diminuer l'offre locative.

Pour le militant, la question du logement social ou abordable, que ce soit par les coopératives d'habitation ou par des logements à loyer modéré, doivent échapper à la logique du profit. «Si les autorités se constituent une réserve suffisante de bâtiments réservés au logement social, c'est un filet de sécurité. Transformer des logements existants en coopérative d'habitation pourrait être une solution. L'ancienne boucherie Bégin [une bâtisse à l'abandon qui aurait dû être démolie en mars dernier pour faire place à des condos], sur la rue Saint-Jean, est un endroit où on pourrait faire du logement social, par exemple», suggère M. Saillant.



À cause de la gentrification des quartiers centraux populaires, les résidents peuvent subir une hausse des loyers.



En 1978, la population du quartier s'était fortement mobilisée pour conserver son droit à un toit.

Personne à l'abri

«La classe moyenne, souvent propriétaire, a tendance à croire que les problèmes de logements sont ceux des autres, donc, pourquoi payer? Je crois qu'ils ont tort. Personne n'est à l'abri de problèmes financiers, d'un divorce, d'une séparation, d'un problème de santé majeur. Le logement abordable est une protection dont tout le monde pourra éventuellement jouir, conclut M. Saillant.

Un pan historique important

Dans son chapitre Saint-Gabriel de force, François Saillant raconte qu'en 1978, le quartier Saint-Jean-Baptiste, à Québec, est le théâtre de plusieurs luttes dont celles contre la démolition de la rue Saint-Gabriel, une opération d'envergure qui visait la démolition de nombreux logements par l'administration municipale.

C'est finalement grâce à l'intervention du ministre fédéral des Travaux public, André Ouellet, qu'une coopérative d'habitation a pu voir le jour.

De la même façon, l'auteur raconte comment la population du quartier Saint-Jean Baptiste s'est battue contre la démolition de l'îlot Berthelot et va même jusqu'à l'occuper dans le contexte contestataire de l'Après Sommet des Amériques en 2002. Après des mois de lutte, un projet de coopérative d'habitation y est finalement né.

Ces deux événements ont été abondamment relayés par les médias de l'époque et ont fortement marqué l'histoire du Centre-ville et sa population.

Encore aujourd'hui, les problèmes de logement font souvent les manchettes. Citons il y a quelques semaines un combat entre la Ville et un propriétaire qui négligeait l'entretien et la salubrité de son bloc du quartier Vanier, laissant ses occupants dans de mauvaises conditions d'hygiène. La Ville a finalement pu forcer le propriétaire à faire des travaux de réfection.

AUTRES LUTTES SOCIALES

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, JUSTICE SOCIALE ET FINANCEMENT



TVA Nouvelles > RÉGIONAL > QUÉBEC > QUÉBEC

Deux arrestations en marge de la manifestation anti-G7

Nicolas Lachance, Jean-François Racine et Pierre-Paul Biron et Nicolas Saillant | Agence QMI
| **Publié le 7 juin 2018 à 12:07** - Mis à jour le 7 juin 2018 à 22:04



Les policiers y sont allés d'une démonstration de force qui n'a laissé aucune chance de débordement aux quelque 500 manifestants présents lors de la première manifestation anti-G7 hier soir.

Outre un épisode où la tension a monté d'un cran après l'arrestation d'un homme masqué au coin de Grande Allée et Claire-Fontaine, les quelque 300 manifestants ont déambulé dans les rues de Québec dans le calme.

L'homme avait tenté de se sauver derrière la ligne des policiers antiémeutes, il a rapidement été couché au sol et arrêté.

Les gens qui se sont approchés ont été interpellés par les policiers en leur demandant de s'éloigner.

Un premier individu avait été arrêté au coin de la rue Cartier cette fois.

Les manifestants s'étaient rassemblés au parc des Braves et ont commencé à marcher vers le centre-ville sous forte présence de la police antiémeute vers 18h55.

Après quelques discours et chants, les manifestants anti-G7 ont commencé leur marche. Plusieurs gens masqués et vêtus de noir sont présents tout comme au moins deux pelotons de policiers casqués du SPVQ.

Ceux-ci se trouvent de part et d'autre du chemin Sainte-Foy en aval du parc. Boucliers et casques enfilés.

D'autres policiers antiémeutes sont aussi postés plus loin, à chaque coin de rue ou presque jusqu'au centre-ville.

À noter que deux camions-bennes de la ville de Québec bloquent le chemin Sainte-Foy, vraisemblablement pour protéger les citoyens d'une possible attaque au camion bélier.

La manifestation en direct

- 21h10: La police de Québec indique que la manifestation est maintenant terminée et demande aux gens de quitter le Boulevard René-Lesveque afin de libérer l'entrave. Des policiers antiémeutes encerclent l'ensemble du quadrilatère tout en laissant les gens quitter les lieux.

- 20h40: Seule une poignée de manifestants se trouvent toujours devant le centre des congrès. Un petit groupe s'est toutefois dirigé vers l'Assemblée nationale, mais apparemment sans objectif précis. Il y a présentement plus de policiers casqués que de manifestants alors que les rues sont presque désertes deux heures après le début de la manifestation.

- 20h25: Pyrotechnie lancée à la fin de la manifestation. Plusieurs manifestations décident de rester. Les manifestants commencent à insulter les médias.

- 20h23: La manifestation s'est terminée devant le Centre des Congrès, mais des manifestants se rassemblent pour brûler les drapeaux américain et canadien.

- 20h16: La manifestation arrive à son point de chute au Centre des congrès.

- 20h15: Des graffitis sont faits sur un abribus du RTC. Les manifestants tentent d'empêcher les médias de prendre des images de la scène.

- 20h: Autres arrestation et tension très palpable sur Grande Allée. Des groupes se séparent en raison de l'arrestation.

- 20h: Les policiers de la Sûreté du Québec protègent l'hôtel Le Concorde alors que les manifestants s'approchent sur Grande Allée. Les policiers sont équipés d'armes de contrôle de foule.

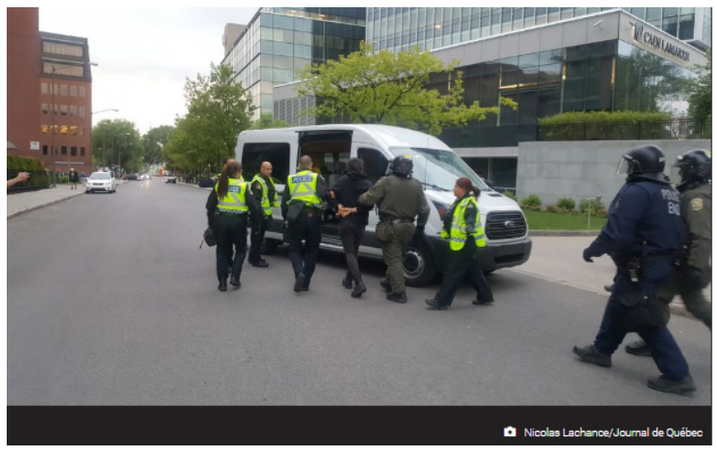
- 19h55: Un autre manifestant arrêté au coin de la Grande Allée et de la rue Claire-Fontaine.

- 19h45: Un manifestant a été arrêté lorsque la marche a tourné sur Grande Allée.

- 19h45: Peloton prêt à intervenir devant le Concorde. Les policiers descendent la Grande Allée avant les manifestants.

- 19h35: Sur l'avenue Cartier, des gens qui prennent une bière sur une terrasse côtoient les manifestants. On s'échange des regards et des sourires tendus, mais aucun débordement pour le moment.

- 19h22: La manifestation emprunte l'avenue Cartier. Une ligne de policiers de la SQ pour s'assurer qu'on respecte l'itinéraire.


Nicolas Lachance/Journal de Québec

- 19h25: les policiers demandent aux personnes avec des enfants qui se trouvent sur la rue Cartier de se déplacer dans des rues parrallèles.

- 19h12: Beaucoup de spectateurs de la manifestation en cours dans les tours d'habitation et sur les balcons du Chemin Sainte-Foy. Plusieurs citoyens avec leurs enfants encouragent les manifestants.

- 19h05: Groupe à l'avenue Moncton.

- 19h: La tension est palpable, les manifestants scandent : «tout le monde déteste la police».

- 18h54: C'est un départ. La marche commence.

- 18h44: Les deux camions-bennes qui bloquent le chemin Sainte-Foy, du jamais vu à Québec.

- 18h45: les manifestants se mettent en marche.

- 18h20: Les organisatrices de la marche discutent toujours avec les dirigeants de la police.

- 18h15: Anti-émeute qui marche au pas en frappant le bouclier avant même le début de la manifestation.

- 18h05: On distribue à la foule les slogans qui seront scandés durant la manifestation. Les discours pré-manifestation débutent à l'instant.

- 17h55: À quelques minutes du début de la manifestation, les policiers anti-émeute bien visibles aux abords du Parc des Braves. Les manifestants continuent d'arriver.

- 17h20: Point de presse des organisateurs de la manifestation. On déplore que «des militaristes parleront de paix et que des misogynes parleront d'égalité hommes-femmes dans un luxueux manoir».


Pierre-Paul Biron, Journal de Qu

- 17h15: À 45 minutes du début de la manifestation, les responsables du groupe de sécurité rencontrent les organisateurs de la marche. Les dernières consignes sont données et les autorités demandent à être avisées de tout changement d'itinéraire pour assurer la sécurité le long du parcours.

- 17h10: Quelques centaines de policiers lourdement équipés visibles et également dissimulés dans les rues voisines du Parc des Braves. Une vingtaine de manifestants et des dizaines de membres des médias.

- 17h05: L'escouade médicale des manifestants s'active en prévision de la manifestation qui doit démarrer vers 18 h. Bouteilles d'eau et tissus imbibés sont prêts en cas d'exposition au gaz lacrymogène.

- 17h: Déjà, des policiers approchent des manifestants qui se préparent pour la marche. Les policiers ont quitté la scène, après quelques questions. Il s'agit de manifestants qui se préparent pour offrir les premiers soins au besoin.

- 17h: Le FRAPRU Montréal a fait son apparition environ une heure avant le début de la marche qui doit se rendre au Centre des congrès, près de place D'Youville.

- 16h50: Le premier autobus bondé de manifestants montréalais est arrivé au parc des Braves à Québec, s'ajoutant aux quelques autres protestataires anti-G7 qui se préparent à envahir les rues de la Vieille Capitale.

- 15h20: Des dizaines d'agents de l'anti-émeute de la SQ quittent le Hilton et remplissent des autobus voyageurs dans la côte d'Abraham

MONTREAL GAZETTE

Opinion: Quebec government should attack poverty, not the poor

New government should listen to those living in poverty; it has a chance to do better than its predecessors.

GHYSLAINE BONHOMME, SPECIAL TO MONTREAL GAZETTE & MOHAMED BENKIRAN, SPECIAL TO MONTREAL GAZETTE

Updated: October 25, 2018

The Quebec government has been obsessed with what clothes people should be allowed to wear instead of trying to fix that which is broken in our society. In our province, one in every seven people live in poverty, including 223,000 children. At the same time, the government has stubbornly refused to raise the minimum wage to a living wage and the welfare rate has stagnated while rents and food prices keep on increasing.



"The welfare system regularly punishes recipients. The first great injustice is the fact that a single person is supposed to live on $648 per month, less than half of what the government estimates a person needs to survive," Ghyslaine Bonhomme and Mohamed Benkiran write.
DARIO AYALA / MONWP

The welfare system regularly punishes recipients. The first great injustice is the fact that a single person is supposed to live on $648 per month, less than half of what the government estimates a person needs to survive.

Another way the system punishes those who receive welfare is by attacking survival mechanisms that might allow them to live on such a small income. Your sister wants to pay your hydro bill this month to help you out? Your cheque next month will be cut dollar to dollar for the amount paid. You forgo food and heating to pay your rent? You can get called into the welfare office and interrogated. If you can't prove that you are not working under the table, your cheque will likely be cut. And how can you prove that you are NOT doing something?

A third punishment can happen when people on welfare try to return to the job market. After the first $200 earned in a month, the welfare office will cut dollar for dollar from their next month's cheque. Additionally, if the work is intermittent, on call, or in any way variable, the welfare office will prefer to cut too much rather than too little, compromising your ability to survive. Your first job when you are on welfare better be full-time and permanent.

Over the last five years, our previous two governments piled on these attacks. In 2013, the Marois government removed people between the ages of 55 and 58 from the Temporary Limitations to Employment category — depriving them of about $134 per month. Couples with children under 5 were also removed from this category — a cut of about $231 per month per household.

In August 2014, the Liberal government cut the $500 Return to Work Supplement for welfare recipients who found a job. In 2015, travel restrictions were introduced for all people on welfare, who are no longer allowed to leave the province for more than seven consecutive days in a calendar month. In the same year, $125 per month was cut from many people receiving welfare who were living with more than one roommate. Adults undergoing residential therapy for alcohol and drug addiction also saw their benefits slashed, causing many people to renounce detox.

Then, in 2016, the Liberal government announced a new program called Objectif Emploi that forced first-time welfare applicants to do training programs under the threat of cuts of up to half of a person's monthly cheque. That means that, for the first time, welfare can leave you with only $324 a month.

The biggest enemies in the fight against poverty are these and countless other welfare policies that keep people on welfare in a state of bare survival. And instead of rectifying these well-known problems, the last two governments have opted to attack the poor again and again, basing their actions on the myth that people on welfare have it easy.

The new government has a chance to stop attacking the poor and to attack poverty instead. The new minister responsible for welfare, Jean Boulet, needs to listen to those living in poverty and to those advocating for the rights of the poor. He has the power to change the lives of hundreds of thousands of people by raising the welfare rate to an amount that would allow people to meet their basic needs. It is a question of human dignity.

LA PRESSE +

AIDE SOCIALE ATTAQUEZ LA PAUVRETÉ, PAS LES PERSONNES QUI LA VIVENT

STÉPHANE LAPORTE
COLLABORATION SPÉCIALE

GHYSLAINE BONHOMME
MEMBRE DU COMITÉ ANTI-PAUVRETÉ DE PROJET GENÈSE

Notre gouvernement semble être préoccupé par la tenue vestimentaire des gens alors qu'il y a des enjeux beaucoup plus importants à soulever.

Au Québec, une personne sur sept vit dans la pauvreté, dont 223 000 enfants[1]. En même temps, nos élus refusent catégoriquement d'augmenter le salaire minimum à un salaire vivable. Le montant d'aide sociale a stagné alors que les loyers et les coûts d'épicerie ne cessent d'augmenter. Robin des Bois prenait des riches pour donner aux pauvres, mais l'État fait le contraire.

Notre système d'aide sociale punit régulièrement les personnes qui la reçoivent.

La première grande injustice est qu'une personne seule est considérée pouvoir vivre avec 648 $ par mois, une somme qui représente moins de 50 % de la mesure du panier à la consommation. Actuellement chiffré à 1529 $ par mois pour une personne seule, il s'agit du niveau de revenu nécessaire pour combler les besoins de base selon le gouvernement lui-même.

Entre-temps, le système attaque les mécanismes de survie qui pourraient permettre aux

prestataires de vivre avec une telle somme. Votre sœur veut payer votre facture d'Hydro-Québec ce mois-ci pour aider ? Cette somme sera déduite de votre prochain chèque d'aide sociale. Vous rationnez la nourriture et le chauffage pour pouvoir payer votre loyer ? Vous pourriez être convoqué au bureau d'aide sociale et questionné. Si vous ne pouvez pas prouver que vous ne travaillez pas au noir, votre chèque risque d'être réduit. Comment prouver qu'on ne fait pas quelque chose ?

Une troisième atteinte arrive souvent quand les gens essaient de réintégrer le marché du travail. Après les 200 premiers dollars gagnés dans un mois, le bureau d'aide sociale va réduire le revenu de travail dollar pour dollar du chèque du mois prochain. Si le travail est sporadique, sur appel ou variable d'une quelconque façon, le bureau préfère trop diminuer au lieu de trop peu, une pratique qui met en péril la capacité de survivre des personnes qui ont recours à l'aide sociale. Espérez que le premier emploi que vous obtenez soit à temps plein et permanent.

UN HISTORIQUE DE COUPES

Dans les cinq dernières années, nos deux derniers gouvernements ont ajouté à ces affronts.

En 2013, le gouvernement de Pauline Marois a exclu les personnes âgées de 55 à 58 ans de la catégorie « contraintes temporaires à l'emploi » – les privant ainsi de 134 $ par mois. Les couples avec des enfants en âge préscolaire ont aussi été retirés de cette catégorie – une coupe de 231 $ par mois par ménage.

En août 2014, le gouvernement de Philippe Couillard a supprimé les 500 $ qui étaient disponibles sous forme de supplément de retour au travail pour les prestataires qui obtenaient un emploi. Dès 2015, les personnes à l'aide sociale n'ont plus droit de sortir du Québec pour plus de sept jours consécutifs par mois sans perdre leur admissibilité au programme. La même année, 125 $ par mois ont été retirés des chèques de plusieurs prestataires de l'aide sociale qui vivaient avec plus d'un colocataire, puisque la part du loyer des colocataires est considérée comme revenu du prestataire, même si ce dernier n'a jamais touché cet argent. Au même moment, les participants aux programmes de traitement de la toxicomanie avec hébergement ont aussi vu leurs chèques amputés, ce qui a amené plusieurs à renoncer à la désintoxication.

Ensuite, en 2016, le gouvernement Couillard a annoncé le programme « Objectif emploi » qui oblige les premiers demandeurs à participer aux programmes de formation sous peine de coupes importantes à leurs prestations. En fait, la loi a dû être modifiée pour permettre ces coupes historiques au chèque d'aide sociale. Aujourd'hui, une personne peut voir ses prestations coupées de jusqu'à 324 $ par mois.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT PEUT ET DOIT FAIRE MIEUX

Les plus grands ennemis dans la lutte contre la pauvreté sont les politiques d'aide sociale qui maintiennent les prestataires dans un état de survie. Au lieu de rectifier ces problèmes bien connus dans le système d'aide sociale, les deux derniers gouvernements ont choisi d'attaquer les personnes pauvres encore et encore.

Ces politiques reposent sur le mythe que les personnes à l'aide sociale ont la vie facile. Ce n'est simplement pas le cas.

Le nouveau gouvernement a l'occasion d'attaquer la pauvreté et d'arrêter les assauts sur ceux qui la vivent. Le nouveau ministre responsable de l'aide sociale, Jean Boulet, doit écouter les personnes qui défendent les droits des plus pauvres. Il détient le pouvoir de changer la vie de centaines de milliers de personnes en augmentant l'aide sociale à un niveau qui permet de couvrir les besoins de base. C'est une question de dignité humaine, et nous vous demandons, M. Boulet, d'en faire votre héritage.

[1] Recensement 2016, mesure de faible revenu (après impôts)

métro

National 15:07 2 décembre 2018 By: simonmauvieux Métro

Nouvelle campagne pour un salaire minimum à 15$ l'heure

Des groupes communautaires, syndicaux et étudiants ont signé une déclaration commune pour que soit augmenté le salaire minimum à 15$ de l'heure. Ils espèrent se faire entendre par le gouvernement, qui doit annoncer prochainement une légère hausse du salaire minimum.



«On ne peut plus vivre avec un salaire minimum de 12$, avec une famille ou qu'on vive seul, ça n'a pas de sens», a dénoncé la présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Sonia Éthier, lors du lancement de la déclaration commune pour le salaire minimum à 15$ de l'heure, dimanche. Mme Ethier a critiqué les propos tenus par François Legault pendant la dernière campagne électorale, où il avait affirmé vouloir favoriser les emplois bien rémunérés à 30, 40 ou 50$ de l'heure, sans évoquer ceux qui étaient payés au salaire minimum.

Les syndicats ne sont pas les seuls à exiger cette hausse du salaire minimum, puisque des organismes comme le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), ou des associations de travailleuses temporaires et immigrantes, ainsi que des groupes étudiants participent au mouvement. Pour eux, c'est la preuve que la société québécoise exige une hausse du salaire minimum. En tout, 117 groupes ont signé la déclaration.

«Pour nous, la hausse du salaire minium est une mesure incontournable pour lutter contre la pauvreté, mais aussi améliorer les conditions de logement des ménages à faibles revenus», a déclaré Émilie Joly, coordinatrice au FRAPRU.

7500$

Au Québec 80 000 ménages locataires ont un revenu de 7500$ par année. Ces ménages utilisent 80% de leur revenu pour se loger. Si le gouvernement doit annoncer prochainement une hausse du salaire minimum, Mme Éthier estime qu'elle ne changera rien, et ne permettra pas aux employés payés au salaire minimum de sortir de la pauvreté.

La future hausse prévue par le gouvernement caquiste a été qualifiée de «ridicule» par Mme Ethier. «C'est vraiment ne pas considérer l'ensemble des familles qui sont dans la pauvreté. Il y a un signal clair pour le gouvernement, s'il augmente le salaire minimum de 20 ou 30 sous, c'est insuffisant», a-t-elle martelée.

Actuellement à 12$ de l'heure, le salaire minimum a été augmenté pour la dernière fois le 1er mai 2018, par le gouvernement de Philippe Couillard. Selon ces groupes, un salaire à 12$ est largement insuffisant pour vivre dignement.

Alors que plusieurs grèves ont été déclenchées par des étudiants pour exiger la rémunération de stages, Emily Zajko, de la Coalition montréalaise pour la rémunération des stages a tenu à rappeler que la hausse du salaire minimum bénéficierait aussi aux étudiants, «surreprésentés parmi les salariés payés sous les 15$ de l'heure».

Les groupes signataires de la déclaration ont prévenu qu'une hausse du salaire minimum n'est pas une fin en soit, mais une «étape» dans la lutte contre la pauvreté.

«Le salaire minimum à 15$ de l'heure doit aller main dans la main avec l'amélioration de programmes sociaux convenables, dont les prestations de dernier recours, comme l'aide sociale. Il est indécent qu'au Québec une personne bénéficiaire de l'aide sociale soit contrainte d'essayer de survivre avec 648$ par mois», a ajouté Mme Joly.

Le gouvernement de François Legault prévoit de hausser une nouvelle fois le salaire minimum cette année, mais n'a pas encore dévoilé le montant de l'augmentation.

RADIO-CANADA

Une coalition québécoise pour un salaire minimum de 15 $ de l'heure

Publié le dimanche 2 décembre 2018



Depuis quelques années, plusieurs regroupements demandent que le salaire minimum au Québec soit augmenté à 15 $ de l'heure. Photo: William Bastille Denis

Plus d'une centaine d'organisations communautaires, syndicales et étudiantes reviennent à la charge avec la hausse du salaire minimum à 15 $ l'heure, tout en réclamant le maintien des services publics et un meilleur financement du milieu communautaire.

Dans une déclaration commune dévoilée dimanche, la coalition insiste sur le fait qu'une telle hausse du salaire minimum ne pourrait se faire au détriment du filet social.

Parmi ses 117 signataires figurent le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), la Fédération des femmes du Québec (FFQ), le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

La présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Sonia Éthier, estime qu'un consensus se dégage dans les cercles militants et que la question « fait du chemin » auprès de l'ensemble de la population.

Plusieurs données confirment que le salaire minimum actuel de 12 $ l'heure est insuffisant pour « permettre à des familles de se sortir de la pauvreté », avance-t-elle, citant en exemple le fait que près de 11 % des Québécois qui ont dû faire appel à des banques alimentaires en 2016 occupaient pourtant un emploi.

Mais sous un gouvernement qui ne s'intéresse à ses yeux qu'aux hauts salariés, Mme Éthier craint que les travailleurs plus précaires se trouvent laissés pour compte.

Et au sein même de ce segment de la population, certains se voient plus durement touchés par les bas salaires, relève-t-on, dont les femmes, les personnes racisées ou handicapées, de même que les travailleurs migrants.

Selon la CSQ, près de 230 000 travailleurs sont présentement rémunérés au salaire minimum.

> *« Il ne faut pas oublier cette partie de la population qui est quand même nombreuse au Québec et qui mérite mieux que 12 $ de l'heure. »*
>
> — *Sonia Éthier, présidente de la CSQ, en entrevue*

LA PRESSE .CA

Publié le 02 décembre 2018 à 12h39 | Mis à jour le 02 décembre 2018 SIMON-OLIVIER LORANGE

Front commun pour un salaire minimum à 15 $ l'heure

Alors que le gouvernement de François Legault fera une première mise à jour économique ce lundi, un groupe de 117 groupes syndicaux, communautaires et étudiants l'implorent de hausser le salaire minimum à 15 $ l'heure.



Un groupe de 117 groupes syndicaux, communautaires et étudiants a signé une déclaration commune demandant au gouvernement une hausse du salaire minimum à 15 $ l'heure. Sur notre photo, Émilie Joly, coordonnatrice du FRAPRU, Sonia Éthier, présidente de la CSQ, Jasmin de la Calzada, membre exécutive de l'Organisation des femmes philippines du Québec, Manuel Salamanca, du Centre des travailleurs et travailleuses immigrantes, et Emily Zajko, du comité unitaire sur le travail étudiant

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

« M. Legault a répété en campagne électorale que le Québec n'avait pas assez d'emplois à 30 ou 40 $ l'heure ; nous lui rappelons que le Québec compte aussi trop d'emplois à moins de 15 $ », a déclaré Sonia Éthier, présidente de la Centrale des syndicats du Québec, ce dimanche matin en point de presse.

Insistant sur les engagements électoraux du nouveau gouvernement, M^me^ Éthier a rappelé que la Coalition Avenir Québec s'était positionnée comme « le parti du changement, des familles, des travailleurs ».

Elle a ajouté ne pas encore avoir eu l'occasion de s'entretenir à ce sujet avec Jean Boulet, nouveau ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale : toutefois, souligne-t-elle, « le gouvernement en place connaît déjà nos revendications à ce sujet ».

L'attachée de presse de M. Boulet a plus tard fait savoir que « le ministre est sensible à l'enjeu du salaire minimum et analyse actuellement différents scénarios ».

Tous les représentants des groupes présents à la sortie publique ont par ailleurs souligné à gros traits que cette hausse du salaire minimum n'était pas une finalité, et qu'il s'agissait avant tout d'une mesure destinée à sortir des travailleurs de la pauvreté.

« Nous n'accepterons pas que cette hausse soit faite au détriment des services publics et des programmes sociaux », mentionne la déclaration commune.
Le groupe d'organismes signataires rappelle aussi que les femmes, les personnes racisées, les immigrants, les personnes handicapées et les autochtones « sont particulièrement touchés par les bas salaires », et qu'une hausse unilatérale de salaire réduirait la « marginalisation et l'exclusion sociale ».

Porte-parole de l'Organisation des femmes philippines du Québec, Jasmin de la Calzada a pour sa part décrit comme un « mensonge » la promesse des élus faite aux immigrants de leur « permettre de bâtir une nouvelle vie grâce à leur travail acharné ».

« Ce qui se produit, c'est la création d'une nouvelle génération de précarité, de travailleurs de seconde classe », déplore-t-elle.

Aide aux locataires

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) est au nombre des organismes qui revendiquent une hausse du salaire minimum à 15 $ l'heure.

Sa coordonnatrice Émilie Joly mentionne qu'à l'heure actuelle, quelque 250 000 ménages québécois qui sont locataires consacrent plus de la moitié de leurs revenus pour se loger. Selon elle, un salaire plancher à 15 $ permettrait de sortir la moitié de ces ménages de cette situation.

« Ce serait un changement drastique pour eux », dit-elle.

« On vient de connaître un gouvernement qui s'est longtemps plu à dire qu'il n'avait pas les moyens d'en faire plus, mais qui a laissé des surplus de 4 milliards avant l'investissement dans la dette : on est donc là aujourd'hui pour rappeler au gouvernement Legault qu'il a la capacité d'en faire plus et qu'il doit démontrer qu'il a la volonté d'aider les ménages à faible revenu. »

Le nouveau ministre des Finances, Éric Girard, fera ce lundi la première mise à jour économique du gouvernement caquiste. On s'attend par ailleurs que le ministère du Travail annonce pour sa part bientôt le nouveau salaire minimum qui sera en vigueur à compter du 1^er^ mai prochain.

CTV Montreal
Published Sunday, December 2, 2018 8:09PM EST
Last Updated Sunday, December 2, 2018 8:47PM EST

Community organizers calling for increase in Quebec minimum wage ahead of economy debate

More than a hundred unions and community groups signed a joint declaration this week, calling for minimum wage to increase to $15 an hour.

Workers say that with rising costs, the current minimum wage of $12 an hour isn't enough.

"It's become difficult in the last one or two years," said Manon Goulet, a waitress. "Lots has changed."

114 groups signed the declaration and hope that the CAQ government takes notice before Monday's debate on the economy.

"If we can think of families, we can think of single moms, we can think of precarious workers right now that wouldn't have to juggle as much and…work only one job with a decent wage," said Emilie Joly, a community organizer with FRAPRU.

Alberta's minimum wage is $15 an hour, while British Columbia plans on reaching it by 2021.

Doug Ford has decided to freeze Ontario's minimum wage of $14 an hour until 2020.

Under its previous government, Ontario had also committed to a $15 an hour minimum wage.

However, some economists say that a rapid increase could lead to negative effects on the economy.

Prices can increase, and businesses may reduce employee hours or cut positions altogether.

"We just have to look across the border in Ontario," said Alexandre Moreau of the Montreal Economic Institute. "Since January, about 56,000 workers below 25 lost their jobs and at the same time we saw a spike in prices for food bought in restaurants."

Restaurant owner Manny Michakis says he wants his employees to be happy.

"What I think they should do is just lower the federal and provincial tax," he said. "And with that, the employee is going to be left with something more."

The CAQ declined a request for comment, but said that employment minister Jean Boulet is analyzing a variety of options.

CANADA December 2, 2018 5:37 pm



By Gloria Henriquez
Reporter/Weather specialist

Unions, community organizations push for minimum wage increase in Quebec

More than 100 groups signed a common declaration asking the Quebec government to increase the province's minimum wage to $15 an hour.

Unions, student and community groups say the current minimum wage set at $12 an hour is not enough to afford a living in the province.

Quebec's minimum wage went up to $12 an hour last May.

The raise of 75 cents — from $11.25 — marked the largest wage increase in the province's history.

Even with the increase, Jasmin de la Calzada, an executive member of PINAY, a Filipino women's organization, says the migrant workers her organization helps are in a precarious situation.

"They have many expenses to deal with, especially still providing for their families back in the Philippines," she said.

While other governments have promised to raise the minimum wage to $15 an hour, de la Calzada decries that Quebec is yet to do so.

"They have many expenses to deal with, especially still providing for their families back in the Philippines," she said.

While other governments have promised to raise the minimum wage to $15 an hour, de la Calzada decries that Quebec is yet to do so.

Last October, Alberta set its minimum wage to $15. British Columbia promised yearly increases until it achieves $15.20 an hour by June 2021.



The group's plea may have difficulty finding support within the Quebec government. During the provincial election campaign, the CAQ was not in favour of raising the province's minimum wage. Neither was the official opposition, Quebec's Liberal party.

"We're hoping they will listen, we're hoping they will actually act upon doing something. We're hoping this will shed a light on what is needed to be done here in Quebec," de la Calzada said.
De la Calzada added the group will continue to recruit more organizations to support its declaration "and to show the government that there are all these organizations and people that really believe that $15 minimum wage is essential for workers here in Quebec."

— With files from Kalina Laframboise and Raquel Fletcher

LE JOURNAL DE QUÉBEC

AGENCE QMI

Dimanche, 2 décembre 2018 18:32
MISE À JOUR Dimanche, 2 décembre 2018 18:34

Hausse du salaire minimum à 15 $ l'heure réitérée



PHOTO D'ARCHIVES, AGENCE QMI

Avec l'arrivée du nouveau gouvernement de la Coalition avenir Québec au pouvoir, des groupes syndicaux, communautaires et étudiants ont réitéré leur demande de voir le salaire minimum passer à 15 $ l'heure, soit 3 $ de plus que présentement.

Au moins 114 groupes ont signé une déclaration exigeant cette hausse au gouvernement de François Legault, qui doit faire sa première mise à jour économique lundi.

Ces groupes font valoir qu'une telle mesure aidera beaucoup de personnes puisque près de 230 000 Québécois travaillent au salaire minimum, et plus de 760 000 sont payés au-dessous de 15 $ l'heure.

«Étant donné que, pour la très grande majorité de la population, le salaire est la première source de revenus et que 21 % de la population salariée au Québec est payée à un salaire inférieur à 15 $ l'heure, nous considérons la hausse du salaire minimum à 15 $ comme étant une voie incontournable afin de lutter contre la pauvreté», disent ces groupes.

Ils précisent que les femmes et les personnes racisées, issues de l'immigration récente, handicapées ou autochtones sont plus touchées que les autres par le salaire minimum, et seraient par conséquent avantagées par cette mesure.

Ces organisations soulignent que l'Alberta et la Colombie-Britannique ont planifié des hausses du salaire minimum pour atteindre 15 $ l'heure.

Publié le 15 février 2019 à 11h59 | Mis à jour le 15 février 2019 à 11h59

Le 20 février, des manifs pour la justice sociale

LA PRESSE .CA

lors que le budget du Québec est en réparation et que des compressions ont été emandées aux ministères, des groupes ociaux et syndicaux planifient une série de anifestations dans plusieurs villes, le 0 février, pour réclamer « un budget pour la ustice sociale ».

LIA LÉVESQUE
La Presse Canadienne
Montréal

DU MÊME AUTEUR
Taxi: le projet de loi inquiète les usagers du transport adapté
ABI: des employés en lockout manifesteront devant Alcoa à Pittsburgh
Santé mentale : des « travailleurs de rang » pour aider les agriculteurs
Vapotage: le tribunal invalide certains articles de la loi
DPJ: les compressions budgétaires montrées du doigt

es rassemblements ou manifestations sont prévus à lontréal, Québec, Granby, Alma, Rimouski, Trois-ivières, Rouyn-Noranda et L'Assomption, sans compter 'autres « actions de visibilité » ou autres formes de ensibilisation à la justice sociale dans d'autres unicipalités au Québec.

ette mobilisation prend place dans le cadre de la ournée mondiale de la justice sociale, décrétée par Organisation des Nations unies. Jadis, cette journée était peu marquée au uébec. Mais depuis trois ans, la mobilisation autour de cette journée de la justice ociale s'est accrue, a expliqué au cours d'une entrevue, vendredi, Véronique aflamme, porte-parole de la Coalition Main rouge.

La coalition participe d'ailleurs à l'organisation de cette journée, avec le groupe Engagez-vous pour le communautaire.

À Granby, par exemple, déjà trois autobus ont été nolisés pour converger vers le bureau du ministre François Bonnardel. Au Saguenay, ce sera « la course aux privilèges », rapporte M^{me} Laflamme. Il n'est pas question d'occuper des bureaux gouvernementaux. « On s'adresse à un nouveau gouvernement. On commence à les interpeller » a justifié M^{me} Laflamme.

Ces groupes demandent de réinvestir dans les services publics, de mieux financer l'action communautaire autonome et revendiquent également une plus grande justice fiscale.

« On demande de mieux financer et de réinvestir. On a fait le choix de ne pas chiffrer (nos demandes) parce que c'est vraiment pour tous les secteurs. On sait que les besoins sont là en santé, en éducation, mais aussi dans les autres ministères, entre autres à l'Environnement », a opiné M^{me} Laflamme.

Elle se dit inquiète pour les services publics, les programmes sociaux, la justice sociale, d'autant plus que des compressions de budget ont été récemment commandées aux ministères afin de financer les engagements électoraux.
« Pour avoir une société plus juste, il faut s'en donner les moyens. Et là, on craint qu'on poursuive finalement la spirale des politiques néolibérales des dernières années en se privant de revenus », en réduisant la taxe scolaire ou en diminuant les impôts, déplore-t-elle. Elle rappelle les besoins en santé mentale et les listes d'attente qui s'allongent dans bien des secteurs.

La Coalition Main rouge et Engagez-vous pour le communautaire regroupent plusieurs organisations syndicales, étudiantes, communautaires, des groupes de femmes, personnes âgées et autres.

L'actualité

par Lia Lévesque, La Presse canadienne
15 février 2019

Journée de la justice sociale: des manifs dans plusieurs villes du Québec

MONTRÉAL — Alors que le budget du Québec est en préparation et que des compressions ont été demandées aux ministères, des groupes sociaux et syndicaux planifient une série de manifestations dans plusieurs villes, le 20 février, pour réclamer «un budget pour la justice sociale».

Des rassemblements ou manifestations sont prévus à Montréal, Québec, Granby, Alma, Rimouski, Trois-Rivières, Rouyn-Noranda et L'Assomption, sans compter d'autres «actions de visibilité» ou autres formes de

sensibilisation à la justice sociale dans d'autres municipalités au Québec.

Cette mobilisation prend place dans le cadre de la Journée mondiale de la justice sociale, décrétée par l'Organisation des Nations unies. Jadis, cette journée était peu marquée au Québec. Mais depuis trois ans, la mobilisation autour de cette journée de la justice sociale s'est accrue, a expliqué au cours d'une entrevue, vendredi, Véronique Laflamme, porte-parole de la Coalition Main rouge.

La coalition participe d'ailleurs à l'organisation de cette journée, avec le groupe Engagez-vous pour le communautaire.
À Granby, par exemple, déjà trois autobus ont été nolisés pour converger vers le bureau du ministre François Bonnardel. Au Saguenay, ce sera «la course aux privilèges», rapporte Mme Laflamme. Il n'est pas question d'occuper des bureaux gouvernementaux. «On s'adresse à un nouveau gouvernement. On commence à les interpeller» a justifié Mme Laflamme.

Ces groupes demandent de réinvestir dans les services publics, de mieux financer l'action communautaire autonome et revendiquent également une plus grande justice fiscale.

«On demande de mieux financer et de réinvestir. On a fait le choix de ne pas chiffrer (nos demandes) parce que c'est vraiment pour tous les secteurs. On sait que les besoins sont là en santé, en éducation, mais aussi dans les autres ministères, entre autres à l'Environnement», a opiné Mme Laflamme.

Elle se dit inquiète pour les services publics, les programmes sociaux, la justice sociale, d'autant plus que des compressions de budget ont été récemment commandées aux ministères afin de financer les engagements électoraux.
«Pour avoir une société plus juste, il faut s'en donner les moyens. Et là, on craint qu'on poursuive finalement la spirale des politiques néolibérales des dernières années en se privant de revenus», en réduisant la taxe scolaire ou en diminuant les impôts, déplore-t-elle. Elle rappelle les besoins en santé mentale et les listes d'attente qui s'allongent dans bien des secteurs.

La Coalition Main rouge et Engagez-vous pour le communautaire regroupent plusieurs organisations syndicales, étudiantes, communautaires, des groupes de femmes, personnes âgées et autres.

métro

11:35 15 février 2019

Manifestations dans plusieurs villes pour souligner la journée de la justice sociale

Par : Lia Lévesque La Presse canadienne



Une manifestation de la Coalition Main rouge en 2016. Archives *Photo: **Josie Desmarais/Métro***

MONTRÉAL — Alors que le budget du Québec est en préparation et que des compressions ont été demandées aux ministères, des groupes sociaux et syndicaux planifient une série de manifestations dans plusieurs villes, le 20 février, pour réclamer «un budget pour la justice sociale».

Des rassemblements ou manifestations sont prévus à Montréal, Québec, Granby, Alma, Rimouski, Trois-Rivières, Rouyn-Noranda et L'Assomption, sans compter d'autres «actions de visibilité» ou autres formes de sensibilisation à la justice sociale dans d'autres municipalités au Québec.

Cette mobilisation prend place dans le cadre de la Journée mondiale de la justice sociale, décrétée par l'Organisation des Nations unies. Jadis, cette journée était peu marquée au Québec. Mais depuis trois ans, la mobilisation autour de cette journée de la justice sociale s'est accrue, a expliqué au cours d'une entrevue, vendredi, Véronique Laflamme, porte-parole de la Coalition Main rouge.

La coalition participe d'ailleurs à l'organisation de cette journée, avec le groupe Engagez-vous pour le communautaire.

À Granby, par exemple, déjà trois autobus ont été nolisés pour converger vers le bureau du ministre François Bonnardel. Au Saguenay, ce sera «la course aux privilèges», rapporte Mme Laflamme. Il n'est pas question d'occuper des bureaux gouvernementaux. «On s'adresse à un nouveau gouvernement. On commence à les interpeller» a justifié Mme Laflamme.

Ces groupes demandent de réinvestir dans les services publics, de mieux financer l'action communautaire autonome et revendiquent également une plus grande justice fiscale.

«On demande de mieux financer et de réinvestir. On a fait le choix de ne pas chiffrer (nos demandes) parce que c'est vraiment pour tous les secteurs. On sait que les besoins sont là en santé, en éducation, mais aussi dans les autres ministères, entre autres à l'Environnement», a opiné Mme Laflamme.

Elle se dit inquiète pour les services publics, les programmes sociaux, la justice sociale, d'autant plus que des compressions de budget ont été récemment commandées aux ministères afin de financer les engagements électoraux. «Pour avoir une société plus juste, il faut s'en donner les moyens. Et là, on craint qu'on poursuive finalement la spirale des politiques néolibérales des dernières années en se privant de revenus», en réduisant la taxe scolaire ou en diminuant les impôts, déplore-t-elle. Elle rappelle les besoins en santé mentale et les listes d'attente qui s'allongent dans bien des secteurs.

La Coalition Main rouge et Engagez-vous pour le communautaire regroupent plusieurs organisations syndicales, étudiantes, communautaires, des groupes de femmes, personnes âgées et autres.

L'AVANTAGE votre journal

20 février 2019

Jean-Philippe Langlais - jplanglais@lexismedia.ca

La Journée mondiale de la justice sociale soulignée à Rimouski



©Jean-Philippe Langlais
La quarantaine de personnes présentes à la manifestation réclament plus de mesures de la part du gouvernement pour éliminer la pauvreté.

FILET SOCIAL. Une manifestation réclamant des mesures pour éliminer la pauvreté a réuni une quarantaine de personnes, ce midi au centre-ville de Rimouski, dans le cadre de la Journée mondiale de la justice sociale.

La mobilisation était initiée par le Regroupement contre l'appauvrissement Rimouski-Neigette, le Conseil central du Bas-Saint-Laurent CSN et la Table régionale des organismes communautaires (TROC) du Bas-Saint-Laurent. Elle s'inscrivait dans le cadre d'une action conjointe de la Coalition Main rouge et de la campagne Engagez-vous pour le communautaire.

Les organismes réclament des mesures visant à éliminer la pauvreté, en plus réduire l'exclusion et les inégalités sociales. Ils dénoncent les politiques en place qui contribuent selon eux à creuser l'écart qui sépare les plus riches des plus pauvres. « Avant de penser à baisser les impôts des entreprises et des plus riches, il faut d'abord s'assurer que les personnes qui ne mangent pas à leur faim puissent manger à leur faim. La justice sociale commence là. On s'est battu depuis 25, 30 ou 40 ans pour que les plus pauvres de notre société puissent manger à leur faim et avoir un toit sur la tête. On est encore là aujourd'hui à se battre pour ça », signale le porte-parole du Regroupement contre l'appauvrissement Rimouski-Neigette, Guy Labonté.

À l'approche du dépôt du budget du Québec, les organismes souhaitent lancent un signal au gouvernement, déplorant du même coup les surplus cumulés à la suite de coupes, de compressions et de hausses de tarifs. Face à des surplus anticipés de 4,5 G$, un réinvestissement dans les services publics, les programmes sociaux, et dans le communautaire est espéré.
« Il faut arrêter de voir l'investissement dans le filet social comme une simple dépense. Il faut arrêter de concentrer toute notre attention sur le PIB, sur les indicateurs comptables de l'état de santé de l'économie et peut-être plus miser sur l'état de santé et le bien-être de la population », lance la coordonnatrice de la TROC du Bas-Saint-Laurent, Émilie Saint-Pierre.

RADIO-CANADA

ICI Bas-Saint-Laurent

Publié le mercredi 20 février 2019

Mobilisation pour la justice sociale à Rimouski

À l'occasion de la journée mondiale pour la justice sociale, le Regroupement contre l'appauvrissement Rimouski-Neigette, la CSN du Bas-Saint-Laurent et la Table régionale des organismes communautaires (TROC) ont tenu une activité de mobilisation à Rimouski.



Des acteurs du communautaire du Bas-du-Fleuve réunis pour une activité de mobilisation Photo: Radio-Canada

Une vingtaine de personnes étaient rassemblées pour rappeler au gouvernement caquiste l'importance de travailler à éliminer la pauvreté et à réduire les inégalités sociales dans la province.

La coordonnatrice de la TROC du Bas-Saint-Laurent, Émilie Saint-Pierre, affirme qu'augmenter les paliers d'imposition permettrait de redistribuer la richesse entre plus fortunés et plus démunies. « En 1988 au Québec, il y avait 16 paliers d'imposition, fait-elle valoir, maintenant, il n'y en a que quatre », rappelle-t-elle.

Selon Émilie Saint-Pierre, le manque à gagner pour les organismes communautaires de la province est de 475 millions de dollars.

> *« En allant chercher plus d'argent dans la poche des plus riches et des entreprises, on pourrait aller chercher près de 3 milliards de dollars par année. »*
>
> *— Émilie Saint-Pierre, coordonnatrice de la TROC du Bas-Saint-Laurent*

Une campagne plus large

Cette mobilisation s'inscrit dans la campagne « Engagez-vous pour le communautaire », menée de concert avec la Coalition main rouge.

Des rassemblements et des actions ont été tenus un peu partout dans la province aujourd'hui.

Les organisateurs espèrent influer sur le budget du gouvernement caquiste, lequel sera bientôt déposé par le ministre des Finances à Québec.



Une vingtaine de personnes était rassemblée au coin de l'avenue de la Cathédrale et de la rue Saint-Germain à Rimouski. Photo : Radio-Canada

iHeartRADIO 102.9 rouge

Manifestation pour plus de services publics à Rimouski

MAUDE PARENT

À l'occasion de la journée mondiale de la justice sociale, une trentaine de personnes se sont rassemblées, ce midi à Rimouski, pour dénoncer le manque de financement pour lutter contre la pauvreté.



Crédit photo : Maude Parent, journaliste Bell Média

Le regroupement contre l'appauvrissement Rimouski-Neigette (RCA), le Conseil central Bas-Saint-Laurent CSN et la Table régionale des organismes communautaires du Bas-Saint-Laurent (TROC) demandent au gouvernement Legault de réinvestir dans les services publics et les programmes sociaux.

À l'approche du dépôt du budget de la CAQ, ces organismes demandent que les surplus estimés à 4,5 milliards de dollars soient utilisés pour réduire les inégalités sociales.

« C'est bien beau les surplus que le gouvernement libéral a fait, mais il a payé le prix aux dernières élections, parce que les gens veulent clairement des services publics. C'est le temps d'un réinvestissement. Le nouveau gouvernement semble être un peu sur les freins et on veut aller le pousser pour qu'il s'engage à aller plus loin. »

Le Guy Labonté, porte-parole du regroupement contre l'appauvrissement Rimouski-Neigette

Plusieurs villes de la province ont pris part à ce mouvement en organisant des manifestations conjointes.

LUTTES LOCALES
&
RÉGIONALES



ABITIBI

RADIO-CANADA ICI Abitibi-Témiscamingue

Des logements infestés de coquerelles depuis cinq mois à Val-d'Or

Publié le mardi 13 novembre 2018



L'immeuble à logements multiples Le sommet Photo: Radio-Canada / Thomas Deshaies

Des locataires de l'immeuble à logements multiples « Le sommet » à Val-d'Or, situé au 1320 boulevard Forest, affirment vivre depuis juin dernier dans une situation de grave insalubrité et dénoncent ce qu'ils qualifient de « laxisme » de la part du propriétaire. Le propriétaire se défend et prétend agir adéquatement.

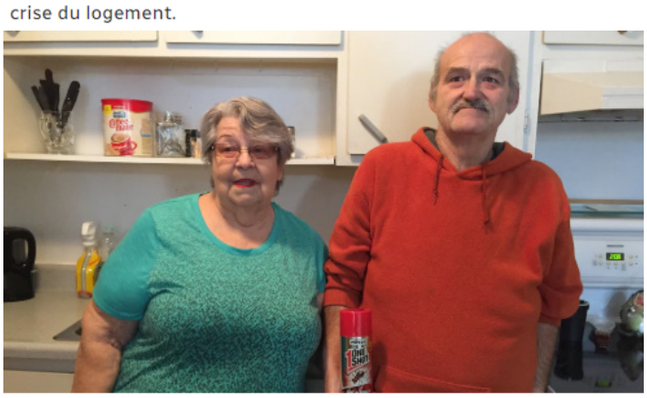
Un texte de **Thomas Deshaies**

Lors de notre visite, nous avons pu constater, en quelques minutes, la présence de coquerelles dans le bloc de 60 appartements. Un couple de retraités, Serge Trudel et Thérèse Lacroix, affirme que la situation est insoutenable, et ce, même si deux traitements dans l'ensemble du bloc ont été effectués en octobre.

Serge Trudel a été forcé de louer une remorque pour y entreposer ses effets personnels, afin d'éliminer les œufs des blattes. Lui et sa conjointe, qui a récemment subi une intervention chirurgicale au cœur, sont contraints de manger tous leurs repas au restaurant, afin d'éviter d'aggraver leur état de santé. « On ne dort plus, affirme M. Trudel. Même si on voulait déménager, avec les meubles qu'on a, serons-nous acceptés? Est-ce qu'il va falloir tout jeter? On n'a pas du tout le portefeuille pour ça. »

> *« À la minute que tu bouges quelque chose, il y en a une [coquerelle] qui décolle. »*
>
> — *Thérèse Lacroix*

Plusieurs locataires de ce bloc soutiennent avoir des revenus modestes, rendant complexe une relocalisation dans un contexte de crise du logement.



Thérèse Lacroix et Serge Trudel ont sorti plusieurs meubles de leur logement afin d'éviter que les coquerelles puissent y pondre des oeufs. Photo : Radio-Canada / Thomas Deshaies

Une intervention tardive?

Un autre couple, Joanie et Maxime, qui a un enfant en bas âge, a décidé de quitter son appartement, puisque la santé de leur enfant était en jeu. « Le médecin m'a dit qu'on était obligé de quitter le logement à cause des insectes », affirme-t-elle.

Une intervention tardive?

Un autre couple, Joanie et Maxime, qui a un enfant en bas âge, a décidé de quitter son appartement, puisque la santé de leur enfant était en jeu. « Le médecin m'a dit qu'on était obligé de quitter le logement à cause des insectes », affirme-t-elle.

Le couple, qui bénéficiait du programme de supplément au loyer (PSL) du gouvernement du Québec, n'avait qu'à payer un loyer qui correspond à 25 % de leurs revenus. Ils affirment que l'Office municipal d'habitation de Val-d'Or (OMH), qui gère ces appartements, est incapable de les reloger pour l'instant. Ils doivent être hébergés chez une connaissance. L'OMH n'avait pas répondu à nos appels téléphoniques au moment de publier cet article.

> *« On est comme dans la rue. »*
>
> — *Joanie, mère d'une enfant de deux ans*

Tout comme Serge et Thérèse, ce jeune couple se dit estomaqué de ne recevoir aucune aide. « Il n'y a presque pas de logements, puis on dirait qu'on n'a pas d'aide de personne, on est comme dans le néant, on ne sait pas où aller », déplore Joanie.



Joanie et Maxime ont un enfant en bas âge et doivent vivre dans ce logement insalubre. Photo : Radio-Canada / Thomas Deshaies

Joanie prétend qu'elle et plusieurs autres locataires ont avisé le propriétaire de l'immeuble en juin, mais qu'il aura fallu l'intervention de la Ville de Val-d'Or et de la direction de la santé publique avant qu'il ne se décide à traiter le bâtiment dans son entièreté. Antérieurement, un traitement était effectué logement par logement.

Selon eux, jusqu'à 30 appartements seraient touchés, alors que plusieurs locataires préféreraient garder le silence par crainte de représailles de la part du propriétaire.

Le propriétaire se défend

Le propriétaire de l'immeuble, Dominique Lemaire, de la Société immobilière S.I.D.L qui possède plusieurs autres blocs au Québec, prétend avoir pleinement assumé ses responsabilités. Il affirme avoir suivi les recommandations de la compagnie d'extermination et dément avoir tardé à procéder à un traitement dans l'ensemble du bâtiment, uniquement pour des questions d'économie d'argent.

> *« La majorité des locataires sont bien contents de la façon dont on a agi, puis ceux qui font des revendications, on est prêt à voir ce qu'on peut faire pour les soulager. »*
>
> — *Dominique Lemaire, propriétaire de l'immeuble Le sommet*

Il prétend avoir lui-même demandé l'intervention de la Ville dans le dossier. « On a contacté la Ville et on a demandé son support », explique-t-il. Une affirmation que dément la Ville, qui serait plutôt intervenue à la demande de citoyens préoccupés.

Le maire de Val-d'Or, Pierre Corbeil, soutient toutefois que le

propriétaire a fait preuve d'une bonne collaboration depuis que les autorités municipales ont été saisies du dossier. « Le propriétaire collabore d'une façon très ouverte, très concernée », affirme-t-il.

La Direction de la santé publique a d'ailleurs été appelée à intervenir en octobre, puisque l'insalubrité qui découle de la présence des insectes peut entrainer des problèmes de santé. La Santé publique affirme s'être assurée que le plan d'intervention établi a été réalisé.

Compensation et mises en demeure

Parmi les locataires rencontrés, tous affirment n'avoir eu droit à aucun dédommagement ou alors à une relocalisation temporaire. Questionné à savoir si des compensations étaient envisagées, M. Lemaire n'a pas souhaité aborder le sujet. « Par respect pour eux, ça se fait entre eux et nous », tout en précisant toutefois qu'il demeure ouvert à des ententes à l'amiable ou à présenter les dossiers à la Régie du logement.



Une coquerelle capturée dans un piège posé par les locataires. Photo : Radio-Canada / Thomas Deshaies

M. Lemaire a envoyé au moins trois mises en demeure en lien avec cette problématique de coquerelles à des locataires et a demandé à la Régie du logement de résilier leur bail. Il s'est ensuite désisté dans l'un des dossiers. Selon nos informations, plusieurs locataires ont envoyé ou enverront aussi des mises en demeure au propriétaire.

L'ALOCAT s'insurge

Le coordonnateur de l'Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue (ALOCAT), Bruce Gervais, affirme que ce type de situation est de plus en plus courant et que de nombreux locataires n'osent pas se plaindre. « Les gens ont peur de se faire poursuivre ou sacrer dehors tout simplement », se désole-t-il.

Dans le cas des locataires qui bénéficient du PSL, ils se trouveraient dans une situation encore plus précaire, selon M. Gervais. « Ils ne peuvent pas profiter du formulaire d'abandon de logement puis aller ailleurs, car ils n'ont pas d'argent pour », s'insurge-t-il. M. Gervais demande à l'OMH d'agir, puisqu'il y a « une responsabilité partagée ».

> *« Un enfant de deux ans qui vit dans les coquerelles, ça n'a aucun sens. »*
>
> — *Bruce Gervais, coordonnateur de L'ALOCAT*

Tel que le précise la Régie du logement, le locateur doit procurer « la jouissance paisible du logement » aux locataires. Selon M. Gervais, le locateur devrait relocaliser les locataires d'ici à ce que la situation soit réglée. « Ils doivent être relogés aux frais du propriétaire, mais ce n'est pas ça qui se passe, les gens demeurent là », déplore-t-il.

RADIO-CANADA ICI Abitibi-Témiscamingue

Des travaux auraient privé des locataires d'eau chaude pendant un mois

Publié le mercredi 28 novembre 2018



Les locataires sont sans eau chaude depuis près d'un mois. Photo: Radio-Canada / Jean-Marc Belzile

Des locataires d'un immeuble à logements situé sur l'avenue Principale à Rouyn-Noranda disent devoir vivre sans eau chaude depuis près d'un mois. Ils ont également été privés d'eau potable au cours des deux derniers jours en raison de travaux effectués sur le bâtiment.

Un texte de **Jean-Marc Belzile**

Iliesanne-Radah Benoît dit devoir se laver à la main depuis plus de 30 jours maintenant.

Elle affirme avoir l'intention de déposer une plainte à la Régie du logement.

> *« C'est le style "camping sauvage", ça commence à être chiant un peu. C'est vraiment déplorable, ça n'a pas de sens, tu te lèves le matin et tu sais que tu n'as pas d'eau. »*
>
> — *Iliesanne-Radah Benoît*



Iliesanne-Radah Benoît Photo : Radio-Canada / Jean-Marc Belzile

« Je dois aller chez des voisines qui ont de l'eau froide, je dois prendre un seau, voyager l'eau pour remplir la toilette, le lavabo et le lendemain je recommence », ajoute-t-elle.

La Ville de Rouyn-Noranda a été avisée de la situation lundi dernier.

La directrice du service de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, Josée Banville, affirme que le propriétaire respecte la réglementation municipale.

« En vertu de notre règlement sur les nuisances, on ne peut pas laisser une personne sans eau courante pendant plusieurs jours, donc c'est de s'assurer que le propriétaire prend les mesures nécessaires pour s'assurer que les locataires ont accès à de l'eau potable », explique Mme Banville.

Dans le cas présent, le propriétaire nous a assuré que les locataires ont de l'eau embouteillée jusqu'à ce que tout soit réglé.



Josée Banville, directrice de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme à Rouyn-Noranda. Photo : Radio-Canada / Piel Côté

Trop peu trop tard

Le coordonnateur de l'Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue (ALOCAT) , Bruce Gervais, aurait souhaité que celui-ci agisse plus tôt.

Il déplore aussi le fait que les locataires n'aient reçu aucun dédommagement financier.

> *« Pas d'eau chaude pendant 30 jours, c'est un service essentiel. Moi, ça m'apparaît inhumain. »*
>
> — *Bruce Gervais*



Bruce Gervais, coordonnateur de l'Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue, devant la scène Paramount Photo : Radio-Canada / Guillaume Rivest

« Le fait que les fenêtres soient placardées pour les travaux, c'est une perte de jouissance, ce n'est pas comme ça que le loyer était au départ, s'il y a un changement il doit y avoir dédommagement et que le propriétaire ne l'offre pas, c'est un peu arrogant et ça manque d'humanisme aussi », soutient-il.

Bruce Gervais déplore aussi le fait que les locataires n'ont pas de boîte aux lettres depuis plus d'un an. Ils doivent aller au bureau de poste pour recevoir leur courrier.

Travaux d'ampleur

Le gestionnaire du bâtiment, Gabriel Lemire, affir
propriétaire, Dominique Lemaire, de la Société im
acheté un immeuble en bien mauvais état en janv



> *« On a changé les installations de chauffe-eau puis ceux-ci ont eu des problèmes. Les entrepreneurs ont dû commander des pièces pour les réparer. Il y a eu un certain délai dans l'arrivée des pièces et il y a eu des erreurs du fabriquant dans l'envoi des pièces, ce qui explique les délais. »*
>
> — *Gabriel Lemire, gestionnaire du bâtiment*

« On a aussi eu un problème avec des tuyaux qui ont gelés dans les murs, c'est une problématique de l'immeuble qu'on ne connaissait pas alors on a été pris par surprise. Il y a des plombiers qui ont travaillés depuis pour régler la situation », ajoute-t-il.

Gabriel Lemire assure que les problèmes d'eau sont maintenant réglés.

Les travaux extérieurs devraient se poursuivre jusqu'au mois de janvier.

Selon lui, il s'agit d'un investissement d'un peu plus de 1 million de dollars qui devait se faire rapidement, surtout sur la façade avant de l'immeuble.

> *« Le problème au niveau de la façade, c'est qu'il y avait des briques qui risquaient de tomber alors il était urgent de les enlever et d'en remettre des nouvelles. »*
>
> — *Gabriel Lemire, gestionnaire de l'immeuble*

Des obligations pour tous

Le porte-parole de la Régie du logement, Denis Miron, rappelle que tant les propriétaires que les locataires ont des obligations.

« Un propriétaire doit livrer un logement en bon état de réparation, d'habitabilité, de propreté et le maintenir tel quel tout au long du bail. C'est une obligation aussi pour le locataire de signaler au propriétaire toute défectuosité, problème d'eau chaude, robinet qui fuit, problème de vermine. À ce moment, le propriétaire peut intervenir et corriger la situation », soutient M. Miron.

Ce n'est pas la première fois que cet immeuble a des problèmes de plomberie.

Une plainte a été déposée à la Régie du logement en mai dernier pour la même problématique.

GATINEAU

leDroit

6 août 2018 / Mis à jour à 23h50

La crise du logement social persiste



CHARLES-ANTOINE GAGNON
Le Droit

L'arrivée de demandeurs d'asile qui traversent illégalement la frontière au chemin Roxham à Saint-Bernard-de-Lacolle au Québec met de la pression sur l'offre de logements abordables à Gatineau où il y a déjà pénurie, selon l'organisation Logemen'Occupe.

Plusieurs des quelque 30 ménages de l'Outaouais qui n'avaient pas trouvé de logis à la suite de la grande journée des déménagements du 1er juillet sont toujours à la recherche d'un logement social adéquat et abordable, a indiqué le coordonnateur de Logemen'Occupe, François Roy. Et, il y a environ un millier de ménages sur la liste d'attente de l'Office municipal d'habitation pour un loyer à prix modique, a-t-il aussi précisé.

« Le gouvernement Trudeau a manifesté une ouverture importante (envers les migrants), mais il ne s'est pas donné les outils et les moyens pour pouvoir héberger adéquatement ces familles-là. On le voit aussi à Toronto où ces personnes doivent être relocalisées dans des hôtels parce que les endroits où ils étaient hébergés sont repris par les étudiants qui retournent en classes. À Gatineau et à Ottawa, c'est le même problème », a expliqué M. Roy.

« Les attentes sont déjà énormes pour les familles démunies québécoises et canadiennes, et là on ouvre les portes à des nouveaux arrivants. C'est correct, mais encore faut-il donner les ressources à ces familles-là pour pouvoir se loger convenablement », a continué le coordonnateur de Logemen'Occupe.

Les familles et individus toujours toujours sans logement vivent chez des amis, de la famille ou dans des logis de dépannage. Le problème pour certaines familles est de trouver un appartement abordable avec plusieurs chambres à coucher.

« Il n'y a pratiquement pas de logements spacieux. Oui, ça joue autour du deux à trois chambres à coucher, principalement deux chambres, alors que les besoins sont de trois ou quatre chambres. Il y a une vraiment une pénurie extrême de logements spacieux », a expliqué François Roy.

Logements transitoires

Au Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais (CRIO), on indique qu'il n'y a non seulement une pénurie dans les logements sociaux, mais aussi dans les logements transitoires pour ceux qui doivent faire le pont entre l'hébergement d'urgence et le logement.

« C'est un modèle qui est employé beaucoup à Trois-Rivières, mais c'est une grosse lacune ici en Outaouais. Il n'y en a vraiment pas assez », a déploré Janick Allyson, coordonnatrice au CRIO.

Les intervenants en milieu sociaux en Outaouais sont toujours en attente de savoir comment précisément seront réparties les sommes prévues dans la Stratégie nationale sur le logement annoncée en novembre 2017.

Quant aux réfugiés et demandeurs d'asile, Mme Allyson a dit avoir entendu parler de problèmes au chapitre du respect de leurs droits lorsqu'ils recherchent un toit.

« Non seulement ces gens attendent d'avoir un logement, mais s'ils se retrouvent sur le marché privé, ils viennent à avoir des enjeux comme de la discrimination quand ils veulent obtenir un logement », a expliqué Mme Allyson.

RADIO-CANADA

ICI Ottawa-Gatineau

Tornade à Gatineau : des associations réclament le retour du Programme d'aide d'urgence aux ménages sans logis

Publié le jeudi 27 septembre 2018 à 13 h 44
Mis à jour le vendredi 28 septembre 2018 à 6 h 02



Une maison complètement démolie après le passage de la tornade vendredi à Gatineau Photo: Radio-Canada

Près d'une semaine après que des tornades ont durement frappé la région, neuf associations, impliquées dans la lutte à l'itinérance à Gatineau, réclament le retour du Programme d'aide d'urgence aux ménages sans logis.

Un texte d'**Agnès Chapsal**

En conférence de presse, les représentants de ces associations ont fait part jeudi de leur très grande inquiétude par rapport à « la gestion de cette crise humanitaire ».

Coordonnateur de Logemen'occupe, François Roy estime qu'entre 600 et 1000 ménages sinistrés ne pourraient peut-être plus retourner vivre dans leur logement et devront en retrouver un. Il a aussi fait remarquer que la population touchée par les tornades est « très vulnérable ».

Cette estimation dépasse le nombre de logements disponibles à Gatineau. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), seulement 800 unités sont vacantes dans la ville. De plus, l'Office municipal d'habitation de Gatineau a indiqué un peu plus tôt cette semaine qu'avant les tornades, 887 familles étaient déjà sur la liste d'attente pour obtenir un logement abordable.

« Facteur démographique oblige, on s'attend à ce que la demande continue d'augmenter », a commenté Isa Godbout du Regroupement des OSBL d'habitation et d'hébergement avec support communautaire en Outaouais (ROHSCO).

Plus tôt cette semaine, la Croix-Rouge, qui pour l'heure a un budget d'un million de dollars, avait annoncé qu'elle prendrait aussi en charge une partie de la différence de montant entre leur précédent loyer et le prochain.

Pour sa part, Diane Tremblay, directrice générale par intérim et du soutien communautaire de Mon chez nous s'interroge sur la durée de ces versements et se demande ce qu'il adviendra lors des changements de baux.

« La Croix-Rouge va verser des montants pour payer la différence entre les loyers, mais au mois de juin, on va faire quoi? », a-t-elle demandé.

« Il y a pas de pensée magique là, il n'y a que des solutions concrètes », a-t-elle ajouté.

Directrice générale des Oeuvres Isidore Ostiguy, Louise Guindon croit que les sinistrés ne pourront pas voir leur situation réglée avant un an.

À titre de comparaison, elle a pris l'exemple de l'incendie d'un immeuble de 24 à 30 unités. « On parle de 3 à 4 mois de travail pour les reloger », assure-t-elle. « Quand je regarde l'ensemble, c'est très inquiétant, je ne pense pas qu'on va sortir de cette crise-là avant 9 à 12 mois. »

De plus, l'hiver est à nos portes, a-t-elle fait remarquer.

Le gouvernement du Québec, un « allié »

« Les PSL [Programme de supplément au loyer] d'urgence c'est une façon d'y répondre, maintenant il y a d'autres façons que la Ville pourra peut-être mettre de l'avant », a pour sa part indiqué la députée sortante, Maryse Gaudreault.

Elle reconnaît que la ville traverse une « période de crise » et indique qu'elle va « s'occuper » des personnes dans le besoin. « Les gens, ils sont un peu en ce moment encore sous le choc. Ça ne fait que quelques jours que la tornade nous a quittés », a-t-elle fait valoir.

Propositions des associations

Parmi la série de propositions formulées dans une lettre remise au premier ministre Philippe Couillard, ils demandent au gouvernement de réactiver rapidement le Programme d'aide d'urgence aux ménages sans logis.

Ce programme avait été mis sur place en 2000 au moment de la crise du logement. Il permet d'assurer aux ménages sans logement le transport de leurs biens et de leurs meubles ainsi que l'entreposage, le temps qu'ils puissent retrouver un nouveau logement.

M. Roy a reconnu l'expertise de la Croix-Rouge, comme service de première ligne, mais il doute de la capacité de l'association à prendre en charge la totalité des relogements.

Il souhaite que le Centre intégré de santé et des services sociaux (CISSS) de l'Outaouais coordonne toutes les interventions.

« On travaille trop en silo pour le moment », a jugé M. Roy.

« Le relogement n'est pas uniquement un problème économique, mais il est souvent relié à une multitude d'autres problèmes d'ordre psychosocial dont il faut tenir compte dans l'évaluation des besoins d'un ménage », a souligné pour sa part Mme Guindon.

M. Roy a aussi demandé l'aide du gouvernement provincial et fédéral pour sortir de la crise ainsi que des ressources plus importantes pour les organismes communautaires.

Les associations souhaitent rencontrer le maire de Gatineau Maxime Pedneaud-Jobin et les prochains députés le plus vite possible.

Les chiffres en bref

- jusqu'à 1000 ménages sans logements depuis les tornades
- 887 familles en attente de logement
- 800 unités vacantes à Gatineau

« C'est certain que le gouvernement du Québec va être un allié de la Ville de Gatineau. »

— *Maryse Gaudreault, députée sortante de Hull*

LE DEVOIR

Tornades à Gatineau: des organismes s'inquiètent pour les sinistrés

Annabelle Caillou

27 septembre 2018
Société



Photo: Fred Chartrand La Presse canadienne D'après les autorités, entre 600 et 1000 ménages ne pourront retourner vivre dans leur logement, considérablement endommagé voire totalement détruit par les tornades.

Inquiets pour les centaines de personnes à la rue depuis le passage de tornades en Outaouais la semaine dernière, neuf organismes oeuvrant dans la lutte à l'itinérance ont tiré la sonnette d'alarme jeudi. Ils demandent à Québec le retour du Programme d'aide d'urgence aux ménages sans logis.

« C'est la pire catastrophe que l'Outaouais a vécue au cours du dernier siècle. Beaucoup de gens ont perdu leurs biens et n'ont plus de toit sous lequel s'abriter alors que l'hiver approche », se désole le coordonnateur de Logemen'occupe, François Roy.

La semaine dernière, dans la nuit de vendredi à samedi, six tornades ont frappé la grande région d'Ottawa et de Gatineau, avec des vents allant jusqu'à 230 km/h. Immeubles détruits, arbres arrachés, voitures renversées : les dégâts sont considérables.

De concert avec huit autres organismes communautaires, M. Roy a manifesté son inquiétude jeudi face à la situation d'urgence et au manque de coordination des services d'aide aux sinistrés de la part des autorités.

Dans une lettre adressée au premier ministre Philippe Couillard, les organismes exigent notamment la réactivation du Programme d'aide d'urgence aux ménages sans logis, qui avait été mis en place en 2000 lors de la crise du logement. Il offre aux ménages affectés le transport des biens et meubles, ainsi que leur entreposage, jusqu'à ce qu'ils puissent retrouver un toit.

Car d'après les autorités de Gatineau, entre 600 et 1000 ménages ne pourront retourner vivre dans leur logement, considérablement endommagé voire totalement détruit par les tornades. Or la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) compte seulement 800 unités vacantes dans la municipalité à l'heure actuelle.

Des habitations qui sont toutefois bien plus chères. Une grande proportion des sinistrés vivait dans des logements abordables du marché privé et communautaire et quelques dizaines d'autres dans des unités HLM de l'Office municipal d'habitation.

« Ces ménages à modeste revenu se retrouvent à devoir payer plus cher des logements de remplacement, car l'offre de logements abordables est quasi nulle à Gatineau », précise le coordonnateur de Logemen'occupe.

Les organismes exigent ainsi du Centre intégré de santé et services sociaux (CISSS) de l'Outaouais qu'il prenne davantage en main la coordination de l'aide aux sinistrés. « Il y a du travail sur le terrain avec la croix rouge et pleins de bénévoles, mais compte tenu de l'ampleur des dégâts ce n'est pas assez , s'insurge M. Roy. Le CISSS doit en faire plus ».

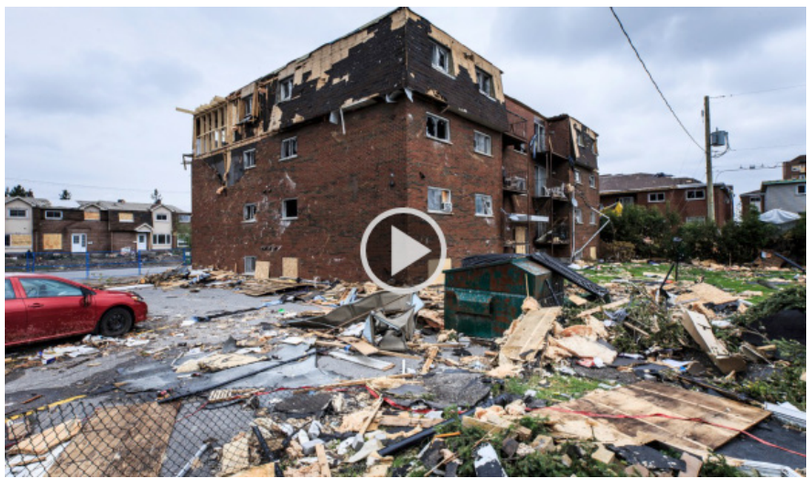
« Si les mesures revendiquées ne sont pas rapidement mises en place, une grande partie de ces familles démunies, déjà grandement éprouvées, vont se retrouver dans des conditions encore plus déplorables », insiste-t-il.

LA PRESSE .CA

Publié le 06 octobre 2018 à 05h00 | Mis à jour le 06 octobre 2018 à 13h35

Tornade à Gatineau: des résidants espèrent un toit pour l'hiver

NICOLAS BÉRUBÉ
La Presse



(Gatineau) Suzanne Schreiner loge chez son frère. Josiane Larose a trouvé un appartement à l'extérieur du quartier. Fatima Hafiz et ses deux enfants ont réintégré leur maison, mais leur toit prend l'eau et le contreplaqué posé sur leur fenêtre éclatée laisse entrer le froid.



Le maire de Gatineau, Maxime Pedneaud-Jobin

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE



Andy Ngabirano, qui habite dans le quartier Mont-Bleu, passe devant une habitation lourdement endommagée. Sa maison, elle, a été épargnée.

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

« J'ai peur parce que l'hiver s'en vient et qu'il fait déjà froid la nuit dans la maison, dit-elle. Les compagnies de construction nous disent qu'elles sont débordées. »

Deux semaines après que leur quartier a été ravagé par une tornade, les sinistrés du secteur Mont-Bleu, à Gatineau, tentent de retrouver un semblant de vie au milieu des décombres, des maisons éventrées et du vrombissement des pelles mécaniques.

Pour Valentina Ortiz, ce sont « les cris et les pleurs des enfants paniqués » dans un appartement voisin du sien qui restent l'élément marquant de cette fin d'après-midi du 21 septembre, quand son quartier a été dévasté en moins de 10 minutes.

Cette semaine, M^me^ Ortiz et les membres de sa famille sont revenus chercher des vêtements dans leur appartement. Ils habitent chez des amis en attendant de trouver un nouveau logement. « Nous cherchons un appartement, mais les seuls qu'on voit sont beaucoup plus chers que le nôtre », dit-elle.

Selon la Croix-Rouge, 887 familles sinistrées sont en attente d'un logement. À l'heure actuelle, 29 personnes dorment au Centre communautaire Père-Arthur-Guertin, explique Pascal Mathieu, vice-président de la section Québec de la Croix-Rouge canadienne.

« Les autres sinistrés sont soit dans des motels, soit chez des parents ou amis », dit-il.

Jeudi, la Croix-Rouge a annoncé qu'elle distribuerait 2,3 millions de dollars en aide aux sinistrés. Ceux qui n'étaient pas assurés pourront recevoir une aide financière : 600 $ pour les familles de trois personnes ou moins et 800 $ pour les familles plus nombreuses.

Jonathan Ngoy n'avait pas d'assurance. Beaucoup de ses meubles et de ses vêtements ont été détruits. « J'ai payé une compagnie de déménagement, mais ils ont triplé leurs prix à cause de la demande, alors j'ai besoin d'argent actuellement pour acheter l'épicerie », explique le jeune travailleur.

AIDE SPONTANÉE

Pour Maxime Pedneaud-Jobin, maire de Gatineau, la crise évoque celle de mai et juin 2017, quand la ville a connu les pires inondations de son histoire.

« Là, on a les tornades, que l'on n'avait jamais eues de notre histoire non plus », dit-il en entrevue dans son bureau qui donne sur le centre-ville.

Durant l'après-midi du 21 septembre, le système informatique d'urgence de la Ville a été activé à cause du risque élevé de tornades, et les cadres de la Ville étaient prêts à réagir. « Le coeur de notre équipe de coordination était de garde deux heures avant que ça frappe », dit-il.

À 17 h ce jour-là, le maire a pris sa voiture pour rentrer chez lui. En route, il a reçu un texto d'Isabelle Miron, conseillère du quartier Mont-Bleu, qui lui disait qu'elle venait de voir passer une tornade à côté de sa maison et qu'il y avait des débris partout.

M. Pedneaud-Jobin s'est rendu au Centre des mesures d'urgence pour faire un premier état de la situation, pour ensuite se diriger au cégep de l'Outaouais, où les sinistrés ont trouvé refuge.

« La Croix-Rouge a monté des lits, des étudiants en services préhospitaliers d'urgence sont rentrés, de leur propre initiative, pour aider les sinistrés. Les étudiants en techniques policières sont venus faire la sécurité. Ça, c'était en plus des services d'urgence. On a été chanceux : la pire blessure de la tornade a été une personne qui a eu le bras cassé. »

La Ville est désormais en train d'analyser les 500 à 600 logements endommagés qui devront possiblement être démolis.

« On sait déjà qu'on va avoir quelques centaines de personnes à reloger. On a une cellule qui ne fait que ça. Hier soir, il y avait 90 personnes à l'hôtel. Le défi, c'est de les placer à long terme dans un logement qu'elles sont capables de payer. »

- Maxime Pedneaud-Jobin, maire de Gatineau

DEMANDES À QUÉBEC

François Roy, coordonnateur de l'organisme Logemen'occupe à Gatineau, note que parmi les sinistrés se trouvent beaucoup de familles de personnes immigrantes ou réfugiées.

« À Gatineau, le taux d'inoccupation des logements abordables est pratiquement de zéro. Les gens doivent se reloger dans des logements plus chers, et c'est pourquoi nous demandons au gouvernement du Québec de mettre en place un programme de supplément au loyer. »

Certaines familles touchées par les inondations de 2017 sont toujours en attente d'un logement permanent, dit-il. « On ne veut pas que ça s'étire sur des années. »

Dans le quartier Mont-Bleu, plusieurs sinistrés dont la maison a été détruite ou est devenue inhabitable veulent finir par revenir.

C'est le cas de Suzanne Schreiner, dont l'appartement sera bientôt démoli, et qui loge chez son frère pour les prochains mois. « Les propriétaires du bâtiment m'ont demandé si je voulais revenir une fois qu'il serait reconstruit. J'ai dit oui. J'adore mon quartier, j'adore les gens. Je veux revenir vivre ici. »

leDroit

— 27 novembre 2018 / Mis à jour à 19h15

La ligne dure de l'Office d'habitation de l'Outaouais décriée

OPINION / Le 29 octobre dernier, suite à une décision d'éviction de la Régie du Logement pour non-paiement de son loyer, l'Office d'habitation de l'Outaouais (OHO) a procédé à l'expulsion d'une locataire vulnérable ayant déjà vécu l'itinérance pendant plusieurs années avant de prendre possession de son HLM en 2007.

Sans vouloir minimiser les responsabilités de cette personne envers l'ensemble de ses obligations de locataire et particulièrement celle reliée au paiement de son loyer, Logemen'occupe, avec l'appui de plusieurs regroupements d'organismes communautaires, aurait souhaité, pour des motifs humanitaires, que l'OHO n'applique pas cette décision.

Avec les très maigres revenus dont dispose cette personne et le fait qu'elle sera exclue de tout logement à loyer modique pour les cinq prochaines années, la mise en œuvre de cette décision entraînerait des conséquences désastreuses sur le bien-être, la santé et la sécurité. Comme pour l'ensemble des locataires de l'OHO qui font l'objet d'une décision de résiliation de bail, madame devra attendre cinq années avant de pouvoir réintégrer toute forme de logement social parce que cet office applique bêtement, et de façon rigide, le maximum d'une pénalité prévu par un règlement du gouvernement du Québec. Nous trouvons que cela est très cher payé, pas seulement pour cette personne, mais aussi pour toute la société si on prend en compte le coût pour sortir une personne de la rue qui est de 40 à 50 000 $ par année.

Avec les coûts des loyers et les exigences du marché privé de l'habitation, les démarches et les efforts déployés par Logemen'occupe et les Œuvres Isidore Ostiguy pour reloger cette personne n'ont rien donné de concluant avec, pour seule perspective, la rue et les méandres de l'itinérance.

Lorsqu'une personne vulnérable démontre une incapacité réelle d'assurer sa stabilité résidentielle, nous estimons, comme le préconise la Politique nationale de lutte à l'itinérance ainsi que le Cadre national sur le soutien communautaire en logement social du Québec auxquels a adhéré OHO, que des mesures d'accompagnement et de soutien communautaire appropriées devraient être mises à la disposition des ménages concernés afin que ceux-ci soient en mesure d'assumer correctement l'ensemble de leurs obligations et d'éviter qu'un éventuel défaut les précipite dans un processus de désaffiliation sociale. Ce soutien communautaire, pour lequel ce propriétaire de logement public reçoit un financement significatif, nous apparaît être une obligation de moyen et devrait être déployé de façon systématique aussitôt qu'une situation mettant en péril le maintien dans les lieux d'un ménage/locataire se manifeste. Malheureusement, cette locataire, comme plusieurs autres, n'a reçu aucun soutien tangible mis à part une lettre l'invitant à consulter l'ACEF de l'Outaouais. Dans ces circonstances, pas surprenant de constater les piètres résultats nationaux en matière d'éviction de l'OHO.

Selon cette recherche, ce propriétaire public est loin d'être un modèle et une référence au niveau des mesures d'éviction de ses locataires puisque cet office, qui regroupe 4,25 % de l'ensemble des HLM du Québec, représente 9,6 % des requêtes pour non-paiement de loyer et 6,9 % des décisions d'éviction.

Les données de la Fédération des locataires de HLM du Québec indiquent une baisse marquée du nombre de recours pour non-paiement de loyer dans les offices de Sherbrooke, Québec et Longueuil, là où des mesures de soutien communautaire plus marquées ont été mises en place et des hausses inquiétantes à Montréal et Gatineau.

Comme nous le démontrent plusieurs autres interventions auxquelles sont souvent confrontées les personnes impliquées dans le réseau de la lutte à l'itinérance ainsi que les conclusions d'une recherche-action d'un projet-pilote de maintien en logement de l'Office municipal d'habitation de Québec, nous sommes persuadés que cette locataire, comme les nombreux autres locataires expulsés qui ont vécu des situations similaires, aurait été en mesure d'assumer correctement l'ensemble de ses obligations de locataire si un tel plan de sortie de crise lui avait été proposé. Malheureusement, malgré nos interventions et ses engagements, cet office délinquant a choisi de maintenir la ligne dure et la punition tout en ignorant les multiples demandes de reconsidération exprimées par le milieu en ayant en plus le culot de réclamer abusivement et honteusement, à Logemen'occupe, une facture de 2 414,17$ pour couvrir ses coûts d'expulsion de cette locataire évincée. Une série de décisions extrêmement déplorables et regrettables allant nettement à l'encontre des recommandations d'un rapport de la SHQ en 2014 (Rapport Baril) visant à favoriser de meilleures relations entre l'Office d'habitation de l'Outaouais et les autres acteurs de l'habitation et du milieu de la lutte à l'itinérance de cette région.

L'auteur est François Roy, coordonnateur de Logemen'occupe.

leDroit

Une crise du logement sans précédent

— 19 décembre 2018 / Mis à jour à 19h44

OPINION / Même si les données contenues dans le dernier rapport sur le marché locatif de la région métropolitaine d'Ottawa-Gatineau, publiées le 28 novembre dernier par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), n'ont pas fait l'objet d'une attention particulière de la part des médias de l'Outaouais, celles-ci nous apparaissent tout de même très inquiétantes, d'intérêt public et devraient, à notre avis, mériter une attention particulière de la part des autorités publiques.

Ce rapport nous démontre nettement et sans ambiguïté que le secteur du logement locatif à Gatineau traverse une grave pénurie et que cette situation n'est pas sur le point de se résorber si des mesures concrètes ne sont pas rapidement mises de l'avant par les gouvernements d'Ottawa et de Québec, comme nous le constatons de façon quasi quotidienne sur le terrain.

Les chiffres de ce rapport parlent d'eux-mêmes : pour tous les types de logements, dans tous les secteurs de la ville de Gatineau et en moins d'un an, les taux d'inoccupation des logements locatifs ont dégringolé rapidement et de beaucoup en bas du seuil d'équilibre du marché reconnu à 3 %.

Avec des taux moyens de 0,7 % pour le secteur Gatineau, 1,3 % pour le secteur Hull et 2,0 % pour le secteur Aylmer et des loyers qui augmentent beaucoup plus rapidement que l'inflation, on peut, sans aucun doute, qualifié ce constat comme une situation de crise majeure selon les critères du gouvernement du Québec. Entre les années 2001 et 2005, c'est ce qu'avait, en effet, reconnu le gouvernement d'alors via le Programme d'aide d'urgence aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs. Avec un taux d'inoccupation de 1,8 %, la situation est tout aussi préoccupante sur le marché secondaire des condos à louer.

Avec un taux moyen d'inoccupation de 1,2 %, la situation présente à Gatineau est la pire de tous les autres centres urbains du Québec.

Selon la SCHL, cette pénurie serait même historique pour Gatineau. Un avis que nous partageons amplement en comparant la présente situation à celle que nous avons côtoyée entre les années 2000 et 2005. Avec un marché du travail relativement dynamique, un bilan migratoire en très forte croissance depuis 2011, la forte baisse de l'accès à la propriété causé par le resserrement des critères de financement et l'augmentation des taux d'intérêt qui touchent particulièrement les ménages de moins de 35 ans, cette pénurie va nécessairement s'accentuer au cours des prochaines années. Les autorités gouvernementales doivent donc prendre acte de la situation et débloquer rapidement les fonds nécessaires pour relancer le développement de nouveaux logements sociaux en Outaouais. D'ici là et comme, ce fut le cas entre 2001 et 2005, il nous apparaît également important et incontournable que de nouvelles mesures soient rapidement mises en place pour soutenir et accompagner adéquatement les ménages qui vont se retrouver sans logis à cause de cette pénurie de logements.

En adhérant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) en 1976, le Canada et le Québec ont pris des engagements fermes et significatifs à l'égard du respect du droit au logement. Pour être effectif, ce droit au logement doit impérativement se traduire par un ensemble cohérent de lois, de règlements, de politiques et de programmes. De façon tangible, les autorités de ces deux paliers de gouvernements ont une obligation de moyen et sont tenues de construire des logements abordables en quantité suffisante et garantir que les plus pauvres y auront accès à travers des systèmes de subventions.

Avec des surplus qui se comptent en milliards de dollars et les sommes importantes promises par le fédéral dans le cadre de la Stratégie canadienne sur le logement, le nouveau gouvernement Legault a, à notre avis, toute la marge de manoeuvre nécessaire pour respecter les engagements du Québec à l'égard du PIDESC. Avec une telle marge de manœuvre, aucune excuse ne serait être justifiable et tout doit être mis en œuvre pour éviter que la présente situation ne dégénère et que des centaines de ménages se retrouvent à la rue.

Cette lettre a été signée par les organismes suivants :

Coalition urgence logement Gatineau

Accueil Parrainage Outaouais

Association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais

Centre d'intervention et de prévention et d'intervention en toxicomanie de l'Outaouais

Fédération intercoopérative en habitation de l'Outaouais

Gîte Ami

La Soupe populaire de Hull

La Soupière de l'amitié

Le Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais

Les Habitations des Rivières de l'Outaouais

Les Œuvres Isidore Ostiguy

Logemen'occupe

Mon Chez Nous

Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais

Regroupement des OSBL d'habitation et d'hébergement avec support communautaire en Outaouais

Table ronde des OVEP de l'Outaouais

leDroit — 2 janvier 2019 / Mis à jour à 23h30

La crise du logement

OPINION / Le 21 décembre dernier, une halte-chaleur a ouvert ses portes dans les locaux de la Soupe populaire de Hull. Faisant face à une demande allant au-delà de sa capacité d'accueil, le Gîte ami a collaboré à la mise en place de cette nouvelle ressource avec la Soupe populaire et la Ville de Gatineau afin de permettre aux personnes sans logis d'avoir accès à un lieu où passer la nuit à la chaleur et de pouvoir y consommer des breuvages chauds.

Cette situation de débordement n'est pas exclusive à Gatineau. Elle se retrouve, malheureusement, dans plusieurs autres villes du Québec et du Canada. À titre d'exemple, à Montréal, un refuge d'urgence a été aménagé en toute urgence dernièrement sur le site de l'ancien Hôpital Royal-Victoria. À Ottawa, la Ville a dû signer des accords avec six hôtels et motels supplémentaires pour être en mesure de répondre à la demande des ménages sans logis. Entre 2014 et 2017, le nombre de familles sans abri cherchant un refuge à Ottawa a bondi de 143 %. À Québec, des lits ont dû être ajoutés dans plusieurs refuges. À Gatineau, les Œuvres Isidore Ostiguy, le seul organisme qui offre un refuge temporaire aux familles sans logis, fait face au même phénomène et, faute de place, doit de plus en plus refuser des demandes d'hébergement de nouvelles familles sans logis.

L'itinérance n'est pas qu'un problème lié au manque de logement, mais c'est toujours un problème lié à un manque de logement. C'est ce que reconnaissent maintenant, en principe, les gouvernements d'Ottawa et de Québec dans différentes politiques et programmes dédiés à la lutte à l'itinérance.

Après avoir fait l'objet de très vives critiques au cours des 20 dernières années par un comité de l'ONU pour ne pas avoir respecté leurs engagements à l'égard du droit au logement tel que stipulé à l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), ces deux paliers de gouvernement se sont récemment engagés à favoriser le logement abordable comme vecteur principal de la lutte à l'itinérance. Selon Ottawa et Québec, tous les efforts possibles devraient maintenant être consacrés afin que les personnes en situation d'itinérance puissent accéder rapidement à un logement convenable, tel que défini et reconnu par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU.

Selon cette définition, un logement convenable doit être vu comme un lieu qui permet d'accéder à une existence sociale et d'avoir une vie privée. Il ne faut pas le concevoir dans un sens étroit ou restreint, c'est-à-dire comme un simple abri ou un refuge permettant d'avoir un toit au-dessus de la tête. Peu importe le contexte, pour y parvenir, plusieurs aspects doivent être pris en considération, soit la sécurité d'occupation, l'accès au logement sans discrimination, la capacité de paiement, l'habitabilité, l'emplacement, l'existence de services, matériaux, équipements et infrastructures, ainsi que le respect de l'identité et de la diversité culturelles. Il convient de l'interpréter comme un lieu où tous et toutes peuvent aspirer à vivre en sécurité, dans la paix et la dignité.

En tant que signataires du PIDESC, le Québec et le Canada doivent s'assurer de la matérialisation concrète de ce droit au logement. Ils doivent agir par tous les moyens appropriés et au maximum de leurs ressources disponibles. Ils doivent donner la priorité aux groupes sociaux vivant dans des conditions défavorables en leur accordant une attention particulière. À cet égard, le Comité des DESC soutient que des stratégies gouvernementales claires doivent être adoptées et appuyées par l'octroi des ressources nécessaires provenant des fonds publics. Conséquemment, l'État est par exemple tenu d'offrir des logements à bas prix en quantité suffisante et de garantir que les plus pauvres y auront accès à travers des systèmes de subventions appropriées comme des suppléments au loyer.

Tout en reconnaissant l'importance de la mise en place d'une nouvelle ressource dédiée au bien-être des personnes en situation d'itinérance comme la halte-chaleur, il nous apparaît aberrant, dans un pays aussi riche que le Canada, que cette solution soit actuellement la seule alternative tangible qui s'offre à ces personnes incapables d'avoir accès à un refuge. Cette solution, au même titre que les refuges, n'est qu'un pis-aller et ne peut être considérée comme une solution décente et juste vis-à-vis les engagements du Canada et du Québec à l'égard du droit au logement. Ces personnes sont des citoyens à part entière et sont en droit d'avoir accès rapidement et en priorité à des logements sociaux. À défaut, ils devraient pouvoir obtenir rapidement de l'aide financière adéquate - comme des suppléments au loyer - pour leur permettre de se trouver un logement adéquat et abordable dans le marché privé. C'est ce que prévoit notamment la Politique de lutte à l'itinérance du Québec et le Programme « logement d'abord » du gouvernement du Canada.

Comme le soulignait le Comité des DESC dans ses observations adressées au Canada en 1998 : « L'Indice du développement humain indique qu'en moyenne, les Canadiens jouissent d'un niveau de vie particulièrement élevé et que le Canada a la capacité de respecter pleinement tous les droits inscrits dans le Pacte. Malheureusement, il ne le fait pas encore… »

En adhérant au PIDESC en 1976, le Canada et le Québec ont pris des engagements fermes qui doivent se traduire par l'obligation de respecter le droit au logement, l'obligation de le promouvoir et de le mettre en œuvre. À la lumière de ce que nous constatons actuellement, il est clair que les réponses des gouvernements du Québec et du Canada restent, malheureusement, encore largement insuffisantes pour s'attaquer aux causes de l'itinérance et permettre des voies de sortie durables eu égard aux engagements qu'ils ont pris vis-à-vis le respect de ce droit fondamental. Dans un État aussi riche que le nôtre, on n'insistera jamais assez sur le fait qu'aucun compromis et qu'aucune compromission au détriment du respect du droit au logement ne devrait être admis dans les mesures de lutte à l'itinérance. Si les haltes-chaleur, les refuges, l'hébergement de transition et les soupes populaires sont des ressources importantes et essentielles dans la panoplie des mesures de lutte à l'itinérance, ces ressources ne peuvent et ne doivent pas être envisagées comme une solution de désengagement et de compromis de la part de l'État vis-à-vis le respect du droit au logement.

Dans cette perspective et en présence d'une nouvelle crise du logement, nous estimons que les organismes communautaires dédiés à la lutte l'itinérance et au changement social ont le devoir de rappeler à l'ordre les élus d'Ottawa et de Québec vis-à-vis leurs engagements et leurs belles promesses non respectés à l'égard de ce droit fondamental tout en revendiquant la mise en place immédiate de mesures structurantes permettant une sortie rapide de la rue pour l'ensemble des familles et personnes qui n'ont toujours pas accès à un logement convenable. Tel que l'a justement souligné l'abbé Pierre, comme acteur du changement social, nous avons le devoir de rappeler à nos élus que « gouverner c'est d'abord avoir le souci de loger convenablement son peuple ».

Ce texte a été écrit par François Roy, coordonateur de Logemen'occupe.

RADIO-CANADA ICI Ottawa-Gatineau

Nathalie Tremblay

Crise du logement anticipée à Gatineau : pas de solution à court terme

Publié le jeudi 17 janvier 2019

La Ville de Gatineau ne sait toujours pas comment elle fera face à une possible crise du logement qui pourrait s'accentuer dès cet été avec la période de renouvellement des baux.



Environ 150 unités ont subi des dégâts importants aux Jardins Radisson, à Gatineau, en raison du passage d'une tornade. Photo: Radio-Canada

En novembre dernier, la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL) a dressé un bilan inquiétant du marché immobilier à Gatineau indiquant que le taux d'inoccupation s'établissait à 1,2 %, soit en bas du seuil d'équilibre du marché, qui lui s'établit à 3 %. Ce tableau pourrait s'assombrir en raison de l'impact (non mesuré dans ce bilan), de la tornade de septembre dernier sur le marché du logement.

La sécurité des familles qui pourraient se retrouver sans logement inquiète donc la Table de concertation des Intervenants en soutien communautaire en habitation de l'Outaouais. Lors de la première réunion de la Commission sur le développement du territoire, l'habitation et l'environnement, jeudi, la conseillère Maude Marquis-Bissonnette a indiqué que la Ville se penche présentement sur des solutions et des demandes formulées par des organismes communautaires. Logemen'Occupe, notamment, réclame le retour du Programme d'aide d'urgence aux ménages sans logis, instauré au début des années 2000 par le gouvernement pour répondre à des taux d'inoccupation sans précédent partout dans la province.

« Le contexte réglementaire et légal, donc municipal et provincial, ainsi que le contexte politique ont changé. À l'époque, c'est l'ensemble du Québec qui vivait un taux d'innocupation bas. [...] Envisager une solution à travers le Québec, ce n'est peut-être pas ce qu'on souhaite à l'heure actuelle », a déclaré Mme Marquis-Bissonnette.

Une autre demande des organismes communautaires est que les biens des personnes qui se retrouvent sans logement puissent être entreposés par la Ville.

« Là aussi, le contexte légal a changé, ce qui fait en sorte que les villes ne peuvent plus le faire. Par ailleurs, Gatineau n'a pas l'espace pour faire ça. La ville n'est même pas capable en ce moment d'entreposer ses propres biens », a ajouté la conseillère.

La Ville n'écarte pas la mise en place de mesures d'urgence ou temporaires dès juillet prochain, comme l'ouverture de dortoirs, comme cela a été le cas en 2001.

Une solution durable

La solution, pour Maude Marquis Bissonnette, réside dans la construction de nouveaux logements abordables. Des projets qui nécessitent toutefois, selon elle, une refonte du programme Accès-Logis en vertu duquel les organismes communautaires peuvent bénéficier de subventions pour construire des unités.

« Le programme Accès-logis est désuet, il faut le mettre à jour. On a des signaux de Québec en ce sens. On a hâte de voir la suite des choses. À Gatineau, ça aurait un impact assez rapidement, parce qu'on a des projets qui sont prêts, mais qu'on ne peut pas construire, parce que les coûts de construction n'ont pas été indexés au programme Accès-Logis », a indiqué Mme Marquis-Bissonnette. « Ce n'est pas une solution à court terme, mais c'est une solution qui est durable et c'est pour ça que nous souhaitons la prioriser. »

TVA GATINEAU / OTTAWA

La crise du logement n'est pas finie - 21 février 2019

Des familles sans logis depuis plusieurs mois ont lancé ce matin un cri du coeur au gouvernement de la CAQ.

Des familles sans logis depuis plusieurs mois ont lancé ce matin un cri du coeur au gouvernement de la CAQ.

Elles veulent de l'aide pour se loger convenablement.

C'est notamment le cas d'une famille avec 5 enfants qui risquent de se retrouver à la rue samedi prochain.

Lors d'un point de presse de Logemen'occupe ce matin, François Roy a rappelé les demandes faites auprès de la ministre responsable de l'Habitation.



leDroit

22 février 2019 / Mis à jour à 19h19

Cri du coeur de Logemen'occupe: « la crise, on ne l'invente pas »



DANIEL LEBLANC
Le Droit

« La crise, on ne l'invente pas. Les familles sont complètement laissées à elles-mêmes », a dénoncé jeudi l'organisme Logemen'occupe, qui demande une intervention rapide du gouvernement provincial face à la pénurie de logis à Gatineau, où le taux d'inoccupation est de 1,2 %.

Le coordonnateur François Roy, qui affirme que « ces chiffres-là, c'est du jamais vu », a écrit au ministre responsable de l'Outaouais, Mathieu Lacombe, pour réclamer une rencontre sur la question qui n'est à son avis « pas considérée comme une priorité par les décideurs publics ».

« En Outaouais, à Gatineau particulièrement, on vit actuellement une grave grise du logement. [...] Quand quelqu'un se blesse, il a accès à l'urgence médicale. Ça nous prend de l'urgence sociale pour pouvoir loger des ménages qui se retrouvent sans logis. C'est quasiment impossible de trouver un toit pour les familles nombreuses et c'est encore plus compliqué quand elles sont à sont souvent hors de prix et qu'il y a une limite à l'aide que les organismes comme le sien peuvent apporter.

À l'heure actuelle, les neuf unités de dépannage gérées par Logemen'occupe et les Œuvres Isidore Ostiguy sont occupées, sans compter qu'on dénombre 20 ménages sans toit. Aussi, une dizaine de familles n'ont pas de logis depuis le passage de la tornade dévastatrice en septembre.

« Ce sont des chiffres qui sont conservateurs », a même lancé François Roy, précisant que l'Office d'habitation de l'Outaouais « n'a

pratiquement pas » de logements avec trois chambres à coucher ou plus disponibles au sein de son parc immobilier.

Logemen'occupe affirme avoir interpellé la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Andrée Laforest, sur l'importance de réactiver des mesures d'urgence dans la région en raison du caractère exceptionnel de la situation.

« Contrairement au début des années 2000, quand on a vécu une situation semblable, le gouvernement de l'époque avait mis en place un programme d'aide d'urgence pour aider ces familles-là à se reloger rapidement dans le logement privé, avec d'autres mesures d'appoint comme le transport et l'entreposage, et surtout une aide financière qu'on appelait le supplément au loyer. En ce moment, on n'a pas ces outils-là », a-t-il déploré.

des cas urgents

M. Roy affirme que deux familles risquent de se retrouver à la rue sous peu si aucun geste concret n'est posé.

C'est le cas de Daniel et Tania Proulx, parents de cinq enfants et en attente d'un sixième, qui sont sans toit permanent depuis novembre dernier après que la Ville de Gatineau ait condamné une maison qu'ils louaient à la suite d'une inspection de la structure. La famille a ensuite habité temporairement à deux endroits différents grâce à l'aide d'organismes et de bons samaritains. Et voilà que depuis quelques jours, elle est hébergée dans un motel aux frais de Logemen'occupe.

« Mais à partir de samedi, on est dans la rue, on n'a plus rien. Nous n'avons pas de recours ni de famille qui peut nous prendre. On est quand même sept personnes avec une femme enceinte, c'est sûr que ce n'est pas évident à reloger. On a fait beaucoup d'appartements. Le refus ne vient pas du fait qu'on soit sur l'aide sociale, c'est qu'on a trop d'enfants. Pour les propriétaires, il faudrait en avoir moins, mais je ne comprends pas leur logique », de dire M. Proulx.

L'Office d'habitation leur aurait dans les dernières heures offert un logis de quatre chambres à prix modique, mais celui-ci est situé à Thurso. Logemen'occupe affirme que le problème, c'est que la famille n'a pas de voiture et qu'il n'y a pas de transport en commun à cet endroit.

RADIO-CANADA
ICI Ottawa-Gatineau

Des familles lancent un cri du coeur aux élus de Gatineau pour l'accès aux logements sociaux

Publié le mardi 16 avril 2019



Le prix des loyers a augmenté et le taux d'inoccupation a baissé à Gatineau entre 2017 et 2018.
Photo: Radio-Canada

Désemparés devant le manque de logements sociaux de qualité, une quinzaine de citoyens ont lancé un véritable cri du coeur aux élus de Gatineau au début de la rencontre du conseil municipal, mardi soir.

L'un d'entre eux, Stéphane Lafleur, est père de deux jeunes garçons. Avec beaucoup d'émotion, il a raconté qu'il devait quitter son logement dans les cinq prochains jours, mais qu'il n'avait toujours pas d'endroit où aller.

M. Lafleur a dit avoir visité près d'une trentaine de logements en deux mois, sans succès. Il craint maintenant de se retrouver à la rue. « [Il y a une] liste de 28 logements que j'ai visités en 58 jours… Penchez-vous sur la question sérieusement, » a-t-il lancé aux membres du conseil.

Une mère de quatre enfants a pour sa part indiqué vivre dans un logement de dépannage de deux chambres depuis 11 mois. Le coût du loyer et de l'entreposage est un défi pour elle.

Ces citoyens, appuyés par l'organisme Logemen'occupe, ont réclamé que des pressions soient faites auprès de la ministre de l'Habitation, Andrée Laforest.

Ils ont également demandé le retour du Programme d'aide d'urgence aux ménages sans logis, instauré au début des années 2000, pour répondre à des taux d'inoccupation très bas partout dans la province.

En janvier, la Ville de Gatineau a indiqué qu'une crise du logement était à prévoir pour l'été 2019 et qu'aucune solution viable n'avait encore été trouvée. Le taux d'inoccupation était d'à peine 1,2 % à Gatineau.

En entrevue avec Radio-Canada, le coordonnateur de Logemen'occupe, François Roy, a dénoncé la lourdeur administrative imposée aux citoyens qui se retrouvent en situation de précarité du logement. Il a cité en exemple ce qu'il a qualifié d'inaction de la Ville de Gatineau lorsqu'il y a des rats dans un appartement.

« Tous les jours, on reçoit des appels de détresse de gens qui craignent de perdre leurs enfants parce qu'ils vont se retrouver à la rue », a souligné M. Roy. « Ce ne sont pas des statistiques, mais des personnes qui ont besoin d'aide immédiate. »

> *« Il faut absolument que Québec reconduise les mesures d'urgence comme on avait dans les années 2000. »*
>
> — *François Roy, coordonnateur de Logemen'occupe*

Les élus présents ont assuré qu'ils avaient entendu le cri du coeur de ces familles. Le maire, Maxime Pedneaud-Jobin, a rappelé qu'une première vague de logements abordables avait été perdue lors des inondations, puis une seconde cet automne, pendant les tornades.

Ce dernier a soulevé que la Ville travaillait de concert avec les organismes communautaires vers une centralisation des demandes. « Ça nous prend une liste commune des logements disponibles, mais ça nous prend aussi une liste commune des gens en recherche de logement », a-t-il illustré.

La conseillère du district du Plateau, Maude Marquis-Bissonnette a ajouté que le conseil municipal analysait présentement les solutions qui ont été envisagées pour d'autres villes et qu'il cherchait activement une façon d'« assurer la transition cet été », lors de la période de déménagement.

Avec les informations de Nathalie Tremblay

leDroit

16 avril 2019 / Mis à jour à 19h33

Elle ne répondait pas aux critères d'un sinistre

OPINION / Lundi le 15 avril dernier, en fin de journée, une locataire démunie de 72 ans, victime des inondations de la rue de Grandpré et sans assurance, a fait appel aux services de Logemen'occupe. Suivant les conseils des préposés de l'entreprise d'intervention après sinistre qui l'ont invité à quitter les lieux, celle-ci a fait plusieurs demandes d'aide de relogement temporaire auprès des autorités municipales et de la Croix-Rouge.

Malgré sa situation et sa détresse, toutes ses demandes ont été froidement rejetées prétextant qu'elle n'était pas victime d'un sinistre selon les paramètres d'un protocole d'intervention de la Ville de Gatineau.

Nos nombreux échanges avec la personne responsable de ce dossier à la Ville de Gatineau n'ont rien donné de plus sous prétexte que le couple propriétaire de cette locataire — non-fumeuse avec des problèmes pulmonaires — aurait proposé à cette dernière de s'installer temporairement dans leur logement et dormir sur le sofa de leur salon tout en endurant la fumée de cigarette de ce couple. Quelle bêtise!

À Gatineau, de telles situations aussi aberrantes ne sont malheureusement pas des situations exceptionnelles, mais de pénibles réalités avec lesquelles nous devons constamment composer.

Nos nombreux échanges avec la personne responsable de ce dossier à la Ville de Gatineau n'ont rien donné de plus sous prétexte que le couple propriétaire de cette locataire — non-fumeuse avec des problèmes pulmonaires — aurait proposé à cette dernière de s'installer temporairement dans leur logement et dormir sur le sofa de leur salon tout en endurant la fumée de cigarette de ce couple. Quelle bêtise!

À Gatineau, de telles situations aussi aberrantes ne sont malheureusement pas des situations exceptionnelles, mais de pénibles réalités avec lesquelles nous devons constamment composer.

Chaque catastrophe « naturelle » révèle, s'il en était besoin, l'extrême fragilité des classes populaires, dont la vie comme la survie se trouvent dévaluées. Pis, la compassion pour les pauvres, affichée au coup par coup, masque mal que de tout temps des penseurs ont cherché à justifier la misère – en culpabilisant au besoin ses victimes – et à rejeter toute politique sérieuse pour l'éradiquer.

Selon la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec, «le profilage social désigne toute action entreprise par une ou des personnes en situation d'autorité à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes, pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de protection du public, qui repose sur des facteurs d'appartenance réelles ou présumées, telle que la condition sociale, sans motif ou soupçon raisonnables, et qui a pour effet d'exposer la personne à un examen ou un traitement différent.».

À Gatineau, quatrième ville d'importance du Québec, les faits nous démontrent de plus en plus que nous sommes en présence d'une administration municipale rendue maître dans le profilage social et l'art d'ignorer les pauvres comme l'a souligné à juste titre John Kenneth Galbraith dans l'un de ses ouvrages. Pas besoin d'être activement anti-pauvre pour éviter la présence des classes populaires. Il faut seulement prendre garde à empêcher les décisions politiques qui pourraient favoriser leur droit de cité et contrer leur exclusion.

Heureusement, contrairement à la grande majorité des personnes démunies, cette locataire a pu finalement passer la nuit dans un motel grâce à notre intervention et celle de Marc Carrière, conseiller municipal de Masson-Angers.

François Roy,

Coordonnateur,

Logemen'occupe

MONTÉGÉRIE

FM 103,3 La radio allumée

Soirée consultative dans le calme pour le nouveau centre-ville de Longueuil

2018-10-05 /



Des participants à la consultation sur la planification du centre-ville de Longueuil affirment ne pas avoir obtenu toutes les réponses à leurs interrogations.

La consultation publique avait lieu jeudi soir à l'Hôtel Sandman.

C'est le cas notamment pour Madeleine Lagarde directrice du Carrefour le Moutier de la Place Charles-Lemoyne Longueuil.

Elle trouve que le volet communautaire projeté dans ce plan inclut beaucoup de zones grises.

00:00 00:00

Le directeur de la CDC Longueuil, Martin Boire trouve, à la fin de la consultation, que c'est un projet en partie axé sur le développement durable, mais qui est inaccessible aux citoyens victimes d'exclusion sociale, notamment en logement social.

De son côté, Marie-Éve Bouchard de la Maison la Virevolte, trouve que la Ville manque d'audace dans sa volonté de concevoir des habitations à prix accessible.

La faute est en partie due au prix des terrains qui est élevé et exclut la possibilité de construire des habitations sociales et Mme Bouchard avance une proposition de solution.

00:00 00:00

Auteur: Henri-Paul Raymond

le courrier du sud

Ali Dostie
adostie@gravitemedia.com

Le jeudi 18 octobre 2018, 15h54

Le milieu communautaire et les logements sociaux, parties intégrantes du futur centre-ville?



Crédit photo : Gracieuseté

URBANISME. Le plan particulier d'urbanisme (PPU) du futur centre-ville de Longueuil a beau faire miroiter un milieu de vie «humain, dynamique et connecté», n'en demeure pas moins qu'aux yeux de plusieurs organismes de Longueuil, deux ingrédients majeurs manquent: des logements sociaux et le communautaire.

Dans le premier PPU adopté en juillet et qui a fait l'objet d'une consultation publique le 4 octobre, aucune information n'est donnée quant au nombre de logements sociaux que pourrait accueillir le vaste projet autour de la Place Charles-Le Moyne.

«La Ville nous dit qu'elle en veut, mais on ne sait ni comment, ni combien. Aucun chiffre ou mesure concrète ne se trouve dans le PPU, évoque le porte-parole de la Coalition des organismes de l'agglomération de Longueuil pour le droit au logement, Martin Boire. Dès que l'on veut densifier un milieu, il doit y avoir de l'espace pour des logements sociaux.»

M. Boire, tout comme plusieurs représentants du milieu communautaire, était présent à la consultation publique pour faire part de ses inquiétudes.

La rareté des terrains disponibles rend d'autant plus important d'intégrer les logements sociaux à cette immense vision de développement qui prévoit des centaines de logements privés et locatifs. «C'est une belle opportunité», reconnait M. Boire, rappelant que la mixité sociale est encouragée dans les nouvelles façons de penser le développement des villes.

Selon le dernier recensement, près de 12 000 ménages locataires consacrent plus de 30% de leur revenu pour se loger, plus de 3000 habitent dans un logement ayant besoin de réparations majeures et plus de 2360 habitent dans un logement dont la taille est insuffisante.

Du côté de la Ville, on précise que le PPU, composante du Plan d'urbanisme en cours d'élaboration, a pour rôle de dicter les grands principes de la vision pour le futur centre-ville. Les objectifs précis quant au nombre de logements sociaux qui y verraient le jour devraient se retrouver au plan d'urbanisme qui vise l'ensemble du territoire.

«Le développement du centre-ville de Longueuil tiendra compte de la Politique sur l'habitation et le logement social de la Ville», assure le porte-parole Louis-Pascal Cyr.

Il rappelle que le gouvernement du Québec a accordé de nouveaux pouvoirs aux municipalités pour ce qui est de l'accessibilité aux logements abordables, sociaux et familiaux. «Ces articles permettent aux villes d'adopter un règlement encadrant l'accessibilité à de tels logements, conformément à des orientations définies à cette fin dans le plan d'urbanisme.»

La Société d'habitation du Québec (SHQ) recommande de plus une approche à l'échelle de l'agglomération.

Porte d'entrée et lieu de transit

La densification peut entraîner des besoins en matière de sécurité alimentaire, en aide au logement.

«Des milliers de locataires, ça amène son lot d'enjeux. Si on ne veut pas juste que ce soit la police qui intervienne, si on veut faire de la prévention, offrir du soutien, ça prend des organismes», fait valoir Martin Boire.

Ce que fait d'ailleurs déjà le Carrefour le Moutier, dont les locaux sont situés au métro Longueuil. L'organisme offre un lieu d'accueil et d'écoute à toute la population, ainsi que des services spécifiques aux nouveaux arrivants et demandeurs d'asile.

Un service qui a toute sa pertinence à cet endroit, croit la directrice générale Madeleine Lagarde. Ce secteur névralgique est un lieu de transit et la porte d'entrée de la ville, particulièrement pour les nouveaux arrivants.

Le Carrefour le Moutier a récemment initié une réflexion autour de la création d'une Maison de l'accueil, un «pôle de solidarité» qui offrirait un ensemble de services complémentaires à la mission du Carrefour le Moutier, grâce à un partenariat avec différents acteurs locaux tels que le Carrefour Mousseau, le Centre communautaire le Trait d'union, le Comité logement Rive-Sud, la CDC et même un CPE. La Ville de Longueuil est également impliquée.

«Le Carrefour conserverait sa mission mais propose de travailler avec d'autres. On propre une fluidité de services, de travailler ensemble», évoque Mme Lagarde.

Aucun engagement n'est jusqu'ici confirmé du côté de la Ville de Longueuil, mais Mme Lagarde confirme une ouverture. La conseillère municipale Monique Bastien a d'ailleurs participé à plusieurs rencontres.

La Ville de Longueuil confirme que le projet est «à l'étape de discussion, présente Louis-Pascal Cyr. Si le site optimal est au centre-ville et que le conseil identifie le centre-ville comme lieu d'accueil de cette Maison, les affectations proposées au PPU permettent tout à fait l'implantation d'une telle Maison.»

Oui à des organismes, mais trop tôt pour les détails

Quant à la présence d'organismes communautaires, elle s'inscrit dans la création de «milieux de vie complets, inclusifs et à l'échelle humaine, à la création d'un sentiment d'appartenance», soulève Louis-Pascal Cyr, qui souligne le «leadership» de la Ville en matière d'offre de services communautaires.

«Il est bien entendu trop tôt pour définir cette offre, mais elle sera présente et déterminée en concertation avec les intervenants concernés», relève-t-il.

le Soleil de Châteauguay

Michel Thibault
mthibault@gravitemedia.com

Le lundi 29 octobre 2018, 22h33

Un OBNL achète 70 logements et marque l'histoire à Châteauguay



Au centre, Réal Brais, président de SOLIDES, et Josette Lachance, pionnière de la défense de la cause du logement social à Châteauguay, ont procédé à la traditionnelle coupe du ruban.

Crédit photo : Michel Thibault

Deux immeubles de la rue Saint-Hubert à Châteauguay abritant 70 logements sont passés aux mains d'un organisme à but non lucratif cet automne.

La transaction réalisée par la Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES) ferme un chapitre de 24 ans d'histoire.

> **«On est extrêmement heureux de remettre les pieds dans la bâtisse qu'on a si longtemps convoitée» – Carlos Borges**

«Les 39 et 43 Saint-Hubert ne sont pas des immeubles ordinaires. C'est le lieu d'une mobilisation importante tenue il y a presque 25 ans», a rappelé François Giguère, directeur général de la SOLIDES, lors de l'annonce officielle de l'acquisition le 26 octobre.

En 1994, les édifices concernés appartenaient à la SCHL. Une poignée de citoyens avaient campé devant en réclamant qu'ils soient convertis en HLM. Le 41 Saint-Hubert est devenu un HLM mais les 39 et 43 ont été vendus à un propriétaire privé. Ce propriétaire a approché la SOLIDES pour lui vendre les immeubles.

Josette Lachance faisait partie des manifestants de 1994 à titre de présidente du Comité logement Châteauguay de l'époque. Un mouvement que les organisateurs communautaires du CLSC Châteauguay Carlos Borges et Pierre Lagrenade épaulaient.

Mme Lachance et M. Borges, maintenant retraité, étaient présents à l'annonce de l'acquisition.

«On était sept ou huit. On était un pauvre petit comité. On a dormi 30 heures devant les immeubles» a évoqué Mme Lachance. «Quatre tentes, on a monté ça dans une demi-heure. On voulait faire vite pour ne pas se faire chasser par la police avant de commencer. Finalement, la police a collaboré», a raconté M. Borges.

«La SCHL demandait un million. On a proposé un dollar en cennes noires», a relaté Mme Lachance. «Quand on a appris qu'il n'y avait plus rien à faire, c'était la journée de ma fête. Moi j'ai pleuré, a-t-elle confié. Mais là je suis très contente. Parce qu'on en a encore besoin dans Châteauguay, de logement social.»

«On est extrêmement heureux de remettre les pieds dans la bâtisse qu'on a si longtemps convoitée», a exprimé Carlos Borges.

Transaction de 5,7 M $

La transaction globale, incluant tous les frais, représente un investissement de 5,7 M $ pour la SOLIDES. Elle a été réalisée sans aide gouvernementale, a souligné François Giguère. L'OBNL a obtenu un prêt hypothécaire de 4,7 M $ de la Caisse d'économie solidaire Desjardins. Emprunt garanti par la SCHL. Le Community Forward Fund, qui soutient des projets de logements sociaux à travers le Canada, a accordé un prêt de 1,1 M $

M. Giguère a précisé que SOLIDES prévoyait réaliser à court terme pour environ 200 000 $ de travaux urgents, touchant notamment la sécurité.

530 unités

L'acquisition porte à 530 le nombre d'unités de logements appartenant et gérés par la SOLIDES. Du nombre, 450 sont situés à Châteauguay. «On est maintenant le plus grand propriétaire immobilier à Châteauguay», s'est réjoui M. Giguère. Les autres unités ont pignon sur rue à Longueuil.

Loyers moins chers

Comme son objectif n'est pas de faire des profits, SOLIDES offre des logements aux loyers inférieurs au marché, fait valoir son directeur général. Les personnes à faible revenu constituent sa clientèle cible. L'économie moyenne mensuelle est de 108 $ par logement, selon le bilan 2017-2018 de l'organisme. Il compare ses loyers aux loyers moyens déterminés par l'enquête annuelle de la SCHL.

le courrier du sud

Le mardi 6 novembre 2018, 15h18

Droit au logement: 1000 ménages locataires seront rencontrés dans l'agglomération



Les agents de sondage ont reçu une formation afin de répondre aux besoins qui pourraient émerger de certains locataires en détresse.

Crédit photo : Gracieuseté

Le comité recherche-action a procédé au lancement de son opération porte à porte pour brosser le portrait des conditions de vie et d'habitation des locataires des villes de Boucherville, Brossard, Longueuil, Saint-Lambert et Saint-Bruno.

Une équipe de huit agents de sondage a été mise sur pied et sillonnera les rues des cinq villes jusqu'à la mi-décembre à la rencontre des locataires, afin de documenter leurs conditions de vie et d'habitation. Les questions abordent différentes dimensions comme l'état du logement, les relations avec le propriétaire et le voisinage, l'état de santé des occupants, etc.

Les agents de sondage ont reçu une formation afin de répondre aux besoins qui pourraient émerger de certains locataires en détresse. «Au-delà de la cueillette de donnée pour les fins de la recherche, il est important pour nous d'être capable d'intervenir et de soutenir les locataires qui en exprimeraient le besoin, précise le coordonnateur de la Maison La Virevolte Guy Lévesque. Si la situation se présente, nos agents de sondage seront à même de donner des informations sur les ressources du milieu qui pourraient les aider et de faire le lien avec les organismes présents dans la communauté.»

Le comité souhaite que les résultats donnent des leviers nécessaires aux décideurs et aux acteurs sur le terrain afin de dégager des solutions qui auront un effet sur la qualité de vie des ménages.

Cette démarche est une initiative du comité recherche-action – issu de la Coalition pour le droit au logement de l'agglomération de Longueuil –, qui se préoccupe depuis plusieurs années des enjeux liés au logement sur le territoire. Il est composé d'intervenants provenant du milieu communautaire et du réseau de la santé qui sont quotidiennement témoins des difficultés vécues par les ménages locataires. Ce projet est financé dans le cadre de l'Allocation en développement des communautés des Centres intégrés en santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre et de la Montérégie-Est.

(Source: Maison La Virevolte et Carrefour pour Elle)

le courrier du sud

Ali Dostie
adostie@gravitemedia.com

Le jeudi 6 décembre 2018, 15h19

Immeubles de six logements et plus: le Comité logement Rive-Sud dénonce la hausse de taxes à Longueuil



Crédit photo : Archives – Le Courrier du Sud

La hausse de taxes de 8,4% pour les immeubles de 6 unités et plus que compte le budget 2019 de Longueuil est une «bien mauvaise nouvelle pour les locataires», dénonce le Comité logement Rive-Sud, qui craint que cette hausse de taxes soit «refilée immanquablement [aux locataires] par les propriétaires», alors que la période des modifications aux baux débutera dès janvier.

«Il ne faut pas oublier que lorsqu'un propriétaire propose une hausse de loyer, il se base sur plusieurs éléments et la hausse de son compte de taxes municipales y joue un rôle très important», indique le Comité par voie de communiqué.

Le Comité logement rappelle la présence sur le territoire de plus de 48 000 ménages locataires, dont plus de 15 000 consacrent 30% et plus de leur revenu pour se loger et près de 7000 y consacrent 50%.

«Il faut aussi garder en tête que plus de 10 000 ménages locataires éprouvent des besoins impérieux en logement, ce qui signifie, selon Statistique Canada, qu'ils habitent un logement «considéré inadéquat, inabordable ou d'une taille non convenable, et qui consacre une part trop importante de leurs revenus pour se loger».

De plus, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a annoncé que le taux d'inoccupation des logements dans la région métropolitaine de recensement de Montréal est passé sous les 2% en 2018. Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) considère que le seuil d'équilibre est de 3%, chiffre en bas duquel on peut parler d'une pénurie de logements.

«Nous sommes donc dans un contexte favorable à des hausses de loyer abusives», s'inquiète le Comité logements Rive-Sud.

L'organisme voit dans cette hausse de taxes un élément de plus dans la «feuille de route peu reluisante» de la Ville à l'égard des locataires.

En octobre, les organismes avaient dénoncé le manque de logements sociaux dans le plan particulier d'urbanisme du futur centre-ville.

Le Comité se montre aussi critique à l'égard de la politique sur l'habitation, adoptée en 2017.

«Nous sommes maintenant dans une situation qui ne présage rien de bon pour les dizaines de milliers de ménages locataires de la Ville de Longueuil, dénonce-t-on. Nous voulons rappeler à l'administration Parent et à tous les élus que les locataires sont également des citoyens à part entière et qu'ils ont la responsabilité de défendre les ménages les plus vulnérables.»<

Lors de la présentation du budget, Longueuil a précisé que cette augmentation significative est le résultat de l'effet combiné des règles de la fiscalité municipale (le taux pour les 6 logements et plus ne pouvant être inférieur au résidentiel) et du nouveau rôle d'évaluation. Le secteur des 6 logements et plus a connu la plus importante hausse de valeur de son rôle d'évaluation foncière, soit 13%. **(A.D.)**

MONTRÉAL

Montréal 16:59 28 juin 2018 By: simonmauvieux Métro

Montréal augmentera le nombre d'inspections de logements insalubres



Photo: Josie Desmarais

L'administration de Valérie Plante s'attaquera à l'insalubrité des logements locatifs montréalais en modernisant sa collecte de données et en doublant le nombre de ses inspecteurs d'ici trois ans.

La mairesse Plante a annoncé jeudi la mise en place d'un «indicateur de risque de salubrité», un outil pour recueillir les données des arrondissements sur l'état de salubrité de leur parc immobilier locatif.

«Cet outil nous donne des modèles types de salubrité et d'insalubrité qui nous permettent de faire des comparaisons rapides et claires pour agir beaucoup plus rapidement», a déclaré Valérie Plante, à l'occasion du dévoilement du Plan d'action pour des conditions de logement décentes 2018-2021.

La Ville compte d'ailleurs effectuer 32 100 inspections au cours de trois prochaines années, alors que 10 000 inspections ont été effectuées depuis quatre ans. Ce chiffre doit être atteint grâce à une équipe d'inspecteurs doublée et une collaboration accrue entre la ville-centre, les arrondissements et les organismes communautaires locaux.

Valérie Plante a aussi annoncé plusieurs mesures coercitives, comme la remise de constats d'infraction aux propriétaires rapidement après une visite des inspecteurs. La Ville songerait aussi à augmenter les amendes contre les propriétaires de taudis.

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), un regroupement d'organismes communautaires de défense des locataires à faibles revenus, a salué ce plan d'action, tout en émettant quelques réserves.

«On apprécie la bonne volonté du plan, mais on passe sous silence tout le problème de la faiblesse des revenus de gens qui occupent les taudis. Ce n'est pas sans conséquence», a critiqué la porte-parole du FRAPRU, Marie Josée Coriveau. Selon elle, les problèmes de salubrité sont intrinsèquement liés à la pauvreté et la seule manière de régler ce problème serait que la Ville achète des logements vétustes et qu'elle les rénove afin de les transformer en logements sociaux à loyer modeste.

Mme Corriveau reste aussi sceptique devant les subventions que la Ville peut accorder aux propriétaires pour rénover des logements insalubres. Cela pourrait, selon elle, avoir pour effet d'augmenter les loyers et faire fuir les locataires les plus pauvres.

«Là où on a un problème, c'est que dans toutes les dispositions annoncées, on semble ne pas tenir compte de la faible capacité des locataires les plus pauvres de payer et de l'impact des rénovations sur le coût des loyers», a-t-elle lancé.

Selon les chiffres du recensement de Statistique Canada de 2016, le loyer médian des ménages les plus pauvres à Montréal (829$), soit ceux qui consacrent plus de 50% de leurs revenus à se loger, est plus élevé que celui de l'ensemble des 492 000 ménages locataires montréalais, qui atteint 796$.

Actualités 17:15 17 juillet 2018 By: simonmauvieux Métro

Sur le Plateau, locataires et propriétaires se livrent une guerre des nerfs

Le Comité logement du Plateau Mont-Royal accuse quatre propriétaires d'expulser de manière abusive ses locataires pour faire des travaux. L'organisme dénonce aussi les hausses de loyers qui s'en suivent et accentuent le phénomène de gentrification dans l'arrondissement.

Les locataires, souvent les moins fortunés, acceptent parfois l'argent proposé par les propriétaires pour partir, à défaut de connaître les recours possibles. Ceux qui veulent rester doivent alors faire face à des actes de pressions des propriétaires, a avancé l'organisatrice communautaire du Comité logement du Plateau Mont-Royal, Vicky Langevin, mardi, en conférence de presse.

C'est une minorité de locataires qui vont jusqu'aux audiences de la Régie du logement, notamment à cause des délais, qui peuvent parfois atteindre 21 mois, a-t-elle ajouté.

Au total, le comité a repéré 6 immeubles qui comptent près de 180 logements qui seraient concernés par ce genre de pratiques. «Ce ne serait pourtant que la pointe de l'iceberg», a déclaré Mme Langevin.

Un constat que ne partage pas un des propriétaires cités par le Comité logement. Celui-ci a affirmé à *Métro* respecter toutes les règles, mais a préféré garder l'anonymat. Il a nié les accusations de harcèlement à l'encontre des locataires. «J'exerce mes droits de propriétaire, j'ai un immeuble, je m'attends à un certain loyer, à un paiement mensuel. S'il ne rentre pas, je l'exige et si on ne me le paye pas, comme la loi me donne le droit, je vais en cours pour demander que cette personne-là quitte. Je n'envoie pas de mises en demeure pour que les gens quittent sans raison valable», a-t-il ajouté.

Le Comité logement affirme que les propriétaires «encaissent les loyers en retard et menacent ensuite les locataires de les poursuivre à la Régie du logement afin d'ordonner leur éviction».


Photo: Josie Desmarais

> **«Il suffit de se promener dans le Plateau et de regarder les immeubles en rénovation. Il y a beaucoup de chances qu'il y avait un locataire là, qui a dû partir et qui ne pourra pas réintégrer le logement. Il s'agit en grande majorité d'anciens locataires qui payent encore des loyers plus bas que la moyenne»-Vicky Langevin, Comité logement du Plateau Mont-Royal.**

Deux locataires qui se battent pour conserver leur logement et qui accusent leur propriétaire d'intimidation et de harcèlement ont accepté de témoigner anonymement à *Métro*. Elles ont raconté vivre du stress au quotidien, de peur d'être mises à la rue.

Quitter l'appartement, c'est hors de question pour elles, qui y habitent depuis une dizaine d'années. Le loyer est abordable, le logement est bien situé, et elles ne veulent pas céder aux propriétaires.

Mais les pressions, ont-elles dit, sont difficiles à vivre. Dernièrement, elles ont reçu un nouveau règlement de l'immeuble, un document de six pages qui interdit entre autres les animaux. «Ils m'ont envoyé une mise en demeure pour me dire: tu as dix jours pour te débarrasser de ton chat. C'est super stressant. Je ne vais pas me débarrasser de mon chat, et je sais qu'ils vont me revenir avec ça», a témoigné l'une d'elles.

Les locataires espèrent passer au travers de cette «guerre de bureaucratie», comme elles l'appellent, pour se rendre jusqu'à une audience de la Régie du logement. «J'ai refusé le nouveau règlement, ils ont refusé mon refus. Ils ont plus de ressources que nous, c'est David contre Goliath», a poursuivi une des femmes.

En attendant, elles s'organisent et tentent de jongler entre leurs emplois, leurs études et le dossier de la Régie. «C'est un sentiment d'injustice. On se demande toujours si on a encore un toit sur la tête ce soir», a lâché la seconde locataire, évoquant la potentialité d'abandonner, «à l'usure».

«Une façon de renverser le rapport de force est de se rassembler entre locataires, de se parler, de s'unir et de venir voir les comités logement de son quartier, pour établir un plan de match», a conseillé Vicky Langevin, à l'endroit de tous les locataires qui se sentent désarmés face à leurs propriétaires.

métro

Montréal 13:12 22 août 2018 By: simonmauvieux Métro

Montréal achète la partie sud de l'Îlot Voyageur pour 18M$



Photo: Josie Desmarais

Montréal va acheter la partie sud l'Îlot Voyageur, 10 ans après le fiasco financier qui a couté près de 300M$ au Québec.

Les négociations allaient bon train entre Québec et Montréal pour que la métropole achète la partie sud de l'Îlot Voyageur, avait indiqué la semaine dernière la mairesse de Montréal, Valérie Plante. C'est désormais chose faite. Une entente de 18M$ a été conclue avec le gouvernement provincial pour acquérir le bâtiment abandonné situé à l'angle des rues Berri et du boulevard de Maisonneuve.

Avec cet achat, Montréal compte attirer des entreprises désireuses de venir s'installer dans cette zone stratégique, au cœur du Quartier latin, près de la station de métro Berri-UQAM et de la grande bibliothèque.

Des travaux majeurs sont à prévoir dans ce bâtiment qui devrait accueillir un projet à vocation mixte, à savoir des logements et des commerces. À ce stade, la Ville n'a pas de plans définis pour le type de logement qui sera construit dans le bâtiment. L'attachée politique de la mairesse, Geneviève Jutras, a indiqué à Métro que l'administration souhaite cependant favoriser la mixité sociale.

De 800$ pour un studio à 2200$ pour un logement avec deux chambres, le cout des logements de l'Îlot Voyageur avait fait bondir les défenseurs du logement social et abordable.

En 2014, l'unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE) avait estimé qu'il manquait environ 4000 logements étudiants à Montréal.

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) avait de son côté accusé ce projet de favoriser l'embourgeoisement du quartier Centre-Sud.

L'Îlot Voyageur devait initialement servir de résidence universitaire pour les étudiants de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Ce projet s'est transformé en un gouffre financier, qui emporta avec lui le recteur de l'UQAM, Roch Denis, qui a démissionné en 2008 en pleine tempête.

Québec a par la suite racheté le terrain pour 200M$, puis la Société immobilière du Québec (SIQ) y a investi 100M$. Un promoteur privé a finalement repris le projet et les fondations, à l'abandon pendant plusieurs années et devenu le symbole de ce fiasco financier. Dans la partie nord, située au-dessus de la gare d'autocar de Montréal, le promoteur a construit quelque 700 appartements.

LA PRESSE .CA

Publié le 11 septembre 2018 à 07h32

Terrains de la gare Viger: plus de 300 logements locatifs seront construits

ISABELLE DUBÉ
La Presse

Le discret propriétaire de la gare Viger, à la limite nord-est du Vieux-Montréal, construira plus de 300 appartements locatifs dans les prochains mois. Il s'agit du principal volet d'un investissement de 300 millions visant à densifier le terrain de stationnement entourant l'ancienne gare ferroviaire, devenu immeuble de bureaux.



Lorsque le projet sera terminé, 332 nouveaux logements locatifs seront disponibles dans l'est du Vieux-Montréal.
ILLUSTRATION FOURNIE PAR GROUPE JESTA

Les travaux débuteront à l'automne, indique le propriétaire Groupe Jesta, et les logements seront habitables à la fin de l'été 2020.

Lorsque le projet sera terminé, 332 nouveaux logements locatifs seront disponibles dans l'est du Vieux-Montréal. L'offre sera concentrée autour de studios et de 3 ½, mais quelques 5 ½ et 4 ½ seront aussi offerts. Le Groupe Jesta veut répondre à une demande encore insatisfaite, puisque le quartier est composé majoritairement de copropriétés.

« C'est pour les gens qui ne veulent pas avoir de condo, qui ne veulent pas assumer la responsabilité d'être propriétaire, mais qui veulent profiter du même style de vie, des installations et de la même qualité de propriété », explique Éric Charette Valois, gestionnaire marketing pour le Groupe Jesta, en entrevue avec *La Presse*.

Les futurs locataires de la gare Viger pourront profiter d'un gymnase et d'une piscine sur le toit avec une vue spectaculaire sur le centre-ville et le fleuve Saint-Laurent. Éric Charette Valois souligne que le locatif est une grande tendance sur le marché, puisque les gens sont moins sédentaires, changent d'emploi plus souvent, et que la nouvelle génération n'a pas les moyens de devenir propriétaire à cause du prix élevé des maisons.

Ces nouveaux logements font partie d'un projet de trois immeubles à construire dans lesquels se retrouveront des bureaux, un hôtel de 175 chambres, des restaurants et un marché d'alimentation. L'ensemble du projet est évalué à 300 millions de dollars.

Le Groupe Jesta, propriétaire du site depuis 2012, s'occupera lui-même de la location des logements. Il possède des hôtels aux États-Unis, en France, en Allemagne et à Montréal.

Jesta ne veut pas préciser les prix des loyers de tous ses appartements, mais affirme qu'ils seront concurrentiels. Selon Éric Charette Valois, les plus petites unités, les studios, seront loués environ 1000 $ par mois avec les électroménagers inclus. Les autres logements devraient suivre la tendance du marché.

« *On veut offrir un produit similaire à celui d'un condo en termes de qualité d'installation, mais pour un prix de locatif avantageux.* » - Éric Charette Valois

CONSULTATION DU VOISINAGE

Pour s'assurer d'offrir un projet immobilier qui représente bien les besoins du quartier, le Goupe Jesta a effectué un sondage auprès des propriétaires de copropriétés, du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) et des employés qui travaillent dans les bureaux actuels de la gare Viger. Même si la majorité des logements sera louée à long terme, le Groupe Jesta considère de la location à court terme pour répondre aux besoins du CHUM.

« On est très heureux de les avoir à côté de nous, soutient Irène Marcheterre, directrice des communications au CHUM. Ils nous ont dit qu'ils allaient développer un petit marché public, des restaurants. Pour nous, c'est intéressant, parce qu'il n'y a pas beaucoup de choses pour les gens qui viennent au CHUM, les employés et les gens qui accompagnent les patients. »

LOGEMENTS TROP CHERS

De son côté, le Comité de logement Ville-Marie déplore que le projet de la gare Viger comporte peu ou pas de logements abordables pour les familles. Selon le Comité, l'embourgeoisement du centre-ville se poursuit et, bientôt, il ne sera peuplé que de jeunes professionnels et de personnes retraitées en moyens.

« C'est vraiment très dommage qu'un site qui appartenait à la Ville de Montréal aboutisse finalement en un projet privé sans aucune unité de logement social, affirme Éric Michaud, coordonnateur au Comité logement Ville-Marie, en entrevue avec *La Presse*. C'est déplorable. C'est sûr que les gens qu'on représente ne sont pas capables de se payer des logements de ce prix-là. »

Selon les données de Statistique Canada, 73 % des résidants de l'arrondissement de Ville-Marie sont locataires et 43 % d'entre eux consacrent plus de 30 % de leur revenu pour se loger.

En 2015, Le Groupe Jesta a fait une contribution à la Ville de Montréal de 930 000 $ destinée au support et à la subvention des initiatives de logements sociaux entrevus par la Ville.

RADIO-CANADA Publié le jeudi 25 octobre 2018 ICI Grand Montréal

De plus en plus de cas d'évictions massives à Montréal

L'expulsion récente de tous les locataires d'un édifice de logements de la rue Marie-Anne, sur Le Plateau Mont-Royal n'était pas un cas isolé. Les Comités logements de plusieurs quartiers de Montréal rapportent une hausse des cas d'expulsions massives dans de grands immeubles.

Un texte de **René Saint-Louis**, journaliste à l'émission *Le 15-18*



Souvent, des immeubles en mauvais état sont achetés par des propriétaires qui souhaitent les rénover et les revendre ou les louer à gros prix. Mais pour ce faire, ils doivent se débarrasser des locataires. Photo: Radio-Canada

Uniquement dans Le Plateau-Mont-Royal, 200 ménages sont en ce moment menacés d'éviction, selon l'organisatrice communautaire au Comité logement de l'arrondissement, Vicky Langevin.

Il y a bien entendu le dossier très médiatisé de la rue Marie-Anne, où une trentaine de locataires ont été expulsés récemment. Mais Vicky Langevin dit que le même phénomène est en train de se reproduire dans un immeuble de 50 logements de la rue Berri, et un autre de 34 logements de l'avenue Coloniale.

> *« L'année 2018, pour nous, ç'a été vraiment un boom pour ça. Les locataires subissent énormément de pression pour quitter [leur logement]. On estime à 200 portes actuellement, dans le Plateau seulement, de locataires qui sont à risque d'être évincés. »*
>
> — *Vicky Langevin, organisatrice communautaire au Comité logement du Plateau Mont-Royal*

Des immeubles de plus en plus gros visés

Depuis des années, les employés des Comités logements ont souvent aidé des locataires de duplex et de triplex victimes d'évictions.

Une fois vidés de leurs habitants, ces immeubles étaient rénovés puis vendus étage par étage en condos indivis.

Cette forme de propriété, le condo indivis, est plus fréquente à Montréal, car la Ville ne permet pas la transformation d'appartements en condominium.

Dans certains arrondissements, il ne reste cependant plus beaucoup de duplex et de triplex à transformer en condos indivis. Les acheteurs semblent donc se tourner davantage vers de plus gros édifices de logements.



Vicky Langevin, organisatrice communautaire au Comité logement du Plateau Mont-Royal Photo : Radio-Canada / René Saint-Louis

Dans le sud-ouest de Montréal par exemple, les locataires de cinq immeubles sont en ce moment menacés d'expulsion, selon Olivier Prud'homme-Richard du P.O.P.I.R., le Comité logement qui couvre le territoire des quartiers Saint-Henri, Petite-Bourgogne, Côte-Saint-Paul et Ville-Émard. Quatre des immeubles ont été achetés par le même propriétaire. Pour Olivier Prud'homme-Richard, ces gens n'achètent pas pour y vivre tout en rénovant les appartements. « On achète en gros. On jette les locataires dehors. Après ça, soit on revend, soit on démolit ou soit on convertit en condos », dit-il.

L'organisateur communautaire au Comité logement de La Petite-Patrie, Martin Blanchard, dit que les « plex » ont été « la première crème à écrémer ». Il voit maintenant davantage de locataires de gros immeubles être victimes d'évictions, que ce soit des immeubles de quatre, six ou encore neuf logements.

> *« Mais cette réalité existe depuis le début parce que rien n'empêche un propriétaire d'acheter un immeuble et de le vider. Et pour nous, dans les Comités logements, c'est une abomination. »*
>
> — *Martin Blanchard, organisateur communautaire au Comité logement de La Petite-Patrie*

La plupart des expulsions passent inaperçues

Dans Verdun, c'est le Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun qui vient en aide aux locataires. L'intervenante sociale Laurence Delaunoy soutient que la plupart des locataires ignorent leurs droits et que les évictions passent ainsi inaperçues.

Cela a d'ailleurs failli être le cas lors de l'expulsion des locataires d'un immeuble de 30 logements de la rue Riel. Aucun n'est allé demander de l'aide au Comité. Résultat, seuls trois logements sont toujours habités dans l'édifice qui appartient à Mahir Ozdilek, le même propriétaire qui a récemment acheté l'immeuble de la rue Marie-Anne.

L'organisme déplore le fait qu'en achetant des immeubles délabrés afin de leur redonner de la valeur, les spéculateurs immobiliers ciblent indirectement des locataires précarisés qui sont bien souvent des populations d'origine des quartiers. Les déraciner peut engendrer une importante perte de repères et de ressources.

HUFFPOST EDITION QC



Par Olivier Robichaud

POLITIQUE 25/10/2018 16:53 EDT | **Actualisé** 25/10/2018 17:39 EDT

Logement social et abordable: Montréal accélère la cadence

Montréal accélère la cadence en créant davantage de logements sociaux et abordables que lors des années précédentes. On est toutefois loin des 12 000 nouvelles unités promises, et la mairesse Valérie Plante ouvre la porte à ce que ce chiffre comprenne des unités déjà existantes.

Mme Plante a présenté jeudi sa stratégie pour créer ces 12 000 unités. Jusqu'à présent, des ententes pour 805 nouvelles unités ont été signées son élection, dont 320 logements sociaux et 395 logements abordables actuellement en chantier. Sous l'administration précédente, la moyenne était d'environ 590 par année selon des chiffres obtenus l'an dernier par le biais de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics.

À cela s'ajoutent des ententes pour rénover 250 unités abordables déjà existantes.

«L'habitation est l'une des priorités de notre administration. Les besoins pour des logements sains, abordables et sécuritaires sont grands à Montréal et nous agissons afin de mettre en place les outils pour aider la population à trouver un chez soi de qualité et confortable», affirme la mairesse.

Des chiffres à tripler

Ces chiffres sont toutefois largement insuffisants pour remplir la promesse électorale de 12 000 logements. Pour y arriver, Mme Plante mise, entre autres, sur sa promesse de forcer les promoteurs immobiliers à inclure 20% de logements sociaux, 20% de logements abordables et 20% de logements familiaux dans les grands projets résidentiels.

Un nouveau règlement en ce sens devrait arriver en 2019.

Le budget 2019 devrait aussi prévoir de nouvelles enveloppes pour des projets qui ne sont pas actuellement couverts par les programmes de subventions. Notamment pour des logements étudiants et pour la rénovation de logements abordables existants.

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), un groupe militant pour le droit au logement, salue l'ambition du plan de la mairesse. Sa porte-parole Céline Magontier doute toutefois que l'administration Plante parvienne à ses fins, notamment à cause des négociations nécessaires avec les gouvernements fédéral et provincial.

«On se réjouit vraiment de la réitération de l'engagement de l'administration Plante [...] Mais on se demande vraiment comment ce sera possible sans un financement adéquat des gouvernements Legault et Trudeau», dit-elle.

Pas seulement de nouvelles unités

Pour arriver à 12 000, Mme Plante souhaite comptabiliser certaines unités de logement abordable qui existent déjà et qui seront rénovées. Une partie des propriétés acquises en vertu du nouveau programme d'accession à la propriété feront aussi partie du décompte.

Or, il s'agit d'un recul par rapport à la promesse électorale formulée en 2017. Sur le site web du parti de Mme Plante, Projet Montréal, on parle seulement d'unités à construire. Le chiffre de 12 000 est d'ailleurs présenté comme un minimum.

«Valérie Plante, aspirante mairesse de Montréal, veut assurer la construction d'un minimum de 12 000 logements sociaux et abordables en quatre ans», lit-on sur le site.

En conférence de presse, Mme Plante et sa responsable de l'habitation, Magda Popeanu, ont refusé de se prononcer sur le nombre de nouvelles unités qui seront effectivement construites. Il s'agirait tout de même d'une «grande partie» du total.

Mme Magontier, du FRAPRU, s'est montrée surprise de ce recul.

«Je suis contente que la Ville se soucie de la préservation de l'existant parce que c'est quand même un problème qui est posé aux ménages qui sont dans les logements. Mais Mme Plante a quand même promis 12 000 *nouveaux* logements. C'est sûr qu'on a besoin de ces 12 000 logements», dit-elle.

Mme Magontier souligne que 24 000 personnes sont présentement sur une liste d'attente pour une place dans une habitation à loyer modique (HLM).

Selon plusieurs reportages médiatiques, le propriétaire d'un immeuble de la rue Marie-Anne Est profite de l'expulsion des résidents pour insalubrité pour faire des rénovations qui augmenteront fortement le coût des loyers.

Mme Magontier ajoute que le programme d'accession à la propriété ne concerne en rien les Montréalais plus démunis.

TVA Nouvelles

> RÉGIONAL | > TVA MONTRÉAL | > MONTRÉAL

Sarah Daoust-Braun - Agence QMI | **Publié le 25 octobre 2018 à 14:38** -

Logements sociaux et abordables: Valérie Plante tempère sa promesse



La mairesse de Montréal Valérie Plante semble jouer sur les mots et tempère sa promesse de construire 12 000 logements sociaux et abordables dans un premier mandat, puisqu'elle comptera les unités rénovées comme des nouvelles constructions dans son plan présenté jeudi.

«Bien qu'une grande partie de ces logements seront neufs, je tiens quand même à mentionner lorsqu'on réussit dans certains cas à préserver des logements locatifs abordables qui risquaient de ne plus l'être et transformés en logements moins abordables, nous allons les moderniser», a indiqué Valérie Plante, en précisant que sa stratégie comprend un ensemble de mesures et d'approches pour répondre à différents besoins.

«Une rénovation majeure, c'est considéré comme du nouveau logis», a ajouté l'attachée de presse de la mairesse Geneviève Jutras, en indiquant aussi que les unités rénovées seront en petites portions.

L'administration Plante soutient qu'il ne s'agit pas d'un recul sur une promesse, parce qu'une stratégie aussi ambitieuse en matière de logements n'avait pas été présentée depuis 1992, et qu'il y aura bien 12 000 nouveaux logements sociaux et abordables à la fin du mandat.

«En campagne électorale, nous avions dénoncé l'objectif de 12 000 logements sociaux en quatre ans, le qualifiant d'irréaliste. Aujourd'hui, la mairesse vient de nous donner raison», a réagi de son côté le chef de l'opposition Lionel Perez.

Développer et non construire

Ayant promis la construction d'un minimum de 12 000 logements sociaux et abordables lors de la dernière campagne électorale, Mme Plante parle maintenant d'une stratégie pour les «développer».

«Il ne faut pas juste construire du neuf. Il faut s'occuper de ce qui existe déjà. Nous devons nous assurer de conserver en bonne condition les logements sociaux existants et les immeubles privés abordables qui offrent un toit aux revenus modestes», a indiqué Valérie Plante.

Parmi les cinq axes annoncés pour y arriver, on compte la refonte des programmes d'aide à la rénovation d'immeubles multilocatifs et des collaborations avec des partenaires pour «maintenir le parc de logements locatifs abordables et sociaux».

À Montréal, 23 000 personnes attendent pour avoir accès à un logement social.

Propriétés abordables

Montréal compte aussi dans sa stratégie certains bénéficiaires qui recevront l'aide financière pour l'acquisition de propriétés abordables, qui fait partie de la bonification du programme d'appui à l'acquisition résidentielle annoncée au printemps.

«Plusieurs des forfaits qui font partie de la stratégie d'inclusion sont pour des familles avec des revenus assez modestes. On veut quand même inclure l'abordabilité parce que, pour moi, c'est un ensemble de composantes», a soutenu Valérie Plante, en précisant que les catégories de soutien pour les propriétés aux prix plus élevés ne seront pas comptabilisées.

«On s'entend que ça ne concerne pas les populations les plus démunies. Ce n'est pas quand on reçoit 6000 $ par année qu'on va être capable d'accéder à la propriété», a affirmé Céline Magontier, organisatrice communautaire pour le Front d'action populaire en réaménagement urbain.

Selon les données de septembre de l'administration, 320 logements sociaux et communautaires sont en chantier, tout comme la rénovation de 100 unités privées abordables. Des permis ont aussi été délivrés pour la construction de 395 logements abordables.

LE JOURNAL DE MONTRÉAL

SARAH DAOUST-BRAUN

Jeudi, 25 octobre 2018 14:57
MISE À JOUR Jeudi, 25 octobre 2018 21:32

Logements sociaux et abordables: Valérie Plante revient sur sa promesse

La mairesse de Montréal Valérie Plante semble jouer sur les mots et tempère sa promesse de construire 12 000 logements sociaux et abordables dans un premier mandat, puisqu'elle comptera les unités rénovées comme des nouvelles constructions dans son plan présenté jeudi.

«Bien qu'une grande partie de ces logements seront neufs, je tiens quand même à mentionner lorsqu'on réussit dans certains cas à préserver des logements locatifs abordables qui risquaient de ne plus l'être et transformés en logements moins abordables, nous allons les moderniser», a indiqué Valérie Plante, en précisant que sa stratégie comprend un ensemble de mesures et d'approches pour répondre à différents besoins.

«Une rénovation majeure, c'est considéré comme du nouveau logis», a ajouté l'attachée de presse de la mairesse Geneviève Jutras, en indiquant aussi que les unités rénovées seront en petites portions.

L'administration Plante soutient qu'il ne s'agit pas d'un recul sur une promesse, parce qu'une stratégie aussi ambitieuse en matière de logements n'avait pas été présentée depuis 1992, et qu'il y aura bien 12 000 nouveaux logements sociaux et abordables à la fin du mandat.

«En campagne électorale, nous avions dénoncé l'objectif de 12 000 logements sociaux en quatre ans, le qualifiant d'irréaliste. Aujourd'hui, la mairesse vient de nous donner raison», a réagi de son côté le chef de l'opposition Lionel Perez.



SARAH DAOUST-BRAUN/24 HEURES/AGENCE QMI

Développer et non construire

Ayant promis la construction d'un minimum de 12 000 logements sociaux et abordables lors de la dernière campagne électorale, Mme Plante parle maintenant d'une stratégie pour les «développer».

«Il ne faut pas juste construire du neuf. Il faut s'occuper de ce qui existe déjà. Nous devons nous assurer de conserver en bonne condition les logements sociaux existants et les immeubles privés abordables qui offrent un toit aux revenus modestes», a indiqué Valérie Plante.

Parmi les cinq axes annoncés pour y arriver, on compte la refonte des programmes d'aide à la rénovation d'immeubles multilocatifs et des collaborations avec des partenaires pour «maintenir le parc de logements locatifs abordables et sociaux».

À Montréal, 23 000 personnes attendent pour avoir accès à un logement social.

Propriétés abordables

Montréal compte aussi dans sa stratégie certains bénéficiaires qui recevront l'aide financière pour l'acquisition de propriétés abordables, qui fait partie de la bonification du programme d'appui à l'acquisition résidentielle annoncée au printemps.

«Plusieurs des forfaits qui font partie de la stratégie d'inclusion sont pour des familles avec des revenus assez modestes. On veut quand même inclure l'abordabilité parce que, pour moi, c'est un ensemble de composantes», a soutenu Valérie Plante, en précisant que les catégories de soutien pour les propriétés aux prix plus élevés ne seront pas comptabilisées.

«On s'entend que ça ne concerne pas les populations les plus démunies. Ce n'est pas quand on reçoit 6000 $ par année qu'on va être capable d'accéder à la propriété», a affirmé Céline Magontier, organisatrice communautaire pour le Front d'action populaire en réaménagement urbain.

Selon les données de septembre de l'administration, 320 logements sociaux et communautaires sont en chantier, tout comme la rénovation de 100 unités privées abordables. Des permis ont aussi été délivrés pour la construction de 395 logements abordables.

métro

Montréal 18:22 25 octobre 2018 By: Dominique Cambron-Goulet Métro

Logements sociaux et abordables: pas que du neuf



Magda Popeanu et la mairesse Valérie Plante *Photo: Josie Desmarais/*

Les 12 000 logements sociaux et abordables promis par l'administration Plante ne seront pas tous neufs, a expliqué jeudi la mairesse de Montréal, Valérie Plante.

Celle-ci a détaillé sa stratégie pour atteindre sa promesse de «développer» 6000 logements sociaux et 6000 logements abordables d'ici la fin de son mandat, en 2021. «On est très confiants d'y arriver», a assuré la mairesse, qui a toutefois tempéré les attentes en disant que les 6000 logements abordables ne seraient pas toutes des constructions neuves.

«Il ne faut pas juste construire du neuf. Il faut aussi s'occuper de préserver les logements sociaux existants et les logements privés abordables», a indiqué Mme Plante.

Pourtant, dans les annonces faites en campagne électorale l'an dernier, Projet Montréal parlait de «la construction d'un minimum de 12 000 logements sociaux et abordables en 4 ans». En théorie, si elle voulait respecter cette promesse, la construction de 3000 logement aurait été nécessaire cette année. Or, selon les chiffres dévoilés jeudi, ce sont 320 nouveaux logements sociaux et 395 logements abordables qui ont été mis en chantier depuis l'arrivée au pouvoir de son administration.

«La grande majorité des 12 000 unités seront des unités neuves. Lorsqu'on réussit à préserver des logements locatif abordables qui risquaient de ne plus l'être, nous allons les comptabiliser», a précisé pour la première fois la mairesse jeudi. Depuis quelques semaines, dans ses discours, Valérie Plante employait déjà plutôt le terme «développer» que «construire».

Qui plus est, une partie des bénéficiaires de la subvention à l'acquisition d'une propriété, bonifiée depuis mai, seront comptabilisés dans le calcul du 6000. «Le plafond le plus haut est une propriété de 640 000$. On va se garder une petite gêne pour les catégories les plus élevées, on ne va pas les comptabiliser. Mais plusieurs des forfaits sont faits pour garder des familles avec des revenus assez modestes», a-t-elle détaillé.

Céline Magontier, organisatrice communautaire au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), croit que cette subvention ne vise pas les «populations les plus démunies». «On s'entend que quand on reçoit 6000$ par année, on ne va pas accéder à la propriété. Ça ne concerne pas les 24 000 personnes à Montréal qui attendent un logement social», a-t-elle déploré.

L'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) a quant à elle justement salué le programme bonifié de rénovation du parc locatif existant. «Souvent, on va avoir l'idée de faire quelque chose de neuf quand on a entre les mains un patrimoine bâti assez intéressant», a souligné le vice-président des relations gouvernementales de l'APCHQ, François Vincent.

Du côté du logement social, la Ville dit avoir des dossiers totalisant 3000 logements dans le collimateur et compte sur un financement «bonifié» de Québec pour réaliser ces constructions. «On veut atteindre, voire dépasser, la construction de 1250 unités par année, d'ici 2021. Tout gouvernement qui arrive en place doit prendre la mesure des besoins», a lancé Valérie Plante à l'endroit du gouvernement provincial. Au printemps, Québec avait versé une subvention de 22M$ à Montréal pour le programme AccèsLogis.

> **«On voit qu'il y a 5000 logements qui sont à peu près livrés, c'est la démonstration de l'efficacité des mesures incitatives. Tout le monde s'en réjouit.» – André Boisclair, président-directeur général de l'institut de développement urbain du Québec.**

Des réactions positives

Malgré que les 12 000 logements ne seront pas tous neufs, plusieurs organismes ont bien accueilli la stratégie de la Ville. «On se réjouit de la réitération de rester sur son engagement, mais on se demande vraiment comment ça va être possible sans le financement des gouvernements Trudeau et Legault, a exposé Mme Magontier. La Coalition avenir Québec (CAQ), avant les élections, s'est engagée à seulement livrer les 12 000 logements sociaux qui sont coincés dans la machine.»

L'organisatrice communautaire a salué une nouvelle approche mise de l'avant par l'administration Plante, celle d'acquérir des terrains et de les réserver pour du logement social. Jusqu'à maintenant, 8 sites ont déjà été acquis et 3 autres s'ajouteront d'ici la fin de l'année pour un potentiel de 720 logements sociaux.

Le président-directeur général de l'Institut de développement urbain du Québec, André Boisclair, croit qu'en ce sens, la Ville fait face à de nombreux défis. «La Ville est confrontée aux mêmes problèmes que les promoteurs privés: la hausse du coût des terrains, la hausse du coût de construction et la hausse des taux d'intérêts, a-t-il estimé. Il faut de la mixité, personne ne veut que le centre-ville de Montréal devienne une sorte de Manhattan où seul les très riches pourraient y habiter.»

LA PRESSE .CA

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Publié le 26 octobre 2018 à 05h00 | Mis à jour le 26 octobre 2018 à 05h00

Valérie Plante dénonce le «gaspillage» de logements sociaux

La mairesse Valérie Plante dénonce le « gaspillage » de logements sociaux dans la métropole en raison du manque d'entretien. Son administration, qui veut agrandir le parc d'unités pour les ménages à faible revenu, compte également encourager la rénovation des bâtiments vieillissants.



Hier matin, La Presse révélait que quelque 260 appartements gérés par l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) sont en si piètre état qu'ils sont inoccupés depuis des années.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

L'élue a vivement réagi à un récent reportage de *La Presse* qui révélait que 260 logements gérés par l'Office municipal d'habitation de Montréal avaient dû être évacués en raison de leur piètre état. « Ce n'est pas acceptable. C'est déplorable qu'il y ait plein d'unités gaspillées parce qu'on n'a pas investi », s'est désolée Valérie Plante.

Estimant que les investissements dans l'entretien des logements sociaux sont insuffisants depuis 30 ans, Valérie Plante a indiqué qu'elle avait l'intention d'en discuter avec le nouveau premier ministre François Legault. Pour elle, le soutien financier de Québec est incontournable. « Les fonds ne peuvent pas venir de Montréal uniquement, c'est impossible. On peut être créatifs, mais on va avoir besoin d'aide », a-t-elle dit.

L'administration Plante s'est engagée hier à améliorer le parc de logements sociaux et abordables en construisant ou rénovant 12 000 unités d'ici 2022. « Il ne faut pas juste du neuf, il faut aussi préserver l'existant », a dit Valérie Plante.

La mairesse a par ailleurs prévenu que son administration serait plus sévère avec les propriétaires négligents, en distribuant plus d'amendes. « On ne peut pas créer des logements d'un côté et en laisser disparaître de l'autre. Nous aurons les propriétaires récalcitrants à l'oeil. »

STRATÉGIE

La Ville a dévoilé hier les détails de sa stratégie en habitation pour les prochaines années. On prévoit la création de 6000 logements sociaux, soit des unités dont les occupants bénéficient d'une aide financière pour réduire leur loyer. Montréal participera aussi à la construction de 6000 logements abordables, soit des projets offrant des loyers inférieurs aux prix du marché.

Pour atteindre cet objectif d'ici 2022, la métropole devra augmenter la cadence. Alors que 500 logements sociaux ont été livrés en 2017, la mairesse dit vouloir en faire construire plus de 1250 par an.

Montréal est ainsi en train de réviser les programmes existants. Le prochain budget de la métropole doit d'ailleurs prévoir des fonds et des effectifs plus importants pour l'habitation.

BIEN REÇUE

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) s'est félicité de voir la mairesse réitérer ses engagements en faveur du logement social, mais estime que les contributions de Québec et d'Ottawa seront déterminantes pour atteindre les objectifs. « On se demande comment ça va être possible sans le financement des gouvernements Legault et Trudeau », a réagi Céline Magontier, organisatrice communautaire.

L'Institut de développement urbain du Québec a également salué la stratégie de la Ville de Montréal, estimant que la question de l'abordabilité des logements est un enjeu crucial dans tous les grands centres urbains. « Personne ne souhaite que Montréal devienne un nouveau Manhattan, où seuls les gens en grands moyens peuvent habiter le territoire de la ville. On sent de la fraîcheur dans l'approche. »

L'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec a quant à elle salué la volonté de la Ville de soutenir la rénovation du parc immobilier. L'organisation reste toutefois inquiète quant à la volonté de l'administration d'imposer un minimum de logements sociaux, abordables et familiaux dans les grands projets. « On a encore des craintes sur l'impact sur le marché. Plus on met de contraintes, plus le citoyen de la classe moyenne va payer », dit François Vincent, responsable des relations gouvernementales.

Global NEWS

POLITICS November 5, 2018 11:07 pm

By Gloria Henriquez
Reporter/Weather specialist

Activists in Côte-des-Neiges push borough to commit to more social housing in Blue Bonnets project



Protesters in Côte-des-Neiges want the borough to commit to more social housing in the area. Monday, Nov. 5, 2018.

Activists gathered in Côte-des-Neiges Monday evening and made their way to borough council to deliver a petition with nearly 2,000 signatures to push councillors to up their commitment to social housing on the former site of Montreal's Hippodrome, also known as Blue Bonnets.

The borough has promised 20 per cent of any future project built on the land would become social housing.

Protesters say they want at least 2,500 social housing units because it's the number of households on a waiting list to access social housing in the area and the need is growing.

"It's enormous, to be frank," said Claire Abraham, a community organizer with Project Genesis.

> "We're calling for 2,500 social housing units but really, we consider that a minimum if we're going to respond to the needs of the neighborhood."



Gloria Henriquez @GloriaMTL

Housing activists making their way towards @CDN_NDG borough council to deliver petition asking city to up their commitment towards social housing

♡2 10:06 PM - Nov 5, 2018

Abraham says that in Côte-des-Neiges-Notre-Dame de Grâce alone, 30 per cent of the population lives below the poverty line.

"There are more than 7,000 households that pay at least half their income towards the rent."

Snowdon city councillor Marvin Rotrand said it would be years before any development can be done on the site. Cavendish Boulevard needs to be expanded and infrastructure needs to be developed before the land can be sold, he said.

But Abraham insists now is the time for the borough to step up its efforts.

"Today marks one year since the Projet Montreal administration was elected," she said. "So we feel like it's high time for our elected representatives to push for this sort of local development in our neighbourhood."

Global News reached out to borough's mayor, Sue Montgomery, but she was not available for comment.

CBC

Montreal activists call for more social housing on old Blue Bonnets Raceway site

Project Genesis pushing for construction of 2,500 social housing units

CBC News · Posted: Nov 05, 2018 5:00 AM ET | Last Updated: November 5, 2018

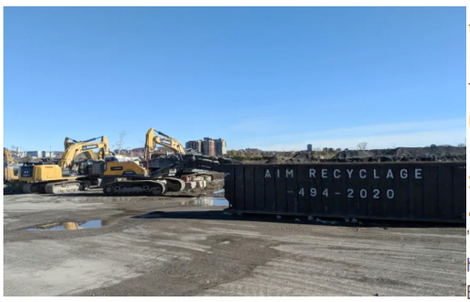

The raceway, which was later named the Hippodrome de Montréal, closed in October 2009. (Navneet Pall/CBC)

To the naked eye, the old site of the Blue Bonnets Raceway — on the west side of the Décarie Expressway near the Orange Julep — is just a pile of rubble.

But Claire Abraham, an organizer with Montreal community group Project Genesis, sees potential.

She's pushing the City to build 2,500 social housing units on the site, which is slated for residential development.

The plan is to build between 5,000 and 8,000 housing units, some of which have been earmarked for low income families.



The site is about the size of 43 football fields. (Navneet Pall/CBC)

"There's so much potential to create a development that's green, that's innovative and that's truly inclusive," said Abraham.

The former Blue Bonnets site is about the size of about 43 football fields, or 440,000 square-metres.

Sue Montgomery, mayor of Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, told CBC that there is already a plan in place to devote a portion of units to social housing.

"What we promised in our election campaign — it's 20 per cent affordable, 20 per cent social housing and that is what we will continue to promise."

But Abraham feels that's not enough.

"We're not satisfied with what the government has committed to now," she said.

"We really see it has a huge opportunity and one of the last opportunities in the central neighbourhoods of Montreal to build a development that actually responds to people who need it the most."

According to numbers from Project Genesis, 35 per cent of residents in Côte-des-Neiges live below the poverty line, and about 2,500 households in the neighbourhood are on the waiting list for social housing.
Project Genesis plans to present a petition pushing for more social housing spots on the Blue Bonnets site to the borough council on Monday.

Site left abandoned

In April, Montreal Mayor Valérie Plante touted the site's potential for housing opportunities, but made no commitments to increasing the amount of social housing there.

"There could be condos," she told CBC News. "There could be little houses as well."

During her election campaign in October 2017, Plante promised to construct 12,000 social housing units over the course of her term as mayor.
The raceway, which was later named the Hippodrome de Montréal, closed in October 2009.



Claire Abraham of the community organization Project Genesis says the 20 per cent social housing the city is proposing for the site 'just isn't going to cut it.' (Navneet Pall/CBC)

It sat abandoned until April of this year, when demolition of the race track's clubhouse, stands, stables, garages and other structures finally began.

With files from CBC's Navneet Pall

LE JOURNAL DE MONTRÉAL

AGENCE QMI
Vendredi, 9 novembre 2018 14:04
MISE À JOUR Vendredi, 9 novembre 2018 14:04

Promesse de Valérie Plante: Montréal ne construira pas assez de logements sociaux selon le FRAPRU

Même si l'administration Plante s'est engagée à créer 12 000 nouveaux logements sociaux à Montréal d'ici 2022, les objectifs de la Ville ne répondront pas à la demande, prévient un organisme qui milite pour l'accès au logement.



PHOTO AGENCE QMI, TOMA ICZKOVITS

- **À LIRE AUSSI:** La mairesse Valérie Plante à la rencontre des commerçants

«La mairesse tient sa promesse, mais ce n'est pas suffisant. Seulement maintenant, il y a près de 24 000 demandes pour une place en HLM», a tenu à rappeler Céline Magontier, responsable des dossiers montréalais au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Elle souhaite que Valérie Plante fasse pression sur les autres paliers de gouvernement pour qu'ils augmentent leur contribution.

Pour répondre à la demande, le FRAPRU estime à plus de 22 000 le nombre de logements sociaux qui devraient être construits d'ici cinq ans à Montréal.

Selon les dernières données de Statistiques Canada, près d'un locataire montréalais sur trois paie trop cher pour son logement, soit plus de 30 % de ses revenus. Environ 18 % de ceux qui ne sont pas propriétaires consacrent plus de la moitié de leurs revenus pour se loger.

Plus inquiétant encore, près de 10 % des locataires à Montréal sont à haut risque de se retrouver en situation d'itinérance, dépensant plus de 80 % de leurs revenus pour avoir un toit sur la tête.

Toujours d'après le dernier recensement, les jeunes, les femmes et les personnes âgées sont ceux qui paient le plus pour un appartement.

Petits et vieillissants

Quand ce n'est pas le prix, c'est la qualité des loyers qui est remise en cause par le FRAPRU. À Montréal, plus d'une famille sur dix déclare habiter dans un logement de taille insuffisante.

«La Ville mise trop sur l'accès à la propriété pour garder les familles ici. Mais la plupart des familles, surtout monoparentales, n'ont pas les moyens. Il faut penser à construire des logements plus grands», a plaidé Céline Magontier, qui s'inquiète par ailleurs de l'état des logements à Montréal. Dix pour cent auraient besoin de rénovations majeures, selon le FRAPRU.

RADIO-CANADA ICI Grand Montréal

Les victimes invisibles de l'embourgeoisement

Publié le jeudi 15 novembre 2018



Johanne et sa mère Lucille, résidentes de Saint-Henri depuis toujours, menacées d'éviction. Photo: Radio-Canada / Thomas Gerbet

Ceux qui habitent Saint-Henri depuis toujours quittent le quartier à petit feu, logement après logement, au rythme des rachats et des remises à neuf. Une quarantaine de familles locataires font actuellement face à l'éviction de la part d'un même propriétaire-promoteur. Elles se préparent à quitter le quartier qui les a vues naître, incapables de s'y reloger à moindre coût.

Un texte de Thomas Gerbet

Johanne et sa mère Lucille, 87 ans, ont commencé leurs boîtes de déménagement, sans savoir encore où elles iront. « Je cherche des logements, mais il n'y en a pas à moins de 1200 $, raconte la fille. Je n'ai plus les moyens de rester dans Saint-Henri. Je n'aurai pas le choix de sortir de Montréal. »

Le déracinement s'annonce d'autant plus difficile qu'il pourrait se produire en plein hiver, au mois de février. Le nouveau propriétaire de leur immeuble de la rue Saint-Augustin, l'entreprise Hillpark residentiel, de Westmount, cherche à évincer les locataires pour transformer les logements en lofts.



Ces deux immeubles, de 14 logements, de la rue Saint-Augustin ont été achetés 2,2 millions de dollars par Hillpark residentiel. Photo : Radio-Canada / Thomas Gerbet

Le promoteur a acquis quatre immeubles du quartier pour un total de 6 millions de dollars. Difficile de rentabiliser l'achat avec les loyers actuels. Un cinq et demi s'y loue 750 $.

Donalda, qui vit dans l'immeuble acheté rue Saint-Philippe, raconte que le propriétaire lui a proposé de revenir après les travaux, mais que le loyer serait deux fois plus cher.
Avec sa petite retraite, elle ne pourra pas se le permettre. Elle aimerait trouver un logement social ou abordable, mais n'y parvient pas. « C'est effrayant, ils ne bâtissent plus de HLM. Par contre, les condos, ça pousse comme des champignons. »

> *« Les familles qui ont des faibles revenus ne peuvent pas payer des loyers à plus de 1200 $. À Montréal, c'est difficile de trouver des logements sociaux. Donc il faut partir. »*
>
> — *Cathy Cinq-Mars, résidente de la rue Saint-Augustin.*



Cathy Cinq-Mars, résidente de Saint-Henri menacée d'éviction. Photo : Radio-Canada / Thomas Gerbet

Pour précipiter le départ des locataires, l'entreprise leur propose 4000 $, soit le minimum légal en cas d'éviction (trois mois de loyer et le coût du déménagement). Certains ménages à faible revenu ont déjà accepté, sans savoir que ce montant pouvait se négocier à la hausse.

Mais de nombreuses familles refusent encore de partir. C'est le cas de Richard, né à Saint-Henri il y a 78 ans et qui vit dans l'appartement voisin de sa soeur.



Richard, résident de Saint-Henri, menacé d'éviction. Photo : Radio-Canada / Thomas Gerbet

> *« Je n'en veux pas de leur argent. Je veux garder mon logement. Ils s'en fichent du pauvre monde. »*
>
> — *Richard, résident de la rue Saint-Augustin.*

Pour mettre fin à un bail, l'entreprise propriétaire doit obtenir un permis d'agrandissement ou de subdivision à l'arrondissement. Elle doit aussi aviser les locataires six mois avant la fin du bail, donc avant le 31 décembre.

> Ce qui est particulier dans cette histoire, c'est que les logements en question sont en bon état. Certains ont même été rénovés par l'ancien propriétaire il y a deux ans. L'achat de ce type d'immeubles par des promoteurs est un nouveau phénomène, explique Patrica Viannay, organisatrice communautaire au POPIR, le comité logement du Sud-Ouest. « Dans les quartiers centraux de Montréal, la gentrification a commencé par la transformation des usines et par bâtir sur les terrains vacants, raconte-t-elle. Ensuite, on a démoli les immeubles en moins bon état pour les transformer [en] condos. Mais là, maintenant, on parle d'immeubles qui sont en très bon état. »



Brittany, 12 ans, résidente de Saint-Henri, menacée d'éviction avec sa mère et ses quatre frères et soeurs. Photo : Radio-Canada / Thomas Gerbet

> *« Je suis née ici, j'ai tout le temps habité là. Je ne veux pas perdre ma maison. »*
>
> — *Brittany, 12 ans, résidente de la rue Saint-Philippe, fait face à l'éviction avec sa mère monoparentale et ses quatre frères et soeurs.*

« Je trouve ça un petit peu inhumain de délocaliser des familles, tout ça pour faire plus d'argent », dit la mère de Brittany, Marie-France, 35 ans, qui élève seule ses cinq enfants. Son appartement, un cinq et demi avec une grande cour, lui coûte 680 $ par mois.



Claude, résident de Saint-Henri, menacé d'éviction. Photo : Radio-Canada / Thomas Gerbet

> *« J'aime bien rester ici. Tout est proche : j'ai ma grocery, mes pharmaciens, je prends le métro pour aller voir mon médecin de famille. Ce qui arrive, c'est dur. »*
>
> — *Claude Lalonde, résident de la rue Saint-Augustin.*

« Ils s'attaquent au tissu social du quartier », dénonce Patrica Viannay, organisatrice communautaire au POPIR, le comité logement du Sud-Ouest.

Des propriétaires connus dans le milieu

Les principaux actionnaires de Hillpark n'ont pas répondu à notre demande d'entrevue. Ils sont bien connus dans le marché immobilier montréalais. Ces derniers mois, Jeremy Kornbluth et Brandon Shiller ont acheté un immeuble dans le Mile-End où ils ont plus que doublé le prix du loyer commercial, ce qui a fait fuir le café Cagibi. Ils ont aussi acheté le 305, rue de Bellechasse, dans Rosemont, où une trentaine d'artistes occupent des locaux, ce qui a créé beaucoup d'inquiétudes.

Plusieurs locataires de Saint-Henri dénoncent l'attitude des négociateurs du promoteur qui refusent parfois de parler français. Ils ont fait croire à certains résidents que tous leurs voisins avaient accepté l'entente, alors que c'était faux. Ils ont menacé au moins deux résidentes qu'elles allaient se retrouver entourées par les travaux si elles restaient.

La municipalité impuissante



Benoit Dorais, maire de l'arrondissement du Sud-Ouest, en point de presse à l'hôtel de ville Photo : Radio-Canada

« On ne peut rien faire. » Le constat est sans appel de la part de la responsable de l'habitation au comité exécutif de la Ville de Montréal, Magda Popeanu. Nous l'avons interpellée en marge d'une conférence de presse de la mairesse Valérie Plante au sujet des 12 000 logements sociaux et abordables qu'elle promet d'ajouter.

Elle explique que la Ville n'a pas de prise sur les négociations entre un propriétaire et ses locataires. Tout est légal.

Une trentaine de résidents des immeubles touchés se sont présentés au conseil d'arrondissement du Sud-Ouest, lundi soir, pour demander de l'aide.

« C'est toujours un drame lorsqu'on apprend qu'on devra déménager, a répondu le maire d'arrondissement Benoit Dorais. Ça arrive trop souvent. »

> *« S'il y avait une solution miracle, on le ferait. »*
>
> — *Benoit Dorais, maire de l'arrondissement Sud-Ouest.*

Le maire a toutefois accepté de rencontrer les locata menacés d'éviction pour étudier leur dossier plus en n'écarte pas de revoir une règlementation qui est en constante. L'arrondissement avait déjà fait des ajust mais Benoit Dorais a expliqué que les promoteurs tr souvent de nouvelles façons de procéder.

L'embourgeoisement, positif ou négatif?

« Benoit Dorais, est maire du Sud-Ouest depuis 10 a quartier où il est né a complètement changé, rappell Viannay, du POPIR Comité Logement. Moi j'aimerais nomme le problème publiquement, qu'il dise qu'à ca gentrification, on est en train de perdre l'âme de Sai qu'on est en train de créer de l'exclusion, de la pauvr

Elle regrette que l'embourgeoisement soit souvent p

Les locataires menacés d'éviction auront un mois pour contester l'avis, une fois qu'ils l'auront reçu. Ils pourraient s'organiser pour s'y opposer en bloc devant la Régie du logement.

Une règle de la Régie pourrait d'ailleurs sauver plusieurs locataires et mettre des bâtons dans les roues de la compagnie propriétaire. En effet, le règlement stipule qu'il est interdit d'évincer un locataire lorsque ce dernier est âgé de plus de 70 ans, occupe le logement depuis plus de 10 ans et touche un revenu modique.

Par ailleurs, à l'avenir, la Ville de Montréal pourra éviter ce genre de situation en utilisant un nouveau pouvoir dont elle dispose depuis un mois. Grâce au droit de préemption, la municipalité peut obtenir la priorité pour acheter un immeuble mis en vente et ainsi créer des logements sociaux ou abordables.

métro

Actualités 10:14 15 novembre 2018 By: Justine Gravel

Des dizaines de familles menacées d'éviction dans Saint-Henri



Photo: (Photo: Voix Pop - Justine Gravel)

Une quarantaine de familles pourraient être mises à la porte de leur logement après l'acquisition de quatre immeubles de Saint-Henri par Hillpark Résidentiel. La nouvelle compagnie immobilière, formée des associés Jeremy Kornbluth et Brandon Shiller, aurait déjà commencé à faire pression auprès des locataires, dont la majorité vit sous le seuil de la pauvreté, pour qu'ils résilient leurs baux afin de rénover les lieux.

«Les trois quarts des locataires sont établis à Saint-Henri depuis longtemps. Leur réseau social est ici, leurs enfants vont à l'école ici, leurs petits-enfants sont ici. Personne n'avait l'intention de déménager, mais c'est ce que le nouveau propriétaire veut, et probablement pour faire des logements qu'on ne pourra pas se permettre de payer par la suite», déplore l'une des locataires, Dominique Gaucher.

Si aucune demande de permis de rénovation n'a encore été faite pour les quatre immeubles en cause, situés sur les rues Saint-Augustin, Saint-Philippe, du Collège et Saint-Antoine Ouest, les résidants ont tout de même raison de s'inquiéter, selon Mme Gaucher. Plusieurs d'entre eux disent avoir déjà reçu des appels des propriétaires pour les inciter à quitter en échange d'une somme d'argent.

«Moi, ce qui me dérange, c'est de voir tous les blocs près de moi se faire mettre une couche de peinture et se faire par la suite louer pour le double du prix. Quand est-ce que ce genre de pratique va être réglementée?», renchérit une autre locataire, Andrée Cadieux, qui habite Saint-Henri depuis 59 ans.

Pratique courante

Hillpark Résidentiel n'est d'ailleurs pas la seule compagnie à user de ce stratagème dans le quartier. En septembre, une dizaine de locataires de la rue Bourget ont reçu une lettre d'éviction de la part du Groupe Devcon, la compagnie nouvellement propriétaire de leur immeuble.

«À ce moment, ils n'avaient pas encore obtenu de permis. Mais, un huissier est venu nous voir la semaine dernière, de façon conforme, avec un permis de rénovation octroyé par l'arrondissement, pour procéder à l'agrandissement des logements», souligne l'une des locataires de cet immeuble, Isabelle Monast-Landrieau.

Selon la jeune femme, aucun résidant de l'immeuble ne peut se permettre de déménager, considérant l'augmentation faramineuse des prix des logements dans le quartier. «Je pense que l'arrondissement a un rôle à jouer pour mettre fin à ces tactiques de spéculation immobilière», rétorque-t-elle.

Ni Hillpark Résidentiel, ni le Groupe Devcon n'ont retourné les appels de *La Voix Pop* à ce sujet.

Solutions

Selon le maire du Sud-Ouest, Benoit Dorais, il n'y a pas de solution miracle pour mettre fin à cette pratique.

«Si on pouvait le faire en un claquement de doigts, on le ferait, mais on fait face à une partie d'échecs. Chaque fois qu'on s'attaque à un phénomène, de nouveaux stratagèmes sont utilisés», dit-il, soulignant que l'arrondissement a pris différentes mesures ces dernières années pour contrer la gentrification, notamment de mettre fin à la conversion d'immeubles locatifs en copropriétés divises.

Pour Patricia Viannay, organisatrice communautaire au POPIR–Comité Logement, un organisme visant à défendre les droits des plus démunis, il existe des solutions. «Il faudrait réviser la façon dont on donne les permis de rénovation, afin de pouvoir faire des vérifications. Une fois que le permis est octroyé, ce sont les locataires qui doivent prouver les mauvaises intentions du propriétaire à la Régie du logement et c'est un lourd fardeau», explique-t-elle.

En 2009, l'arrondissement a modifié son règlement régissant la démolition d'immeubles dans le but de mieux protéger les locataires. Le texte législatif impose désormais au propriétaire de soumettre ses plans à un comité d'étude et permet un délai de 30 jours à toute personne voulant s'opposer à la décision du comité.

Mme Viannay souhaiterait que ces étapes soient également applicables au règlement régissant les rénovations résidentielles.

Une rencontre entre les locataires des immeubles en cause, les membres du POPIR–Comité logement et les élus est prévue le 20 novembre dans le but de trouver des solutions à ce problème grandissant.

métro

Actualités 15:49 27 novembre 2018 By: Justine Gravel

Évictions dans Saint-Henri: des solutions sur la table

Devant les menaces d'évictions qui frappent une quarantaine de familles de Saint-Henri, l'arrondissement et le Projet d'organisation populaire, d'information et de regroupement – Comité logement (POPIR) travaillent activement à trouver des solutions. Une rencontre est notamment prévue avec les propriétaires des immeubles en cause, le groupe Devcon et Hillpark Résidentiel, qui font pression auprès des locataires pour qu'ils quittent afin de rénover les lieux. Une aide financière pourrait également être apportée aux locataires.

«Nous avons offert de soutenir financièrement le POPIR – Comité logement pour accompagner les locataires dans leurs démarches», a annoncé le maire du Sud-Ouest, Benoit Dorais, à la suite d'une rencontre qui rassemblait les élus, la députée libérale Dominique Anglade, les locataires et les membres du POPIR, le 20 novembre, et qui avait pour mission première d'informer les locataires de leurs droits.

Si elle a d'emblée refusé l'offre monétaire, Patricia Viannay, organisatrice communautaire au POPIR, croit maintenant que la somme, qui oscillerait entre 3000$ et 4000$, pourrait être utile aux locataires de la rue Bourget qui ont déjà reçu des avis d'éviction de la part du groupe Devcon.

«Leur dossier est déposé à la Régie du logement, donc ça pourrait leur permettre d'avoir recours aux services d'un avocat afin de se défendre», indique-t-elle, précisant que dans ce genre de situation, le fardeau de la preuve est lourd pour les locataires.

Rencontre

Pour venir en aide aux résidents des immeubles appartenant à Hillpark Résidentiel, le maire Dorais et la députée Anglade comptent signifier aux associés Jeremy Kornbluth et Brandon Schiller leur opposition aux méthodes, jugées intimidantes, qu'ils utilisent auprès des locataires et leur rappeler les règlements en vigueur.

L'administration du Sud-Ouest a par ailleurs manifesté son intérêt d'examiner son règlement régissant les permis de rénovation afin que ce genre de tactiques de spéculation immobilière cesse.

«Le défi est ne pas le rendre discriminatoire selon le client qui fait la demande. L'arrondissement ne peut refuser à un propriétaire le droit de faire des rénovations. Nous ne pouvons que nous assurer que le bâtiment, une fois rénové, sera conforme à nos règlements», explique la directrice du cabinet, Marie Otis.

Crainte

«C'est un pas dans la bonne direction, souligne Mme Viannay. Mais, c'est certain que les locataires restent déçus de ne pas avoir la garantie qu'ils pourront rester dans leur logement.»

Considérant que leurs moyens financiers ne leur laisseraient pas le choix de quitter Saint-Henri, un quartier où ils sont établis depuis plusieurs années et où se trouve leur réseau social, les principaux concernés vivent dans une constante crainte.

L'idée que Montréal acquiert les immeubles pour en faire des logements sociaux, comme l'a suggéré le POPIR, doit cependant être écartée, la Ville ne pouvant intervenir que lorsqu'il s'agit de grands ensembles immobiliers. «Nous comprenons le désarroi des locataires, mais acheter ne peut pas être la réponse dans toutes les circonstances. La Ville n'a pas ces ressources», indique Mme Otis.

L'administration Plante-Dorais a toutefois prévu 50 M$ sur 10 ans pour l'acquisition de terrains ou d'immeubles en vue d'y réaliser des logements sociaux, communautaires ou abordables.

Ni le Groupe Devcon, ni Hillpark Résidentiel n'ont répondu aux demandes de *La Voix Pop*.

TVA Nouvelles

> RÉGIONAL > TVA MONTRÉAL > MONTRÉAL

Nadia Lemieux | Agence QMI | **Publié le 10 décembre 2018 à 18:10**

Des organismes opposés à la construction de nouveaux condos



Un bâtiment commercial du quartier Saint-Henri, à Montréal, pourrait bientôt être détruit pour faire place à 315 condos, ce que déplorent des organismes qui souhaitent que cette zone d'emplois soit préservée et que des logements sociaux y soient construits.

En juin dernier, le comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement du Sud-Ouest rejetait la demande de démolition du 4700, rue Saint-Ambroise, un bâtiment commercial situé en bordure du canal de Lachine.

«Le CCU a dit non parce qu'il était inquiet pour l'avenir des employés du bâtiment», a expliqué la directrice de cabinet du maire Benoit Dorais, Marie Otis.

«Le CCU a dit non parce qu'il était inquiet pour l'avenir des employés du bâtiment», a expliqué la directrice de cabinet du maire Benoit Dorais, Marie Otis.

Le promoteur immobilier a porté la décision du comité en appel. Le 24 octobre, lors d'une séance spéciale du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest, les élus n'ont finalement pas été en mesure de trancher et ont demandé plus de temps pour étudier le dossier.

Depuis, le promoteur a acheté l'édifice et a payé pour le déménagement des entreprises qui y louaient des bureaux.

Le sort du 4700, rue Saint-Ambroise, devrait finalement être décidé le 9 janvier prochain, lors de la reprise de la séance spéciale du conseil.

Si sa demande de démolition est acceptée, le promoteur devrait y construire 315 condos et 98 unités de logement social, un CPE, une petite épicerie, un incubateur d'entreprises et des bureaux. Le tout serait réparti sur cinq bâtiments de six étages.

Opposés aux condos

Des résidents et des organismes de Saint-Henri s'opposent à la démolition de l'édifice, car ils estiment que cette rare zone d'emplois en bordure du canal devrait être préservée.

«On veut que Projet Montréal respecte son engagement de développer des zones d'emplois près du canal et spécifiquement sur ce site, a expliqué la coordonnatrice de la corporation de développement communautaire Solidarité Saint-Henri, Shannon Franssen. On veut aussi qu'il mette en réserve une partie de ce terrain pour des logements sociaux. Tout ça, c'est très possible sans le développement des condominiums.»

Les opposants à la démolition considèrent également que la construction de 315 nouveaux condos, dont certains très luxueux, contribuera à accentuer les inégalités sociales dans ce quartier déjà aux prises avec le phénomène de l'embourgeoisement.

«[Le promoteur] vante beaucoup la mixité sociale de son projet, mais si on regarde la rue [Saint-Ambroise], sur le bord du canal, il y a juste des condos. Si on veut atteindre une réelle mixité sociale sur le bord du canal dans le Sud-Ouest, c'est un projet 100 % logement social qu'il faut viser», a fait valoir l'organisatrice communautaire au POPIR Comité logement, Sandrine Belley.

Plus de 500 personnes ont jusqu'à maintenant signé une lettre contre la démolition de l'édifice. Des intervenants et signataires ont déposé lundi le document lors du conseil d'arrondissement de l'arrondissement du Sud-Ouest.

Il a été impossible de parler au maire du Sud-Ouest, Benoit Dorais, lundi, mais Marie Otis a mentionné que le coût du rachat du terrain pour y développer des projets entièrement communautaires serait sans doute trop élevé pour que la Ville considère cette option.

CANADA'S NATIONAL OBSERVER

New university campus squeezing Montreal's poorest neighbourhood

By Cecilia Keating in Features, Politics | December 11th 2018

The Montreal neighbourhood of Park-Ex has long been a landing point for new arrivals to Canada.

Today, Orthodox churches and souvlaki restaurants mix with halal butchers, Pakistani tailors and dosa joints on busy streets of the area, also known by its full name Park Extension. Most of the Greeks who settled here in the sixties and seventies moved to the suburbs decades ago, and it is now primarily home to Pakistani, Indian, Sri Lankan and Bangladeshi communities.

Another wave of new residents is changing the makeup of Park-Ex once again. Over the last several years, young families and professionals from other Montreal neighbourhoods have flocked to the area, enticed among other things by cheap rent.

> **"Neighbourhoods always change. That's not the problem. But when it happens very, very fast – then we have a problem" – veteran Quebec housing rights activist François Saillant's take on Park-Ex's rapid gentrification #mtlpol #polmun**

With the highest concentration of immigrants of any Montreal neighbourhood at 61 per cent, Park-Ex is the city's lowest-income neighbourhood. Forty-four per cent of the population lives under the poverty line, according to a 2016 Centraide study. In 2013, an income mapping project compiled by Global News ranked it the fifth poorest neighbourhood in Canada.

Now, gentrification is being turbocharged by construction of the University of Montreal's new science campus, just visible in the skyline behind the colourful storefronts on Jean-Talon Street. Built on abandoned rail yards on Park-Ex's southern border, the campus is on track to open September 2019. A decade in the making, the campus is expected to draw an estimated 10,000 students and employees to the area.

Local housing activists are calling on the government to build social housing in the neighbourhood to protect Park-Ex's most vulnerable residents from escalating property prices and a frenzy of property speculation.

Dangers of gentrification

"Gentrification is a danger everywhere, but in the case of this neighbourhood I think it might be worse because of the population," said retired housing activist Francois Saillant, who has just published a book on gentrification in Quebec. "It's particular in Park-Ex I believe because of the high percentage of new immigrants. It's a situation that is different. These people are really vulnerable. Often they don't have big income and they are fighting to be recognized as Canadian citizens."

He added that "neighbourhoods always change. That's not the problem. But when it happens very, very fast – then we have a problem."

As the neighbourhood has become more fashionable in the last years, property prices have skyrocketed, explained Alexandre Cadieux, who works for local housing advocacy group Park Extension Action Committee (CAPE). New landlords are snapping up rental properties in the neighbourhood and are trying to get current tenants to move out "by all means possible," in order to raise rents.

Among the tactics are allowing apartments to fall into disrepair, allowing the spread of mould or infestation by cockroaches, rodents or bedbugs, or taking advantage of a tenant's shaky understanding of French, English and Quebec tenants' rights to persuade them they have to move out.

He said the CAPE is currently working with 30 different rental households who feel their landlord is hassling them or trying to evict them and believes there are many more. One client who was evicted recently was paying $450 a month for a home for his family; that property rent now is more than $900.

Despite the CAPE's recommendations, he said many residents will not report their housing situation or take their case to the Quebec's rental housing tribunal for fear of imperiling their chances of obtaining immigration papers or refugee status – "and landlords know it."

Social housing is the key way to protect Park-Ex's low-income residents, said Cadieux. "Otherwise the situation will just continue to deteriorate and it will be the low-income households who suffer." The CAPE are calling on the City of Montreal to build 225 social housing units promised for the areas adjacent to the new campus in a 2013 report.

Massive social housing needs

Fifty-four of those units are on track to open in a housing cooperative and are set to open in May. But because they were planned before the 2013 report, Cadieux said it was "hypocritical" that the 54 are being counted towards the 225.

Saillant agreed that social housing is a key buffer against gentrification. "The biggest solution for me is social housing, massive amounts of new social housing and the transformation of apartments into social housing," he said. "Mr. Trudeau as prime minister but also as MP for that neighbourhood has something to do with that." Park-Ex is in Prime Minister Justin Trudeau's riding of Papineau.

Only 51 social housing units have been built in Park-Extension since 2005, according to the CAPE.



The growing University of Montreal science campus which borders Outremont to the south and Park-Extension to the north on 10 Nov. 2018. Photo by Josie Desmarais

A controversial kosher bakery

The City of Montreal narrowly missed out on acquiring 120 social housing units for Park-Ex when it was outbid by real estate developer Montoni for the site of an old kosher bakery on Beaumont Street, on the southern tip of Park-Ex, in February this year.

Marc-André Fullum, Montoni's director of urbanism and development, told *National Observer* that the ground floor will be commercial and the top three floors would be rentals, potentially for students. Rents will be decided only after talking to local groups and analyzing market studies, he said. He added that Montoni is working with local community housing group HAPOPEX to learn how their building can best service the community, and that Montoni planned to offer space to community groups "at reduced prices" on the ground floor.

Fullum said the company chose the building because "it would be a plus for the area to save the history of the building" and not because of the opening of the University of Montreal or to cater to employees of technology companies moving to the nearby Mile-Ex district. He said that at the time he "didn't even know that the university was going there."

Faiz Abhuani, a community housing activist living and working in Park-Ex, told *National Observer* that he would like to know where the money earmarked by the City of Montreal for that purchase has gone. "They put away over $4 million to develop that site [...] But the question is, where is that money? Because it could be used for another project. Who is following up? Are there other opportunities that are being sought out? There's no accountability. We don't know who to ask for that money, and there's no control of how that money is used."

Abhuani is the director of a non-profit organization Brique par Brique, which has raised over $350,000 in community bonds to cover the downpayment for a yet-to-be-acquired apartment complex in Park-Ex that would be rented to those most vulnerable to gentrification. It is the largest amount of community bonds ever issued in Quebec, and the group is just $50,000 shy of its target.

The challenge currently is finding a building that works for their purposes. "The market is very competitive," Abhuani said. "It's very difficult to get a property that is in decent shape, for a price that is reasonable, because our competitors are all paying prices on expected income which is much higher than we are able to solicit from residents."

He has witnessed this phenomenon before. "I grew up in Mile End (a neighbourhood one kilometre south of Park-Ex). My parents came from East Africa, they were refugees and they settled as a community in Mile End and they had a mosque and a community centre," he explained. That all changed when McGill expanded its programming in the early nineties, the city's economy began to pick up and Mile End became "very hip and very sought up." His parents were "one of the last to leave, and no one from our community is left there."



Jean-Talon Street in Park-Extension, a neighbourhood in Montreal on 10 Nov. 2018. Photo by Josie Desmarais

Lack of space

Park-Ex is home to 29,000 people and is Montreal's most densely populated neighbourhood, with four times the average population density of Greater Montreal area. Park-Ex local councillor Mary Deros told *National Observer* that lack of space is one of the key reasons for the dearth of social housing in the neighbourhood. She said she is "looking" for new places for social housing and is working with Magda Popeanu, the City of Montreal's housing point person, to move the file forward.

"It isn't that we aren't working, it isn't that we aren't offering. But sometimes things don't happen as quickly as some people think," she said. "The community groups – have they ever tried to negotiate and tried to purchase something and then seen it pulled under from their feet?"

Deros said that it was not solely the City of Montreal's responsibility to build and find locations for social housing. "I don't say no to these developments, and I encourage them, but instead of sitting back and complaining I want [the community housing groups] to be proactive, I want them to come to us with projects, I want them to sit down and find the financing."

Deros, who is a property owner in Park-Ex and has lived in the neighbourhood since she was 16 years old, said that it is only natural that old properties are renovated and rented out at a higher price. "It's a circle. Call it a vicious circle. It's the circle of life. You create something, you modify it, there are costs associated to the modifications. Unfortunately it's the consumer who pays."

Overall, Deros said that she is "not concerned, because we don't want Park-Ex to be a ghetto. We want there to be a 'mixity' of people. Considering other areas where there is a boom in condos, we don't have that Park-Ex. I'm more concerned about improving the existing buildings." She said the opening of the campus will have a positive effect on local businesses.

University of Montreal spokesperson Genevieve O'Meara said that the university is aware of the impact it will have on nearby neighbourhoods. However, she is positive that it will "change the face of those neighbourhoods for the better," pointing to studies that demonstrate that "when a university installs themselves in a neighbourhood, it brings benefits." These include public transport improvements.

The science campus is aiming for LEED (leadership in energy and environmental design) certification, and parking will be limited to 400 spaces to encourage use of public transport. Cycling paths are also planned.

The university is involved in community outreach initiatives that include urban agriculture on the campus and a program where elementary school students in Park-Ex have weekly one-on-one hour-long sessions with university students studying education.

Eco-gentrification

Aaron Vansintjan, a Park-Ex resident who researches gentrification at the University of London, said the addition of extra bike lanes to the neighbourhood could result in 'eco-gentrification,' a phenomenon where the addition of green spaces in a district brings up its living costs and eventually displaces its original inhabitants.

The High Line in New York City, an old railway line that was transformed in 2009 into a park and vegetative walkway, is a well-documented example of eco-gentrification. The five million visitors that enjoy the path each year have pushed prices up in the surrounding area and forced small businesses and residents to move.

That's not to say urban greening should be stopped, Vansintjan said. "That's a false dichotomy, because if the city starts funding [green] projects like these, they could just as well improve tenants' rights, take certain places out of the market and offer spaces for community groups."

"There are many types of things the city can do at the same time."

CITYLAB



Montreal's vacancy rate fellow almost a full percentage point in 2018 to 1.9 percent, well below what's generally considered a healthy rate for a city's rental market of 3 percent. // Caryn Rousseau/AP

Reading Between The Lines of Montreal's 'Cheap' Rents

EMMA JACOBS DEC 14, 2018

Compared to Toronto and Vancouver, Montreal's real estate market looks enviable—but its rents are shaped by factors other cities can't replicate.

In 2017, the average cost to rent an apartment in Toronto was $1,300 CAD a month. In Vancouver, it was $1,297. But in greater Montreal that number was $766.

It's a startling difference for a city that requires little quality-of-life compromise to live in. Montreal has an enviable vibrancy and cultural richness and one of the highest rates of restaurants-per-capita in North America. It is smaller than Toronto but larger than Vancouver, the two hottest real estate markets in Canada.

For a point of context, the internet heaped derision earlier this year on a $750,000 CAD listing for a central Toronto fixer-upper that, as the *Huffington Post* accurately put it, "looks like it came out of a horror movie." The Toronto Real Estate Board reported rents for a one-bedroom rose 10 percent from 2016 to 2017, as vacancy rates fell below one percent.

In contrast, Montreal's real estate market looks like an enviable model. But it's also shaped by a combination of factors difficult for other cities to replicate.

In the space of two weeks this fall, there were no fewer three panels on the topic of artists and their role in the gentrification of urban neighborhoods.

Founded in 1642, it's an early North American city with a dense urban fabric in many neighborhoods and a housing stock that skews older. The classic Montreal triplex, which typically rents for less than modern homes, is a low-rise without elevators and other expensive amenities to maintain.

Language is a soft barrier, further limiting housing pressure in the only Canadian province in which French is the official language. It is possible, but awkward, to get by speaking only English in Montreal. That helps limit the number of Canadians moving from other provinces to take advantage of its relatively affordable housing and makes it less appealing than a city like Toronto to many immigrants who speak at least some English. (On the other hand, it has attracted 70,000 immigrants from France, sometimes blamed for creating upward pressure in desirable neighborhoods).

Maxime Roy Allard, spokesman for The Coalition of Housing Committees of Québec (*Regroupement des Comités Logement*), says not to underestimate the role of decades of strong activism in slowing rent increases as well. "There are stronger and more rooted social movements in Quebec that are better-organized than in the rest of Canada," he told CityLab.

But perhaps most significantly, Montrealers have less purchasing power. The average household income in Toronto is $78,373 CAD, putting it squarely between Sacramento and Los Angeles. In greater Montreal, that number was $61,790, more in line with the Miami-Fort Lauderdale and Tampa regions.

Allard and other housing advocates also argue affordability is overstated in a city with lower incomes and a high concentration of low-income households.

"There are 86,990 households that pay more than 50 percent of their income for housing," said Céline Magontier, an organizer with a social advocacy organization called FRAPRU. She also noted that neighborhoods in the center of the city and even the ring around them have become dramatically less affordable in the last decade.

Montreal's vacancy rate fellow almost a full percentage point in 2018 to 1.9 percent, well below what's generally considered a healthy rate for a city's rental market of 3 percent. Vacancy rates are even lower for two- and three-bedroom apartments, noted Magontier. "In particular," she said, "Montreal is facing a problem of a shortage of housing large enough for families."

The city has become noticeably preoccupied with the gentrification of areas such as Mile End, Parc-Extension, and Saint-Henri which have become substantially less affordable in recent years. In the space of two weeks this fall, there were no fewer three panels on the topic of artists and their role in the gentrification of urban neighborhoods.

"Montreal is not in a terrible state but I think we really need now to think what we want for the future."

Rents in gentrifying areas rise much more quickly than the city average, with the largest increases occurring between tenants, forcing people who may have wanted to move to a different apartment within their own neighborhoods to go elsewhere.

In 2016, Luis-Gaylor Nobre helped launch an initiative to try and bring greater transparency to that process. The website he and his partners created, monloyer.quebec is a crowd-sourced effort that asks people to submit the rents they have paid along with the address and year.

Nobre, who is from France, faced the problem when
Montreal 10 years ago of trying to figure out what a
cost in a new city full of unfamiliar neighborhoods. I
neighborhood in the midst of gentrification increase

the issue of gentrification.

"Suddenly the [one bedroom] that you could rent fo
$900, almost $1,000," Nobre said. "This [increase] is
basically I think it's one borough at a time and some
easy to get."

For now, monloyer.quebec has only a few thousand
to analyze for emerging trends. The provincial assoc
owners (PORPIQ) has criticized the site as presentin
unreliable data. However, the site's co-organizers pl
their outreach efforts to collect more information in
Nobre hopes the city will also pursue more efforts to support renters.
"Montreal is not in a terrible state but I think we really need now to
think what we want for the future," he said.

RADIO-CANADA.CA

ICI PREMIÈRE

Le 15-18
En semaine de 15 h à 18 h
ANNIE DESROCHERS

Embourgeoisement : que va devenir le quartier Centre-Sud?

PUBLIÉ LE MARDI 15 JANVIER 2019

15 h 27 Transformation de Centre-Sud : Reportage de Dominic Brassard
7 min 50 s

Image représentant ce que pourrait donner le projet immobilier et commercial sur ce qui deviendra l'ancienne Maison de Radio-Canada.
Photo : Urban Immersive

Avec les changements que connaîtront Télé-Québec, Radio-Canada, la station de métro Frontenac et la brasserie Molson, plusieurs secteurs du quartier Centre-Sud sont appelés à se transformer au cours des prochaines années, et des résidents craignent de voir leur milieu de vie défiguré par les grands projets immobiliers.

« On regarde ces projets-là et on se dit il n'y a aucun rapport entre eux et le quartier dans lequel on vit présentement, déplore Yves Chartrand, un résident du quartier. C'est comme si c'était des projets qu'on développait sur une autre planète, qui n'a aucun rapport avec nous. »

Selon le coordonnateur du Comité logement Ville-Marie, Éric Michaud, la transformation du quartier Centre-Sud exerce déjà une pression sur les locataires, surtout ceux qui sont les plus démunis : « Il y a beaucoup de gens qui, au fil du temps, sont obligés de se déplacer parce qu'ils ne sont pas capables de suivre l'augmentation du prix des loyers. Et par ailleurs, il y a beaucoup de gens qui se font évincer. »

Et les citoyens ne sont pas les seuls à sentir cette pression : plusieurs petits commerçants ont déjà quitté le quartier, notamment à la Place Frontenac, ce que déplore Yves Chartrand. « Si la restauration du centre commercial nous amène des services complémentaires, c'est un plus, mais on ne veut pas perdre les commerces à petits prix qui sont accessibles pour une partie importante des gens du quartier », dit-il.

Lyne Lortie, une cliente de la Place Frontenac, s'inquiète elle aussi du départ de plusieurs commerces. « C'est notre quartier, on veut qu'il soit rénové, mais pas que les commerçants soient mis dehors », affirme-t-elle.

Pour ceux qui restent, c'est l'incertitude. Raquesh, propriétaire du commerce Village Place Frontenac, craint de se faire montrer la porte pour permettre des rénovations : « On ne sait pas ce qui va se passer ici. Ils ne nous disent pas ce qu'ils vont faire. On est inquiets. »

Le conseiller du district Saint-Jacques, Robert Beaudry, membre du comité exécutif de la Ville de Montréal, estime que les citoyens ont raison de demeurer vigilants. Il assure que la Ville est en voie de se donner plus de pouvoirs pour freiner l'embourgeoisement. « On est en train de travailler sur notre stratégie d'inclusion, où on veut 20-20-20 : 20 % de logement social, 20 % de logement familial, 20 % de logement abordable dans les secteurs que nous avons ciblés », précise-t-il.

Le conseiller indique que des consultations sont prévues dès la mi-février sur le programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs. « Ce PPU des Faubourgs va permettre aux citoyens d'être impliqués dans la transformation, souligne-t-il. Ça nous donne une espèce de cadre de suivi qui va nous permettre d'accepter, de refuser ou d'intégrer certains projets. »

CANADA'S NATIONAL OBSERVER

Did a green development project drive up the rent in a Montreal neighbourhood?

By Cecilia Keating in Features | January 23rd 2019

What was once an island of asphalt now boasts 7,000 square metres of greenery and more than 2,000 trees and shrubs.

The St-Pierre Woonerf is a wide street that runs for half a kilometre through the west end of St-Henri, a former industrial district that hugs the Lachine Canal in southwest Montreal.

Woonerf is Dutch for "living yard." It's a street where paths for pedestrians and cyclists and amenities like playgrounds, benches and trees dominate infrastructure for vehicles. First created in the Netherlands in the 1960s in reaction to car-centric streets popular after the Second World War, woonerfs are now popular across Europe and North America.

"We were from the community," Richard Hammond tells CityLab in 2017: "We wanted to do it for the neighbourhood," the High Line co-founder says. "Ultimately, we failed," his mea culpa for the project concluded. What lessons does NYC hold for Montreal?

The St-Pierre Woonerf is hailed as the "pride of the borough" by Benoit Dorais, Montreal city councillor and borough mayor of the Sud-Ouest. It has won multiple sustainable development awards since opening in 2013.

But there's a less refreshing consequence of the woonerf, say community housing activists. They assert that it has been a "motor for gentrification" in an already gentrifying neighbourhood.

Property prices have escalated in St-Henri since the early 2000s. Median monthly rent jumped by 19.8 per cent from 2011 to 2016 (compared to 12.4 per cent in Montreal), according to a figures provided to *National Observer* by Quebec housing advocacy group FRAPRU.

Median rent in St-Henri rose from $657 in 2011 to $787 five years later. In Montreal in 2016, it was $777 per household.

Fred Burrill is a long-time St-Henri resident who is researching the history and gentrification of the neighbourhood at Concordia University. He told *National Observer* that the woonerf is an example of how "greening development paid for with public money becomes a motor for speculation on the private market." In this case, he said, "the borough government invested massively to turn this into green space, but immediately after it became a massive condo development called Alcôve on the Woonerf."

The woonerf cost the Sud-Ouest borough $1.193 million and the province $707,000.

"Gentrification in the west of St-Henri has come much later [than in the east]. But in the last years, especially in the streets around [the woonerf], it is getting very, very gentrified. We see a lot of demolition of older buildings, construction of condos," Olivier Prud'homme-Richard from local housing group POPIR told *National Observer*. "Having a beautiful street where people can walk definitely has an impact – its attractive to condos."

In a door-to-door survey in early 2018, POPIR found that 45 per cent of the households on St-Marie Street, which flanks the St-Pierre Woonerf, had lived there for less than a year. "Gentrification is displacement," said Prud'homme-Richard. "I don't see the point of having a green project if the new project will just displace poor people on a long-term basis."

Both Prud'homme-Richard and Burrill said that greening projects like the woonerf should be coupled with investments in social housing (housing that is subsidized for low-income residents). "Any urban greening project that is not also engaged in an effort to collectivize the housing market in some way or another, to create non-market housing solutions, is doomed to reproduce the exact same dynamic," said Burrill.



Posters lean against a fence bordering the St-Pierre Woonerf in St-Henri, Montreal during an anti-gentrification protest on May 24, 2018. Photo by Louis Bourque

When questioned about the woonerf's impact on gentrification, Laurence Houde-Roy, spokesperson for the executive committee of the City of Montreal, told *National Observer* in an email that the "green investments that we make for our neighbourhoods have many more advantages for our citizens than inconveniences." Green projects are priorities for the government and will not be stopped, she said. They "ensure the well-being, safety and tranquility of all residents, regardless of their economic situation."

The government's strategy to reduce the negative effects of gentrification across Montreal involves encouraging the mixed development of neighbourhoods, buying land to develop social housing, and "investing efforts" to prevent insalubrious housing conditions, Houde-Roy said.

The city declined to provide further details about how it's integrating its efforts to promote more affordable housing with its efforts to pursue green projects.

Property prices have risen in St-Henri ever since the Lachine Canal, an abandoned industrial passage, was restored and reopened as a park and heritage site in 2002. A Centraide study in 2014 noted that "as gentrification has sped up [in St-Henri], underprivileged populations are constantly moving into ghettoized areas in the west end, where there is decreased access to services and a lack of food services."

Green gentrification

The process that Prud'homme-Richard and Burrill describe is known as green gentrification, eco gentrification or environmental gentrification.

Urban greening projects – like elevated walkways, parks, urban forests and cycle paths – are growing as cities respond to climate change and urban economies rely less on traditional industry and more on attracting skilled workers to advanced service and knowledge industries. The greening projects sometimes have the consequence, often unintended, of hiking nearby property values and the cost of local services, and displacing lower-income residents.

A famous case of green gentrification is New York's High Line on Manhattan's Lower West Side, which opened in 2009. Once a disused elevated railway line, it is one of New York's most visited tourist attractions, an elevated walkway resplendent with more than 100,000 plants, trees and shrubs. Property prices around the railway line more than doubled between 2003 and 2011, and research has shown that the High Line services an "overwhelmingly white" crowd that is unrepresentative of local communities. High Line co-founder Richard Hammond issued a mea culpa for his project in 2017, telling *CityLab*: "We were from the community. We wanted to do it for the neighbourhood. Ultimately, we failed."

In December, a *National Observer* article that mentioned the potential for green gentrification in Park-Extension, another Montreal neighbourhood, spurred lively online debate on the Facebook page of borough mayor Giuliana Fumagalli. Noting that the *National Observer* article she had shared a couple days prior had "caused a surprising amount of debate," she asked her constituents in another post whether they felt eco-gentrification existed in Montreal.

Isabelle Anguelovski researches green gentrification at the Barcelona Laboratory for Urban Environmental Justice and Sustainability. She told *National Observer* that while the academic field dates to the mid-2000s, the dynamics are not new. In the mid 19th century, 1,600 people, mostly Irish and African American, were evicted from their homes to clear space for New York's Central Park. But more recently cities started to "brand themselves" as sustainable by bringing nature back into the city "in a more visible way," she explained.

Vancouver is a city that has led that charge. Routinely voted one of the most sustainable cities in the world, it has a bold plan to become the greenest global city, which includes ensuring all Vancouver residents live within five minutes of a park, greenway or other green space by 2020. Portland, Seattle and San Francisco are other examples of cities with large-scale green projects essential to their "urban branding," Anguelovski said.

The Barcelona Laboratory collaborates with the Barcelona city government on research that looks at an ambitious urban development project intended to maximize car-free space in the Spanish city. Barcelona aims to transform 503 nine-square-block sections of the city grid into "superblocks." Major traffic will be diverted around these blocks and traffic within will be limited to 10 kilometres an hour. The hope is to increase public space and cut the city's traffic, air-pollution, and noise levels.

The first superblock opened in the post-industrial district of Poblenou more than two years ago. Though hard to measure at this early stage, Anguelovski said the superblock along with other new green amenities has led to a "rebranding" of the area and a real estate price hike. A second superblock has accelerated gentrification in the "already-gentrifying" neighbourhood of Sant Antoni, she said.

As more superblocks are launched, the Barcelona Laboratory will offer advice to the city on ways to retain affordability in the local neighbourhoods. "The city is very conscious about [gentrification] and is trying to do as much to preserve the commercial and retail fabric of each neighbourhood," said Anguelovski. Options include acquiring empty parcels of land and empty buildings for public and social housing, and introducing a moratorium on new cafes and restaurants.

Social and affordable housing is key to prevent green gentrification, Anguelovski said, noting that cities least affected by its dynamics, such as Berlin and Vienna, are those where there is stringent rent control and large quantities of publicly-supported housing for rent and for sale.

She said the Laboratory is also hopeful that the network of superblocks will ultimately prove a hypothesis that smaller greening projects scattered across a city have a less acute impact on housing prices and community displacement than flashy, one-off projects like the High Line.



A "superblock" in the neighbourhood of Poblenou in Barcelona, Spain in April, 2018. Photo by Isabelle Anguelovski

Parks, cafes and riverwalk

"There are versions of green that are not about luxury development, riverfront walks and LEED-certified condo buildings," gentrification researcher Winifred Curran from DePaul University in Chicago told *National Observer*.

In Newtown Creek in Brooklyn and Queens, a coalition of community groups achieved "substantive environmental remediation" of a polluted tidal estuary, she explained. The clean-up opened green spaces in areas that remained zoned for manufacturing, thus protected existing businesses and jobs. It did not spur high-end residential and commercial development, or what Curran calls the "parks, cafes and a river walk model."

While encouraged by the example, Curran said city and real estate developers should execute policies to prevent eco-gentrification and displacement from the onset of a project. "Cities and developers actually have the resources to do this work, as opposed to community groups who often don't," she said. While private and public developers in the United States are increasingly aware of the risks of eco-gentrification, she said "unfortunately, the onus is still put on community groups to argue for alternative visions on how to get this stuff done."

'On the radar'

David Miller is former mayor of Toronto and ambassador for inclusive climate action for the C-40 Cities Climate Leadership Group (C-40), a network of 96 cities, among them Vancouver, Montreal and Toronto, working to deliver urban solutions to climate change. He told *National Observer* that fighting gentrification after an urban green intervention involves measures that safeguard the affordability of housing for people with a range of incomes and services that lower-income residents have historically relied on. While there has been good progress on some projects, he said, "in particular on the affordability of housing front, systematically nobody has found a great solution yet, and it is becoming more and more of a challenge."

An ongoing C-40 project is aimed at helping city mayors deliver inclusive, or socially equitable, climate action.

"[The issue of] cities becoming less affordable as they take positive steps on climate and the environment, whether that is via transportation projects or greening of infrastructure or other measures, it's really challenging. It's very much on the radar of the mayors and they see it as connected to the affordability of housing," Miller explained. "We are further ahead in other equity solutions on climate than on the issue of keeping cities affordable as they become progressively more desirable places to live."

While the issue is "recognized and there's movement" it needs "to be addressed at a global scale and will probably require the help of state governments and national governments [on top of the ways that] housing challenges have often been met," he said.

One project Miller cited as a success was the revitalization of Regent Park in downtown Toronto, an ongoing development project started in the mid-2000s. It is transforming Canada's first affordable housing complex – built after the Second World War for returning soldiers – into a mixed-income, mixed-use neighbourhood with parks, open spaces, community facilities, condos and affordable and social housing. Community members were consulted ahead of the project. They requested that affordable housing was built as well as social housing so that they could continue to live in the neighbourhood if they jumped income brackets and were no longer eligible for social housing.

Affordable housing is as important as social housing when it comes to fighting green gentrification, Miller said, because "it's not just the very lowest income people that are pushed out by gentrification."

Montreal and Toronto were in a consortium of 31 global cities that signed a pledge at the Global Climate Action Summit in San Francisco in September 2018 to deliver inclusive climate action that benefits citizens equitably.

Green space for whom?

Houde-Roy, the City of Montreal spokeswoman, told *National Observer* that the city administration "recognize[s] the phenomenon of gentrification causes situations for people in affected neighborhoods. That is why housing is a priority for our administration. By implementing tools to encourage the mixed development of our neighborhoods and living environments, by buying land to develop social housing and by investing our efforts in fighting against unhealthy housing, we are working to counter the negative impacts of gentrification in our neighborhoods."

The municipal government has pledged to build 12,000 affordable housing and social housing units across Montreal before the end of its mandate in 2021. That includes 1,250 social housing units a year for the next three years, according to Mayor Valérie Plante.

In St-Henri, 56 social housing units have been built since 2009, the year before the woonerf's inception, according to POPIR figures provided to *National Observer*. Meanwhile, the housing group estimates that over 2,000 condo units were built in the neighbourhood in the period between 2005 and 2011.

Houde-Roy said the City of Montreal "attaches great importance to the development of green facilities, such as bike paths, parks, green spaces, pedestrian or green streets for all Montrealers. We will not put a stop to these projects. On the contrary, they are part of the priorities of our administration."

Gentrification researcher Burrill would like to see more from city planners. "If your plan for improving the quality of life in a neighbourhood doesn't include some way to ensure that doesn't include displacement of people who are currently there, then it's actually not improving the quality of life," he said.

"People who care about green space need to think more complexly about environmental justice, in a way that goes beyond the surface questions about access to green space. The question of not just making things better in a neighbourhood, but making them better for whom?"

Pénurie de logements en vue

IMMOBILIER *28 JANVIER 2019 À 11:13*

> **Le taux d'inoccupation des logements dans Mercier a chuté et figure parmi les plus bas à Montréal, ce qui fait craindre l'ombre d'une crise du logement, selon Infologis de l'Est de Montréal.**



(Photo: Mathieu Gagné)

Alors que la moyenne du taux d'occupation est de 1,9 % à Montréal, les quartiers Mercier-Est et Ouest enregistrent un taux de vacance de 0,9 %, selon les données colligées par la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL) et publiées en automne 2018. Sur l'île, seul Villeray–Saint-Michel-Parc-Extension compte un taux d'inoccupation encore plus bas que Mercier, à 0,7 %, selon le Rapport sur le logement locatif — RMR de Montréal.

« Il y a une pénurie de logements qui va se dessiner et qui risque de ressembler à ce que nous avons vécu au tournant des années 2000. Si on regarde tous les logements, des studios aux trois chambres à coucher, on est passé en un an d'un taux d'inoccupation de 2,4 % à 0,9 %, ce qui est en deçà du taux d'équilibre qui se situe à 3 % », analyse Simon Dumais, organisateur communautaire chez Infologis de l'Est de Montréal.

« Pour l'ensemble des locataires qui désirent déménager dans le quartier ou changer de logement en restant dans leur quartier, ça va être excessivement difficile dans les prochains mois, voire les prochaines années », ajoute-t-il. Une situation qui risque de toucher tout particulièrement les familles, poursuit-il, alors que le taux de vacance des trois chambres à coucher est de seulement 0,2 %. La situation n'est pas beaucoup plus reluisante pour les 4 ½, inoccupés à 0,7 %.

« Pour les ménages avec enfants, il y a très peu de disponibilités. Plusieurs vont devoir déménager dans un autre quartier, et devront changer leurs enfants d'école », alerte Simon Dumais. Mais le problème, c'est que la pénurie touche l'ensemble de l'île. « Lors de la dernière crise du logement, certaines familles avaient dû quitter Montréal pour des villes comme Saint-Jean ou Saint-Jérôme parce qu'elles ne trouvaient pas à se loger », se rappelle l'organisateur communautaire.

En parallèle, le coût des logements augmente aussi dans Mercier, toujours selon les données de la SCHL. En octobre 2018, il fallait donc débourser en moyenne, 608 $ par mois pour une unité comptant une seule chambre à coucher, 712 $ pour deux chambres et 1033 $ pour trois chambres. « Ce sont des moyennes, donc on peut penser que dans plusieurs cas, cela cache des écarts importants », ajoute Simon Dumais.

Ajoutons à cela le fait que plusieurs locataires sont particulièrement vulnérables dans le quartier, alors que 31 % des ménages paient 30 % et plus de leurs revenus pour se loger et 13 % y consacrent plus de 50 %. 1220 des locateurs, soit 5,1 % des ménages, doivent débourser au moins 80 % de leurs revenus pour payer leur logement.

« Certaines personnes qui n'ont pas les ressources, qui ne savent pas ce qui existe pour les aider, risquent de se retrouver à la rue le premier juillet prochain, comme c'était le cas lors de la crise du logement des années 2000 », craint Simon Dumais. C'est pourquoi Infologis, à l'instar du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), réclame la création de 50 000 logements sociaux sur cinq ans. Un des moyens les plus efficaces d'aider les locataires les plus vulnérables, selon les groupes de défenses des locataires.

À lire aussi
Améliorer le sort des locataires de l'Est de Montréal

Erratum: Veuillez noter qu'une erreur s'est glissée dans le nom de l'intervenant. Il s'agit de Simon Dumais. Nos excuses.

CBC

Parc-Extension residents fight development project, call for social housing instead

Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension borough council delayed vote to demolish Beaumont Ave. buildings

CBC News · Posted: Feb 06, 2019 1:33 PM ET | Last Updated: February 7



Dozens of protesters showed up at Tuesday's borough council meeting to denounce the gentrification of Parc-Extension. (Radio-Canada)

Residents of Parc-Extension are trying to stop a development project they say is contributing to the gentrification of their neighbourhood.

Dozens of protesters showed up at the Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension borough council meeting Tuesday night, appealing to the borough to stop the demolition of two industrial buildings at the corner of Beaumont and Stuart avenues.

The buildings would be replaced by a four-storey building with commercial space and 39 student apartments.

That proposed development is the latest which activists believe is linked to the new Université de Montréal campus in Outremont, across the train tracks from Parc-Ex, which is set to open later this year.

Parc-Ex resident Sasha Dyck, who lives in the area and helped organize Tuesday's protest, says he saw firsthand what happened to Mile End when Ubisoft moved in. He believes the same thing is happening to Parc-Ex.

"If any housing is going to be built, it should be housing for the families who currently are living in some very precarious housing situations," he told CBC Montreal's *Daybreak*.

The borough's urban planning committee recommended the buildings be demolished last year.



The borough's urban planning committee is in favour of demolishing two buildings on Beaumont in favour of a new development. (Google Maps)

But Coun. Mary Deros said the city's housing office was consulted about building social housing there and concluded it's not a viable site because social housing units must be two- or three-bedroom apartments, and that lot is only big enough for small apartments.

The other problem with creating social housing on that land is zoning — because Beaumont is an artery, the first floor of the building has to be commercial, and the city housing department doesn't manage commercial space.

She said she feels for residents of Parc-Ex who are being forced out, but the project is allowed under current zoning rules.

"The city has certain powers that it can implement, and there are certain things we can't do," she said.



Coun. Mary Deros says the Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension borough is working on providing more social housing for its residents. (Isaac Olson/CBC)

The new units will help prevent students from flocking to the neighbourhood, taking over other apartments and ousting longtime tenants, she said.

Deros said the borough has created 1,275 social housing units since 2002 — more than other boroughs.

"We are doing our part, we would like to do more," she said, adding that there are other sites being considered for social housing.

Clarifications

- An earlier version of this story said that the borough postponed a vote on the demolition because a resident of one of the buildings said he had not been properly informed of the plan. In fact, there are no housing units in the industrial building, and the complaint came from someone who owns a business in the building.
  Feb 07, 2019 3:46 PM ET

métro

Manifestation dans Hochelaga samedi pour «bloquer» un projet de condos

Actualités | 19:14 **13 février 2019** | Par : Henri Ouellette-Vézina | Métro



Courtoisie, OSHA Condos

Le comité de logement BAILS tiendra ce samedi une manifestation devant les bureaux de vente d'OSHA Condos, ce nouveau développement immobilier qui doit ouvrir ses portes le même jour, afin de dénoncer «les conséquences désastreuses» qu'aura le projet dans le secteur.

«Hausse [du prix] des loyers, reprise de logement, venue de commerces de luxe ou fermeture de maisons de chambre; on pense que les impacts de ces 200 condos-là vont être très problématiques», explique à *Métro* l'organisatrice communautaire au comité BAILS, Émilie Trépy-Lecavalier.

Le rassemblement de samedi, prévu à 13h, laissera selon elle la parole «à plusieurs groupes de quartier qui s'opposent, comme nous, au promoteur». «Notre intention, c'est vraiment de bloquer le projet. On ne veut pas qu'il n'aille lieu», tranche Mme Trépy-Lecavalier.

D'après l'organisatrice communautaire, «il faut comprendre qu'Hochelaga-Maisonneuve a eu son lot de condos». La porte-parole souligne que le terrain choisi par le promoteur – au coin des rues Sainte-Catherine Est et Nicolet – se trouve «là où il y a le plus de personnes à faible revenu».

Le militant au comité BAILS, Jean-Pierre East, abonde dans le même sens. Le secteur sud-ouest de l'arrondissement «regroupe majoritairement des personnes vivant en situation de pauvreté», déplore-t-il. «Dans l'éventualité très tangible où le prix des loyers environnants augmenterait à la suite de la construction de ces condos, plusieurs personnes seront forcées de quitter le quartier», craint-il.

L'organisme plaide que «plusieurs centaines de ménages sont présentement en attente de logements sociaux dans le quartier».

> **«Le terrain du promoteur serait idéal pour accueillir du logement social, des espaces communautaires ou un parc. On parle d'un terrain assez grand qui pourrait vraiment servir les résidants.» – Émilie Trépy-Lecavalier.**

Pour Mme Trépy-Lecavalier, «la supposée mixité sociale» que le promoteur tente de faire miroiter dans sa stratégie d'inclusion est «très hypocrite». «On nous parle d'une trentaine de logements sociaux. Pour nous, ce sont des miettes. [...] Cette attitude-là ne sert qu'à justifier l'arrivée de personnes nanties, au détriment de personnes à faible revenu», lance-t-elle.

D'après les données du comité BAILS, la durée d'attente pour avoir accès à une habitation à loyer modéré (HLM) dans Hochelaga «est généralement de 7 à 10 ans», d'autant plus que le quartier «constitue l'un des derniers refuges pour les personnes utilisatrices de drogue et les travailleuses du sexe».

La vision du promoteur

Joint par *Métro*, le porte-parole d'OSHA Condos, Hugo Deschênes, assure que «la réponse du quartier à notre venue est très positive en général, le comité BAILS faisant exception». Il dit avoir tenu plusieurs rencontres pour «valider que notre offre correspondait aux attentes» de la communauté.

D'après lui, la clientèle acheteuse «provient en très grande majorité du quartier immédiat». «Nous avons planifié, suite aux rencontres, plus d'unités de 3 et 4 chambres dans les nouveaux blocs afin de répondre à la demande pour des unités abordables à vocation familiale», plaide le responsable. OSHA Condos dit vouloir espérer que le prix des logements libérés par les familles qui joindront ses nouveaux logements «suivent les règles d'augmentation du prix des loyers gérée par la Régie du logement», pour que le quartier puisse accueillir de nouveaux résidents.

Le promoteur dit aussi collaborer avec l'organisme Bâtir son quartier «pour la construction de logements communautaires» dans le projet. La livraison de celui-ci est prévue pour l'automne prochain, puis les espaces communautaires s'ajouteront en 2021.

OSHA Condos n'en est pas à sa première confrontation dans l'espace public depuis le lancement de son projet immobilier. À la fin janvier, plusieurs résidants s'étaient indignés d'une publicité du promoteur, dont le parallèle entre la symbolique des peuples autochtones et le projet de construction lui-même avait été fortement critiqué.

«Hochelaga. Osha AGA. Remarquable habitat», lisait-on sur ladite affiche promotionnelle dans le secteur. Le promoteur avait dit avoir choisi ces termes pour leur «signification historique». D'après l'entreprise, le nom «Hochelaga» serait un dérivé des termes Osha et Aga, «qui auraient été donnés par les autochtones à Jacques Cartier et à son équipage à leur arrivée». Une vision à laquelle plusieurs résidants s'étaient opposés. Ayant d'abord tenté de se défendre, le promoteur avait finalement choisi de retirer sa publicité, devant une opposition grandissante.

VICE

MONTREAL | Par **Samuel Daigle-Garneau** | 19 février 2019, 4:06pm

La résistance s'organise pour bloquer un mégaprojet de condos à Montréal

Le comité BAILS craint la construction de plus de 200 condos dans le secteur le plus défavorisé du quartier Hochelaga-Maisonneuve, et compte répliquer.



OSHA Condos, un important projet immobilier s'apprête à voir le jour dans Hochelaga-Maisonneuve. Le mégacomplexe du promoteur Groupe Altius comptera 208 unités et s'installera dans un secteur considéré comme le plus pauvre du quartier. En branle depuis maintenant quatre ans, OSHA Condos est dénoncé par plusieurs organismes communautaires, dont le **Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social** (BAILS).

Le porte-parole d'OSHA Condos, Hugo Deschênes, a assuré, au *Journal Métro*, que « la réponse du quartier à [leur] venue est très positive en général, le comité BAILS faisant exception ». Il a également ajouté avoir tenu plusieurs rencontres pour « valider que [leur] offre correspondait aux attentes » de la communauté.

Toutefois, les résidents se sont également exprimés au moyen d'une pétition du Comité BAILS exigeant qu'aucun condo ne soit construit sur le terrain de Goyette Auto, situé sur la rue Sainte-Catherine entre les rues Nicolet et Chambly (où se situe maintenant le bureau de vente d'OSHA Condos). Plus de 2000 noms ont été récoltés par cette initiative.

Les personnes qui s'opposent au projet croient qu'il aura des « conséquences énormes » sur le quartier : fermeture de commerces abordables et de maisons de chambres, reprise et conversion de logements locatifs en condo, hausse de loyer, nettoyage social dans les espaces publics, répression policière, etc.


Lire: Les policiers de Montréal ne veulent pas porter de caméra

C'est le cas de l'organisatrice communautaire du Comité BAILS, Émilie Trépy-Lecavalier, qui évalue la possibilité d'un départ forcé du quartier pour les locataires à plus faible revenu. « On comprend que, lorsqu'un quartier où il est généralement possible de se loger de manière réellement abordable devient plus tendance, il y a des hausses de loyer ou des reprises de logement. Des gens doivent donc quitter leur quartier ou encore déménager dans des logements qui ne conviennent plus à leurs besoins », explique-t-elle à VICE au téléphone.

Selon les chiffres du « dossier noir » du FRAPRU compilés par Statistique Canada, les loyers du quartier ont **augmenté de plus de 13 % entre 2006 et 2011**. Puis, **selon une étude de l'Institut national de recherche scientifique (INRS)**, plus de 800 logements ont été retirés du marché locatif du secteur d'Hochelaga-Maisonneuve en raison de conversions en condos ou de reprises par les propriétaires entre 2003 et 2014.

Comme premier effort, le BAILS a organisé, le 16 février dernier, un rassemblement populaire afin que ce mégacomplexe ne puisse pas voir le jour. La même journée, OSHA Condos célébrait l'ouverture officielle de son bureau de vente au coin des rues Nicolet et Sainte-Catherine.



Plusieurs dizaines – voire une centaine – de personnes s'y sont rassemblées. Sous le thème « OSHA Détruire un quartier – bloquons OSHA Condos », des membres d'organismes communautaires, des militants de tout acabit, des résidents d'Hochelaga-Maisonneuve et des quartiers avoisinants se sont réunis pendant près de trois heures.

Ils ont défilé dans les rues en scandant des slogans comme « Foutez le camp de notre quartier », rappelant que les promoteurs immobiliers n'y sont pas les bienvenus. Une manifestante avec une pancarte avec la question « Est-ce que je vais avoir un logement social avant de mourir? » a notamment retenu l'attention. Des organismes présents au rassemblement croient également à ces conséquences.

Pour **Dopamine**, qui travaille notamment avec les personnes en situation de précarité, ce genre de projet ne fait « qu'augmenter la stigmatisation et la répression sur les personnes qui habitent dans le quartier depuis des décennies », explique le représentant de l'organisme lors de la prise de parole.

Chez **Stella**, un organisme qui accompagne de son côté des travailleuses du sexe, on croit qu'un tel projet amènerait encore plus d'insécurité et de jugements vis-à-vis des femmes qui fréquentent les rues du voisinage. « C'est inacceptable que la Ville ait autorisé un projet comme ça. Il faut interpeller Valérie Plante et tous les autres élus qui ne sont pas présents aujourd'hui pour le remplacer par quelque chose de plus respectueux », tranche Sandra Wesley, directrice de **Stella**.


Lire: Le client que toutes les travailleuses du sexe craignent

Sur place, Émilie Trépy-Lecavalier, du Comité BAILS, en a profité pour distribuer des tracts concernant le projet d'opposition à des passants. Elle raconte que le commentaire qui revenait le plus souvent de leur part était qu'il y avait déjà trop de condos et que ce n'était pas le besoin principal d'Hochelaga-Maisonneuve. Une situation dont ont témoigné les voisins qui habitent en face du nouveau bureau de vente et qui ont installé une banderole devant chez eux disant « Stop OSHA Condos ». Ils sont sortis sur leur balcon à quelques reprises pour encourager la foule qui s'était déplacée.
Jusqu'à présent, le sud-ouest d'Hochelaga-Maisonneuve est le seul coin du quartier qui n'a pas encore été touché par l'embourgeoisement. Il n'existe actuellement aucun complexe de condos de cette ampleur dans le secteur. C'est ce qui inquiète d'autant plus les résidents du quartier.

« Nous, on croit beaucoup à la pression populaire. En ce moment, comme l'arrondissement a accepté le projet, OSHA Condos a tous les droits. Ce qui nous reste, c'est de montrer que les gens du secteur pensent qu'ils ne sont pas les bienvenus. C'est donc une mobilisation à moyen-long terme », a expliqué Émilie Trépy-Lecavalier, qui préfère garder secrètes les futures actions pour préserver l'effet de surprise. Le 4 mars prochain, une rencontre est organisée afin de discuter des activités qui seront menées afin de bloquer OSHA Condos.

Pour plus d'articles comme celui-ci, inscrivez-vous à notre infolettre.

Dès le lancement de sa campagne publicitaire, OSHA Condos a été critiqué pour des panneaux géants installés à plusieurs endroits dans Hochelaga-Maisonneuve et **a fait l'objet de multiples dénonciations sur les réseaux sociaux**. Les panneaux en question présentaient une illustration de la rencontre, en 1535, entre Jacques Cartier et le chef du village iroquois d'Hochelaga.
La Presse a révélé que cela a aussi suscité la grogne du Conseil mohawk de Kahnawake, puisque les condos OSHA ont baptisé leur projet en citant une histoire de l'ex-chef Billy Two Rivers. «This is wrong », a affirmé le chef Ross Montour du conseil de bande, qui considère qu'on utilise l'image de sa communauté pour faire la promotion de condos.

Le projet immobilier a depuis retiré sa campagne publicitaire.

LA PRESSE+

OPINION : PROJET DE STADE BASEBALL

LES GRANDS OUBLIÉS DU BASSIN PEEL

MON CLIN D'ŒIL

STÉPHANE LAPORTE
COLLABORATION SPÉCIALE

KARINE TRIOLLET
POUR ACTION-GARDIEN, LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE POINTE-SAINT-CHARLES

Ces derniers jours, Montréal s'enflamme à l'annonce du choix de l'emplacement du stade de baseball à Pointe-Saint-Charles.

Pour l'instant, les promoteurs ne demandent pas d'appui financier au gouvernement, mais la cession d'un vaste terrain fédéral de 900 000 pi^2 stratégiquement situé en bordure du bassin Peel. Le stade couvrirait un tiers du site, associé à un développement immobilier résidentiel privé sur les deux autres tiers. La question mérite d'être posée : est-ce qu'un des rares terrains publics encore disponibles à Montréal devrait servir à rentabiliser un projet privé, aux dépens des besoins urgents des ménages montréalais ?

Entendons-nous bien. Notre Corporation de développement communautaire, Action-Gardien, ne se prononce pas à cette étape-ci sur la venue d'un stade de baseball dans notre quartier ou ailleurs à Montréal. Il y a trop de questions sans réponses, en termes de financement, viabilité, emplacement, etc.

Nous affirmons par contre que tout projet implanté sur des terrains publics devra servir des intérêts collectifs.

Dans le contexte actuel d'embourgeoisement et de prolifération de tours à condos le long du canal de Lachine, l'utilisation de terrains publics pour des ensembles résidentiels au profit de promoteurs privés n'est pas une option.

POUR UN MILIEU INCLUSIF

Les terrains de la Société immobilière du Canada constituent une opportunité unique de développer un milieu de vie à vocation publique et collective. Récemment, dans le cadre de la Stratégie nationale du logement, le gouvernement fédéral a annoncé une initiative qui prévoit l'utilisation de terrains et bâtiments fédéraux excédentaires pour fin de logement abordable. Le Regroupement Information Logement et les organismes communautaires de Pointe-Saint-Charles appellent donc à se prévaloir de cette initiative pour la création d'un milieu de vie inclusif axé sur les besoins des ménages locataires, incluant logement social, infrastructures collectives et emplois locaux.

Malgré les bras ouverts des pouvoirs publics à l'annonce de l'emplacement privilégié pour le stade, certains ont appelé à la prudence quant à l'insertion du projet dans la trame urbaine et à la prise en compte des enjeux économiques et sociaux locaux. Mais de quelle trame urbaine parle-t-on ? Dans les récentes sorties publiques, promoteurs, médias, élus et analystes parlent du bassin Peel, de la proximité du centre-ville, de la future station du REM, de Griffintown, sans aucune mention de notre communauté.

Pointe-Saint-Charles et sa population sont les grands absents de l'équation.

La Ville a déjà annoncé une planification de Bridge-Bonaventure, vaste secteur qui inclut le site convoité pour le stade. Nous nous préparons activement à y participer sur la base d'un projet citoyen défini avec la population du quartier. Plusieurs balises nous guident dans l'élaboration de notre ambitieux projet : un milieu de vie collectif sur les terrains publics, la consolidation de zones d'emploi, la reconnexion en transport actif avec le quartier habité et le centre-ville, l'élimination de la circulation de transit, des accès au fleuve Saint-Laurent, la valorisation du riche patrimoine de ce secteur historique de Montréal.

Bridge-Bonaventure fait partie intégrante de Pointe-Saint-Charles, quartier ouvrier en transformation qui subit de plein fouet les impacts d'un mode de développement axé sur le résidentiel privé de part et d'autre du canal de Lachine, déconnecté de la réalité d'une population qui vit un sentiment croissant de dépossession et d'exclusion. Nous sommes déterminés à faire en sorte que les derniers terrains vacants de notre quartier soient développés selon une planification et une vision globale des enjeux tant locaux que métropolitains, et en réponse aux intérêts collectifs des Montréalais. Il est temps de mettre la population et nos quartiers au centre de l'équation.

HUFFPOST

EDITION QC



Alexandre Cadieux
Organisateur communautaire

Démolition d'immeubles devant le nouveau campus de l'UdM: l'intérêt public mis à mal dans Parc-Extension

10/03/2019 06:00 EDT |

Malgré une large mobilisation de résidents qui s'inquiètent de l'impact d'embourgeoisement du projet, la majorité des élus a autorisé la démolition des immeubles. Une décision qui révèle une conception déplorable de l'intérêt public.

Le vendredi 22 février, les élus de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel-Parc-Extension ont voté à quatre voix contre une pour l'octroi de permis de démolition pour les immeubles situés au 891-893 et 925 Beaumont. Le promoteur immobilier a fait savoir qu'il compte y construire de nouveaux logements destinés à une clientèle étudiante. Malgré une large mobilisation de résidents qui s'inquiètent de l'impact d'embourgeoisement du projet dans Parc-Extension, la majorité des élus l'a jugé conforme à l'intérêt public et a autorisé la démolition des immeubles. Une décision qui révèle une conception déplorable de l'intérêt public.



ALEXANDRE CADIEUX

L'un des deux bâtiments voués à être démolis, soit le 925 Beaumont.

Pourquoi s'opposer à la démolition de ces immeubles?

De nombreux indices laissent croire que le prix des loyers des nouveaux logements construits sur ce terrain risque d'excéder largement le loyer moyen des appartements environnants. Dans cette éventualité, le projet immobilier en question contribuerait considérablement à l'embourgeoisement de l'un des quartiers les plus pauvres au Canada, où 40% des ménages locataires consacrent plus de 30% de leur revenu aux dépenses de logement (données provenant de commandes spéciales du FRAPRU à Statistique Canada dans le cadre du Recensement de 2016).

D'abord, la nature et l'emplacement du projet immobilier qui fera suite à la démolition: 39 logements «destinés à une clientèle étudiante» et 20 places de stationnement souterrain dans un immeuble situé directement en face du nouveau campus de l'Université de Montréal et juste à côté de la station de métro Acadie.

Malheureusement pour les résidents moins fortunés de Parc-Extension, les chances sont bonnes qu'une telle offre de logement sur le marché privé leur soit tout à fait inaccessible. Au-delà de l'attrait pour ce projet particulier, des enquêtes menées par Radio-Canada en 2015 et *Les Affaires* en 2018 montrent que les données disponibles sur le site d'annonces en ligne Kijiji «permettent de mesurer l'impact des condos neufs sur les loyers et de constater que les logements affichés sont de 20% plus chers que la moyenne des appartements déjà occupés».

Enfin, puisqu'il s'agira d'un immeuble nouvellement construit, ces appartements ne seront soumis à aucune règle de contrôle des loyers pendant leurs cinq premières années d'existence. L'article 1955 du Code civil du Québec prévoit en effet que lors de cette période il ne sera pas possible pour les locataires de refuser les hausses de loyer proposées par le propriétaire tout en demeurant dans leur logement.



COURTOISIE

Image du projet qui nous a été fournie par l'arrondissement, pour présenter le nouvel immeuble projeté sur la rue Beaumont.

Dans ce contexte, les opposants au projet ont de bonnes raisons de croire que le prix du loyer pour un 3½ dans ce nouvel immeuble sera beaucoup plus élevé que le loyer moyen pour ce type de logement, établi à 601$ en 2018 dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel-Parc-Extension. C'est pourquoi ils sont d'avis que la Ville aurait dû acquérir les bâtiments et les terrains afin de les réserver pour en faire du logement social, une mesure d'ailleurs revendiquée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) ainsi que par une centaine de groupes et organismes de Montréal.

> “
> À défaut d'être arrivé à les acquérir, l'arrondissement doit au moins refuser la démolition, puisque celle-ci permettra la construction de logements qui risquent fort d'être inabordables et de favoriser l'embourgeoisement toujours plus rapide du quartier.

Dans ce contexte, les opposants au projet ont de bonnes raisons de croire que le prix du loyer pour un 3½ dans ce nouvel immeuble sera beaucoup plus élevé que le loyer moyen pour ce type de logement, établi à 601$ en 2018 dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel-Parc-Extension. C'est pourquoi ils sont d'avis que la Ville aurait dû acquérir les bâtiments et les terrains afin de les réserver pour en faire du logement social, une mesure d'ailleurs revendiquée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) ainsi que par une centaine de groupes et organismes de Montréal.

> À défaut d'être arrivé à les acquérir, l'arrondissement doit au moins refuser la démolition, puisque celle-ci permettra la construction de logements qui risquent fort d'être inabordables et de favoriser l'embourgeoisement toujours plus rapide du quartier.

Si son issue est malheureuse, cette contestation aura au moins permis de clarifier ce en quoi consiste l'intérêt public pour les élus de Parc-Extension. Puisque la mairesse est la seule à s'être opposée à la démolition, on en conclut que pour les autres membres du conseil, il est d'intérêt public de permettre la construction de logements «destinés à une clientèle étudiante» qui seront fort probablement complètement hors de prix pour l'immense majorité des résidents de Parc-Extension.

Clientèle étudiante ou pas, plusieurs éléments portent à croire que ces nouveaux appartements sont destinés à accueillir des gens relativement fortunés qui souhaitent s'installer dans un quartier de plus en plus à la mode... Il s'en trouvera peu pour contester qu'il s'agit là d'un exemple typique d'embourgeoisement des quartiers centraux de Montréal.

Malgré tout, les conseillers Mary Deros et Sylvain Ouellette ont tenu à souligner que ces nouveaux logements seront bénéfiques aux habitants actuels de Parc-Extension, puisqu'ils allégeront la pression sur le parc locatif occasionnée par l'arrivée de nouveaux résidents dans le quartier*.

> Selon cette vision de l'intérêt public, il serait dans l'intérêt de tous, même celui des moins nantis, de construire des logements qui permettront à une future clientèle plus fortunée de venir se loger dans des quartiers populaires.

Nous déplorons une telle conception du bien commun et nous nous inquiétons que la plupart de nos élus semblent confondre l'intérêt des promoteurs immobiliers avec celui des résidents de Parc-Extension.

**L'auteur a assisté à l'ensemble des séances du comité de démolition et du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel-Parc-Extension traitant de l'octroi du permis de démolition des immeubles: le 6 décembre 2018 et les 5 et 22 février 2019.*

HUFFPOST
EDITION QC



Par Olivier Robichaud

POLITIQUE 13/03/2019 17:06 EDT | **Actualisé** 13/03/2019 17:06 EDT

Fonds pour le logement: 85% des contributions reçues par Montréal n'ont pas été dépensées

Chaque arrondissement n'a accès qu'à une partie de la somme, ce qui limiterait la capacité à investir rapidement.

La vaste majorité des 19,6 M$ versés jusqu'à présent dans un fonds pour les logements sociaux n'a jamais été utilisée par la Ville de Montréal. En 2018, moins de 10% des contributions reçues par les promoteurs immobiliers ont été utilisées.

En 2012, l'administration de l'ex-maire Gérald Tremblay a créé le Fonds de contribution à l'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels. Ce fonds reçoit des dons de la part de promoteurs qui souhaitent créer des projets résidentiels sans y ajouter de logements sociaux ou abordables.

En 2018, près de 6,8 M$ ont été reçus par la Ville de Montréal dans le cadre de telles ententes avec les promoteurs, selon les documents soumis au comité exécutif mercredi. En contrepartie, seulement 577 431$ ont été dépensés dans un seul projet. À cela s'ajoutent deux subventions totalisant 420 000$ qui sont approuvées, mais qui n'ont pas encore été versées.

L'année précédente, des contributions totalisant 5,2 M$ ont été reçues et rien du tout n'a été dépensé.

Depuis le début du programme, seulement 2,8 M$ des 19,6 M$ versés dans ce fonds ont été utilisés pour créer des logements sociaux ou abordables.

> «Il va falloir utiliser ces sommes le plus vite possible parce que besoins sont vraiment criants à Montréal. On est en crise de logement actuellement.»
>
> — Céline Magontier, responsable des dossiers montréalais au FRAPRU

Enveloppe fortement divisée

En date du 31 décembre dernier, la Ville de Montréal avait donc théoriquement accès à une enveloppe de presque 17 M$ pour compléter le financement du logement social. Mais la réalité est beaucoup plus contraignante, puisque les contributions reçues dans un arrondissement restent dans cet arrondissement.

Chacun des 19 arrondissements n'a donc accès qu'à une partie de la somme totale. Ce qui signifie que certains d'entre eux doivent accumuler plus longtemps avant d'avoir suffisamment d'argent pour financer un projet.
À Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, par exemple, on n'avait accès qu'à la maigre somme de 63 500$ en date du 31 décembre. Le Sud-Ouest, à l'inverse, avait plus de 7 M$.

Au cabinet de la mairesse Valérie Plante, on souligne que l'achat de terrains nécessite des sommes importantes.

Le Fonds de contribution à l'inclusion de logements abordables n'est pas la seule source de financement dont dispose la Ville de Montréal pour créer de nouvelles unités.
Le budget 2019 prévoit un transfert gouvernemental de 11,3 M$ spécifiquement pour le logement social et abordable par le biais du programme AccèsLogis. Une autre somme de 89,9 M$ sera transférée sans conditions et peut être utilisée selon les priorités de la Ville.
L'an dernier, l'ancien gouvernement libéral a également approuvé un transfert ponctuel de 22 M$ pour terminer le financement d'unités prêtes à construire.

Céline Magontier, du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), estime qu'il est nécessaire que les fonds soient divisés selon les quartiers afin de refléter les différentes réalités de Montréal. Elle aimerait toutefois voir un programme qui permette de décaisser plus vite.

«Il faut que le Fonds soit utilisé. On veut plus de logements sociaux», dit-elle.

Changements importants à venir

Selon le cabinet de Mme Plante, des changements pourraient arriver avec le nouveau règlement sur les logements sociaux. Ce règlement imposera notamment l'obligation d'inclure 20% de logements sociaux, 20% de logements abordables et 20% de logements familiaux dans les projets résidentiels.

«Le fonctionnement du fonds [...] fait partie des éléments de réflexion en cours», affirme l'attachée de presse de la mairesse, Geneviève Jutras.

Mme Plante a d'ailleurs annoncé mercredi que l'avis de motion en vue d'adopter ce règlement sera présenté au conseil municipal dès la séance du 15 avril. Des consultations publiques seront tenues au printemps en vue d'une adoption finale en novembre 2019.

Le règlement entrerait en vigueur en janvier 2021.

Nette amélioration des investissements

Malgré la sous-utilisation du Fonds de contribution, la Ville de Montréal accélère la cadence dans le financement et la construction des logements sociaux et abordables.

Comme nous le rapportions en octobre dernier, l'administration Plante a financé la construction de 805 nouvelles unités de logement social pendant la première année de son mandat. Sous l'ancien maire Denis Coderre, la cadence était d'environ 590 par année.

Rappelons qu'en vertu du «Réflexe Montréal», la métropole est désormais maître du dossier de l'habitation sur son territoire. Le gouvernement du Québec lui verse les sommes prévues à cet effet.

MONTREAL | Par Ariane Labrèche | 28 mars 2019, 12:07pm

Des proprios d'appartements montréalais se croient au-dessus de la loi

Pas de couple, pas de colocation, pas d'enfants, pas d'animaux, pas d'étrangers et pas d'étudiants.

Vous pensez avoir tout ce qu'il faut pour mettre la main sur un appartement à Montréal? Pensez-y deux fois. Avec une grave pénurie de logements locatifs qui affecte la métropole, des propriétaires se gênent de moins en moins pour discriminer lors du choix de leurs locataires.

Après avoir entendu des histoires louches de la part de plusieurs personnes qui se cherchaient un appartement autour de moi, j'ai décidé de voir si le phénomène était vraiment répandu, ou anecdotique. J'ai mis en ligne une annonce sur Kijiji qui demandait à des gens qui pensaient avoir été victimes de discrimination de la part de propriétaires de m'envoyer un courriel.



Je ne m'attendais pas à grand-chose, mais soudainement, ma boîte courriel a pris en feu. Une trentaine de témoignages de gens âgés de 20 à 35 ans, fatigués, exaspérés et à bout de ressources me sont tombés dans les mains. L'annonce a été lue près de 3000 fois en seulement deux jours.

Parmi les raisons invoquées par des propriétaires pour rejeter la candidature de futurs locataires, on recense : pas de couple, pas de colocation, pas d'enfants, pas d'animaux, pas d'étrangers et pas d'étudiants. On compte même des gens qui se sont fait refuser un appartement parce que leur emploi était trop récent, ou parce qu'ils n'ont pas voulu transmettre des renseignements personnels.

Description

Très beau 5 1/2, haut de duplex
Très beau 5 1/2 situé dans le haut d'un duplex Près de l'hôpital Santa Cabrini et de tous les services Idéal pour couple retraité
Disponible pour le 01 juillet 2019
Les coûts d'électricité ne sont pas inclus. (Moyenne d'environ 110$ par mois avec plan annuel)

Description

5 1/2 renové a St-Leonard - 2ieme etage, disponible pour le 1e avril. Renové, air-climatisé murale, tranquil.
Preferable personne seule ou couple avec emploi ou retraité, dans un bon secteur et pres de tous les services
1300.00/mensuel
514-894 4040

Une femme nommée Isabelle* m'a même avoué : « Je suis en burnout de recherche de logements. Je suis au bout du rouleau. »

On frôle la crise

Ce n'est pas qu'une impression : il est beaucoup plus difficile de trouver un appartement à Montréal qu'auparavant. Le taux d'inoccupation des logements locatifs de la région métropolitaine de recensement de Montréal (RMR), qui correspond à la région du Grand Montréal, est passé à 1,9 % en 2018, selon les données de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Taux d'inoccupation des logements locatifs de la RMR de Montréal	
2018	1,9 %
2017	2,8 %
2016	3,9 %
2015	4,0 %
2014	3,4 %
2013	2,8 %
2012	2,8 %
2011	2,5 %
2010	2,7 %
2009	2,5 %

Loyer moyen d'un logement dans la RMR de Montréal	
2018	796 $
2017	766 $
2016	760 $

La SCHL considère que pour avoir un marché équilibré, le taux d'inoccupation doit être à 3 %. Or, les chiffres sont encore plus alarmants dans les quartiers centraux. Le taux d'inoccupation des logements locatifs privés est de 1,5 % dans Le Plateau-Mont-Royal et à 0,7 % dans Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Pour l'organisme, l'accès tardif à la propriété des jeunes, l'arrivée d'immigrants et de réfugiés ainsi que la présence de plusieurs étudiants étrangers est à l'origine du problème. Le rôle des plateformes locatives de courte durée comme Airbnb n'est pas négligeable.

Selon une étude du professeur David Wachsmuth et du groupe de recherche Urban Politics and Governance Research Group School of Urban Planning de l'Université McGill, **ce sont potentiellement 6900 logements entiers qui ont été perdus à Montréal**. Selon la même enquête, 69 % des annonces mises en ligne sur la plateforme Airbnb à Montréal entre mars 2017 et mars 2018 offraient des logements entiers.



Lire: La résistance s'organise pour bloquer un mégaprojet de condos à Montréal

« En ce moment, on parle d'une pénurie de logements dans le grand Montréal, et ce que ça crée, ce sont des loyers qui augmentent dramatiquement et une hausse de la discrimination qui affecte toutes les catégories sociales », explique Céline Magontier du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), un regroupement national pour le droit au logement.

Selon elle, on pourra savoir si 2019 sera une année de crise seulement en juillet, lorsque certains ménages se retrouveront possiblement à la rue.

Toute une surprise attend donc les personnes en quête d'un logement cette année. Ç'a été le cas d'Andy St-Louis, une jeune musicienne qui s'est mise à la recherche d'un appartement en janvier. Découragée par le prix des loyers et le peu d'offres qui pouvaient lui convenir, l'artiste a canalisé son angoisse dans ce qu'elle fait de mieux. La chanson qu'elle a écrite sur sa recherche d'un logement est vite devenue virale et son vidéoclip maison a été vu plus de 75 000 fois.

Sous les dizaines de partages, certains commentaires de la part de propriétaires ont vite attiré son attention. « Certains d'entre eux disaient carrément qu'ils ne loueraient jamais d'appartement à une musicienne, parce que ça fait beaucoup trop de bruit. Même que deux d'entre eux me l'ont dit directement quand je les ai contactés, raconte-t-elle, avec un grand sourire incrédule. Jamais je ne pensais que ma vidéo me nuirait! »

L'artiste a fini par trouver la perle rare, mais s'est sentie obligée de cacher son métier à sa nouvelle propriétaire. « J'avais juste trop peur de me faire refuser à cause de ce que je fais dans la vie », lâche-t-elle.

« J'aime pas les étrangers »

Elle n'est pas seule à sentir qu'elle doit mentir. Parmi les témoignages reçus, Gabriel, un Montréalais de 27 ans, a senti que c'était préférable de visiter des appartements en prétendant que sa future coloc était sa blonde. C'est une manière de plaire aux propriétaires qui lui disent ouvertement ne pas vouloir de colocation, et de s'éviter des problèmes, car Gabriel a en fait un chum.

« On a refusé ma candidature parce que j'étais barmaid, même avec un excellent salaire et de bonnes références de crédit! » raconte quant à elle Julie, par l'intermédiaire de Kijiji.

« Mon conjoint est martiniquais. Il est allé faire une visite seul, et quand j'ai rappelé le propriétaire pour organiser un nouveau rendez-vous pour que je puisse moi aussi voir le logement, il m'a dit qu'il avait trouvé deux couples de « QUÉBÉCOIS » et que ça serait donc difficile pour nous de venir visiter », raconte Chloé, 30 ans, chargée de recrutement et de projets marketing.


Lire: Des locataires nous confient la pire chose qu'ils ont faite à leur appartement

Refuser un logement à un futur locataire à cause de sa situation conjugale, familiale ou de sa couleur de peau est pourtant illégal, selon les Chartes canadienne et québécoise des droits et libertés.

Le hic, c'est que les propriétaires peuvent facilement le faire et la Régie du logement a les mains liées.

« La Régie n'a autorité qu'une fois que le bail est signé », souligne Alexandre Cadieux, organisateur communautaire au Comité d'action de Parc-Extension, un organisme qui travaille à l'amélioration des conditions de logements des résidents les plus démunis du quartier.

Or, la majorité des personnes victimes de discrimination ne verront jamais la couleur d'un bail. Et certains propriétaires le savent. « Les propriétaires les plus malins ne vont jamais clairement refuser un logement parce qu'une personne a des enfants ou est un immigrant, poursuit Alexandre Cadieux. Le seul recours face à de la discrimination est à la Commission des droits de la personne, et c'est au plaignant de prouver qu'il y a bel et bien eu discrimination. C'est un recours inefficace. »

Si un propriétaire a laissé des preuves suffisantes, le plaignant aura peut-être droit à une compensation financière. Sauf que le problème reste entier : le recours ne donne pas accès à un logement.

Et même s'il y a matière à faire une plainte à la Régie, beaucoup de locataires n'osent pas le faire. « Quand tu cherches un appartement depuis des mois, tu es tellement content de l'avoir que tu ne veux pas entrer en conflit avec la personne qui le possède », souligne Martin Gallié, professeur et vice-doyen aux études à la Faculté de science politique et de droit de l'Université du Québec à Montréal et spécialiste en droit du logement.

Mise au courant de l'existence de tels comportements, l'Association des propriétaires du Québec (APQ) dénonce ces pratiques. « Une telle discrimination n'est aucunement tolérée chez nous. Évidemment, les propriétaires ne vont pas nous appeler pour se vanter qu'ils pratiquent une telle discrimination, mais je continue de croire que ça demeure marginal dans le marché », affirme Martin Messier, le président de l'APQ.


Lire: À Berlin, deux sans-abri ont trouvé un appartement sur eBay

Ce dernier insiste aussi sur l'efficacité des recours à la Commission des droits de la personne. « Le fait que les propriétaires soient au courant qu'un tel organisme existe et fait des sanctions a clairement un effet sur le marché. On parle quand même ici de 30 cas sur les 1,2 million de logements au Québec », minimise-t-il, quand on lui mentionne la trentaine de témoignages reçus.

Ce n'est toutefois pas parce que les plaintes sont peu nombreuses que le problème est marginal, selon Martin Gallié. « S'il y a 100 plaintes par année à la Commission des droits de la personne, c'est le bout du monde! Sérieusement, qui a les capacités et le temps de porter plainte? s'interroge le professeur. C'est un contentieux complexe de formuler une plainte à la Commission ou à la Régie, les locataires ne sont pas des juristes. Dès qu'ils ont les moyens, c'est plus simple de juste changer de logement. »

En plus de se faire refuser un logement pour ce qu'elles sont, plusieurs personnes se butent à des refus quand elles sont confrontées à des propriétaires inquisiteurs. En effet, plusieurs propriétaires exigent désormais des informations personnelles qui dépassent de loin le cadre légal, comme le numéro d'assurance sociale, le numéro de passeport, un talon de paie, ou même un numéro de carte de crédit.

« C'est beaucoup d'informations qui suffiraient à faire un vol d'identité. On ne connaît pas les proprios et ce qu'ils font avec tout ça! Durant mes visites, ils me faisaient de la pression pour donner tous les renseignements, et si je ne voulais pas, l'appartement allait être loué dans la journée de toute façon », raconte Gabriel.

Si cela se produit, on peut toujours s'adresser à la Commission d'accès à l'information, puisque cela constitue une atteinte à la vie privée.

Encore une fois, le problème persiste : le recours ne donne pas accès à un logement.

Pas d'enfants s.v.p.

Arrivée en juillet 2018 dans son nouveau logement, Diane Joseph, une mère de 32 ans, doit déjà faire ses boîtes. Le 2 mars dernier, son propriétaire l'a avisée qu'il allait reprendre le logement. Selon la loi, la date limite pour faire part d'une telle reprise est le 31 mars de l'année précédente.

Ce sera un deuxième déménagement en trois ans pour Diane, son conjoint et leurs deux enfants âgés de 3 et 2 ans. Pourtant, celle-ci n'ose pas porter plainte à la Régie.

« Il y a des travaux à faire ici, mais c'était quand même très bien. Dans notre ancien logement, au sous-sol, il y avait toujours de l'air froid qui rentrait, et les enfants étaient toujours malades l'hiver. J'avais vraiment l'impression que notre vie allait se placer ici, mais là, on doit déjà tout recommencer », relate celle qui travaille comme éducatrice en garderie.


Lire: Dix questions à une maman polyamoureuse

Les recherches sur Kijiji ont rajouté une couche de stress sur les épaules de la mère de famille de 32 ans. « Les propriétaires ne sont pas réceptifs aux familles. Ils cherchent des personnes seules ou des couples pour des cinq et demie ou des six et demie, comment c'est possible? Dès qu'on dit qu'on est quatre personnes, on ne se fait pas rappeler, raconte Diane Joseph. Dès qu'il est écrit que c'est pour un locataire silencieux, je ne prends même plus la peine d'appeler. »

Pourtant, les familles sont une clientèle idéale pour les propriétaires, selon le président de l'APQ, Martin Messier. « Je vois mal comment un propriétaire pourrait concevoir que ça puisse être négatif pour son immeuble. Les familles

sont une clientèle très stable et il n'est pas normal que certains propriétaires montrent une telle intolérance face au quotidien normal des enfants », croit-il.

Qu'est-ce qu'on fait?

Le portrait semble sombre, mais plusieurs solutions sont envisageables. La Ville de Montréal a par exemple mis de l'avant en 2016 sa Stratégie d'inclusion de **logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels**, qui vise à obliger les promoteurs à inclure 15 % de logements sociaux et 15 % de logements abordables dans leurs projets. « C'est un début de réponse au phénomène, mais juste à Montréal, on compte 23 000 ménages en attente d'un logement social. Ça veut dire 23 000 ménages qui se qualifient pour le logement social, c'est énorme », souligne Céline Magontier du FRAPRU.

Le président de l'APQ ne croit toutefois pas que **des logements sociaux fassent partie de la solution**. « Les coûts du logement social seraient beaucoup trop élevés, et je ne pense pas que ça soit le rôle du gouvernement d'être un locateur, sauf pour des besoins très spécifiques. Pour le reste, l'offre de services est bien couverte par les propriétaires privés », soutient Martin Messier.

Pour l'APQ, la réponse passe plutôt par de la formation supplémentaire. « Je crois qu'il faut que les propriétaires soient mieux informés de la réalité des familles et de leurs obligations morales et légales », affirme-t-il.

Selon le professeur Martin Gallié, le marché privé est pourtant incapable de répondre à la demande de logements. « C'est pour ça que je ne pense pas qu'on soit en contexte de crise en ce moment, parce qu'une crise, c'est une situation exceptionnelle. Depuis 150 ans, il y a toujours entre 5 % à 15 % de la population qui ne peut pas payer son loyer. C'est un problème structurel, qui découle directement des choix politiques des gouvernements », martèle-t-il.

> ***Pour plus d'articles comme celui-ci, inscrivez-vous à notre infolettre.***

En attendant l'ajout de logements sociaux, le gouvernement devrait se préparer à une situation grave le 1er juillet prochain. « Plusieurs facteurs en ce moment ressemblent drôlement à ceux de 2001, l'année de la dernière grande crise du logement à Montréal. À l'époque, plusieurs personnes, dont des familles, se sont retrouvées à la rue. Comment ça se fait qu'on a des mesures d'urgence en cas de catastrophe naturelle, mais que, lorsque des gens se retrouvent dans une situation similaire, qui a été créée de toutes pièces par les gouvernements, rien n'est fait? s'interroge Céline Magontier. Comment une province peut-elle laisser des enfants à la rue? C'est aberrant. »

En voyant la date butoir fatidique se rapprocher, certains jeunes adultes pensent s'en remettre à la solution Tanguy. « J'ai baissé mes critères de sélection, je suis prête à accepter des loyers plus hauts et des logements moins adéquats. On trouvera, si Dieu le veut… mais sinon, je devrai peut-être retourner à Laval, chez mes parents », laisse tomber Diane Joseph, en jetant un regard triste sur l'appartement qu'elle doit déjà quitter.

LE JOURNAL DE MONTRÉAL

Westmount: des locataires dénoncent le promoteur Hillpark Residential

24HEURES

GUILLAUME PELLETIER
Jeudi, 4 avril 2019 19:36
MISE À JOUR Jeudi, 4 avril 2019 19:36



GUILLAUME PELLETIER/24 HEURES/AGENCE QMI

WESTMOUNT | Une cinquantaine de locataires ont manifesté devant les bureaux du promoteur immobilier Hillpark Residential jeudi après-midi afin de protester contre les menaces d'éviction dont ils se disent victimes.

Une quinzaine d'entre eux ont pris d'assaut les bureaux du promoteur Hillpark afin de se faire entendre. Les policiers ont dû intervenir à l'intérieur de l'édifice de la rue Sherbrooke Ouest et ont escorté les manifestants à l'extérieur après une quinzaine de minutes.

Les locataires rencontrés sur place expliquent que le promoteur immobilier tente de se débarrasser d'eux afin de transformer les logements en loft pour faire davantage d'argent. Certains d'entre eux ont reçu des sommes jugées ridicules afin de quitter alors que d'autres se sont fait menacer de coupure d'eau.

«On est en situation de crise, il n'y a pas assez d'appartements abordables à Montréal dans le Sud-Ouest. Là, il y a cinq appartements qui sont vides depuis plusieurs mois, ça n'a aucun bon sens», a déploré Rebecca Bain, locataire d'un logement sur la rue du Collège. Cette dernière indique avoir reçu au mois d'octobre un téléphone d'un représentant du promoteur Hillpark Residential lui mentionnant de quitter son logement. «Ce n'était pas une question, mais c'était un fait accompli», a-t-elle indiqué. Cette dernière n'a jamais bronché et a tenu tête au promoteur.

Andrée Cadieux demeure depuis 59 ans dans le quartier Saint-Henri et occupe le même logement depuis 25 ans.

«Il (le promoteur) n'arrête pas de vider nos logements et il ne les reloue pas. Il y a 12 logements sur 43 qui sont vides depuis février», a-t-elle dit.

Jeremy Kornbluth, l'un des actionnaires d'Hillpark Residential, n'avait pas répondu à notre demande d'entrevue en début de soirée jeudi.

métro

Sud-Ouest 09:57 5 avril 2019 By: Frédéric Lacroix-Couture

Occupation des bureaux d'une firme immobilière contre la gentrification de Saint-Henri



Photo: Voix Pop – Josie Desmarais

Des militants pour le droit au logement ont occupé, jeudi après-midi à Westmount, les bureaux de l'entreprise Hillpark Residential qui souhaite évincer des locataires de Saint-Henri. Ils dénoncent l'attitude du promoteur qui, selon eux, a recours aux menaces pour pousser les résidents à résilier leurs baux afin de rénover les lieux.

Une quinzaine de personnes sont entrées dans les locaux de la firme immobilière pendant qu'une dizaine d'autres manifestaient devant l'immeuble de la rue Sherbrooke Ouest.

L'occupation à l'intérieur a duré environ 40 minutes durant lesquelles des slogans ont été scandés, mentionne l'organisateur communautaire chez POPIR-Comité logement, Olivier Prud'homme-Richard. Un discours a aussi été prononcé pour expliquer les revendications auprès des employés présents. Le Service de police de la Ville de Montréal est intervenu pour sortir les manifestants.

Ceux-ci souhaitent faire reculer le projet de transformation d'Hillpark Residential. La compagnie a mis la main sur quatre immeubles des rues Saint-Augustin, Saint-Philippe, du Collège et Saint-Antoine Ouest, l'automne dernier. La plupart des unités sont occupées par des ménages à faibles revenus.

Depuis l'achat des 43 appartements, les locataires sont menacés d'être chassés de leur logement. Certains sont partis, mais plusieurs refusent de quitter.

«Ça fait 25 ans que je vis là. Mon garçon est né là et il ne veut pas partir non plus, soutient Andrée Cadieux. Je suis dans mon quartier, je suis venu au monde à Saint-Henri et je travaille à l'école du quartier. Pourquoi je partirais? Pour que le monsieur loue mon appartement 2000$?».

Elle s'inquiète pour les familles qui pourront avoir du mal à trouver des logements abordables assez grand alors que le taux d'inoccupation est très bas.

Locataire dans l'un des immeubles depuis 2017, Rebecca Bain indique que les logements ont été rénovés il y a deux ans. «J'aime mon appartement, tout fonctionne. Je sais que je ne vais pas trouver quelque chose de semblable ailleurs. Je trouve que j'ai le droit de rester. Ils font tout pour nous évincer de manière illégale. Ils nous disent de quitter au milieu de notre bail», expose-t-elle.

Harcelants

Aucun des résidents n'a reçu encore d'avis d'éviction, mais selon le POPIR-Comité logement, l'entreprise utilise des méthodes harcelantes.

«Ils les appellent à répétition. Les promoteurs leur offrent des sommes d'argent dérisoires pour partir et ils se moquent d'eux quand ils contestent leur augmentation de loyer, résume l'organisatrice communautaire, Sandrine Belley. Dans un logement vacant, il laisse pourrir les poubelles. Ils refusent de parler en français aux locataires francophones.»

Elle dénonce le fait que le propriétaire laisse vacant une douzaine de loyers alors qu'une crise du logement pourrait bientôt servir à Montréal.

À l'heure actuelle, Hillpark Residential n'aurait toujours pas obtenu de permis de l'arrondissement du Sud-Ouest pour des travaux d'agrandissement ou de subdivision.

Les deux associés de la compagnie immobilière, Jeremy Kornbluth et Brandon Shiller, n'ont pas retourné nos appels. Les employés présents dans les bureaux, jeudi, n'ont pas voulu commenter la situation.

Harcelants

Aucun des résidents n'a reçu encore d'avis d'éviction, mais selon le POPIR-Comité logement, l'entreprise utilise des méthodes harcelantes.

«Ils les appellent à répétition. Les promoteurs leur offrent des sommes d'argent dérisoires pour partir et ils se moquent d'eux quand ils contestent leur augmentation de loyer, résume l'organisatrice communautaire, Sandrine Belley. Dans un logement vacant, il laisse pourrir les poubelles. Ils refusent de parler en français aux locataires francophones.»

Elle dénonce le fait que le propriétaire laisse vacant une douzaine de loyers alors qu'une crise du logement pourrait bientôt servir à Montréal.

À l'heure actuelle, Hillpark Residential n'aurait toujours pas obtenu de permis de l'arrondissement du Sud-Ouest pour des travaux d'agrandissement ou de subdivision.

Les deux associés de la compagnie immobilière, Jeremy Kornbluth et Brandon Shiller, n'ont pas retourné nos appels. Les employés présents dans les bureaux, jeudi, n'ont pas voulu commenter la situation.

métro

Pointe-Aux-Trembles & Montréal-Est 16:46 5 avril 2019 By: Amélie Gamache

Dur temps pour les locataires de l'Est



L'auteur de l'étude souligne que la proportion de locataires montréalais est plus élevée chez les jeunes d'aujourd'hui que chez ceux du même groupe d'âge, il y 5 ans. Alors que chaque recensement montrait un taux de propriété pour les 18-34 ans qui augmentait par rapport au précédent exercice, la tendance s'est inversée depuis 2016. *Photo: **Messager Lachine & Dorval – Archives***

Dans l'est de Montréal, la moitié des locataires vivent seuls, et plus du tiers des ménages doivent se débrouiller avec un revenu de moins de 30 000$. Le très bas taux d'inoccupation du parc locatif laisse de plus présager une « pénurie critique », selon plusieurs organismes de lutte pour le droit au logement.

Le profil du locataire type montréalais, tel que présenté dans la nouvelle étude de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) publiée le mercredi 3 avril, montre un portrait relativement semblable dans tous les secteurs de l'île.

La majorité des locataires de la grande région de Montréal sont des personnes vivant seules, et dans 60 % dans le cas, avec des revenus inférieurs à 50 000$, selon l'auteur de l'étude, Francis Cortellino.

> **« Ce qui a été surprenant, c'est de voir à quel point le portrait est homogène. Partout, on voit une majorité de gens seuls, à faible revenu. Aucun secteur ne se démarque. » – Francis Cortellino, auteur de l'étude de la SCHL**

La pauvreté est toutefois un peu plus criante à Montréal-Nord, où plus de 40% des ménages vivent avec des revenus inférieurs à 30 000$, alors que la moyenne montréalaise avoisine 36%. Les autres arrondissements de l'Est se situent autour de la moyenne montréalaise.

Les données indiquent également que les ménages locataires ayant de faibles revenus déménagent un peu moins que les autres ménages. S'ils le font, 92 % des locataires de la ville de Montréal aux revenus inférieurs à 30 000 $ demeurent dans le même secteur.

Une situation qui confirme la volonté de ces ménages de demeurer dans leurs quartiers, mais que la gentrification, doublée de la pénurie actuelle rend de moins en moins possible, selon la porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), Véronique Laflamme. « Cela exerce de la pression sur les quartiers moins chers », déplore-t-elle. Les locataires qui y sont déjà veulent rester, mais ils doivent rivaliser avec ceux qui ont un peu plus de moyens financiers et qui fuient les quartiers où les loyers sont devenus trop élevés. La tendance, déjà bien entamée à Hochelaga-Maisonneuve, se dessine ailleurs dans l'Est, ajoute-t-elle.

Proportion des ménages locataires de l'Est de la ville de Montréal en 2016 ayant des revenus inférieurs à 30 000 et 50 000 $

Territoire	Revenus inférieurs à 30 000$	Revenus inférieurs à 50 000 $
Anjou	30,4 %	59,3 %
MHM	37,4 %	64,4 %
Montréal-Nord	41,4 %	69,4 %
RDP-PAT	34,8 %	63,2 %
Saint-Léonard	28,2 %	55,3 %
Ville de Montréal	36,2 %	61,8 %

Source : Statistique Canada (recensement de 2016) et SCHL (calculs)

Une pénurie inquiétante

Le manque de logement, constaté lors de la publication des dernières données de la SCHL, en octobre dernier, inquiète également tous les organismes consultés.

À Montréal, le taux d'inoccupation des logements approche 2%, significativement sous le « taux d'équilibre » de 3%, en deçà duquel on considère qu'il y a pénurie. Moins de 1% des logements sont libres à Anjou, Mercier et Montréal-Est.

À Anjou et Saint-Léonard, le taux est encore plus bas pour les logements de trois chambres et plus, déplore Simon Dumais, organisateur communautaire chez Infologis. À Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, ce ne sont que 0,2% des logements familiaux qui sont libres.

Les données tendent à montrer un marché plus favorable à Montréal-Nord, seul arrondissement où le taux d'inoccupation est supérieur au taux d'équilibre. La SCHL souligne toutefois que les données relatives à cet arrondissement sont d'une fiabilité seulement « passable » et doivent être utilisées « avec prudence. »

Ce résultat étonne d'ailleurs Marie-Ève Lemire, organisatrice communautaire au Comité Logement Montréal-Nord. « Les années précédentes, les gens ici trouvaient des logements, mais pas cette année, affirme-t-elle. On voit le phénomène de repossession de logement prendre de l'ampleur; j'avais habituellement deux ou trois cas chaque année, cette année j'ai répondu au moins à 15 personnes à ce sujet. »

Mais logements à louer ne veut pas dire à prix abordable. Dans un rapport de décembre dernier, la SCHL souligne que les logements disponibles sont au moins 15% plus chers que la moyenne.

> **« On craint de voir des familles à la rue, et les locataires seuls sont pris à la gorge. On est loin de répondre aux plus de 3000 ménages de l'Est qui payent plus de 50% de leurs revenus pour se loger. »**
> **– Simon Dumais, organisateur communautaire chez Infologis**

Proportion des logements inoccupés en octobre 2018 dans l'Est de la ville de Montréal et variation par rapport au même taux en octobre 2017

Territoire	Taux d'inoccupation 2018	Variation par rapport à 2017
Anjou	0,4 %	-1,0 %
Hochelaga-Maisonneuve	ND	ND
Mercier	0,9 %	-1,5 %*
Montréal-Nord	4,0 %**	+1,5 %**
RDP-PAT et Mtl-Est	2,7 %*	-0,5 %*
Saint-Léonard	ND	ND
Ville de Montréal	1,9 %	-0,9 %

Source : SCHL

*** la fiabilité des données marquées d'une astérisque est jugée « bonne », comparativement à « excellente » ou « très bonne » pour les autres statistiques**

**** degré de fiabilité jugé « passable », données à utiliser avec prudence**

Quelle solution?

La situation ouvre la porte à une augmentation de la discrimination, prévient Maxime Roy-Allard, porte-parole du Regroupement des Comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ).

« On remarque des annonces qui demandent sans enfants, par exemple, se désole-t-il. Souvent c'est insidieux, on visite et on ne se fait pas rappeler. C'est difficile de prouver qu'il y a eu réelle discrimination, les locataires ne veulent pas se lancer dans de telles démarches. »

Son organisme rencontre prochainement la Ville de Montréal pour lui demander de faire pression sur Québec afin qu'il mette en place un registre des loyers. Un tel mécanisme de contrôle serait simple à créer, selon lui, puisque Québec détient déjà les informations nécessaires grâce au relevé d'impôt 31.

L'importance d'investir en logement social fait l'unanimité chez les intervenants. S'ils se disent « soulagés » de l'investissement du gouvernement Legault inscrit au dernier budget, ils le jugent insuffisant.

« Ils ont annoncé 10 000 unités de logement social pour les sept prochaines années, mais ce n'est que du rattrapage sur les 15 000 déjà prévues et non livrées dans les budgets précédents », déplore M. Roy- Allard.

Tout comme le FRAPRU, le RCLALQ milite pour la construction de 50 000 unités supplémentaires.

CBC

Montreal

After repossession notice, single mother struggles to find Parc Ex apartment amid gentrification

Mary Antico says soaring rents in the rapidly changing neighbourhood make it difficult to find new home

CBC News · Posted: Apr 05, 2019 4:00 AM ET | Last Updated: April 5



More and more people in Montreal's lowest income neighbourhood have found themselves in Mary Antico's situation: with a repossession notice from their landlord and no affordable place to go. (Verity Stevenson/CBC)

In the six years Mary Antico has lived in her Parc Ex apartment, she and her two sons have grown deep roots in the community.

Now, she might have to leave the neighbourhood because of how difficult it is to find an apartment.

She built a garden for herself and her neighbours in the backyard and found services for her youngest son, who has a severe developmental disability.

"Parc Ex is what allowed me to make everything work," Antico said. "It's extremely destabilizing to realize that you're going to lose your home."

More and more people in Montreal's lowest income neighbourhood have found themselves in Antico's situation: with a repossession notice from their landlord and no affordable place to go.

Affordable housing promised

On Wednesday, the Quebec government tabled Bill 16, proposed housing reforms meant to address the needs of tenants and property owners. It's promised to inject $44 million in new affordable housing in Montreal.

- **Quebec aims to reduce wait times for rental board hearings, force co-property owners to save for repairs**

However, tenants' rights activists at the Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) say that won't be nearly enough to curb the crisis in neighbourhoods like Parc Ex.

"When there is a housing shortage, there is more discrimination," said RCLALQ spokesperson Maxime Roy-Allard.



Maxime Roy-Allard is the spokesperson for the Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ). (Radio Canada)

The government plans to overhaul the Quebec rental board, the Régie du Logement, renaming the Quebec administrative housing tribunal.

Roy-Allard said those sorts of changes are merely "technical" and intended more for lawyers than for tenants.

"We need a court that works, one that tenants want to make use of," he said.

Second repossession notice

Antico has already fought off one repossession notice.

With the help of a local community organization, she was able to prove her last landlord was creating a pretext to take the place over.

But this time, the new landlord's reasons are legal.

"I'm looking for a place and it's very, very difficult. The competition is just ferocious," she said.

Antico says she's in a tough spot — but she's worried about other tenants, who might be even

Gentrification hardest on poor

Parc Ex consistently ranks as the poorest neighbourhood in Montreal and one of the poorest in Canada.

Most residents are new immigrants: nearly 80 per cent of the population has a mother tongue that is neither French nor English, according to a 2016 report by the non-governmental funding agency, Centraide.

More than half of the recent immigrants come from South Asian countries such as India, Sri Lanka, Pakistan and Bangladesh.



Most people in Parc Extension are recent immigrants from South Asia, like grocery store owner Mohammed Azizul Haque, who was evicted from his Hutchison Avenue building in 2017 after new owners announced they were converting the building into 'fully loaded,' trendy apartments. (CBC)

"There are a lot of people in the neighbourhood that are going to have an even harder time than myself," Antico said.

"What I feel is that other people don't seem to realize how important having roots in a community is — for everybody — but including people that are marginalized and vulnerable and poor."

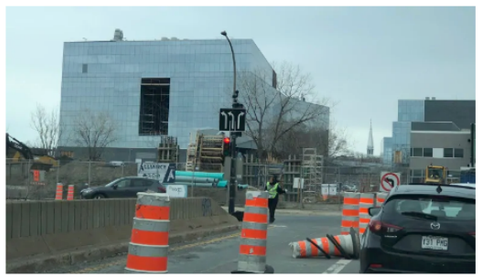
André Trépanier, a community worker who helped Antico fight her first repossession notice, blames all three levels of government for being too slow to build more long-promised social housing.

"We are very worried that in the next year Parc Ex won't be the Parc Ex as we knew it before," said Trépanier, who works for the Comité d'action de Parc-Extension.

Still, Antico says she's hopeful.

She visited an apartment Thursday morning, and though she said it's not as nice as her current home, at least it's still in Park Ex.

At 1.9 per cent, the vacancy rate across Montreal is lower than it's been since the housing crisis of the early 2000s, and with the construction of the new Université de Montréal campus just across the tracks in Outremont, property values in Parc Ex are soaring.



The construction of the new Université de Montréal campus in Outremont is being partially blamed for sending property values in Parc Ex soaring. (Verity Stevenson/CBC)

Antico has had a hard time even getting an apartment viewing in her neighbourhood.

"It seems that every time anybody announces [a vacant apartment], they're just like hit with 50 people calling their phone off the hook," she said.

CBC

Critics say more city inspections not enough to get building owners to make repairs

Leah Hendry · CBC News · Posted: Apr 11, 2019 4:00 AM ET | Last Updated: April 11

'They don't care,' says Montreal renter living in rundown apartment



Despite repeated complaints to both the building's janitor and owner, Shahida James says her Park Extension apartment is full of mould and other problems. (CBC)

When Shahida James first saw pictures of an apartment in Montreal's Parc-Extension neighbourhood online, it looked clean and bright.

She and her family needed an apartment, sight unseen, because they were moving from Vancouver.

But when they arrived two years ago, they found their new home was full of what appears to be mould — on the window sills, in almost every room, on the bathroom walls and the ceiling.

There are cupboard doors missing from the cabinets in the kitchen and there's also a mouse problem, she said.

"They don't tell you that there is mould here, that this thing is broken, that this thing is leaking. They don't care. They just need money," said James, who has complained to both the janitor and the building owner repeatedly.

Although some improvements were made, James said the issues keep coming back and they are affecting her family's quality of life.

Aggressive inspection program

It's apartments like theirs that the City of Montreal vowed to inspect, in order to ensure people are living in clean and sanitary conditions.

Last year, city inspectors visited more than six times the number of rental units it inspected in 2017.

"We put into place a very aggressive inspection program," said Craig Sauvé, the associate councillor for housing on the City of Montreal's executive committee.

By 2021, the city has pledged to inspect 31,000 units across the city.



Shahida James says almost every single window sill in her Parc-Extension apartment is streaked with black mould. (Jaela Bernstien/CBC News)

Although some improvements were made, James said the issues keep coming back and they are affecting her family's quality of life.

Aggressive inspection program

It's apartments like theirs that the City of Montreal vowed to inspect, in order to ensure people are living in clean and sanitary conditions.

Last year, city inspectors visited more than six times the number of rental units it inspected in 2017.

"We put into place a very aggressive inspection program," said Craig Sauvé, the associate councillor for housing on the City of Montreal's executive committee.

By 2021, the city has pledged to inspect 31,000 units across the city.

To do that, it doubled the number of housing inspectors and reduced the wait time for an inspection from 95 days to 35 days once a complaint is lodged.

"We're trying to get it to 10," said Sauvé.

When complaints come in to the boroughs about substandard housing, units are assigned a code, from low to high, which flags how quickly it needs to be inspected.

Based on that, the city's inspectors are sent out, prioritizing the most urgent cases first.

Deterrence through fines?

Céline Magontier, a spokesperson for the social housing group FRAPRU, said the city has identified nearly 4,000 housing units that are in bad shape around the city.

Of those, there are still more than 300 urgent cases and another 800 listed as medium priority. All of them are still waiting for inspectors to visit, said Magontier.

She believes the city is too lenient with owners.

Of the 2,354 inspections done last year, only 50 fines were levied, for a combined total of $97,000.

Magontier said that's unacceptable, as three quarters of the inspections revealed violations. The most frequent are rat or mice infestations, the presence of mould and plumbing problems.

She said if the city wants to send out a message that substandard housing is unacceptable, it needs to be more proactive and hit owners where it hurts — their pocketbooks.

Otherwise, she said the owners will not be motivated to act and people's quality of life will suffer.

Collaboration preferred

But Sauvé said fines are not always the best tool.

"You sometimes give a fine to somebody, then they pay the fine and they don't correct the situation," he said.

When possible, the city tries to work with the owner to make repairs.

Inspectors will ask for certain changes to be made and follow up to make sure they are done.

If there's no movement, in some cases the city has stepped in and done the work, then billed the landlord afterwards.

In rare cases, the city has evacuated unsanitary buildings and found temporary housing for the tenants.

Tenant feels helpless

In James's case, she and her husband went to the borough to complain. They were told to put their complaint into writing and send it to their landlord first, which they said have done.

She said other neighbours have also complained about what they say is mould, as well as cockroaches and general disrepair.

CBC contacted the landlord, Constantinos Kouvertaris, who said he has an extermination team that visits the building frequently. He said if tenants have a problem, they should contact the janitor, who will advise him.

He said city inspectors have visited in the past, and he has never been fined because he is a "professional."

Kouvertaris said he deals with repairs in an expedient way and said if tenants can't keep their apartments clean, that leads to problems.

James said if it wasn't for the affordable cost of the apartment, she, her husband and their two children would have moved elsewhere long ago.

"We are helpless," she said.

Montréal 10:35 **15 avril 2019** Par : Henri Ouellette-Vézina Métro

Pénurie de logements à Montréal: le FRAPRU tiendra 10 manifestations d'ici juin



Une manifestation du FRAPRU à l'occasion du dépôt du premier budget du gouvernement Legault, en février dernier. *Photo: **Josie Desmarais/Métro***

Les groupes montréalais du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) organiseront d'ici le mois de juin une série de 10 manifestations dans des arrondissements de la métropole, alors que celle-ci «fait face à une pénurie de logements locatifs et que la spéculation fait bondir les prix», déplore l'organisme communautaire.

«On veut surtout dénoncer des phénomènes qui pèsent lourd dans la balance comme la gentrification, la transformation en condos, l'accaparement de logements par Airbnb, la discrimination qui existe sur le marché, bref répondre aux besoins criants des ménages les plus démunis», a confié à *Métro* la porte-parole de l'organisme montréalais, Céline Magontier.

D'après les données du Front d'action, quelque 23 000 ménages locataires sont toujours en attente d'un accès à une habitation à loyer modique (HLM) à Montréal, tandis que 87 000 d'entre eux utilisent plus de la moitié de leur revenu pour payer leur loyer.

«Pour près de la moitié de ces personnes, on est près de l'itinérance. C'est pratiquement 80% des revenus qui vont seulement au logement», poursuit la responsable.

Le FRAPRU somme l'administration Plante de «livrer les 6000 logements sociaux qu'elle a promise le plus rapidement possible». «Il ne faut pas s'arrêter là, dit Céline Magontier. Il faut exiger plus de financement de Québec et d'Ottawa. La Ville devrait aussi veiller à ce qu'une proportion hors-marché des logements soit mise en réserve pour freiner la spéculation.»

> **«Le manque de volonté politique dont font preuve les différents paliers de gouvernement est inacceptable. La solution est simple pourtant : ça prend du logement social.» -Céline Magontier, appelant à des investissements rapides pour éviter une crise du logement comparable à Toronto ou Vancouver**

Le règlement sur l'inclusion de la Ville de Montréal, qui sera dévoilé en juin, doit aussi être mis en vigueur plus tôt, d'après Mme Magontier. «On parle de 2021, mais le développement, c'est maintenant qu'il est sauvage. C'est inquiétant de voir que ça tarde; il faut favoriser le développement social au plus vite», déplore-t-elle.

D'après le groupe, même si Ottawa a une stratégie «ambitieuse» sur le logement, ses moyens sont «insuffisants» et «inadéquats» pour renverser la tendance. Idem pour le gouvernement Legault, qui doit aller plus loin que «les miettes consenties au dernier budget», tranche Mme Magontier.

Ce lundi, une première manifestation organisée par le Regroupement information logement aura lieu à Pointe-Saint-Charles. Un autre rassemblement se tiendra dans deux semaines à Saint-Henri, puis à Ahuntsic-Cartierville, sur le Plateau-Mont-Royal, à Hochelaga-Maisonneuve, dans Parc-Extension, à Rosemont, puis à Villeray. Une grande marche sera finalement organisée à Côte-des-Neiges le 15 juin.

D'après les plus récentes données de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), le taux d'inoccupation est de 1,9% à Montréal, ce qui est bien en-deçà du 3% que considère le groupe comme «un marché équilibré».

Sud-Ouest 09:59 **16 avril 2019** Par : Annie Bourque

Contrer la disparition de logements sociaux dans Pointe-Saint-Charles

Scandant les slogans «Des condos y'en a trop, on veut des logements sociaux», une centaine de personnes ont manifesté paisiblement sous la pluie froide, lundi après-midi, dans les rues du quartier Pointe-Saint-Charles devenu un endroit prisé des spéculateurs immobiliers.

En 2011, Lucie habitait dans un 5 et demi, un logement abordable de Pointe-Saint-Charles. «J'ai été victime d'un flip en 2015 lorsque ma propriétaire de 93 ans est décédée. Son fils a vendu le duplex pour 320 000 $», raconte-t-elle.

Enceinte et se sentant prise au piège, la jeune femme ne connaît pas ses droits face aux travaux que veut entreprendre le nouveau propriétaire en plus de vouloir reprendre le logement pour ses parents.

«J'ai résilié le bail. Quatre mois plus tard, j'ai su que le propriétaire avait vendu le duplex pour plus de 600 000 $, affirme Lucie qui a dû déménager deux fois par la suite avec son nouveau-né. Heureusement, elle a trouvé un logement abordable dans une coopérative depuis.

Disparition

Organisateur communautaire au Regroupement information logement, Sébastien Laliberté a dénoncé le phénomène de

gentrification du quartier. «Cela signifie qu'on remplace une population à faible ou modeste revenu par une autre, plus aisée avec plus de moyens financiers», explique-t-il.

La marche s'est poursuivie devant l'ancien restaurant Chez Paul qui a été acquis par un promoteur immobilier. «Avant de donner des permis, on devrait obliger les promoteurs à maintenir les logements locatifs à un prix raisonnable et qu'on ne laisse pas augmenter les loyers de façon abusive», a commenté l'avocat Manuel Johnson.

Opposition

Participant à la manifestation, Gabrielle vivait auparavant avec dans un grand logement sur la rue Wellington. «Le promoteur et le courtier sont venus nous visiter. On leur a fait comprendre qu'on défendrait nos droits. Cela a mis de la pression sur le promoteur et la vente ne s'est jamais faite», raconte la jeune femme de 33 ans.



*Photo: **Voix Pop – Josie Desmarais***

Elle conseille aux locataires de se tenir debout. «En ce moment, les expulsions se passent trop facilement, car les gens connaissent mal leurs droits et ils se font sortir de leurs logements avec des compensations minables.»

La manifestation s'est rendue jusqu'aux abords du Bassin Peel, dans le secteur Bridge-Bonaventure. Un site qui pourrait accueillir le prochain stade de baseball ainsi qu'un projet de développement immobilier luxueux.

Pointe-Saint-Charles en chiffres

46, 2 % taux de familles monoparentales

140 $ Hausse du loyer de 23,5 % en 5 ans

6,8 % Diminution de la proportion de logements sociaux

436

Depuis 10 ans, les logements locatifs ont diminué de 9%. Cela se traduit par une perte concrète de 436 logements abordables depuis les années 2000.

Ce qu'ils ont dit

- «Il y a une crise du logement à Montréal et si on n'agit pas maintenant, il sera bientôt trop tard. On demande à la Ville de Montréal de créer une nouvelle catégorie de zonage, soit le zonage locatif. Si Québec refuse de changer la Loi, la Ville devrait utiliser son pouvoir pour garantir la paix et le bien-être de ses citoyens. De cette façon, on ne pourra plus convertir les logements locatifs en condo» – Me Manuel Johnson, Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles – Petite-Bourgogne
- «Le Sud-Ouest, ce n'est plus le Sud-Ouest, c'est le 'Far West' : les promoteurs font ce qu'ils veulent» – Sébastien Laliberté, organisateur communautaire au Regroupement Information Logement
- «Ils sont en train de décontaminer les terrains en face de chez moi et construire 25 logements sociaux et des condos. Je pense que des condos, on en a assez à Pointe-Saint-Charles» – Manon, 53 ans, résidente depuis 22 ans de Pointe-Saint-Charles.

QUÉBEC



PHOTO D'ARCHIVES DIDIER DEBUSSCHÈRE

L'édifice qui abritait l'ex-boucherie Bégin devait être démoli en mars dernier pour faire place à un projet immobilier.

Boucherie Bégin

Le Comité populaire exige la démolition

STÉPHANIE MARTIN
Le Journal de Québec

Régis Labeaume n'a pas l'intention de mettre de la pression sur le promoteur du projet de l'ex-boucherie Bégin, au grand dam du Comité populaire, qui exige la démolition de l'édifice abandonné.

Le Journal publiait lundi un reportage sur les retards qui s'accumulent dans le projet de développement au 500, rue Saint-Jean. L'édifice, qui devait être démoli en mars dernier et qui doit être remplacé par un projet comprenant 10 appartements et un local commercial au rez-de-chaussée, est toujours debout et placardé.

« RÉGLÉ »

Pour le maire de Québec, Régis Labeaume, le dossier « était réglé », mais il constate que les choses ne se passent pas aussi vite que prévu.

« La balle est dans le camp du promoteur », a-t-il laissé tomber lundi. Il n'a cependant pas l'intention de mettre de la pression. « Il y a des limites à inciter les promoteurs. Il faut qu'on tienne notre place. Ici, on a fait ce qu'il y avait à faire. »

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste dénonce la position attentiste de la Ville. « Ce qu'on trouve révoltant, c'est que le maire avait déjà ciblé la boucherie comme une verrue et un problème, et il s'appuyait là-dessus pour demander les nouveaux pouvoirs à Québec pour l'expropriation. Et tout d'un coup, ce n'est plus un problème et il laisse la chance au coureur », affirme son représentant, Vincent Baillargeon.

La Ville doit arrêter de « jouer au ping-pong » avec le promoteur et doit « l'obliger à détruire » la bâtisse, quitte à exproprier ensuite si les délais continuent de s'accumuler, argue M. Baillargeon.

ROUSSEAU PRUDENT

De son côté, le conseiller du secteur, Jean Rousseau, donne « le bénéfice du doute » au promoteur, Genius. « Si après un an, le propriétaire n'a pas pris possession de ses permis, il y a un problème, et la Ville devra être plus agressive à son endroit et on devra envisager que la démolition soit faite et qu'on règle une fois pour toutes le problème de salubrité. »

LE JOURNAL DE QUÉBEC



SOPHIE CÔTÉ
Lundi, 26 novembre 2018 00:00
MISE À JOUR Lundi, 26 novembre 2018 00:00

Introduction par effraction: pas de passe-droit pour les militants qui ont franchi la limite de la légalité

«Malgré toutes les bonnes intentions, la fin ne justifie pas les moyens», a rappelé le juge René de la Sablonnière à quatre jeunes militants pour des logements à prix abordables, qu'il a déclaré coupables d'introduction par effraction avec l'intention d'y commettre un acte criminel.

La nuit du 29 avril 2017, Émilie Lessard-Mercier, Simon Pouliot, Amal-Karina Hasbun-Salazar et Vincent Baillargeon étaient en mission de repérage de lieux pour tenir une occupation citoyenne et pacifique dans le cadre d'une semaine pour le logement social.

Le quatuor, sans antécédents judiciaires, avait été mandaté par des membres d'organismes communautaires reliés au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Il n'était pas question de commettre une infraction criminelle.

Outils de cambriolage

Avec en leur possession une pince-monseigneur, une lampe de poche, des lampes frontales, des marteaux, une perceuse et un tournevis, les quatre accusés — Baillargeon était masqué d'un foulard — ont brisé la porte extérieure d'un édifice désaffecté et vétuste de la rue Carleton appartenant au CHU, en retirant des vis qui la condamnaient.

Un agent de sécurité de l'Hôtel-Dieu, alerté par le système d'alarme, a constaté à son arrivée sur les lieux qu'un des accusés avait passé sa main à travers la fenêtre brisée de la porte intérieure et qu'il manipulait la poignée pour l'ouvrir. «Nous voulons voir ce qu'il y a à l'intérieur», a dit le jeune homme. Sachant que les policiers arrivaient, les complices ont fui les lieux, mais ont été arrêtés dans les minutes suivantes.

Absolution

Le juge de la Sablonnière a conclu qu'ils étaient tous coupables d'introduction par effraction avec l'intention d'y commettre un acte criminel, soit de prendre possession d'un lieu par la force, à un moment ultérieur. Ils ont aussi été déclarés coupables d'avoir eu en leur possession des instruments de cambriolage.

Le magistrat a admis avoir hésité, mais a rejeté la demande de la défense d'appliquer une règle selon laquelle le tribunal ne doit pas être saisi de litiges sans importance. «La société ne peut donner un "blanc-seing" à tout organisme de bienfaisance de commettre des infractions sous prétexte que le but recherché est noble», a-t-il écrit.

Le juge a soulevé que les coaccusés, par leurs actions, auraient pu impliquer la responsabilité civile du CHU, advenant que quelqu'un se soit blessé dans ce lieu «dangereux».

Les quatre militants ont finalement reçu une absolution inconditionnelle. «Le message d'aujourd'hui, c'est : oui, ces organismes-là peuvent faire des moyens de pression, mais il y a une limite à ne pas franchir. Dans ce cas-ci, je pense que c'est plus par manque d'expérience que par malhonnêteté [que les accusés ont agi ainsi]», a-t-il conclu.

Baillargeon est le seul qui a été déclaré coupable de port d'un foulard dans l'intention de commettre un acte criminel. Les quatre ont été acquittés d'un chef de méfait.

RADIO-CANADA ICI Québec

Îlot Saint-Vincent-de-Paul : Jacques Robitaille reçoit un avis d'expropriation

Publié le vendredi 4 janvier 2019



Le terrain de l'Îlot Saint-Vincent-de-Paul est situé au sommet de la côte d'Abraham. Photo: Radio-Canada / Raymond Routhier

La saga concernant le développement de l'îlot Saint-Vincent-de-Paul, à Québec, franchit une nouvelle étape. Un avis d'expropriation a été publié jeudi au Registre foncier du Québec pour que l'homme d'affaires Jacques Robitaille cède le terrain à la Ville.

Depuis des années, M. Robitaille affirme qu'il veut utiliser ce terrain pour y construire un hôtel, des logements et des commerces. Son projet ne s'est toutefois jamais concrétisé.

La Ville cherche à récupérer ce terrain de 4720 mètres carrés sur lequel il ne se passe rien depuis la démolition de la façade de l'église Saint-Vincent-de-Paul.

L'administration Labeaume a déjà mentionné son désir d'aménager un espace vert à cet endroit, ainsi qu'un lien mécanique pour relier la Basse-Ville à la Haute-Ville.

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, qui représente les résidents du secteur, se réjouit de cet avis d'expropriation. Le regroupement s'était déjà positionné contre le projet d'hôtel à cet endroit.

Lors d'une consultation en 2016, les citoyens avaient plutôt opté pour que des logements sociaux et de jardins communautaires voient le jour à cet endroit, explique Marie-Ève Duchesne du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste

« Les avocats des deux partis vont probablement s'affronter dans une guerre juridique, mais nous on sera là pour mettre de l'avant la volonté des citoyens qui se sont exprimés contre le projet d'hôtel », souligne-t-elle.

Jacques Robitaille, qui possède plusieurs immeubles et hôtels à Québec, dispose maintenant de 30 jours pour contester l'avis d'expropriation devant la Cour supérieure.

La Ville a présenté cet avis d'expropriation en vertu du plan particulier d'urbanisme pour la colline Parlementaire, adopté en 2010.

SAGUENAY

leQuotidien

Engagements demandés

18 mai 2018 / Mis à jour le 17 mai 2018 à 21h40

OPINION / Dans le cadre de l'élection partielle dans Chicoutimi-Le-Fjord qui a été déclenchée le 13 mai 2018, vous aspirez à devenir député le 18 juin prochain. Loge m'entraide vous demande de prendre deux engagements électoraux majeurs en faveur des locataires à faible revenu que nous défendons et représentons de par notre mission.

Mme Lina Boivin, Parti libéral du Canada

M. Éric Dubois, Nouveau Parti démocratique

M. Richard Martel, Parti conservateur du Canada

En premier lieu, êtes-vous prêts à vous engager à intervenir auprès du gouvernement fédéral afin que les sommes prévues dans la Stratégie canadienne sur le logement (30 milliards sur 10 ans) servent au développement de nouveaux logements sociaux ? En second lieu, êtes-vous prêts à intervenir pour que le gouvernement fédéral adopte une loi garantissant le droit au logement ?

Au moment d'écrire ces lignes, vous avez déjà entre les mains la documentation et les détails rattachés à ces deux engagements. Pour vous aider à bien saisir l'ampleur du problème, vous avez aussi le documentaire « Loge m'entraide : 20 ans de combat » dans lequel des locataires expriment leur joie d'avoir un logement social, d'autres leur besoin d'obtenir un logement social afin d'être logés dignement. Les chiffres sont éloquents pour justifier ce besoin à Saguenay : 7655 ménages consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement, dont 660 ménages plus de 80 % (recensement de 2016). Quoi dire de plus devant un tel constat ?

Au nom du droit au logement et de la lutte à la pauvreté, vous avez été par le fait même invités à venir nous rencontrer afin de discuter de cet enjeu majeur dans le cadre de cette élection partielle. Les engagements que vous déciderez de prendre en faveur des locataires à faible revenu seront pour eux une preuve tangible de votre intention de leur venir en aide si vous devenez député le 18 juin prochain. À vous maintenant de faire un premier pas vers cette portion vulnérable de notre société ! Notre porte vous est grande ouverte.

Sonia Côté

Coordonnatrice, Loge m'entraide

Desjardins par la bouche de Dieu

Il y a eu Mère Teresa, gardienne des pauvres. Il y a maintenant Guy Cormier, gardien de la rentabilité.

Grand gourou du profit, le président du Mouvement Desjardins s'est récemment exprimé devant ses ouailles. Évidemment, les questions étaient acerbes, mais les conclusions et conséquences seront comme une douce brise d'été sur la nuque des Québécois.

Un spectacle organisé pour calmer la grogne. Voilà en quoi consistait le show de boucane de cette commission parlementaire. Qu'ils soient bleu ou rouge, les gouvernements ont toujours eu un faible pour les Desjardins de ce monde. Allez savoir pourquoi...

L'invitation était trop alléchante pour être refusée. Une chance inouïe pour M. Cormier de marteler son message à l'infini. Cette technique n'est guère nouvelle, mais elle prend tout son sens dans le contexte actuel du contrôle des élites. Paul Joseph Goebbles, un homme d'État allemand, expert en propagande et en manipulation des masses, disait qu'un mensonge répété 10 fois reste un mensonge, mais qu'un mensonge répété 10 000 fois devient une vérité. Vous comprendrez donc que tout message organisé, médiatisé, fréquemment dit et redit, venant de la bouche d'un homme à cravate, se transforme en un miel d'un goût exceptionnel.

Que dissimule cette obsession des hyper profits ?

2 milliards d'excédents en 2017, ce n'est pas des pacotilles. Pour bien comprendre, je dirai 2000 millions. Évidemment ça semble des peanuts pour les gens riches, célèbres... et bien entourés dans ce merveilleux monde des élites québécoises.

Ne restons pas surpris, l'an prochain, de voir bondir le salaire de ces dirigeants. Au-delà de la sacrée sainte âme du dévouement suprême, cette caste cherche à nous convaincre qu'elle méritera le fruit de ses efforts de coupures.

L'idée que je me fais d'une coopérative est celle d'une entreprise qui cherche à remettre. Selon l'ICBA (International Credit Brokers Alliance), les coopératives financières ne devraient pas maximiser les profits au détriment du service aux membres.

Ce n'est pas un service public, dites-vous M. Cormier ?

Le patron de Desjardins dans un élan professoral se défend bien de ne pas être là pour la société québécoise, mais pour ses membres. Il a la mémoire bien courte. Laissez-moi lui faire un brin d'histoire.

En 2000, le gouvernement du temps a mis en place la « Loi sur le Mouvement Desjardins ». C'était pas assez public à votre goût, ça ? Pire, c'était une loi d'intérêt privé ! En connaissez-vous beaucoup d'entreprises qui ont ce privilège, qui ont leur loi ?

En 2008, Le parti libéral a voté la « Loi sur les Coopératives de services financiers ». Un projet de loi pour protéger Desjardins écrivait le journaliste Patrick Bellerose, le 15 juin 2017. Deux ex-membres du gouvernement avaient d'ailleurs tenu à afficher clairement leur désaccord en disant qu'il s'agissait d'une erreur. Le premier était Alain Paquet, professeur en sciences économiques de l'UQAM et ex-ministre libéral et le deuxième, Rosaire Bertrand, ex-député et ex-président de la commission des finances publiques.

Il va sans dire que Desjardins a bénéficié amplement du droit québécois pour parfaire son expansion et son emprise. M. Cormier, Desjardins a un pied dans l'Assemblée nationale depuis longtemps alors, s'il vous plait, gardez-nous de votre morale à 5 cents.

Martin Malo

Président de l'Action Coalition pour notre Caisse Desjardins

néomédia.com

Par Salle des nouvelles

11 juin 2018 - 10:59

Projet de coop d'habitation à Kénogami : Saguenay donnera sa réponse cet automne



Julie Dufour, Sonia Côté et Brigitte Bergeron. - Photo: Courtoisie

Après 3 ans d'actions collectives, les portes de la nouvelle administration de Saguenay se sont ouvertes pour Loge m'entraide, le 8 juin dernier, afin de discuter du projet de coopérative d'habitation La Solidarité dans l'arrondissement Jonquière, secteur Kénogami.

Deux élues municipales, Julie Dufour et Brigitte Bergeron ainsi que l'attachée politique de la mairesse de Saguenay, Nadia Bergeron, ont tenu une rencontre d'une heure et demie avec la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté qui était accompagnée de membres du Conseil d'administration.

« On peut dire qu'il y avait aussi un G-7 le 8 juin au cabinet de la mairesse en faveur des ménages locataires appauvris de Saguenay pour qui Loge m'entraide réclame depuis 2015, la naissance de la Coopérative d'habitation La Solidarité afin qu'ils soient logés dignement, souligne Mme Côté. »

Deux enjeux majeurs ont été mis sur la table par Loge m'entraide, soit la crainte de perdre à court terme d'une subvention gouvernementale et la contribution du milieu requise qui est passée de 713 000 $ à 850 000 $ dû à l'augmentation des coûts de construction et du taux d'intérêt depuis 3 ans.

« La Ville a accepté d'analyser sérieusement des scénarios que nous lui avons présentés qui pourraient peut-être amener une collaboration municipale à la naissance de la Coopérative d'habitation La Solidarité. Le résultat de cette analyse sera dévoilé au début de l'automne », a confié Sonia Côté.

Loge m'entraide poursuit malgré tout sa 4e campagne de don débuté le 14 avril 2018 afin d'élever les 112 000 $ déjà récoltés en provenance de 69 donateurs. Pour chaque don de 20 $ (individu) et 25 $ (groupes), une copie de son documentaire « Loge m'entraide : 20 ans de combat » est offert. Les dons peuvent être envoyés à Loge m'entraide, 30 Racine Est, bureau 230, Chicoutimi, PQ, G7H 1P5.

---

leQuotidien

23 juin 2018 / Mis à jour le 22 juin 2018 à 23h05

Loge m'entraide déçu

ANDRÉANE VALLÉE
Le Quotidien



La coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté, est déçue de la réponse que la ministre de l'Habitation, Lise Thériault, lors de son passage à Saguenay jeudi. Loge m'entraide a demandé l'obtention d'une aide financière en avril dernier afin de réduire le coût des douze logements sociaux que l'organisme veut construire dans l'arrondissement de Jonquière.

Mme Côté dénonce que le gouvernement ait coupé le financement supplémentaire qui facilitait la naissance de projet de logements sociaux.

---

leQuotidien

27 août 2018 / Mis à jour à 1h05

Le Vatican envoie 3000 $ à Loge m'entraide



MYRIAM ARSENAULT
Le Quotidien

« La foi déplace des montagnes », a cité Sonia Côté, coordonnatrice de Loge m'entraide, alors qu'elle a reçu une aide de 3000 $ de la part du pape François, le 13 août dernier. L'argent est dédié à la création d'une coopérative d'habitation, appelée La Solidarité.

Après avoir envoyé une lettre le 5 juin au pape François, la coordonnatrice de Loge m'entraide a promis qu'elle n'avait jamais perdu espoir. « Quand j'envoie une lettre, c'est parce que j'y crois et, dans mon cœur, j'avais la foi que le Saint-Père allait répondre positivement », a expliqué Mme Côté, dans son entrevue avec Le Quotidien. Tout de même, elle a avoué avoir été estomaquée lorsqu'elle a reçu la correspondance. « Je m'attendais à une réponse, mais je ne m'attendais pas à ce montant. Je croyais que c'était une erreur et que c'était 300 $ », a-t-elle admis, toujours sous le choc.

La réponse positive lui est parvenue de la Nonciature apostolique du Canada, soit l'équivalent de l'ambassade du Vatican au Canada, plus tôt ce mois-ci. « Outre mon entourage, plusieurs croyaient que c'était impossible. Mais je me suis toujours dit que lorsqu'on y croit tout est possible », a soutenu Mme Côté, dans son entretien. Cette dernière avait déjà reçu deux correspondances du pape François, ce qui alimentait son espoir de recevoir une aide monétaire, pour la création d'une nouvelle coopérative qui aiderait le peuple appauvri de Saguenay. « Le Saint-Père a prouvé qu'il est possible d'offrir sa solidarité aux peuples appauvris, au-delà des frontières », s'est réjoui la coordonnatrice.

La coordonnatrice de Loge m'entraide a indiqué qu'elle avait demandé du financement au pape François puisque son projet s'appuyait sur des valeurs de l'Évangile, ce que le pape prêche au quotidien. Le secret de la coordonnatrice, qui a aussi rencontré le premier ministre Justin Trudeau à plusieurs reprises, est de donner tout son cœur dans sa mission et le reste s'en suivrait.

On peut notamment lire ceci dans la lettre: «Mme Côté, en réponse à votre lettre que vous avez adressée au Saint-Père [...], j'ai le plaisir de vous envoyer cette Providence, un don de 3000 $ que cette Nonciature apostolique vous fait parvenir en soutien du projet de la Coopérative d'habitation La Solidarité. Je saisis l'occasion pour vous renouveler mes salutations fraternelles et ma bénédiction. Bien à vous, Luigi Bonazzi, Nonce apostolique »



Sonia Côté a toujours gardé la foi envers le Pape François, qui a prouvé avec son don que l'entraide et la solidarité n'ont pas de frontières.

— ARCHIVES COURTOISIE



Sonia Côté a reçu une lettre accompagnée du chèque de 3000 $, par la Nonciature apostolique du Canada, représentation officielle du Saint-Siège au Canada.

— COURTOISIE

Coopérative La Solidarité

Cette demande faisait partie de la quatrième et dernière campagne de don, pour la création de La Solidarité. Depuis le 1er octobre 2015, Mme Côté travaille pour arriver à fonder 12 logements sociaux à Jonquière, dans le secteur de Kénogami. Il y a présentement plus de 5600 signataires qui montrent leur appui au projet, et la coordonnatrice a réussi à amasser 112 000 $.

Mme Côté souhaiterait un appui de la municipalité, qui examinerait présentement le projet. « Ces ménages appauvris et bien d'autres à Saguenay ont un urgent besoin d'avoir accès à un logement social sous forme coopérative, où sont prônées des valeurs d'entraide, de partage et de solidarité pour vivre décemment, en sécurité et à coût abordable ! La naissance de la Coop d'habitation La Solidarité est donc leur seule bouée de sauvetage ! », a indiqué Mme Côté, par voie de communiqué.

RADIO-CANADA

ICI Saguenay–Lac-Saint-Jean

Lueur d'espoir pour Loge m'entraide et son projet de coopérative La Solidarité

Publié le lundi 15 octobre 2018



Lueur d'espoir pour Loge m'entraide et son projet de coopérative La Solidarité

Saguenay et Loge m'entraide se donnent jusqu'en décembre pour analyser le projet de coopérative d'habitation La Solidarité, que l'organisme communautaire souhaite faire construire dans le secteur de Kénogami.

Ce projet a besoin d'un soutien financier de 850 000 $ sur 10 ans de la part de la Ville pour voir le jour.

Dans sa version actuelle, un bâtiment neuf serait construit à Kénogami pour accueillir 12 ménages à faible revenu.

« Il y a une volonté politique que l'on comprend de la part de la Ville à aider le projet de la coop La Solidarité. Maintenant, sous quelle manière, sous quelle forme, sous quel moyen, on verra. C'est ce qu'on va analyser dans les prochaines semaines », explique Sonia Côté.

Ce projet a été refusé par l'ancienne administration Tremblay, qui a eu droit à plusieurs manifestations silencieuses de la part des militants de Loge m'entraide.

Pour sa part, la présidente du conseil d'arrondissement de Jonquière, Julie Dufour, assure que l'administration municipale est ouverte aux propositions.

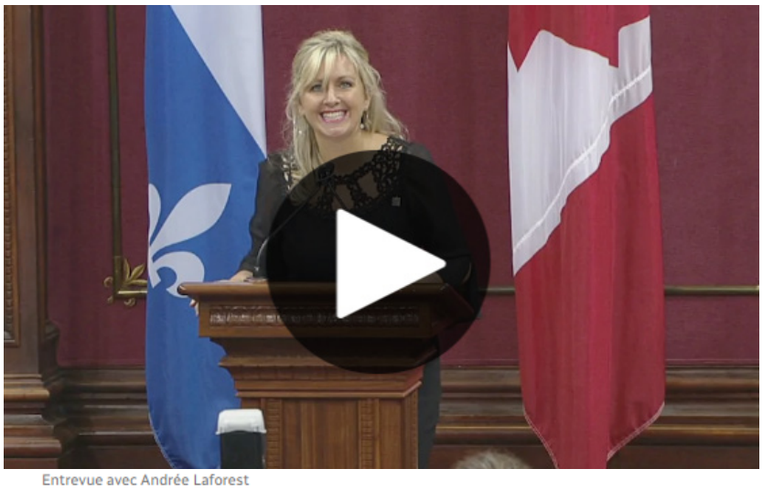
« Il faut comprendre que la capacité financière actuelle de la Ville n'est pas au beau fixe, donc il y a certains écueils financiers, mais, au-delà de tout ça, il y a un constat qu'on a un besoin à Kénogami de logements sociaux », souligne Julie Dufour.

Le projet de coopérative La Solidarité dépasse les 2 millions de dollars.

RADIO-CANADA
ICI Saguenay–Lac-Saint-Jean

La nouvelle ministre Andrée Laforest souhaite être proche des régions

Publié le vendredi 19 octobre 2018



Entrevue avec Andrée Laforest

La députée caquiste de Chicoutimi Andrée Laforest est la nouvelle ministre des Affaires municipales et de l'Habitation. Elle affirme avoir déjà rencontré des maires et des mairesses du Québec dès le lendemain de son assermentation.

Andrée Laforest place les régions au centre de ses priorités.

Par ailleurs, la coordonnatrice de Loge m'entraide Sonia Côté est ravie du poste de la députée de Chicoutimi, car elle estime qu'elle pourra faire avancer les principaux dossiers de l'organisme.

Sonia Côté souligne qu'Andrée Laforest a déjà participé à une marche en faveur du droit au logement pour les moins bien nantis organisée par Loge m'entraide.

néomédia.com

19 octobre 2018 - 10:59

Nomination d'Andrée Laforest : Loge m'entraide dit qu'il ne pouvait demander mieux

Par Salle des nouvelles



- Photo: Archives

Loge m'entraide affirme qu'il ne pouvait pas mieux demander avec la nomination de la députée de Chicoutimi, Andrée Laforest, comme ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

C'est d'elle dont dépendront dorénavant tous les dossiers qui touchent le logement, en plein le coeur de la mission et des combats que mènent l'organisme à Saguenay.

« Lors de la campagne électorale, le 17 septembre, Mme Laforest a participé à notre marche collective en faveur du droit au logement et en solidarité aux mal-logés d'ici et du Québec. Maintenant ministre de l'Habitation, elle aura désormais le pouvoir d'aider justement à faire avancer le droit au logement et loger dignement les ménages locataires vulnérables, appauvris et sans défense », s'est exclamée la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté.

Loge m'entraide entend bien l'interpeller à court terme concernant deux dossiers majeurs en matière de logement, explique Mme Côté.

« La ministre doit procéder sans plus tarder aux améliorations du programme Accès Logis et annoncer de nouvelles subventions pour aider la naissance de futurs projets comme celui de la coopérative d'habitation La Solidarité à Saguenay et d'autres au Québec qui sont en cours de préparation », a mentionné Mme Côté.

Rappelons qu'en campagne électorale, Loge m'entraide avait rencontré François Legault, le chef de la CAQ et maintenant premier ministre du Québec, afin de le convaincre de s'engager à offrir de nouvelles subventions pour le logement social, mais ce dernier a préféré analyser les besoins avant de s'avancer.

RADIO-CANADA

Quand il faut se priver pour se loger

ICI Saguenay–Lac-Saint-Jean

Publié le samedi 20 octobre 2018

Lorsque la moitié des revenus est destinée au logement, subvenir aux besoins de base devient extrêmement ardu, voire impossible. Cette situation est pourtant loin d'être rare et est vécue par de nombreux ménages dans la région.

En 2016, 3000 ménages locataires de Saguenay consacraient la moitié de leur budget à se loger, selon Statistiques Canada.

Plus étonnant encore, quelque 660 ménages consacraient 100 % et plus de leurs revenus à leur logement.

Comment est-ce possible? Il suffit par exemple de se retrouver sans salaire du jour au lendemain après avoir perdu son emploi.

Ces chiffres sont dénoncés par l'organisme Loge m'entraide de Saguenay.

« C'est reconnu par le gouvernement, lorsque tu consacres 30 % pour te loger, tu dois couper dans des besoins aussi essentiels que se nourrir, se vêtir, se soigner… Puis, quand on dit se soigner, ça peut être aussi banal qu'un pot de Tylénol », relate la coordonnatrice de l'organisme, Sonia Côté.

La pauvreté en chiffres :

- À Saguenay, 3425 personnes reçoivent des prestations d'aide sociale;
- La Maison d'accueil pour sans-abri de Chicoutimi accueille plus de 500 personnes différentes par année et sert plus de 24 000 repas annuellement;
- Cet automne, entre 100 et 130 personnes par mois ont demandé de l'aide alimentaire au Service de travail de rue;
- En octobre 2018, le taux de chômage se situait à 6,5 % dans Chicoutimi-Jonquière.

Source : Table de lutte contre la pauvreté de Chicoutimi

Francine Lavoie, qui habite seule au centre-ville de Chicoutimi depuis le mois de juillet en est un bon exemple. Cette femme de 67 ans consacre environ la moitié de ses revenus à son appartement et son électricité.

Aujourd'hui, ses revenus mensuels s'élèvent à environ 1400 $. Là-dessus, quelque 700 $ servent à payer l'électricité et le logement.

Elle ne peut se permettre la moindre folie. Elle calcule absolument tout et prend en note chacune de ses dépenses sur un bout de papier, aussi petite soit-elle.

> *« On a travaillé dur pis on a donné notre 100 % pour essayer d'avoir quelque chose rendu à notre retraite puis tout ce qu'on a, ben on a rien. C'est choquant dans le fond. »*
>
> — *Francine Lavoie*

Malgré tout, Mme Lavoie se considère relativement chanceuse puisqu'elle arrive à mettre quelques dollars par mois de côté pour les imprévus. Elle sait que d'autres n'y arrivent pas.

« Je me bats. Ma vie a toujours été un combat puis je vais continuer jusqu'à ma mort », conclut-elle.

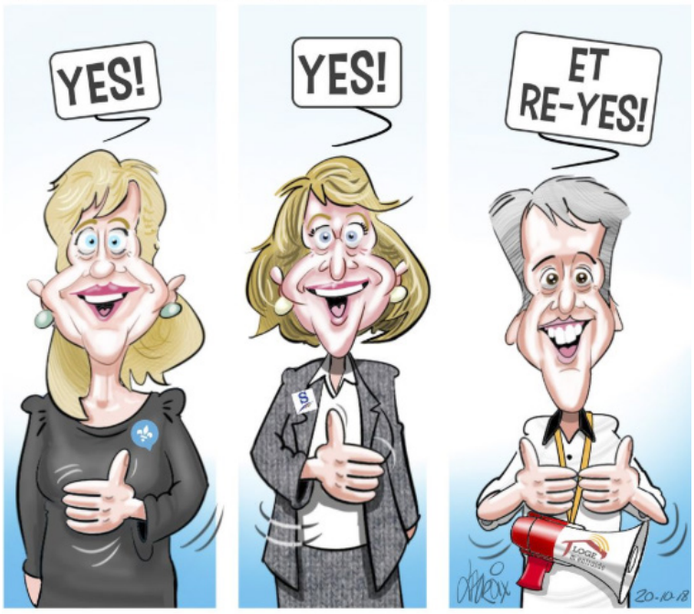
Le portrait qui comptait auparavant de nombreuses familles monoparentales tend à changer depuis une dizaine d'années. La pauvreté n'a pas de profil type et elle est difficile à mesurer, précise les organismes communautaires de la région, puisqu'il ne s'agit pas uniquement d'une affaire de revenus.

leQuotidien

L'oeil de Lacroix

— 20 octobre 2018 / Mis à jour le 19 octobre 2018 à 22h04

MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION?



MARIO LACROIX

néomédia.com

22 octobre 2018 - 08:46

Loge m'entraide dénonce l'abolition du rabais de taxe pour les logements sociaux

Par Salle des nouvelles

« Quand la Ville annonce par la bande à Loge m'entraide qu'il devra trouver non plus 985 000 $ en don, mais 1 million trois cent dix milles (1 310 000 M$) pour arriver à fonder la coopérative d'habitation La Solidarité, elle vient d'assommer les locataires appauvris de Saguenay qui étaient déjà par terre après de 3 ans de combats acharnés, » affirme Sonia Côté.



Photo: Archives

Saguenay a décidé du jour au lendemain d'abolir complètement le rabais de taxes qui était accordé jadis aux projets de logements sociaux. Cette décision a été annoncée à Loge m'entraide, lors de sa rencontre le 15 octobre à l'hôtel de Ville, notamment avec la présidente de l'arrondissement de Jonquière, Julie Dufour ainsi que l'attachée politique de la mairesse, Nadia Bergeron.

« Le 15 octobre, on a reçu une bonne et une mauvaise nouvelle. C'était difficile d'être heureux et malheureux en même temps. Incapables émotivement d'annoncer sur-le-champ la mauvaise nouvelle liée à l'abolition du rabais de taxes municipales aux futurs projets de logements sociaux, on a alors souligné l'intérêt de Saguenay à aider le projet de coopérative d'habitation La Solidarité », a indiqué la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté.

Mais cette décision d'abolir le rabais de taxes a été reçue comme un coup de massue. Mme Côté n'arrive toujours pas à comprendre cette décision plutôt contradictoire.

« D'un côté, la Ville nous dit qu'elle veut aider la naissance de la Coopérative d'habitation La Solidarité et de l'autre, elle nous dit qu'elle n'a pas d'argent. Alors pourquoi décide-t-elle brusquement d'abolir le rabais de taxes, ce qui permettait justement d'abaisser de 325 000 $ la contribution financière de la Ville à notre projet ? N'y a-t-il pas là une contradiction entre vouloir aider et les actions qui s'en suivent? »

La conséquence est majeure, car Loge m'entraide, car il doit trouver non plus 985 000 $ en dons pour le projet de coop d'habitation la Solidarité, mais 1 310 000 M$.

« Quand la Ville annonce par la bande à Loge m'entraide qu'il devra trouver non plus 985 000 $ en don, mais 1 million trois cent dix milles (1 310 000 M$) pour arriver à fonder la Coopérative d'habitation La Solidarité, elle vient d'assommer les locataires appauvris de Saguenay qui étaient déjà par terre après de 3 ans de combats acharnés! »

Loge m'entraide a tenu pas moins de 4 campagnes de dons (2015-2016-2017-2018) depuis 3 ans récoltant 135 000 $ en provenance de 165 donatrices et donateurs.

L'organisme n'ayant pas réussi à faire changer d'idée les représentants de la Ville lors de sa rencontre du 15 octobre, il mise donc sur le Lac à l'épaule que tiennent les conseillers municipaux ce lundi, mardi et mercredi afin qu'ils reviennent sur leur décision.

« Loge m'entraide demande au Comité des finances de la Ville de revenir sur leur décision. On est même prêts à aller les rencontrer à leur Lac à l'épaule pour faire entendre nos arguments ! S'il y a un geste politique concret qui ne coûte rien à la Ville et qui a pour effet de faciliter la naissance de projets de logements sociaux, c'est bien celui d'offrir un rabais de taxes municipales à durée limitée! »

Par ailleurs, l'organisme attend depuis le 15 octobre que Saguenay lui fournisse les informations requises pour pouvoir analyser l'offre municipale mise sur la table le même jour afin de savoir si oui ou non cela conduira à la naissance de la coopérative d'habitation La Solidarité sans le rabais de taxes.

leQuotidien



ANNIE-CLAUDE BRISSON
Le Quotidien

— 22 octobre 2018 / Mis à jour le 21 octobre 2018 à 22h09

Loge m'entraide dénonce la fin du rabais de taxes

L'organisme Loge m'entraide dénonce la fin du rabais de taxes que Saguenay accordait aux projets de logements sociaux.

L'annonce a été faite à l'organisme lors d'une rencontre qui s'est tenue le 15 octobre en compagnie de la présidente de l'arrondissement de Jonquière, Julie Dufour, et de l'attachée politique de la mairesse, Nadia Bergeron. « Le 15 octobre 2018, on a reçu une bonne et une mauvaise nouvelle. C'était difficile d'être heureux et malheureux en même temps. Incapables émotivement d'annoncer sur-le-champ la mauvaise nouvelle liée à l'abolition du rabais de taxes municipales aux projets de logements sociaux, on a alors souligné l'intérêt de Saguenay à aider le projet de coopérative d'habitation La Solidarité », a indiqué, via un communiqué de presse, la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté.

La principale intéressée affirme avoir reçu cette décision comme un coup de massue. Pour être en mesure de concrétiser le projet de la coopérative d'habitation La Solidarité, Loge m'entraide devra maintenant trouver 1 310 000 $ au lieu des 985 000 $ initiaux. « D'un côté, la Ville nous dit qu'elle veut aider la naissance de la coopérative d'habitation La Solidarité ; de l'autre, elle nous dit qu'elle n'a pas d'argent. Alors, pourquoi décide-t-elle brusquement d'abolir le rabais de taxes, ce qui permettait justement d'abaisser de 325 000 $ la contribution financière de la Ville à notre projet ? N'y a-t-il pas là une contradiction entre vouloir aider et les actions qui s'en suivent ? », ajoute Mme Côté. Selon elle, la Ville vient d'assommer les locataires appauvris de Saguenay.

Au courant des trois dernières années, Loge m'entraide a tenu quatre campagnes de dons, qui ont permis de récolter 135 000 $.

Les représentants de l'organisme misent sur le lac à l'épaule des conseillers municipaux afin qu'ils reviennent sur leur décision. Ceux-ci offrent la possibilité de faire entendre leurs arguments lors de l'activité qui se déroule jusqu'à mercredi.

Par ailleurs, Loge m'entraide attend, depuis la mi-octobre, des informations de la ville afin de statuer quant à la vitalité du projet de la coopérative d'habitation La Solidarité sans le rabais de taxes.

leQuotidien



ANNE-MARIE GRAVEL
Le Quotidien

— 25 octobre 2018 / Mis à jour à 11h35

Abolition du rabais de taxes: Loge m'entraide compte se battre

Loge m'entraide lance une campagne de «téléphone rouge» au cabinet de la mairesse afin de se battre contre la décision de Saguenay d'abolir le rabais de taxes qui était auparavant accordé aux projets de logements sociaux.

L'organisme invite les citoyens à manifester leur mécontentement en téléphonant au cabinet de Josée Néron afin de tenter de faire infirmer la décision de la Ville dans le cadre d'une campagne qui se tiendra jusqu'au 2 novembre. « Nous avons vraiment besoin d'aide pour faire infirmer la décision de ville de Saguenay. Chaque personne qui appuie notre combat est invitée à téléphoner au cabinet de la mairesse (418-698-3000 # 1003) pour demander le retour du rabais de taxes aux projets de logements sociaux, une action collective qui peut faire une différence», affirme

Sonia Côté, coordonnatrice de Loge m'entraide, dans un communiqué.

La nouvelle décision force Loge m'entraide à trouver non plus 985 000$, mais 1,3M$ en dons pour arriver à fonder la Coopérative d'habitation La Solidarité. « S'il y avait un geste politique qui ne coûtait rien à la Ville, qui faisait baisser sa participation monétaire pour faciliter la naissance de projets de logements sociaux, c'était bien celui de laisser le rabais de taxes à durée limitée», estime Sonia Côté.

L'action collective est la 18e entreprise depuis trois ans afin de convaincre Saguenay d'aider à la naissance de la Coopérative d'habitation La Solidarité.

« Si Loge m'entraide doit encore se battre un an, cinq ans, 10 ans, 50 ans pour faire naître la Coopérative d'habitation La Solidarité, Loge m'entraide se battra encore un an, cinq ans, 10 ans, 50 ans malgré vents et marrés. Jamais nous ne lâcherons les locataires appauvris vulnérables, sans défense, découragés qui comptent sur notre voix, nos mains et nos pieds pour être logés dignement, jamais», maintient Sonia Coté.

Le rabais de taxes était une mesure que Loge m'entraide avait obtenue en 2005.

---

néomédia.com

25 octobre 2018 - 16:59

Retour du rabais de taxes : Loge m'entraide lance une campagne de « téléphone rouge »

Par Salle des nouvelles

Après 20 ans de combat à faire avancer le droit au logement et reculer la lutte à la pauvreté, les ménages locataires appauvris de Saguenay viennent de perdre un gain majeur qu'ils avaient acquis depuis plusieurs années, selon Loge m'entraide.



La coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté. - Photo: Courtoisie

En effet, Saguenay a décidé d'abolir le rabais de taxes qui était jadis accordé au projet de logements sociaux, ce qui permettait d'abaisser la contribution financière municipale. Une décision plutôt contradictoire, explique la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté.

« D'un côté, la Ville veut aider le projet de coopérative d'habitation La Solidarité sans avoir l'argent requis et de l'autre, elle abolit le rabais de taxes ce qui fait augmenter de 325 000 $ sa contribution financière au projet. »

Loge m'entraide doit maintenant trouver non plus 985 000 $ mais un million trois cent dix milles (1 310 000 M$) en don pour arriver à fonder la coopérative d'habitation La Solidarité.

« S'il y avait un geste politique qui ne coûtait rien à la Ville, qui faisait baisser sa participation monétaire pour faciliter la naissance de projets de logements sociaux, c'était bien celui de laisser le rabais de taxes à durée limitée! »

Pour aider à faire renverser la décision de la Ville, Loge m'entraide lance à partir d'aujourd'hui jusqu'au 2 novembre, une campagne de « téléphone rouge » au cabinet de la mairesse de Saguenay, annonce Mme Côté.

« Nous avons vraiment besoin d'aide pour faire renverser la décision de Saguenay. Chaque personne qui appuie notre combat est invitée à téléphoner au Cabinet de la Mairesse (418-698-3000 # 1003) pour demander le retour du rabais de taxes aux projets de logements sociaux, une action collective qui peut faire une différence. »

Cette action collective est la 18e depuis 3 ans pour arriver à convaincre Saguenay d'aider à la naissance de la coopérative d'habitation La Solidarité. Malgré les nombreux obstacles, Mme Côté ne désespère pas, au contraire.

« Si Loge m'entraide doit encore se battre 1 an, 5 ans, 10 ans, 50 ans pour faire naître la coopérative d'habitation La Solidarité, Loge m'entraide se battra encore 1 an, 5 ans, 10 ans, 50 ans malgré vents et marrés. Jamais nous ne lâcherons les locataires appauvris vulnérables, sans défense, découragés qui comptent sur notre voix, nos mains et nos pieds pour être logés dignement, jamais! »

---

leQuotidien



DENIS VILLENEUVE
Le Quotidien

— 10 novembre 2018 / Mis à jour le 9 novembre 2018 à 21h43

Loge m'entraide refuse le processus de reconnaissance

La coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté, refuse de se plier au processus de reconnaissance des organismes mis en place par Saguenay le 1er novembre dernier, une étape obligatoire pour un organisme qui souhaite obtenir toute forme de soutien de la Ville.

C'est ce qu'a annoncé la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté, à la suite d'une réunion spéciale du conseil d'administration tenue le jeudi 8 novembre 2018, portant spécifiquement sur cette question.

En vertu de la nouvelle politique, la Ville exigera chaque année que les organismes reconnus transmettent à la Ville le formulaire de déclaration, une résolution du conseil d'administration, les états financiers, la composition du conseil d'administration, le rapport annuel, la convocation de l'Assemblée générale annuelle, etc.

« C'est plutôt musclé comme revendication municipale simplement pour avoir droit de louer une salle une fois par année dans le cadre de notre assemblée générale annuelle. Le conseil d'administration a alors jugé bon qu'il n'en valait pas la chandelle d'être reconnu par la Ville et qu'il rechercherait une nouvelle salle en 2019 ! », a informé Mme Côté.

Les membres du conseil de Loge m'entraide savent également qu'en refusant d'être reconnu comme organisme aux yeux de la Ville, il ne pourra pas non plus obtenir d'aide financière municipale en 2019. Mme Côté ajoute qu'en 2016, la ville avait déjà coupé le seul 1500 $ qu'elle offrait annuellement. « Depuis, on reçoit autrement notamment par la générosité de nombreux donateurs et l'annonce inattendue en juillet 2018 d'une hausse annuelle de subvention gouvernementale de 11 869 $! », de conclure Mme Côté.

Cette dernière assure que cette position n'a aucun lien avec le positionnement de Saguenay dans le dossier de la coopérative La Solidarité. Selon elle, la mairesse Néron a refusé une demande d'aide financière en janvier 2018 et a même refusé de fournir un mot d'adresse dans le cadre du 20e anniversaire de l'organisme.

leQuotidien — 16 novembre 2018 / Mis à jour le 15 novembre 2018 à 22h14

Blanc bonnet, bonnet blanc

OPINION / M. Michel Potvin, conseiller municipal de Saguenay et trésorier,

Cette lettre qui vous est adressée nous permet du même coup de remettre publiquement les pendules à l'heure avant que cette fausse information se répande comme une traînée de poudre.

En effet, dans une intervention à Radio-Canada le 13 novembre 2018, vous avez dit que Loge m'entraide avait reçu de Ville de Saguenay, 1.5 million $ (rabais de taxes de 25 ans et 94 500 $ par an pendant 10 ans) pour la construction de la coopérative d'habitation La Persévérance.

Vous ne semblez pas, ou plutôt vous ne voulez pas faire la différence entre Loge m'entraide (qui représente collectivement les besoins et droits des locataires appauvris de Saguenay) par rapport à un projet de coopérative d'habitation porté par des locataires appauvris, chapeauté par Loge m'entraide.

En fait, quand Loge m'entraide réclame de l'aide à la Ville pour fonder une coop, il se fait une voix, un pont pour tous les locataires appauvris de Saguenay qui ont besoin de l'aide de la Ville pour mener à terme leur projet d'habitation. Loge m'entraide reçoit zéro cent pour aider ces coopératives d'habitation à voir le jour. Ni avant, ni pendant, ni après leur naissance. Peut-être mélangez-vous avec l'Office municipal d'habitation, qui développe et gère ad vitam æternam leurs propres logements sociaux, qui sait ?

Les coops fondées n'appartiennent pas à Loge m'entraide. Nous n'en sommes pas propriétaires. Pour qu'elles voient le jour, nous menons le combat à la demande des locataires appauvris. Une fois fondées, elles sont gérées et administrées par un conseil d'administration autonome, indépendant, qui n'entretient aucun lien avec Loge m'entraide et qui ne lui doit rien pour ses services gratuits et désintéressés.

Il faut vraiment être de mauvaise foi pour ne pas vouloir comprendre la différence entre une aide municipale offerte pour fonder une coopérative d'habitation (bien collectif appartenant à la collectivité pour loger dignement les citoyens dans le besoin) et une aide financière demandée pour la survie de Loge m'entraide (organisme communautaire sans but lucratif).

Enfin, ce qui est le plus décevant dans tout cela, c'est que votre nouvelle administration Néron utilise la même stratégie politique qu'utilisait l'ancienne administration Tremblay à la fin de son mandat. En faisant faussement croire que Loge m'entraide a reçu des millions de la Ville dans le passé, vous attisez l'opinion publique contre nous, refrénez les donateurs à nous offrir un don et semez la jalousie chez les organismes communautaires. Une telle tactique municipale répétée de votre part nous lève le cœur.

Pourquoi les locataires appauvris n'arrivent-ils pas, après un an sous votre gouverne, à obtenir facilement l'aide requise qu'ils réclament à la Ville pour fonder leur coopérative d'habitation La Solidarité, qu'ils portent à bout de bras depuis le 1er octobre 2015 ? Ah oui... probablement parce que Loge m'entraide a déjà reçu des millions dans le passé !

Sonia Côté, coordonnatrice

Loge m'entraide

---

leQuotidien



STÉPHANE BOUCHARD
Le Quotidien

— 19 novembre 2018 / Mis à jour le 18 novembre 2018 à 23h52

Singh a écrit à Sonia Côté

Le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Jagmeet Singh, a fait parvenir une lettre d'encouragement à Loge m'entraide, vendredi dernier.

Dans cette lettre, M. Singh a souligné que, selon lui, la crise du logement s'aggrave à l'échelle canadienne. « Nous devons investir dans le logement social, dans les Coopératives d'habitation et dans les OSBL d'habitation. Le logement n'est pas une dépense, c'est un investissement qui améliore la santé des gens et réduit à long terme les frais pour les gouvernements », a écrit M. Singh.

Ce dernier est venu rencontrer Sonia Côté et des membres du conseil d'administration de Loge m'entraide le 14 juin 2018, quelques jours avant l'élection partielle dans Chicoutimi-Le Ford.

Cet appui d'un parti politique a touché la coordonnatrice de Loge m'entraide. « Quand tu fais face depuis 20 ans à de l'adversité perpétuelle pour arriver à défendre les droits des locataires à faible revenu et promouvoir le logement social en vue de combattre la pauvreté, chaque encouragement reçu, quelque soit son auteur, vient alors redonner de l'énergie à poursuivre le difficile combat », affirme Mme Côté dans un courriel envoyé au Quotidien.

---

leQuotidien



PASCAL GIRARD
Le Quotidien

— 29 novembre 2018 / Mis à jour le 28 novembre 2018 à 21h29

Le taux d'inoccupation baisse, mais reste élevé à Saguenay

Malgré une baisse du taux d'inoccupation partout au Québec, c'est toujours dans la RMR de Saguenay qu'il y avait le plus de logements vacants en octobre 2018 dans la province. De plus, pour tout le Canada, la capitale régionale n'est devancée que par Trois-Rivières pour les loyers les moins chers.

C'est ce qui ressort du plus récent Rapport sur le marché locatif publié mercredi par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). « Comparant les taux des six RMR (NDLR : du Québec) entre elles, on observe que seul celui de Saguenay se démarque toujours avec un taux de 5 %. Les autres régions se situent sous la barre de 4 % », indique le rapport, citant les données pour les RMR de plus de 100 000 habitants.

L'an dernier, le taux d'inoccupation dans la RMR de Saguenay avait atteint 6,8 %. Il s'agit donc d'une baisse de 1,8 % par rapport à octobre 2017.

Les taux étaient de 3,9 % à Trois-Rivières, de 3,3 % à Québec, de 2,6 % à Sherbrooke, de 1,9 % à Montréal et de 1,2 % à Gatineau.

Pour ce qui est du coût des loyers, tous types confondus, Saguenay (581 $) vient tout juste derrière Trois-Rivières (575 $).

Si le coût à Sherbrooke est assez près avec 621 $, la différence est cependant très marquée avec Gatineau (770 $), Montréal (796 $) et Québec (813 $). Il est toutefois aussi très loin des plus élevés au Canada, où, dans la catégorie des appartements de deux chambres, « les loyers mensuels moyens les plus élevés ont été enregistrés à Vancouver (1649 $), Toronto (1467 $) et Calgary (1272 $). »

Du côté du Lac-Saint-Jean, le coût moyen d'un loyer par mois était de 522 $ à Saint-Félicien, de 509 $ à Alma, de 486 $ à Roberval, de 471 $ à Dolbeau et de 403 $ à Mistassini.

Quant aux augmentations, Saguenay a enregistré une hausse de 1,0 % par rapport à la situation d'il y a 12 mois. C'est bien en dessous de la moyenne canadienne qui s'est située à 3,5 %. C'est en Colombie-Britannique que les hausses les plus marquées ont été observées, soit à Kelowna (+9,4 %), Victoria (+7,6 %) et Abbotsford-Mission (+8,2 %)

Plus cher à Jonquière

La SCHL a publié également des données plus spécifiques pour la RMR de Saguenay. Elles ont été transmises au Quotidien par la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté. Ainsi, le taux d'inoccupation des loyers dans le secteur de Jonquière est passé de 7,3 % à 5,5 %, celui de La Baie de 7,7 % à 5,2 % et ceux de Chicoutimi (nord et sud) de 6,2 % à 4,6 %.

Le coût moyen des logements à Jonquière était de 594 $, celui de La Baie de 506 $ et celui de Chicoutimi (nord et sud) de 585 $.

Il faut cependant savoir que la SCHL inclut les municipalités de Larouche et Saint-Charles-de-Bourget dans Jonquière, Saint-Félix-d'Otis dans La Baie, ainsi que celles de Bégin, Saint-David-de-Falardeau, Saint-Honoré, Saint-Fulgence et Sainte-Rose-du-Nord dans Chicoutimi secteur nord. « Même si le taux d'inoccupation des loyers est de 5 %, Saguenay est toujours en pénurie de logements sociaux dont le taux se situe toujours à 0 % ! Aussi, notons que le coût moyen des loyers à Jonquière a augmenté drastiquement de 2,9 %, devenant maintenant le prix le plus haut des trois arrondissements, rendant encore plus difficile l'accès au logement pour les locataires appauvris qui y demeurent ! » a indiqué par communiqué Sonia Côté.

Selon Mme Côté, ce nouveau rapport sur le logement vient donc à nouveau justifier la naissance de la Coopérative d'habitation La Solidarité à Jonquière, combat qui a débuté le 1er octobre 2015.

TVA Nouvelles

> RÉGIONAL > SAGUENAY-LAC-ST-JEAN > SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

Le nombre de locataires pauvres toujours en hausse

Valérie Fortin | TVA Nouvelles | **Publié le 13 décembre 2018 à 21:01**



Devant la détresse de nombreux ménages à faible revenu, l'organisme Loge m'entraide a lancé un autre cri du cœur jeudi dans l'espoir de convaincre la Ville de Saguenay d'apporter son aide pour la construction de nouveaux logements sociaux.

«Le projet de coopérative d'habitation La Solidarité n'a pas avancé d'un millimètre malgré la nouvelle administration de Josée Néron au pouvoir depuis un an», a lancé la coordonnatrice de l'organisme, Sonia Côté.

Loge m'entraide considère que les besoins de logements sociaux sont criants plus que jamais.

Selon des données de Statistique Canada, les locataires de Saguenay sont les plus pauvres au Québec après ceux de Trois-Rivières.

Près de 3000 ménages de Saguenay doivent engloutir plus de 50 % de leur revenu pour se loger alors que ça ne devrait normalement pas dépasser 30 %. L'organisme constate que certains locataires y consacrent même 100 % de leurs sous disponibles chaque mois.

«Loge m'entraide se battra un an, cinq ans, 10 ans, 50 ans, jamais nous n'abandonnerons les locataires appauvris!» a affirmé Mme Côté.

L'organisme constate aussi que personne n'est à l'abri de se retrouver dans une telle situation.

«On est beaucoup de gens à être dans le silence. À vivre cette situation-là», a indiqué Julie Boucher. La jeune femme de 23 ans se retrouve, elle-même, dans une situation difficile que jamais elle n'aurait pensé vivre.

Du jour au lendemain, elle a dû cesser de travailler pour une durée indéterminée en raison de problèmes de santé. Son revenu a été coupé presque de moitié. Elle a de la difficulté à joindre les deux bouts et doit consacrer 52 % de son revenu pour payer son appartement. Elle espère, un jour, voir de nouveaux logements sociaux être construits à Saguenay pour venir en aide à des familles dans le besoin.

Devant l'inaction de la Ville de Saguenay, l'organisme lance une cinquième campagne afin d'amasser les dons de la population. Depuis 2015, un total de 135 000 $ a été recueilli pour le projet de coopérative d'habitation La Solidarité.

---

leQuotidien



MYRIAM ARSENAULT
Le Quotidien

— 14 décembre 2018 / Mis à jour le 13 décembre 2018 à 20h50

Loge m'entraide réclame de l'aide

Profitant de la période des Fêtes, la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté, s'est présentée devant les médias avec un cadeau vide, afin de montrer l'absence de ressources qu'a le projet de coopérative d'habitation La Solidarité.

Sonia Côté déplore que le projet n'a pas avancé d'un millimètre sous l'administration de Josée Néron.

Elle affirme qu'elle a pourtant rencontré la Ville à trois occasions dans l'année, mais qu'aucun progrès n'a été fait.

En plus, Sonia Côté rappelle que l'administration de Saguenay avait aboli, en octobre, le rabais de taxes municipales qu'auraient eu les nouveaux projets de logements sociaux.

La contribution à amasser pour le projet augmente de 325 000 $, il passe donc de 985 000 $ à 1 310 000 $. Pour Loge m'entraide, le

projet de la coopérative d'habitation La Solidarité est un indispensable pour Saguenay, puisque 30 % des ménages doivent mettre plus de 30 % de leurs revenus dans leur loyer.

« Encore pire, 660 ménages doivent mettre 100 % et même plus pour se loger », a-t-elle continué, citant des informations prises dans un recensement datant de 2016. Elle a affirmé qu'elle allait continuer de se battre pour la coopérative, un, dix ou même 50 ans encore s'il le faut.

néomédia.com
16 décembre 2018 - 08:38

Un 4e Noël sans cadeau pour les locataires à faible revenu déplore Loge m'entraide

Par Salle des nouvelles



Sylvie Losier et Sonia Côté de Loge m'entraide. - Photo: Courtoisie

« Le projet de coopérative d'habitation La Solidarité n'ayant pas avancé d'un millimètre sous l'administration Néron au pouvoir depuis 1 an, c'est avec le coeur triste, peiné et tellement désolé que Loge m'entraide annonce aux ménages locataires appauvris de Saguenay qu'ils auront pour une 4e année de file un cadeau de Noël vide sous le sapin », a souligné en conférence de presse la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté accompagnée de Sylvie Losier, administratrice.

Loge m'entraide a pourtant rencontré la Ville 3 fois en 2018 (8 juin, 15 octobre et 16 novembre), mais sans succès, a-t-elle rappelé.

« La Ville consulte, réfléchit, s'interroge sur les besoins en logements sociaux et répète qu'elle n'a pas d'argent. L'administration Néron n'a donc pas encore réussi à donner à ses citoyens appauvris l'espoir de voir naître la coopérative d'habitation La Solidarité pour se sortir de conditions de logement pitoyables et/ou de coût de loyer trop élevé pour leur maigre revenu! »

Pourtant, selon l'organisme, la naissance de la coopérative d'habitation La Solidarité est toujours un besoin criant à Saguenay.

Les récentes données du recensement de 2016 confirment que les locataires de Saguenay sont parmi les plus pauvres des régions administratives au Québec et que 30 % de ces ménages doivent engloutir 30 % et plus de leur revenu au loyer, dont 660 ménages pas moins de 100 %.

Devant ce constat, Loge m'entraide est prêt à faire encore des efforts, mais demande à la mairesse de Saguenay de faire aussi sa part auprès des gouvernements.

> *« Puisque la Ville de Saguenay se dit trop pauvre pour aider la naissance de la coopérative d'habitation La Solidarité, Loge m'entraide va tenir une 5e campagne de dons. En contrepartie, nous demandons à la mairesse d'ajouter sa voix à celle de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) et de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) pour faire pression sur Québec et Ottawa afin que soient augmentés les investissements en matière de logement social. Avec des efforts communs, peut-être arriverons-nous un jour à dénouer l'impasse financière dans lequel le projet se retrouve. »*

Chose certaine, Loge m'entraide n'entend pas abandonner.

« Si Loge m'entraide doit encore se battre 1 an, 10 ans, 50 ans pour faire naître la Coopérative d'habitation La Solidarité, Loge m'entraide se battra encore 1 an, 10 ans, 50 ans! Jamais nous n'abandonnerons les locataires qui luttent corps et âme depuis 3 ans pour faire naître ce projet », a conclu Mme Côté.

leQuotidien

— 26 décembre 2018 / Mis à jour le 25 décembre 2018 à 20h17

Loge m'entraide reçoit 5 000 $



MYRIAM ARSENAULT
Le Quotidien

Pour Noël, Loge m'entraide a reçu un cadeau important de la part d'une communauté religieuse de Montréal. Les Servantes du Saint-Coeur de Marie ont offert à l'organisme un don de 5000 $ pour son projet de coopérative d'habitation La Solidarité.

Ce montant s'ajoute aux 135 000 $ déjà récoltés grâce à la générosité de donateurs et de plusieurs groupes religieux.

« Ce don de 5000 $ des Servantes du Saint-Coeur de Marie de Montréal viendra, spécialement en ce temps de Noël, redonner de l'espérance dans le coeur des locataires appauvris de Saguenay qui luttent avec tant de courage depuis trois ans pour faire naître la coopérative d'habitation La Solidarité », s'est réjoui la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté, par voie de communiqué.

Ce montant s'inscrit dans la cinquième campagne de dons pour le projet La Solidarité, laquelle a pris son envol le 1er décembre 2018 et doit se terminer le 1er février 2019.

Sonia Côté était très fière que des communautés de l'extérieur du Saguenay–Lac-Saint-Jean s'intéressent à son projet. « Ce projet de coopérative ne s'appelle pas pour rien La Solidarité ! Il va même jusqu'à obtenir des solidarités qui dépassent nos frontières régionales en provenance de communautés religieuses », a-t-elle commenté.

Dix communautés ont donné à ce jour près de 70 000 $.

Le projet de la coopérative d'habitation La Solidarité comprendrait douze logements sociaux pour aider les gens à faible revenu à se loger.

leQuotidien

— 26 décembre 2018 / Mis à jour le 25 décembre 2018 à 20h18

Le partage

OPINION / « Le contraire de la misère, ce n'est pas la richesse, c'est le partage », dit l'abbé Pierre. En cette période des Fêtes qui s'amorce, Loge m'entraide tient à remercier celles et ceux qui en 2018, ont posé un geste de partage en appui à notre mission, notre combat. Bien sûr, il y a eu des partages monétaires venus aider la survie de Loge m'entraide ou encore la naissance de la coopérative d'habitation La Solidarité.

Dans le premier cas, merci à vous qui avez permis de sauver Loge m'entraide d'une fermeture, ce que nous avons craint sérieusement en février 2018. Dans le deuxième cas, merci à vous qui avez participé à la 4e campagne de don envers ce projet, faisant passer de 112 000 $ à 135 000 $ l'argent amassé, et merci à vous qui contribuez actuellement à la 5e campagne via notre page Facebook ou par l'envoi d'un chèque à nos bureaux.

Bien que le partage monétaire est indispensable dans les deux situations mentionnées, d'autres formes de partage contribuent aussi à soutenir le combat difficile que nous menons depuis plus de 20 ans. Notamment, le partage de persévérance de nos militants

qui luttent malgré l'adversité... Le partage de solidarité de nos 800 membres qui donnent une force à notre organisme... Le partage d'espérance de citoyens qui nous encouragent sans cesse à ne pas lâcher...

Bref, tous ces partages et bien d'autres encore, qu'ils aient été financiers ou humains, étaient des gestes purs, gratuits, désintéressés, sans attente en retour et surtout, sans jugement ni préjugés à l'égard des locataires appauvris. Ils rejoignaient ainsi l'un des sens que vient exprimer ce passage biblique : « Que ta main gauche ignore ce que fait ta main droite. (Mt. 6,3) ».

Merci aux militants, bénévoles, membres, donatrices, donateurs, citoyennes, citoyens, entreprises, communautés religieuses, sans oublier Sa Sainteté le pape François ! À vous toutes et tous, ainsi qu'à vos proches, que ce temps des Fêtes vous soit joie dans le coeur et que l'année 2019 vous retourne le partage fait envers notre oeuvre en une abondante pluie d'amour et de santé !

Sonia Côté, coordonnatrice

Loge m'entraide

---

néomédia.com

31 décembre 2018 - 11:24

Loge m'entraide donne son prix citron 2018 à Saguenay

Par Salle des nouvelles



La mairesse Josée Néron lors d'une rencontre avec la coordonnatrice de l'organisme Sonia Côté. - Photo: Archives

Loge m'entraide a dévoilé ce matin son prix citron pour 2018 et c'est à la Ville de Saguenay que l'organisme le décerne.

Il lui reproche d'avoir aboli le rabais de taxes de 25 ans pour les nouveaux projets de logement sociaux, ce qui a fait augmenter de 350 000 dollars le montant à recueillir pour fonder sa coopérative d'habitation à Kénogami.

L'organisme souligne aussi qu'on avait appris en novembre que les locataires de Saguenay sont les seconds plus pauvres des régions métropolitaines selon les données du recensement 2016.

---

leQuotidien



PASCAL GIRARD
Le Quotidien

— 3 janvier 2019 / Mis à jour le 2 janvier 2019 à 20h52

Loge m'entraide décerne son prix Citron à Saguenay

L'organisme Loge m'entraide décerne son prix Citron de l'année 2018 à l'administration municipale de Saguenay.

C'est par le biais d'une publication sur sa page Facebook que Loge m'entraide a accordé à la Ville ce triste honneur, « pour avoir aboli le rabais de taxes de 25 ans aux nouveaux projets de logements sociaux, faisant augmenter la contribution financière à amasser pour fonder la coopérative d'habitation La Solidarité. »

Cette annonce a été faite à l'organisme lors d'une rencontre tenue le 15 octobre en compagnie de la présidente de l'arrondissement de Jonquière, Julie Dufour, et de l'attachée politique de la mairesse, Nadia Bergeron.

La coordonnatrice de l'organisme, Sonia Côté, avait alors calculé qu'elle devrait trouver 1 310 000 $ au lieu des 985 000 $ initiaux.

Le message Facebook déplore aussi qu'aucune rencontre avec Josée Néron n'a été possible depuis son élection à la mairie de Saguenay à l'automne 2017.

« On a envoyé trois demandes de rencontre au début de son mandat pour la féliciter de son élection à la mairie et discuter de logement social, mais nos lettres sont restées sans réponse. De plus, aucun mot d'honneur n'a été écrit dans notre journal spécial sur nos 20 ans de fondation, ce qui a attristé nos 800 membres », a-t-elle déclaré, par voie de communiqué.

Faits marquants

Par ailleurs, Loge m'entraide a souligné ses trois faits marquants de 2018, dont la remise par le pape François d'un don de 3000 $, en août, par l'entremise de la Nonciature apostolique du Canada, ce qui représente l'équivalent de l'ambassade du Vatican au Canada.

L'organisme a aussi rappelé que des statistiques révélaient, en novembre, qu'avec des revenus médians de 32 912 $ enregistrés en 2015, les 24 905 ménages et locataires de Saguenay figurent à l'avant-dernier rang des régions métropolitaines de recensement (RMR) pour les revenus annuels, ne devançant que Trois-Rivières, où les revenus médians se situent à 31 199 $.

Loge m'entraide a également célébré son 20e anniversaire en avril.

leQuotidien



19 janvier 2019 / Mis à jour le 18 janvier 2019 à 23h06

Hausse du prix des loyers: Loge m'entraide invite à la prudence



JONATHAN HUDON
Le Quotidien

Loge m'entraide invite tous les locataires de Saguenay à se méfier d'une potentielle hausse du prix de leur loyer en 2019, que l'organisme craint de voir augmenter en raison du budget municipal.

C'est surtout en raison de la hausse des taxes municipales que l'organisme communautaire invite les 24 905 locataires à se méfier. De plus, la Régie du logement a publié les indices d'augmentation suggérés pour 2019, qui se chiffrent à 0,5 pour cent pour les logements non chauffés, à 0,4 pour cent pour les logements chauffés à l'électricité et au gaz, et 2,6 pour cent pour les habitations chauffées au mazout.

« Les gens ne pensent pas que les locataires paient aussi des taxes municipales, pourtant, la différence entre le montant des taxes de 2018 et celles de 2019 que reçoivent les propriétaires d'immeubles est refilée à leurs locataires dans les avis d'augmentation de loyer », a partagé la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté, par voie de communiqué.

Tous les locataires sont invités à communiquer avec Loge m'entraide avant d'accepter ou refuser toute hausse de loyer. Un locataire a trois options lorsqu'il reçoit un avis d'augmentation, soit refuser ladite augmentation et déménager, la refuser lors du renouvellement du bail ou l'accepter.

« Dans notre deuxième mission qu'est la défense des droits, cela fait partie de nos services d'aider les locataires à faible revenu à faire les calculs appropriés pour savoir s'ils doivent refuser ou non un avis d'augmentation de loyer et la manière d'y répondre, a ajouté Sonia Côté. Ils ne doivent pas se gêner pour nous appeler afin d'éviter toute hausse de loyer abusive.

Selon Loge m'entraide, c'est à Jonquière que le prix moyen d'un logement est le plus élevé à 594 $, en hausse de 2,9 pour cent en 2018. Le prix moyen est de 506 à La Baie et de 585 $ à Chicoutimi.

néomédia.com

31 janvier 2019 - 13:59

Conversion de l'ex-hôtel de ville de Kénogami en coop d'habitation : Loge m'entraide demande une étude

Par Salle des nouvelles



- Photo: Courtoisie

Loge m'entraide tente toujours de trouver des solutions pour faire naître la coopérative d'habitation La Solidarité.

En mai 2018 et novembre 2018, l'organisme a proposé à Saguenay pas moins de 5 scénarios possibles de fondation, dont parmi ceux-ci, la conversion de l'ancien hôtel de ville de Kénogami ou la cession du dit terrain au coût modique de 1 $ s'il devait être démoli.

Loge m'entraide est revenu à la charge le 24 janvier dernier, demandant au cabinet de la mairesse de lui autoriser l'accès à l'immeuble pour y effectuer une étude de viabilité avec ses professionnels (Groupe de ressources technique et architecte) pour savoir s'il est possible de convertir l'immeuble, les coûts et la contribution du milieu requise.

Le cabinet de la mairesse a répondu que la que « la Ville analyse l'état du bâtiment pour savoir les options possibles ».

Sonia Côté, coordonnatrice de Loge m'entraide, se questionne.

« Comment Saguenay peut-elle analyser toutes les options possibles pour l'ancien hôtel de ville de Kénogami si elle n'a pas aussi entre les mains l'option de convertir l'immeuble en une coopérative d'habitation? Pourquoi on nous refuse l'accès depuis mai 2018? »

Décrépitude ou non. Mme Côté souligne que seule une « étude de viabilité » produite par des professionnels mandatés est en mesure de produire une étude de viabilité en fonction du programme gouvernemental qui existe, soit Accès-Logis.

« Le bâtiment est peut-être en décrépitude comme la Ville le laisse croire, mais cela ne veut pas dire que l'on ne pourrait pas en faire une coopérative d'habitation. On a réussi à convertir l'ancienne école Saint-Philippe en 2005 qui était en décrépitude avancée et aujourd'hui, 20 ménages locataires y sont logés dignement. »

Rappelons que Loge m'entraide tente de fonder une coopérative d'habitation à Kénogami depuis 2013 afin de répondre aux besoins urgents des ménages locataires appauvris de ce secteur.

L'organisme a mené 19 actions collectives depuis 2015 envers ce projet qui est appuyé de 5600 signataires et 166 donateurs.

Loge m'entraide tient aussi jusqu'au 15 février une 5e campagne de don afin d'élever les 135 000 $ qu'il a déjà récoltés en espérant convaincre Saguenay de collaborer à cette naissance.

leQuotidien

— 31 janvier 2019 / Mis à jour à 13h12



PASCAL GIRARD
Le Quotidien

Loge m'entraide convoite toujours l'ancien hôtel de ville

Loge m'entraide a demandé, en vain pour l'instant, à Saguenay de pouvoir étudier avec ses propres experts l'ancien hôtel de ville de Kénogami.

L'organisme tente de trouver des solutions pour faire naître la Coopérative d'habitation La Solidarité.

Selon un communiqué transmis au Quotidien mercredi, en mai 2018 et novembre 2018, l'organisme a proposé à Saguenay pas moins de cinq scénarios possibles de fondation, dont la conversion de l'ancien hôtel de ville de Kénogami ou la cession du terrain au coût modique de 1 $ s'il devait être démoli.

Ainsi, l'organisme est revenu à la charge le 24 janvier dernier, demandant au cabinet de Josée Néron de lui autoriser l'accès à l'immeuble pour y effectuer une « étude de viabilité » avec ses professionnels (groupe de ressources technique et architecte) pour savoir s'il est possible de convertir l'immeuble, les coûts et la contribution du milieu requise.

La coordonnatrice Sonia Côté s'est fait répondre qu'il était trop tôt pour accepter cette demande. « Actuellement, nos services en sont à déterminer l'état du bâtiment afin de savoir quelles sont les options possibles. Cependant, nous recevons votre demande et nous pourrons y donner suite dans les prochains mois quand nous aurons un meilleur éclairage sur la situation », a fait parvenir par courriel l'attachée de presse Cindy Girard.

« Je m'explique mal son empressement. Le Service des immeubles est en train de faire une expertise », a ajouté la présidente de l'arrondissement de Jonquière, Julie Dufour, lors d'un entretien téléphonique.

« Le bâtiment est peut-être en décrépitude comme la Ville le laisse croire, mais cela ne veut pas dire que l'on ne pourrait pas en faire une coopérative d'habitation. On a réussi à convertir l'ancienne école Saint-Philippe en 2015 qui était en décrépitude avancée et aujourd'hui, 20 ménages y sont logés dignement », affirme Mme Côté.

Une courte recherche a permis de voir que depuis 2015, Sonia Côté et Loge m'entraide ont démontré de l'intérêt pour le 21 Price Ouest (décembre 2017), l'École Riverside (juillet 2017), le terrain de l'ancienne boulangerie Fortin à Kénogami (juillet 2016) et la prison de Chicoutimi (décembre 2015).

Radio-Canada rapportait la semaine dernière que la démolition de l'ancien hôtel de ville pourrait coûter un demi-million de dollars.

leQuotidien

— 11 mars 2019 / Mis à jour le 10 mars 2019 à 20h49



STÉPHANE BOUCHARD
Le Quotidien

La Caisse Desjardins de Chicoutimi donne 25 000 $ à Loge m'entraide

Loge m'entraide a reçu un immense coup de pouce pour financer la coopérative d'habitation La Solidarité. La Caisse Desjardins de Chicoutimi a promis de verser 25 000 $ si le projet se réalise d'ici 2023.

Ce don, fait dans le cadre de la cinquième campagne de financement de l'organisme, est le plus important de toute son histoire. En tout, lors de cette cinquième campagne, Loge m'entraide a récolté plus de 40 000 $ auprès de 51 donateurs. Cette somme a été amassée en trois mois, entre décembre et mars.

La coordonnatrice de l'organisme qui défend le droit à un logement décent et abordable, Sonia Côté, raconte avoir appris avec joie

cette « excellente nouvelle ». Elle voit des similitudes entre le fonctionnement des Caisses Desjardins et celui de Loge m'entraide.

« C'est très représentatif, car la Caisse Desjardins fonctionne elle aussi en mode coopératif, sans notion de profit, où sont véhiculées des valeurs de partage, d'engagement et de solidarité, et où les membres sont au cœur de toutes les décisions », estime Mme Côté.

Elle est heureuse que le travail acharné qu'elle effectue soit récompensé. « On fait des efforts constants. On interpelle le plus de gens possible », indique-t-elle, précisant avoir reçu la réponse positive de cette contribution par la poste le 1er mars.

Sonia Côté espère que ce geste d'une grande générosité interpellera d'autres donateurs à se manifester et à embarquer dans ce projet d'habitation.

La Solidarité est un projet estimé à 2,3 M $ qui doit voir le jour à Jonquière, dans le secteur de Kénogami. Dans sa forme actuelle, il comporte 12 logements sociaux.

À ce jour, Sonia Côté décrit la lutte pour la naissance de La Solidarité comme son « plus long et plus difficile combat ». Malgré cette nouvelle réjouissante, Loge m'entraide doit encore trouver plus de 800 000 $. La contribution de l'organisme, pour que le projet se réalise, se chiffre à 985 000 $.

Loge m'entraide a réservé un terrain à vendre en 2015 pour y construire le bâtiment de la coopérative La Solidarité.

néomédia.com 11 mars 2019 - 12:12 Par Salle des nouvelles

175 000 $ pour aider la naissance d'une coop d'habitation à Kénogami



- Photo: Courtoisie

Dans le cadre de sa 5e campagne de dons pour aider la naissance de la coopérative d'habitation La Solidarité, Loge m'entraide a récolté en 3 mois seulement (1 décembre 2018 au 1 mars 2019), pas moins de 40 000 $ auprès de 51 nouveaux donateurs.

Le total amassé s'élève maintenant à 175 000 $, dans lequel il y a 214 donateurs, soit

• 11 communautés religieuses

• 42 instances/entreprises

• 161 individus, dont le pape François.

La somme de 175 000 $ est la plus haute récolte de dons pour un projet parmi les 4 coopératives d'habitation que Loge m'entraide a fondées en 21 ans d'existence, explique la coordonnatrice, Sonia Côté.

« Ce projet débuté en 2015 est le plus long et difficile combat que nous ayons à mener! Nous avons tenu 19 actions collectives desquelles 5 campagnes de dons à raison d'une par année malgré notre réseau de contacts anémiques et nos ressources humaines limitées. Cette récolte exceptionnelle de 175 000 $, c'est le fruit d'efforts incalculables à coups de lettres, de rencontres, de téléphones, de courriels, de mobilisations. »

Mme Côté a tenu aussi à profiter de cette annonce pour souligner l'appui significatif d'un nouveau partenaire financier majeur qui a accepté, le premier mars, de verser un don de 25 000 $ conditionnels à ce que le projet se réalise d'ici 2023, soit la Caisse Desjardins de Chicoutimi.

« Ce partenariat entre la Caisse Desjardins de Chicoutimi et le projet de coopérative d'habitation La Solidarité, c'est comme deux âmes soeurs qui se rencontrent ! C'est très représentatif, car la Caisse fonctionne elle aussi en mode coopératif, sans notion de profit, où sont véhiculées des valeurs de partage, d'engagement, de solidarité et où les membres sont au coeur de toutes les décisions ! Nous en sommes très fiers et reconnaissants ! »

Toujours un besoin

Loge m'entraide rappelle que ce projet est toujours un besoin criant, soulignant que les ménages locataires de Saguenay sont les 2e plus pauvres de toutes les régions administratives et que le tiers doivent consacrer plus que 30 % de leur revenu pour se loger, dont 660 ménages plus de 100 %.

L'organisme a réservé depuis 2015 un terrain privé à vendre à Kénogami et a tenu un nombre sans précédent de 19 actions collectives donnant une voix aux locataires appauvris qu'il représente et défend.

Loge m'entraide doit amasser 985 000 $ en dons pour arriver à fonder ce projet de 12 logements sociaux.

RADIO-CANADA.CA

ICI PREMIÈRE

Loge m'entraide dénonce des habitations de «luxe»

PUBLIÉ LE LUNDI 11 MARS 2019



La rencontre d'information a eu lieu lundi à l'église Saint-Jean-Eudes. Photo : Vicky Boutin

On prépare la transformation de l'église St-Jean-Eudes. Le projet permettrait de modifier la vocation de l'établissement dont la construction remonte à 1953 et d'en faire un édifice d'habitation de 18 unités de condominiums de luxe. Cette idée ne réjouit pas la coordonnatrice de Loge m'entraide Sonia Côté, qui est au bout du fil pour en discuter

néomédia.com

20 mars 2019 - 15:29

Rabais de taxes pour des logements sociaux : Loge m'entraide attend son tour

Par Salle des nouvelles



La coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté, rappelle que son organisme avait mis en branle une campagne de téléphone rouge au cabinet de la mairesse du 26 octobre au 2 novembre 2018, où plus de 100 citoyens avaient alors appelé pour demander le retour du rabais de taxes de 25 ans. - Photo: Courtoisie

Les locataires appauvris de Saguenay viennent de se réapproprier un gain qu'ils avaient perdu en novembre 2018 souligne Loge m'entraide, avec le retour du rabais de taxes municipales de 25 ans pour les nouveaux projets de logements sociaux à Saguenay.

L'organisme a constaté ce fait à la suite à l'annonce de la Ville qui vient d'accepter une exemption de taxes de 25 ans pour un projet de logements sociaux qui verra le jour dans un édifice religieux excédentaire.

Rappelons que cette exemption de taxes municipales de 25 ans offerte depuis 14 ans (2005), avait été une bataille menée par Loge m'entraide afin d'abaisser la contribution financière requise aux nouveaux projets de logements sociaux et ainsi en faciliter la naissance. Mais en novembre 2018, la Ville avait alors décidé d'abolir cette mesure à la grande déception de Loge m'entraide.

Pour faire infirmer cette décision, l'organisme avait alors mis en branle une campagne de téléphone rouge au cabinet de la mairesse du 26 octobre au 2 novembre 2018, où plus de 100 citoyens avaient alors appelé pour demander le retour du rabais de taxes de 25 ans.

La coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté, se dit maintenant soulagée d'apprendre que ce rabais de taxes de 25 ans soit de nouveau en vigueur.

« Voilà une preuve que les actions collectives que Loge m'entraide tient en faveur du droit au logement et la lutte à la pauvreté ne sont jamais vaines et finissent par donner des fruits dans l'intérêt de tous les locataires appauvris et projets de logements sociaux à Saguenay, comme celui qui logera des 18 à 32 ans dans un édifice religieux excédentaire. »

Loge m'entraide espère maintenant que le projet de Coopérative d'habitation La Solidarité obtiendra à son tour le feu vert de la Ville, projet réclamé par 6000 signataires et 215 donateurs ayant versé 175 000 $ suite à 5 campagnes de dons.

Loge m'entraide a trouvé un terrain à Kénogami qui permettrait l'arrivée de 12 logements sociaux. Ne manque plus que la contribution de la Ville, soit 810 000 $ étalés sur 10 ans et ledit rabais de taxes de 25 ans pour aller de l'avant.

leQuotidien

— 2 avril 2019 / Mis à jour le 1er avril 2019 à 23h00

La Solidarité attend l'appui de Saguenay

OPINION / Josée Néron, mairesse de Saguenay et ses conseillers,

Dans le cadre de notre cinquième campagne de dons tenue du 1er décembre 2018 au 1er mars 2019 pour aider la naissance de la Coopérative d'habitation La Solidarité dans l'arrondissement Jonquière, 40 000 $ ont été amassés (52 nouveaux donateurs) pour un total de 175 000 $ auprès de 11 communautés religieuses (68 800 $), 42 instances/entreprises (76 550 $) et 162 individus, notamment le pape François (29 650 $).

Ces 175 000 $ sont le fruit d'efforts incalculables, le plus haut montant jamais récolté pour aider un projet de coop à naître. C'est aussi 14 actions collectives organisées pour un seul projet à faire résonner le besoin des locataires appauvris de Saguenay auprès de la Ville, un nombre jamais égalé : une manifestation (2015), neuf sit-in silencieux (2016), une pétition de 5600 signataires (2016), deux actions Tintamarres (2017), une campagne de Téléphone rouge (2018).

Combien d'actions collectives et de campagnes de dons devrons-nous encore multiplier pour obtenir l'aide municipale requise ? Combien de locataires appauvris devront-ils tomber au combat devant autant de désespérance, de découragement et de déception ? Que devons-nous faire pour toucher votre cœur de décideurs, votre volonté de politiciens, votre esprit de discernement ?

Le besoin de voir naître ce projet est encore urgent. Le recensement de 2016 le prouve : les ménages locataires de Saguenay sont devenus les deuxième plus pauvres des régions administratives au Québec ; 7475 doivent payer plus que la norme de 30 % de leur revenu pour se loger dont 1065 plus de 80 % et 660 plus de 100 % !

Qu'est-ce que l'administration Néron attend pour dire « oui » à leur projet ? Entendez-vous les cris qui réclament un toit coopératif pour être logés dignement et y vivre des valeurs de partage, d'entraide, où les locataires seront au cœur de toutes les décisions ?

Laisser mener depuis quatre ans un combat aussi gigantesque à des locataires qui sont déjà eux-mêmes dans la misère, mal logés, appauvris et désespérés n'est pas digne d'une Ville. Votre réponse que « la Ville est trop pauvre » pour refuser de les aider, cette réponse que vous servez à ceux-là mêmes qui se présentent devant vous et qui vivent au quotidien ce qu'est « la réelle pauvreté » n'est plus recevable.

Combien de fois reproche-t-on aux personnes appauvries d'être paresseuses et de ne pas vouloir s'en sortir ! Ce projet démontre pourtant le contraire devant autant d'efforts collectifs depuis quatre ans !

Sonia Côté

coordonnatrice de Loge m'entraide

leQuotidien



JONATHAN HUDON
Le Quotidien

— 13 avril 2019 / Mis à jour à 10h01

Ancien hôtel de ville de Kénogami: Loge m'entraide intéressé

Sonia Côté ne lâchera pas le morceau concernant l'utilisation de l'ancien hôtel de ville de Kénogami, ciblé comme un bâtiment potentiel pour y construire la coopérative d'habitation La Solidarité.

La coordonnatrice de Loge m'entraide a été surprise d'apprendre que la Ville de Saguenay lançait un appel d'offres pour donner une nouvelle vie à l'ancien hôtel de ville de Kénogami,

inoccupé depuis 2017. L'organisme a rencontré la présidente d'arrondissement de Jonquière, Julie Dufour, en février dernier, pour demander la permission de visiter le bâtiment afin d'évaluer son potentiel.

Sans nouvelle de sa rencontre avec Mme Dufour, Sonia Côté entend présenter une nouvelle fois le projet de coopérative à la Ville.

«Le projet de coopérative d'habitation La Solidarité n'a pas avancé d'un millimètre depuis le 1e octobre 2015, a réagi Mme Côté dans un communiqué. La Ville n'a pas encore réussi à donner de l'espoir aux locataires appauvris de voir leur projet se réaliser malgré les 175 120 $ amassés en dons. La conversion de cet immeuble fait d'ailleurs partie des quatre scénarios présentés à la Ville pour faire naître le projet. Encore aujourd'hui, on est prêt à remuer ciel et terre pour sauver cet immeuble patrimonial et y voir loger dignement des locataires à faible et modeste revenu sous un toit coopératif.»

Loge m'entraide célèbre ses 21 années d'existence en ce samedi 13 avril. Au fil des ans, 19 actions collectives ont été menées pour demander à Saguenay d'appuyer le projet d'habitation La Solidarité. Cinq campagnes de financement ont permis d'amasser plus de 175 000 $, répartis en 217 donateurs.

Vendredi, la Ville de Saguenay lançait un appel de projets pour étudier toutes les propositions. Les personnes intéressées peuvent le faire sur le site Internet de la Ville, dans la section «La ville et vie démocratique», sous l'onglet «Approvisionnement».

---

leQuotidien



ANNE-MARIE GRAVEL
Le Quotidien

— 19 avril 2019 / Mis à jour le 18 avril 2019 à 21h16

Loge m'entraide réclame encore le terrain à Kénogami

La coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté, demande que le terrain de l'ancienne Boulangerie Fortin de Kénogami soit remis aux locataires appauvris afin d'y construire la Coopérative d'habitation La Solidarité. Sonia Côté a appris avec surprise dans les médias que la Ville allait décontaminer le terrain de l'ancienne Boulangerie Fortin.

Elle réclame maintenant le terrain afin d'y implanter le projet de coopérative mis de l'avant en 2013 et qui n'a toujours pas abouti.

L'histoire entre le terrain de Kénogami et Loge m'entraide ne date pas d'hier. En 2013, l'organisme voulait y construire la Coopérative d'habitation La Persévérance.

La Ville avait offert de céder le terrain à l'organisme pour 1 $, afin qu'elle y soit aménagée. En 2014, le projet a dû être abandonné à la suite de la découverte de la contamination des sols en hydrocarbures.

« Bien que la Ville avait alors offert un autre terrain situé à Chicoutimi-Nord sur laquelle est fondée depuis le 1er juillet 2017 la Coopérative d'habitation La Persévérance, Loge m'entraide n'a jamais abandonné pour autant les locataires de Kénogami, débutant un nouveau projet le 1er octobre 2015 afin d'y fonder la Coopérative d'habitation La Solidarité », affirme Sonia Côté.

L'implantation de la coopérative sur le terrain de l'ancienne Boulangerie Fortin constitue le premier choix de l'organisation.

Quatre scénarios sont envisagés par Loge m'entraide quant à la naissance de la coopérative d'habitation à Kénogami.

L'organisme envisage une construction neuve sur un terrain privé à vendre réservé depuis 2015, la conversion de l'ex-hôtel de Ville de Kénogami, la décontamination du terrain de l'ancienne Boulangerie Fortin ou la cession d'un bâtiment et/ou terrain municipal à Kénogami ou les environs. Anne-Marie Gravel

néomédia.com

19 avril 2019 - 12:59

Projet de coop d'habitation : Loge m'entraide veut que Saguenay lui redonne un terrain

Par Salle des nouvelles

À sa grande surprise, Loge m'entraide dit avoir appris par le truchement des médias que la Ville de Saguenay décontaminera le terrain de l'ancienne Boulangerie Fortin.

L'organisme demande à la mairesse et ses conseillers que le terrain soit redonné aux locataires appauvris qui en 2013, voulait y fonder une coopérative d'habitation, mais qui ont vu leur projet avorté après avoir découvert que le terrain était contaminé.

La Ville avait offert pour 1 $ ce terrain en décembre 2013 pour que Loge m'entraide fonde à cette époque la coopérative d'habitation La Persévérance. Mais en 2014, après que l'organisme eu fait faire des expertises de sols, les résultats avaient conclu que le terrain était contaminé aux d'hydrocarbures, faisant avorter la naissance du projet dans ce secteur.

Bien que la Ville avait alors offert un autre terrain situé à Chicoutimi-Nord sur laquelle est fondée depuis le 1er juillet 2017 la coopérative d'habitation La Persévérance, Loge m'entraide n'a jamais abandonné pour autant les locataires de Kénogami, débutant un nouveau projet le 1er octobre 2015 afin d'y fonder la coopérative d'habitation La Solidarité.

Depuis 2015, 19 actions collectives ont été organisées pour obtenir la contribution de la Ville, dont 9 Sit-in silencieux dans les escaliers de l'hôtel de ville, une pétition de 5600 signataires et 5 campagnes de dons ayant permis de récolter à ce jour 175 200 $ (217 donateurs).

Mais le projet n'a pas encore avancé d'un millimètre, souligne l'organisme. Même si la Ville a lancé un appel public de projets la semaine dernière pour trouver une nouvelle vocation à l'ex-hôtel de ville de Kénogami, la coordonnatrice de Loge m'entraide, Sonia Côté, considère que le terrain de l'ancienne Boulangerie Fortin doit être le choix numéro 1 pour fonder la coopérative d'habitation La Solidarité.

« La Ville doit redonner aux locataires appauvris ce terrain qu'ils ont perdu en 2013 afin de faire naître la coopérative d'habitation La Solidarité. Cela coûtera moins cher que de convertir l'ex-hôtel de ville de Kénogami et le projet pourrait voir le jour d'ici 18 mois pour répondre enfin au besoin urgent des locataires de ce secteur. »

Loge m'entraide rappelle que ce combat collectif mené pour fonder la Coopérative d'habitation La Solidarité est le plus difficile de toute son histoire avec un nombre sans précédent de 19 actions collectives pour arriver à obtenir la collaboration de la Ville pour fonder un projet de Coopérative d'habitation.

RADIO-CANADA

ICI Saguenay–Lac-Saint-Jean

Loge m'entraide revendique le terrain de l'ancienne Boulangerie Fortin de Kénogami

Publié le vendredi 19 avril 2019



Saguenay décontaminera le terrain de l'ancienne Boulangerie Fortin, à Kénogami, dans le but de vendre les actifs. Photo: Radio-Canada

La coordonnatrice de Loge m'entraide Sonia Côté réclame que la Ville de Saguenay donne à l'organisme le terrain de l'ancienne Boulangerie Fortin afin d'en faire une coopérative d'habitation pour les plus démunis. Cette demande survient après l'annonce de la décontamination du terrain cette semaine.

En 2013, la Ville avait offert ce terrain à Loge m'entraide pour la somme de 1 $, mais les procédures avaient été interrompues en raison de la présence d'hydrocarbures dans le sol.

Maintenant que la décontamination a été annoncée, Sonia Côté y voit une excellente occasion pour les locataires plus démunis de Kénogami.

> *« On ne veut pas que la Ville vende au privé ce terrain, il doit demeurer un bien collectif. »*
>
> — *Sonia Côté, coordonnatrice, Loge m'entraide*

La coopérative d'habitation La Solidarité est un projet totalisant 2,3 millions de dollars. Sonia Côté assure que si celui-ci se concrétise à cet endroit, le bâtiment pourrait être prêt dans un délai de 18 mois.

« Quoi de mieux que d'offrir ce terrain aux locataires appauvris qui réclament depuis longtemps la naissance de la coop La Solidarité? »

La Ville confirme que le dossier est à l'étude, mais invite également l'organisme à déposer une demande en bonne et due forme comme les autres organisations ou acheteurs intéressés.

Difficile de convertir l'ex-hôtel de ville de Kénogami

Un autre scénario envisagé par Loge m'entraide est l'utilisation de l'ancien hôtel de ville de Kénogami.

Toutefois, Sonia Côté croit que ce projet serait plus coûteux en raison du caractère patrimonial du bâtiment et des possibles contaminations à l'intérieur.

L'organisme réclame des logements sociaux dans le secteur depuis 2013 et 175 200 $ ont été amassés jusqu'à maintenant.

SHERBROOKE

RADIO-CANADA
ICI Estrie

Résidence Treizième Nord de Sherbrooke : des locataires s'adressent à la Régie du logement

Publié le mardi 6 novembre 2018



La résidence Treizième Nord, à Sherbrooke, fermera ses portes mercredi prochain pour des raisons financières. Photo: Radio-Canada / Charles Beaudoin

L'Association des locataires de Sherbrooke compte amener les ex-propriétaires de la Résidence Treizième Nord devant la Régie du logement.

Cette résidence pour personnes âgées avait fermé subitement ses portes en juin dernier. À l'époque, ses 25 locataires avaient eu moins d'une semaine pour se trouver un nouveau logement.

La copropriétaire de la résidence, Chantal Acteau, avait soutenu à l'époque ne pas avoir eu le choix d'agir ainsi. Sans vouloir donner de chiffres, cette dernière avait signalé que des travaux importants avaient été effectués à la résidence au cours de la dernière année et que d'autres seraient nécessaires pour qu'elle soit conforme aux exigences du gouvernement, qui a resserré les normes au lendemain de la tragédie à L'Isle-Verte.

Malgré tout, le président de l'Association, Normand Couture, soutient que cette pratique est inacceptable.

Jusqu'à maintenant, au moins trois ex-locataires ont accepté de porter plainte auprès de la Régie du logement. Selon Normand Couture, ils n'auraient pas reçu non plus les trois mois de loyers auxquels ils ont droit.

M. Couture profite de l'occasion pour envoyer une demande à Québec. « Il faut qu'il y ait un nouveau règlement dans la loi de la Régie du logement. Le propriétaire doit être dans l'obligation de respecter les droits des locataires en leur donnant une compensation de trois mois plus les frais de déménagements sans que ces derniers ne soient dans l'obligation de faire une démarche auprès du tribunal. C'est ce qui ne marche pas actuellement. »

Il entend réclamer les compensations auxquels les ex-locataires auraient droit, en plus de demander des dommages et intérêts pour le trop court délai d'éviction reçu.

RADIO-CANADA
ICI Estrie

L'Association des locataires de Sherbrooke dans la rue pour plus de logements sociaux

Publié le mardi 20 novembre 2018



Sept personnes ont répondu à l'appel de l'Association des locataires de Sherbrooke pour marcher du coin des rues King et Wellington jusqu'à l'hôtel de ville. Photo: Radio-Canada / Marion Bérubé

« Pour le droit au logement ! », ont scandé une dizaine de manifestants en se rendant devant l'hôtel de ville de Sherbrooke mardi. Ils ont répondu à l'appel de l'Association des locataires de Sherbrooke (ALS), qui a une demande bien claire pour les élus : inclure la construction de 100 unités de logements sociaux par année pendant cinq ans dans le prochain budget municipal.

Selon l'ALS, le nombre de constructions de logements sociaux a baissé dans le dernier budget. L'Association demande désormais un engagement de la Ville pour une période de cinq ans.

« Cent unités, ça permet à 100 ménages locataires de se loger convenablement à un coût accessible, mais ça fait en sorte que ça va prendre moins d'années pour loger les 6105 ménages locataires qui, actuellement, ne sont pas capables de payer leur logement et qui, souvent, vivent dans des logements insalubres », a indiqué le coordonnateur de l'ALS, Normand Couture. Ce dernier a profité de l'occasion pour rappeler que cet engagement avait été pris par le précédent conseil municipal.



L'Association des locataires de Sherbrooke demande à la Ville d'inclure la construction de 100 unités de logements sociaux par année pour une période de 5 ans dans le prochain budget municipal. Photo : Radio-Canada / Marion Bérubé

> *« Ce manque [de logements sociaux] dans ma ville me fait souffrir [...] Comme beaucoup de ces personnes n'ont pas la capacité de se retrouver ici aujourd'hui pour diverses raisons, moi je veux être une voix pour elles. »*
>
> — *Johanne Proulx, participante à l'action*

Normand Couture souhaite que la mesure soit écrite noir sur blanc dans le prochain budget. « Il faut absolument que cette année le conseil municipal réponde à ces besoins-là. D'autant plus que le 22 novembre 2017 le fédéral a annoncé des investissements de 40 milliards sur 10 ans pour régler la problématique du logement social », a-t-il rappelé.

Des appuis du conseil

L'ALS a envoyé une lettre aux élus de la Ville pour leur demander d'appuyer leur démarche. La conseillère Évelyne Beaudin a répondu à l'appel.

« Pour moi, c'est une condition non négociable pour le budget cette année. Si la Ville de Sherbrooke ne s'engage pas à construire 100 logements sociaux minimalement par année pendant cinq ans, je ne pourrai pas voter en faveur de ce budget-là », a affirmé Évelyne Beaudin.



Les manifestants ont terminé leur marche devant l'hôtel de ville de Sherbrooke où ils ont eu droit à du café et de la soupe chaude. Photo : Radio-Canada / Marion Bérubé

La conseillère municipale s'est montrée rassurante envers les participants. « J'ai senti énormément d'ouverture de la part des collègues, même s'ils ne sont pas tous là aujourd'hui pour témoigner, a-t-elle conclu. J'ai bonne confiance. »

---

laTribune — 21 novembre 2018 / Mis à jour le 20 novembre 2018 à 22h20



JONATHAN CUSTEAU
La Tribune

Objectif : 100 logements sociaux par année

SHERBROOKE — Une dizaine de membres de l'Association des locataires ont manifesté sur la rue Wellington Nord et devant l'hôtel de ville, mardi, pour exiger une promesse ferme du conseil municipal pour la construction de 100 logements sociaux par année pour les cinq prochaines années. La conseillère Évelyne Beaudin était la seule élue à s'être déplacée. Elle promet de voter contre le budget, le 17 décembre, s'il ne prévoit pas l'atteinte de cette cible.

« Nous demandons aux élus municipaux d'introduire dans leur budget 100 unités de logements sociaux par année pendant cinq ans. Cent unités permettraient à cent ménages locataires de se loger convenablement à coût accessible. Ça permettrait aussi de prendre moins d'années pour loger les 6105 ménages-locataires qui actuellement ne sont pas capables de payer leur logement et qui vivent dans des appartements dangereux pour la santé et la sécurité », lance Normand Couture, porte-parole de l'Association des locataires.



Il fait ainsi référence à la moisissure et au manque d'isolation, entre autres. « Malgré le fait qu'ils vivent dans les logements insalubres, ils payent quand même 40 % de leurs revenus pour se loger. Il faudrait pourtant payer 25 % de nos revenus pour nous loger. C'est incroyable, dans une ville comme Sherbrooke, où on dit que la dimension humaine est importante, que le logement ne soit pas la priorité. Certaines personnes défraient même plus de 100 % de leurs revenus pour se loger. »

Grande déception

Normand Couture rapporte que la précédente administration municipale avait voté pour la construction de 100 logements sociaux par année pendant cinq ans. « Le nouveau conseil nous a annoncé qu'on réaliserait entre 75 et 100 logements parce qu'on investissait les mêmes sommes que l'année précédente. C'était une grande déception. On sait que les élus préparent le nouveau budget. Nous avons rencontré le maire au mois de mars et nous attendons toujours des nouvelles. Il faut que la Ville réponde à nos demandes, d'autant plus que le fédéral a annoncé en novembre 2017 des investissements de 40 G$ sur dix ans pour régler la
2017 des investissements de 40 G$ sur dix ans pour régler la
problématique du logement. Il serait temps que la municipalité profite de cet argent. »

En ce sens, l'Association des locataires compte joindre le FRAPRU jeudi à Québec pour une manifestation devant les bureaux du ministre de l'Habitation, Jean-Yves Duclos.

Au moyen d'une lettre, elle a aussi avisé les élus de ses demandes. Rémi Demers et Évelyne Beaudin auraient répondu qu'ils appuieraient la demande de l'association.

Mme Beaudin était d'ailleurs présente devant l'hôtel de ville mardi.

« Ce n'est pas normal qu'il y ait à Sherbrooke autant de gens qui mettent une aussi grande part de leurs revenus juste pour avoir un toit au-dessus de la tête. L'engagement que je prends, c'est que si la Ville ne s'engage pas à construire au minimum 100 logements sociaux par année pendant cinq ans, je ne pourrai pas voter en faveur de ce budget. Pour moi, c'est fondamental, d'autant plus que ça ne coûte pas cher. C'est un enrichissement collectif d'investir dans le logement social. J'ai senti énormément d'ouverture de la part de mes collègues. Ne sous-estimez pas l'impact de votre mobilisation d'aujourd'hui », a-t-elle lancé aux manifestants présents.

laTribune



DENIS DUFRESNE
LA TRIBUNE



— 10 décembre 2018 / Mis à jour le 9 décembre 2018 à 23h12

Vers une crise du logement?

ÉDITORIAL / La forte diminution du taux d'inoccupation des logements à Sherbrooke depuis un an est une mauvaise nouvelle pour les locataires et particulièrement ceux à faible revenu, au point où l'Association des locataires de Sherbrooke craint que des ménages se retrouvent dans la rue en juillet prochain.

Le rapport 2018 de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) démontre en effet que le taux d'inoccupation dans la Région métropolitaine de recensement (RMR) de Sherbrooke est passé de 5,3 % en 2017 à 2,6 % en 2018, alors que le taux d'équilibre est de 3 %.

La disponibilité des logements varie évidemment selon le nombre de pièces et le secteur.

Ainsi, le taux d'inoccupation est plus bas pour les logements d'une chambre (2,5 %), deux chambres (2,3 %) et trois chambres (2,6 %), alors qu'il est de 5,4 % pour les studios, ce qui pénalise à la fois les personnes seules et les familles.

C'est dans le secteur de Fleurimont que les logements sont les plus rares avec un taux d'inoccupation de seulement 1,1 %, suivi de Rock Forest/St-Élie/Deauville (1,2 %), du Nord (2 %), de Brompton (2,1 %), du Mont-Bellevue (2,4 %) et de Lennoxville (2,5 %).

Selon la SCHL, le resserrement du marché locatif s'explique par l'augmentation de la population étudiante, la migration internationale et le désir de nombreux ménages âgés de quitter leur maison pour un appartement.

Tout cela risque d'avoir un effet concret sur nombre de locataires en situation de précarité financière.

Ceux-ci craignent, avec raison, non seulement la rareté des logements abordables, mais aussi des hausses de coût et des propriétaires plus sélectifs.

Normand Couture, président de l'Association des locataires de Sherbrooke, anticipe d'ailleurs une année 2019 difficile.

En juillet dernier, pas moins de 23 ménages, dont 14 familles, s'étaient retrouvés sans endroit où aller habiter.

Si on se fie aux tendances observées par la SCHL, on peut donc craindre qu'un nombre plus élevé de ménages connaissent le même sort en juillet 2019.

On pourrait ajouter que le coût moyen des logements (758 $ par mois pour un trois chambres, selon la SCHL) n'est pas à la portée de tout le monde, bien que Sherbrooke soit parmi les villes les moins chères au Québec.

La solution passe donc, en bonne partie du moins, par l'aide au logement social et abordable.

À Sherbrooke, la construction de 100 logements sociaux par année depuis quatre ans, via des subventions de la Ville et la contribution de la Société d'habitation du Québec, à laquelle s'ajoute une cinquantaine d'unités privées subventionnées par année pour les locataires à faible revenu, peine à répondre à la demande.

Plus de 800 personnes sont sur la liste d'attente de l'Office municipal d'habitation.

Il faut souligner ici que Sherbrooke est au 8e rang parmi les 10 plus grandes villes de la province pour le nombre de logements sociaux par habitant.

Rémi Demers, président de l'Office municipal d'habitation (OMH), dit reconnaître le sérieux de la situation « parce que les gens démunis aboutissent chez nous ».

Il semble toutefois exclu que Sherbrooke construise davantage de logements sociaux en 2019 : « le défi, dit M. Demers, c'est de garder le rythme de 100 par année », alors que la Ville doit adopter sous peu son budget de fonctionnement.

Dans un monde idéal, les ménages devraient recevoir un revenu suffisant pour se loger convenablement et pourvoir à l'ensemble de leurs autres besoins.

Malheureusement, nous n'en sommes pas là : à Sherbrooke, plus du tiers (34,3 %) des locataires consacrent 30 % ou plus de leur revenu pour se loger, selon Statistique Canada, alors que seulement 7,9 % des ménages locataires vivent dans un logement subventionné.

Il y a donc tout un rattrapage à faire.

laTribune



JONATHAN CUSTEAU
La Tribune



19 décembre 2018 / Mis à jour le 18 décembre 2018 à 22h37

Les locataires plaident pour de nouvelles sources de revenus

SHERBROOKE — L'Association des locataires de Sherbrooke (ALS) hésite à lancer la pierre au conseil municipal à la suite du dépôt de son budget 2019. Si elle reconnaît que la hausse des taxes et tarifs pourrait nuire à certains ménages locataires, elle croit qu'il faut mettre davantage de pression pour le gouvernement du Québec pour offrir de nouveaux revenus aux municipalités.

« Nous sommes ambivalents parce qu'on sait très bien que si nous voulons maintenir les services, il y a une augmentation des coûts. Si on veut des investissements dans le logement social, ça prend un budget pour maintenir cet engagement. Dans le passé, quand il y a eu des gels de taxes, il y a eu des coupes dans les logements sociaux. C'est pour ça qu'il faut que les municipalités aient d'autres sources de revenus que la taxe foncière », commente Normand Couture, porte-parole de l'ALS.

« La CAQ a promis un point de pourcentage de la TVQ. Nous verrons si la promesse est respectée, parce que pour le moment, ça nous place dans une position où on doit choisir entre les services et une hausse de loyer. Le fait que les municipalités n'aient pas d'autres sources de revenus les pousse à préférer la construction d'immeubles luxueux parce qu'ils rapportent plus en taxe foncière.

« Il faudra des pressions beaucoup plus fortes sur Québec pour de nouvelles sources de revenus », ajoute-t-il.

Plusieurs élus ont souligné, lundi soir, que l'augmentation des tarifs touchait principalement les ménages à faibles revenus. « Nous savons que les taxes sont refilées aux ménages locataires. Pour ceux qui payent 50 % de leurs revenus, quelques dollars de plus, c'est un pain ou une pinte de lait en moins. Quand le budget est très serré, c'est difficile. »

M. Couture avait profité de la période des questions sur le budget, lundi, pour réitérer sa demande d'engagement du conseil pour 100 logements sociaux par année pendant cinq ans. « Nous avons eu la moitié de ce que nous demandions. Il y a en aura 100, mais il n'y a pas d'engagement pour les autres années. Quand il n'y a pas de sommes réservées l'année suivante, c'est difficile de faire lever un projet. »

La Ville achète deux immeubles sur Galt

La Ville a acquis deux autres immeubles de la rue Galt Ouest pour la réalisation de son projet d'élargissement de l'artère entre les rues Alexandre et Belvédère. Elle possède maintenant quatre des huit terrains, ou cinq des neuf bâtiments à acquérir pour procéder à leur démolition.

La Ville a confirmé lundi s'être entendue avec le propriétaire du 451-457 et du 493-511, rue Galt Ouest. Les deux bâtiments comprennent respectivement cinq et huit logements construits en 1922 et 1928. L'évaluation municipale combinée des deux immeubles atteignait 647 800 $ pour le rôle triennal 2019-2021.

Le prix convenu avec le propriétaire s'élève à 770 000 $ en incluant l'indemnité principale pour l'immeuble et l'indemnité accessoire pour les troubles, ennuis et inconvénients.

Le prix total payé par la Ville à ce jour pour l'acquisition de gré à gré des immeubles de la rue Galt Ouest s'élève à 1 582 000 $, soit 2,6 % de plus que l'évaluation municipale. Il lui faudra aussi verser une indemnité pour les locataires, notamment une compensation de trois mois de loyer, lorsqu'ils devront être relocalisés.

Rappelons que la Ville compte élargir la rue Galt Ouest entre les rues Alexandre et Belvédère, en plus d'y ajouter une piste multifonctionnelle. Elle en profitera pour agrandir le parc Alfred-Élie-Dufresne et un immeuble comprenant 70 logements accessibles et abordables devrait être érigé.

Le début des travaux est prévu à la fin de 2019 et ils devraient s'échelonner sur environ deux ans.

MARCHE DU FRAPRU
DE VILLES EN VILLAGES
POUR LE DROIT AU LOGEMENT
2 au 29 SEPTEMBRE 2018



REVUE DE PRESSE
DU 26 AOÛT au 7 OCTOBRE 2018

La Marche de Villes en villages pour le droit au logement a fait l'objet d'un revue de presse spéciale, disponible en ligne au lien suivant: **http://www.frapru.qc.ca/wp-content/uploads/2018/12/**